

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°4 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Réception de Nouvel An à la Chambre



(de gauche à droite) M. Lucien Clement, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général, M. Laurent Mosar, Président, Mme Lydie Polfer, M. Alex Bodry, M. Marc Spautz et M. Xavier Bettel, membres du Bureau de la Chambre.

45 séances plénières, 650 réunions de commissions parlementaires, 200 participations de délégations à des activités européennes et internationales, 44 visites officielles, sans compter les conférences et autres événements auxquels des députés luxembourgeois ont pris part: lors de son intervention à l'occasion de la traditionnelle réception de Nouvel An, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a tenu à souligner que le travail d'un député se résume à bien plus que l'occupa-

tion d'un siège dans la salle plénière. En conséquence, l'administration parlementaire est appelée à fournir un travail d'envergure et de qualité de sorte qu'un bon déroulement des activités parlementaires puisse être assuré.

Pour ce qui est des défis futurs à relever, M. Mosar a signalé quatre grands chantiers qu'il s'agit, dans la mesure du possible, d'achever en 2013:

- la mise en place d'un système de pétition électronique (possibilité pour

le citoyen de signer des pétitions en ligne);

- l'élaboration d'un code de déontologie pour députés et mandataires publics;

- la réforme de la procédure budgétaire;

- une communication publique de la Chambre plus en phase avec les réalités du 21^e siècle et l'essor fulgurant des réseaux sociaux: d'où la création de comptes Facebook et Twitter au nom de la première institution du pays.

Le Secrétaire général de la Chambre, M. Claude Frieseisen, a, quant à lui, rappelé les moments forts de l'année parlementaire écoulée, dont surtout:

- la journée porte ouverte de 2012 qui a suscité l'intérêt de quelque 2.600 personnes;

- le déménagement d'un nombre de services parlementaires, auparavant dispersés à différentes adresses, à la Maison Wiltheim, devenue en quelque sorte un espace administratif bis,

- ainsi que les visites à Luxembourg et à l'Hôtel de la Chambre du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, M. Ban Ki-moon, et du Président du Comité permanent de l'Assemblée populaire nationale de Chine, M. Wu Bangguo.

10 ^e séance	mercredi	5 décembre 2012
11 ^e séance	jeudi	6 décembre 2012
12 ^e séance	mardi	11 décembre 2012
13 ^e séance	mercredi	12 décembre 2012
14 ^e séance	mercredi	12 décembre 2012

Visite du Secrétaire d'État portugais José Cesário



(de gauche à droite) M. Marcel Oberweis, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Ben Fayot, M. José Cesário, Mme Marie-Josée Frank et M. Fernand Kartheiser.

Quelque 100.000 Portugais vivent au Luxembourg. Surtout les nouveaux arrivants rencontrent de sérieux problèmes d'intégration. Ils ont des difficultés à apprendre l'une des langues officielles du pays et à trouver un logement adéquat. Depuis le début de la crise, le chômage s'est aussi installé dans la communauté lusophone. Ces sujets ont été abordés au cours de l'entrevue que le Secrétaire d'État des Communautés portugaises, M. José Cesário, a eue, le 17 décembre passé, avec les membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration.

Le Portugal a lancé des campagnes d'information nationales, dont une portant sur le Luxembourg, pour rendre attentif aux faces cachées des pays d'attrait des migrants.

Dans la mesure du possible, les autorités tentent de décourager du départ les personnes qui ne disposent pas au moins d'un contrat de travail.

L'attitude officielle portugaise face à la possibilité de prendre la double nationalité est positive. M. Cesário a souligné que son pays voit la double nationalité comme un élément favorisant l'intégration des Portugais vivant à l'étranger.

Un formidable encouragement pour l'Union européenne



La remise du Prix Nobel de la Paix à l'UE fut célébrée en la maison de l'Europe à Luxembourg en présence de M. Charles Goerens, député européen, M. Laurent Mosar, Président de la Chambre, et M. Jacques Santer, ancien Président de la Commission européenne.

À l'occasion de la célébration de la remise du Prix Nobel de la Paix à l'Union européenne, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, a parlé d'un «formidable encouragement pour l'Union européenne».

Le prix honore annuellement «celui qui aura agi le plus ou le mieux pour la fraternisation des peuples, l'abolition ou la réduction des armées permanentes ainsi que pour l'organisation respectivement la promotion de congrès de la paix».

Selon M. Mosar, l'Union est le principal facteur d'enracinement de la paix sur notre continent: «L'Union

a consolidé la démocratie, le respect des droits de l'Homme et de l'État de droit. Elle poursuit activement l'inté-

gration, le pluralisme, la justice transnationale et la lutte contre les discriminations.»

DANS CE NUMÉRO	
Réforme de l'assurance pension	p. 111
Budget 2013: - Rapport Lucien Lux	p. 130
- Exposé Luc Frieden	p. 136
Sommaire des séances publiques nos 10-14	p. 149
Sommaire des questions parlementaires	p. Q61

M. Laurent Mosar reçoit la Présidente de la Confédération suisse

À des traditions similaires des soucis comparables: les pressions en faveur de l'abolition du secret bancaire et la politique fiscale européenne ont figuré parmi les principaux sujets évoqués entre Mme Eveline Widmer-Schlumpf et M. Laurent Mosar au cours d'une entrevue à la mi-décembre.

La Présidente de la Confédération suisse et le Président de la Chambre des Députés ont tenu à souligner l'excellent état des relations entre le Luxembourg et la Suisse. Même si la Confédération ne fait pas partie de l'Union européenne (UE), elle lui est

néanmoins étroitement liée par de nombreux accords: environ vingt accords principaux et une centaine d'accords secondaires, en tout, ont ainsi vu le jour au fil des ans.

Pour ce qui est de la gouvernance économique européenne que l'UE tente de mettre en place et de l'échange d'informations, notamment fiscales, y correspondant (problématique de l'automatisme de ces échanges), les deux responsables politiques ont estimé que le dialogue entre Suisses et Luxembourgeois peut s'avérer important.



M. Laurent Mosar accueille Mme Widmer-Schlumpf.



Contre la traite des êtres humains: GRETA évalue



Rencontre de députés luxembourgeois avec les représentants du GRETA.

Prostitution forcée, esclavage domestique, travailleurs détachés mal payés, etc.: la traite des êtres humains a beaucoup de visages. Les femmes et hommes qui quittent leur pays clandestinement sont toujours vulnérables. Le Luxembourg participe aux actions destinées à combattre ces formes modernes d'exploitation. Par la loi du 13 mars 2009, le Luxembourg a déjà approuvé la Convention du Conseil de l'Europe en la matière. Une directive européenne adoptée en 2011 est en voie de transposition.

Le 13 décembre 2012, des députés luxembourgeois ont eu un échange de vues avec des représentants du Groupe d'experts sur la lutte contre la traite des êtres humains (GRETA) qui est chargé de veiller à la mise en œuvre de la Convention du Conseil de l'Europe sur la lutte contre la traite des êtres humains.

Il publie régulièrement des rapports évaluant les mesures prises par les Parties et invitant celles qui ne respecteraient pas pleinement les mesures contenues dans la Conven-

tion à renforcer leur action. C'est dans le cadre de la rédaction du rapport sur le Luxembourg que les députés ont pu s'informer sur la situation actuelle.

Le GRETA analyse actuellement les réponses luxembourgeoises récoltées sur base d'un questionnaire. Il peut également solliciter des informations complémentaires auprès de la société civile et/ou organiser des visites dans les pays. Le rapport national final sur le Luxembourg est attendu pour fin 2013.

Conseil interparlementaire consultatif de Benelux

Retraites, énergie, chiens d'assistance et transports

Lors de la séance plénière du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux (Parlement Benelux) à La Haye les 14 et 15 décembre 2012, les députés belges, néerlandais et luxembourgeois ont discuté sur différents sujets d'actualité dont notamment le livre blanc européen sur les retraites, dont les membres ont reconnu l'importance pour les travailleurs frontaliers et ont décidé d'en saisir la commission compétente en vue d'approfondir cette thématique.

La coopération en matière d'énergie a également fait l'objet d'un débat qui s'est axé autour des politiques à mettre en œuvre afin de lever les obstacles juridiques et techniques en vue du développement d'un raccordement rentable des parcs éoliens offshore dans la région

de la mer du Nord. Dans ce contexte, le Benelux s'est associé avec sept autres pays entourant la mer du Nord. Le réseau commence à se dessiner, les premiers câbles et plateformes étant déjà en place.

Un rapport sur les réseaux de transport transeuropéens a été présenté aux membres du Parlement Benelux. En raison de l'intensité des flux de transport au sein du Benelux qui dépend en grande partie du marché intérieur en Europe, le sujet revêt un intérêt particulier pour les représentants politiques des trois pays.

Dans une recommandation sur le droit d'accès des chiens d'assistance, le Parlement Benelux demande aux gouvernements d'arrêter une réglementation spécifique garantissant le

droit d'accès pour les chiens d'assistance et de faire en sorte que ce droit soit accordé quel que soit le pays où a été délivré l'agrément et où a été agréé l'instructeur. Il est aussi demandé d'envisager l'instauration d'une marque distinctive pour les chiens d'assistance.

La suppression de la liaison ferroviaire régulière entre Bruxelles et Amsterdam et la coopération en matière de défense ont également fait l'objet de recommandations adressées aux trois gouvernements.

Lors de la dernière séance plénière du Parlement Benelux sous présidence néerlandaise, le Président sortant M. Jack Biskop, député néerlandais, a passé le flambeau à M. Marcel Oberweis, député luxembourgeois.

Le Parlement Benelux sous présidence luxembourgeoise



Des membres de la délégation luxembourgeoise auprès du Conseil interparlementaire consultatif de Benelux:

1^{re} rangée: Mme Josée Lorsché, M. Marcel Oberweis, Président du Parlement Benelux, M. Roger Negri;

2^e rangée: Mme Sylvie Andrich-Duval, Mme Claudia Dall'Agnol, Mme Tania Tennina, Secrétaire, M. Marc Angel, M. Fernand Etgen;

3^e rangée: M. Raymond Weydert, M. Xavier Bettel, M. Gilles Roth, M. Claude Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre.

Alors que le gouvernement luxembourgeois, depuis le 1^{er} janvier 2013, a pris la relève de la présidence tournante du Benelux, M. Marcel Oberweis, député luxembourgeois, dirige depuis lors le Conseil interparlementaire consultatif de Benelux. Il est épaulé par deux vice-présidents, à savoir Mme Maya Detiège, députée belge, et M. André Bosman, parlementaire néerlandais. Les trois séances plénières annuelles en mars, juin et décembre se dérouleront à la Chambre des Députés.

Durant les deux années à venir, le Président nouvellement désigné compte prendre différentes initiatives dans les domaines traditionnellement réservés à la coopération Benelux, à savoir l'économie, la justice et les affaires intérieures. Il entend également mettre l'accent sur des thèmes qui lui tiennent particulièrement à cœur, à savoir la promotion des énergies renouvelables, l'immigration, ainsi que la mobilité et les transports transfrontaliers.

Le Parlement Benelux

Le Parlement Benelux compte 49 membres dont 21 représentent les Pays-Bas, 21 la Belgique et 7 le Luxembourg. Les membres effectifs de la délégation luxembourgeoise auprès du Parlement Benelux sont MM. Marcel Oberweis et Gilles Roth (CSV), Roger Negri et Marc Angel (LSAP), Fernand Etgen (DP), Mme Josée Lorsché (déi grëng) et M. Serge Urbany (déi Lénk).

Le Parlement Benelux rend des avis aux gouvernements dans le domaine de la coopération économique et transfrontalière. En fonction de l'intérêt commun ou de l'actualité, ses avis peuvent également porter sur d'autres matières.

Le Parlement Benelux coopère avec des organisations suprarégionales et supranationales comme:

- le Conseil parlementaire interrégional;
- le Conseil nordique (Danemark, Suède, Finlande, Norvège et Islande);
- l'Assemblée balte (Lettonie, Lituanie et Estonie)
- et les pays de Visegrad (Pologne, Hongrie, République tchèque et République slovaque).

Enfin, le Parlement Benelux tient les trois gouvernements informés des opinions qui se font jour au sein des assemblées parlementaires dont sont issus ses membres.

Aux côtés du Comité des ministres, du Secrétariat général et de la Cour de justice Benelux, le Parlement Benelux constitue donc un maillon institutionnel important dans la coopération entre les Pays-Bas, la Belgique et le Luxembourg.

Premier traité Benelux, nouveau traité Benelux, coopération politique renforcée

Le nouveau traité Benelux, signé en 2008 est, après ratification par les parties prenantes, entré en vigueur au 1^{er} janvier 2012. Contrairement à son prédécesseur - le premier traité Benelux entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg fut signé le 3 février 1958 et conclu pour une période de 50 ans -, le nouveau traité est, quant à lui, valable pour une durée indéterminée. Il ne contient plus qu'une quarantaine d'articles contre une centaine précédemment.

Grâce au nouveau traité, l'«Union économique Benelux», fondée en 1958, est devenue l'«Union Benelux», ceci pour marquer l'élargissement de la coopération au-delà de l'aspect purement économique.

Le nouveau traité dote en effet le Benelux de nouvelles compétences et la coopération entre les trois pays englobe désormais les domaines clés suivants:

- le marché intérieur et l'union économique (comprenant, entre autres, les transports, la sécurité alimentaire, l'énergie);
- le développement durable (gestion environnementale, travail frontalier...);
- la justice et les affaires intérieures (dont la coopération policière et la lutte contre la fraude fiscale et sociale).

À noter que la coopération Benelux constitue plus qu'un simple traité, son essence politique étant de promouvoir la collaboration et le concours des Pays-Bas, de la Belgique et du Luxembourg dans l'intérêt de leurs citoyens et de faire avancer ainsi l'intégration européenne. Sans préjudice de la construction européenne, la coopération politique entre les trois pays au sein du Benelux prend de plus en plus d'ampleur et de visibilité et constitue une vraie valeur ajoutée. Dans ce contexte, il y a lieu de citer la coopération policière, les acquis du marché interne de l'énergie, la création d'un portail Internet sur le travail frontalier, le développement d'une vision commune sur le transport et l'aménagement du territoire, Euro Contrôle Route (ECR) organisant des inspections communes du trafic routier lourd ainsi que la coopération entre les services de secours permettant aux ambulances de franchir sans encombre les frontières et sauver ainsi des vies.

Au niveau de l'Union des vingt-sept, les pays du Benelux ont convenu de se concerter avant toute réunion ministérielle européenne, ceci dans un but d'élaborer des positions communes.

Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung live an integral

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Conter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hiefenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Faire respecter les droits des détenus



Des membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'APCE ont visité le Centre pénitentiaire à Schrassig.

Dans le cadre de la journée internationale des droits de l'Homme, célébrée le 10 décembre dernier, et afin de manifester leur attachement à la protection des droits de l'Homme dans les lieux de privation de liberté, des députés membres de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) se sont déplacés au Centre pénitentiaire à Schrassig. Avant de faire une visite des cellules, de la buanderie et d'autres lieux de séjour des détenus, les parlementaires se sont entretenus avec l'équipe dirigeante de la prison.

Le directeur, M. Vincent Theis, s'est félicité de l'intérêt que le monde politique voue à l'univers carcéral luxembourgeois et à ses détenus. Il a

salué l'objectivité, l'impartialité et la compétence qui caractérisent le débat mené sur la privation de liberté et les détenus.

Alors que la maison d'arrêt de Schrassig comptera 30 ans d'existence en 2014, son directeur a tenu à rappeler les progrès accomplis depuis lors:

- dans les années 1990, on a pu assister à un doublement des capacités (600 places) ce qui a permis de résoudre le problème de la surpopulation. Alors que beaucoup de prisons à l'étranger souffrent de surdensité, la densité carcérale - soit le nombre de personnes écrouées par rapport à la capacité d'accueil - à Schrassig s'établit entre-temps à un taux assez stable, inférieur à 100%;

- les années 2000 ont vu la mise en place des services psychosocial et socio-éducatif. Même si l'effectif de ces services mérite encore d'être étoffé à terme, il s'avère désormais possible d'encadrer les détenus et de les préparer à leur mise en liberté;

- pour assurer l'accès aux soins médicaux des détenus, une solution a pu être trouvée par leur externalisation vers le Centre Hospitalier de Luxembourg ou le CHNP d'Ettelbruck qui s'occupe également de la prise en charge des détenus toxicomanes;

- grâce à la création d'une buanderie, 70 à 80 détenus peuvent travailler de façon régulière;

- la prison de Schrassig est aujourd'hui un espace de droit où tout arbitraire est banni et qui permet ainsi la sauvegarde des droits du détenu. Pour satisfaire constamment à cette exigence, le service de garde et le personnel bénéficient de formations régulières en la matière.

Selon M. Theis, le paysage pénitentiaire luxembourgeois subira encore de nombreuses transformations dans les années à venir. Avec la construction du Centre pénitentiaire Uerschterhaff à Sanem (les plans pour ce projet prévoyant uniquement l'accueil de détenus provisoires sont pratiquement achevés), l'extension de l'internat socio-éducatif de Dreibern et la réforme prévue de l'exécution des peines, les défis à relever ne manqueront pas.

Furent en outre évoquées l'éducation et la formation professionnelle des détenus ainsi que leur radiation d'office du registre de la population qui nuit gravement à leur resocialisation.

La directrice générale de l'OMS à la Chambre



Le Dr Margaret Chan reçue par des membres des Commissions des Affaires étrangères et de la Santé.

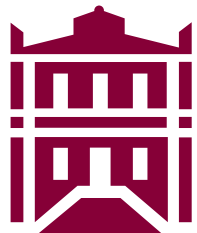
Affaires étrangères et politique de santé sont intimement liées. Dès le début de son entrevue avec les députés luxembourgeois, le Dr Margaret Chan a salué le fait de pouvoir rencontrer les représentants de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration et de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale. La directrice générale de l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) a rappelé que, dans un monde globalisé, les maladies ne connaissent pas de frontières.

Mme Chan a remercié le Luxembourg pour son engagement, non seulement comme acteur régional, mais aussi auprès de l'ONU à New York et de l'OMS à Genève. «Le Luxembourg fait partie des pays qui ne se limitent pas à donner du poison aux gens qui ont faim, mais qui

leur apprennent à pêcher», a-t-elle souligné.

Margaret Chan a rappelé que l'OMS s'abstient de dicter des politiques de santé, mais souhaite fournir les éléments permettant de s'orienter. Interrogée sur les interventions de l'OMS en matière de recherche médicale, elle a expliqué que l'OMS soutient une mise en commun des résultats scientifiques («open access») en vue d'une accélération de la lutte contre les maladies.

La première visite de la directrice générale de l'OMS à Luxembourg a eu lieu dans le but de renforcer les liens avec l'OMS et de réitérer le soutien du Grand-Duché aux programmes de l'OMS au-delà de 2015. En 2012, le montant total des contributions annuelles du Luxembourg à l'OMS s'est élevé à 7,1 millions d'euros.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N°4 • SESSION ORDINAIRE 2012-2013

Surendettement

6021 - Projet de loi concernant le surendettement et portant modification

1. de l'article 2016 du Code civil;

2. de l'article 536 du Code de commerce et

portant abrogation

1. de la loi modifiée du 8 décembre 2000 sur le surendettement;

2. de l'article 41 de la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;

3. de l'article 4.6° du Nouveau Code de procédure civile

Afin de mieux pouvoir lutter contre le phénomène de surendettement, il faut, d'un côté, renforcer le volet préventif et, de l'autre, favoriser une politique plus restrictive en matière de crédit à la consommation. À cet égard, la transposition en droit luxembourgeois de la directive 2008/48/CE du 23 avril 2008 concernant les contrats de crédit à la consommation doit être mentionnée. En effet, cette directive a été transposée par la loi du 8 avril 2011 portant introduction d'un Code de la consommation.

Le projet de loi sous rubrique a un double objectif: il procède à une modification des procédures prévues dans le cadre de la loi modifiée du 8 décembre 2000 relative au surendettement, d'une part, et introduit un régime de faillite civile pour les personnes privées dans la législation luxembourgeoise, d'autre part.

Il s'agit de parer aux carences observées dans l'application de la loi modifiée du 8 décembre 2000 précitée. Par ailleurs, il convient de compléter la procédure de règlement collectif des

dettes de la loi précitée du 8 décembre 2000, qui à l'heure actuelle comporte une «phase de règlement conventionnel» devant la Commission de médiation et ensuite une «phase de règlement judiciaire» devant le juge de paix, par l'introduction d'une troisième phase sous la forme d'une procédure de faillite civile qui prend la dénomination de «procédure de rétablissement personnel». La mise en place d'un tel système nécessite la prise en compte, voire la protection d'intérêts divergents en cause. La balance doit être tenue égale entre les intérêts des créanciers et ceux du débiteur surendetté, de même qu'il faut préserver l'égalité entre les créanciers, prévenir le recours abusif du débiteur surendetté à la procédure de la faillite civile pour se soustraire à ses obligations contractuelles et légales, maintenir la sécurité contractuelle, responsabiliser le débiteur surendetté pendant et après le déroulement de la procédure et préserver la dignité de la personne surendettée en tenant compte de sa situation de ménage et des personnes dont elle a la charge.

Cette troisième phase s'adresse à des personnes privées se trouvant dans une situation caractérisée de surendettement et dont la situation est irrémédiablement compromise, c'est-à-dire qu'elles se trouvent dans l'impossibilité d'apurer leur situation de surendettement par la mise en œuvre des mesures prévues par la loi dans le cadre du surendettement et que leur situation patrimoniale est détériorée à un tel point qu'un redressement de leur situation à court, moyen et long terme s'avère illusoire. Il s'agit de permettre à ces personnes un nouveau départ dans leur situation financière et patrimoniale.

Le programme de coalition du Gouvernement de 2004 prévoyait déjà, à côté d'une modification des procédures prévues dans le cadre de la loi précitée du 8 décembre 2000, «d'exami-

ner la possibilité d'introduction d'un principe de la faillite civile pour les personnes privées» dans notre législation. Cette possibilité a fait l'objet de réflexions que Madame le Ministre de la Famille a intégrées dans le rapport quinquennal sur la loi précitée du 8 décembre 2000. Ce rapport, qui a été approuvé par le Conseil de Gouvernement le 28 avril 2006, a

été présenté à la Commission de la Famille, de l'Égalité des chances et de la Jeunesse. Cette dernière a accueilli favorablement l'idée d'introduire un régime de faillite civile en droit luxembourgeois afin de rétablir définitivement la situation des personnes surendettées et de leur permettre d'échapper à un risque potentiel d'exclusion sociale.

Dépôt par Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration, le 27.03.2009

Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf

Travaux de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances (Président: M. Jean-Paul Schaaf):

09.02.2010 Désignation d'un rapporteur

23.03.2010 Échanges de vues avec des représentants du secteur du surendettement

13.04.2010 idem

27.04.2010 idem

04.05.2010 idem

01.06.2010 Examen des délais de procédure

05.07.2011 Désignation d'un nouveau rapporteur

21.09.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.10.2011 idem

24.05.2012 Examen du deuxième avis du Conseil d'État

05.06.2012 idem

23.10.2012 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État

13.11.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 12.12.2012



Budget 2013

6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

En guise d'**introduction**, le rapporteur souligne le fait que la confection d'un projet de budget dans un contexte d'incertitude, voire de morosité conjoncturelle ressemble toujours à un acte d'équilibriste. Le projet de budget 2013 déposé par le Gouvernement à la Chambre des Députés le 2 octobre 2012 n'aura pas fait exception à cette règle qui se confirme depuis quelques années maintenant.

En effet, depuis le début de la crise financière et économique en 2008, les orientations de la politique budgétaire ont été guidées par la volonté de mener une politique anticyclique pour soutenir la relance économique et atténuer les conséquences sociales de la crise tout en empruntant la voie de la sagesse budgétaire pour échapper au cercle vicieux des déficits et de la dette publique toujours grandissants.

Si le dilemme du bon choix au bon moment est toujours d'actualité, les travaux parlementaires et extra-parlementaires de l'automne dernier auront eu le mérite d'amorcer une réflexion et un débat plus profonds et plus vastes sur les tenants et les aboutissants, les objectifs et les moyens, les prérequis et les conséquences d'une politique permettant de soutenir à la fois la consolidation budgétaire, la relance économique et le progrès social.

L'une des conséquences immédiates et tangibles de cet exercice de réflexion fut évidemment l'amendement du projet budgétaire par le Gouvernement, ceci en étroite collaboration avec les groupes parlementaires de la majorité. Ainsi, le projet budgétaire initial a pu être revu sur deux points cruciaux: d'un côté, un effort supplémentaire de consolidation d'environ 250 millions d'euros (0,6% du PIB) a pu être dégagé, ce qui a permis de regagner la trajectoire d'ajustement arrêtée au mois d'avril dans le Programme de stabilité et de croissance, et de l'autre côté, un rééquilibrage a pu être effectué au niveau des contributions à apporter par les différents acteurs économiques et groupes sociaux à cet effort de consolidation.

Si dans un premier temps, le résultat obtenu grâce aux amendements budgétaires paraît tout à fait louable, il y a lieu d'insister que les travaux maintenant entamés doivent continuer dès le début de l'année 2013. C'est surtout dans la perspective d'une conjoncture internationale peu porteuse et d'une croissance projetée durablement réduite au Luxembourg qu'il s'agira de continuer sur la voie des réformes structurelles pour maintenir des finances publiques saines et pour arriver à un modèle de croissance et un mode de vie soutenables à moyen et long terme.

Les critères que le rapporteur du budget propose pour guider les choix politiques à opérer dans ce contexte et qui structurent le présent rapport sont les suivants: l'efficacité, la justice sociale, et le respect du contrat des générations.

Le **chapitre II** («Justice sociale: plaidoyer pour un État fort») conclut que la croissance économique est importante, entre autres parce qu'elle crée des recettes dont un État fort a besoin. En temps de crise, l'État doit faire des efforts supplémentaires afin de permettre une relance économique. Pourtant, les mesures prises à cet effet ne doivent pas compromettre les facteurs-clés du bien-être à tel point que l'impact positif de la croissance économique soit neutralisé par des effets négatifs sur d'autres aspects importants de la vie. Ainsi, une croissance économique au prix de licenciements en masse présenterait un bilan négatif en termes de bien-être, même si les gains financiers de cette opération étaient répartis de manière équitable. De même, la croissance économique ne servira pas l'objectif recherché lorsqu'elle se fait au détriment de la santé, de la vie familiale et de la cohésion sociale, si elle aggrave les inégalités, ou encore si elle utilise les ressources naturelles au-delà des capacités de régénération de la nature. Dans tous ces cas de figure, la croissance économique et l'impact positif qui en résulte ne seront que temporaires.

Le **chapitre III** («Efficacité: une meilleure gouvernance pour le Luxembourg de demain») rappelle la difficulté que constitue le maintien de l'équilibre entre les intérêts économiques, sociaux et environnementaux lors d'un effort de consolidation des finances en temps de crise économique. Ainsi, lorsque les priorités politiques ont été définies, il faut veiller à une mise en œuvre efficace et efficiente, afin d'éviter le gaspillage de ressources. À cet effet, l'intervention de l'État doit être subordonnée à des objectifs clairs. Les instruments utilisés pour atteindre ces objectifs doivent être évalués à intervalles réguliers au vu de leur efficacité. Ceci vaut aussi bien pour les moyens que l'État uti-

lise dans le cadre du fonctionnement de ses propres administrations que ceux qu'il met à disposition d'autres acteurs pour soutenir un objectif commun. Ensuite, l'efficacité des mesures existantes doit être optimisée.

Le **chapitre IV** («Un projet pour nos jeunes, un projet de confiance») – qui véhicule le principal message politique du rapport budgétaire – dresse un tableau de la situation de vie des enfants et des adolescents au Luxembourg et analyse les forces et les faiblesses de la politique en faveur des jeunes.

Ainsi, force est de constater que le Luxembourg est habité par une population relativement jeune qui devient de plus en plus hétérogène. La part des migrants est particulièrement importante dans les tranches d'âge entre 0 et 19 ans et entre 20 et 44 ans. Sans l'intervention d'une politique volontariste pour maintenir la cohésion sociale, il est probable que les inégalités gagneront en ampleur, si l'on considère la situation économique et sociale des jeunes et des enfants, en général nettement moins favorable que celle des personnes âgées.

Le chapitre conclut que si l'État veut améliorer les chances de réussite des jeunes, il doit soutenir de manière conséquente les familles. Les transferts monétaires sont importants, mais d'autres formes d'aide publique sont souvent plus efficaces s'il s'agit de soutenir les parents dans l'éducation de leurs enfants. D'un côté, il faut des mesures telles que le congé parental qui permet aux parents de passer plus de temps avec leurs enfants. De l'autre côté, toute une panoplie de services publics ont été développés pour que les parents puissent concilier la vie de famille avec la vie professionnelle. La qualité de ces services est essentielle, s'ils doivent avant tout contribuer à renforcer l'égalité des chances des enfants.

Ces transferts, aides et services demandent un investissement conséquent de la part de l'État qui reflète une politique volontariste en faveur des jeunes. Or, afin de disposer des moyens nécessaires pour mettre en œuvre une telle politique, l'État doit pouvoir s'appuyer sur des finances publiques saines.

Le **chapitre V** résume, analyse et commente brièvement les principales données statistiques sur la situation économique, compétitive et sociale du pays.

Les prévisions macroéconomiques pour le Luxembourg pour les années 2012 et 2013 se présentent comme suit:

	1985-2011	2011	2012	2013	2012	2013
	Evolution en % (sauf si spécifié différemment)				Révisions (pts de %)**	
PIB (en volume)	4,6	1,7	0,5	1,0	0,4	-0,7
Emploi total intérieur	3,2	2,9	2,2	1,3	0,4	0,4
Taux de chômage (ADEM)	3,3	5,6	6,1	6,5	-0,1	-0,3
Indice des prix à la consommation (IPCN)	2,2	3,4	2,7	1,9	0,4	0,2
Coût salarial nominal moyen	3,6	2,0	2,2	2,2	-0,5	-0,9
Capacité/besoin de financement (adm. publ., % du PIB)*	1,9	-0,3	-2,0	-1,4	-0,3	1,8
*) Moyenne 1990-2011 **) Par rapport à la NdC 2-2012 du 18 juillet 2012						

Le **chapitre VI** est consacré à l'analyse financière du budget 2013.

En ce qui concerne l'exécution du budget 2012, la Commission des Finances et du Budget (COFIBU) constate qu'un déficit au niveau de l'Administration centrale de l'ordre de 1.648 millions d'euros (3,8% du PIB) s'annonce, ce qui représenterait une détérioration du solde de 505 millions d'euros (-1,1% du PIB) par rapport au budget voté. L'Administration publique dans son ensemble afficherait un besoin de financement de 895,9 millions d'euros, soit l'équivalent de 2% du PIB. La COFIBU estime qu'un tel dérapage des dépenses publiques est inadmissible alors que le Gouvernement s'est engagé, face à la Chambre des Députés et face aux instances européennes, à poursuivre une politique de consolidation progressive des finances publiques.

Ensuite, le rapport retrace les différentes étapes qui ont finalement abouti au projet de budget tel qu'il est proposé par la COFIBU:

Ainsi, le 27 avril 2012, le Gouvernement a arrêté et transmis à la Commission européenne sa 13^e actualisation du Programme de stabilité et de croissance (PSC) pour le Luxembourg. Le PSC conclut qu'en l'absence de mesures de consolidation additionnelles, le Luxembourg n'atteindra ni l'équilibre budgétaire, ni son ob-

jectif à moyen terme (OMT) d'un excédent structurel de 0,5% du PIB jusqu'à la fin de la période de prévision, et s'éloignera même de la trajectoire d'ajustement en 2015.

Pour revenir sur la trajectoire d'ajustement, le Gouvernement avait mis au point, dans le cadre de l'élaboration du PSC, un premier train de mesures de consolidation budgétaire d'un montant global de 535 millions d'euros, soit 1,2% du PIB.

Suite à la détérioration de la conjoncture qui s'est annoncée avant l'été 2012 et vu le risque d'une dégradation supplémentaire des finances publiques, le Gouvernement a décidé en septembre 2012, dans le cadre de la mise au point du projet de budget pour l'exercice 2013, de renforcer davantage son effort de consolidation en arrêtant un deuxième train de mesures pour un montant total chiffré à l'époque à plus de 200 millions d'euros.

Or, ce projet de budget fut jugé insuffisant par rapport aux multiples défis qui se posent au pays. À l'initiative des groupes parlementaires de la majorité, le projet initial fut amendé par le Gouvernement.

Du côté du budget des recettes, les amendements devront rapporter 181 millions d'euros supplémentaires. Du côté du budget des dépenses, les mesures proposées se traduisent par une diminution du total des dépenses de l'Administration publique de 70 millions d'euros.

Dans leur ensemble, les trois paquets de mesures s'ajoutent à 952 millions d'euros, soit 2,1% du PIB. Le tableau ci-après présente l'incidence totale des mesures de consolidation qui ont été dégagées au cours de la procédure budgétaire pour 2013 sur l'évolution du solde de l'Administration publique:

(voir le tableau à la fin de cet article)

Avec une réduction du déficit public de 1,2% par rapport à l'exécution prévisionnelle du budget 2012 (voire même 1,5% pour la seule Administration centrale) et de 0,7% par rapport au projet de budget tel qu'il avait été déposé à la Chambre des Députés en octobre (dont 0,5% sont imputables à une amélioration du solde de l'Administration centrale), le projet de budget amendé parvient donc à regagner la trajectoire d'ajustement telle qu'elle a été arrêtée dans la 13^e actualisation du PSC au mois d'avril.

Etabli selon les règles de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la

La COFIBU se félicite du résultat obtenu suite à l'amendement du projet de budget initial et estime que les objectifs visés, à savoir notamment de revenir sur la trajectoire d'ajustement et d'apporter certains rééquilibres au niveau des recettes et des dépenses, ont globalement été atteints.

En ce qui concerne les investissements de l'Administration centrale, la COFIBU constate avec satisfaction que malgré leur réduction de 287 millions d'euros par rapport au programme d'investissement initial, ils restent très élevés. En effet, avec des dépenses prévues de 1,7 milliards d'euros, soit l'équivalent de 3,8% du PIB en 2013, les investissements se situent dans la moyenne des années précédentes.

Quant à la dette publique, celle-ci a connu une croissance très importante depuis l'éruption de la crise financière en 2008 et risque d'atteindre un niveau préoccupant dans les années à venir et d'hypothéquer ainsi la marge de manœuvre financière de l'État.

Si la COFIBU est d'accord que les investissements qui sont effectués par l'État dans l'intérêt de la compétitivité de l'économie nationale et de l'épanouissement des générations futures soient financés - du moins en partie - par le biais de l'emprunt, elle souhaite néanmoins mettre en garde contre une croissance trop rapide de la dette publique qui risque de frôler le seuil des 30% d'ici quelques années. Voilà pourquoi la COFIBU demande au Gouvernement de revoir la nécessité d'utiliser l'intégralité de l'autorisation d'emprunt de 4,5 milliards d'euros prévue par la loi budgétaire, et d'associer la Chambre des Députés aux opérations de trésorerie qu'elle compte effectuer.

En ce qui concerne l'évolution des dépenses, la COFIBU peut souscrire au paradigme d'une «nouvelle culture des dépenses» revendiqué par le Ministre des Finances et du Budget, sous condition toutefois que cette nouvelle culture des dépenses réponde à un certain nombre de critères au moment de sa mise en pratique. La COFIBU estime qu'il ne sera pas possible d'endiguer la progression des dépenses publiques sans procéder à une évaluation critique de tous les programmes gouvernementaux générant des dépenses récurrentes afin de clarifier la finalité de ces dépenses et de déterminer leur efficacité et leur efficacité.

La COFIBU rappelle les cinq «chantiers» qui devront faire l'objet d'une évaluation systématique: il s'agit des frais de fonctionnement de l'État, des prestations familiales, des mesures financées par le Fonds pour l'emploi, des dépenses liées à la politique d'accès au logement et des subsides dans les domaines de l'énergie et de l'environnement.

La COFIBU demande au Gouvernement d'entamer, dès maintenant, les travaux de préparation de cet exercice d'économies, et elle insiste à ce que les solutions qui seront proposées répondent aux critères de l'utilité et de l'efficacité, de la cohérence des politiques et de la justice sociale. Une logique purement comptable ne saurait apporter une réponse satisfaisante au défi d'une politique de redistribution plus efficace et ciblée.

Si la COFIBU partage l'analyse que le déficit public qui s'est creusé au cours des dernières années est en grande partie le résultat d'une croissance trop rapide des dépenses, elle doit néanmoins constater que du côté du budget des recettes, et partant de la fiscalité, il existe également un besoin urgent de réforme.

En effet, les différents agents économiques contribuent de manière très inégale aux recettes fiscales de l'État. Aussi faut-il rappeler dans ce contexte le nombre élevé de ménages (40%) et de sociétés de capital (83%) qui ne payent pas d'impôts du tout. Voilà pourquoi la COFIBU estime qu'il est urgent, dans le cadre d'une réflexion approfondie sur la consolida-

trésorerie de l'État, le budget amendé se présente comme suit par rapport au projet de budget initial et par rapport au budget voté pour l'exercice 2012:

	2011 Compte	2012 Budget	2013 Projet	2013 Projet amendé	Variation	
					en millions ¹	en % ²
Budget courant						
Recettes	10.266,4	10.632,5	10.964,5	11.146,0	+181,5	+44,8%
Dépenses	9.493,1	10.175,1	10.769,8	10.787,0	+17,2	+6,0%
Excédents	+773,3	+459,4	+194,7	+359,1	-	-
Budget courant						
Recettes	100,9	59,8	57,4	57,4	-0,0	+4,1
Dépenses	1.235,4	913,1	972,7	974,9	+2,2	+6,8
Excédents	-1.134,5	-853,2	-915,3	-917,5	-	-
Budget courant						
Recettes	10.367,3	10.692,4	11.021,9	11.203,4	+181,5	+4,8%
Dépenses	10.728,6	11.088,2	11.742,5	11.761,8	+19,3	+6,1%
Excédents	-361,2	-395,8	-720,6	-558,4	-	-

Notes: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

¹ Variation Projet amendé-Projet de budget

² Variation Projet amendé Budget voté 2012



tion à moyen et long terme des finances publiques, de ne pas se limiter à une analyse des différentes catégories de dépenses, mais également de revoir de fond en comble la fiscalité dans le but de parvenir à une nouvelle culture des recettes, qui devrait s'articuler autour des points suivants:

- un rééquilibrage de l'imposition des différentes sources de revenus: collectivités et personnes physiques, impôts directs et indirects, imposition des revenus du travail et imposition des revenus des capitaux, impôt foncier;
- le rétablissement de l'équité fiscale en fonction de la capacité contributive des différents agents économiques;
- une évaluation sans tabous des abattements fiscaux, tant dans le chef des personnes physiques que des collectivités, en fonction de leur utilité, leur ciblage, leur efficacité et leur impact social, environnemental et budgétaire. La COFIBU recommande au Gouvernement de s'inspirer à cet effet des exemples belge et français qui renseignent en détail dans leur documentation budgétaire annuelle les dépenses fiscales qui résultent des différents avantages fiscaux;
- enfin, le renforcement de la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales.

Cette opération de révision devrait aboutir dans une grande réforme du paysage fiscal au cours de la prochaine législature. Dans ce contexte, la COFIBU tient d'ores et déjà à mettre en garde contre une politique qui serait tentée de suivre le mouvement du «dumping fiscal», une telle course vers le bas ayant à terme comme conséquence l'érosion de la base fiscale.

Enfin, le rapport revient sur la nouvelle gouvernance budgétaire et économique européenne qui apporte des changements profonds pour la politique et la procédure budgétaires sur le plan national. La COFIBU demande au Gouvernement d'accélérer les travaux entamés en vue d'une réforme du cadre budgétaire luxembourgeois et qu'elle soit étroitement associée à ces travaux, notamment en ce qui concerne la mise au point du calendrier budgétaire futur qui devra garantir à la Chambre des Députés une implication suffisante dans les procédures de préparation du Programme de stabilité et de croissance, du Plan national de réformes et finalement, du projet de budget de l'État.

Conclusion

Le grand défi de la politique des années à venir, tel qu'il est décrit, analysé et commenté dans le présent rapport, consiste sans doute dans la double mission de restaurer la confiance dans notre modèle de société en général, et d'ouvrir de nouvelles perspectives d'avenir aux jeunes générations en particulier.

Il semble au rapporteur que depuis un certain temps, une morosité généralisée s'est installée dans la société luxembourgeoise, assortie d'un déclin de la culture de débat et de dialogue et d'une montée en puissance d'un corporatisme démesuré voire abusif.

Le rapporteur estime que le moment est venu pour les responsables politiques de briser cette atmosphère imprégnée de morosité et d'alarmisme, de retrousser les manches et de s'attaquer avec courage et assiduité aux problèmes qui se posent à notre pays: d'abord, en jetant les bases pour la redéfinition d'un projet de société commun, ensuite, en recherchant le dialogue avec les partenaires sociaux et la société civile, dialogue qui faisait jadis la force de notre modèle social, et enfin, en prenant les décisions – argumentées, réfléchies et pondérées – qui s'imposent.

Ce projet de société rénové doit résolument être axé sur les besoins et les aspirations de la jeune génération. Les chances de réussite des enfants et des adolescents doivent être placées au centre de toutes nos préoccupations. Il s'agira de soutenir de façon conséquente les familles, d'offrir une éducation performante qui met en valeur les talents de tout un chacun, de mettre à disposition des emplois sûrs et de qualité, et de garantir l'accès à des logements abordables. Ce nouveau projet de société devra être construit sur les valeurs de la solidarité et de la justice intergénérationnelles, valeurs qui n'ont rien perdu de leur actualité.

Il s'agit également de continuer sur la voie des réformes structurelles économiques, sociales, et sociétales pour assurer un développement durable de notre pays. Il est de la responsabilité des décideurs d'aujourd'hui envers les générations futures de ne pas hypothéquer les choix qui sont les leurs. Voilà pourquoi il importe de mettre en œuvre dès maintenant une politique équilibrée qui garantit des finances publiques saines, une croissance créatrice d'emplois et un renforcement de la cohésion sociale.

Une politique d'austérité qui freine la reprise économique et accentue la crise doit être évitée à tout prix; une telle politique mènerait inévitablement dans un cul de sac. En temps de crise, seulement un État fort peut offrir aux plus démunis, mais aussi aux classes moyennes, le soutien et la sécurité dont ils ont besoin.

Dépôt par M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 02.10.2012

Rapporteur: M. Lucien Lux

Travaux de la Commission des Finances et du Budget (Président: Michel Wolter):

- 04.07.2012 Désignation d'un rapporteur
- 02.10.2012 Échange de vues sur les grandes lignes du projet de budget avec le Ministre des Finances, le Directeur de l'Inspection générale des Finances et des représentants du Trésor
- 09.10.2012 Échange de vues avec des représentants
 - de l'Administration de l'Enregistrement et des Domaines et
 - de l'Administration des Contributions directes
- 12.10.2012 Échange de vues avec des représentants
 - de l'Administration des Contributions directes;
 - de l'Administration des Douanes et des Accises et
 - de la CSSF
- 16.10.2012 Échange de vues avec des représentants du STATEC et avec le Ministre de la Sécurité sociale
- 18.10.2012 Échange de vues avec le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région et avec des représentants du Commissariat aux Assurances
- 26.10.2012 Échange de vues avec la Ministre de la Famille et de l'Intégration
- 06.11.2012 Présentation d'amendements budgétaires par le Gouvernement
- 16.11.2012 Présentation de l'avis de la Banque Centrale du Luxembourg et de l'avis de la Cour des Comptes
- 22.11.2012 Examen de l'avis du Conseil d'État et des avis des chambres professionnelles
- 23.11.2012 Échange de vues avec des représentants du STATEC
- 06.12.2012 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 13.12.2012

Loi du 21 décembre 2012

Mémorial A, 2012, n°273, p. 4003

	Avril 2012	Projet Budget 2013	Mesures suppl.	Total
<i>Dépenses</i>				
1) Consommation intermédiaire (frais de fonctionnement)	-60	-60	-	-60
2) Dépenses d'investissement directes et indirectes	-125	-257	-30	-287
3) Atténuation de l'évolution de la masse salariale de la Fonction publique	-55	-58	-5	-63
4) Subventions et primes	-10	-10	-	-10
5) Prestations sociales				
- Ajustement pension: 70 mio		- Forfait d'éducation: 9 mio		
- Chèques service: 13 mio	-100	- Alloc. rentrée scol.: 11 mio	-20	-103
		83 mio		20 mio
6) Mesures au niveau du Fonds pour l'emploi (réemploi, préretraite-solidarité)	-	-	-15	-15
Total dépenses	-350	-468	-70	-538
<i>Recettes</i>				
1) Impôt sur le revenu des collectivités:				
- Soparfi	-	-	+50	+50
- Diminution de la bonification d'impôt sur investissements (Répercussion budgétaire: 20 mio à partir de 2014)	-	-	-	-
- Impôt minimal à charge des entreprises	+50	+50	-	+50
2) Impôt sur le revenu des personnes physiques:				
- Ajout d'un échelon taxé à 40% au barème d'imposition (À partir de 2014, la recette supplémentaire est estimée à 20 mio)	-	-	+15	+15
- Adaptation du régime des stock options	-	-	+50	+50
- Intérêts débiteurs sur la consommation	-	+7	-	+7
- Forfait kilométrique (suppression de la déduction forfaitaire pour les 4 premiers km)		+35	-	+35
3) Taxe sur les véhicules automoteurs	-	+6	-	+6
4) Impôts de solidarité:				
- Augmentation de 2 points de % (ménages & entreprises)	+100	+100	-	+100
- Augmentation supplémentaire de 1 point de % (ménages)	-	-	+46	+46
5) TVA sur le logement (réduction du montant maximum remboursable)	-	-	+20	+20
6) Accises tabac et diesel	+35	+35	-	+35
Total recettes	+185	+233	+181	+414
Amélioration du solde	+535	+701	+251	+952

Note: Les chiffres de ce tableau sont indiqués en millions d'euros

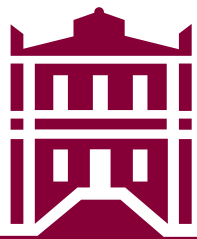
Le projet de budget 2013 amendé se présente comme suit dans sa version SEC95:

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Administration publique	1.191,6	-276,9	-331,4	-140,4	-865,9	-382,9
Administration centrale	-59,9	-958,7	-1.015,1	-997,2	-1.648,1	-1.041,3
Administrations locales	169,8	-49,0	56,5	31,0	23,2	11,2
Sécurité sociale	1.081,8	730,9	627,2	825,9	759,0	647,2

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en millions d'euros

	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Administration publique	3,0%	-0,7%	-0,8%	-0,3%	-2,0%	-0,8%
Administration centrale	-0,2%	-2,5%	-2,5%	-2,3%	-3,8%	-2,3%
Administrations locales	0,4%	-0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,0%
Sécurité sociale	2,7%	1,9%	1,6%	1,9%	1,7%	1,4%

Note: Les chiffres de ce tableau sont exprimés en % du PIB



Sommaire

6387 - Projet de loi portant réforme de l'assurance pension et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;
 2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois;
 3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;
 4. la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics;
 5. le Code du Travail
- Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale: Mme Lydia Mutsch
 - Discussion générale: Mme Martine Mergen, M. Carlo Wagner, M. Félix Braz, M. Gast Gibéryen (dépôt d'une motion), M. Serge Urbany, M. Serge Wilmes
 - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale (M. Serge Urbany et M. Carlo Wagner posent des questions)
 - Motion 1: M. Mars Di Bartolomeo (M. François Bausch et M. Gast Gibéryen posent des questions)
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Marie-Josée Jacobs, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf et Etienne Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Mars Di Bartolomeo,** *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale.*- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6387 iwwert d'Rentereform. D'Riedezäit ass hei nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Mergen, den Här Wagner, den Här Braz, den Här Gibéryen an den Här Wilmes. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch, déi och en Deel vun der Zäit vun hirer Fraktioun, der LSAP, hält. Madame Mutsch, Dir hutt d'Wuert.

6387 - Projet de loi portant réforme de l'assurance pension et modifiant:

1. le Code de la Sécurité sociale;

2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois;

3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;

4. la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics;

5. le Code du Travail

Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale

► **Mme Lydia Mutsch** (*LSAP*), *rapportrice.*- Merci. Eise Pensionssystem ass haut ee vun deene beschten op der Welt: héich Leeschtungen, niddreg Bäitrag, vill Aktiver a Bäitragzueher, héich Reserven. Woufir dann déi ganz Opreegung a firwat déi vill Diskussiounen? A firwat iwwerhaapt eng Reform?

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass keng einfach Aufgab, op dieser Plaz e Rapport iwwert d'Reformvirschléi vum Lëtzebuurger Pensionssystem ze maachen. Engem System, dee mir duerch d'Bänk alleguer gutt fannen an dee mir a senger Substanz och alleguer erhale wëllen.

Fakt ass, dass sech d'Gesichter un dësem Gesetzesprojet scheeden: Op där enger Säit stinn

de, déi fannen, dass d'Reform vill ze wäit geet, an op där anerer Säit déi, déi soen, se géif mat Sécherheet net wäit genuch goen. Dass béid Säiten net wierklech zefridde si mat deem Projet, dee mir haut diskutieren an och wäerten zur Ofstëmmung bréngen, mécht zwar keng Freed, mä et weist awer op d'mannst, dass mer e Kompromëss an eng beschtméiglech Tëscheleisung, en Tëschewege gesicht a fonnt hunn.

Ze wäit geet de Projet fir déi, déi op déi enorm Reserven hiweisen - mat iwwer eelef Milliarde maache si bal véiermol d'Joresausgabe fir eis Pensionen aus - an op déi an hiren Aen ze niddreg Cotisationsen, bei deenen nach ganz vill Spillraum géif bestoen. An net wäit genuch geet et fir all déi, déi virun der sougenanntener „Rentemauer“ warnen, fir si eng natierlech Suite vun enger ze niddreger Zuel vu Bäitragzueher an enger ze héijer Zuel vu Pensionsempfänger an der Zukunft.

Jo, bewäert huet e sech, dee System, iwwer Jorzénngen ewech! Eis Mindestrent ass haut mat 1.630 Euro bal duebel esou héich wéi d'Duerchschnëttsrent an eisem Nopeschland Däitschland. Bei 40 Cotisationsjore läit eis Duerchschnëttsrent zu Lëtzebuerg bei ëmmerhin 3.100 Euro am Mount.

D'Altersarmut ass am europäesche Verglach zu Lëtzebuerg ganz geréng. Duerch d'Émlageverfahre baséieren eis Pensionen op engem solidaresche Grondkonzept. An den tripartité Finanzierungsmodus - Stat, Patronen, Assuréeen - huet Modellcharakter a suert fir de sozialen Équiliber.

Alles an der Rei deemno? Net wierklech.

De Gesetzesprojet, dee mer haut virstellen, baséiert op der Grondastellung, dass haut an elo Handlungsbedarf besteet, fir dee bewäerte System a senger Substanz och an der Zukunft ze erhalen, dobäi awer der gesellschaftlecher Realitéit an der konstant steigender Liewenserwaardung Rechnung ze droen.

Dee virleiende Projet de loi gouf den 31. Januar 2012 vum Sozialminister déposiert. Als zoustänneg Chamberskommission ware mir schonn am Virfeld souwuel bei der Preparatioun wéi och bei der Elaboratioun associéiert. Effektiv geet den Ursprung vun dëser Pensionreform schonn op d'Tripartite vum Abrëll 2006 zrëck. Deemools war decidéiert a festgehale ginn, dass ee Groupe de réflexion soll Propositionen ausschaffen, fir de Pensionssystem laangfristeg ofzesécheren, och a virun allem am Hibleck op déi geännert a verlängert Liewenserwaardung...

(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Ech bieden lech, der Madame Rapportrice nozelaschteren!

► **Mme Lydia Mutsch** (*LSAP*), *rapportrice.*- ...an dat, wat si u gesellschaftlechen a gesondheets- a sozialpolitische Verännerunge mat sech bréngt.

Dése Wellen an d'Zil, de Pensionssystem an deem Sënn ze adaptieren, dass e finanzierbar bleibt an och an Zukunft adequat Leeschtunge ka bréngen, huet och dës Regierung no de Wahle vum 7. Juni 2009 an hirer Regierungserklärung op en Neits bekräftegt. Dobäi gouf nach eemol ganz besonnesch ervirgestrach, wéi wichteg et ass, den Équiliber tëschent Aktiven a Pensionéierte beschtméiglech oprechtzuerhalen.

An der Gesondheets- a Sozialkommission vun der Chamber hu mir eis kontinuierlech a regelméisseg mam Thema Rente befaasst. Esou och am Abrëll 2009 an am März 2010, wou et ganz konkret em d'Grondlinne vun der ugestrieter Pensionreform gong a wou de Minister eng ganz Rei vu Piste virgestallt an zur Diskussioun gestallt huet.

Den 2. Juni 2010 hu mir eis am Kader vun enger Orientierungsdebat an der Chamber intensiv mat der Pensionreform befaasst. Dobäi gouf festgehalten, dass d'Reform de System als solchen erhalen a festgege sollt. Et war e Bekenntnis: éischtens, zum Émlageverfahre mat der Constitutioun vun enger Reserv; zweetens, zu engem System, deen op der Solidaritéit tëschent de Generatiounen baséiert; drëttes, zum Finanzement, dee wederhi soll solidaresch jee zu engem Drëtzel vun de Salariéen, den Employeuren an dem Stat gedroe ginn; a véiertens, zu engem System, deen och e solidareschen a sozial ausgläichenden Aspekt huet an domadder derfir suert, dass déi méi bescheide Pensionen en adequaten Niveau behale mussen.

D'Sozialkommission ass nom Dépôt vum Projet de loi weider 14-mol zesummekom, fir sech am Detail mat der geplangter Pensionreform ausenanerzesetzen. Meng Unerkennung geet un all d'Memberen a Kolléeg vum der Kommission, déi och bei dësem komplexen a ganz schwieerege Projet déi beschtméiglech Konklusiounen am Intérêt vun der Saach gezunn hunn. Ech wëll an dësem Merci ausdrécklech eise formidable Sekretär, de Martin Bisenius, awer och d'Madame Nadine Entringer vum Groupe parlementaire mat abezien.

De Conseil d'État huet am Ganzen dräi Avisen zu dësem Gesetzesprojet ofginn. Um Enn konnten all d'Bedenken a Problemer aus dem Wee geraumt ginn. Déi ëmfaassend a fundéiert Avisé vum Statsrot an dee permanente fachlechen Austausch mam Sozialminister a mat senger Mataarbechterinnen a Mataarbechter hu ganz wesentlech dozou bäigedroen, dass mir eis als Kommission beschtméiglech mam Projet an och mat de verschiddene Positionen ausenanerzesetzen konnten, déi am Laf vun den Diskussiounen en eis erugetruede gi waren.

Esou ass de Statsrot ëner anerer op d'Aarbeitshypotheseen agaangen, déi an deene leschte Méint a Jore ganz regelméisseg Ulooss fir Kritik vun ënnerschiddleche Säite waren. Och de Statsrot huet fonnt, dass d'Zuelen, op déi sech an dësem Projet baséiert gouf, an dësen Zäite vläicht als ze vill optimistesesch kéinten ugesi ginn. Allerdéngs géifen déi geplangte Mécanismes de correction dozou féieren, dass een op méi schlecht Konditiounen ganz flexibel reagéiere kéint, wat vum Statsrot begréisst gouf.

D'Avisé vum der Chambre des Salariés, der Statsbeamtekammer, der Chambre de Commerce an der Chambre des Métiers spigelen dat zrëck, wat ech schonn aganks erwähnt hat, nämlech déi diametral entgéigegesate Positione vum Zevill op där enger Säit a vum net Genuch op där anerer Säit.

Dës ënnerschiddlech Positione waren och schonn am Virfeld bei den Entrevuen zum Ausdruck komm, déi mir als Kommission organiséiert haten. D'Zil vun dese fir eis Kommission ganz interessanten an opschlüsseräichen Entrevue war, fir déi verschide Meenungen a Kritiken ze héieren a si an eis Diskussiounen zum Projet dee Moment och afléissen ze loosse. Dës konstruktiv a sachlech Gesprécher hu mir mat de Gewerkschafte gefouert, mat der Union des Entreprises, mat enger Delegatioun vum Jugendparlament a mam nationale Fraerot. Hinnen nach eemol e ganz grouse Merci fir hir Disponibilitéit an och fir hiren Input!

Ech wëll hei net am Detail op den Historique vum Lëtzebuurger Pensionssystem agoen. Ech mengen, dat kënnt Dir am Exposé des motifs vun dësem Projet an och am schriftleche Rapport noliesen.

Wichtig ass et awer, fir op en Neits ervirzesträichen, dass dese System iwwert déi lescht Honnert Joer opgebaut a virun allem weiderentwé-

ckelt gouf. Esou konnten ëmmer méi Mënschen zu Lëtzebuerg an de Genoss vun der Pensionersversicherung kommen an esou konnten och d'Leeschtunge permanent ausgebaut a verbessert ginn.

Zënter 1976 a bis haut ass de Cotisationstaux stabil bliwwen, an dat trotz bestännege Leeschtungsheijungen, bei enger Liewenserwaardung, déi kontinuierlech geklommen ass a mat enger Liewensarbeitszeit, déi, zum Deel bedéngt duerch méi laang Studien, awer och aner Facteuren, konstant erofgaangen ass.

Et ass net ewechzediskutéieren, dass den Niveau vun de Pensionen hei zu Lëtzebuerg wäit iwwert deem vun den Nopeschlänner läit. Mir hunn an der Moyenne en Taux de remplacement vu 87 Prozent. Dat heescht, en Assuré, deen en duerchschnëttleche Salaire hat, kritt duerno als Pension 87 Prozent vu sengem Salaire. Am Verglach: An der Belsch an an Däitschland läit deen Taux bei 42 Prozent respektiv bei 49 Prozent.

Dat ass och de Grond, firwat hei zu Lëtzebuerg déi meeschten eeler Leit éischer gutt dostinn, besser wéi d'Gesamtpopulation. Während a ganz Europa den Aarmutsrisiko bei den eelere Leit méi héich ass wéi bei der ganzer Population, leeft een als iwwer 65-Jähregen hei zu Lëtzebuerg manner Risiko, fir aarm ze sinn. Bei de 65 + läit deen Aarmutsrisiko hei zu Lëtzebuerg bei fënnf Prozent.

Och an Zukunft müsse mir et zu Lëtzebuerg fäerdegbréngen, dass d'Altersarmut niddreg bleibt an dass de Liewensniveau am Alter kann erhale ginn. Dass dat iwwerhaapt méiglech war, dat hu mer natierlech der aussergewéinlecher an am europäesche Raum wuel eemoleger Entwécklung vun eiser Ökonomie an eisem Aarbeitsmaart ze verdanken.

Ëmmer méi a gréisstendeels jonk Leit op der Sich no Aarbecht koume bei eis an d'Land, sou dass d'Mass vun de Cotisationsen, déi e gudde Deel vun de Recetté vun der Pensionersversicherung duerstellen, rasant geklommen ass. An domadder konnte bis zum heitegen Dag déi permanente Leeschtungsverbesserungen ouni Problem finanziert ginn a gläichzäiteg eng ganz déck Reserv ugeluecht ginn.

Fir de Moment läit d'Prime de répartition pure, also deen Undeel vun de Cotisationsen, deen direkt gebraucht gëtt, fir d'Pensionsleeschtungen ze finanzieren, bei 21 Prozent. Mir hunn eng Reserv, an där Enn 2011 gutt eelef Milliarde waren, spréich 3,7-mol d'Joresausgaben. Dat ass e gudden Polster, deen allerdéngs och nees ganz schnell schmelze kann.

Wourop verschide Stëmme scho méi laang hiweisen, wäert iwwer kuerz oder laang och passieren: Déi vill nei Aarbeitskräften, déi an deene leschte Jore an Jorzénngen duerch e regelrecht Jobwonne op de Lëtzebuurger Aarbeitsmaart komm sinn, déi wäerte geschwënn a massiver Zuel selwer de Pensionersalter erreechen. Mat der héijer Zuel vu Pensionären ginn och d'Dépenses drastesch an d'Luucht. An aktuelle Berechnungen vun der IGSS no wäert sech vun haut bis 2060, och wann dat nach wäit entferrnt kléngt, d'Zuel vun de Pensionären hei am Land verdräifachen.

An anere Wieder: Fir an der Zukunft déiselwecht Leeschtungen ze halen, misst et entweder zu enger Cotationserhéijung bis iwwer 40 Prozent kommen oder mir bräichten 3,5- bis dräimol esou vill Assuréeen. Hei schwätze mer ëmmerhi vun engem weideren Zouwuess vun de Beschäftegten op ronn 1,2 Milliounen Cotisanten, mat geschaten 900.000 Nonrésidenten, déi all Dag iwwert d'Grenz bei eis géiffe schaffe kommen.

Ganz éierlech, hale mer dat fir realistesch? Gleewe mer un iwwer eng Millioun Leit, déi als Salarié an der Zukunft bei eis kommen? Géiffe mir dat gutt fannen, wann zweemol esou héich Bäitrag op eis Aktiv géifen zoukommen? A wiere si iwwerhaapt bereet, dat ze akzeptieren?

Här President, wa mer verhënnere wëllen, dass aus eisen Trëmp vun haut - héich Leeschtungen, niddreg Bäitrag, héich Reserven, vill Bäitragzueher a relativ wéineg Pensionéierter - d'Risiko vu muer ginn, da müsse mer handelen! A wa mer dee gudden System, dee mer vun eisen Eltere geierft hunn a fir deen eis Grouselteren op d'Strooss gaange sinn, erhale wëlle fir

parenz oflafen, kënnen d'Leit hiren Oflaf genee verfolgegen, déi verschide Propose vun deene verschiddenen Acteure kloer identifizéieren an eventuell och Décisiounen novollzéien.

Mir bedauern also als Demokratesch Partei, dass keng oppen Diskussioun mat allen Acteuren am Virfeld stattfonnt huet. Mir bedauern dat ëmsou méi, well vun de Sozialpartner eng Rei vu Propositionen op den Désch geluecht goufen, déi eng breet an ausféierlech Diskussioun op alle Fall wäert gewiescht wären. Mir bedauern dat ëmsou méi, well all politesch Parteien hir Bereitschaft eigentlech zu enger breeder Diskussioun signaliséiert haten. Mir bedauern et awer och, well an der Gesellschaft duerchaus de Wëllen an d'Bereitschaft do sinn, fir eppes un eisem Pensionsystem ze änneren, fir eng mëttel- a laangfristeg Ofsécherung ze fannen.

Här President, wann een iwwer Nehmen und Geben tëschent de Generationen nodenkt, da lant een onweigerlech beim sougenannten „Generatiounevertrag“. Dëse Vertrag ass am Fong geholl guer kee Vertrag, mä eng staatlech organiséiert Ennerhaltspflicht vun deene Leit, déi beruflech aktiv sinn, vis-à-vis vun deenen, déi an der Pensioun sinn.

Haut sinn d'Grondlage vun dësem Vertrag, nämlech de Pensionsystem a senger aktueller Form, awer a Fro gestallt. Leeschtungszoosen, déi nach viru Joren a Jorzéngten ënner ideale Konditiounen gültege waren - ech denken un eng staark wirtschaftlech Croissance, en extrem niddrege Chômage an awer och héich Gebuertszuulen -, kënnen mer haut net méi oder zumindest net méi dauerhaft erhalen.

Duerfir ass d'Reform vum Rentensystem dee wuel gréisste Chantier vun eisem Sozialstat, mat Sécherheet awer deen, an deem dee meeschten Zündstoff fir d'Relatiounen ënnert de Generatione steet.

Et ass sécher keng einfach Aufgab, dëse System esou ëmzebauen, dass d'Laaschten eenegermoosse gerecht verdeelt ginn an och vun enger Majoritéit vun de Leit als gerecht kënnen emfonnt ginn. Dëst ëmsou méi, well mer zu Lëtzebuerg iwwer e Pensionsystem verfügen, dee par rapport zu anere Länner, trotz senger prozentual gesinn héije Leeschtungen, nach relativ gutt dosteet an am Verglach mam Ausland och nach ganz déif Cotisatiounen huet.

Et muss net ëmmer den décken Hummer ugeat ginn an alles a Fro gestallt ginn, mä Korrektur sinn trotz allem néideg, wa mer den Niveau vun de Leeschtungen a vun de Cotisatiounen wëllen erhalen. Vun der Politik verlaangt dat Courage, fir bestehend Schifflagen ze korrigéieren, an awer och Standfestegkeet, fir der Verlockung ze widerstoen, mat populisteschen, awer net finanzéierbare Versprieche op Stëmmefang ze goen.

Dëse politesche Courage fënnt een awer weder an deem virleienenden Text nach bei de politesch dofir Responsabelen. Weder gëtt mat dësem Text eise Pensionsystem mëttelfristeg ofgeschert nach ass an dësem Text eppes vu Generatiounegerechtgkeet ze fannen.

Dass de politesche Courage fir eng méi ëmfaassend Reform an der Regierung feelt, ass ëmsou méi verwonnerlech an erstaunlech, well jo awer de Statsminister 2008 gemengt huet, dass näischt maachen un der Pensionsfro engem -tëschent Gänsefüßchen - „Verbiechen“ un der zukünftiger Generatioun géif gläichkommen. Grad wëinst deene staarke Wierder vum Premier hätt ee sech kënnen erwaarden, dass mer géife versichen, esou en „Verbiechen“ ze verhéieren.

Derbäi kënt, dass den Här Jean-Claude Juncker laut eegener Ausso deen eenzege Politiker hei zu Lëtzebuerg ass, deen d'Rentemauer erkannt huet. Wann dat wierkelech esou ass, wéi konnt dann hien, wéi konnt d'CSV dës Reform einfach esou duerchgoe loosse? Eng Reform, mat där mer quasi ongebremst wäerten an d'Rentemauer rennen.

Derbäi kënt och, dass am Wahlprogramm vun der CSV 2009 nozeliesen ass, ech zitieren: „Die finanzielle Lage der gesetzlichen Rentenversicherung ist zum jetzigen Zeitpunkt ausgezeichnet. Deshalb will die CSV das günstige Zeitfenster nutzen, um im Dialog mit den Sozialpartnern die Rentenversicherung auf kommende Herausforderungen vorzubereiten.“

Eis ass, ausser e puer Sitzungen hannert zouenen Dieren, net wierkelech eppes bekannt iwwer esou en Dialog. Et kann och wierkelech kee richtigen Dialog gewiescht sinn, wann e puer Woche virun der Ofstëmmung an der Chamber all Gewerkschafte géint déi geplangte Reform mobilmaachen a manifestéieren.

All dës Punkte bewiesen, dass et der CSV an der LSAP vun Ufank u warscheinlech net wierkelech drëm gaangen ass, fir eng definitiv déif gräifend Reform vum Pensionsystem ze maachen. Villméi ass et gaangen ëm kosmetesch Korrekturen, fir haauptsächlech 2014 iwwer d'Wahlen ewech erauszekommen.

Här Minister, Här President, de Minister huet an der Vergaangenheet öfters d'Accordé vum Rentendesch 2002 kritiséiert. D'Décisionen vun deemools hätten him et schwéier gemaach am Hibleck op déi jëtzege Reform. An deem Kontext wëll ech awer just drun erënneren, dass beim Vote 2002 vun deem entspreichende Gesetz Eestëmmekeet hei an der Chamber geherrscht huet. Dat heescht, all Fraktiounen haten deen Text gestëmmt deemools.

(Interruption)

Ech wëll an deem Kontext...

Ech mengen, den Här Minister hat souguer zweemol gewielt, eng Kéier fir sech an eng Kéier fir en aneren.

(Hilarité)

Ech wëll...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Sot, Dir waart awer de Chef vum Souk?

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Selbstverständlich.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.** - Ah, voilà!

► **M. Carlo Wagner (DP).** - Mä Dir musst déi Reform awer därmoosse gutt fonnt hutt, dass Der, wéi gesot, och nach fir e Kolléeg matgestëmmt hutt.

(Hilarité générale)

Ech wëll an dësem Kontext awer och soen,...

(Interruptions)

...dass déi heitge Reform ouni d'Grondlage vun der Reform vun 2002 iwwerhaupt net méiglech gewiescht wär.

Wat hätt de Minister dann haut gemaach, wann deemools net an deem konstruktive Geescht de Rentendossier enger Léisung zougefuert gi wär, mat där jiddwieren averstane konnt sinn? Wat hätt de Minister dann haut gemaach, wann deemools net Rou agekéiert wär an där Rentereform? A wat hätt de jëtzege Minister da gemaach, wa sengerzäit déi sougenannten „Hongerrenten“ net aus der Welt geschafe gi wären? A wat hätt en haut gemaach, wa mer 2002 net de private Secteur op den öffentlichen Niveau vun de Rente bruecht hätten?

D'Demokratesch Partei fir hiren Deal steet och weiderhin zu hirer Verantwortung an zu hiren Décisionen vun deemools. Ech wëll just niewebäi bemierken, dass et effektiv eng Tatsaach ass, dass an der Schlusserklärung vum Rentendesch nozeliesen ass, dass, wann iergendeng Kéier géifen emol schlecht Zäite kommen, iwwer d'Rente respektiv déi deemools getraffe Mesurë misst nei nageduecht ginn.

D'Décisionen vun 2002 goufen iwwerengs ënner komplett anere wirtschaftlechen a finanzielle Virussetzunge getraff, wéi mer se haut kennen. Kee konnt deemools vorausgesinn, dass mer nëmmen e puer Joer duerno géifen eng schwéier Finanz- a Wirtschaftskris kreien, nämlech 2008, an dass déi sech géif iwwer Joren a Joren erausstrecken, well si ass bis haut nach net geléist.

Et ass sécher, dass haut, wou et eiser Economie vill manner gutt geet, viles muss a Fro gestallt ginn an iwwerduecht ginn. Do sinn d'Rente keng Ausnahm. Mä et sinn awer och net nëmmen d'Renten, wou an dëser Situatioun muss driwwer nageduecht ginn.

Här President, ech wëll mech net ze laang mat der Vergaangenheet ophalen. Et gëllt hei virun allem, net no hannen, mä no vir ze kucken. Eise Pensionsystem steet haut, wann ee sech eleng op déi aktuell Situatioun konzentréiert, gutt do. 2011 louchen d'Recettë bei ronn 3,77 Milliarden, während d'Dépensen der 3,03 erreicht hunn, wat nach 94,4% vun de lafenden Dépensen uitgemaach huet.

Stellt een déi lafend Recetten an d'Dépensen niewenteneen, da stellt ee fest, dass mer also en Iwwerschoss vu 560,8 Milliounen hunn. Dësen Iwwerschoss huet et erlaabt, d'Reserv op ronn 11,32 Milliarden eropzesetzen. E Plus vu 5,2% am Verglach zu 2010. Ingesamt entsprécht dat 3,74-mol de lafenden Dépensen.

Derbäi kënt, dass eise Pensionsystem extrem generéist Prestatiounen offréiert. Wann een nämlech kuckt, am Hibleck op Vermeidung vun Altersarmut ass dat selbstverständlich ze begrëissen. Mä dat huet op där anerer Säit awer och Hicken, well et eng Belaaschtung kann duerstellen. Esou louch den Taux de replacement brut moyen hei zu Lëtzebuerg 2010

bei 87,4%. Just zum Vergläich d'Zuelen aus eisem dräi Nopeschlänner: A Frankräich läit dësen Taux bei 49%, an Däitschland an an der Belsch bei ronn 42%.

Zousätzlech zu deene generéise Prestatiounen kënt derbäi, dass mer trotz engem legale Rentenalter vu 65 Joer eng vun deenen niddregesten Altersmoyennen hunn, wat den Antrëtt an d'Pensiounen ueget. 2010 louchen dës bei 57 Joer - ech rënnen of - bei de Männer a bei 58% (veuillez lire: 58 Joer) bei den Dammen. An der OCDE, an deene Länner, läit dës Moyenne bei 63,9% (veuillez lire: 63,9 Joer) bei de Männer a bei 62,5% (veuillez lire: 62,5 Joer) bei de Fraen. Mir hunn also do nach Sputt no uewen.

Net, dass Der mech falsch verstëtt: D'Demokratesch Partei wëllt op kee Fall den Niveau vum Taux de remplacement erofsetzen, och net de legale Rentenalter eropsetzen. Mä dës Zuele muss een awer am Hannerkapp hunn, wann ee sech Gedanken iwwer den aktuelle Pensionsystem wëllt maachen.

D'Situatioun ass iwwerengs alles aneschtens wéi berouegend, wann een d'Prognose fir déi zukünftige Entwicklung vun eisem Pensionsystem kuckt. Bis 2060 wäerten dräimol méi Pensiounen ausbezueelt ginn, wéi dat haut de Fall ass. Ännere mer also näischt um heitege System, da gëtt et a manner wéi zéng Joer Defizit an de Reserven, an d'Reserven, déi wäerten dann 2030 souguer eidel sinn. Derbäi kënt, dass ab 2045 d'Cotisatiounen vun haut 24 op da 40% misste klammen.

Huele mer de Wuesstumszeenario, deen de Berechnung vum virleienende Projet de loi zugronn läit: eng duerchschnëttlech Croissance vun 3% vum PIB an eng Croissance vun 1,5% vum Emploi.

Wat géif an deem Fall, also ouni grondleeënd Ännerungen, mat eisem Pensionsystem geschéien?

2018, also a sechs Joer, wäeren déi lafend Dépense méi héich wéi déi lafend Recetten. Bis 2021 kéinten d'Revenuen aus de Reserven dësen Defizit decken. 2022 awer misst een op d'Reserven zréckgräifen, fir den Defizit ze decken, an 2030 wäeren d'Reserven dann eidel. 2050 - lauschert gutt no! - géif den accumulierten Defizit bei ronn 120% vum PIB leien.

Dëst alles, wéi gesot, wann ee vun deenen Zuelen ausget, déi d'Regierung geholl huet, fir dëse Projet de loi duerchzurechnen. Wéi een an dësen Zäiten op esou optimistisch Zuele kënt, ass eis e Rätsel. Ech wäert am Laf vu menger Interventioun nach eng Kéier dorobber zréckkommen.

Wann een déi zukünftige Entwicklung vun eisem Pensionsystem mat aneren, mat an eisen Ae vill méi realistesch Zuele vu beispillsweis 2% Wirtschaftswuesstum an 1% Croissance vum Emploi duerchrechent, da gesäit d'Situatioun do méi schlëmm aus, selbstverständlich. 2017 géifen déi lafend Dépensen déi lafend Recetten dépasséieren. Tëschent 2018 an 2019 kéinte mer mat de Revenue vun de Reserven den Defizit decken. Vun 2020 u missten d'Reserve selwer geholl ginn, fir den Defizit ze decken, an déi wäeren dann 2028 opgebraucht. 2050 géif den accumulierten Defizit bei ronn 222% vum PIB leien.

An anere Wierder: Egal wéi staark eis Wirtschaft wier, ausser an engem onrealistesch Zeenario, steet fest, dass dréngenden Handlungsbedarf besteet. Dëst ëmsou méi, an dat weisen d'Prognosen alleguer, dass, wann d'Reserve bis ufänken erfrogegen, dat wäert an enger enormer Vitesse geschéien, se also immens schnell wäerten opgebraucht sinn. Mir géifen dann also, esou wéi et haut schonn an anere Länner deelweis de Fall ass, pensionsméisseg vun der Hand an de Mond liewen. All Euro, deen erakënnt, geet dann och nees direkt eraus.

Här President, niewent dësen alarméierenden Zuele gëtt et nach en zweeten Aspekt, deen ee bei där zukünftiger Entwicklung vun eisem Rentensystem net därer aus den Aen ze verliéieren. Ganz besonnesch net an dësen Zäiten, wou am Statsbudget Joer fir Joer Milliarden Defizitler ausgewise sinn. Duerch de Fait, dass d'Cotisatiounen fir Pensionskeesen zu engem Drëttel vum Stat bezueelt ginn, huet all Veränderung, egal ob positiv oder negativ, selbstverständlich och en Impakt op de Statsbudget.

2011 louchen d'Dépense vum Stat fir d'Assurance pension bei 1,21 Milliarden. Fir 2013 gi se laut dem Budgetsprojert op 1,33 Milliarde geschat. Zum Verglach: Dëst entsprécht ongeféier der Gréisstenerhöhung vun eise Budgetsdefizit wou mer kennen. Gleeft een den Estimatiounen vun der OCDE, da wäerten 2060 déi öffentliche Ausgabe fir d'Pensionswiese bei 24% vum PIB leien. Ausgabe vum Budget, selbstverständlich.

Här President, eier ech zu deene verschidene Punkte vun der Reform kommen, mat deene meng Partei net averstane ass, wëll ech awer

och zwee Punkten erwirsträchen, mat deene mer ouni Zweifel d'accord sinn.

Deen éischte Punkt ass deen, dee läit mir als eemolege Sozialminister ganz besonnesch um Häerz, an dat ass de Fall wéi d'Altersarmut am Kader vum Rentendesch jo ubelaangt an déi do konsequent bekämpft ginn ass. Mir trieden och weider fir dësen Engagement an. Mir begrëissen et duerfir ausdrécklech, dass am Projet net un dem Niveau vun de Minimalrente gefréckelt ginn ass respektiv dass duerch eng Hausse vun de Majorations forfaitaires och grad fir déi Leit, déi enger schwéierer Aarbecht hu missen nohen, dass do also d'Situatioun opgebessert ginn ass.

Deen zweete Punkt, mat deem d'DP ka liewen, ass déi sougenannte „pension à la carte“. Mir fannen et gutt, dass den Assuré an Zukunft de Choix huet, ob en éischer wëllt an d'Pensioun goen oder ob e wëllt méi laang schaffe goen, fir da méi eng héich Pensioun ze kreien.

Opgronn vun deem niddrege reale Rentenalter ass et wichtig, dass mer probéieren, déi eeler Beschäftegt méi laang am Aarbechtsprozess kënnen ze behalen. Gläichzäiteg muss een awer och gesinn, dass grad och a Krisenzäiten d'Beiméiungen, fir déi eeler Leit méi laang an der Aarbecht ze halen, dass dat och kann en zweeschneidegt Schwäert sinn. Grad an dësen Zäite mat engem héije Jugendchômage muss een och kucken, dass ee mat esou Mesuren deene Jonken net den Zougank op den Aarbechtmarché ze vill schwéier mécht.

Et ass dofir ëmsou méi wichtig, dass eis Wirtschaft net Opschwung muss huelen, zousätzlech Aarbechtsplaz schaffen, an net nëmmen en Auswiessele vu Jonk an Al stattfënn. Emsou méi bedauerlech ass et, dass mer en fait, oder eis Regierung bis elo en fait nach kee Plang huet, wéi een eis Economie nees kéint un d'Rulle kreien.

Bei all Mesuren, déi een haut hëlt, fir ze kucken, dass d'Leit méi laang schaffe kënnen goen, muss een dofir eiser Meinung no ganz gutt oppassen, dass een domadder net d'Zukunftschancë vun deene Jonke beanträchtgt. Hei gëllt et, dee richtigen Équilibre tëschent de legitimen Intérète vun de jonken an deene genaousou legitimen Intérète vun deenen eelere Beschäftegten ze fannen.

Als éischte Kritikpunkt wëll ech mech mat de wirtschaftleche Prognose befaassen, op déi sech am Projet de loi beruff gëtt. De Minister geet an deenen nächste Jore vun enger duerchschnëttlecher wirtschaftlecher Croissance vun 3% aus. Parallell dozou soll den Emploi ëm 1,5% an der Moyenne steigen. Ech hat et schonn ugedeit.

Ech weess net, wéi de Minister sech dat virstellt, mat vun esou Tauxe si mir hei zu Lëtzebuerg entre-temps meilewäit ewech. 2009 hate mer e Minus vu 4,9% beim PIB. 2010 hu mer grad déi magesch 3% erreicht. 2011 louch mer bei engem Plus vun 1,7. Fir 2012 soll de PIB ëm 0,5% wuessen, an d'Prognose vum Stat fir 2013, d'nächst Joer also, leie bei 1%. Wann ech elo d'Moyenne vun deene leschte fënnf Joer..., vun deene fënnf Joer géif huelen, kommen ech op 0,26%. Net emol een Zéngtel vun där Croissance, vun där de Minister a senger Berechnungen ausget!

Aneschtens ausgedréckt: Schonn eier de Projet de loi a Kraaft ass, si seng Grondlage falsch; also schonn e massive Wuesstumsretard par rapport zu de Previsiounen vun der Regierung.

A mir als DP gesinn och net an, wéi de PIB an den nächste Joren nees soll vill méi séier wuessen. Wéi soll dat goe mat enger Regierung, déi nach ëmmer keng Wuesstumsstrategie entwéckelt huet? Mat enger Regierung, pardon, wou déi zwee Partner net nëmmen ënnereneen zerstridde sinn, mä och nach innerhalb vun deenen zwou Parteien ënnerschiddlech Positiounen sinn?

Et muss ee sech och froen: Firwat huet d'Regierung respektiv de Minister net alternativ Zeenarien, méi realistesch Zeenarien ausgeschafft oder op deenen operéiert, op deenen een d'Diskussioun ronderëm eng Pensionsreform vill méi realistesch hätt kënnen féieren? Wou waren déi grousse Mahner, virun allem aus der CSV, wéi dëse Projet finaliséiert gouf? Huet den CSV-President bei der Presentatioun vum Reformprojert net gemengt, dee misst awer nach nogebessert ginn? Wou sinn déi Nobesserungen am Hibleck op eng mëttelfristeg Ofsécherung vum System?

Här President, iwwerhaupt gi béid Parteien an dësem Dossier en desolat Bild of! Net nëmmen, dass se ënnereneen zerstridde sinn, mä och nach innerhalb vun de Parteien gëtt et Differenzen.

Virun allem an der CSV schéngt déi lénks Hand net ze wëssen, wat déi riets mécht. Dem Partei-president geet d'Reform net wäit genuch, den CSV-Seniore geet se ze wäit. An net méi spéit

wéi de leschte Samschdeg konnte mer am „Lëtzebuerger Wort“ d'Meenung vum honorabelen Här Serge Wilmes liesen, dee bei dëser Reform vun engem trojanesche Päerd op d'Käschte vun deene kommende Generatioune schwätzt.

Wat also finalement, alleguerten déi Hären, wat wëllt Der? Ass dat hei eng Reform, déi Dir kënn matstëmme, oder ass se just de minimale Konsens tëscht zwoe zerstriddene Parteien, déi sech einfach nëmme wëlle bis un d'Enn vun dëser Legislaturperiod iwwert de Bierg retten? Sot eis an de Wieler, wat Saach ass! Stëmmt géint dës Reform, wann Är Aussoe solle weiderhin eescht geduecht sinn! Mä stëmmt Der fir dës Reform, da muss Der lech awer scho bal de Reproche gefale loossen, dass Der opportunistesche gehandelt hätt.

Och konnt ee bei de Kollege vun de Sozialiste komesch Saache gesinn. Beispillsweis den honorabelen Här Schreiner, wou hei sëtzt, dee jo mat der Madame Vera Spautz zesummen op der Manifestatioun géint dës Reform protestéiert huet; och beim Här Schreiner si mer gespaant op de Vote.

Wann also den Här Wolter, den Här Wilmes an den Här Schreiner sech konsequent wäeren, géife se géint dës Reform stëmme. Ech hunn hei d'Impressioun, wéi wa Konsequenz éischter e Friemwuert an dëser Regierung wär.

Et ass esou iwwregens, Dir Dammen an Dir Hären, wéi een dobaussen de Leit d'Fleem an d'Politik andreeft!

(**Hilarité**)

► **Une voix.**- Très bien!

(**Interruptions**)

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Här President, ... Bei eis ass alles am Botter, Här Lux!

(**Hilarité**)

Ech kann lech berouegen!

(**Brouhaha**)

Här President, d'Mesuren, déi am Projet virgesi sinn, fir d'Dépendenz vum Pensiounssystem ze reduzéieren, si souwuel vill ze vill zaghaft a si gräife och nach vill ze vill spéit, nämlech eréischt dann, wann d'Kar schon am Dreck läit.

All Prognose weisen, dass, wann d'Reserven erofginn, ech hat et schon ugedeit, dat an engem riseg schnellen Tempo wäert goen. Do hëllef den dann och déi hallefhäerzeg Mesuren, déi an dësem Projet virgesi sinn, net méi vill. Dann ass et definitiv ze spéit, fir d'Rudder nees kënnen erëmzerappen. Dann hëllef och keen Opspéck vum Ajustement oder eng Halbéierung vum 13. Mount.

Et gëtt deemno keng Ursach, fir net haut scho Kurskorrektur virzehuelen, fir dass et an zéng, 15 Joer net zu massiven Aschnëtter muss kommen. Et gëtt an eisen Ae wierklech kee Grond, fir haut net schon ze soen: Schluss mam Ajustement, Schluss mam 13. Mount - de Complément de fin d'année mengen ech domadder -, och wann dat selbsterständlech wäert deet.

Et gëtt just ee fadenscheinegt Argument fir CSV an LSAP, fir dës Mesuren net an Ugrëff ze huelen, an dat ass d'Angscht virum Wieler a soss wahrscheinlech guer nâischt.

D'Demokratesch Partei also kann net mat engem Projet averstane sinn, dee quasi nëmme déi zukünftige Generatioune belaascht an esou hir Zukunftschancë schon haut massiv hypothekéiert. Mir verstinn enger Generatiounsgerechtheet jiddefalls eppes anescht.

Grad hei zu Lëtzebuerg, wou jonk Leit, jonk Familien opgrond vun deenen immens héije Logementskäschte schon et immens schweier hunn, kënnen mir op alle Fall net mat deenen doten zousätzleche Laaschten averstane sinn.

Duerfir huet d'DP och en Zukunftspak zesummegehallt, an deem méi dran ass. Méi Zukunftschancen, méi Chancëgerechtheet, méi Gerechtheet ënnert de Generatioune, mä fir jidder eenzelne Bierger vun eisem Land.

Hei bei dëser Reform op alle Fall fäerten ech, dass méi dra gewiescht wär an dass d'Chance vum Moment net ausgenutzt ginn ass.

Här President, mir sinn och net waarm fir Cotisationserhéijungen, scho guer net, wa se sollen esou massiv ausfalen, wéi dat an dësem Text virgesinn ass. Vun haut 24%, déi sech op 8% Salarié, 8% Employeur an 8% Stat verdeen, op dräi mol zéng, also 30%.

Gläich dräi Problemer gesi mir an dësem Fall. D'Kafkraft vun de Leit gëtt staark reduzéiert.

Et vum den eenzege Standuertvirdeeler, déi Lëtzebuerg haut nach hat, si jo seng niddreg Lounniewekäschten. Och déi géifen a Fro gestallt ginn.

Den Apport vum Stat un der Finanziéierung vum Rentensystem géif vun engem Dag op deen aneren ëm 25% an d'Luucht goen also.

Opgrond vun deenen Defiziter, déi mer haut schonns am Statsbudget hunn, an deenen alles anescht wéi rosegen Aussichte fir d'Statsfinanzen - Stéchwuert TVA um elektronischen Handel oder Akzisen um Bensin - eng kaum finanzierbar Laascht fir eise Stat.

Wéi genau sollen also dës Erhéijungen ausgesinn? Solle se gedréttelt ginn? Gëtt dem Stat seng Part opgrond vun de finanziellen Enkpäss bei 8% agefruer? Gëtt de Montant vun de Cotisations, ähnelch wéi an der Fleegeversécherung viru Joren, einfach op e gewissen Niveau gedeckelt? Missten d'Patronen eventuell Erhéijungen vun hirem Deel vun de Cotisations net bezuelen a géif den Deal da vum Stat iwwerholl ginn? Mussen d'Assurées eventuell ganz eleng fir dës Erhéijungen opkommen? Oder ass virgesinn, dass och Rentner an Zukunft missten hiren Deel cotiséieren?

Cotisationserhéijunge sinn ëmsou méi ze vermeiden, well d'Regierung an deene leschte Jore jo oft genuch op dës fir si Allheilmittel zrëckgegräff huet. Ech erënneren drun: 2007 eng Hausse vu 40% bei der Assurance dépendance a virun zwee Jore bei der Gesondheitsreform, och an der Krankkeess.

Opgrond vun deem finanziell wackeleger Equilibre an der CNS an där schwieriger finanzieller Situatioun vun der Fleegeversécherung diertten den Assurées, also de Leit dobaussen, a béide Fäll geschwënn nees Cotisationserhéijungen an d'Haus stoen. Wahrscheinlech awer eréischt no de Wahle vun 2014.

Ëmsou méi gespaant därer ee sinn op d'Antwort op eng Fro vu viru e puer Deeg vu mengem Fraktiounskolleeg Alexandre Krieps un d'Familljeminiestesch an de Sozialminister, wou hien nofreet, wéi d'Regierung de finanziellen Equilibre vun der Fleegeversécherung nees wëllt hirkriieren.

Wa mer deen hauchzarten erhoffte wirtschaftlechen Opschwung net wëlle komplett ofwiergen, misse mer esou Erhéijungen op alle Fall vermeiden.

Här President, d'Demokratesch Partei steet mat hire Kritiken net eleng do. Quasi an all Avis, deen d'Chamber zu dësem Projet de loi kritisch huet, fällt de Fazit iwwert déi geplangte Reform negativ aus. Och wann d'Bleekwenkele vun deenen einzelnen Acteuren an hir jeeeweileg Kritikpunkte ganz ënnerschiddlech sinn, op engem Punkt si se sech allerdéngs eens: Dës Reform ass weder Fësch nach Fleesch, si ass nâischt Hallwes, si ass och nâischt Ganzes a garantéiert op alle Fall net déi mëttel- a längerfristeg Ofsécherung vun eise Pensioune.

Et ass jo och net esou, wéi wann et keng Propositione gi wier, wéi wann net déi ënnerschiddlechst Acteuren hir Virschlei op den Dësch geluecht hätten. Et kéint en elo déi eenzel Virschlei hei nennen, beispillsweis vun der UEL am Juli 2009, vun der Chambre des Salariés am Februar 2010. Och awer besonnesch am Fréijoer 2010 huet d'OCDE hir Iwwerleeunge gemaach, an déi waren och relativ negativ.

Ech wollt mat deene puer Zitater just weisen, dass eis Kritiken net aus der Loft gegräff sinn. Ech kéint och elo déi verschidden Avisen hei zitieren, mä ech verzichten dorobber. Ech fäerten, soss gëtt den Här President hannendrun nervös.

► **M. le Président.**- Oh, dee gëtt net esou schnell nervös. Fuert emol nach viru, Här Wagner!

(**Interruption**)

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Jo, ech hunn och ganz e bësselchen...

(**Interruption**)

Mir kënnen doriwir seriö diskutieren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech ginn him gär e puer Minutte vu mir.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Här President, d'Demokratesch Partei huet souwuel an hirem Wahlprogramm 2009 wéi och am Débat d'orientation 2009 eng Rei vu Pisten opgezeechent, wéi een eise Rentensystem kéint mëttel- a längerfristeg ofséchere respektiv wat fir eng Weeër ee kéint achloen, fir och d'Privatinitiativ besser ze förderen. Ech wëll an deem Kontext och drun erënneren, dass d'DP déi eenzeg Partei ass, déi beim leschten Ajustement dergéint gestëmmt huet. Dat war sécherlech net immens populär, mä op d'mannst, et war doudsécher net opportunistesche.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Mir sinn och ëmmer nach der Meenung, dass mer haut scho sollen an de Speck vun eisem Pensiounssystem schneide goen, éier mer an e puer Joer, an d'Prognose weisen dat jo eendeiteg, misse richteg an d'Fleesch schneide goen. Mir sinn och ëmmer nach och dovunner iwwerzeegt,

dass vill Rentner vun haut, vill Grousseltere bereet sinn, Efforten ze maachen, fir dass och hir Kanner a Kandskanner an de Genoss vun enger anstänneger Pensioun an esou vill Jorzéngte kënnen kommen.

D'DP wëllt am bestehende System u senge Grondzich festhalen. Dat heescht net, dass mer net dovunner iwwerzeegt sinn, dass missten Adaptatioune kommen. Mir stelle fest, dass déi bestehend Gesetzter zur Betrimsrent respektiv zur Privatrent nach ëmmer e relativ klenge Succès bis elo kann hunn. Ausserdeem ass et jo esou, dass just déi Ménagen, fir déi eng Zousatzpensioun am sénnvollste wär, net vun deene steuerleche Virdeeler kënnen profitieren, déi duerch den Ofschloss vun enger Pensioun entstinn.

D'DP ass dofir der Meenung, dass déi aktuell legal Dispositione fir dee sougenannten zweeten an drëtten Piler, dat heescht déi privat Zousatzpensioune an d'Betrimsrenten, missten iwwerkuckt a verbessert ginn, well déi Mesuren, déi bis elo an dese Beräicher geholl goufen, hunn net wierklech hir Friichte gedroen. Hei ass op alle Fall nach Loft no uewen. A mir mengen, dass een nieft enger Reform vum staatleche System, an domadder mengen ech souwuel déi öffentlech wéi déi privat Renten, och iwwert dës zwee Elementer vu privater Virsuerg onbedéngt muss diskutieren.

D'Demokratesch Partei ass och derfir, dass déi bestehend Instrumenter vun der Freipensioun analyséiert an iwwerschafft ginn. An deem Kontext muss eiser Meenung no viru allem drop gekuckt ginn, dass dës Instrumenter net messbar gebraucht an zur Regel ginn. Och meng mer, dass déi legal Dispositione an puncto Altersdeeltzeit net flexibel genuch sinn an dofir nëmme marginal ausgenutzt ginn. Generell géllt et zesumme mat de Sozialpartner och nei Weeër ze fannen, fir dës Méiglechkeete méi effizient ze gestalten.

Mir schwätzen eis och kloer fir d'Aféierung vum Prinzip vum Rentensplitting vu Mann a vu Fra aus. Esou soll beispillsweis an Zukunft eng Koppel tëscht der Hannerbliwwerent an dem Splitting wéi kënnen. Wa sech eng bestueten oder gepacete Koppel fir de Rentensplitting ausgeschwat huet, da ginn d'Usprécher aus deene jeeeweilege Rentecariéren zu identeschen Dealer op déi zwee Partner opgedeelt. Den Usproch op eng Witwerent gëtt dann hifällig.

Mir mengen och, dass een a wirtschaftlech schwierige Zäiten, wéi eise Land se de Moment erlieft, muss kënnen - an ech widderhuelen et nach eng Kéier - iwwert den Ajustement diskutieren. An Zäiten, wou jonke Familien a berufstätige Leit vill zougemutt gëtt, muss ee sech déi Fro kënnen stellen.

D'Regierung konnt sech bis elo nëmme zu enger Opdeelung...

► **M. le Président.**- Här Wagner, Dir misst awer elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Ech wäert lech folgen, wéi ëmmer, Här President.

► **M. le Président.**- Wonnebar.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- ...respektiv enger Verschiebung vum Ajustement duerchréngen. Hei, mengen ech oder meng mer, misst een awer och ondebéngt rengen Wäin ausschenken an de Leit kloer an dätlech soen, wéi a firwat.

Dir Dammen an Dir Hären, ech hätt nach e puer Wuert un lech ze riichte gehat, mä, wéi gesot, vu dass ech dem President versprach hat, dass ech dankbar wär fir déi Zäit, déi e mer scho bäiginn huet, soen ech lech Merci fir d'Nolautcheren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- An ech soen dem Här Wagner Merci. Als nächste Riedner ass den Här Braz ageboden. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Merci, Här President. «Gouverner, c'est prévoir.» Dee Saz hutt Der schon oft héiere vum Emile de Girardin, engem franséische Journalist an duerno och Politiker. Dat huet e gemeinsam mam Här Di Bartolomeo. Dat géllt am Allgemengen an dat géllt, mengen ech, awer och speziell am Rentewiesen, wou mer wierklech vun engem Dossier schwätzen, wou et dréms geet, laang Joren no vir ze kucken. Mir mengen, op Politik am Rentewiesen ëmgeméint misst een eigentlech soen, zënter zumindest 2001, also nom Rentendësch I bis haut oder zumindest bis no de Wahle vun 2009, misst een eigentlech soen, dass et esou war, dass: «Gouverner, c'était nier l'évidence.»

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Bis 2001 a bis zum Rentendësch I war d'Rententhema ee vun den Dauerbrenner an der Lëtzebuurger Politik, enner anerem wéinst de Kollege vun der ADR, déi sech der Fro vun der Rentegerechtheet

tëscht deenen zwee Secteure verschriwwen haten. Fakt ass, dass an deem Beräich déi Reforme gemaach gi sinn, déi noutwendeg waren. An déi lescht Ännerungen am Rentewiese beim Rentendësch 2001 hate jo als Zil, de Volet vun der Rentegerechtheet ze clôturieren.

Dat ass och deemools do geschitt. Do war och net all Mënsch oder all Partei zu all de Punkten darselwechter Meenung, och wann d'Gesetz an der Chamber eestëmmege ugeholl gi war. Do gouf et schon Differenzen. Notamment haten déi gréng sech mat Erfolleg dergéint gewiert, dass d'Mammerent aus der Rentekess vum Privatsecteur sollt finanziéiert ginn.

Dat war déi ufängeg Intention vun der deemoleger Regierung, notamment vum Premier. Dat ass verhënnert ginn. Do ware mer eis net eens. Do ware mer eis eréischt no Protest herno eens, dass et net op deen dote Wee dierft goen.

An - an dat ass och e wichtige Punkt - et gouf och duerno nom Rentendësch I keng Eestëmmegkeet, fir e Rentendësch II drunzehänken, nämlech dee Rentendësch, dee sech mat der Fro hätt solle beschäftege vum laangfristige Finanzement vun all deene Leeschtungen, déi mer dann ab Métt 2001 am System haten. An dee Rentendësch II, dee war net gewollt. Deen hu wuel déi gréng hei an der Chamber och proposéiert an der Diskussioun, mä déi Lidd, déi ass deemools net ugeholl ginn.

Fënnf Joer méi spéit ass am Kader vun der Tripartite decidéiert ginn, en Aarbechtsgrupp anzusetzen. A kuerz viru de Wahle vun 2009 war och an der Chamber nach eng Kéier eng Interpellation zum Thema vu de Renten. Eng Interpellation, déi vun de Gréngen ugefrögt gi war. An dat war am Fong geholl alles, wat am Rentewiese vu parlamentarescher Debatt war nom Rentendësch I.

Dat war also kee Gassenhauer méi. An dat erkläert sech och relativ licht, well contrairement zu der Zäit bis 2001, wou et dréms gaangen ass, nei an zousätzlech Leeschtungen anzefieren, war et kloer, dass ab 2001 d'Rentendiskussioun nëmme nach als Richtung huet: „Mir missten iergendwou wéinst der Finanzementsfro awer nees Ofstrécher maachen, déi awer idealerweis sozial gerecht solle sinn an net erëm déi Wonnen opschloen, déi mer 2001 zougemaach hunn.“

Dat war natierlech eng Perspektiv, déi offensichtlich net terribel encourageant war, fir dass sech an der Politik vill mat de Rente beschäftegt ginn ass. Dat war esou wäit gaangen, dass den zoustännege Minister, den Här Di Bartolomeo, souguer am Kader vun där Interpellation, wou mir als gréng Fraktioun déi Zuele vun der IGSS hei op der Tribün rappeléiert hunn, dass mer virgeworf kritt hunn, dat wier Panikmache, dee Reformbedarf, dee géif et net ginn, dee mir do unhand vun deenen Zuele wollten diskutéiert hunn.

Mä den Här Di Bartolomeo huet glécklecherweis no de Wahle vun 2009 eng Kéier ëm 180 Grad geholl. An haut géllt och mat engem sozialistesche Minister Di Bartolomeo, dass an Zukunft am Rentewiese méi muss bezuelt ginn, fir méi laang ze schaffen, fir ënnert dem Strécher awer manner ze kréien. Dat ass den Aweu, dass et och scho viru drun e Problem gouf.

De Robert Kieffer, deen Der all kennt, deen huet emol en Artikel geschriwwen iwwert dësen Themekomplex. Deen huet geheescht „L'impossible réforme“. „L'impossible réforme“, dat war eng méi politesch Ausso, keng legal Ausso. Dat war eng politesch Ausso, well e grosso modo d'Thees vertrueden huet, dass d'Lëtzebuurger Politik de Courage net géif opbréngen, viru de Wielerinnen a Wieler eng Reform ze proposieren, déi tatsächlech den Equilibre am System géif herstellen, soulaang mer voll Keesen hätten an de Reserven an esou wäit a soulaang och d'Leeschungen, déi de System haut ausbezilt, esou wäit ewech leie vun deem, wat iwwert d'Cotisationsen erakënnt.

Do ass scho bal e Gap an der Realitéit entstanden am Rentewiesen, wann een d'Cotisationsen vum System mat de Promessé vum System versprecht. An d'Thees war och, dass eng gréisser Reform am Rentewiesen eréischt da géif méiglech ginn, wann de System defizitär wier, wann also op ee Joer gekuckt d'Dépendenz méi héich wiere wéi d'Recetten.

An et gëtt der jo och haut nach, déi mengen, dass mer kee Problem hätten. Et gëtt der, déi soen, dass de System, esou wéi en ass, net reformbedürfteg wier. Ech soe ganz dätlech, dass déi gréng net där Meenung sinn. Mir sinn net där Meenung, aus enger Rei vu Gréngen.

Eise Rentensystem ass jo u sech en Assurancësystem am départ. Och wann e vläicht kee rengen Assurancësystem ass duerch d'Interventioun vum Stat, contrairement zu där klassischer Assurancëlogik tëschent dem Prestataire an deem, deen d'Assurance bezilt. Mä trotzdem si mer grundsätzlich an enger Assurancëlogik, wou e Lien besteet tëschent deem, wat ee bezilt, an deem, wat een herno erauskritt. An de Gestionnaire doyun, deen muss derfir suergen, dass dat och am Équilibrium ass, dass also dat, wat erausgeet, deem entsprécht, wat an de System erakëent.

Zu Lëtzebuerg ass dat net méi onbedéngt wouer. Deen Equiliber hu mer net méi. Déi offiziell Zuele beleeën dat och. 24% Cotisatioune op der Masse salariale sti Promessé géigeniwwer, wann ee se alleguerten derbärechent, déi, an do schwanken d'Zuelen e bëssen, tëschent 55 a souguer 60% zum Deel an de Raum stellen. Ech wëll net doriwwer jugéieren, Här Minister, wéi eng Zuel do déi richtig ass. De Punkt ass, dass en Déséquilibrer besteet tëschent deem, wat cotiséiert gëtt, an deem, wat vu Leeschtungen am System bezuelt gëtt.

déi gréng hunn e Problem, well de Finanzement, déi Finanzementsproblemer, déi mer hunn, och scho laang kloer sinn. Spëtstens zënter 2001, an do muss ech dem Kolleg Carlo Wagner awer e bësse widdersprieche, d'Situatioun vun 2001 ass net fundamental eng aner wéi déi vum haut. De Wiessel ass net komm mat der Kris vum 2008. Et ass net eréischt zënter 2008, dass mer e Finanzementsproblem bei eise Rente riskéieren ze kréien.

Den Déséquilibrer, deen ass méi laang bekannt. Zënter 2001 an och deene Leeschtungen, déi deemools agefuert gi sinn, war gewosst, dass de System laangfristeg net am Équilibrium ass. Dat wosst och den deemolege Minister, de Carlo Wagner, wou en als responsable Member vun der Regierung de Rentendésch I gefuert huet.

Natierlech konnt de Carlo Wagner soen: „Elo hu mer Gerechtheit an de System bruecht, an déi hannendru solle wann ech gelift fir den Equiliber beim Finanzement suergen.“ Mä et ass falsch, ze soen, et wier d'Wirtschaftskris vum 2008, déi am Rentewiese fir Schweregeete gesuergt hätt. Ech mengen, dass d'Conscience politique och schonn 2001 ganz kloer do war, dass mer am Finanzement e Problem hunn.

(Interruption)

Et ass richtig, mä wat genauou richtig ass, Här Mars Di Bartolomeo, ass, dass mer, obwohl mer während bal dräi Jorzéngten en enorme Wuesstum an der Lëtzebuurger Economie hatten, um Enn vun där ganz laanger Wuesstumsperiode e Rentensystem hunn, dee strukturell manner gutt opgestallt ass wéi dräi Jorzéngte virdrun, ier dee bomme Wirtschaftswuesstum ugefaangen huet.

(Mme Lydia Mutsch prend la présidence.)

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*. - Dat ass net richtig.

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*). - Dach, dat ass esou.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*. - Dat ass net richtig.

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*). - Dach.

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*. - Dat ass net richtig. Dir musst kucken, wat de Rentensystem haut ausschétt a wat e fréier ausgeschott huet. Dat ass net richtig. An Dir hutt och d'Émplantverfahren net richtig verstanen, well d'Émplantverfahren baséiert net op deem, wat a 50 Joer ass, mä et geht dervun aus, dass een emmer dat ausgëtt, wat ee jeeeweils huet.

► **M. Félix Braz** (*déi gréng*). - Ech hunn dat ganz gutt verstanen, Här Di Bartolomeo. Mä wat Dir net wëllt agesinn, an dat hutt Der jo och niéiert bis no de Wahlen 2009, dat war, dass e Problem besteet tëschent deem, wat de System u Leeschtunge verspricht, an deem, wat de System eranhält. An dat hutt Der niéiert bis 2009. An dat ass dee sprangende Punkt.

A wat mer haut doriwwer muss schwätzen, dass mer den Taux de majoration bei der Majoration proportionnelle mussen erofkréien, dann ass dat genau dat, d'Antwort op dee Problem, deen Dir bis 2009 niéiert hutt. An et ass dat, wat ech virdru gemengt hunn. Dat an néischt anescht. An do ass e Problem.

(Interruption)

Mir hunn eis och verstoppt, besonnesch Dir, Här Minister, Dir hutt lech verstoppt ganz laang hannert deene volle Keesen. Eeef Milliarde Re-

serven. Dat si véier Joer. An d'Resultat dovunner ass, Här Minister, dass Der d'Leit e bësse probéiert hutt anzeschléifere mat deem Argument vun de volle Keesen. Woubäi déi voll Keesen néischt mat der Gesondheet vum System ze dinn haten, mä déi voll Keesen hate just domadder ze dinn, dass der scho ganz vill abezuelt hunn, déi just nach néischt gefrot hatten.

Mir hunn um Marché de l'emploi e Wuesstum vun 3,9% gehat an der Moyenne iwwer méi wéi 20 Joer. Dat ass enorm. An d'ärselwechter Zäit sinn och déi sougenannte Babyboomer an den Aarbechtsmarché komm, déi dann och fir eng temporär Erhéijung vun de Cotisatioune gesuergt hunn. Et sinn an där Zäitspan do ronn 150% méi Cotisanten an de System komm, während an d'ärselwechter Zäit nëmme knapps 100% méi Rentebezéier aus dem System entstanen sinn. An dee Gap, deen duerch natierlech während där Zäit do fir immens gefüllte Keesen.

Mä d'IGSS huet scho laang virdrun, och scho laang virun 2009 an dem Här Di Bartolomeo senger postelektoraler Wandlung vum Rentesaulus zum Rentenpaulus, hat schonn d'IGSS laang virdru gerechent, dass de System ab 2020, wann déi éischt méi important Well vun Départs à la retraite kënn, wäert defizitär sinn. Da ginn aus deene Babyboomer och Pappiboomer.

Et ass net nëmme de Phenomeen vun de Frontalieren, mä et ass och de Phenomeen, dass d'Alterspyramid dann an déi aner Richtung kippt an dass d'Reserve vum Rentensystem ab 2035 wäerte plus/minus op null sinn. An déi Zuele weisen och, dass den Ofbau vun de Reserve wesentlech méi séier wäert geschéien, wéi den Ofbau vun de Reserve gebraucht huet.

Et ass also en dréngenden Handlungsbedarf. An net ze vergiessen och nach d'Element - aner Kollegen hunn dat och schonn erwähnt - vun der Verlängerung vun der Liewenserwaardung. Alles dat si Fakten, déi net nei sinn. Déi Fakte ware schonn nom Rentendésch I bekannt. Mir wëssen dat also zënter zumindest zéng Joer a reagéieren eréischt huet.

An déi, déi soen, et wär keen Handlungsbedarf, déi kënne jo da soen, dass néischt misst geschéien. Dat mengt mir net. Mir mengen, dass ee muss handelen. Mä et kann een natierlech och soen: „Et brauch am Rentensystem néischt ze geschéien.“ Dat kann och an enger Hypothees funktionéieren.

Et gëtt eng theoretisch Hypothees, wou déi Leit kéint recht behalen, nämlech déi, dass de Wuesstum tatsächlech géif weidergoen, wéi mer dat an deene leschte Jore gewinnt waren. Mä dat géif awer dann heeschen, dass mer bis zum Joer 2050, also an 38 Joer, ronn 1,5 Milliounen Aarbechtsplazen zu Lëtzebuerg missten hunn.

Dat wieren der also vum haut u gekuckt bis dohinner ronn 30.000 pro Joer weider. Dat ass e Villfacht vun deem, wat mer un Aarbechtsplaze geschafen hunn an deene leschten 20 Joer, wou mer richtig geboomt hunn. Hei misste mer fennef-, sechsmol esou vill Aarbechtsplazen netto pro Joer schafe bis 2050, wa mer wéilten, dass de Rentensystem ka bestoen, wa mer en net reforméieren. An dat géif jo dann net ophalen. Dat géif esou weidergoen. Bis 2070 misste mer dann dräi Milliounen Aarbechtsplazen hunn.

Dat sinn natierlech Fantasiezuelen. A kee Mënsch gleeft, dass mer d'Lëtzebuurger Land an där Zäit do och schonn nëmme infrastrukturall kéinten opriichten, fir esou engem extreme Wuesstum kënne gerecht ze ginn. Mä mir brauchen eis och déi Fro net ze stellen, well d'Wahrscheinlechkeet, dass dat doten antrëtt, mengt mer, do si mer eis alleguerten eens, déi ass relativ geréng.

An dat ass deen eenzeggen Zeenario, an deem ee kéint soen: „Mir brauchen am Rentewiesen néischt ze änneren.“ Deen Zeenario ass leider komplett onrealistes. Also bleift just déi aner Alternativ, nämlech déi, déi eis diktiert, dass mer mussen handelen.

Et ass also haut och kee schwaarzen Dag vun der Lëtzebuurger Sozialgeschicht. Et ass och net, dass mer soen, dass déi, déi wëlle reforméieren, déi Béis sinn, well dat déi sinn, déi wëlle Kierzung maachen am System. Mä ech meng villméi, dass déi, déi haut reforméiert sinn, déi sinn, déi de System wëlle wierklech ofséchere, laangfristeg ofséchere, an déi net wëllen nokucken, wann de System dann an e puer Joer géif riskéieren, an de Koup ze falen a vill méi massiv wéi dat dote misst reforméiert ginn.

Fir eis ass et ausser Zweifel, dass ee muss handelen. An déi gréng sinn och der Meinung, dass een hei méi hätt misse maachen, wéi nëmme sech mat der Fro vun der laangfristeger Finanzéierung ze beschäftegen, mä et hätt een

och kënnen aner méi déif gräifend Reformen am System maachen.

Wat mer net wollt änneren, an do si mer mat der Regierung d'accord, an ech mengen, dat ass och zu Lëtzebuerg contrairement zu anere Länner glécklecherweis e breede Konsens, nämlech dass mer wëllen de System par répartition erhalen. Hei zu Lëtzebuerg gëtt et glécklecherweis keng Diskussioun, déi wëllt de System à répartition ersetzen, vläicht compléteieren, ergänzen - där Meinung si mir och - duerch e Kapitaliséierungssystem, mä mir wëllen en net ersetzen.

Mir bleiwen also gäre beim Generationenvertrag, well mer dee fir de solidareschen halen an zwar dee richtege fir d'Solidaritéit net nëmme mat de Pensionnären, mä - dat ass och Géigestand vun där noutwendeger Reform - och d'Solidaritéit mat den Aktiven, notament mat deenen Aktiven, déi eréischt an d'Aarbechtswelt ginn. D'Solidaritéit kann net nëmme an eng Richtung goen, wann ee wëllt de Generationenvertrag laangfristeg oprechterhalen.

Mir mengen och - an dat war och e Virschlag vun deene Gréngen -, dass ee sech duerch d'ierf Gedanke maachen iwwer nei Finanzéierungsweeër am Rentewiesen. Mir si fir de Système tripartite. Mä mir hunn als Gréng emmer gesot, dass mer net der Meinung sinn, dass déi Tripartite emmer muss bei där perfekter 33,3% Opdeelerung fir jiddweree bleiwen. Et soll en tripartite Finanzement bleiwen, mä et kann een och aner Finanzementsweeër begoen.

Zum Beispill mengt mer, dass ee muss kënnen d'ierf diskutéieren, dass déi Betriber, déi mat ganz wéineg Leit relativ héich Benefiszer maachen, dass déi sech vläicht anescht mussen un der Finanzéierung vum System bedeelege wéi déi Kleng- a Mëttelbetriber, déi ganz personalintensiv sinn an doduerch vill an de System schëdden. Och do muss ee kënnen d'ierf diskutéieren, ob ee sech net eng aner Pondératioun wéi déi dote ka virstellen.

An et kann ee sech och d'Fro stellen, ob déi Leit, ob d'Assuréeen, déi cotiséieren, ob dat ausschliesslech soll op der Masse salariale sinn oder ob een net och kéint do, wéi bei der Assurance dépendance zum Beispill, soen, dass aner Revenuen, och d'Revenuen de capitaux, misste kënnen berücksichtegt ginn. Dat géif eng Rei Recetten an de System bréngen. Dat wier an eisen Aen net falsch. Mir sinn awer natierlech domat d'accord, dass dat net haut muss wirken, well de System och haut nach zousätzlech Reserven opbaut, mä et misst een awer kënnen d'ierf diskutéieren. Dat ass leider net geschitt. Mir wäer bereit gewiescht, déi Diskussioun do mat lech ze féieren.

Den öffentleche Rentensystem ass och doduerch deier, well mer relativ héich Renten ausbezuelen. déi gréng hate proposéiert - mir wäer bereit gewiescht, och dee Schrott matzegoen -, de Plafond cotisable vum fenneffache Mindestloun op 3,5-mol de Mindestloun erofzebréngen. Dat hätt natierlech derfir gesuergt, dass een an enger éischer Phas manner Recetten hätt, mä et hätt awer och derfir gesuergt, dass an enger zweeter Phas trotzdem am System een hätt kënnen Sue spueren.

3,5-mol de Mindestloun, do schwätze mer awer emmerhin nach emmer vu Paien em eng 7.000 Euro. A fir déi Leit, déi sech doriwwer eraus wëlle Renterechter séchere, do si mer der Meinung, et hätt een duerchaus kënnen soen: Dat ass dann d'Aufgab vum enger privater Zousatzversicherung, wou och de Stat kann interwenéieren steierlech un de Modalitéiten, déi ze diskutéieren wieren.

Mä op jidde Fall wär et e richtig Zeeche gewiescht, fir ze soen: Wat ass d'Aufgab vum öffentleche Rentensystem? Wéi héich soll do d'Solidaritéit och goen? Well duerch de Fait, dass de Stat en Dréttel bäisteiert, ass jo och e Solidaritéitselement an där Pensioun, déi ausbezuelt gëtt. An déi, déi déi héchste Paien hunn an am meeschte cotiséieren, kréien och netto deen déckste Subsid vum Stat bäigeluecht. Dat ass kee Problem, soulaang de Stat keng Finanzéierungsschwierigkeiten huet. An engem Kontext, wou mer elo ufänken, Joer fir Joer eng Milliard Scholde mussen ze maachen, muss ee sech awer froen, ob dat net och eng Pist wier, déi sozial absolut verträglich wier an trotzdem dem System géif hëllefen.

De Contraire war och proposéiert gi vu Verschiedenen, nämlech de Plaffong opzehiewen. Dat hätt mer falsch fonnt, well da géife mer do fir verschidde Leit nach méi déck Netto-Subsiden aféieren, bei deenen, déi schonn an hirer ganzer aktiver Carrière och déi déckste Pai hatten, da géif de Stat iwwer national Solidaritéit och nach deen décksten Netto-Subsid bei der Pensioun bäisteieren. Dat wär an eisen Aen dee falsche Wee a géif de System jo och Sue kaschten.

Et ass och gesot ginn, dass een dat kéint maachen, ouni Leeschtungen dobäi ze maachen,

dass also just de Plafond cotisable géif erhéicht ginn, ouni awer dass et dofir géif Leeschtunge ginn. Dat ass an eisen Aen och net richtig, well mer och hei an engem Assurancësystem sinn, an d'Virstellung, dass ee kéint Leeschtungen a Cotisatioune froen, ouni och nëmme eng Géigeleschtung dohinnerstellen, dat deet dem System seng Fundament bréckelen a géif eng Diskussioun provozéieren, déi an der Tendenz den öffentlech-rechtleche Rentensystem kéint un d'Wackele bréngen. An dat wollt mir als Gréng net ënnerstëtzten.

Wat mir eis och nach gewënscht hätten, fir eng richtig Reform an net just eng Finanzéierungsdiskussioun ze féieren, war d'aféieren vun der richtiger Individualiséierung vun de Renterechter. Dat ass ganz wichtig, net nëmme fir d'Fraen, awer haaptzäichlech fir d'Fraen, mä net nëmme. Dat hätt mat sech bruecht, dass mer och do en Deel vum Renteproblem hätte kënnen léisen, well mer vill méi Cotisanten an de System kritt hätten, onofhängeg vun der Entwécklung um Aarbechtsmarché. Dat bréngt Recetten, et bréngt Ofsecherung fir all déi Leit. Dat suergt natierlech derfir, dass et da keng Carrière méi gëtt ouni Ennerbréchungen.

Déi Reform war awer elo net méiglech. Obwuel mer och do scho laang driwwer schwätzen, huet een awer d'Gefill, dass et nach emmer op verschidde Plazen net wierklech gewollt ass. Och wann et natierlech net einfach wär. Dat gi mer gären zou. Dat wär eng schwieriger Reform, och aus legale Gréngen. Mä mir mengen, wann ee sech domadder méi beschäftegt hätt, da wier do méi e grouse Fortschritt méiglech gewiescht, wéi dat haut de Fall war, well um Splitting hänken ze bleiwen, dat kann definitiv beschtefalls an enger Iwwergangsregelung dat lescht Wuert sinn, mä net an enger endgültiger Leeschtung (veuillez lire: Léisung).

De legale Rentenalter, do soen déi gréng och, dass et kee Bedarf gëtt, deen eropzesetzen. Mir si beim reellen Rentenantrëttalter nach sechs Joer dervun ewech. Also, bei 59 Joer läit e jo. Do géif et wéineg Sënn maachen, de legalen Alter nach eng kéier eropzesetzen. Dat wär reng Theorie. An der Wirklechkeet muss mer derfir suergen, dass d'Leit, déi an d'Pensioun ginn, tatsächlech 40 Joer cotiséiert hunn. Wa mer dat géife fäerdgebréngen, da wär dat déi Prioritéit, déi mer am Moment muss léisen.

Dat wier wéi gesot eng Reform, wéi mir eis se gewënscht hätten, eng, déi sech mat der Finanzéierung, der laangfristeger, beschäftegt an awer och Annerungen am System gemaach hätt, wéi ech se elo grad beschriwwen hunn.

Är Reform, Här Minister, déi bréngt dat net. Mä och, wa se dat net bréngt, ass d'Fro awer gestallt, ob se duerfir nëmme schlecht ass. Mir mengen, dass dat net de Fall ass. déi gréng ënnerstëtzten d'Regierung op enger Rei vum Elementer vun där Reform.

Mir ënnerstëtzten d'Regierung, fir d'Éischt emol, well se zougëtt, dass et e Problem gëtt, an eng aner Richtung weist wéi déi, déi mer aus deene leschten zwee, dräi Jorzéngte kann hunn, a seet, mir hunn e Problem, deen et ze léise gëtt.

An de leschte Jorzéngte war d'Tendenz jo, dass d'Cotisatioune stabil bliwwen sinn. Zënter 1985 bei dräimol 8%. A gléichzäiteg sinn iwwer Gesetzer d'strukturell Leeschtungen em 29% eropgesat ginn, ouni dass dat mat enger zousätzlecher Géiffinanzéierung verbonnen gewiescht wär. Dat ass natierlech formidabel, da kënn een och op en Taux de remplacement vu 87%. A wann een dat mat den Nopere vergléicht - de Virriedner huet dat och scho gesot -, an der Belsch, an Däitschland bei 42%, a Frankräich 49%, da mierkt ee schonn, dass hei zu Lëtzebuerg eppes e bëssen aus dem Rudder gelaf ass an deene leschten zwee Jorzéngten, wat d'Leeschtunge betrëfft.

Dat war awer net déi éischte kéier an net déi eenzeg kéier, dass am Rentewiesen eng Reform gemaach ginn ass. Ech wëll awer och rappeléieren, dass bei der Fonction publique den deemolegen zustännege Minister - de Michel Wolter ass jo haut e Kolleg an der Chamber -, dass deemools och an der Fonction publique eng Reform gemaach ginn ass, déi net an d'Richtung gaangen ass vun emmer nees Leeschtungen erop an ouni sech dorunner mussen ze bedeelegen. Et ass also net fir d'Éischt, wann den Här Di Bartolomeo haut eng Reform mécht, mä emmerhin ass et fir d'Éischt am Privatsektor, wou d'Richtung gewisse gëtt.

déi gréng ënnerstëtzten d'Regierung op enger Rei vu Punkten. Éischters - ech hunn et virdru scho gesot - beim Bäibehale vum Systeme par répartition. Dat ass net esou evident an all de Länner. Hei glécklecherweis jo, a mir ënnerstëtzten d'Regierung doranner. Och beim prinzipielle Bäibehale vum Finanzement tripartite. Och wa mir eis do kënnen Modulatioune virstellen. Dat muss net emmer exakt 33,3% fir jiddweree sinn. Doriwwer soll een diskutéieren, besonnesch op der Sich no anere Finanzéierungsméiglechkeeten.



Woubäi ech och do wëll hannendru soen, dass souguer, wann ee sech Gedanken mécht an och eppes géif fanne fir zousätzlech Finanzéierungen, da géif dat op keng Aart a Weis de Besoin ewechhuelen, fir am System och ze spueren. Dat ass, mengen ech, eng Illusjoun. Déi, déi mengen, dass mat zousätzleche Recetten eleng de System kéint stabiliséiert ginn, dat ass an eisen Aen net richteg. Mä mir sinn där Diskussionsoppe géintiwwer.

Mir ënnerstëtzen och d'Regierung beim Eropsetze vun der Grondrent vun 23,5 op 28%. Déi Mesure ënnerstëtze mer.

Mir ënnerstëtzen och d'Regierung, Här Di Bartolomeo, beim Eropsetze vum Taux de majoration vun der Majoration proportionnelle. Dat ass eng Mesure, déi e gréisseren Impact huet an der Reform. Mir ginn erfouert vun 1,85 op 1,6 am Joer 2052. Mir ënnerstëtzen dat a mir sinn och bereet, dat öffentlech mat ze verteidegen.

Mir ënnerstëtzen d'Regierung och bei hirer Mesure, fir d'Mindestcotisationen erfouersetzen - et ass scho viruun erwähnt ginn - vun 300 Euro op 100 Euro erfouert. Och wann et limitéiert ass op fënnef Joer, mä dat ass och de Sënn vun där Mesure. Dat ënnerstëtze mer an hale mer fir eng ganz sënnavoll Mesure, fir d'Conditions de stage kënnen ze erfüllen.

Ganz wichteg - et ass fir eis en Haaptelement vun der Reform - ass déi nei a verbessert Governance. Bis elo hu mer all siwe Joer gekuckt, wéi et fir déi nächst siwe Joer géif ausgesinn. De Fait, dass mer elo op e System erfougin, deen all fënnef Joer kuckt, dat ass also wéinstens eemol och pro Legislatur, soudass also all Chamber an all Regierung sech muss mat där Fro beschäftegen, dofir ass den Délai vu fënnef Joer gutt gewielt. An dass mer dann och gläichzäiteg mussen zéng Joer no vir kucken, dat hale mer strukturell wierklech fir e Fortschritt vun där Reform.

Eppes, wat déi gréng och laang proposéiert hunn, gétt och elo mat där Reform wierklechkeet, nämlech dee progressiven Départ an d'Retraite. Dat hate mer zwar och scho viruun, awer ënner enger Form, déi esou discouragant war, dass den Erfolleg och deementsprechend war. Et hunn nämme ganz wéineg Leit dat genotzt.

Mat där neier Regelung si mir och optimistes, dass dat méi wäert genotzt ginn. Dat ass eng absolut sënnavoll Saach, net nämme fir den Asuré, mä och fir de Betrib, och fir d'Pensionskeess a souguer fir déi Leit, déi an engem Betrib sollen op een nokommen, dee profitéiert vun deem Départ progressiv an d'Pensioun. Eng absolut sënnavoll Mesure.

Mir ënnerstëtzen lech och, wa mer d'Cotisatione weiderhi bei dräimol 8% loosse. Dat ass jo och e bëssen e Lëtzebuerger Konschtstéck iwwer déi lescht Jore gekuckt. Obwuel mer esou voll Keesen haten, wäit iwwer dee legale Minimum ewech, hu mer et ëmmer derbäi gelooss, dass dräimol 8% bezuelt gétt an dass dat net erfouesat ginn ass.

Och elo, haut, brauche mer eigentlech keng 24%, fir am Équilibre ze sinn. Mä mir halen et als Gréng och fir richteg, dass mer bei deenen dräimol 8% bleiwen. Dat wäert dem System iwwer déi nächst Jore gekuckt mat Sécherheet hëllefen.

A mir sinn och der Meinung, an dat contrairement zu eise Kolléeg vun der DP, dass et keen Tabu dierf sinn, och iwwer Cotisationserhéijungen ze diskutieren. Wuel net elo direkt, dat wär ganz schwéier ze erklären natierlech an där schwieriger wirtschaftlecher Lag, wou mer sinn, awer och oder viruun allem, well mer jo am Moment scho méi cotisiéiere wéi dat, wat de System pro Joer brauch, fir am Équilibre ze sinn. An där Zäit d'Cotisationen erfouersetzen, wier natierlech e Geste, dee schwéier ze erklären. Mä no vir gekuckt meng mer och, dass et keen Tabu dierf sinn, fir an Zukunft de System finanziell och ofzesécheren. Mä och do soe mer, dat eleng wäert net duergeen, fir den Équilibre hierzestellen.

Mir sinn awer och mat enger Rei Saachen net averstehen an déi wëll ech och elo hei soen.

Ee wesentleche Punkt ass nämlech deen hei, dass d'Aart a Weis, wéi Der Ä Reform agencéiert hutt, notamment Ä Wuesstumsprognosen, déi drécken natierlech d'Gräife vun der Reform no hannen. An Dir refuséiert am Fong domadder, d'politesch Konsequenze vun Ärer Reform ze assumieren.

3% Wuesstum bei 1,5% Wuesstum um Aarbechtsmarché, dat hate mer vun 2008 un net! Do si mer knapps iwwer null. Och dës Joer kréie mer dat net. An d'Prognose fir déi nächst zwee Joer leien optimistes bei ronn 1%. Aneerer maachen nach méi wäit Projektionen - bon, do ass awer fir mech e groussen Deel Kaf-fissazieserei derbäi -, mä déi leien awer an där Zuel, déi se benennen, net aus de Féiss vun deem, wat mer elo hunn.

A wat och fir Lëtzebuerg alarmant misst sinn, dat ass, dass mir hei am Land traditionell iwwer eisen däitschen Nopere louche mam Wuesstum. A mir wossten, dat, wat do méiglech ass, ass hei mat 1% méi nach besser méiglech. Och dee Verglach geet net méi op. Am Verglach mat Däitschland leie mir am Moment permanent ënner hirem Wuesstum. An dat sinn awer Zuelen, déi ee misste beonrouegen. A wann dann an esou eng Zäit eran eng Wuesstumsprognos gemaach gëtt, déi mat 3% rechent, da meng mer, dass dat u sech net ganz seriö ass.

Kee vun eis weess, wat d'Zukunft wäert ginn, net déi, déi 3% soen, och net déi, déi soen, et wär 0%. An duerfir gétt et nëmmen eng Approche, nämlech ze soen: Kommt, mir kucken, dass déi Reform, dat Gesetz wéinstens deen Dag, wou mer d'Reform stëmmen, hallelweegs d'Strooss hält an de Verglach mat der Realitéit aushält, well mir wëssen all net, wat an 20 Joer wäert sinn!

Mä wann d'Reform deen Dag, wou se votéiert gëtt, wäit ewech vun der Realitéit läit, dat ass awer méi wéi e Scheinheitsfeeler. Dat ass am Fong eng Mesure, déi just derfir suert, dass mer iwwer déi nächst fënnef Joer näischt wäerten an deem dote Beräich vun der Rentenreform wierklech dobaussen ze spiere kréien.

Dir sidd e bëssen, wann eng Operatioun géif ustoen, Här Minister, bei der Dokteschéquie wéi den Anästhesist. Dee geet vir, e muss de Patient aschleiferen, an da kommen déi aner - d'Chirurgen - no, fir d'Operatioun virzuehuelen. Dat geschitt hei net. Dir gitt hei wuel vir, mä Dir sidd den Anästhesist, an da kënn hannendrun net wierklech eppes no.

Mä d'Chamber misst eigentlech d'Salle de réveil sinn an lech soen, dass dat net geet an dass mer déi Prognos do net akzeptieren, dass mer soen, neen, hei sidd Der an der Realitéit, mir akzeptiere keng Reform, déi an hiren Auswierkungen eréischt a fënnef Joer wäert ufänken ze gräifen. Dat wär net richteg.

An Dir maacht de Konschtgrëff nach zwou aner Kéieren.

(Interruption)

Dir sot zweemol beim Réajustement, also bei der Uppassung un d'Realléin, do sot Der och, dee Moment, wou d'Dépense d'Recetten am System iwwersteigen, da gi mer erfouert op héchstens nach en hallwen Ajustement.

Also, d'Éierlechkeet wär och do, fir ze soen, et gétt iwwerhaupt kee méi, well e System, deen defizitär ass, do nach eng Leeschtung fir den Ajustement auszebezuolen...! Also Ären Nofolger, deen dat dee Moment wäert missen erklären, dee wäert net vill Argumenter fannen, fir ze soen, mir maachen nach en hallwen Ajustement. D'Wourecht ass, dass deen Dag, wou de System méi Dépense wéi Recetten huet, dann ass den Ajustement op null an net op 50%.

Mä och do kënn Der lech fënnef Joer rette mat deem Konschtgrëff vun den 3% Wuesstum. Datselwech géllt iwwerengs och fir d'Allocation de fin d'année. Och dat gétt no hanne gedréckt doduerch, dass Der haut déi dote Grondlag huelt. Mir fannen dat net richteg.

De Problem ass do. De Problem ass erkannt. Den Déséquilibre vum System kenne mer, an et wär eigentlech ubruecht, fir dann haut eng Reform ze maachen, déi ab dem 1. Januar wierkt. An zwar net nämme wierkt fir déi, déi wëssen, dass se wäerten um Enn ee Joer oder zwee oder e puer Méint oder e puer Woche méi laang schaffen, dat spieren déi net. Déi wëssen dat héchstens, wa se d'Zeitung gelies hunn, dass dat op se duerkënn. Spieren di se et net.

Déi Elementer, déi wierklech ze spiere sinn, wann op eemol e bësse manner iwwerwise gétt, all déi Elementer, déi hutt Der mat deem Konschtgrëff no hanne geréckelt. Dat fanne mer net richteg.

An et ass net nëmmen net richteg, et huet och eng Auswierkung: Nämlech dee Moment, wou mer da mierken, dass déi 3% falsch waren, da gräift de System. De Mechanismus, deen an der Reform dran ass, dee wäert da gräifen. Dat hutt Der oft genuch widderhall an dat stëmmt och. Dee gräift. Mä dann huet en natierlech manner Zäit, fir ze gräifen, an e muss dofir e bësse méi heftig gräifen. An déi, déi dat spieren, dat sinn net déi Leit mat den héije Renten, mä dat sinn déi Leit mat de klengen a mëttlere Renten.

An duerfir ass dat heiten net just politesch eppes méi oder manner geschéckt gemaach, mä et trëfft och Leit. An duerfir fanne mir dat heiten net richteg.

Här Minister, d'Reform, déi gétt och net wierklech gedroen. Vläch och, well se net richteg erkläert ginn ass. Vläch och, well d'Leit spieren, dass do Saachen dra sinn, déi hallelhärzeg sinn.

Wär et net besser gewiescht, et konsequent ze verteidegen? Dir hat et jo eigentlech liicht. Wéi ee Sozialminister an engem vun de Länner ronderëm ka scho vu sech behaupten, en hätt potenziell fir d'Stousrichtung vun der Reform d'Ennerstützung souguer praktesch vun all den Oppositionsparteien? Vill méi liicht kënn Der et u sech jo net hunn. Déi meescht heibanne soe jo: Mir hätte gären en ofgesécherete System an der Durée a si bereit, Reformen ze maachen an déi mat ze verteidegen.

An nawell sidd Der net esou konsequent gaangen. An duerfir gétt och déi Reform vläch net wierklech gedroen, well esou ee gewëssene Flou am Raum hänke bleift bei deem, wat Dir proposéiert.

D'Gewerkschafte ginn net mat lech op deen dote Wee. Äre Koalitionspartner - bon, dee suert op seng scho bal traditionell Aart a Weis derfir, dass e fir all Positioun een huet, fir erauszuschécken. Den Här Weber, de Gewerkschaftler, deen där d'ergéint sinn. Den Här Wilmes, deen där d'ergéint sinn. Den Här Wilmes, deen där d'ergéint sinn. D'Madame Mergen muss als Fraktionssprecherin e bëssen allegueren déi aner vertrieden. Dann huet een dräi Meinungen an herno nach ëmmer de Projet mat ënnerstëtzt. Dat ass natierlech einfach. Mä vläch wär dat och méi schwéier gewiescht,...

(Interruption)

...wann d'Reform wierklech konsequent gewiescht wär.

De Robert Kieffer hat - ech hunn dat uganks gesot - vun der imposibler Reform geschwat. Bon, d'Reform war schlussendlech e bësse possible, mä vläch och nëmmen, well et keng richteg Reform ass.

No 2014, Här Minister, wäert d'Renteproblematik net vum Dëscht sinn. Déi wäert ganz séier op den Dëscht vun der politescher Aktualitéit an eisen Aen zrëckkommen, méi séier a wärscheinlech méi aschneidend, wéi dat haut nach an Aussicht gestallt gétt.

Mir mengen, mir wären alleguere besser berode gewiescht, den Effet vun der Pensioun virzezielen an net esou wäit no hannen ze réckelen. Dat ass wuel am Intéret vun den aktuelle Pensionnären, dat geet awer och op d'Käschten, ganz kloer, vun deene Generatiounen, déi elo eréischt an de System kommen.

Aus all deene Grënn wäert mir Gréng déi do Reform haut net kënn stëmmen, well d'Rentendiskussion virueet. Ech wëll awer net ofschleissen, ouni der Madame Mutsch fir hire mëndlechen an och schrëftleche Rapport Merci ze soen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme la Présidente.** - Merci dem Här Braz. Den nächsten agedroene Riedner ass den honorablen Här Gibéryen. Dir hutt d'Wuert, Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Madame Presidentin. Léif Kolléeginnen a Kolléegen, och vun eiser Säit aus e Wuert vu Merci un d'Madame Rapportrice, d'Madame Lydia Mutsch, déi keng einfach Aufgab hat, fir duerch dese komplizierte Projet derduerch ze goen, mä si huet dat awer mat Brio gemeschert, souwuel wat hire schrëftleche wéi mëndleche Rapport ubelaangt.

D'Rentendiskussion ass eng Diskussioun, déi schon iwwer Jorzéngten hei am Land gefouert gétt, mat Emotiounen, mat vill Gestreits, mat kontradiktorechen Usichten, a mir sinn iwwerzeugt, datt och an Zukunft d'Rentendiskussion wäert aktuell bleiwen, och no dëser Gesetzesreform, a vläch kann een och soen, grad wéinst dëser Gesetzesreform.

D'ADR ass déi Partei, déi säit hirer Grënnung op déi Renteproblematik opmierksam gemaach huet, wat d'Ursach vun der Grënnung vun där Partei war. Rentegerechtheet, mat deem Slogan si mer 1987 a mat engem eenzege Punkt gegrennt an duerno och an d'Wahle gaangen. Eng Rentegerechtheet, kann ee soen, déi zéng Joer méi spéit, den 1. Januar 1999 Realitéit ginn ass, well wéi 1. Januar 1999 u gétt et keng Differenz méi tëschen dem privaten an dem öffentleche Secteur.

Fir déi Leit am öffentleche Secteur, déi no dem 1. Januar 1999 agestallt gi sinn: Si bezuelen déiselwech Cotisationen, kréien hir Pensiounen opgrond vun de Cotisatione berechent an hunn deeselwechten Ajustement. Et ass just nach eng Differenz, dat ass beim Plafond cotisable. Fir déi Fonctionnaires, déi virum 1. Januar 1999 agestallt waren, géllt en lwwergangsregime, wou déi 5/6, 83,3% iwwer 30 Joer op 72% erfougin.

Duerch eng Rei Reformen, déi am Privatsektor gemaach gi sinn - déi ginn op 1987 zrëck, op 1991 zrëck, bis bei de Rentendëscht am Joer 2000 -, sinn d'Pensiounen am Privatsektor massiv ugepasst ginn. D'Hongerrente si quasi ofgeschafft ginn an d'Pensiounen aus dem Pri-

vatsektor si wesentlech deenen am öffentleche Secteur ugepasst ginn.

Mir hunn haut praktesch keng Hongerrente méi fir Leit, déi eng komplett Carrière hunn. A Lëtzebuerg kennt och praktesch bal, am Géigesaz zu anere Länner, keng Altersarmut méi. Nach 5% gi laut der Statistik bei der Armut hei am Land ënnert der Altersarmut gefouert. Déi grouss Armut hei am Land, déi fanne mer haut bei der Jugend, a mer fanne se a priori bei den elengerzende Fraen.

No all deene Reformen, déi gemaach gi sinn, wou mer déi zwee Regimer gréisstendeels gläichgeschalt hunn, wou mer d'Pensiounen aus dem Privatsektor massiv erfouesat hunn, steet haut déi nächst grouss Eraufuerderung viru eis, nämlech d'Pensiounsofsécherung um finanzielle Volet, an dat souwuel am private wéi am öffentleche Secteur.

Firwat datt trotz Rekordreserven d'Zukunft vun eisem Pensiounsystem aus finanzieller Hisicht méi wéi ongewëss ass, brauch een net nach eng Kéier hei ze erklären: Rekordwuesstum vun eiser Economie iwwer 20, 30 Joer, Rekordwuesstum vun den Aarbechtsplazen an der gläicher Zäit, an duerfir Opbau vum Rekordreserve bei der Pensiounskeess. An Zukunft wäerten awer och nei Rekorder opgestallt gi vun deene Leit, déi an d'Pensioun ginn.

Wa mer haut och Reserven hu vu bal zwoelf Milliarden, déi 3,7-mol d'Joresdépense ausmaachen, esou stelle mer och haut awer scho fest, datt déi Reserven entstan sinn engersäits oder haaptsächlech opgrond vun den lwwerschéss, déi d'Pensiounskeesen all Joer gemaach hunn, a mer stellen haut awer och scho fest, datt déi lwwerschëss lues a lues, vu Joer zu Joer zrëckginn.

Mir haten alt Reserven iwwerschéss vu bal enger Milliard a mer leien elo bei 600, 700 Milliounen d'Joer, wat drop zrëckzeféieren ass, datt vläch d'Léin, d'Masse salariale net méi esou gewuess ass, awer och dorops zrëckzeféieren ass, datt de Rendement vun deene Suen, déi placéiert waren, net méi am Abléck dat bréngt, wat e soss bruecht huet. Mir gesinn also, datt och iwwer dee Wee d'Reserve lues a lues, d'lwwerschëss zrëckginn an domat d'Reserven net méi esou gespeist ginn.

Viru Joren hate mer am Gesetz stoen, datt mer Reserve missten hu mat enger Mindestgrenz no ënnen, et därft net ënner 1,5-mol d'Joresdépense goen an et därft net iwwer 2,5-mol d'Joresdépense erausgoen. Mir si viru enger Rei vu Joren duun an déi Situatioun kom, datt d'Reserven awer iwwer déi 2,5-mol d'Joer erausgaange sinn, a konsequenterweis hätte mer do misse d'Leeschtungen héijen oder d'Cotisatione senken.

Mir hunn deemools dat eenzeg Richteg gemaach, mer hunn einfach de Plaffong aus dem Gesetz gestrach, soudatt dee Plaffong konnt weider wuessen, weider Reserven uleeren. An, wéi gesot, haut leie mer bei 3,7-mol d'Joresdépense.

Eis Nopeschlänner, déi si frou, wa se e puer Wochen hunn, wann et gutt geet ee Mount. Lëtzebuerg huet also eng immens gutt Situatioun, mä mer wäerten déi Reserven och an deenen nächste Jore brauchen.

D'Reserve gi mëttelfristeg opgeschafft, an duerno komme mer dann och an eng Defizitsituatioun. Bei där Analys, mengen ech, si mer eis eens. Ech mengen, keen heibannen zweifelt un der Analys, wat d'zukünfteg Entwécklung vun eise Pensiounskeesen ubelaangt.

Ob den Datum, wou de System kippt, wou d'Reserven opgeschafft sinn, ob dat elo 2030 oder 2028 oder 2032 ass, dat spillt keng Roll, dat mécht der Kaz kee Bockel! Mä wichteg ass et, dat wesse mer, datt iergendwéi eng Kéier deen Zäitpunkt kënn, wou de System kippt. Dat ka schwanken, dat huet mam wirtschaftleche Wuesstum ze dinn, dat huet domat ze dinn, wéi den Emploi sech entwéckelt.

A wa mer wëssen, dass déi Situatioun iergendwann eng Kéier antrëtt, hu mer alleguer en Interessi drun, esou séier wéi méiglech ze reagieren. Wat mer méi fréi reagieren, wat den Äschnëtt méi kleng gétt, a wat mer méi spéit reagieren, wat den Äschnëtt méi grouss gétt.

Wa mer net wëllen, an dat kënn aus jiddweringem senge Rieden heibannen eraus, déi zukünfteg Generatiounen belasschten, da muss mer och de Courage hunn, fir mat Zäit ze reagieren. Well wa mer net reagieren, da belasschte mer wierklech d'Zukunft vun der nächster Generatioun, dann hypothekiere mer eis Jugend, an déi muss dann alleguer déi negativ Auswierkungen, déi dann de Pensiounsystem wäert mat sech bréngen, ausbueden.

De System kéint natierlech och iwwerliewen. Mir bräichte just e Wuesstum vu 4% am Schnëtt iwwert déi nächst 40, 50 Joer ze kréien. D'Konsequenz wier dann, datt mer 1,5 Milliounen Salariéer missten am Joer 2050 hunn a 40 Joer méi spéit, wann déi an d'Pensioun ginn, da misste mer 4,5 Milliounen Assuréen am Land hunn, an dat géif ëmmer esou virugoen. De Problem géif also och beim staarke Wuesstum bestoe bleiwen, e géif just ëmmer méi grouss ginn. D'Fro ass: Wëlle mer dat? Esou vill Beschäftegter, Frontalieren, Immigratioun, sozial Kohäsioun, Infrastrukturen am Land, kënnen mer dat maachen?

D'Fro ass awer och, wa mer dat wëilten, ob mer dee Wuesstum iwwerhaapt kriterien. Mir décidéiere jo net eleng hei iwwert de Wuesstum. Mir mierken dat an de leschte Joren. Mir hätte jo gäre méi Wuesstum, mä d'Weltökonomie dirigéiert eben, datt och hei zu Lëtzebuerg kee Wuesstum méi stattfënt.

An ob mer déi Aarbechtskräften iwwerhaapt géife fannen, déi mer bräichten, fir de System ze retten? D'Äntwert ass, mengen ech, partiwwergräifend dësselwecht: Kee Mënsch wëllt déi Entwécklung hei am Land. Kee wëllt eise Kanner, de kommende Generatiounen, esou eng lerschaft iwwerloossen.

De Regierungsprojéit baut op engem wirtschaftleche Wuesstum vun 3% am Schnëtt fir déi nächst 40 Joer op. Et ass d'äntwert eng Hypothees, déi einfach onrealistesch ass! Mir hunn an deene leschte véier, fënnf Joer an der Moyenne quasi null Wuesstum. Wéi gesot, mir kënnen selwer nëmme minimal doriwwer décidéieren. A wann een déi lescht Etüde vun der OECD kuckt, da gesäit een och, datt weltwäit de Wuesstum wäert an den nächste Jorzéngte méi lues goen, an Europa nach méi lues, a Lëtzebuerg läit nach eng Etapp drënner, wat eise Wuesstum ubelaangt.

Ideal wier et, wa mir e Rentensystem kéinten opbauen, dee mat null Wuesstum kéint iwwerliewen. Mä dat ass net einfach, opgrond vun där Situatioun, wou mer dra sinn. Dat géif natierlech en Émdeken bedéngen. Et wier och schweier, fir eng verwinnte Konsumgesellschaft, déi mer nun eben emol alleguete sinn, drop anzuschwieren an ze soen, mir hu kee Wuesstum méi a mir verzichten elo an Zukunft och deementspriedend. Dat wäerte mir och net hei an deem Land realiséieren.

An dach muss ee sech d'Fro stellen, wat dee staarke Wuesstum eis an der Vergaangenheet bruecht huet. De Chômage ass op Rekordhéicht, d'Statsfinanze sinn esou schlecht wéi nach ni, d'Statsschulde sinn esou héich wéi nach ni, d'Baupräisser sinn esou héich wéi nach ni, de Stat kënnt mat den Infrastrukturen net méi no, déi sozial Kohäsioun am Land léisst méi wéi ze wënschen iwwreg an esou weider. D'Zukunftdebatt, wéi eist Land a 50 a méi Joren ausgesäit, ass méi wéi iwwerfälleg, an net nëmme weinst der Rentefro.

Mä haut diskutéiere mer iwwert d'Rentefro. D'ADR huet am Februar 2011 hir Propositione public gemaach. Ech wëll hei eng Rei vu Punkte soen, wou eis Propositione sech mat deene vun der Regierung decken a wou net, a firwat mir deem Projéit net wäerten zoustëmmen.

Virbemierkung, ech hunn dat scho gesot, d'Reserve gi scho lues a lues zrëck. De Wirtschaftswuesstum vun 3% ass eiser Meinung no onrealistesch. A wann een den Avis liest vum President vun der CNAP, dee mer jo alleguete kritt hunn, deen a sengem perséinlechen Numm dat gemaach huet, ech mengen, wann een deen - an déi Persoun ass jo sécher gutt situéiert, fir eise Rentensystem gutt ze kennen -, ech mengen, deen huet eng Warnung ausgestousst, déi leider, géif ech mengen, d'Politik net genouch fir seriö geholl huet.

Den Zäitpunkt, d'Wierke vun der Reform ass e wesentleche Punkt. Wann ee weess, datt de System eng Kéier kippt, huet een Interessi drun, ech hunn dat scho gesot, fir esou séier wéi méiglech ze reagéieren, well dann d'Aschnëtter méi kleng ginn.

D'Regierung huet awer décidéiert, fir all déi Moossnamen, déi um finanzielle System eppes kéinten un Aspueunge bréngen, fir déi aacht, zéng oder zwielef oder Gott weess wéi vill Joer no hannen ze réckelen. Virun allem, mengen ech, huet se versicht, se no hannen ze réckelen, hannert déi nächst Wahlen.

Dat zeugt net vu politischem Courage an et kann een net Moossnamen décidéieren, déi eréischt an zéng, zwielef Joer antrieden a gläichzäitig soen, mir wëllen déi zukünftige Generatiounen net hypothekéieren. Dat gétt mat deem Projéit gemaach, well de Courage feelt,

fir eben direkt Moossnamen ze huelen. Dat si verluere Joren, all déi Joren, wou elo näischt geschitt. Dat si verluere Joren, déi déi kommende Generatiounen mussen zrëckbezuelen.

Wou kann da reagéiert ginn? Et gétt am Prinzip dräi Punkten: Dat ass éischtens op der Recettësäit, zweetens kann een um Pensiounsalter eppes maachen an drëtzens un der Pensiounshéicht.

Op der Recettësäit si mir als ADR der Meinung, wéi och verschidden anerer, datt zu deem Zäitpunkt et net méiglech ass, fir Cotisationserhéijungen ze maachen. Mir sinn am System vun een Drëttel, een Drëttel, een Drëttel a mir wëllen och bei deem System bleiwen.

Mir kënnen awer an dëser wirtschaftlech schwieriger Situatioun eis Betriber net zousätzlech duerch Cotisationserhéijunge belasteschen. Mir kënnen och an dëser Zäit net de Statsbudget mat sengem Drëttel an de Cotisationserhéijungen zousätzlech belasteschen, well mir wëssen alleguete, wéi dramatesch déi finanziell Situatioun am Stat ausgesäit. Mir maachen an deene leschte Joren all Joer eng Milliard Defizit. Mir kënnen also net verlaangen, datt de Statsbudget nach soll zousätzlech Gelder an d'Pensiounskeesen a Form vun Erhéijunge vu Cotisationsfléisse loossen.

An awer ginn och d'Assuréen, mengen ech, duerch déi ganz Moossnamen, déi an deene leschte Joren an déi elo erëm am Kader vun der Sanéierung oder deelweiser Sanéierung vum Budget décidéiert gi sinn, zousätzlech belastescht, soudatt een och elo net kann d'Assuréen nach zousätzlech belasteschen.

Et kann ee selbstverständlech ëmmer iwwer aner Finanzéierungsméiglecheeten diskutéieren, mä et muss een ëmmer wëssen, egal wat ee mécht, et si Suen, déi zéie mer aus der Ökonomie eraus an déi kënnen mer am Abléck awer net zousätzlech belasteschen.

Da bleiwen am Prinzip nach just dräi, zwou Méiglecheeten, dat ass um Niveau vum Pensiounsalter an um Niveau vum Héicht vun der Pensioun.

Mir hunn als ADR proposéiert, och de Pensiounsalter ze héijen, an zwar hate mir eis Propositione ee Joer virun der Regierung gemaach, mä mir sinn nëmme op ee Joer eropgaangen. Awer och mam Prinzip, datt ee seet, all Joer muss een ee Joer méi laang schaffe goen, soudatt een no zwielef Joer...

► **Une voix.** - Ee Mount!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ee Mount méi laang, entschëllegt, all Joer muss een ee Mount méi laang schaffe goen, fir datt een iwwer zwielef Méint, zwielef Joer ee Joer zesumme méi laang schaffe geet. D'Regierung huet am Fong och déi Iddi iwwerholl, mä si huet aus engem Joer dräi Joer gemaach!

Firwat si mir bei engem Joer bliwwen? Mä well mer gesot hunn, et weess een haut wierklech net, wat a 40 Joer geschitt. Wann ee 40 Joer zrëckkuckt, 1970, an et hätt deemools ee gesot, wéi et haut hei am Land ausgesi géif - an en hätt et och nach richtig geroden -, da wier en deemools fir geckeg erkläert ginn, well esou eng Entwécklung, wéi d'Land se matgemaach huet, hätt kee kenne viraussoen.

Mä et gétt awer och eng aner Moossnam. Ech mengen, mir wëssen alleguete, wa mer mam Pensiounsalter an d'Luucht ginn, dat huet och eng... dat ass en zweescheidegt Schwäert. Op där enger Säit hu mer Jugendlecher, deene mer d'Aarbechtsplaze vläicht zum Deel ewechhuelen. De Jugendchômage kann doduerch an d'Luucht goen! An op där anerer Säit wësse mer awer och, datt eng Rei vu Betriber Problemer hunn, Leit an engem gewëssenen Alter ze halen. Et gétt Betriber, déi hir eeler Beschäftegt halen. Mä et gétt awer och Betriber, déi versichen, se lasszeginn.

An duerfir meng mir, datt mer dee Pacte du troisième âge, deen an der Diskussioun steet, datt een doduerch, datt een nëmme ee Joer an d'Luucht geet, de Betriber och seet: Ma Dir kënnt och elo beweisen, datt dat vun Ärer Säit seriö gemengt ass. A wa mir dat gesinn, datt Der och d'Leit méi laang kënnen an de Betriber halen... mir soen net, datt een dann net kann herno och nach eent oder en anert Joer Alters-, Pensiounsantrëttsalter hannendrunhänken.

Mä mir warnen do virun, fir esou séier an d'Luucht ze goen. A mir mussen och oppassen, datt net déi Leit op eemol spéiderhi keng Aarbecht méi hunn an datt se dann nach musse virun der Pensioun an de Chômage kommen oder iergendwéi eng Sozialhëllef kréien. Ech mengen, dat ass e Prinzip, dee mer net wëlle méi hei am Land hunn.

Da kënnt och d'Pension à la carte. Mir hunn net virgesinn, datt een eng Pension à la carte mécht, well mir gesot hunn, wann d'Leit... mat der Pension à la carte wäert de groussen Deel awer esou fréi wéi méiglech an d'Pensioun

goen, an dat ass - a mir schwätze jo hei fir Ökonomen ze maachen am Pensiounssystem, fir Suen ze spueren -, a mir fährt, mat deem dote System gi keng Ökonomie gemaach oder net vill Ökonomie gemaach, datt et also wierkungslos ass.

Ech wollt och hei soen, datt souwuel vun der Madame Rapportrice wéi och gëscher vun der Spriecherin vun der LSAP um Radio gëscher Mëtteg gesot ginn ass, doduerch, datt ee méi laang schaffe geet, gétt engem seng Pensioun méi héich. Dat ass intellektuell einfach falsch! Doduerch, datt ee méi laang schaffe geet, kritt ee dësselwecht Pensioun wéi ee se haut schonn éischer kritt huet. Also kritt een net méi, et muss ee méi laang schaffe goen, fir datselwecht ze kréien! A wann een éischer geet, da kritt ee manner.

Dat ass déi richtig Interpretatioun, an net, wéi dat hei virgedroe ginn ass, wann ee méi laang schaffe geet, kritt ee méi. Et kritt een näischt méi, et muss ee méi laang schaffe goen, fir datselwecht ze kréien, a wann ee manner laang schaffe geet, kritt ee manner! Ech mengen, esou vill intellektuell Eierlechkeit kéint een awer och vun de Sozialisten verlaangen, datt se de Leit...

(Interruption)

...datt se de Leit net eppes verzape ginn, wat wierklech näischt mat der Realitéit ze dinn huet.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Selbstverständlech muss déi Moossnam fir Leit, déi Schichte schaffe mussen, bäibehale ginn.

Beim Ajustement hu mir och eng aner Proposition. D'Regierung proposéiert fir deen Abléck, wann déi jährléche Recetten déi jährléche Dépenses net méi decken, da géif den Ajustement mindestens ëm 50% gekierzt ginn - dat kann och 100% sinn -, mä fir jiddwieren an och eréischt, wéi gesot, am Joer 2020 dorëmmer, wou gerechent gétt, wou dee Moment antrëtt.

Mir soen: Kommt, mir fänken direkt un! Déi Aktiv maachen e Bäitrag, andeems datt se e bësse méi laang schaffe gi fir d'Sanéierung vun de Pensiounskeesen, an déi Pensionéiert verzichten op een Deel vum Ajustement, awer direkt.

Awer mir hunn e sozialen Ajustement proposéiert. Dat heescht, mir wëllen den Ajustement lafe loossen, mä mir wëllen e degressiven Ajustement maachen, wou mer soen, op där Tranche vun der Mindestpensioun gétt den Ajustement nach zu 100% ausbezuel, a pro Tranche, déi driwwer geet, gétt et all Kéiers prozentual manner vum Ajustement, an ab engem gewëssenen Niveau, doriwwer gétt et keen Ajustement.

D'selwecht wéi mer bei de Steieren eng Progressioun pro Tranche hunn, maache mir gär beim Ajustement eng Degressioun pro Tranche, soudatt déi kleng Pensiounen den Ajustement nach ganz kréien, a wat d'Pensioun méi héich ginn, wat den Ajustement zrëckgefouert gétt, an ab engem bestëmmte Montant kee méi. A mir géifen dat, wéi gesot, och direkt ulafe loosen an doduerch kéinten dann och direkt vun Ufank u Gelder gespuert ginn.

Der Regierung hir Proposition ass an eisen Aen duerfir sozial ongerecht, well wann hir Moossnam eng Kéier antrëtt, da kritt och déi klengste Pensioun, och d'Mindestpensioun kritt keen Ajustement méi. Bei eiser Proposition kréichen déi Kleng nach en Ajustement, a wat d'Pensioun méi héich ginn, kréichen och nach en Ajustement, mä si kréiche manner Ajustement. Dat wier sozial gerecht an et kéint direkt a Kraaft trieden, an et wier, wéi gesot, den Ajustement, de Bäitrag vun de Pensionéierten.

Datselwecht hu mer bei der Allocation de fin d'année. Wann d'Cotisation eng Kéier gehéicht gétt, da fällt déi fir jiddwieren ewech, dat heescht, och déi sozial Schwaach, déi wierklech déi 400 Euro ausgangs des Joers brauchen, déi kréichen déi och net méi. An och do fanne mer, datt dat net sozial gerecht ass.

Et gétt och positiv Moossnamen an deem Projéit hei, zum Beispill déi nei Kombinatioun vu Pensioun a wat een derbäi schafft. Well déi Moossnam, wéi mer se elo haten, datt, wann een am Fong iwwer een Drëttel vum soziale Mindestloun verdéngt huet, direkt d'Pensioun ëm 50% gekierzt gouf, dat war eng dramatesch Sanktioun.

Elo deen neie Modell, datt een net därer d'Pensioun an dat, wat een zesumme verdéngt, iwwert d'Moyenne vun deene fënnf beschte Joren de Revenu verdéngen, a wann et driwwer geet, kritt ee just dee Montant, deen driwwer geet, gekierzt, fanne mer, wéi gesot, vill méi richtig.

Ech gesinn, meng Zäit leeft fort, duerfir sprangen ech elo e bëssen; d'Weiderversécherung vun de Fraen.

D'Weiderversécherung vun de Fraen, do fanne mer et wichtig, datt mer versichen, all Fra individuell e Pensiounsrecht ze ginn. A mir waren och enchantéiert vun der Proposition, déi vum Conseil national des femmes gemaach gétt, fir am Fong eng Flichtversécherung anzeféieren, wann eng Fra ophält mat schaffen oder se bleift doheem, wéi mer et sengerzäit och bei de Baurefrae gemaach hunn, wéi mer do d'Reform gemaach hunn. D'Bauerefraen hu missen eng Cotisation bezuelen an och haut hu se eng Pensioun. An hei hätte mir gären déi Iddi ënnerstézt, déi vum Conseil national des femmes komm ass, wann ee gesot hätt, mer féieren eng Flichtcotisation an, fir eben do de Fraen och eng Pensioun ze ginn.

D'Fonction publique fällt, wéi gesot, wat den neie Regime ass, genau ënner all déi Punkten, déi mer hei elo am Privatsektor maachen, se sinn och fir den neie Regime an der Fonction publique. An der Fonction publique am ale Regime, den Iwwergangsregime, wou d'Pensioun nach ëmmer opgrond vun leschte Gehalt berechent gétt, fällt just dee Passus, wann den Ajustement géif eng Kéier geännert ginn, géif deen och an deem Regime applizéiert ginn.

Mäi Kolleeg Jacques-Yves Henckes huet virun e puer Méint un de Minister vun der Fonction publique eng Question parlementaire gestallt, fir datt genau wéi am Privatsektor och eng Evaluatioun géif gemaach ginn, wat de Käschtepunkt vun de Pensiounen an der Fonction publique ubelaangt. Et ass du vum Minister geäntwert ginn, dat wier net méiglech, fir dat ze berechnen.

Här President, ech hunn dat quasi bal als eng Frechheet ugesinn, wann de Minister esou eppes äntwert. Am Privatsektor hu mer 400.000 Assuréen, wou mer keng Carrière kennen, wou mer net wëssen, wéini datt se an d'Land kommen oder wéini datt se erëm fortginn. Do hu mer et 50 Joer am Virus gerechent. An der Fonction publique, wou mer jiddweringem säin Alter, seng Carrière kennen, wéini en ufänkt a wéini en ophält, do wier et net rechebar.

Mir sinn der Meinung, datt et an dëser Situatioun, souwuel wat d'Pensioun wéi d'Statsfinanzen ubelaangt, keen Tabu därer ginn an datt een alles soll berechnen. An duerfir deponeiere mer och eng Motioun, Här President, Madame Presidentin, datt d'Chamber soll d'Regierung invitéieren, fir esou eng Etüd maachen ze loossen.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- considérant qu'il y a lieu de garantir la viabilité du système de pension à moyen et à long terme tant pour le secteur privé que pour le secteur public;

- considérant l'absence d'informations sur les engagements financiers à long terme résultant des pensions du secteur public notamment du régime transitoire;

- considérant qu'il est important de disposer d'une étude prévisionnelle sur les engagements financiers à court, moyen et long terme du régime des pensions du secteur public;

invite le Gouvernement

- à faire réaliser une étude actuarielle sur le régime des pensions du secteur public et notamment sur l'évolution des coûts prévisionnels relatifs au régime transitoire.

(s.) Gast Gibéryen, Jean Colombera, Jacques-Yves Henckes, Fernand Kartheiser, Serge Urbany.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Zum Schluss, Här President, wëll ech soen, datt d'Analys iwwert d'Renteproblematik, déi gemaach ginn ass, déi richtig ass. Déi gétt vun eis gedeelt. Mä d'Konklusiounen, déi d'Regierung gezunn huet, sinn déi falsch. Si sinn op engem falsche Wuesstum vun 3% baséiert, se sinn no hanner verreckelt ginn, d'Moossnamen op déi kommende Generatiounen, an déi Moossname sinn doriwwer eraus nach sozial ongerecht an duerfir fanne se net eis Zoustëmmung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Häre Gibéryen. Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Här President, eis Pensioun gi gäre mam Ausland verglach. Jo, mir hunn zu Lëtzebuerg Pensiounen, dat si keng Hongerrente méi an der Regel, mä si garantéieren e gudden Deel vum Loun, deen ee verdéngt huet, och am Alter. Dat ass awer keng Schan, dat ass eng Errungenschaft. Et ass e Recht, menger Meinung no.

D'Pensiounen iwwregens vun deene Leit, déi schaffe ginn, an d'Entwécklung vun deene Pensiounen steet jo a kengem Verhältnis zur Ent-

wécklung vum Räichtum zum Beispill op dem Eegentum zu Lëtzebuerg. Wéi vill sinn dann an deene leschte Joren d'Dividenden an d'Luucht gaangen? Wéi vill sinn d'Zänsen an d'Luucht gaangen? Wéi vill sinn d'Loyere geklommen, och am Verglach mat anere Länner? Ech hunn eng Statistik fonnt, dass se ëm 45% an d'Luucht gaange sinn, zu engem Zäitraum, wou d'Léin an och d'Pensiounen ëm 2% an d'Luucht gaange sinn.

Sécher, eise Pensionssystem verdanke mer der Entwécklung vum deene ville jonke Bättragszueler vum leschte Jorzéngt, awer och de Recetten aus de Steiereinnahmen, an déi komme virun allem vun de Salarié selwer. Et stëmmt, wann den Zouwuess vun neie Salariéen net unhält, wann d'Steiereinnahme weider zrëckginn, och wann d'Austeritéitspolitik weidergedriwwen gëtt, hu mer iergendwann an zéng, 20 Joer e Finanzierungsproblem bei de Renten.

Mir sinn awer der Meenung, da muss prioritär emol vläicht no neien Einnahme gesicht ginn, zum Beispill duerch Cotisationserhéijungen, duerch Steieren um Kapitalverméien, wat haut bal integral steierfräi ass.

D'Salariatskummer huet déi Rechnungen all gemaach an huet erausfonnt, dass, jee no deem, wéi mer d'Recetté steieren, déi Recetté wäerten an Zukunft och nach duergoen, fir eise Pensionssystem um Niveau vun haut ze halen.

Mä souguer wann ech vun der Hypothees ausginn, dass dat iergendwann eng Kéier net méi geet an dass den Niveau vun de Renten och an engem solidareschen, öffentliche Rentesystem misst ugepasst ginn, da géif ech awer aner Léisung weid déi, déi Dir hei vorschloht, gesinn. Ech géif zum Beispill kucken: Wou sinn déi ganz héich Renten? Kënne mer net do e bësse kieren? Mir sinn awer absolut net an där Hypothees hei.

Mir hunn eng Rentereserv, déi ass zum Platz voll. Mir hunn e Finanzierungsproblem ëmmer nach an Zukunft iwwert de Wee vu méi Steiergerechtheek, déi agefouert muss ginn. A mir hunn och e Sputt bei de Cotisationen, déi ëmmerhin, dat muss en awer soen, zënter 40 Joer am Interessé vun de Betriber agefruer gi sinn zu Lëtzebuerg. An Dir huttt nach wëlles, se weider zéng Joer mat deem Projet hei anzefréieren.

Mir wëssen och guer net, wéi et wirtschaftlech an Zukunft weidergeet. Mir kënnen dat net wëssen. All déi Projektiounen, déi hei gemaach ginn, déi Katastrophenszenarien, déi hei gezechent ginn, déi baséieren op Alchimistischerrechnungen, déi een absolut net ka véifiéieren.

(Brouhaha)

Wat Der hei maacht, ass awer eppes ganz Konkretes. Wat Der hei maacht, ouni aktuellen Ulass, behaupten ech emol, dat ass eng systematesch Rentekierzung, haut schonn an op laang Zäit, ouni awer gläichzäiteg Mesuré bei de Recetten elo scho virzesinn.

Dir kiert de Rentenajustement elo schonn op den 1. Januar ëm zwee Joer Lounentwécklung, déi de Rentner ewechgeholl gëtt. An all zukünfteg Rente wäerten och zwee Joer Lounentwécklung verléieren.

Dir féiert d'Héicht vun der Rentenwaardung vun de Leit zrëck, all Joer e Stéck, während zéng Joer, während 40 Joer, egal wat an där Zäit geschitt, egal wéi positiv eventuell d'Wirtschaftsentwécklung an där Zäit wäert sinn. Neen, Dir decidéiert haut, am Joer 40 ass de Rentefaktor nëmme méi esou vill.

Dir decidéiert och elo schonn duerch dat hei Gesetz, dass an Zukunft den Adjustement vun de Renten an d'Lounentwécklung all Joer weider ëm 50 bis 100% gekierzt muss ginn, wann d'Einnahmen net méi duerginn a wann ee misst un d'Rentereserv eigentlech goen. Eng Rentereserv, déi ëmmerhin awer elo scho géif duergoen, fir véier Joer, ouni all Einnahme, d'Totalitéit vun de Renten zu Lëtzebuerg ze bezuelen.

Dir decidéiert domat och, dass déi Reserv, an dat sinn ëmmerhin zwielef Milliarden an an e puer Joer wäerten et 20 Milliarde sinn, weiderhin op de Finanzmaert weltwäit spekulativ ugeluecht gëtt, awer net fir d'Rentefinanzierung dierf geholl ginn. An och net dierf geholl ginn, fir hei an der Wirtschaft nei Aarbechtsplazen zum Beispill ze schaffen an domat nei Salariéen a Cotisanten ze schaffen, déi an Zukunft fir d'Finanzierung vun de Rente wäerte suergen.

Well Dir wësst jo, dass Der haut keng Sue kënt uleën, fir d'Renten an zéng, 20 oder 30 Joer ze bezuelen. Mä Dir kënt awer eng Wirtschaftspolitik maachen, déi mécht, dass nach genuch Salariéen an Zukunft wäerten do sinn, mat gudder Paien, déi jo an Zukunft d'Rente kënnen garantéieren.

Dir sot zwar, eng zukünfteg Chamber ka sech eens ginn, fir d'Cotisationen ze erhéien. Jo, dat ka se no deem Gesetz hei all fënnf Joer. A wa se sech net eens gëtt, da bleiwen d'Cotisa-

tiounen automatesch während zéng Joer agefruer. Awer d'Rentenupassung gëtt automatesch gekierzt an Zukunft, all Joer, well mer dat haut esou decidéiere fir d'Zukunft, déi mer net kennen.

Automatesch geet et also an Zukunft nëmme no ënnen, no deem Projet hei, net no uewen. Der féiert hei en Automatismus an, wéi et nach a kengem Sozialgesetz ee gëtt.

Wann Der wéilt e gudder Rentesystem fir déi Jonk an Zukunft erhalen, dann dierft Der dat net maachen! Da géift Der d'Fangeren ewech loosse vun deem automateschen Pilot do, den Der hei aféiert, well dee féiert den öffentliche Rentesystem nëmme no ënnen a mécht et spéidere Pilote schwéier, de Steierknéppel erëm eng Kéier an de Grapp ze huelen.

A wann dës Regelung mat där neier Budgets-prozedur vum Här Frieden eng Kéier sollt verboune ginn, an do kommen och déi Kritären hei drastoen, an déi gëtt mat Zweedréttelmajoritéit an eis Gesetzgebung ageschriwwen, dann hu mer eis blockéiert während ganz laanger Zäit, well da brauche mer eng Zweedréttelmajoritéit vun der Chamber, fir nach iergendeppes un deem heiten an Zukunft ze änneren.

► M. le Président.- Här Urbany, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► M. Serge Urbany (déi Lénk).- Jo, ech kommen dat och. Op jidde Fall, vun där heiter Dévaluatioun vum öffentliche Pensionssystem profitéiert, an zwar direkt elo schonn, nëmme de privaten Assurancessektor. Dee wäert geschwé mat de falende Renten an öffentliche Sektour werbe fir seng Zousazrenten. Heivunner profitéieren och grouss Betriber, well d'Leit méi laang musse schaffe goe mat deem System hei an d'Cotisationen fir d'Betriber laang net wäerte klammen.

Wann een hei vu Generatiounengerechtheek an Zukunft schwätzt, da froen ech mech, vu wat fir enge Generatiounen een hei iwwerhaupt schwätzt: vun de Patroné vun de Betriber, vun de Patroné vun den Assurancen, oder vun de Salariéen? Mat Sécherheet profitéieren heivunner weder déi kommend nach déi aktuell Generatiounen vu Salariéen a Rentner!

Ech fannen, dat hei ass eng eesäiteg, eng heimtückesch, eng radikal Géigereform géint alles dat, wat eise Sozialsystem bis elo duergestallt huet. A wien heifir stëmmt, dréit natierlech d'Verantwortung derfir.

► M. le Président.- Här Urbany, kommt wann ech gelift elo zum Schluss!

► M. Serge Urbany (déi Lénk).- Wien dergéint stëmmt, well et him nach net wäit genuch geet, esou wéi d'Patroné jo och soen, den dréit och d'Verantwortung. An ech fannen et bedauerlech, dass hei eng ganz politesch Klass, mat e puer Ausnahmen, sech géint d'Gewerkschaften alleguerten - do si se sech alleguerten eens hei - dréit, andeems se déi Reform hei duersetz. Ech fannen dat eng ganz bedauerlech Situatioun, och fir d'Demokratie zu Lëtzebuerg!

► M. le Président.- Merci dem Här Urbany. Als nächsten a leschte Riedner ass den Här Serge Wilmes agedroen. Här Wilmes, Dir huttt d'Wuert.

► M. Serge Wilmes (CSV).- Här President, léif Kolleginnen a Kollegen, fir d'Éischt wéll ech gär Merci soen der Rapportrice fir de Rapport, dee si hei gemaach huet an engem gudden öffentliche Exposé, wou se am Detail erkläert huet, ëm wat et hei an dëser Pensionssystemreform geet.

Virun engem gudder Mount, do huet e franséische Professor fir Soziologie, deen ewell op der Universitéit hei zu Lëtzebuerg schafft, och en öffentliche Exposé gehalen, dee ganz interessant war, well en hat als Sujet „Solidaritéit tëschent de Generatiounen“.

Eppes, mat deem hie sech jorelang a senger Fuerschung auserneegesat huet a wou e virun allem gekuckt huet d'Relatiounen tëschent deene jonke Generatiounen an hiren, oder d'Kannergeneratioun an hirer Elterengeneratioun. An do ass en dann, ënner anerem, zur Konklusioun komm, dass amgang ass - an dat net nëmme an Ausland, mä och hei zu Lëtzebuerg -, eng „génération sacrifiée“, wéi hien dat nennt, also eng verluere Generatioun ze entstoen.

Wat charakteriséiert, wat versteeet hien ënner esou enger Generatioun?

Datt eben dës Generatioun, am Énnerscheid vun deene Generatiounen vu virdu, net wäert hiert Liewe progressiv, duerch de ganze Liewensalter duerch verbessere. Schold dorunner sinn dacks keng gutt oder guer keng Aus- bildung méi, doduerch och net méi d'Chance fir eng Aarbechtsplaz ze kréien, a wann, da just eng ganz prekär Aarbechtsplaz.

Da geréit een an d'Situatioun natierlech, dass mer net kënnen eng eege Wunneng eis leeschte respektiv, wa mir eis dat nach kënnen leeschten, da mussen mer eis héich verschëlden, bis dacks och an d'Pensioun eran. A wann een do ukënt an der Pensioun, kann een emol net méi hoffen op deeselwechten Niveau vu Pensionen wéi haut.

Dat Ganzt ass eben eng Mëschung, déi risquéiert, de Generatiounekontakt kënnen dach enges Dags futti ze maachen. Wéi sou?

Ma well eben d'Solidaritéit tëschent de Generatiounen nëmme dann och ka funktionéieren, wann eben - wéi ech virdu gesot hunn a wéi de Professor dat ënnersträicht - eng Generatioun op de Progrès kann opbauen, deen déi aner Generatiounen eben opgebaut huet. An dat ass eben amgang hei net méi ze geschéien!

Haut hu mer nämlech dann eng jonk Generatioun, déi am Verglach zu hiren Elteren, materiell gesinn, zwar eng besser Kandheet hat, mä déi awer riskéiert herno, wa se an den Erwerbsalter kënt, dass et hir eben net méi esou gutt wäert goen, an da schwätze mer nach guer net vum Liewensend.

Duerfir hu mir also dat heite Bild:

Op där enger Säit déi Elterengeneratioun - dat ass hei scho virdu, gesot ginn, déi bekannt ass och als Babyboom-Generatioun -, déi no dem Zweete Weltkrich gebuer ass an deene vläicht als Kand hiert Liewen net op deemselwechten Niveau war wéi dat vum hire Kanner herno, materiell gesinn, mä deenen hiert Liewe sech awer progressiv bis an den Alter era verbessert huet a verbessere wäert. An op där anerer Säit hu mer eng Kannergeneratioun, déi eben am Ufank vläicht besser dosteet par rapport zu hiren Elteren, mä déi awer riskéiert, herno méi schlecht dozestoen.

Bon, wat huet dat elo alles mat eise Pensionssystem hei ze dinn? Et kann ee sech elo déi Fro stellen.

Ech géif mengen, ganz vill, wann net souguer alles, well mir hu jo e Pensionssystem, deen op der Repartitioun, op der Redistributioun vun deem, wat erakënt, ebe baséiert. An dat ass eben haaptsächlech baséiert op der Solidaritéit tëschent de Generatiounen.

Wa mir un esou engem Modell wëlle festhalen - an dat wëlle mir jo gär maachen, dat ass dee richtige Choix -, da muss en awer och derfir suergen, dass déi Solidaritéit hei garantéiert ass.

Dann ass et och d'Fro: Gëtt se dann och wirklech, déi Solidaritéit, hei garantéiert? Gëtt derfir gesuergt, dass déi nächst Generatiounen vun Aktiven, déi vun haut an déi vu muer, net ze vill belaascht ginn, net ze vill héich Sacrificen elo musse maachen, eng ze vill héich Schold musse op hire Schëlleren droen? Fir op déi dote Fro mat „jo“ ze äntwerten, ass net esou evident. An et ass och eng Fro, déi sech ganz vill Leit dobasse stellen, a gleeft mer, och vill méi Jonker, wéi dat dacks heiansdo heibanne gemengt gëtt.

Et muss en awer där heite Pensioun (veuillez lire: Pensionsreform) zegutthalen, dass et zënter Laangem eng Pensionsreform ass, déi net zu weidere Verbesserung wäert féieren. Et kann een nëmme soen: endlech! Well et gëtt jo hei och scho laang, jorelang iwwert déi Rentemauer geschwat. Dat war also och scho virun enger ganzer Zäit gewosst, dass dat op eis géif duerkommen, och virun zéng Joer.

Den Här Braz, deen hat dat jo virdu, hei, menger Meenung no, och richtig gesot, wéi e gesot huet, 2002, scho beim Rentendesch war deemools gewosst, wéi mer déi Leeschtungen erhöcht hunn, wéi mer d'Pensiounen am Privaten zesummegefouert hu mat deenen Öffentlechen, dass do géif awer och domadder eng Schold entstoen, déi déi zukünfteg Generatioun wäert stark belaaschten.

An et ass, menger Meenung no, och net richtig, wéi den Här Wagner dat hei duergestallt huet, ze soen, dass konnt een deemools net virausgesinn, well een déi Kris, déi Wirtschaftskris net konnt virausgesinn.

Dach, wann een deemools dat op 1,85 Majoration proportionnelle gehuewen huet, da wosst een, dass, wann een dat gär wëllt assuréieren, da muss ee genuch Leit hunn, fir dat kënnen och ze finanzéieren. An da geet et och laang net méi duer mat deem 700.000-Awunner-Stat, vun deem ëmmer geschwat ginn ass - hei sinn déi Zuele jo virdu scho gesot gi vun 1.000.000, vun 3.000.000, hypothetesch gesinn -, wann näischt géif geschéien.

Virun allem sinn et och deemools kritesch Stëmme ginn, déi do virdu gewarnt hunn, fir dat do alles ze maachen. Quitte dass et vläicht aus deem Bléckwinkel vun deemools richtig war, dass beienen ze féieren, mä et ass awer eng Schold domadder entstanen, déi ee muss herno iergendwann eng Kéier bezuelen, wann

een dat Ganzt gär wëllt... un dem Rentenniveau wëllt festhalen, dass 1:1 soll opgoen.

Dat war de Statsrot, deen huet ganz kloer a sengem Avis deemools gesot gehat, e géif hopen, dass net enges Dags misst eng Regierung kommen, déi da misst Coupuré maachen am System, fir kënnen de System nach ze garantéieren.

Elo si mer dann zéng Joer méi spéit an elo si mer an der Situatioun, dass mer wierkelech eng historesch Wirtschaftskris erliewen, an dass och elo endlech erkannt gëtt, dass mer mussen eppes maachen, fir ze verhënneren, dass en Defizit an der Pensionskeess wäert entstoen, a fir kënnen nach dee Prinzip vum der Generatiounengerechtheek ze garantéieren.

Et gëtt dann elo gesot, mir kënnen dat jo maachen, an aller Rou, well mer eng ganz grouss Reserv hunn. Dat ass net falsch, mä et ass och net ganz richtig, well et ass nëmme da richtig, wann een och déi néideg Mesuren, Begleetsuren hëlt, well soss, mat de Reserve wësse mer, wéi et ka goen.

Mir haten och a gudden Zäiten, Wirtschaftszäiten hu mer Sue geholl an a Fongen investéiert, mat deene mer konnten d'Politik jo da konkret gestalten an deene Joren, wou et gutt gaangen ass. A mir konnten och domadder am Ufank vun der Kris eng antizyklusleche Politik maachen. Mir hunn awer gesinn, wéi séier dass déi Reserven och do kënnen kleng ginn a wéi séier mer do kënnen an eng Situatioun komme vun engem Defizit. An dat Schicksal riskéiert och eng Kéier d'Pensionskeess ze erwaarden, wa mir net eppes maachen!

Duerfir wëllt dann elo d'Regierung eppes maachen a si schléit dann déi Mesuren hei vir, déi en long et en large hei virdu jo schonn diskutiert gi sinn. Ech wéilt awer och gären e puer Wierder zu deene wichtigste Mesurén soen, an do virun allem zu där Mesure phare, déi jo da seet: Mir passen de System elo hei un, un eben déi méi laang Espérance de vie. Mir wäerten an Zukunft méi laang kënnen liewen, also muss en och kënnen méi laang schaffe goen. Dat ass richtig!

Mir haten awer och schonn, an d'Madame Mergen huet dat virdu schonn hei ugeschwat op der Tribün, dass et awer nëmme dräi Joer sinn, déi mer méi laang schaffe ginn, an et gëtt awer sechs bis siwe Joer laang an der Moyenne méi laang gelieft, also sinn déi net komplett couvertéiert.

Mä dass emol nach net deen zentralen, dee kruziale Punkt oder d'Fro, déi ee sech muss stellen, mä et ass éischer, ob mer iwwerhaupt och kënnen méi laang schaffe goen. An ech schwätzen emol net vun deenen, déi da wirklech gesondheetlech um Enn sinn, mä och vun deem ganz normale Salarié. Kann deen an Zukunft da wirklech dräi Joer méi laang schaffe goen? Well nëmme da kann e jo déi Pensionen behalen, déi haut eben do sinn, deen Niveau. Mécht en dat net, kann en dat net, muss e sech mat maner zefridde ginn.

Do hätt ech mer op jidde Fall, a vill Jonker virun allem och, gär gewünscht, dass gläichzäiteg mam Dépôt vun der Pensionsreform och schonn déi Mesuren déposéiert gi wieren, fir kënnen dat ze erméiglechen, wou ee ganz kloer seet: Hei, domadder kënnen mir assuréieren, an Zukunft méi laang schaffen ze goen.

Elo kann ee sech do inspiréieren jo u ville Betriber, wou dat hautdesdaags scho méiglech ass - dat ass och schonn ugeschwat ginn -, wou ee scho ka méi flexibel Aarbechtszäiten, herno, wann ee méi al gëtt, an Usproch huelen, fir déi Transitioun tëschent dem aktiven Alter an dem net aktiven Alter ebe méi gënschteg ze maachen.

Dat alles läit awer net do. Et gëtt awer versprach, dass géif elo komme mat engem Pak eben, fir Mesurén fir déi eeler Salariéen, well mer eis jo awer och bewusst sinn - maache mer eis näischt vir! -, grad elo a wirtschaftlech schwéieren Zäite sinn et dacks déi Éischt, déi eeler Salariéen an déi jonk, déi virun d'Dier gesat ginn oder awer déi gesot kréien: „Hei, huel d'Prétraite, an da maache mer Plaz fir anerer, da kënnen mer Käschte spueren.“ Well se dacks just als e Käschtapunkt gesi ginn, an net och als Potenzial, mat hirem Wëssen, wat se sech jo déi Joren ugéegnet hunn.

Dat ass ee kruziale Punkt, op dee mer awer mussen also eng Äntwert fannen, well dat ebe ganz einfach vun der Héicht vun der Pensioun ofhänkt, déi ech an Zukunft da soll kréien.

Bon, déi Leit, déi awer elo net wëlle gäre méi laang schaffe goen oder déi net méi laang kënnen schaffen, déi mussen sech dann an Zukunft just nach mat 1,60 Majoration proportionnelle zefridde ginn, amplatz vun elo 1,85.

Mä dat geschitt awer net vun haut op muer an dat zielt och net fir jiddwēeren, well fir d'Éischt emol gëllt dëse Projet, wann en ab dem 1. Januar 2013 a Kraaft trëtt, fir déi, déi duerno wäerten an d'Pensioun goen, dat heescht, déi Leit, déi dann elo scho schaffen an an Zukunft wäerten an d'Pensioun goen. Oder respektiv déi dann eréischt ufänke mat schaffen an an d'Pensioun wäerte goen, fir déi wäert et da voll wierken, mä fir déi jéineg, déi elo an der Pensioun sinn, gëllt et net.

Dat heescht, mir maachen hei awer en historesche Schnëtt, wou mer u sech zwou Kategorien awer vu Pensionéierte wäerte schafen: déi, déi virun deem Datum an d'Pensioun gaange sinn, an déi, déi duerno an d'Pensioun wäerte goen.

Dat kann ee maachen. Et kann een dat och rechtfertigen, andeems een hiweist op Droit-acquis, obwuel et do awer eng administrativ Jurisprudenz gëtt, déi kloer seet, „qu'il n'y a en effet pas d'acquis au maintien d'une réglementation ou législation existante“. Ech wëll net elo hei déi Fro diskutéieren, ob dat elo richtig ass oder net, mä Fakt ass awer, dass hei en historesche Schnëtt gemaach gëtt an dass dat och ferm un der Gerechtegkeet tëschent de Generatiounen resëlt.

Mä domadder awer och nach net genuch, well och, wa mer eben, wéi ech gesot hunn, vum 1. Januar 2013 un dat voll elo spille loosse, wierkt et awer eréischt fir deen, deen 2052 an d'Pensioun geet, eréischt de wäert da voll 1,60 kréien. Bis dohinner geet dat lues a lues erof. Dat heescht also och, dass zum Beispill 2020 een nach ëmmer 1,80 kritt, 2030 nach ëmmer 1,74, dann heescht dat och logescherweis, dass mer also nach während enger ganzer Zäit vu Joren héich Dépenses am System hunn an dass domadder och net onbedéngt déi Reserve wäerte méi grouss ginn.

En plus riskéiere mer - dat ass hei elo schon e puermol ugeschwat ginn - och nach, während darselwechter Zäit komplett niewent de Prämissen ze leien, op deenen dee Projet hei baséiert, nämlech déi berühmten 3% Wuesstum, déi solle generéiert ginn duerch all Joers 1,5% vu Produktivitätssteigerung an 1,5% Kreatioun vum Emploi.

Sécher ass awer elo schon, dass mer déi lescht fénnef Joer niewent dëse Prämissen hei louchen an dat och fir déi nächst Joren net gutt ausgesäit, well déi lescht Joren hate mer kee Wuesstum a fir déi nächst Joren, wann, dann iwwerhaupt e ganz, ganz klengen, net dee gewinnten, dee mer soss kannt hunn.

Bon, de Minister seet dann dozou, dass et jo awer am Projet Mechanisme gëtt, déi können erlaben, sech der Wirklechkeet, der wirtschaftlecher Entwécklung an der Lounentwécklung unzepassen, Korrekturmechanismen. A wann déi Prime de répartition ebe géif negativ ginn, do ass virun allem dann déi automatesch Ofschafung vun der Allocation de fin d'année, mä och dee Facteur de modération, dee soll agefuert ginn, wat de Réajustement betrëfft.

Heizou muss een awer trotzdeem soen, dass deen net automatesch ass. Dee Facteur modérateur vun Réajustement ass net automatesch. E gëtt zwar kalkuliert, well iwwer eng Period d'Couverture gekuckt gëtt, mä e spillt awer net automatesch. Dat ass eng politesch Décisioun, ob een dee soll uwennen oder net. Do muss ee Gesetzesprojet gemaach ginn. Also hänkt et vu politeschen Décisiounen a Konstellatiounen of, ob mer dee spille loosse oder net. E gëtt net automatesch déclenchéiert.

A wa mer dann en plus nach an Aussicht stellen, dass Cotisationserhéijunge solle gemaach ginn, da wäert en erëm neutraliséiert ginn, well dann ass jo erëm déi Prime de répartition pure an hirem Solde, an da wäert do guer kee Réajustement kommen. Mä bei der Cotisationserhéijung gi mer dann awer erëm weider Ressourcen aus der Wirtschaft erauszéien, wat net gutt ass fir d'Kompetitivitéit vun de Betreiber, wat net gutt ass fir d'Kafkraaft. Also wäerte mer och eng negativ Auswierkung hunn op déi wirtschaftlecher Entwécklung, wat dann erëm derzou féiere wäert, dass mer können déi Prämissen net erfüllen an esou sech d'Kaz hei an de Schwanz bäisst.

Duerfir wär et wichteg gewiescht, dass awer alternativ Zenarioë presentéiert gi wäeren, fir ze kucken, wat geschitt, wa mer net dee Wirtschaftswuesstum do géife kréien. An zweetens wär et och gutt gewiescht, och driwwer nozedanken, an deem Projet awer een automateschen Déclencheur ze hunn, deen inhärent ass zum Projet, dann, wann d'Prime de répartition pure negativ ass.

Sou bleibt dann awer, Här President, dass mer hei eis an ech mir selwer vill Froe stellen an och ganz skeptesch bleiwen, dass mer mat dësem Projet dee finanziellen Équilibre wäerten an de Pensiounskeese fir déi nächst Jorzéngten am Sënn vun der Generatiounegerechtegkeet kënnen garantéieren.

Elo kéint ee jo da mengen, dass aus all deenen Iwwerleeungen eraus ech dann zu dësem Projet hei géif Nee stëmmen. Ech hu jo schon hei zwiell Kollegen, den Här Wagner, den Här Braz, déi mer gesot hunn, ech géif dann Nee stëmmen,...

(Interruptions)

Ech fannen dat... Ech fannen dat...

(Interruptions)

...ganz witzeg, dass Consignes...

► **M. le Président.**- Lauschtert emol dem Här Wilmes no!

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- Ech fannen dat ganz witzeg, dass hei Consigne-de-voté kommen. Dat ass awer kee Problem, well ech wäert ab elo och lech da Consigne-de-voté ginn, wéi Der sollt stëmmen.

Ech mengen, och wann ech dee jéngsten Deputéierte sinn, sinn ech awer grous an al genuch, fir ze wëssen, wéi ech selwer hei stëmmen. Ech brauch hei kee Porte-parole.

Ech fannen dat awer och ganz interessant trotzdeem, dass den Här Wagner zum Beispill mäin Artikel gelies huet am „Wort“. Dat weist nämlech, dass en net nëmme den „Journal“ liest. Mä dat ass och keng DP-Zeitung méi eleng, an duerfir ass et och normal, dass e vläicht op aner Zeitunge muss auswächen.

Ech kann awer nëmme soen, wann en hei seet, ech wär Opportunist, da schléisst e sech domadder selwer an an och all déi aner, déi hei geschwat hunn, well schliesslech huet een hei keen héieren, deen net souwuel gesot huet: „Et si Punkten dran, déi mer ganz gutt gefalen, an et si Punkten dran, déi mer net esou gutt gefalen.“

Ech maachen dat hei och. Ech hunn hei Punkten dran, déi mer zouschwätzen an déi mer net zouschwätzen. Just, et steet jiddwenger selwer fréi, als Deputéierte bei sech zu Chauer ze goen a seng Konklusiounen doraus ze zéien. Déi Fräiheet loosse ech lech, déi Fräiheet hält ech och gäre fir mech.

An ech soen lech ganz kloer, aus zwee Grënn, firwat dass ech deen heite Projet awer stëmmen. Dat ass nämlech den éischten,...

(Interruptions diverses)

...et kann ee jo net selwer - an dat huet och eppes mat Kohärenz ze dinn, mat perséinlecher Kohärenz ze dinn -, et kann ee jo net déi ganzen Zäit dobaussen ëmmer no Reforme jäizen, wéi ech dat dacks maachen, an dann, wann eng Reform doläit, se net ze considéieren, och wa se kritesch ass.

An zweetens: Ëmmer nach besser, hei eng Reform ze maachen, wéi keng Reform ze maachen, well et ass awer déi éischt Reform, déi net wäert zu Erhéijunge féieren, an dat ass fir mech awer derwäert, fir hei mäi Jo, wann och e kritesche Jo ze ginn, ze maachen.

Et ass kee vläicht aus Iwwerzeugung, mä et ass e rationell bedénge Jo, deen op enger realistischer Approche ebe baséiert.

Ech weess eben, dass een och heiansdo muss Kompromësser agoen,...

► **Une voix.**- Voilà!

(Interruption)

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- ...well, wann een d'Mentalitéit gäre wëllt wiesselen, geet dat net vun haut op muer, och wann een a sengem jugendlechen Enthusiasmus dat gäre méi séier hätte. Do brauch een e bëssen Zäit derfir.

Ech géif awer an engens mat ze bedenke ginn, wéi et mat de Kompromësser ass: Déi si gutt fir eng Zäitchen, mä eben nëmme fir eng Zäitchen. Iergendwann eng Kéier muss ee kënnen méi definitiv Léisungen och fannen. An do géif ech et dann zum Schluss mat engem amerikaneschen Auteur halen, deen dat eng Kéier ganz gutt resümiert huet an dee gesot huet: „E Kompromësser ass e gudder Prabel, mä et ass ee schlechten Daach iwwert dem Kapp.“

► **Une voix.**- Jo!

► **M. Serge Wilmes (CSV).**- E mécht Sënn fir eng Zäitchen, en ass verstänneg an der Parteipolitik, mä en ass bal ni verstänneg an der Féierung vun engem Land.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

(Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Merci dem Här Wilmes. Elo kritt d'Wuert de Gesondheitsminister, Mi-

nister fir d'Sécurité sociale, den Här Mars Di Bartolomeo.

(Brouhaha)

► **Une voix.**- De Jong muss nach méi al ginn, e muss nach wuessen.

(Interruptions diverses et hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci fir d'Debatt vun haut de Mëtteg, wou mat där enger oder aner Ausnahmeken drun zweifelt, dass mer eng Pensiounsreform brauchen, elo eng Pensiounsreform brauchen, an net eréischt an zéng, 20 oder an 30 Joer.

Déi Diskussiounen, déi mer an deene leschte Jore gefouert hunn, vill Diskussiounen, déi mer gefouert hunn, net hannert zouenen Dieren, mä breet öffentlech, och an dëser Chamber, hunn also eng Sensibiliséierung hei bei eis, awer och dobausse bewierkt. Déi Sensibiliséierung war noutwendeg, well Dir kennt lech erënneren, bal genee virun zéng Joer stoung mäi Virgänger op dëser Tribün an huet eng Reform gemaach, wou en haut gesot huet, dass dat wär d'Léisung gewiescht.

Dat war d'Léisung net, dass ass en zousätzleche Problem ginn,...

(Interruption)

...och wann ee seet, dass eenzel Elementer vun där Reform mat dem noutwendige Réckbléck an der Rei waren, mä awer de Gros de Pensionssystem an de Budget ëm òmgerechnet op ee Coup 10% méi belaauscht huet an derzou gefouert huet, dass an deene Joren duerno iwwer eng Rei vu Joren d'Reservebildung halbéiert ginn ass. Eng Reform, déi gemaach ginn ass zu engem Zäitpunkt, wou an der Relatioun zu haut de Pensionssystem manner gutt dru war wéi haut, an déi Froen, déi sech haut stellen, mat darselwechter Schäerft konnte gesi gi wéi haut.

All déi Chiffere louchen um Dës, all déi Extrapolatiounen louchen um Dës, an duerfir, mengen ech, ass et vun der Sait vun engem Deputéierten, dee virun zéng Joer d'Situatioun net onbedéngt realistesch ageschat huet, sécher net ubruecht, fir engem jonke Kolleg, deen eng nuancieréit Positioun anhëlt, e Reproche ze maachen.

Et soll een, mengen ech, méi bescheide sinn, wann ee virun zéng Joer just de Contraire...

(Interruptions et hilarité)

...just de Contraire...

(Interruptions et brouhaha)

► **Une voix.**- Do sidd Dir Weltmeeschter dran, an der Bescheidenheet! Eijeeijee!

► **Une autre voix.**- Mea culpa, mea culpa, mea culpa!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Majo, da sinn ech a gudder Gesellschaft,...

► **Une voix.**- Voilà!

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Da sinn ech a gudder Gesellschaft, well ech mengen, déi ganz Chamber, déi haut zu engem gudden Deel dann e Paradigmewissel mat begleet, war darselwechter Meinung. Mä ech hu virun an engem Zwëscheruff gesot, dass ãnner awer näischt dorun, dass de jeeweilige Sozialminister eigentlech de Chef vun deem Ganzen ass an et eigentlech da besser misst wësse wéi all déi aner, déi op de Knäppchen drécken. Dat mengen ech emol esou kënnen ze gesinn.

(Interruption)

Ech sinn also frou, dass de Mëtteg et net zu enger Auseinandersetzung iwwert d'Noutwendegkeet vun der Reform komm ass, mä iwwer Nuancen, déi an der Reform enthalen sinn oder net enthalen sinn.

An et ass jo e bësse cocasse, wann een d'Evolution vun där Reform hei gesäit, dass et eng Reform ass, déi an wahrsten Sinne des Wortes polariséiert, well d'Positiounen fanne mer op deene verschiddene Pölen erëm. Deenen enge geet se ze wäit, deenen anere geet se net wäit genuch. Fir déi eng ass et e massiven Ofbau, fir déi aner ass et eng Reförmchen. Fir déi eng si mer ze pessimisteschen, fir déi aner si mer ze optimisteschen.

Widderspréch gëtt et dann och an de Positiounen. Déi eng, déi sinn eesäiteg fir Cotisationserhéijungen oder fir zousätzlech Mëttele, déi aner Sait ass fir méi e massiven Ofbau vun de Leeschtungen. Dir gesitt also, et ass eng polariséierend Diskussioun.

An d'Propositiounen fanne sech och op deene verschiddene Pölen erëm, a fir de Lien tëschent deene Pölen ze maachen, dass net esou evi-

dent. Mä mir hunn dat awer probéiert, well mer aus deene méi exzentresche Propositionen an Analyse probéiert hunn, eng méi oder manner konsensuell Äntwert ze ginn op déi Problemer, déi sech stellen.

Mir hunn alleguer déi Proposen ofgewien a mir hu probéiert, e gudden Équilibre ze fannen, e gudder Mix, wou jiddwēer mat upaakt, well et hat ëmmer jiddwēeren Äntwerten, déi dorop erausgaange sinn, dass deen aneren upaakt, awer net deen een, dass déi Generatioun upaakt an net déi aner Generatioun, dass ee bei de Leschtunge schneit oder dass ee bei de Cotisationen eppes mécht. Mä déi Brécken tëschent deene verschiddene Propositionen, déi hunn net existéiert. Déi hu mir misse bauen. A mir hunn et, mengen ech, fäerdegbruecht, fir déi Brécken ze bauen.

Wann een dann nach weess, dass eenzelner vun eisen Interlocuteurs en Agenda B haten, deen drop erausgelaf ass, fir sech vun dësem System, dee gedroen ass heibannen an der Chamber wäitgehend, an och dobaussen, ewechzecommen zu engem Kapitaliséierungssystem!

Déi Stëmmen, déi dat verlaangt hunn, déi sinn nu 2008 méi douce ginn, well se gesinn hunn, dass esou Kapitaliséierungssystemer ganz séier an enger Bloes kënnen verschwannen. An dat hu mer kënnen beobachten an enger Rei vu Länner. Mä deen Agenda B war do! Den öffentleche System schwächen, fir dann ze soen, ah, elo sprangen anerer an d'Plaz, net mat deem gemeinnützigen Hannergrond, mä mam Hannergrond, fir kënnen mam Pensionssystem Geld ze verdéngen. Dat hu mer net gemaach!

An, Här Urbany, ech wëll lech dat awer emol soen...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dir maacht genau dat.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech wëll lech awer dat emol soen. Déi Eenzeg, déi an der Diskussioun fir Zousatzversicherunge plädéiert hunn, dat sinn net d'Patronen. Dat sinn net d'Patronen! Dat ass vun der Gewerkschaftssait komm. Ech fannen, dass dat och eng schlecht Iddi ass. Mä maacht dach net esou, wéi wann dat vum Himmel erofgefall wär, well dat eng Grausamkeet vum Kapital wär!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech ka mer net...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- D'Salariatsvertrieeder hu gefrot, fir eng öffentlech Zousatzversicherung ze maachen.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech hunn net dovu geschwat.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Also, voilà, da maacht net esou, wéi wann dat eng Grujelegkeet wär, déi vun der Politik erfongt gi wär! Dat ass eppes, wat vun de Kollege vun de Syndikater proposéiert ginn ass a wat ech och senséiert fannen. Wat ech och senséiert fannen!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Gëtt deen dann öffentlech géréiert, deen Zousazsystem?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dat ass jo schliesslech d'Fro.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- ...der Madame Rapportrice Merci soe fir déi exzellente Duerstellung...

(Brouhaha général)

► **Une voix.**- Ah!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- ...fir déi exzellente Duerstellung vun der Problematik, wat mir erlaabt, méi kuerz ze sinn iwwert den eigentlechen Inhalt vun der Reform. Dat huet si ganz kloer erausgestrach. An dat hunn och déi verschidde Riedner ganz exzellente gemaach, well se zum Deel drop hi-gewisen hunn, wat hinnen un där Reform gefält, an och erausgestrach hunn, wat hinnen net esou gutt gefält. Domat hu se den Inhalt vun der Reform gutt charakteriséiert.

De System, an dat ass ganz kloer, charakteriséiert sech duerch exzellente Leeschtungen. Bis zu 100% vun Duerchschnittsloun iwwert déi gesamt Berufscarrière bei klenger Revenuen. Niddreg Bäitrag, ass gesot ginn, zënter bal 40 Joer onverännert. Onverännert muss een awer och relativéieren.

A Richtung vun deenen, déi soen, mir misste jo elo nëmme Cotisationserhéijunge maachen: Ech wëll lech soen, dass mer iwwer annerhalleft Jorzéngt - méi souguer - méi héich Bäitrag ageholl hunn, wéi mer der gebraucht hätten, well et e Konsens hei ginn ass tëschent allen dräi Träger vun deem Pensionssystem. Wann dat

nämlech net de Fall gewiescht wär, wa mer d'Gesetz à la lettre appliziert hätten, esou wéi dat de Moment an Däitschland diskutéiert gëtt, wann e gewëssenen Iwwerschoos do ass, dass een d'Bäitrag géif senken, dann hätte mer déi Reserven net. Dann hätte mer déi Reserven net! Mä et ass e Konsens do gewiescht, fir zwëschenzäitlech 5% méi Bäitrag opzehiewen, wéi mer der gebraucht hätten.

Ee Moment war d'Prime de répartition pure bei 19%. Haut - wëll ech lech awer soen - ass se net méi bei 19%, mä ass se no bei 22% oder 21,5%. Dat heescht also, et beweegt sech lues no uewen. An den Delta tëschent de Recetten iwwert d'Bäitrag vun deenen dräi Parteien an den Dépense gëtt méi kleng. Dass eis Reservebildung nach ëmmer gutt ass, ass op e gudden Rendement vum Fonds de compensation zrëckzuféieren, deen och als leschte Joer, a mir wäerten dat deemächst gesinn, exzellent Resultater gemaach huet.

Déi exzellent Leeschtunge sinn dorop zrëckzuféieren, dass mer eng Explosioun vun den Aktien hatten an d'Zuel vun de Pensionéierte relativ lues evolueiert huet.

Bon, d'Reserven, dee leschte Stand, 12,2 Milliarden, 3,75-mol d'Joresausgaben. Do beneiden eis all déi aner Länner drëm. An d'uewer ass jo eise System net nëmme méi en Émlageverfahren, mä et ass en Émlageverfahren plus. Émlageverfahren ass vun der Hand an de Mond eigentlech. An der Gesondheet si mer a méi engem puren Émlageverfahren. D'Cotisatione vun engem Joer gi geholl fir d'Ausgabe vun engem Joer. Hei si mer an engem Émlageverfahren plus. Et ass ee Kapitalisierungsspiel, deen net individuell ass, mä fir d'ganz Communautéit vun den Assuréeën a vun de Pensionéierte genotzt gëtt.

A wann een dann de Bilan zitt vun deem, wat eise Pensionsystem ausmécht, wéi e sech am Moment presentéiert, jo, da muss ee soen, et geet him haut net schlecht. An dat ass och dat, wat ech zënter Jore gesot hunn. Mä ech hunn ëmmer en zweete Saz derbaigesot. Ech hunn ëmmer derbaigesot, an dat gëtt ëmmer vergiess, deen zweeten Deel vum Saz, do schalt een normalerweise of: Wa mer gären hätten, dass en a gudder Gesondheet bleift, da muss mer eis drëm këmmen.

Déi eenzeg Divergenz, déi et tëschent dem Kolleeg Braz a mir gëtt, dat ass net, dass mer e Problem hunn an dass mer müssen dorop reagéieren. Den Här Braz huet ëmmer gesot: „Dir hutt net schnell genuch reagiert.“

Mä ech soen lech awer, dass déi Method, déi mer gewielt hunn - laang Diskussiounen, laang Informatiounen, laang Sensibiliséierung -, derzou gefouert huet, dass mer e breede Konsens iwwert d'Analys haut hunn an dass et net zu deene grouse Massebeweegung komm ass géint eng Pensionsreform, mä d'Leit eigentlech, wann ee mat hinne schwätzt, haut soen: „Jo, et muss eppes geschéien.“ Mat der Nuance: „am léifsten net bei mir an am léifsten net direkt“. Mä d'Analys ass haut quasi identesch op alle Säiten, mat eenzelnen Ausnahmen.

A wann een dat gären hätte bei engem Pensionsystem, dee ganz héich an der Opinion publique opgehangen ass, da brauch een déi Diskussioun. An déi Joren, déi ee gebraucht huet, fir dat z'organisieren, fir et durchzediskutéieren, si keng verluere Joren, well d'Akzeptanz vill méi grouss ass, wéi dat jee hätte kënnen sinn.

Mä d'Fro war: Eisem Pensionsystem, deem geet et jo haut gutt, firwat maache mer dann eng Reform?

Ech hunn ëmmer do, wann ech déi Fro gestallt kritt hunn, mat enger anerer Fro geäntwert. Nämlech: Firwat hu mer dann ee Pensionsystem, deen esou grosszügig ass, mat nidderge Bäitrag an dee sech och nach de Luxus konnt erlaben, grouse Reserven unzeleeën? Majo, d'Äntwert ass ganz einfach: duerch e massiven Engagement vum Stat, duerch dat Jobwinner, wat mer erlieft hunn, duerch e luese Wuesstum (veuillez lire: Wuesstum vun der Zuel vun de Pensionéierten) an duerch Bäitrag, déi méi héich ware wéi dat, wat mer gebraucht hunn.

Dat ass d'Ursach, firwat dass mer haut aneschters d'ostei wéi anerer. Wann een awer wëllt, dass dat esou bleift... Dat ass d'Ursach fir déi besonnesch... Just net nëmme, well mir sechsmol méi dichteg sinn, mä well mer iwwer Jorjänge vun enger gudder Entwécklung profitéiert hunn. Wann déi fort wär, da wäre mer séier bei deenen anereren.

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Wagner lech eng Fro stellt?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Majo, ech wollt awer herno eréischt op den Här Wagner kommen. Da kann den Här Wagner mer herno déi Fro stellen. Ech wollt mäi Raisonement...

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Et hätt zwar elo an de Kontext gepasst.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dann... Neen, ech wär frou, wann... Wann ech mech mat lech auseruesetzen, da kënn Der lech och mat mir ausenanesetzen.

Dat ass also d'Ursach dervun. An et kann een net dervun ausgoen, dass dat op ëmmer an eieweg garantéiert ass. Duerfir muss een esou agéieren, wéi wann dat net de Fall wär. An duerfir, dat ass d'Ursach, firwat dass mer deen Dossier haut upaken.

Et ass ganz vill vun deene Moossname geschwat ginn, déi am Projet elo geännert ginn. Et ass ganz wéineg driwwer geschwat ginn - dach, et ass gesot ginn: „Domat si mer d'accord an do sti mer hannendrun.“ -, wat mer ofsécheren. Well dat hei ass net e Rentenofbaugesetz. Et ass e Rentesécherungsgesetz an et ass e systemsécherend Gesetz. Mir sécheren de Solidaritéitsprinzip iwwert d'Émlageverfahren of. D'tripartite Finanzéierung séchere mer of. Duerfir hu mer gewarnt virun neie Finanzéierungssystemer.

Ech si ganz gären bereet, iwwer all nei gutt Iddien, wat d'Finanzéierung ueget, net nëmme Belaaschtung vun der Aarbecht, mä Belaaschtung vun anereren Elementer, ze schwätzen.

Mä bei der Pensionsreform eng Proposition ze maachen, fir d'Cotisation ze ersetzen, ze ergänzen duerch eng Cotisation wéi mer se bei der Fleegeversicherung hunn, wär relativ riskant gewiescht, well déi éischte kéier, wou mer hätte missen un d'Cotisatione goen, da wäre mer net un déi tripartite Cotisatione gaangen, mä mir wäeren un déi Cotisation gaangen, déi just um Assuré läit. Duerfir riskant. Les fausses bonnes idées. Et kann ee sech Gedanke maachen iwwer aner Pisteen, mä déi hei wär riskant gewiescht.

An ech si ganz hellhög ginn, wéi ech déi positiv Reaktiounen vun Einzelnen héieren hunn, wou ech se eigentlech net erwaart hätt. An dunn hunn ech erëm eng kéier un den Agenda B geduecht. Och duerfir ass déi dote Pist, och wa se gutt geduecht war, an dësem Moment net am Projet zrëckbehale ginn.

D'Entréeskonditiounen änneren sech net mat där Nuance, Choix: méi laang schaffen oder eng Décote a Kaf huelen. Déi kleng Pensione gi wäitstehend geschützt iwwert d'Erhéijung vun der Grondrent, wou d'Propositione vu bause komm sinn. A mir hunn d'Propositionen, déi vu bause komm sinn, gelauschert an och zum Deel ugeholl. Opgrond vun där gudder Aarbecht an der Kommissioun hu mer d'Grondrent méi gehéicht, wéi et am ursprüngleche Projet virgesi war; och d'Ersatzzeiten, d'Studienzeiten onverännert gelooss opgrond vun deene gudden Aarbechten, déi mer an der Kommissioun haten.

Och muss ee soen, an dat ass eng grouss Diferenz tëschent anere Länner: Eis Pensione bleiwe weider indexéiert, sinn och weider... Den Adjustementssystem ass net a Fro gestallt, och wann ech herno drop kommen, dass en, wann et méi enk gëtt, nuanciert gëtt.

D'Schichtaarbechter bleiwe geschützt. Déi hunn e spezielle Regime. Dat wäerte mer och ofsécheren.

An déi Leit, déi a Pension sinn, bleiwen net vun der Reform erspuert. Et ass wéineg haut driwwer diskutéiert ginn, dass den Adjustement 2013 ausfällt, an dass, wann et méi enk gëtt, also en Déséquilibre tëschent Recetten an Dépenses gëtt, den Adjustement nach eng kéier ofgebremst gëtt an dass dann d'Allocation de fin d'année a Fro gestallt gëtt.

Déi Reform - an dat ass en zweete Volet - ass net esäiteg. Et ass e gudden Mix. Jiddweree muss upaken. Si reagiert op eng Rei vun Evidenzen. An ech huelen dee Reproche net un, dass mer hei an eng Glaskugel gekuckt hunn. Hei ka kee bestreiden, dass d'Zuel vun de Pensionéierten an deenen nächste Joren extrem staark wäert an d'Luucht goen.

An déi Leit, déi haut hei schaffen, vun deene wësse mer, dass se muer Pensionsempfänger sinn. Dat si keng, déi am Kaffissaz ronderemschwammen oder an enger Glaskugel ronderemdzanzen. Dat sinn der, déi mer kennen. Deenen hir Nimm kenne mer, deenen hiren Alter kenne mer. A mir wësse genee, wéini dass deenen hir Pensione kommen. Also muss een dervun ausgoen, dass déi och muss bezuelt ginn.

Also, déi Reform ass équilibréiert. Déi Aktiv pake mat un duerch déi Pension à la carte. Den Déplafonnement iwwereng - wëll ech just soen -, dat war och eng fausse bonne idée. Den Déplafonnement vun de Cotisatione wär net gutt gewiescht, well een, deen déplafonnéiert cotiséiert hätt, hätt och déplafonnéiert Leeschtunge kritt. An dat wär e Verloschtgeschäft fir d'Pensionskeese ginn. Déi Pensionéiert pake mat un, hunn ech lech gesot.

Da komme mer op d'Wuesstumsperspektiven. Do gëtt dann déi ganzen Zäit esou gemaach, wéi wann déi Wuesstumsperspektive vun 3% oder 1,5% farfalu wäeren. Wann elo déi ganz Pensionsreform, dee ganze Mechanismus géif gravitéiere ronderem déi 3% oder 1,5% an eppes nëmme géif ausgeléist ginn, wann deen oder dee Wuesstum errecht gëtt, da géif ech dat akzeptéieren. Mä déi Moossnamekopplung u Liewenserwaardung a Liewensarbeitszeit, déi wirkt direkt. Déi gëtt zwar progressiv opgebaut.

Ech wëll lech iwwereng soen, dass dat, wat mir maachen, op 40 Joer verdeelt dräi Joer, net méi schaarf ass wéi dat, wat d'ADR proposéiert. Hiert ee Joer géif méi séier wirken. An ee Mount d'Joer, dat heescht direkt ee Mount d'Joer, dat géif also méi schnell wirken. Bei eis verdeele sech déi dräi Joer op 40 Joer. An do kritt een och Evidenzen iwwert déi 40 Joer.

Ech wollt awer soen, dass et falsch ass, alles festzemaachen un deem Wuesstum, deen iwwereng net aus der Loft gegriff ass. Dee Wuesstum hu mer iwwert déi lescht 40 Joer méi wéi errecht. An deene leschte 40, 30, 20, zéng Joer war de Wuesstum ëmmer méi grouss wéi déi 3%, an den Emploi ass méi wéi em déi 1,5% gewuess.

Iwwereng, an dësem Joer, Krisejoer, wivill mengt Der, dass den Emploi nach gewuess ass? Net 0%, net 0,5%, net 1,5%, mä 2%! Mëtten am Krisejoer! Mä dat nëmme niewebäi zu der Wuesstumsperspektiv. D'Wuesstumsperspektiv ass eng Schätzung, déi een zu engem gewëssene Moment gemaach huet. Wirkksam gëtt de Projet awer net duerch Erreechen oder Neterreche vun de Wuesstumsperspektiven, mä déi méi incisif Moossname ginn ausgeléist do-duerch, dass den Déséquilibre kënn tëschent Recetten an Dépenses.

Wann et méi lues an der Wirtschaft geet, kënn den Déséquilibre éischer a wirken déi Moossnamen éischer. Geet et besser, da wirken déi Moossname méi lues. Dat heescht, et ass eng Flexibilitéit am Mechanismus dran, deen net festgezurt ass un deenen 3% oder 1,5%, mä um Équilibre oder Déséquilibre vum Regime.

Dat gëtt nach ëmmer net esou erkannt, mä dat ass awer esou. Dat ass esou. Déi éischte kéier, wa mer elo während fénnef Joer op null oder Minuswuesstum oder Minuswuesstum beim Emploi wäeren, da wirkt dat doten extrem séier. Wa mer eis erkréien, wat jiddwereen hofft, mä awer kee weess, da geet et méi lues. Also, ganz staark nuanciert.

Här President, wivill Minutte gitt Der mer nach?

► **M. le Président.**- Jo, Dir sidd scho längstens...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Mä et ass eng vun deene wichtegsten...

► **M. le Président.**- Ech si ganz fein haut mat lech. Da fuert nach e bësselche virun!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Jo.

► **M. le Président.**- Andeem Der awer de Schluss virun Aen hutt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- En huet zéng Minutten.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Jo. Also, wann ech nach fénnef Minutten hunn, da ginn ech...

► **Une voix.**- Ooohhh!

► **M. le Président.**- Ech mengen esou... Kuckt, datt Der dat nach e bësselche méi kuerz maacht!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Also, de Projet därer een och net eleng isoléiert gesinn. D'Madame Rapporteur huet dat gesot. Et ass een Deel vun engem Ensemble. De Reklasseméint kënn. Den Aarbechtsminister an ech selwer sinn eis dee leschte Freideg iwwert d'Texter eens ginn. An dat gëtt em de Joreswiessel deponéiert.

De Projet - an dat sinn eng Rei vu Verbesserungen, déi d'Kolleege gewisen hunn - bréngt eng verbessert Kombinatioun vu Schaffen a Pension. Déi Kombinatioun, wann een no der Pension schaffe geet, gëtt däitlech verbessert.

De Projet bréngt Verbesserungen a Saache Weiderversicherung. Net d'Regel, mä awer eng Iwwerbréckung duerch déi 100-Euro-Regel, wat mer ganz kloer wäerte mat enger intensiver Campagne verbannen, fir jiddwereen ze encouragéieren, sech an all Liewenslage weider ze verséchere fir d'Pension. Et hält ee jo och net iergendwann am Liewen op, d'Feierversécherung ze bezuelen, nëmme well een eppes aneschtens am Liewe mécht. Et soll een och bei der Pension an alle Liewenslage fir seng Pension weider cotiséieren. A mir sinn amgaangen, déi Campagne ze preparéieren.

De Pacte de l'âge ass amgaangen, gutt fortzuschreiden. D'Diskussioun iwwer alternativ Finanzéierungsmoedeller wäerte mer féieren. Mir wäerten net ophale mat där Diskussioun, wann déi Reform hei gestëmmt ass.

Ech wollt just ganz kuerz nach op déi puer Reprochen agoen, déi eis gemaach gi sinn.

Beim Här Wagner, mengen ech, hunn ech bal alles gesot. Ech hunn dat éischer als eng leschtteg Älag gesinn, wéi e gesot huet, dass déi lescht Rentenreform eng Lösung gewiescht wär. Den Här Wagner huet och vergiess...

(Interruption)

Den Här Wagner huet och vergiess gehat, wat am Ofkommen vum Rentendéisch festgeschriwwer war, wéini dass een déi Moossname misst erëm a Fro stellen.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Neen, neen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Do ass festgehalten, dass een déi Moossnamen a Fro misst stellen, wann d'Reserven ënner annerhallefmol d'Joresausgabe gesonke wäeren. Dat heescht also...

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Risquerait!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Dat heescht also an zéng, 15 oder 20 Joer. Et soll ee sech awer vläicht heiansdo drun erënneren, wat een...

► **M. le Président.**- Här Minister, erlaabt Der, datt den Här Wagner lech elo déi Fro stellt?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Jo, selbstverständlech.

► **M. le Président.**- Här Wagner, da stellt Är Fro!

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Här Minister, Dir misst awer trotzdem elo da bei der ganzer Wourecht bleiwen. Ech wollt iwwereng d'Zitatioun vun Rentendéisch bréngen, mä Dir wësst jo awer, ech hat leider net genuch Zäit. Mä am Rentendéisch steet ganz genau: «risquerait de tomber en dessous de 1,5%». Mir si scho laang elo an där Situatioun, wou mer riskéieren, drënnere ze falen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ah voilà. Mir si bei Reservé vu véiermol d'Joresausgaben...

► **M. le Président.**- Här Minister, loosst awer vläicht den Här Wagner emol seng Fro stellen, an dann äntwert Der!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Jo, selbstverständlech.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Dir hutt jo awer virdu selwer gesot, Dir wiert frou a glécklech driwwer, dass hei jiddwereen d'Noutwendegkeet agesinn hätt, fir dass mer géife Korrekturre virhuelen. Also widderschwätzt lech net selwer!

Ech wollt awer d'éinescht eng aner Fro stellen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Do kommen ech un lech ni erun, Här Wagner.

► **M. Carlo Wagner (DP).**- Ech wollt lech d'Fro stellen d'éinescht, wéi Der gesot hutt, firwat dass déi Reserven do wäeren. Mä hätt Der net éiere vergiess awer, fir ze soen, dass déi Kombinatioun vum Stat op historesch Faiten zrëckzuféieren ass vun den 80er Joren, deemools, wéi de massiven Agrëff an d'Keese vun de Rente gemaach ginn ass?

Deemools eréischt ass de Stat mat där Regelung komm vun dräimol 8%. Deemools sinn d'Keese nämlech vun de Rente geplëmmt ginn. An Dir wësst, dass dat am Intérêt vum Land war, fir deemools déi ganz Problematiken, déi mer haten, fir d'ARBED ze sanéieren.

Dofir, meng Fro ass dann un lech, Här Minister: Dir hutt dat jo awer net vergiess?

(Hilarité)

► **M. le Président.**- Här Minister, wann ech gelift.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Neen! Mä ech sinn awer mat där Interpretatioun vum Här Wagner absolut net d'accord. An den 80er Joren, mat villen Diskussiounen, ass deen neie System opgebaut ginn. An dee System ass zollid ginn. Och wann een dat haut, jee nodeem, op wat fir enger Sait een do war, vill méi nuanciert gesäit wéi deemools. Mä deemools hate mer Scholdschäiner, déi net vill wäert waren. An haut hu mer Reserven, déi do sinn. Déi do sinn! An ech fannen dat och eng ganz gutt Saach.

Här President, ech wär dem Här Wagner och ganz dankbar gewiescht, nodeems mir eis Iddie

virun zwee Joer schonn op den Dësch geluecht hunn, dass en e bësse méi explizit an de Proposition vu senger Partei gewiescht wär. Dat Eenzezt, wat mer wierklech opgefoll ass, wat d'Divergenz ass, dat ass, dass d'DP direkt ersatzlos den Ajustement géif ofschaffen. Direkt ersatzlos. An och direkt ersatzlos, trotz deem, wat se um Rentendësch ënnerschriwwen huet, ersatzlos direkt ab 1. Januar: d'Allocation de fin d'année ze strächen.

Dat sinn déi zwou Haaptendifferenzen, déi ech gesinn. Wann ech gesinn, mat wat allem dass se d'accord ass, bon, da kann déi Rentereform net esou schlecht sinn. An ech wëll soen,...

(Interruption)

...ech war explizit net d'accord, dass een dat doten esou soll maachen, mä dass een eng Evidenz soll schafen iwwert d'Situatioun vun de Keesen.

Här President...

► **M. le Président.**- Här Minister, Dir misst awer elo esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech kommen...

► **M. le Président.**- Dir sidd iwwer siwe Mi-nutten...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech kommen zum Schluss, Här President. An ech soen lech och villmools Merci fir déi Toleranz bei awer engem vun deene wichtigste Projeten an dëser Legislaturperiod.

Ech wëll weider net op d'Iwwerleueung vun Här Urbany agoen. Deen Negationismus an dee Reproche, deen en eis mécht,...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Et ass och besser, Dir gitt net drop an! Voilà.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- ...mir géifen an d'Glaskugel kucken, dee wëschen ech ewech, well déi Leit, déi wierklech op de Rentesystem kommen, hunn ech lech gesot, déi sinn haut schonn do.

► **M. le Président.**- Här Minister, den Här Urbany stellt lech nach eng kéier gär eng Fro. Här Urbany, da stellt Är Fro!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Här Minister, Dir moost lech un, fir d'Renten all Joren ze kierze während 40 Joer. Ech froe mech: Wou kënt Dir wëssen, wat a 40 Joer ass? Huet déi Chamber, déi dann do ass, net méi e Recht, vläicht ze soen: „Amplaz dass mer elo d'Rente kierzen, et geet eiser Wirtschaft gutt, erhéije mer zum Beispill d'Recetten.“? Dir hutt en Automatismus agefouert, deen ass absolut eesäteg. Elo huelt emol wann ech gelift dozou Stellung!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Also...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Firwat hutt Der en Automatismus, fir...? Ee Moment! Ech sinn nach net fäerdeg.

► **M. le Président.**- Da loosst den Här Urbany seng Fro fäerdeg stellen! Här Urbany, da stellt Är Fro!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Firwat hutt Der en Automatismus exklusiv bei den Dépensen, dat heescht bei de Rente vun de Leit agefouert, a keen Automatismus bei de Recetten? Wann ech gelift äntwert mer dorop!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Also, emol fir d'Éischt: Deen eenzege Automatismus, deen dran ass - emol nach net Automatismus -, dat ass dee vun der Berücksichtigung vun der Evolutioun vun der Liewenszäit mat der Evolutioun vun der Liewensarbeitszäit.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Dat ass net wouer!

► **M. le Président.**- Neen, Här Urbany, loosst elo den Här Minister schwätzen!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Déi aner Elementer...

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Ech hunn lech se dach opgezielt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- An ech mengen, Dir kennt de Parlamentarismus gutt genuch, dass eng Chamber jiddwer Zäit d'Gesetzter kann änneren. Do ass och net den Automatismus dra virgesinn.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Maja! Maja! Firwat maacht Der dann elo schonn d'Dispositionen dran? A 40 Joer!

► **M. le Président.**- Här Urbany, da loosst elo de Minister schwätzen!

► **Une voix.**- Allez! Allez!

(Hilarité)

► **Une autre voix.**- Oioioi.

► **Plusieurs voix.**- Ooohhh!

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Da loosst déi Chamberen och décidéieren! Dir decidéiert elo schonn.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Also, ech wollt soen, dass d'Chamber selbstverständlech ëmmer souverän bleift an och souverän kann decidéieren, wéini dass se Cotisationserhéijunge mécht a wéini an awéiwäit dass se den Ajustement ofbremst. An deem Sënn ass et also net en Automatismus, wéi den Här Urbany en duerstellt.

Motion 1

Zum Schluss wollt ech zu der Motioun vun dem Här Gibéryen soen, dass dat eng legitim Fuerderung ass, mä dass déi Donnéeën disponibel sinn. D'IGSS verfügt doriwwer, a mir wäerten...

(Interruption)

...déi Donnéeën an der...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Do muss ech lech awer soen, elo sinn ech awer wierklech iwwerrascht.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Jo.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Well ech hunn eng Question parlementaire vun Här Henckes gelies, déi ass beäntwert ginn, datt d'Donnéeën net...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Also, de Gros vun deenen Donnéeën fannt Der op Sait 49.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Wat huet dann deemools...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- ...Sait 49 am Gesetzesprojekt erëm...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Also, ech wëll lech just...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- ...Berechnunge sinn...

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Da sot mer emol, wéi et méiglech ass, datt...

► **M. le Président.**- Hei, net allegueren duerjerneen. Här Bausch, stellt elo Är Fro fäerdeg, an dann äntwert de Minister.

► **M. François Bausch (déi gréng).**- ...op engem Deputéierte seng Fro hin, déi précisément dat do fret, d'Regierung äntwert, datt et déi Donnéeën net gëtt. An Dir sot, datt et se gëtt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Also, ech kann lech just soen, wat ech am Projet de loi gelies hunn. Dir kënt dat noliesen op der Sait 49. A mir si bereet, fir déi doten Donnéeën jidderzäit an der Kommission op den Dësch ze leeën. Wa se net komplett genuch sinn, da wäerte mer se kompletéieren.

An duerfir sinn ech der Meenung, dass déi heite Motioun „considérant l'absence d'informations“ mat all deem Dénge superfétatoire ass a mir déi Donnéeën op den Dësch wäerte leeën.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Gutt. Den Här Gibéryen zu der Motioun - huelen ech un.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Selbstverständlech, Här President. Ech si frou, dat dote vun Här Minister ze héieren. Mä déi Question parlementaire, déi mäi Kolleg Jacques-Yves Henckes gestallt huet...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech hunn déi net beäntwert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- De Minister vun der Fonction publique, deen ass jo awer zoustänneg fir deen Dossier, deen huet souguer geäntwert, et wier net méiglech, dat ze berechnen.

(Interruption)

A mir haten net méi spéit wéi d'lescht Woch...

(Hilarité)

Mir haten net méi spéit wéi d'lescht Woch eng Kommissionssitzung, wou d'Madame Minister präsent war, an déi huet nach eng kéier confirméiert, et wier net méiglech, fir dat ze rechnen.

An do hu mer gesot,...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Also, Här Här Gibéryen! Här Gibéryen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- ...dat kann dach net...

► **M. le Président.**- Här Minister, da loosst den Här Gibéryen elo emol ausschwätzen!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Dat kann dach net sinn, dat kann dach net sinn, datt dat net méiglech ass, fir esou eppes ze rechnen, well et läit jo awer alles fest!

Duerfir géif ech mengen, Här Minister, wann Dir d'accord sidd, datt dat berechebar ass, an Dir sot, et wier scho souguer zum Deel do,...

(Hilarité)

...dann ass et jo awer kee Problem, fir déi Motioun hei unzehuelen. Da si mer sécher, datt mer et kréien.

► **M. le Président.**- Här Minister, wann ech gelift.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Mir brauchen déi Motioun net unzehuelen, fir dass Der et kritt. All dat, wat mir hunn, leeë mir bei där nächster Geleeënheet, wou mer hunn - wann Der et wëllt, an deenen nächsten Deeg -, an der Kommission nidder. A mir ginn dat selbstverständlech och un d'Commission de la Fonction publique. Wa mer dann der Meenung sinn, dass dat net komplett ass...

► **M. le Président.**- Neen, neen, neen, gitt dem Här Minister et!

(Interruptions diverses)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Wa mer dann der Meenung sinn, dass dat net komplett genuch ass, da liwwere mer no, an da maache mer dat zesumme mat der Fonction...

(Interruption)

...mat der Fonction publique. D'IGSS misst jo wëssen, iwwer wat fir eng Donnéeën dass se verfügt.

A kuckt op der Sait 49 am Projet, do fannt Der eng Rei vun Elementer!

► **M. le Président.**- Här Gibéryen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President,...

► **M. le Président.**- Dir misst awer bal zum Schluss elo kommen. Ech mengen, de Minister...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Ech wollt scho laang ophalen.

► **M. le Président.**- ...huet eng Äntwert ginn.

(Hilarité et interruption)

Den Här Gibéryen huet d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Den Här Di Bartolomeo ass ëmmer frou, wann en nach e bëssen ennerbrach gëtt zum Schluss.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Besonnesch vun lech.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Jo, voilà. Ech géif mengen, Här President, mir gesi jo, wou dat heiten histeiert, datt déi Motioun net wäert ugeholl ginn. Ech géif da muer - oder de Kolleeg Henckes - déi Question parlementaire, déi mer dem Minister vun der Fonction publique gestallt hunn, dann nach eng kéier un de Minister vun der Sécurité sociale stellen, am Fall, wou déi Motioun hei net ugeholl gëtt. An da sinn ech iwwerzeegt, datt mer bannent 14 Deeg alles um Dësch leien hunn.

(Hilarité)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Also, ech mengen, dass Dir mir net déi Question parlementaire braucht ze stellen. Ech hënnenen lech awer net dodrun.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Sécher ass sécher.

(Brouhaha général)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Sécurité sociale.**- Mir wäerten derfir suergen, dass d'Kommissionen, d'Regierungsmembere, d'Deputéierten déi Donnéeën kréien, déi mer hunn.

An deem Sënn, Här President, soen ech der Chamber en hærzeleche Merci fir déi gutt an intensiv Aarbechten. An zum Projet wollt ech ofschléissend just soen, dass et dat ass, wat mer elo brauchen, an dass et e Projet ass, dee richtungsweisend ass, vläicht net fir déi nächst 500 Joer, mä awer eise Rentesystem vill méi sécher...

(Brouhaha général)

...fir déi nächst...

(Interruption)

...mécht.

Villmools Merci.

► **Une voix.**- Fënnf bis zéng Joer.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Minister. Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun a kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6387 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6387 ugeholl mat 37 Jo-Stëmmen, géint 22 Nee-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri et Ben Scheuer.

Ont voté non: M. Robert Weber;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Xavier Bettel), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. Claude Adam);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

S'est abstenu: M. Roland Schreiner.

Ech ginn net dovun aus, datt ee seng Enthaltung wëllt begrënnen.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

► **Une voix.**- Neen!

► **M. le Président.**- Dann ass dat esou déci-deiert.

Dann hu mer nach déi Motioun vun Här Gibéryen. Do hunn ech d'Impressioun, datt de Vote électronique verlaangt gëtt.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration.

Och hei ass de Vote ofgeschloss an d'Motioun ass ofgelehnt mat 38 Nee- géint 21 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: M. Robert Weber;

MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Fernand Etgen), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter (par M. François Bausch);

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

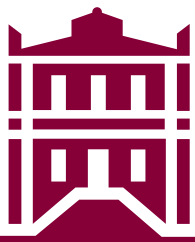
Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Scheuer), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner.

Domadder si mer dann och um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënt muer nees um zwou Auer zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 17.36 heures)



Sommaire

1. Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, relative aux décisions de la Zone Euro sur la Grèce (suivie d'un débat)
 - *Déclaration: M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
 - *Débat: M. Marc Spautz, M. Claude Meisch, M. Alex Bodry, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes, M. Serge Urbany*
 - *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
 - *M. Jacques-Yves Henckes (parole après ministre), M. Luc Frieden*
2. 6440 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2011
 - *Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire: Mme Diane Aderm*
 - *Discussion générale: Mme Anne Brasseur*
 - *M. Luc Frieden, Ministre des Finances*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
3. 6491 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2011
 - *Rapport de la Commission des Comptes: M. Carlo Wagner (dépôt d'une résolution)*
 - *Vote sur la résolution (adoptée)*
4. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2011 de la Cour des Comptes
 - *Exposé: Mme Anne Brasseur*
 - *Vote sur la résolution (adoptée)*
5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2011 du Médiateur
 - *Exposé: Mme Anne Brasseur*
 - *Vote sur la résolution (adoptée)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Luc Frieden et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.01 heures)

► **M. le Président.** - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Neen, Här President.

► **M. le Président.** - Mir héieren elo eng Deklaratioun vum Här Finanzminister Luc Frieden iwwer d'Décisions vum der Eurozon an iwwer Griichenland, mat uschléissender Debatt. D'Riedezäit vun der Debatt ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo fir dës Debatt ageschriwwen: déi Häre Spautz, Meisch, Bodry, Bausch an Henckes.

Ech ginn elo dem Här Finanzminister d'Wuert fir seng Deklaratioun.

1. Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, relative aux décisions de la Zone Euro sur la Grèce (suivie d'un débat)

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, esou wéi mer dat regelméisseg zënter dem Ufank vun där laanger Kris an der Eurozon gemaach hunn, wollt ech de Mëtten d'Chamber iwwert déi Décisions informéieren, déi d'Finanzministere vun der Eurozon - déi 17 Finanzministere - eestëmme no laange Sitzungen Enn November geholl hunn am Kontext vun dem Hëllefprogramm fir Griichenland. Mir maachen dat meeschtens an der Finanzkommissioun, heiansdo am Plenum, an ech mengen, datt dat och e Sujet ass, deen eis och an der Zukunft wäert nach weider beschäftegen.

D'Finanzministere vun der Eurozon hu sech an dräi laange Sitzungen Enn November mat der Suite vum Griichenland-Program beschäftegt, well et, wann ech dat ka résuméieren, zwee nei Elementer ginn ass, déi ausschlaggebend waren, wéi mer géife mat Griichenland virufueren; een negativt an ee positivt.

Dat negativt war, datt sech d'wirtschaftlech Situatioun a Griichenland an domadder och d'Situatioun vun de Statsfinanze verschlechtert huet. D'Situatioun generell an der Eurozon - ekonomesch - ass net gutt. An a Griichenland war se besonnesch schlecht. Duerfir huet Griichenland et och net fäerdegbruecht, déi Ziler, déi am Ufank gesat gi waren, an deene gesatenen Délaien ze erreichen.

Op där positiver Säit, wann ech dat esou kann nennen, muss ee feststellen, datt zënter dem Ufank vun deem Hëllefprogramm, deen Europa an d'Weltgemeinschaft Griichenland ginn hunn, eng ganz grouss Zuel vu Reformen duerch d'griichescht Parlament gaange sinn: d'Pensionsreform, Privatisatiounen, d'Opmaache vu verschiddene Beruffer, déi virdrun iwwerréglementéiert waren, Reduktioun vum Statsapparat an esou weider an esou fort.

Mir begréissen déi Reformen, soen awer zugläch, datt et net duerget, datt e Gesetz gestëmmt gëtt, mä datt mer et och äusserst wichtig fannen, fir d'Ëmsetzung vun deene Gesetze a Griichenland ze suivéieren, wéssend datt d'griichesche Verwaltung eng ass, déi eng Rei Schwachstellen huet. Duerfir ass et wichtig, datt déi, déi Suen u Griichenland géleint hunn, dorënner och mir, genee kucken, wéi déi Reformen ëmgesat ginn.

Mä et muss ee feststellen: Griichenland huet souwuel säin Defizit reduzéiert wéi och eng ganz Rei strukturell Reforme gemaach. An et si grad déi Strukturreformen, déi wichtig sinn, fir datt Griichenland enges Daags erëm kann op eegene Féiss stoen an datt seng Economie erëm un d'Dréine kënnt.

Déi Problemer awer vun der wirtschaftlecher Situatioun, de Fait, datt déi Strukturreformen natierlech nach net hir Friichten droen, hunn zu zwee gréissere Problemer gefouert: Engersäits, wéi kann een deen Defizitproblem, dee besteet, bis 2014 op e rasonabelen Niveau bréngen? Et ass also e Finanzierungsproblem am aktuelle Programm. An zweetens ass et e Problem: Wéi kann een d'Schuld vu Griichenland bis d'Joer 2020 op e soutenabelen Niveau bréngen? Wat deen Niveau genee ass, doriwuer kann ee laang streiden, mä et ass allgemeng ugesi ginn, datt Griichenland misst als Zil hunn, bis 2020 op ongeféier 120% vum Bruttoinlandsprodukt hinzekommen.

An der aktueller Konstellatioun war dat net méiglech, souwuel net, de Finanzierungsbedarf bis 2014 ze erfüllen, wéi och anerersäits et fäerdegzibréngen, datt d'Schuld géif op e rasonabelen Niveau kommen. Duerfir hu mer Weeër gesicht, fir dat ze errechen. Dat war net einfach an dat bleift och net einfach. An et gëtt och kee Rezept, wat honnertprozenteg sécher zu deenen Ziler féiert. Mä mir hu véier Weeër fonnt, wéi ee kéint engersäits déi zwee Joer méi Finanzierung ginn - dat kascht ongeféier 14 Milliarden - an anerersäits d'Schuld op en Niveau, dee soutenabel ass, bréngen. An dat wären ongeféier 120%, 125% am Joer 2020.

Déi véier Weeër, déi ech net am Detail hei wëll beschreiwen, sinn an de groussen Zich dat heiten:

Mir hunn éischtens gesot, mir sinn d'accord, datt déi Zësen, déi d'Griichen op deene Prête bezuelen, déi se gemaach kritt hunn, souwuel bilateral wéi och duerch den europäesche Rettungsschiem, datt déi Zësen géifen erfroen, datt mer déi géifen erfroen.

Dat Zweet, dat ass, datt mer d'accord sinn, datt deene Kreditter, déi Griichenland kritt huet, hir Durée, hir Lafzäit ëm 15 Joer géif verlängert ginn, esou datt se dat eréischt definitiv mussen am Joer 2041 zrëckbezuelen.

Dat Drëtt, dat ass, datt mer der griichescher Regierung Moyenen zur Verfügung stellen, fir hir Schold, déi se selwer émettéiert huet, zrëck-

zekafen. Déi Schold ass fir de Moment net vill wäert. Wa se déi kënnen zrëckkafen, da reduzéiere se hir Scholdelaascht an huelen do-duerch Suen, déi mer hinnen zur Verfügung stellen.

A véiertens ware mer der Meenung, datt d'Zentralbanken, déi Statsobligatiounen vu Griichenland um Sekundarmarché kaaft hunn, déi Gewënner, déi se dorobber gemaach hunn, sollen u Griichenland zrëckginn.

Déi véier Moyenen - Zësen erof, d'Durée vun de Kreditter, Scholderéckkaaf a Verzicht op d'Gewënner, déi d'Zentralbanken an der Griichenland-Operatioun maachen - hëlfe eis, déi Suen ze fannen, fir den Niveau vun der Schold op en Niveau ze bréngen, deen am Joer 2020 op 124% vum PIB ass. Ganz héich, vill ze héich, mä dat gëtt allgemeng ugesinn als en Niveau, wou Griichenland vläicht eng Chance huet, erëm Accès zu de Finanzmärkt ze kréien.

Den Detail vun deene Berechnungen, deen an enger mëndlecher Ried onméiglech hei ze maachen ass, deen awer bekannt ass an deen och déi, déi dat interesséiert, am Detail kënnen nokucken, wollt ech lech, Här President, hei fir d'Distributioun un d'Deputéiert iwwerrechen.

(M. Luc Frieden dépose un document.)

Wat heescht dat dote fir Lëtzebuerg? Fir Lëtzebuerg heescht dat - déi Moosnam, fir d'Zësen ze reduzéieren - eng Mindereinnahm op deene Präten, déi fir de Moment gi sinn. Et muss ee wëssen, datt jo nëmmen an der éischter Etapp déi eenzel Länner, dorënner och mir, bilateral Präten u Griichenland gemaach hunn. Mir hu Griichenland 139 Milliounen Euro géleint gehat. Op deene Präten hu mer bis haut aacht Milliounen Euro Zëse kritt. An an Zukunft kréie mer also manner Zësen. Mir kréien ongeféier 1,4 Milliounen Euro pro Joer manner an der Zukunft, wéi mer bis elo kritt hunn. Et ass also keng Budgetsdepense, mä mir kréien eng Einnahm, déi manner héich ass, wéi mer se bis elo kritt hunn.

D'Durée vun de Kreditter impactéiert eis net direkt, well dat si Kreditter, déi virun allem vum EFSF kommen. Am Kontext vun deem Verzicht op d'Gewënner vun deenen Obligatiounen, déi um Sekundarmarché kaaft gi sinn - dat ass dee sougenanntene SMP-Programm, „Securities Markets Programme“ -, do huet Lëtzebuerg en fait Gewënner gemaach iwwert de Wee vun der Zentralbank vu 25 Milliounen Euro. Déi 25 Milliounen Euro gi mer Griichenland zrëck iwwert d'Period 2013 bis 2038, net linéaire: 2013, d'nächst Joer, musse mer sechs Milliounen zrëckginn.

Déi meescht Länner wëckelen dat iwwert d'Zentralbank of, net iwwert de Statsbudget. A mir wäerte Gesprächer mat eiser Zentralbank féieren, fir dat och iwwert dee Wee ofzewëckelen. Mä déi Gesprächer hunn nach net stattfonnt, well déi Décision hei eréischt vun Enn November ass. Mä den Impact ass also: 25 Milliounen Remboursement vu Gewënner, déi Lëtzebuerg gemaach huet op deem Sekundarmarché. An dat muss bis 2038, also eng relativ laang Zäit, u Griichenland bezuelt ginn.

Firwat maache mer dee ganze Pak do, och, wann ech dat iwwer Lëtzebuerg eraus kucken? Ech wëll vläicht dee Gesamtpak och nach eng kéier beschreiwen, datt een dat ganz matkritt. Ech hunn lech gesot, wéi mer zum Zil kommen, mä wëll och de Gesamtpak nach eng kéier beschreiwen.

Griichenland krut an enger éischer Phas vun alle Länner ronn 53 Milliarden Euro. An am zweete Programm krute se 164 Milliarden Euro: dovunner 144 Milliarden vun der Europäescher Union, vun der Eurozon iwwert den EFSF a ronn 20 Milliarde vum Internationale Währungsfong. Europa huet also Griichenland, wann ech deen éischen an deen zweete Programm zesammenhuelen, ronn 200 Milliarde géleint. An et kommen eng 20 Milliarde vum Internationale Währungsfong derbäi.

An da soen ech: Firwat maache mer dat? An ech mengen, datt ass och déi reell Fro, déi mer politesch mussen ëmmer erëm am Kapp behalen. Mir maachen et aus dräi Grënn:

Deen éische Grond ass d'Solidaritéit. Griichenland geet et schlecht. Mir kënnen net nokucken, wann e Land ënnergeet.

En zweete Grond ass awer, datt d'Solidaritéit eleng net vill hëlfe, wann een net en Zil huet. An d'Zil ass, datt Griichenland muss erëm kënnen eegestänneg ginn, souverän ginn a senger Finanzpolitik, an datt se déi Reformen esou maachen an déi Suen esou gebrauchen, datt se hir Schold erfroen an dann erëm eng

Kéier Accès un d'Finanzmarché kréien, fir wéi all anert Land Suen op de Finanzmärkt léinen ze goen an net méi Sue vun deenen anere Länner musse géleint ze kréien.

An déi drëtt Ursaach ass d'Stabilitéit vun der Eurozon. Déi, déi mengen, datt et just Sue wären, déi mer engem anere géife ginn, an domadder hätt et sech, déi ënnerschätze ganz sécher d'Fro vum psychologieschen a vum ekonomeschchen Ustiechungsfactor, deen d'Faillite vun engem Land an der Eurozon huet.

Déi Ustiechungsgefor ass haut méi kleng, wéi se am Ufank war. Am Ufank war se ganz grouss, well mer keen europäesche Rettungsschiem haten, deen ee konnt zwëscheschalten. A wann also Griichenland faillite gaange wär, wär vill Banken an anere Länner faillite gaangen oder hätte Schwierigkeete kritt an et hätt e Schnéiballeffekt ginn, och un d'Statsschold vun anere Länner, wou d'Leit sech gesot hätten: „Ma da geschitt dat dote jo och nach an anere Länner.“

Dee Risiko ass haut méi kleng, well mer den europäesche Rettungsschiem ESM an d'Wee geleet hunn, well mer dertéschent en EFSF, den Europäesche Finanzstabilitéitsmechanismus, op d'Been gesat hunn. Mä ëmmerhi bleift e gewëssene Risiko, op d'mannst an de Käpp vun de Finanzmärkt, bestoen.

Dat, wat mer d'lescht Woch decidéiert hunn, souwéi dat, wat mer virdrun decidéiert hunn, ass bei Wäitem net perfekt. Et ass mat ganz villen Unsécherheete befaasst. Et gëtt net eng Léisung, déi vun haut op muer de Problem vun der Eurozon léist.

Mä mir hunn och d'Alternative gekuckt a mir sinn der Meenung, datt d'Alternativen och ganz vill Sue géife kaschten an datt déi Alternativen, déi ee Moment an der Diskussioun waren, op d'mannst an der medialer an zum Deel an der politescher Diskussioun viru Méint - fir ze soen, ee Land ausschléissen an da kucken, wat geschitt -, datt dat elo kee Sënn méi mécht, well mer elo esou vill Sue ginn hunn, Suen, déi verbonne si mat Konditiounen, well Griichenland esou vill Strukturreformen ënnerwee huet, datt elo sériusement kee méi an der Eurozon vun de Finanzministere déi theoretisch Hypothees envisagéiert, fir dat Land oder och en anert auszuschléissen.

Mä ech soen nach eng kéier: Et ass e Prozess, dee mam Wëssenstand vun haut dee beschtméiglechen ass, dee mer konnte fannen, dee verbonnen ass mat villen Unsécherheeten a wou een net genee weess, wat an deenen nächstent aacht, zéng Joer geschitt. An duerfir wäert déi Debatt och hei ëmmer erëmkommen. Mir hunn en Interêt drun, e stabilem Euro ze hunn. Dat hei ass e Bäitrag dozou. An ech mengen, datt et e Bäitrag ass, deen ee kann och als Lëtzebuerg positiv begleeden. Mä et dierf een, wéi gesot, net driwwer ewechtäuschen, datt d'Problemer riseg sinn an datt se och nach wäerte bliewen, och bei der griichescher Statsschold a bei der Statsschold vu villen Eurozon-Länner.

Ech begréissen och duerfir ausdrécklech, datt den Internationale Währungsfong an dëser Operatioun als Partner derbäi ass. Et ass e konstruktiven an heiansdo schwierige Partner; mä schwierig am Sënn, datt en eis op d'Schwierigkeete vu baussen hier drop hiweist. An ech mengen, de Fait, datt un der Spëtzt vum Internationale Währungsfong eng ganz kompetent fréier europäesch Finanzministerin, d'Madame Lagarde, steet, dobäi hëlfe, e gutt Verständnis vun der Eurozon ze hunn an zugläch de Bléck vun deenen anere Groussaktionäre vum Internationale Währungsfong mat eranzubringen. Si ginn 20 Milliarden an deem Hëllefprogramm. Si bréngen awer och Know-how an d'Inklusioun vun Amerika, vu China, well och si hunn en Interêt drun, datt Europa stabil bleift.

D'Eurozon steet haut vläicht e Millimeter besser do wéi virun engem, zwee Joer. Mir hunn den Euro nach ëmmer. Virun zwee Joer, wann een op Bréissel komm ass, huet all Journalist gefrot: „Iwwerlieft den Euro?“ Déi Fro gëtt haut manner gestallt. Den Euro ass méi wéi eng Währung. An duerfir, mengen ech, ass et och gutt, datt mer eis fir deen Euro asetzen.

Mä Fakt ass och, datt et ville Länner an der Eurozon schlecht geet. Mir hunn der elo dräi formell ënner engem Programm, nämlech Irland, Portugal a Griichenland. Mir hunn der

zwee ënner enger Aart Programm, nämlech Spuenien am Kontext vun der Bankerekapitalisatioun, wat och eng ganz Rei Milliarden aus dem EFSF an dem ESM wäert kaschten. A mir hunn Zypern, wat eng urgent Demande gemaach huet, fir Hëllef ze kréien, déi mer an deenen nächste Woche wäerten intensiv studieren.

Dat si fënnf Länner, déi fir de Moment soit schonn Hëllef hunn, soit Hëllef brauchen. Wann ee weess, datt mer nëmmen zu 17 sinn, da gesäit een, datt dat do eng grouss Zuel ass. An eng Rei aner Finanzministere soen an dem Eurogroup, datt se grouss Schwiegerechte mat hirem Defizit hunn an alles mussen maachen, fir den Defizit an hir Schold ze reduzieren, well et à la longue soss a Situatioun féiert, wéi an deene Länner, déi ënner Programm sinn.

Mir mengen net, datt et eng valabel Alternativ zum Euro gëtt. Grad e Land wéi eist, wat eng oppen Ekonomik huet, wat alles, wat et produzéiert, exportéiert oder bal, a bal alles, wat mer consommieren, importéiert, mir mengen, datt mer en Interêt hunn, eng Währung ze hunn, déi stabil ass a wou Wiesselkursschwankungen, wou Dévaluatiounen am Bannemaart vun der Europäescher Unioun kënnen vermidde ginn. An duerfir, mengen ech, mussen mer op dese Projekten als konstruktive Partner matmaachen.

Net naiv, ëmmer erëm kucken, datt déi Konditiounen, déi mer setzen, och ëmgessat ginn: Eng kloer Iwwerwachung vun deenen Ëmsetzungen, dorobber poche mer! Sue millimetergenau suivieren, déi mer léinen, an der fester Hoffnung, datt mer déi Ziler vu Stabilitéit vun der Eurozon a vun Egestännegheet vu Griichenland à la longue erëmkréien!

Duerfir mussen mer och an Europa eis nach eng kéier Gedanke maachen, wéi mer kënnen den Eurogroup stäerken a sengem Décisionsprozess, well ganz oft daueren déi Prozessoren ze laang. Den Entscheidungsmechanismus ass ze laang, well mer einfach ofhängeg si vun der Demande, déi aus engem Land këmmen, vun den Négociatiounen vun deem Land an anerersäits vun den nationale Prozeduren.

Et gëtt hei an engem Europa, wat komplizéiert ass, net e Schema, wat ee kann a fënnf Minuten ëmsetzen, mä mir müssen eis kontinuierlech Gedanken maachen, och am Kader vun der Weiderentwicklung vun Europa, wéi mer kënnen den europäeschen Entscheidungsmechanismus méi schnell a méi effikass maachen am Interêt vun eis all a grad vu Lëtzebuerg, wat vun Europa a vom Euro trotz alle Schwiegerechte vum Moment enorm vill profitéiert.

Dat wollt ech, Här President, haut zu deenen Décisiounen soen. Ech mengen, datt den Dossier kengeweegs ofgeschloss ass, datt mer also weider och müssen an der Finanzkommissioun d'Programmer vun deenen eenzelne Länner kucken. An de griicheschen Dossier souwéi héchstwahrscheinlech eng Rei aner Dossier an der Eurozon wäerten eis mat villen Onsécherheeten an deenen nächste Méint a Joren nach beschäftegen.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agedroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

Débat

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir unzefänken eise Finanzminister Luc Frieden e grouss Merci soe fir déi ausféierlech Erklärungen. Wéi vum Finanzminister gesot, ass deenen neien Hëllefspak, deen d'Eurozon Griichenland zur Verfügung stelle wëllt, enger ganz schwierege politeschen Ëmstänn zustane komm.

Op politeschem Niveau hunn a Griichenland de 6. Mee éischt virgezonne Wahle stattfonnt. An dee Moment war d'Situatioun awer esou verfuert, dass et zu kenger Regierungsbildung komm ass. D'Populatioun war also operuff, nei wielen ze goen. De 17. Juni stoung dunn eng nei Regierung, eng Regierung, déi zwar gewëllt war, Reformbeméiungen matzedoen, déi awer heftege Protester vu Populatiounssäit ausgesat war an ass. Et ass deemno net verwonnerlech, dass déi meescht Ziler, déi déi international Troika de Griichen operluecht hat, eréischt am Hierscht ëmgessat goufen.

Wirtschaftlech gesinn ass d'Ëmfeld net nëmme fir Griichenland äusserst kritesch. Déi ganz Eurozon duerchlieft eng Rezessioun, wat et fir d'Hëllefsteller och net méi einfach mécht, déi néideg Gelder ze débloquéieren. Wat déi ganz Situatioun awer nach weider erschweiert, ass de soziale Misär, deen d'Eurozon an deene leschte Méint a Jore beherrscht.

Am Abrëll 2012 waren an der Eurozon 17,4 Milliounen Leit op der Sich no enger Aarbecht. Den Herman Van Rompuy huet am Oktober vun deem Joer souguer vu 25 Milliounen Chômeuren an der ganzer EU geschwat. Och zu Lëtzebuerg ginn d'Aarbeitsplaz méi rar. Fir dëser prekärer Lag Här a Meeschter ze ginn, mussen mir all zesummen un engem Strang zéien. De Chômage ass en allgëwäretege Phenomeen ginn, dee mir resolut mussen ugoen. An deem Zesammenhang mussen mir och Griichenland an der griichescher Bevolkerung erëm nei Perspektive bidden. Do ass d'Situatioun nämlech am dramateschesten.

Fir hei nach eng kéier e puer Chifferen ze nennen: De Chômagetaux a Griichenland läit bei 25,4%. Nach virun engem Joer louch den Taux bei 18,4%. Nach méi schlëmm gesäit et beim Jugendchômage aus, wou iwwer 50% vun deene Beträffenen ouni Aarbecht sinn. Dat sinn extrem besuergend Entwécklungen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de wirtschaftlechen Ausblëck fir Griichenland ass alles aneschtens wéi roseg. Wann de PIB vu Griichenland 2010 ëm 4,9% zréckgegang ass, esou waren et ganze 7,1 Prozentpunkte am Joer 2011. Dëst Joer soll d'Wirtschaftslechschung ëm 6,3% zréckgoen. Fir d'Joren 2013 an 2014 si Réckgäng vu 4,5% an 1,3% virausgesot. Eng Reprise gëtt och eréischt fir 2015/2016 erwaart.

Am Verglach gesäit d'OECD fir Lëtzebuerg e Wuesstum vum PIB vun 1,2% fir d'Joer 2013 an 2% fir d'Joer 2014 vir. Mir doen eis schwéier, eise Budget à moyen terme an den Equiliber ze bréngen. D'Fro bleift also, wéi Griichenland dat soll bewierkstellgen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et gouf iwwer Woche spekuléiert, ob d'Griichen hir Hausaufgabe gemaach hätten, ob se all d'Konditiounen erfülle géifen, fir nei Hëllef an Usproch ze huelen. Dozou sief gesot, dass keen EU-Land an deene leschten 30 Jore esou staark Budgetefforten duerchgefouert huet, wéi dat Griichenland säit 2010 mécht. Eng Etüd vun der irescher Zentralbank illustriert, wat Griichenland bis elo gelescht huet. Duerch seng Konsolidierungsbeméiungen huet Griichenland an der Zäit vun engem Joer 20% vu senger Wirtschaftslechschung agebéist. Irland huet iwwer een Zäitraum vun drai Jore dese Prozentsaz emol net erreicht. Säit 2010 huet Griichenland och säi Primärdefizit - dat heescht de Statsdefizit ouni Zënsen - verréngert, an 2013 soll do fir d'Éischt en Iwwerschoss stoen.

Et gouf sech op e Finanzplang géeneegt, fir eng Finanzlück vun 13,5 Milliarden Euro am Zäitraum 2013/2014 ze schléissen. De Rentenalter gëtt op den 1. Januar 2013 op 67 Jore eropgesat. Mindestens 2.000 Fonctionnaire kommen an e Mobilitéitsprogramm. D'Iwwerwachung vun de Statsbetriber gëtt verbessert. D'Lounbiewekäschte ginn erofgesat. Esou gëtt zum Beispill an Zukunft eng maximal Kennungsfrist vu véier Méint agefouert. Den Usproch op Indemnitéiten am Fall vun enger Entloosung gëtt och zäitlech begrenzt.

Op Budgetsniveau gëtt an Zukunft eng automatesch Dépensspär agefouert, nämlech dann, wa gewësse budgetär Ziler verfeelt goufen. Doriwwer eraus ginn d'primär Iwwerschossziler automatesch an d'Luucht gesat, wann d'Privatisierungen net zefriddestellend oflafen.

De Schwéierpunkt vun deem neie Moossnamekatalog stellt awer ouni Zweifel d'Reform vun der Steierverwaltung duer. Deen neie System soll an Zukunft d'Bekämpfung vun der Steierhannerzéiung a Korruptioun verbessern an domat eng Antwort sinn op hefteg Kritiken aus dem Ausland. Et ass nämlech wichteg, dass Griichenland sech deenen Domänen appropriéiert, fir och d'Weihe fir d'Zukunft kënnen richteg ze stellen.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass opgefalle, dass d'Austeritéitspolitik, déi de Griichen an de leschte Méint a Joren operluecht gouf, net déi erhoffte Friichte gedroen huet. Trotz all de Spuermoossnamen iwwer de Wee vun Ausgabekürzungen a Steierhéijunge konnt Griichenland seng Gesamtverschëldung net no ënnen drécken.

Wann ee sech elo d'Wuesstumsprognose vu Griichenland virun Aen hält, fält op, dass de PIB weider schrumpfe wäert. D'Wirtschaftslechschung hëlt of, d'Recettë vum Stat gi mat erof an d'öffentlech Verschëldung geet relativ an d'Luucht.

Firwat ass dat esou? Et gëtt eng einfach mathematesch Erklärung. Duerch d'Aspieren am Statsbudget schrumpft de PIB. Wann déi öffentlech Hand dem Privatsektor a Krisenzäiten net zur Hand goe kann, da geet de PIB zréck. Den FMI huet dat och mëttlerweil agesinn.

De Fait, dass de PIB schonn am fënnefte Joer réckleefeg ass, féiert onweigerlech derzou, dass d'Scholdelaascht am Verhältnis klëmmt. Et ass

deemno net verwonnerlech, dass d'öffentlech Verschëldung säit dem Ausbroch vun der Kris procentual an d'Luucht gaangen ass. Wann am éischten Trimester 2012 d'öffentlech Schold bei ronn 132% louch, hat se sech vum zweeten Trimester 2012 scho bei 150,3% no uewe geschaukelt. An haut ginn dramatesch Chiffere vu bal 180% genannt.

Kolleeginnen a Kolleegen, et ass net de Moment, fir Griichenland hänkenzeloossen. D'Solidaritéit, fir déi mir astinn, soll dem griichesche Vollek hëllefen, aus dem Déif erauszekommen. Andeem mir Griichenland hëllefen, hëllefe mer eis selwer. Wa Griichenland d'Baach erfoget, da wëll ech net wëssen, wéi et em d'Zukunft vun der Eurozon an der EU bestallt ass. Da komme sécherlech nach méi schwéier Zäiten op eis duer.

Fir all de Griichen hir Beméiungen ze honorieren, ginn och verschidde Pisten exploréiert, fir d'Scholdelaascht op méi en humanen Niveau ze bréngen. Esou gëtt proposéiert, den Zënssaz op de bilaterale Kreditter fir Griichenland ëm 1% ze senken. Weider 44 Milliarden Euro solle vum europäesche Krisefong mobiliséiert ginn. Dës Kreditter sollen dann och zäitlech gestreckt ginn.

Mir hu Griichenland am Kader vum éischten Hëllefspak e bilaterale Prêt vun 200 Milliounen Euro zougesot. Vun deem Montant goufen der am Endeffekt 139,9 och iwwerwisen. Mir hunn hinnen dese Prêt zu engem Zënssaz accordéiert, deen aktuell bei ronn 1,75% läit. Dat heescht, mir kréien all Joers knapps 2,5 Milliounen eran. An Zukunft soll den Taux ëm 1% gesenkt ginn; dat bedeit ronn 1,5 Milliounen Euro mander Recettë pro Joer. Dobaï soll och d'Zäit vun deem Kredit vu momentan fënnf op 20 Jore verlängert ginn, wat eng Verännerung vun der Liquiditéitsituatioun vun eiser Trésorerie mat sech bréngt.

D'Suen, mat deene mir elo gerechent hunn, déi kréie mer, awer e bësse méi spéit. Et muss een awer hei betounen, dass eng Verlängerung vum Prêt e positiven Impakt op eis Budgetsituatioun huet, well mir doduerch méi laang Zënsen bezuelen kréien. Et ass also souzesoen eng Win-win-Situatioun, souwuel fir eis wéi och fir d'Griichen. Souguer wa mir net solidaresch wieren, misste mir dës Mesure eigentlech zoustëmmen.

D'Troika huet och decidéiert, de Griichen eng weider Tranche vu 44 Milliarden Euro zur Verfügung ze stellen. Eng 34 Milliarde wäerten am Dezember fälleg ginn, fir de Budget ze finanzieren a fir de Bankesystem ze stützen. Déi aner zéng Milliarde sollen da während dem éischten Trimester 2013 nokommen.

Dës Hëllef sinn awer och u Konditiounen gebonnen. Et ass kee Fräischäin fir d'Griichen. Si mussen weider beweisen, dass si reformfäeg sinn. Zesumme mat deenen 73,9 Milliarden Euro, déi Griichenland iwwer dee Wee scho kritit huet, komme mer op en Total vun 117,6 Milliarden Euro EFSF-Kreditter. Et gouf just decidéiert, déi nächst Tranchë vum Prêt, déi schonn am März accordéiert gi waren, elo auszebezuellen.

D'Zréckiweweisung vun den Zënsen: Et gouf sech politesch drop géeneegt, dass déi Euroländer, déi kengem Hëllefprogramm ënerstinn, de Griichen den equivalente Montant vun den Zënsen, déi d'Zentralbank op de griichesche Statspabeieren ausbezuelen kritit, zréckerstatten. Iwwer dee Wee soll d'Scholdelaascht zousätzlech gedréckt ginn.

Wann alles richteg geet, bedeit dat awer keng Mannerrecettë fir de Budget. Déi nei Mesuren, déi den Eurogroup an Aussicht gestallt huet, belauschten eis budgetär a finanziell Situatioun minimal am Verhältnis zum Déngsch, dee mir de Griichen domat erweisen. Wa mir also de Griiche mat eiser Hëllefstellung déi néideg Stütz kënnen ginn, da solle mir dat maachen. An de leschte Woche gouf ganz oft vun engem zweete Scholdeschnëtt geschwat. Wann ufanks des Joers d'Privatinvestisseuren hu missen dru gleewen, da gëtt elo spekuléiert, dass an Zukunft déi öffentlech Geldgeber missen de Kapp dohinnerhalen.

Et ass an eisen Aen ze fréi och zum jëtzege Zäitpunkt, fir e Scholdeschnëtt zulaaschte vun den Eurostaten duerchzuféieren. Nach sinn ze vill aner Länner an der Eurozon ze vulnérabel. Nach loosse déi ekonomesch Indicateuren net op eng séier Reprise hoffen. Et wier d'ailleurs och dat falscht Signal u Länner wéi Irland a Portugal, well dat géif jo och bedeuten, dass dat bei hinne kéino, an et géif domadder de Reformrock noloossen.

Et gëtt also genuch Argumenter, déi géint esou ee Schrëtt schwätzen. Mir sollen eis deem Schrëtt awer net fundamental verschléissen, op kee Fall aus innepolitesche Muechtspillercher, déi a verschidde Länner kéinte geschéien. Sollt sech e Scholdeschnëtt an Zukunft awer als néideg erweisen, da wier et wichteg, déi eenzel

Länner vun der Eurozon fréi genuch an dee Prozess matanzebannen, fir dass déi néideg Pufferen op budgetärem Plang matageplangt kënnen ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee gesäit, wéi d'griichesche Scholdelaascht iwwert déi lescht Joren aus dem Rudder gefallt ass, muss d'Fro erlaabt sinn, ob déi richteg Décisiounen op der richteger Plaz geholl goufen.

Den FMI huet zumindest agestant, dass hien den Impakt vun der Austeritéitspolitik ënerschat hat. Austeritéitspolitik ouni déi néideg Wuesstumsimpulser huet sech als kontraproduktiv erweisen. Et ass also wichteg - nieft de Fuerderungen no Aspierungen -, de Griichen ze hëllefen, eng Industrie opzebauen, verschidde Secteuren opzemaache fir auslännescht Kapital an doduerch eng nei Dynamik ze entfachen.

Aus dem Präzedenzfall Griichenland kënnen mir och vill léieren: intelligent ze spueren, Struktur-reformen duerchzuféieren an oppen ze si vis-à-vis vun auslänneschen Investisseuren. Dëst schéngt fir déi nächst Joren de Wee ze sinn, dee mir beschreide mussen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, domadder géif ech och soen, dass mir et gutt fannen a richteg fannen, wat de Minister Frieden erkläert huet a wat d'europäesche Finanzministere decidéiert hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Spautz. Als nächste Riedner ass den Här Claude Meisch agedroen. Här Meisch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Meisch (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'Alleréischte dem Finanzminister villmools Merci soe fir déi Explikatiounen, déi mer de Mëttag hei kritit hunn iwwert déi nächst Hëllefsschrëtt a Richtung Griichenland an awer och déi Schrëtt, déi scho gemaach goufen, an och déi Resultater, déi se bis ewell bruecht hunn. Et ass eng gutt Geleechenheet, fir hei an der Chamber, nodeems mer jo - an dat ass awer elo schonn, mengen ech, bal e Joer hier - eng Rei vun Diskussiounen hei gefouert hunn iwwert déi griichesche Situatioun, emol erëm eng kéier nei de Point kënnen ze maachen.

Griichenland ass jo eigentlech e Symbol gi fir déi aktuell Eurokris, fir d'Scholdekris, awer och fir déi wirtschaftlech Flaun an Europa. Doriwwer eraus stellt sech d'Fro: Wat fir eng Efforté konnte bis ewell gemaach ginn? A wéi konnten déi bis ewell dann och ëmgessat ginn, respektiv wat fir eng Resultater hu se dann och bruecht?

Et ass dat jo d'Haaptaufgab gewiescht vun der Troika téschent dem Internationale Währungsfond, der Europäescher Zentralbank an der Europäescher Kommissioun, fir dat ze analysieren an och doropshin dann eng Rei vu Recommendationatiounen auszeschwätzen. An et war des le départ jo och kloer, datt et net bei engem Hëllefsschrëtt kéint bleiwen, datt der méi misste kommen, an ier déi nächst Schrëtt kéinten ageleert ginn, datt déi Analys do noutwendeg war an datt missten dann och vun der griichescher Säit Resultater am Reformprozess geliiwert ginn.

Zwar konnten déi gefuerrte Resultater an deem Reformprozess do vu Griichenland net voll erfëllt ginn, virun allem net termingerecht geliiwert ginn, mä ech mengen, wann een awer kuckt, wéi d'Situatioun a Griichenland war, déi lescht Méint virun allem, dat ganz lescht Joer, da verstee een och firwat an et erkennt een, datt et do eigentlech och zwou wichteg Ursachen defir gëtt: Éischtens hunn zwou Wahlcampagnen dat Land politesch awer gelähmt mat enger Hängepartie téschent där éischter an där zweeter Wahlchéance.

Doriwwer eraus huet d'Verschlechterung vun der Konjunktur awer sämtlech oder e gudden Deel vun deene positiven Efforten, déi gemaach goufen, nach eng kéier zunichtegemaach an huet sécherlech herno de Bilan vun de Resultater däitlech verschlechtert. Déi Verschlechterung vun der Konjunktur, déi op där enger Säit weltwäit festzestelle war an op där anerer Säit awer ganz bedeitend och a Griichenland gewierkt huet, war virun allem och eng direkt Konsequenz - an ech mengen, de Marc Spautz ass virdru just drop agaan - vun deene Mesuren och zum Deel, sou datt déi Efforten, déi gemaach goufen, derzou bägedroen hunn, datt d'Resultater géifen erofgoen an datt eigentlech nach méi Efforté finalement hu misse gemaach ginn.

D'Wirtschaftslechschung a Griichenland, d'Wirtschaftskraaft a Griichenland ass dann och zënter 2010 ëm net manner wéi 22% erfogaangen. Dat mussen mer eis emol eng kéier virstellen! Also iwwer ee Fënnfelt virun deem, wat d'griichesche Ekonomik nach 2010 duergestallt huet, datt gëtt et haut net méi.



An da wësse mer jo och, datt déi Ziler, déi definiert sinn, datt déi ëmmer an Terme vun Defizit par rapport zur Wirtschaftskraaft gerechnet ginn. A wann dann d'Wirtschaftskraaft erofgeet, jo, da muss herno nach den Defizit méi däitlech reduzéiert ginn, fir déiselwecht Ziler herno kënnen ze erreechen.

Trotzdeem mengen ech, muss een awer och haut hei feststellen - an et ass eigentlech och eng optimistesche Note, déi ech awer hei emol eng kéier wëll ubréngen -, datt Griichenland Fortschrëttler gemaach huet. Allerdéngs brauch Griichenland duerfir, fir weiderzokommen, nach méi Zäit. Mir sinn net esou wäit, wéi mer eis virgeholl haten. Mä trotzdeem ass awer e groust Stéck vun deem dote Wee zréckgeleucht ginn. An duerfir ass eben eng Rallonge decidéiert gi vun zwee weidere Joer.

Deen Transformationsprozess, an deem déi griichesche Economie stécht, ass jo e gewaltigen an ähnelt eigentlech e bëssen deenen Erfahrungen, déi gemaach goufe viru ronn 20 Joer, nodeem den eiserne Rideau zesummegebrach ass an déi osteuropäesch Economie sech hu missen un de westleche Standard innerhalb vu kuerzer Zäit upassen.

Déi lescht Joren a Griichenland, an ech géif bal soen, déi lescht Joréngte gouf eigentlech do e kënschtleche Wuelstand héichgehale, dat virun allem mat Scholden, mat Geld, wat ausserhalb vu Griichenland och geléint ginn ass. Dee Wuelstand do ass duerfir dann och ganz schnell agebrach, wou et eben net méi méiglech war, zu einfachen an zu bëllege Konditiounen Geld kënnen ze léisen (veuillez lire: kënnen ze léinen).

A gradesou wéi deemools an Osteuropa hätt een hei jo de Choix gehat, weiderhin eigentlech Scholden ze maachen, fir an eng onwirtschaftlech Struktur era kënnen ze investéieren, fir déi onwirtschaftlech Struktur do kënnen weider kënschtlech um Liewen ze halen, also awer an e Faass ouni Buedem nach weider ze investéieren. Dat wär ouni déi begleedend Reformschritt sécherlech dee falsche Wee gewiescht.

Duerfir sinn eben och vun der internationaler Communautéit, wou déi Europäesch Gemeinschaft a virun allem den Euroraum jo ganz staark federführend dobäi ass, awer eng Rei vu strukturellen Reformen ugemahnt ginn. An déi dinn natierlech och wéi. Mir kennen déi Biller vum Fernseh, wat wierklech lass ass a Griichenland op de Stroossen, doheem bei de Leit. Déi strukturellen Reformen treffen d'Méischen a Griichenland haart, jo ganz besonnesch haart. An et riskéiert och esou ze ginn, datt eigentlech eng ganz Generatioun do ouni Perspektive bleift.

Trotz allem stellt een awer och do erëm fest, datt et eng Rei vun neie Perspektive gëtt, déi sech awer opdynn. Den Defizit ass jo markant erofgaangen. Wa mer vergläichen, wat mir eis als Lëtzebuerg virhuelen a wéi zaghaft mer heiansdo dorunner erugi par rapport zu deenen Efforten, déi a Griichenland gemaach goufen: Tëscht 2009 an 2011 ass den Écart ëm 6% erofgaange vum PIB. Dat ass awer eng däitlech Leeschtung, déi do erziilt konnt ginn! De Gesamtdéfizit ass quasi ëm zwee Drëttel reduzéiert ginn, wann ech en am gesamte Volume kucken, nämlech ëm 22 Milliarden Euro.

Et stellt een och fest, datt déi griichesche Economie lues a lues, sécherlech ze lues, mä awer lues a lues amgaangen ass, nes Schrëtt ze faassen, mat engem Leeschtungsdefizit, deem erofgeet, deem elo bei ronn 8% läit an deem awer 2008 nach bei 18% louch. Do gesäit een eigentlech awer och, datt déi eegen ekonomesch Efforté vu Griichenland och lues a lues Friichten droen.

Och wat d'Kompetitivitéit ubelaangt, ass et esou, datt d'Lounstéckkäschten zënter 2009 erofgaange sinn ëm net manner wéi 10%, währenddeem se an deenen aneren Eurolänner ëm 2% erofgaange sinn. Déi griichesche Economie ass domadder och e Stéck méi kompetitiv ginn. Och dat, mengen ech, si positiv Signaler, déi sech natierlech nach duerno a konkret Resultater fir d'Leit a Griichenland och mussen ëmménzen.

Et ass awer och d'Resultat vun deenen strukturellen Reformen, déi hei gemaach goufen, sief et bei de Pensionssystemer, sief et an der Fonction publique, sief et beim Gesondheetssystem, sief et beim Aarbechtsmaart an ebe ganz besonnesch an der Konsolidéierung vun den öffentlichen Finanzen.

Wat elo nach feelt, ass ganz besonnesch d'Vertraue vun den Investisseuren op en dauerhafte Wandel an och op dauerhafte Gesondung vum Patient Griichenland, fir datt doduerjer, duerch auslännesch Investitiounen a Griichenland nei Aarbechtsplaze kënnen entstoen, datt en neie Wuelstand kann opkommen an datt och nei Steierrecetten de griicheschen Trésor hëllef ze fëllen.

Ouni strukturell Reforme wär dat dote Resultat, wat mer haut scho gesinn, net méiglech gewiescht. Duerfir mussen déi strukturell Reforme viru goen. Griichenland steet hei, mengen ech, herno um Enn vun engem sécherlech schmärerhafte Prozess besser do wéi viru drun.

An trotzdeem stellt sech d'Fro: Wéi ass et mat deenen Efforté fir méi Wuesstum? Hu mer do alles gemaach? Huet Europa och do alles gemaach?

Ech denken do un déi Privatiséierungen, déi am Raum stoungen, déi, mengen ech, manner schnell vollzu konnte ginn, wéi dat initialement geplangt war. Huet dat zum Beispill derzou gefouert, datt eben och ganz besonnesch auslännesch Kapital a Griichenland eragefloss ass? Huet dat derzou gefouert, datt jo och deen net produktiven Deel an deenen net kompetitiven Deel vun der griichescher Economie sech awer konnt op de Weltniveau hin zoubewegen, fir méi produktiv a méi kompetitiv ze ginn?

Alles dat, mengen ech, si Froen, déi haut nach am Raum stinn, ob dat doten dann esou schnell seng Friichten dréit, wéi een dat eigentlech bräicht, fir datt d'Resultater bei de Méischen do kënnen ukommen, fir datt mer nei Aarbecht kréie fir d'Leit a Griichenland, fir datt mer net Vertraue kréien a fir datt dat Vertrauen och zu enger Akzeptanz gëtt, zu enger dauerhafter Akzeptanz vun där Reformpolitik do, well mer wëssen och, datt dat während deenen zwoe Wahlchéancen alles anescht wéi evident war.

Wann déi Operatioun do geléngt, dann ass et op jidde Fall e gemeinsamen Effort tëscht de Griichen, déi schmärerhafte Aschnëtter hu missen erliden, an awer och tëscht dem Rescht vun der Eurozon an engem gudden Deel vun der Welt, déi hei hir Solidaritéit ënner Beweis gestallt huet, déi Garantie ginn huet, déi och Risiken, selwer eege Risiko mat iwwerholl huet, déi och eege finanziell Efforté gemaach huet a weider wäert musse maachen.

Et sinn also Efforté vun de Griiche gemaach ginn, an et ass awer och vun der internationaler Communautéit ganz besonnesch hei Geld zur Verfügung gestallt ginn, Geld zur Verfügung gestallt ginn awer och ëmmer géint eng Géigeleschtung, nämlech géint ganz konkret Reformschrëtt am Land selwer. Dovunner huet, mengen ech, net nëmme Griichenland profitéiert, dovunner huet och de Rescht vun der Eurozon profitéiert.

En Ausscheede vu Griichenland aus der Eurozon hätt sécherlech zu onberechenbare Konsequenze gefouert fir aner direkt betraffe Länner a Südeuropa, awer net zulescht och fir de Rescht vun der Eurozon. A wat mer ouni Euro, ouni groussen Euro nach wäert wäeren, dat wësse mer och net, well mir kéinten eis virstellen, datt et zu enorme Währungsturbulenzen an esou enger Krisenzäit, déi mer ekonomesch momentan duerchliewen, komm wär.

Oft gëtt gesot, a mir hunn et eigentlech och hei alleguete widderholl an deenen leschten Debatten iwwert den Euroraum respektiv ganz prezis iwwert déi griichesche Situatioun: „Déi Politik do ass alternativlos.“ Net onbedéngt: Et muss een awer feststellen, datt déi Politik do e ganz kloren demokratesche Choix vun de Griiche selwer war, d'Griichen, déi sech finalement awer bei der zweeter Wahl kloer fir déi dote Reformpolitik ausgeschwat hunn, a wou sécherlech awer vun de Leit gewosst war, wat dat doten och géif heeschen a wat fir een eegenen Effort och do misst gemaach ginn.

An ech mengen, datt dat awer och eise Respekt verdéngt, datt do d'Asiicht awer esou wäit komm ass, datt et net méi kann esou weidergoen, datt eng Reformpolitik noutwendeg ass, och wann ee villes muss u Sacrificer selwer dofir bréngen.

Déi Décisioun huet eigentlech geheescht: Bleiw mer am Euroraum a maache mer déi Efforten do oder wëlle mer ausscheiden? D'Décisioun vum griichesche Vollek war finalement eng gutt Décisioun, mengen ech, fir Europa. A mir als Europa mussen d'Griiche weiderhin an deem Prozess begleeden, fir datt mer déi Konsequenzen do kënnen offedere vun där Politik a fir datt mer och de Griichen nei Perspektive kënnen ginn.

Op jidde Fall mat deem, wat mer hei gemaach hunn, a mat deenen neie Regelwierker, déi mer iwwer Rettungsmechanismus, Rettungsschirm, géigesäiteg Budgetkontrollen an esou weider en place gesat hunn, ass Europa och e Stéck méi zesummegeeréckelt. An dat war sécherlech net falsch.

Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Meisch. Als nächste Riedner ass den Här Alex Body agedroen. Här Body, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass net déi éischte kéier an, ech mengen, och wahrscheinlech net déi leschte kéier, wou mer hei an deem Parlament iwwer Griichenland an iwwer Hëllef vun den Eurolänner fir Griichenland diskutéieren.

Griichenland bleibt an enger schwieriger Situatioun, wéi och, mengen ech, net definitiv d'Lag a Länner wéi Portugal, Irland, Spuenien an Zypern geléist ass. Et ass wouer, dass déi Gefor, déi vill Leit gesinn hunn, dass iwwert de Summer et erëm géif lassgoen op de Finanzmäert mat den Turbulenzen, dass déi Angscht, déi do war, dass dat géif d'Joer och erëm geschéien, net - glécklecherweis net! - agetraff ass.

Et ass dank enger Rei vu politeschen Décisionen, déi vläicht ze spéit, mä zumindest awer dach geholl si ginn op europäischem Plang, dass et méi roueg war iwwert déi lescht Méint op deem dote Beräich an dass een effektiv ka soen, dass awer den Haaptmessage schéngt ukomm ze sinn, deenen Europa versicht huet, via Finanzmäert ze ginn, dass probéiert gëtt, iwwer eng ganz Retsch vu strukturelle Moosnamen och am Beräich vun der Verbesserung vun der wirtschaftlecher Gouvernance an Europa d'Problematik an de Grëff ze kréien.

Mir wëssen awer och, dass d'Mäert net rationell reagéieren an dass et souwuel aner Ursache gëtt, firwat et op eemol zu esou Krisesituatiounen kënn, an och op deem Plang gëtt jo politesch versicht, op Europeaniveau ze reagéieren, fir eng Regel och festzeleeën, wat och de Fonctionnement vun de Finanzmäert hei an Europa ugeet.

D'Fro, déi sech elo stellt, ass eigentlech net méi déi, ob mer Griichenland hëlfe. Déi ass beäntwert. Op déi kann een net méi zréckkommen, mä just nach eigentlech, wéi mer Griichenland hëlfe. Dat war jo och déi Fro, déi d'Ministere sech hu misse stellen a wou jo eng ganz Retsch vu Sitzungen - et ass jo nach net eriwuer - zu deem doten Thema stattfont hunn, fir eigentlech déi beschte Method ze fannen, fir ze hëlfe a fir natierlech och Eestëmmegeket ze kréien am Ministerrot op där dote Fro, déi natierlech hei noutwendeg ass.

Ech mengen, et soll een och net ze naiv sinn an och, mengen ech, d'Leit dobaussen net fir naiv halen. Mir wëssen hoergenu, dass mat deenen heiten Décisionen den Dossier Griichenland net ad acta geluecht wäert ginn.

D'Aschätzungen, wéini dass et vläicht zu engem nächsten Hëllefspak fir Griichenland wäert kommen, déi ginn éischer an déi Richtung, a wat fir engem Zäitraum dass dat ze geschéien huet, mä net, dass et wahrscheinlech muss och nach eng kéier zu engem weideren Hëllefspak fir Griichenland kommen.

Fir Lëtzebuerg ass déi Operatioun - an dat soll een, mengen ech, och kloer soen - net ouni Risiko, wéi se fir all déi aner Länner an Europa net ouni Risiko bleift.

De Marc Spautz huet hei - gedriwwen vu sengem natierlechen Optimismus - vun enger Win-win-Situatioun geschwat, an déi mer géife komme mat deenen Décisionen, déi elo op europäischem Plang virun e puer Deeg geholl gi sinn.

Ech deelen déi Aschätzung do net. Ech menge schon, dass e ganz staark Reschrisiko bleift. Duerfir wëll ech awer och un d'Regierung hei d'Fro stellen, ob dann all déi Diskussiounen, déi och an Däitschland an anere Länner gefouert ginn iwwer e méigleche Scholdeschnëtt, wou och déi öffentlech Créancier eventuell, wéi déi privat dat schonn hu misse maachen, op en Deel vun hire Rechter par rapport zu Griichenland misse verzichten, ob déi definitiv vum Dësch sinn. Ech hunn net deen Androck.

A wa souguer d'Madame Merkel virun e puer Deeg gewot huet, fir zumindest déi Hypothese net definitiv fir all Éiwegkeet auszuschléissen, heescht dat schonn, dass mer hei net an enger Situatioun dra sinn, wou ee kann onbedéngt vun direktem Gewinn fir all Säite schwätzen, mä schonn an enger Situatioun weider bleifen, déi e ganz staark Risiko och fir Lëtzebuerg - wéi fir all déi aner Länner, mir sinn do an enger Solidargemeinschaft mat dran - mat sech zitt.

Ech mengen, d'Lëtzebuurger Engagementer si bekannt. De Minister huet se och nach eng kéier hei ervirgehewen. Wat engem awer besonnesch muss natierlech Suerge maachen, ass déi Fro vun engem méigleche Scholdeschnëtt, wou jo och Rieds geet, dass et dann d'Zentralbanke wäerte misse sinn, déi zur Kontributioun gezu géife ginn. An do wär et jo awer schonn interessant ze gesinn, wat dann d'Engagementer sinn an de Risiko ass, dee bei der Lëtzebuurger Zentralbank an deem doten Hibléck besteet.

Wann de Minister virdrun d'Zomm genannt huet, mengen ech, vu 25 Milliarden: Dat ware jo déi Gewënner, déi d'Zentralbank gemaach huet op esou Operatiounen mat griichesche

Wäertpabeieren! Da kann ee sech jo virstellen, wa se déi Gewënner gemaach huet vu 25 Milliarden, wat dann ongefier awer och den Total ass vun deenen Valeuren, déi se als Lëtzebuurger Zentralbank momentan huet. Sou dass een also och dovunner kann ausgoen, dass, wann et géif eng kéier zu engem Scholdeschnëtt kommen, dass dann awer och d'Kontributioun vun der Lëtzebuurger Zentralbank an esou enger Operatioun net wäert geréng sinn an och an iergendenger Proportioun zu deenen 25 Milliarden eigentlech misst stoen.

Ech mengen, dat ass eng Fro, déi een hei soll offen ugoen. Ech mengen, mir wëlle jo net hei eng Politik à la Merkel gesinn, déi ëmmer doranner bestanen huet, an där ganzer Fro zënter Joren ëmmer emol Saachen ofzestreden: „Nee, dat kënn net.“ „Et kënn vläicht.“ A schliesslech ass et dann awer komm, mat deem grouse Risiko, dass dann immens wichteg Zäit verluer gaangen ass, bis et dann zu definitiven Décisionen konnt op europäischem Plang kommen.

Ech mengen, hei soll eigentlech och mat offene Kaarte gespillt ginn, virun deem Parlament an och virun der Lëtzebuurger Öffentlichkeit, och wann aner Regierungen e bësse Problemer mat esou enger offener Approche hunn.

Mä Lëtzebuerg huet sech jo direkt an deenen europäesche Rettungsschiermer engagéiert mat där Garantie vun zwoe Milliarden fir den éischten Rettungsschirm a schliesslech och mat deem Engagement, wat d'Kapital ugeet vun dem Europäesche Stabilitéitsmechanismus, wou praktesch 200 Milliarden Euro vun der Chamber accordéiert gi sinn. Dat sinn héich Zomme fir eist Land. An et ass scho mat Recht drop higewise ginn - quitte dass een ëmmer mat Pro-Kapp-Statistiken hei a klenge Länner muss virsiichteg sinn -, dass pro Kapp natierlech och de Risiko hei zu Lëtzebuerg mat ee vun deenen héchsten an Europa ass, well mer och pro Kapp mat dat räichste Land an Europa sinn.

Wann d'Chamber deen Accord ginn huet - an do war jo ëmmer eng breet Mehrheit hei an deem Parlament, wat och wichteg ass, mengen ech, fir d'Regierung an och fir d'Signal no bausen -, hu mer och ganz kloer gemaach, an ech wëll et nach eng kéier betounen, dass dat natierlech kee Blankoscheck ass fir d'Regierung, fir fräi eigentlech no hirem Gutdünke kënnen zu Brëssel all méigleche Décisionen an deem dote Kader ze huelen.

Duerfir fanne mir et immens wichteg, dass déi Diskussioun haut hei stattfënnt, och wa se e bësse spéit stattfënnt. A mir insistéieren drop, dass och a Zukunft, wa sech wesentlech Ermänerungen ofzeechen, wat déi europäesch Hëllef fir Kriselänner ugeet, wa sech nei Entscheidungen ukënnegen, dass dann net nëmme ex post d'Chamber informéiert gëtt, mä dass et och zu enger Consultatioun vun der Chamber am Virfeld vu wichtige europäeschen Décisionen kënn!

Nëmme esou kënnen mer an deem heite Beräich fonctionnéieren, zemools well mer et hei mat Finanz- a Budgetfroen ze dinn hunn, wat eng Urkompetenz vun den nationale Parlamenten ass. Duerfir hale mir drop, dass déi Informatioun an déi Consultatioun hei zu Lëtzebuerg d'Regel gëtt. An ech mengen, dass och déi Diskussioun ronderëm d'Verfassungsännerung, mat där mer amgaange sinn, dee richtige Moment ass, fir och an eis Verfassung eng Informatiounsflucht vum Parlament anzuschreiwen, wat déi europäesch Froen ugeet, well dat ganz einfach eng Noutwendegkeet am uerdentlechen Fonctionnement vun enger Demokratie ass.

Hei geet et net eleng ëm d'Virrechter vum Parlament par rapport zur Exekutiv. Hei geet et och ëm eng öffentlech Debatt, déi muss kënnen national stattfannen. An déi kann am beschte stattfannen, wann d'Parlament öffentlech zu deenen dote Froen taagt a wann öffentlech doriwwer Argumenter ausgetosch ginn. Iwwert dee Wee fénnst och eng öffentlech Debatt an den eenzelne Memberstate vun der Europäescher Unioun statt, fir esou och deem deelweis berechtigter Virwurf vum Demokratiedéfizit, an deem Europa momentan drastéicht, kënnen gerecht ze ginn an dorobber kënnen ze reagéieren.

Well mir sinn alleguerten dermat d'accord, dass all déi Diskussiounen, och momentan ronderëm d'Gouvernance économique, wou et och gutt wier, dass mer hei géifen eng fundamentale Diskussioun am Parlament féieren zu deenen dote Froen, ier d'Décisionen am Europäesche Conseil definitiv gefall sinn, dass déi dote Froen och iwwerlagert gi vun där Fro vun der Legitimitéit vun deenen Décisionen, déi geholl ginn, vun dem Matsproocherecht an europäesche Froen an den nationale Parlamenten.



An déi Denationaliséierung vun der Budgetpolitik mécht eis grouss Suerg, déi sech schréttweis, awer mat enger immenser Vitesse amgaangen ass ze maachen an Europa, a wou mussen Parade fonnt ginn, wéi d'Nationalparlament an déi dote méi koordinéiert europäesch Prozedure mat erakommen. Et ass déi Diskussioun, déi mer iwwert déi Griichenland-Fro haut onbedéngt mussen och hei zu Lëtzebuerg an eisem Parlament féieren.

Et ass iwwert den Detail geschwat gi vun deem, wat de Conseil zréckbehalen huet, iwwert déi Aart a Weis. Ech fannen et eng relativ intelligent Aart a Weis, wéi probéiert ginn ass, elo Loft ze ginn eigentlech an dozou ze féieren, dass eng Rei vun Ziler eng zwee Joer a méi no hanne kënnen gesat ginn, wat d'Ufuerderungen u Griichenland ugeet.

Mä et muss een awer och ganz kloer soen, dass, wann een déi Operatioun do weiderschreift, dass dann, och wann et net géif zu engem Scholdeschnétt kommen, et awer - och fir Länner wéi Lëtzebuerg - zu engem Defizitgeschäft wäert ginn. Op deem Punkt si mer vläicht nach net grad ukomm. Mä ech wëll awer drop hiweisen, dass nieft där Zänsreduktioun vun engem Prozent, déi elo festgehale ginn ass, awer och an de Konklusivum vum Conseil scho praktesch de Griichenland ugedeit gëtt, dass et kann zu weideren Zänsreduzierungen au bénéfice vu Griichenland kommen. Dee Wee ass eigentlech an de Konklusivum vum Conseil scho virgezechent.

An da komme mer awer och hei zu Lëtzebuerg an eng Situatioun eran, wou mir manner Zänsen kréie wéi mer mussen bezuelen, wa mer selwer Sue léine ginn. An dann ass et natierlech eng Situatioun, wou mer wäit ewech vu „win-win“-sinn, mä wou mer en fait dann u sech awer och schonn elo praktesch mussen Suen dropleeën, och wann et zu engem weidere Scholdeschnétt géif kommen. Dat ass also eng Fro, déi ee weider muss am Kapp behalen.

Fraglech bleift och natierlech, awéiwäit déi Zuelen, déi elo d'Grundlag vun deenen europäeschen Décisiounen sinn, iwwerhaupt nach an een, zwee Joer wäerte Bestand hunn. Ech mengen, an Europa, och zu Lëtzebuerg, hu mer Problemer viruszegesinn, wat an een, zwee Joer ass, an da soll ee Projektiounen maachen, déi halleftweegs stabil sinn, an engem Zäitraum vun acht bis zéng Joer. Duerfir, mengen ech, gleewe mir relativ wéineg un déi 120% oder déi 124% vum PIB-Zil fir 2020.

Dat alles ass onheimlech vag. Dat alles ass mat onheimlechen Inconnuen eigentlech nach behaft. A sécherlech, wéi gesot, wäerten nach oft Sitzunge rondrëm déi doten Theme stattzefannen hunn, well eben och wéi vun Ufank un och nach haut wouer ass, wat mer schonn a vieregten Diskussioun kritisiéiert hunn, dass déi Rosskur, déi Griichenland hei veruerdnet ginn ass, eigentlech derzou gefouert huet, dass all Efforten, déi gemaach si ginn, eigentlech erëm zum Deel vernicht gi sinn doduerjer, dass dat Land an eng ganz, ganz déif Rezessioun eragschliddert ass.

Ech gesinn eigentlech och net, wéi se kuerzfristeg aus deem Rezessiounstrudel do erëm kënnen erauskomme mat allen Efforten, déi se op deem dote Punkt maachen. Mä ech muss och zouginn, dass d'Alternativen zu där Politik och net ouni Schwierigkeete sinn. Et bleift also, dass déi Zuele mat enger grousser Virsicht mussen genoss ginn an dass se op ganz wackelege Féiss stinn.

Eng Fro, déi ech nach wollt opwerfen, dat ass déi, déi eigentlech elo am Fong no der Décisioun komm ass, wou haut schwéierlech viruszegesinn ass, wat d'Repercussivum sinn. Ech wär och frou, do d'Meenung vum Finanzminister derzou ze héieren: Dat ass déi Erostufung, déi d'Agence Moody's gemaach huet, wat d'Astufung ugeet vun deenen zwee europäesche Rettungsschiermer, déi den Triple-A verluer hunn, wou sech ëmmer - nach e puer Deeg virdrun am Fong - domadder gebrezt ginn ass, do wier gong kee Problem, déi Rettungsschiermer, déi wiere stabil, wieren ofgeschert, déi hätte voll Bonitéit a vull Vertrauen.

Abee, eng vun deenen groussen Agencen huet dee Schratt do gemaach. An et ass natierlech och d'Fro, wat fir eng Répercussivum eigentlech déi Erostufung do kann an Zukunft hunn, wann déi Rettungsschiermer jo solle weider Sue léine goen. Kréie se dat nach zu deene gënschtegen Tauxen, wéi dat bei Triple-A-Staten oder -Organismen de Fall ass? Oder muss och do dermat gerechent ginn, dass si elo méi ongënschteg eigentlech mussen an Zukunft Sue léine goen? Et ass och eng Fro, déi sech nom 27. November sécherlech mat méi Pertinenz stellt, wéi dat virdrun de Fall war.

Eng lescht Bemierkung, déi ech wollt am Numm vun eiser Fraktioun maachen, betrëfft d'Fro vum gläichen Traitement vun alle Länner, déi Urecht och Hëllef hunn. Et fält engem ëmmer méi op, dass déi Bedingungen, déi gestallt ginn, an déi Hëllef an hirer Form ëmmer méi ufänken ze variéieren vun engem Land op dat aner. Griichenland kritt hei eigentlech Zänsavantages zougestane, déi bis elo net an deem Mooss fir aner State gegollt hunn.

D'Fro ass - dat weess de Minister och méi aus de Conseilssitzungen -, awéiwäit dann do net vun deene Staten och gesot gëtt: „Jo, mir hätte gären datselwecht, wat Griichenland kritt.“ Dat heescht, ass do net awer och eng Diskussioun elo amgaangen sech opzemaachen iwwert d'Gläichbehandlung vun den eenzelen Staten? Well u sech hu se jo een esou vill Méritter wéi déi aner. Et gëtt eigentlech keen objektive Grond, engem vun deene Staten elo méi Favoueren ze gi par rapport zu anere Staten.

Ech fäerten, dass dat doten awer och u sech e Sträitmécher ass fir d'Zukunft, wann een net probéiert, déi Hëllef awer an enger gewëssener Konformitéit ze halen, egal wien elo de Bénéficiaire vun deenen Hëlfele do ass. Wéi gesot, ech wär frou, wa mer zu deenen dote Froen och kéinten eng Äntwert kréien.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bodry. Als nächste Riedner ass den Här Bausch agedroen. Här Bausch, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech mengen, et ass scho fir d'x-te Kéier, dass mer iwwer Griichenland an deem Parlament diskutéieren, a wéi vill Virriedner awer elo scho gesot hunn: Mat Sécherheet wäert et och net fir d'Lescht sinn.

Fir eis Fraktioun ass et relativ kloer, dass mir an der Vergaangenheet hei all Mechanismen a Mesuren ënnerstëtzt hunn, fir Griichenland ze hëlfele, a mir ënnerstëtzen och déi hei, well mer einfach der Meenung sinn, dass een net vill Choix huet.

Mir kritiséieren awer allerdéngs ganz kloer, dass déi Kris, déi Eurokris a virun allem dat, wat a Griichenland passéiert, d'Resultat ass vun enger vill ze vill zögerlecher Gestioung op dem Niveau vun der Europäescher Unioun, dass vill ze vill laang gëtt ginn ass, fir Mesuren ze huelen. Dat ass natierlech virun allem d'Resultat, well Däitschland extrem gebremst huet an Däitschland vun Ufank un hei net wollt op dee Wee goen, deen een eigentlech hatt misse goen. An dat ass deen, deen och mäi Virriedner ugeschneidden huet, nämlech dee vum Scholdeschnétt.

Ech wëll och drun erënneren, dass mir scho ganz um Ufank vun der Kris gemengt hunn hei, dass de Scholdeschnétt eigentlech déi eenzeg Léisung wär, déi ee fir Griichenland misst kënnen opréngen, dass mer och der Iwwerzeugung wäeren, dass just eng gemeinschaftlech Haftung kéint derzou bäidroen, dass mer dat Land kéinte relativ séier aus där Kris do erausféieren.

Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren: Griichenland representéiert 2% vum PIB vun der Europäescher Unioun. Dat heescht, et huet sech hei ëm e Fall gehandelt, deen een, wann een net esou zögerlech gewiescht wär, parfaitement hatt kënnen relativ séier léisen, wann ee couragéiert, politesch couragéiert drun erugaange wär, wann een net innenpolitesch och gespillt hatt domadder, wéi dat an Däitschland gréisstendeels de Fall war.

Et ass och esou, dass déi Schold vu Griichenland virun der Kris bei 80% vum PIB louch an haut bei 145% läit. Dat heescht natierlech, dass vun der Kris un, 2008, d'Schold nach eng Kéier e gudder Krack... also bal verduebelt ginn ass an deene Joren duerch dat, wat an der Finanzkris passéiert ass.

A mir zweifelen och dorunner, dass déi Moosnamen, déi mer elo hei treffen... Déi loosse mer emol soen „Entspannungsmoosnamen“, déi sinn eiser Meenung no och vill ze vill zögerlech an déi wäerten eiser Meenung no net derzou féieren, dass dat Zil kann erreecht ginn, fir bis 2020 d'Schold erofzekeréien op 120% vum PIB.

Dat aus e puer Ursachen: Deen éischte Grond ass natierlech, dass dat Land wirtschaftlech total um Buedem läit a se eigentlech als Éischt, fir dat se emol kéinten hir Scholden ofbauen, e Wuesstum missten hunn, fir dass se erëm op d'Bee kéimen an d'Ekonomie erëm iwwerhaupt géif funktionnéieren, fir dass d'Sozialstrukturen am Land erëm géife funktionnéieren. Alles dat wäer Virbedéngungen, fir dass iwwerhaupt dat Land erëm kéint erauskommen. Mä just de Contraire geschitt de Moment.

A Griichenland ass d'Situatioun esou dramatesch, dass näischt méi funktionnéiert. D'Sozialsystemer leie komplett um Buedem. D'Kranke-

keese gëtt et quasi net méi. D'Leit mussen hir Medikamenter an den Apdikte cash bezuelen, soss kréie se guer keng méi. Si kréie se selbsterständlech net méi rembourséiert. Et geet esou wäit, dass d'Spideeler deelweis keng Medikamenter méi kréien a Leit carrément stierwe gelooss ginn, well d'Gesondtheitsversuergung komplett zesummegebrach ass.

Mä nach vill méi dramatesch dobäi ass, dass och de Schoulsystem net méi funktionnéiert. D'Schoule funktionnéieren ouni Heizung, et gëtt keng Bicher méi. Also, dat heescht, alles, och déi Elementer, déi jo missten derzou bäidroen, dass dat Vollek erëm eng Kéier kann op d'Bee kommen aus eegener Kraaft, déi funktionnéieren net méi. Déi sinn total ausser Kraaft duerch déi Spuerpolitik. An et ass duerfir, wéi gesot, eng absolut Illusioun, ze mengen, dass dat kéint funktionnéieren.

Dat ass esou dramatesch, dass an Zwëschenzäit dee ganze Stat och net méi funktionnéiert, och de Sécherheetsapparat net méi. Et ass bekannt, dat steet an der Press, dass entre-temps rietsextem Milizen deelweis fir d'Sécherheet a Quartiere suergen, wat de Resultater, déi Der lech dovunner kéint virstellen.

Dat heescht, et sinn all Ingrédients, déi sech do zesummebrauen, fir dass a Griichenland wierklech de Risiko ass souguer vun engem Biergerkrich, kuerz- oder mëttelfristeg, jee no deem, wéi d'Situatioun sech wäert entwéckelen.

Dat ass verréckt! An dat hatt kënnen verhënnert ginn - ech betounen dat nach eng Kéier hei -, wa mer vun Ufank un op de Wee gaange wäeren, fir an d'Richtung ze goen vun engem Scholdeschnétt, vun enger Vergemeinschaftung vun där Schold. Mir hätten dat zesummen an Europa relativ gutt a vill méi bëlleg kënnen packen, wa mer dat vun Ufank u gemaach hätten. Mir wäerten dat elo awer mussen maachen. An et gëtt eis, well mer esou laang gëtt hunn, ëmmer méi deier. Doriwwer eraus gesinn huet déi griichesche Kris och derzou gefouert, dass doduerjer den Drock op d'gesamt Europäesch Unioun a finalement op den Euro extrem grouss ass an deementspreechend d'Laangzätschied fir d'gesamt Eurozon net grad kleng sinn.

Mir sinn och der Iwwerzeugung, dass, wa mer hei wëlle Léieren draus zéien a Griichenland wëllen op d'Been hëlfele, da mussen mer och diskutéieren an deem heite Kontext iwwer eng aner europäesch Wirtschafts- a Fiskalpolitik. Wann - a mir hoffen dat jo - dat Land an e puer Joer awer erëm eng Kéier zu Wuesstum kéint, donc och misste Recetté generéiert gi fir dat Land, da mussen mer och diskutéieren iwwer europäesch Steieren a Steierharmoniséierung. Well haut ass scho gewosst - Dir kennt et noliess bei Zuelen, déi Transparency International veröffentlecht huet -, dass ganz vill räich Griichen enorm Zommen an d'Ausland bruecht hunn, haauptsächlech an d'Schwäiz, op Schwäizer Banke bruecht hunn an duerfir och do keng Steiere bezuelt hunn.

Dat heescht, wa mer gären hätten, dass an deem Land erëm Wuesstum entsteet, wann et erëm funktionnéiert, da muss dat och derzou féieren, dass natierlech och de Stat, de griichesche Stat dann erëm Steierrecetté kritt doriwwer. Dat kann awer nëmme geschéien, wann et e Steiersystem, e Fiskalsystem gëtt an deem Land, deen deen Numm verdéngt. An deen ass desastréis. Mä dat huet awer och ze dinn domadder, dass mer an Europa insgesamt eng Steierpolitik hunn, e Steierwettbewerb haten an deene leschte Joren, deen eis ganz vill Misär haut mécht an deen eis och zum Deel souguer an déi Kris do mat erabruecht huet.

Duerfir mussen mer dann och de Courage hunn, iwwer eng ganz Rei Saachen an Europa ze diskutéieren, zum Beispill iwwert d'Bestimmungsgrundlag vun der Besteuerung vun de Btriber. Och Lëtzebuerg dierf sech do net méi mat Hänn a Féiss dergéint wieren. Mir dierfen dee Processus net bremsen, mä mir mussen ofen dorun erugeen, well dat sinn alles Virussetzungen, fir dass mer, wéi gesot, an Europa an all deene Länner erëm op eng Basis kommen, dass se kënnen och déi Scholden ofbauen, well och dee beschte Wuesstum bréngt näischt eran, wa keng Steiere bezuelt ginn.

Nun ass et eemol esou, dass den normale Bierger a Griichenland net vill Méiglechkeeten huet, fir Steieren ze hannerzéien, mä et gëtt awer aner, déi hunn der ganz vill an déi maachen dat och mat vill Freed a mat vill Genoss zum Misär vum Land Griichenland, wat beträff ass. Mä dat nämlech spigelt sech erëm a ganz villen anere Länner. Och eis wäert dat eng Kéier op de Kapp falen, wa mer net hëlfele an der Europäescher Unioun, wéi gesot, déi dote Saachen all op de Leescht ze huelen a wierklech seriö doriwwer ze diskutéieren.

Dozou gehéiert natierlech och, dass mer mussen europäesch sozial Mindeststandarde kréien, dass iwwert déi muss geschwat ginn.

Wa mer nëmme schwätzen iwwer Austeritéit a Spueren an den Nationalstaten ëmmer méi enk Corsoleten unzeleeen am Kontext vun ëmmer neie Regeln an der Budgetpolitik an dee ganze Sozialberäich erausloossen, da soen ech lech, dann huet den europäesche Modell kee Bestand. Au contraire, da wäerte mer ëmmer méi antieuropäesch Stëmmunge kréien, an duerfir sinn déi doten Aspekter och extrem wichteg.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. François Bausch (déi gréng).** - Wann ee kuckt och, wéi d'Situatioun ass a Länner - Irland ass hei ugeschwat ginn: An Irland ass d'Situatioun souwiesou nach ganz aneschts. Irland hat virun der Kris 2008 nëmme 25% Schold par rapport zu sengem PIB. Also, Irland stoung am Fong virun der Kris op engem Niveau à peu près, wou mir haut sinn, eigentlech ganz gutt oder guer net esou schlecht. An Irland ass bannent kierzester Zäit vu 25% op 120% eropgaangen, an dat hat ausschliesslech domat ze dinn, dass Irland eng Rei Banken huet misse retten. Fir e klengt Land ass dat natierlech e besonnenesch groussen Effort ze maachen.

Duerfir ass et einfach falsch, déi Duerstellung, déi oft gemaach gëtt am Moment, wéi wann déi Scholdekrise an Europa drop zréckzeféiere wär, dass an deene meeschten europäesche Länner, wou d'Scholdekrise besonnenesch haart ass, dass hausgemaach wär, am Sënn, dass de Stat iwwer seng Verhältnisse gelieft hätt, dass d'Gesellschaft iwwer hir Verhältnisse gelieft hätten. Dat ass einfach net richtig!

Griichenland ass sécherlech e Sonderfall an deem Ganzen, well Griichenland insgesamt eng schlecht Governance hat. Mä dat trëfft nach laang net zou fir vill aner Länner, déi de Moment a Schwierigkeete sinn oder riskéieren, dran ze kommen.

Spuenien zum Beispill: Spuenien stoung och virun 2008 relativ gutt do. Spuenien huet tëschent 2000 an 2008 seng öffentlech Schold immens ofgebaut an huet genau dat gemaach, wat een eigentlech misst maachen, oder wéi et och richtig ass, dass ass, wann et gutt geet, dass een da profitéiert, fir d'Schulde séier erëm ofzubauen. An awer ass Spuenien haut an enger zimlech schwieriger Situatioun. Dat huet, wéi gesot, näischt dermat ze dinn, dass de spueneche Stat insgesamt oder d'Gesellschaft insgesamt iwwer hir Verhältnisse gelieft hätten, mä dat huet éischer mat der Immobiliäkrise a mat verschiddeenen net ganz intelligente Geschäfte ze dinn, déi vu Banke gemaach gi sinn oder vum Finanzsystem gemaach gi sinn a Spuenien.

Duerfir, wéi gesot, kéint et drop un, wa mer gären Akzeptanz hätte fir all déi Rettungsmesuren, déi mer decidéieren, wa mer gären Akzeptanz hätten och fir déi nei Regeln, déi mer schafen, da kënnen mer déi nëmme kréien, wa mer och beweisen, dass mer op där anerer Säit awer och déi néideg Mesuren ergräifen, fir Wuesstum ze kréien, fir de Chômage ze bekämpfen.

Bon, wann Der beispillsweis Irland kuckt, do ass de Chômage tëschent 2008 an elo vu 4,5% op 15% geklommen. Mä ech mengen, och zu Lëtzebuerg mierke mer jo, dass de Chômage extrem - fir eis Verhältnisse -, extrem séier steigt. Dat ass an deene meeschte Länner esou. A wéi gesot, mir mussen duerfir parallell zu deene Mesuren, déi decidéiert ginn, fir Scholden ofzubauen, eng kloer Visioun, eng kloer Strategie an och novollzéibar Mesuren op den Dësch leeën, e Pak vu Mesuren op den Dësch leeën fir Wuesstum, fir Beschäftegung an Europa, fir dass dee soziale Misär, deen duerch déi Kris entstanden ass, dass dee gläichzäitig behuewe gëtt. Wa mer dat net ronn bréngen, da wäerte mer ganz sécher all zesumme mat deem Modell Europäesch Unioun scheiterten an och d'Kris net geléist kréien.

Ech deelen och d'Meenung vum Här Bodry, dass et wichteg ass, dass d'Parlament vill méi enk nach agebonne gëtt an dass mer mussen am Virfeld zu esou Entscheedungen oder zu esou Sommeten hei am Parlament diskutéieren.

Wann ech gesinn, wéi vill de Bundestag sech beschäftegt mat deenen dote Problematiken. Déi hunn natierlech verfassungsméisseg eng aner Situatioun wéi mir, dat ass ganz kloer. Mä dat ännert awer näischt drun, dass ech et richtig fannen, dass se déi Diskussiounen féieren. An deementspreechend géif ech mer wënschen, dass mer an der Zukunft méi am Virfeld net nënnen an der Kommissioun, mä och hei an der Plénière vun der Regierung informéiert ginn an och dann diskutéieren, fir dass all Fraktioun kann hir Meenung zu deenen eenzelen Mesurén soen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!



► **M. le Président.**- Merci dem Här Bausch. Als nächste Riedner ass den Här Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Merci, Här President. Mir hunn an deem Parlament elo schon e puer esou Diskussiounen gehat. An ech gesinn, datt déi éischt Interventioun, déi ech gemaach hat, ëmmer méi zur Realitéit gëtt, eng Interventioun, wou ech gemierkt hunn, datt ganz vill Kritik wor, mä wou een haut awer gesäit, datt mer richteg louchen.

Mir hunn nämlech direkt festgehalen, datt Lëtzebuerg den Euro brauch. Ech mengen, do si mer ons eens. Mir sinn och d'accord mam Här Minister, wann e seet, datt et Griichenland schlecht geet. Mir sinn do och d'accord, datt d'Zil muss sinn, fir Griichenland méi eegestänneg ze maachen um ekonomesche Plang, an datt d'Stabilitéit vun der Eurozon net perfekt ass. Do si mer ons eens. Mä d'Methoden, wéi ee soll dohinnerkommen, do muss een awer méi wéi skeptesch sinn.

Ech wëll och dorop hiweisen, datt mer an deem Dokument, wat de Finanzminister ons ginn huet vum Eurogroup, och do e puer Kontradiktiounen dra liesen. Esou steet dra fir d'Éischt: „Greece has implemented all agreed prior actions.“ Griichenland huet all Aktiounen, déi gefrot gi wore virdrun, realiséiert.

Mä am Saz e puer Paragraphen hannendru steet just de Contraire: „Delays in programme implementation have worsened.“ Dann, wat d'ekonomesch Situatioun ugeet, do seet de Minister hei am Eurogroup, datt déi ekonomesch Situatioun sech verschlechtert huet - „deteriorated macro-economic situation“ -, datt déi ganz Reformen, déi sollen duerchgezu ginn, net gemaach ginn.

Ech mengen, dat geet hei aus deem Dokument ervir, wat mer hei virgeluecht kritt hunn. An ech mengen, et muss een och effektiv soen, datt déi Problematik, mat där mer konfrontéiert sinn, och net einfach ass. Dat ass fir ons evident. Mä zënter Joren, zënter datt Griichenland an d'Eurozon mat erakomm ass, gesäit een, datt d'Informatiounen net richteg sinn, datt d'Analysen net richteg sinn an datt zemoos den Eurogroup refuséiert, fir d'Realitäten um Terrain unzucken.

Et gesäit een och, datt mer zum Beispill gesot kréien, datt d'Ekonomie sech géif verbessern. Dat ass falsch. All d'Donnéen, déi mer virleien hunn, weisen, datt et net besser geet, datt mer 2011 e PIB, also e Wuesstum haten, deen nach méi schlecht wor wéi... also deen ongeféier um schlechten Niveau ass wéi 2012, datt d'Situatioun sech net verbessert an datt d'Ekonomie net urappt.

Woufir rappt se net un? Aus engem ganz einfache Grond: well a Griichenland sech eng parallell Ekonomie entwéckelt huet. Wann Der wëllt a Griichenland eppes bezuele mat enger Kreditkaart oder iwver Virement, kascht et 100. Wann Der bor bezuelt, kascht et 80. Dat mierkt ee schon direkt, wann een nuren en Taxi hält oder wann een an eng Épicerie eppes kafe geet oder an Hotelen eppes bezilt.

Do gëtt et eng parallell Ekonomie. An da kann och déi Steierreform, vun där Rieds geet, net realiséiert ginn. An dat seet och d'ailleurs den Eurogroup, datt déi Steierreform - also, wann ech de Pabeier hei gelies hunn - net fonctionnéiert, datt et net geet, datt och nach vill Recoursen ënnerwee sinn.

Bref, et kann een net am Hauruck eng ganz Mentalitéit vun engem Land verbessern. Dat muss een en tant que tel unerkennen. Dat ass eng Realitéit. An et gesäit een och, datt an den Nopeschlänner et munnech Schwierigkeiten gëtt. Ech weess net, wat an Zypern geschitt. Do schéngt och munneches net an der Rei ze sinn. An ech ka mer gutt virstellen, vläicht kann den Här Minister ons do eppes soen, mä op jidde Fall schéngt mer och do munneches net an der Rei ze sinn. Mir gesinn, datt och an anere Länner nach Schwierigkeiten sinn, mä do kann een e bësse méi optimistesche sinn.

Wat déi griichesche Ekonomie ugeet, an dat wor ee vun deene Grënn, woufir mir ëmmer als ADR gesot hunn, Griichenland misst aus der Eurozon erausgoen, fir dat ze froen, woufir: ma well Griichenland nuren 30% vu sengem Commerce mat der Eurozon mécht, 70% net mat der Eurozon. An et ass also fir si vill méi einfach, fir sech do ze adaptéieren, fir kënnen eng etlech Reformen duerchzekréien, fir hir eegen Ekonomie nees erëm un d'Goen ze kréien.

Mir haten als ADR direkt gesot, datt ee Griichenland an de Griiche misst hëllefen. Fir se ze encouragéieren, aus der Eurozon erausgoen - well si mussen et jo froen -, muss een hinnen e Scholdeschnëtt, en „rollover“ - wéi een dat nennt am techneschen Term - realiséieren.

Dat hate mer direkt scho virun engem Joer, engem gudden Joer gesot, datt mer gesot hunn,

déi Scholdeschnëtt verlängert ginn an der Zäit a si muss reduzéiert ginn. A si muss obligatoresch sinn, net fräiwëleg. Si muss obligatoresch si fir d'Créditeuren allegueren. Si muss obligatoresch si fir all Banken an och fir d'Hedgingen, d'Spekulationsfongen a fir d'Regierungen.

Wann et deen Ablack geschitt wier, dann hätt ee Griichenland kënnen hëllefen. An dat wier och ganz effikass gewiescht. D'autant plus, wann een eventuell nach envisagéiert hätt, fir verschiddene Banken an Entrepreneuren a Griichenland ze hëllefen, fir dat Ganz ze iwverbrécken. Dat wier eng radikal Measure gewiescht. Mä déi hätt Griichenland an d'Griichen an d'Responsabilitéit bruecht, fir a voller Indépendance hir Ekonomie nees erëm un d'Rudder ze bréngen. A si hätt och d'Iddi vun der Solidaritéit mat Griichenland vun Europa kënnen ënnermaueren.

A lues a lues gi mer an déi Richtung. Et gëtt ëmmer méi vun engem Scholdeschnëtt geschwat. A wann ech dem Finanzminister aus Däitschland gutt nogelauschert hunn, huet dee gesot, datt dat elo effektiv eng Realitéit kéint ginn an engem gudden Joer. En huet souguer e Chiffer annoncéiert, wat et Däitschland kéint kaschten, wann et esou wier.

Duerfir wollt ech och onse Finanzminister froen, datt en ons haut e Chiffer ugëtt, wat et Lëtzebuerg géif kaschten, wann déi Dette grecque géif ëm 50% beispillsweis reduzéiert ginn, wann e Scholdeschnëtt op Lëtzebuerg géif zoukommen, wat jo elo ëmmer méi an der Diskussioun ass, fir dat ee genau gesäit, wat de Risiko fir de Steierzueler ass.

Ech huelen un, Här Minister, wann a Frankräich esou Chifferen erauskommen, wann an Däitschland esou Chifferen bei den Debatten am Parlament erauskomm sinn, dann huelen ech och un, datt d'Lëtzebuurger Regierung ons dee Chiffer haut ka ginn.

(Interruption)

Ech mengen, mir sätzen an enger Situatioun, wou mer allegueren net frou sinn a wou mer allegueren hoffen, fir draus erauszekommen. Mä et ass awer och kloer, datt mer ganz vill mussen un dat griichescht Vollek denken, un déi griichesche Leit. Wat mir alleguerte bedauern an och als ADR bedauern, dat ass, datt mer eng Devaluatioun um sozialen Niveau a Griichenland hunn, anstatt eng Devaluatioun vun hirem Euro a vun der Rückkehr op den Drachme (veuillez lire: anstatt eng Devaluatioun vun hirem Euro an eng Rückkehr zum Drachme). Ech mengen, dat ass net dat, wat mer als Solidaritéit mam griichesche Vollek gesinn. Dat hëllef hinnen net. A mir missten also do en anere Wee goen.

(Interruption)

Duerfir wollt ech d'Regierung froen, datt se ons wann ech gelift e puer Zuelen ugëtt, wat de Risiko vum Scholdeschnëtt ass, datt ee sech do robber kann astellen an engem Joer oder zwee Joer, wann dat géif zum Droe kommen.

Fir de Rescht wollt ech just soen, datt mer mat deem, wat elo um Niveau vun Eurogroup decidéiert gëtt, ëmmer d'Impressioun do hunn, mir hätten eng Kaz am Sak. An duerfir si mer relativ skeptesch...

(Interruptions diverses)

...relativ skeptesch mat deem, wat do uewen decidéiert gëtt. An dat wäert sech och héchstwahrscheinlech net verbessern.

(Interruption et hilarité)

► **M. le Président.**- Merci, Här Henckes. D'Wuert kritt elo den Här Urbany. Här Urbany, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Serge Urbany (déi Lénk).**- Merci, Här President. Den Här Frieden huet virdrun gesot, de Griichenland-Programm, deen en elei explizéiert huet, dat wier e Bäitrag fir e stabillen Euro. An en huet recht domadder. De Griichenland-Programm ass net en Hëllefprogramm fir Griichenland a fir seng Ekonomie. Déi ganz Politik, déi hei sech dran erëmispigelt, geet drëm, fir Scholde vu gréisstendeels nordeuropäesche Banken, mëttlerweil och Zentralbanken, déi déi Scholden opkaf hunn, och iwwegens op d'Käschte vum Steierzueler an eise Länner, fir déi Scholden zréckzebezuelen.

Dat gesäit ee ganz gutt bei deem Pabeier, deen eis hei virgeluecht ginn ass, wou et zum Beispill bei der Privatisierung ausdrécklech drëm geet, fir all Revenuen aus der Privatisierung ze huelen, fir de Scholdendéngscht ze bedéngen - net fir d'griichesche Ekonomie oder fir de Fiskus, neen, fir de Scholdendéngscht ze bedéngen!

Och all déi aner Bedéngungen, déi d'Eurozon - an do spillt jo Lëtzebuerg eng féierend Roll dran - de Griichen operluecht huet a wou de Käschtepunkt jo vun de Leit gedroe gëtt, hunn deeselwechten Zweck, oder den Zweck, wéi hei och gesot ginn ass, fir d'Bedéngunge fir d'auslännescht Kapital oder och fir d'inlännescht Kapital a Griichenland méi einfach ze maachen.

Zum Beispill de Mindestloun, deen erofgesat gëtt vu 751 op 586 Euro. Zum Beispill d'Kollektivvertrag, déi opgehewe sinn. D'Léin a Gehälter, déi agefruer sinn; d'Aarbeitslosegeld, wat vu 461 op 360 Euro erofgeet; d'Energiepräisser, déi an d'Luucht ginn; d'Medikamenter, déi net méi kënnen vun de Krankekeese bezuelt ginn. Alles dat huet zur Konsequenz eng Steigerung vum Chômage, vun der Obdachlosegkeet, d'Netbehandlung vu Krankheeten, d'Erhéijung vun der Suicidérat.

Déi ganz Austeritéitspolitik, déi sech doranner erëmispigelt an en Effekt ass vun deene ganzen neoliberalen Programmer, déi an Europa duerchgesat ginn, mat Hëllef vun der Lëtzebuurger Regierung, mat Hëllef vun Här Frieden, mat Hëllef vun Här Juncker, féiert logescherweis an d'Rezessioun an an d'Aarmut.

An dat betrëfft, mengen ech, net nëmme Griichenland, wat mer do gesinn. Wat mer gesinn a Griichenland de Moment, riskéiert à terme och d'Bild ze gi vun eiser eegener Zukunft.

Duerfir mengen ech net, dass Griichenland virrangeg e Problem huet. Mä ech mengen, dass Europa virrangeg e Problem huet, déi ganz neoliberal Politik, déi an Europa bedriwwen gëtt, e Problem huet. A wat mer virun allem brauchen, dat ass eng aner Politik fir Europa.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Urbany. D'Wuert kritt elo nach eng Kéier den Här Finanzminister.

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech mengen, datt een hei feststellt, datt et e relativ breede Konsensus ronderëm déi Décisiounen gëtt, déi d'Eurofinanzministere geholl hunn, a gradesou vill Unsécherheeten, déi ech och beschriwwen hunn a mengen Aussoe virdrun, déi och vun alle Säite gedeelt ginn.

Et gëtt, wéi ech virdrun gesot hunn, hei net eng Léisung, déi mat honnertprozenteger Sécherheet zum Zil féiert. Mä et muss een och ganz kloer gesinn, datt et och keng honnertprozenteg Alternativ gëtt.

Duerfir menge mer, datt dat, wat hei gemaach ginn ass, an dat war och d'Meenung vun deene 17 Finanzministere - iwwegens ënnerschiedlecher politescher Faarf -, datt et besser wär, mir géifen dat hei maache wéi eppes anescht.

Mä nach eng Kéier: Et bleiwe vill Unsécherheeten, déi allgemeng mat Europa ze doen hunn an déi mat der schwiereger Situatioun vu Griichenland ze doen hunn. Dat ass éischt Remarque. Mä ech stelle fest, datt d'Lëtzebuurger Parlament e relativ breede Konsensus an där Analys mécht an och déi Analys vun der Regierung deelt.

Ech wëll lech och soen - well eng Rei Deputéiert dorop agaange sinn, op déi schwiereger sozial Konsequenze vun enger Rei vu Moosnamen, déi gemaach gi sinn -, ech wëll just soen, datt mir och doriwver am Conseil vun de Finanzministere vun der Eurozon schwätzen. Mä déi, déi soen, mir kënnen elo net nach méi vu Griichenland fuerderen, déi vergiesse ganz oft, datt een dann ee Saz muss derbäisoe, dee mer awer an deene Sitzungen diskutéieren: Da muss een de Griichen aus dem europäeschen Effort nach méi Sue ginn. Well déi Spuermoosnamen, déi hei mat verschiddenen Nimm beschriwwen gi sinn - Rosskur, Austeritéitspolitik, Spuerpolitik -, déi gi jo net gemaach aus iergendwelcher theoretescher Approche eraus, mä ganz einfach, well déi Suen net do sinn!

Wann een d'Suen net huet, muss ee se vun iergendwou kréien. Entweder also decidéiert een, datt mir méi Sue ginn. Or, déi aner Länner hunn déi Suen och net. Dat ass jo d'Schwierigkeit: Wann all déi Länner am Bonus an hire Financepubliques wären, da kéint ee vläicht nach méi ginn. Déi aner Länner hunn also och Problemer.

Duerfir, wa mer eng Chance wëllen hunn, datt déi Suen och eppes bréngen a Griichenland, da muss een d'Griichen och froen, eng Rei Reformen ze maachen. Reformen, déi à court terme äusserst schwéier si fir déi Leit, fir dat Land, mä déi à moyen et à long terme déi eenzeg Chance sinn, fir datt dat Land erëm iergendwéi op eege Féiss kënt. An dat bleift d'Zil vun all deem, wat mer maachen.

Dat ass eis also scho bewosst, datt dat äusserst schwierig ass. An Dir gesitt och, wéi schwierig dat ass am griichesche Parlament an am griichesche Vollek. Mä och d'Griiche selwer soen, och déi griichesche Regierung seet: „Ouni dat do hu mir iwverhaupt keng Chance, jee nach eng Kéier e souveräne Stat ze ginn.“

Dat ass also och eng Meenung, déi gedeelt gëtt vun der griichescher Regierung, an där jo och méi wéi eng Partei sëtzt.

D'Fro vum Scholdeschnëtt ass hei e puermol ugeschnidde ginn. Et ass eng schwierig Fro,

déi keen honnertprozenteg ka beantwerten. Mä d'Marchéen dobausse warden nëmme drop, datt erëm e Scholdeschnëtt kënt, an da soe se: „Ma gesitt Der, dat geschitt och duerno an Italien, a Spuenien an esou weider!“

Duerfir hu mer de Scholdeschnëtt net als éischte Wee geholl, mä mir hunn éischter gesot, mir maachen eppes op den Zënzen, mir maachen en „debt buyback“, mir ginn d'Gewënner aus dem „Securities Markets Programme“ zréck, fir also ze versichen, net op e Scholdeschnëtt ze goen. Et gëtt keen, deen deen definitiv kann ausschléissen. Mä aus deem Saz soll een net liesen: Da kënt en d'nächst Joer. Well grad, wann d'Marchéen dat gesinn, fänken erëm nei Spekulationen un.

Ech mengen éierlech, an et soll een éierlech an deem Dossier sinn, bei Griichenland, dat hu mer ëmmer gesot, sou wéi bei deenen anere Länner, sou wéi an eise eegene Land: Kee kann an deser extrem schwieriger ekonomescher Situatioun soen, wéi déi nächst acht, zéng Joer ausgesinn. Well iwwert déi Period schwätze mer hei.

Mä mir mussen e Wee hunn, mir mussen e Kalenner hunn, mat deem mer fueren. An an deem Kalenner hu mer fir de Moment kee Scholdeschnëtt virgesinn, well mer eis bewosst sinn, datt dat kéint och Konsequenzen hunn op anerer. Mä ausschléisse kann een en net, mä en ass fir de Moment keen Thema vun eisen Diskussiounen, well och déi meescht Finanzministere net mengen, datt dat e gudden Wee wär, fir ze goen. An duerfir si mer op aner Weeër gaangen, op déi véier Moosnamen, déi ech lech am Résumé virdrun exposéiert hunn.

D'Fro vun der Erofstufung vun enger Ratingagentur vun dem EFSF an dem ESM ass net direkt nozevollzéien, besonnesch net, wann et ëm den ESM geet. Beim EFSF, deem provisoresche Rettungsmechanismus, ass se méi nozevollzéien, well dat d'Konsequenz ass vun der Erofstufung vun engem vun de Memberstaten, nämlech Frankräich. Beim ESM hate mer extra versicht, dee Lien ze ënnerbriechen, well deen anescht opgebaut ass als international Organisations wéi den EFSF, wou also de Lien tëschent de Memberstaten an dem ESM anescht opgebaut ass.

Ech mengen net, datt een dat sollt iwverbewäerten, déi Erofstufung. Et kann een et eréischt richtig jugéieren dee Moment, wou den ESM erëm eng Kéier op de Marché geet. Da wäerte vläicht verschiddene Investisseuren, déi nëmme investéieren an Triple-A-Instrumenter, sech do eng aner Fro stellen oder vläicht, datt de Präis méi héich gëtt. Mä fir de Moment, mengen ech, kann een dat net richtig aschätzen. Ech géif et net iwverbewäerten. Mä et ass net total nozevollzéien an en fait och net a mengen Ae berechtegt.

Wat de gläichen Traitement vun de Länner ubelaangt, eng Fro, déi den Här Bodry, mengen ech, opgeworf hat, wollt ech soen, datt kee Land a genau där nämlecher Situatioun ass. Well mir hunn, wéi mer d'Zënzen erofgesat hunn zum Beispill, awer zugläich erëm nei Moosname vu Griichenland gefrot. Wann een also géif dat nämlech maachen och bei anere Länner - an déi Diskussioun hu mer och gefouert mat deenen anere Programmänner, well mir si schonn der Meenung, datt een d'Länner muss an där nämlecher Situatioun d'nämlech behandeln -, esou muss ee wëssen, datt Irland a Portugal, wat déi zwee aner Länner sinn, net genau an därsewlechter Situatioun sinn.

An ech wëll hei an deem Kontext iwwegens soen, datt mer begrëissen, wéi seriö a wéi engagéiert Irland a Portugal dee Kontrakt, dee mer mat hinne gemaach hunn, am Fong ëmsetzen. Déi Reformen droen hir Friichten. Irland wäert an een, zwee Joer erëm Accès zu de Finanzmäert kréien, an a Portugal ass d'wirtschaftlech Situatioun schwierig, mä d'Regierung huet bis elo extrem gutt Effort gemaach. A si komme gutt weider op deem Reformprogramm a kënnen och duerfir - déi zwee Länner - op eis vollsten Ënnerstützung zielen.

Zypern, hunn ech virdrun gesot, huet eng Demande gemaach, fir Hëllef ze kréien. D'Troika ass amgaangen, dat ze analyséieren. Mir wäerten an deenen nächste Wochen - ugefangen hu mer dat schonn des Woch -, mir wäerten d'nächst Woch doriwver an engem extraen Eurogroup schwätzen. Zypern leit och natierlech ënner senger enker wirtschaftlecher Konnexioun mat Griichenland, sou datt de Scholdeschnëtt, dee mer bei Griichenland eng Kéier decidéiert hunn, eng enorm Répercussioun och op d'zyprotesche Banken hat an datt souwisou d'wirtschaftlech Ëmfeld do net gutt ass. Duerfir hu mer och prinzipiell gesot, datt mer bereet wären, Zypern ze hëllefen.



Zu all deene Froen ass et nëmmen normal, datt eng Regierung an d'Parlament kënnt, d'Parlament informéiert. Ech wëll just nach eng kéier drop hiweisen, datt eng vun de Schwierigkeeten ass - an dat ass och d'Kontradiktioun an all deem, d'Kontradiktioun, déi bei eis selwer och heibannen ass -, datt et net dierf op d'Käschte goe vun der Effikasitéit a vun der Schnelligkeet vun der Décisioun. Well an esou Décisiounen, wat ee méi laang waart a wat méi Länner soen: „Mä mir hunn nach eng ganz komplizéiert Prozedur“ - dat ass jo och hei net gefuerdert ginn -, da féiert dat en fait zu enger Onefikasitéit vun Europa, déi net gutt ass fir de gesamten Ensemble.

Duerfir mengen ech: Jo zur Informatioun un d'Parlament, jo zur Konsultatioun vum Parlament, mä op eng Fassong, wéi mer se hei zu Lëtzebuerg och gewinnt sinn, datt dat schnell an effikass kann iwwert d'Bühn goen, datt mer zu Bréssel à même sinn, Décisiounen am Intérêt général an am Intérêt vu Lëtzebuerg ze huelen.

Dat, Här President, eng Rei vun deene Froen, déi gestallt gi sinn. Ech begrëssen also generell d'Debatt, well se e breede Konsensus an engem schwierigen Dossier weist, wou et keng gutt Léising gëtt, mat där een haut deen Dossier kann ofschléissen. Mä et ass en Dossier, deen eis - net nëmme wéinst Griichenland, mä och wéinst deenen anere Länner, déi ekonomesch Schwierigkeeten hunn, déi Schwierigkeeten hunn an den öffentliche Finanzen - nach wäert laang beschäftigen.

D'Schwierigkeete vun Europa, vun der Eurozon si grouss. Mä mir musse weider kämpfen, fir datt déi Eurozon och weider eng Iwwerlebenschance huet, am Intérêt vun eiser oppenerer Economie, déi mer zu Lëtzebuerg sinn a wou ganz vill am Ausland Suen eran- an erausfléisse wéinst eiser Finanzplaz a wéinst eiser Industrie.

Merci.

M. le Président. - Merci dem Här Finanzminister. Den Här Henckes freet nach eng kéier d'Wuert. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR). - Merci, Här President. Ech si frou, datt den Här Finanzminister mer geäntwert huet op déi Fro vun Zypern. Ech hat awer och nach eng Fro gestallt, wat de Scholdeschnëtt, wann et eng kéier zu engem kéim, wat dee Lëtzebuerg géif kaschten.

Étant donné datt mer do ähnlech Zifferen an anere Länner héieren hu vun hire Finanzministern, wollt ech froen, ob d'Regierung ons och kéint do e Chiffre annoncieren, zum Beispill, wann et d'Halschent géif kaschten.

M. Luc Frieden, Ministre des Finances. - Ech wëll nach eng kéier ausdrécklech soen, datt kee Scholdeschnëtt decidéiert ginn ass, datt kee Scholdeschnëtt an der momentaner Diskussioun ass, mä datt e relativ liicht ze rechnen ass. Well ech hu virdru gesot, datt de bilaterale Prêt vu Lëtzebuerg u Griichenland 139,9 Milliounen ass. E Scholdeschnëtt vu 50% sinn also 70 Milliounen, wann ee wëllt. Mä ech wëll hei ausdrécklech nach eng kéier soen: Esou eng Décisioun ass net geholl. Kee weess, wat an deenen nächste Jore geschitt.

Déi aner Prête si jo vun engem gewëssene Moment an net méi bilateraler Natur, mä dat wäert Scholdeschnëtt, déi dann en Effet hätten op den EFSF, well et ass den EFSF, dee sech engagiert huet, Griichenland 144,6 Milliarden ze ginn. Fir de Moment si vun deenen 144,6 Milliarden europäesch Suen u Griichenland 73,9 Milliarden ausbezuellet. Et kann ee sech also ausrechnen, wéi vill e Scholdeschnëtt géif do ausmaachen, mä deen huet keen direkten Impakt op d'Lëtzebuurger Statsfinanzen, well dat ass jo en europäesche Mechanismus, wou mir en Deel dra bezuellet hunn. An déi Suen, déi an deem Dëppe sinn, si jo méi wéi déi, déi just u Griichenland bezuellet ginn. Mä aus dem bilaterale Prêt kann een déi doten theoretisch Ziffer erausrechnen.

Merci.

M. le Président. - Merci dem Här Finanzminister. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss.

Mir kommen elo zum Projet de loi 6440 iwwert d'Konte vum Exercice 2011. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen: d'Madame Brasseur. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, déi honorabel Madame Diane Adehm. Madame Adehm, Dir hutt d'Wuert.

2. 6440 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2011

Rapport de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

Mme Diane Adehm (CSV), rapportrice. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Gesetzesprojet 6440 iwwert d'Statskonte vum Joer 2011 ass den 1. Juni 2012 an der Chamber déposéiert ginn.

Wéi de Budget fir d'Joer 2011 opgestallt gouf, war de Statec nach vun engem Wuesstum vun 3% ausgegangen. Tatsächlech waren et der awer nëmmen 1,7%, also vill manner wéi an der leschte 15 Joer, während deene mir en duerchschnittleche Wuesstum vu 4% kann hunn.

D'Inflatioun war mat 3,4% wesentlech méi héich wéi déi erwaarten 1,9%. Déi héich Inflatioun hat als Konsequenz, dass den nominale Wuesstum vun eisem Bruttoinlandsprodukt 2% méi héich war wéi virausgesinn.

Um Aarbechtsmaart ass de Beschäftigungstaux ëm 2,8% geklommen, also méi wéi erwaart.

An dësem schwierige wirtschaftleche Ëmfeld huet de Stat et fäerdegbruecht, dass de Kont 2011 vill besser ofschneit, wéi am Budget fir d'Joer 2011 virgesinn. Den Defizit ass mat ronn 360 Milliounen nëmmen hallef esou héich wéi déi 709 Milliounen, déi am Budget 2011 stoungen.

Ouni elo an den Detail vun allen Zuelen ze goen, well déi fannt Dir a mengem schrëftleche Rapport, wéilt ech just e puer Recetten opzelen, déi vill méi héich waren, wéi am Budget virgesinn: D'Betriebssteuer huet eis 124 Milliounen méi erabruucht wéi virgesinn. Bei der TVA sinn et 133 Milliounen, wat virun allem dem elektronischen Handel ze verdanken ass. A mir hunn 147 Milliounen méi Dividenden erakritt wéi virgesinn.

Wa mer d'Zuelen no der europäescher Method kucken, der sougenannter SEC-95-Presentatioun, esou huet den Zentralstat fir 2011 en Defizit vun 997 Milliounen. Dat sinn 2,3% vum Bruttoinlandsprodukt. Mir leien also ënner den 3%, déi laut de Maastrichtkriterien erlaabt sinn.

A sengem Avis vum 23. Oktober 2012 huet de Statsrot sech haaptsächlech mat den Écarten tëschent dem Budget vun 2011 an dem Kont vun selwechte Joer auserneegeesat. Dëse Punkt gouf och vun der Budgetkontrollkommissioun ënnerstrach.

Här President, d'Budgetkontrollkommissioun huet sech ausféierlech mam Rapport vun der Cour des Comptes zu de Statskonte vun 2011 beschäftigt. Eng vun de Forderung vum der Cour des Comptes ass déi vun enger neier Budgetstruktur an neie Prozeduren, fir de Budget opzustellen.

Dës Forderung vun der Cour des Comptes ass net nei. Schonn an hirem Avis zu de Statskonte vun 2008 hat si e gréisstert Kapitel geschriwwen iwwert déi franséisch «Loi organique du 1^{er} août 2001 relative aux lois de finances». Dëst franséisch Gesetz ass besser bekannt ënner dem Numm LOLF.

D'LOLF verfollegt zwee grouss Objektiv: Éischtens, d'öffentlech Gestiouen soll sech méi un de Resultater orientéieren a méi effikass ginn. Zweetens, d'Informatiounen iwwert d'öffentlech Finanze solle méi transparent ginn.

D'Cour des Comptes huet d'Uwendung vun dësem Gesetz a Frankräich analyséiert an awer och d'Limiten dovunner gewisen. Ausserdeem huet d'Cour des Comptes unhand vun e puer Ministère gewisen, wéi esou eng LOLF hei zu Lëtzebuerg kéint ausgesinn.

D'Regierung huet an hirem Programm vun 2009 stoen, dass si wéilt d'Prozeduren analyséieren, fir de Budget opzustellen, auszuféieren an ze evaluéieren. D'Zil dovunner soll sinn, dass d'öffentlech Gelder méi effikass agesat ginn an de Fonctionnement vum Stat méi modern gëtt.

Am Summer 2010 huet de Finanzminister Luc Frieden Experte vun der OECD gefrot, fir hei zu Lëtzebuerg eng Analys vum der budgetärer Prozedur ze maachen. Dës Analys louch am Summer 2011 vir a mécht eng ganz Partie Recommendatiounen betreffend d'budgetär Prozedur hei zu Lëtzebuerg, an dëst och am Kontext vun Europa.

An der Kommissiounssitzung huet den Direkter vum Trésor eis gesot, dass géif un der Reform vum Budget geschafft ginn an dass d'Reform soll der Regierung Métt 2013 virgestallt ginn. D'Reform ass an zwee gedeelt. Deen éischten Deel betrëfft d'budgetär Regeln a soll den 1. Januar 2014 a Kraaft treden. Den zweeten Deel soll d'budgetär Prozeduren un dës Regeln upassen, an dësen zweeten Deel vun der Reform soll no an no a Kraaft treden.

Domadder gëtt enger wichtiger Recommendatioun vun der Budgetkontrollkommissioun Rechnung gedroen.

An deem Sënn ginn ech heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun zum Kont vum Joer 2011 a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci der Madame Adehm. Elo kritt d'Wuert d'Madame Anne Brasseur.

Discussion générale

Mme Anne Brasseur (DP). - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'DP-Fraktioun wäert déi Konten net stëmmen. Mir stëmme se net, well mer wëlle ganz kloer zum Ausdruck bréngen, dass mer mat der Finanz- an der Budgetpolitik vun dëser Regierung net kënnen d'accord sinn.

Mir hunn eng Situatioun säit 2008 vun den öffentliche Finanzen, déi dauernd méi schlecht gëtt. De Chômage geet an d'Luucht, den Defizit klëmmt. E war 2008 68,9 Milliounen, elo si mer iwwer eng Milliard. D'Recetten, déi si säit 2008 ëm 24,5% geklommen, d'Dépenses dogéint awer ëm 33,5%! Wann een also nëmme 24% méi Suen erakritt, et gëtt een awer 33% méi Suen aus, dat ass eng Rechnung, déi net kann opgoen. Dat heescht, dass ons Scholden och wuessen, an dat sinn Zréckbezuellungen, déi déi nächst Generatioun muss maachen.

(Interruptions diverses)

M. le Président. - Ech géif lech bieden, der Madame Brasseur nozelauschteren!

Mme Anne Brasseur (DP). - Merci, Här President. Mir kënnen also, Här President, hei net weiderfuere, eng Politik ze maachen op Käschte vun der nächster Generatioun.

2011 huet d'Regierung ugekënnegt, et kéim zu enger Konsolidéierung vum Budget an et géif 2014 zum Équilibre kommen. A fir dat ze erreechen, géif et een Drëttel u Recetten, déi méi héich gemaach géife ginn, an zwee Drëttel Dépenses, déi géifen erofgedréckt ginn. Wat gesi mer elo? Wann ech de Budget 2013 kucken, da si mer bei 50% méi Recetten, a 50% nëmme bei den Dépenses, déi erfoginn. Dat ass einfach net zoulässig!

Ech wëll hei un onse Kolleg Lucien Thiel erënneren, dee viru Jore schon net midd ginn ass, e Screening vun den Dépenses virzehuelen, eppes wat d'Budgetkontrollkommissioun à l'unanimité ugellouet huet an der Regierung recommendéiert huet. Et ass awer net geschitt!

Une voix. - Très bien!

Mme Anne Brasseur (DP). - D'Stad Lëtzebuerg huet dat virgeholl, säit 2008, mat engem grouss Succès. An och hei muss ee soen, wéi de Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg dat bei der Presentatioun vum Budget vun der Stad gesot huet, d'Zäit vum „nice to have“ ass eriwier, an dat muss och fir ons gëllen, fir d'Dépense vum Stat.

Den Här Frieden huet op dëser Tribün e Budget presentéiert, mä ech muss lech soen, Här President, en huet dee Budget presentéiert ouni Convictioun. Et huet esou ausgesinn, wéi wann et net säi Budget wier! An ech ginn d'Gefill och net lass, dass et säi Budget net war. Mä ech froe mech awer, ob et de Budget vun der Regierung war.

Well, wann ech den Här Schmit liesen, dee seet, et wier falsch, op der d'Dépensesäit nach weider ze dréinen, et misst ee mat der Schold virufuere - wéinstens esou hunn ech dat verstanen. Mä den Här Schmit, deen ass jo awer Member vun dëser Regierung! An ech muss lech soen, dass dat fir mech och inakzeptabel ass, wann een esou Aussoen als Minister mécht, well als Minister ass een am Amt 24 Stonnen op 24.

D'Madame Rapporteur, där ech félicitéiere fir hire Rapport, huet och elo grad op all déi Recommendatiounen higewisen, déi mer scho gemaach hunn. Mä et gesäit een nach ëmmer net, wéi mer elo an Zukunft ännere sollen: D'Struktur vum Budget huet nach ëmmer net geännert. Mir waarden dann also elo op Métt 2013, wou jo sollen hei Ännerunge kommen.

Mä d'Fro, déi sech awer stellt, dat ass, wat den Här Frieden ubelaangt, ech hunn d'Impressioun, wéi wann den Här Frieden hei am Rees stoe gelooss géif ginn, wéi wann hien dann all d'Attacke kréich vun de Leit, déi net zefridde si mat dësem Budget. Ech froe mech wierklech, wou d'Regierung ass, fir en ze ënnerstëtzen. An ech froe mech virun allem: Wou ass de Premier? De Premierminister huet sech, menger Kenntnis no, nach net iwwert d'Finanzsituatioun geussert. Hie wäert dat d'nächst Woch hei an der Chamber maachen, mä ech fannen, en hätt dat am Virfeld scho kënnen maachen.

(Interruptions diverses)

Duerfir, Här President, aus all deenen Ursache wollt ech soen, dass mir d'Approbatioun zu de Konte vun 2011 net kënnen ginn, fir ze ënnersträchen, dass mer op kee Fall kënnen mat där Budgets- a Finanzpolitik vun der Regierung d'accord sinn, eng Budgets- a Finanzpolitik, déi op d'Käschte vun der nächster Generatioun gemaach gëtt, an dat ass einfach onzoulässig!

Ech muss lech soen: Kommt, mir setzen ons zesammen, fir eng aner Politik ze maachen, well, wann een d'Atouten hei vum Land kuckt, an do gebrauchen ech e Wuert: Et ass dach méi dran! An dat misst méiglech sinn.

Merci, Här President.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci der Madame Brasseur. Wëllt den Här Finanzminister nach d'Wuert?

M. Luc Frieden, Ministre des Finances. - Här President, ech wëll virun allem der Rapportrice, der Madame Adehm, Merci soe fir hire Bericht. Ech mengen, d'Konte muss ee vum Budget separéieren. D'Konte sinn d'Analys vun deem, wat gemaach ginn ass par rapport zu deem, wat d'Chamber dat Joer virdru gestëmmt huet. De Budget muss also an deem Liicht gekuckt ginn. An ech mengen, d'Konte reflektéieren eng Maîtrise vun deem Gesetz, wat Dir hei gestëmmt hutt.

An deem Sënn hätten och kënnen aner Parteien, och d'Oppositioun, selbstverständlech d'Konte stëmmen, wa se sech an der richteger Logik vun de Konte géife bewegen. Mä et kann ee selbstverständlech och dat mat anere Saache verbannen.

Dozou wollt ech just Folgendes soen: Dat Eischt, dat ass, datt mir selbstverständlech bei der Opstellung vum Budget e Screening maachen, well all Dépense gëtt am Detail iwwerkuckt. Mä derbäi soen ech och, an dat soen ech och par rapport zu deem, wat d'Madame Adehm hei nach eng kéier rappéléiert huet, datt mer eng Budgets-prozedur brauchen, déi nach besser gëtt.

Firwat huet dee Projet Retard kritt, un deem ech ganz staark attachéiert sinn? Well zwou Saache geschitt sinn: Dat Eent, dat ass, datt währenddem, wou mer um Projet iwwert d'Budgetsreform un Schaffe waren, eng ganz Rei nei europäesch Regele komm sinn, déi mer mat decidéiert hunn, nämlech de sougenannten „Fiscal Compact“, en Traité, deen hei an der Chamber nach muss gestëmmt ginn, deen nach net aviséiert ass vum Statsrot, de sougenannten „Sixpack“, wou eng ganz Rei Budgetsregeln drastinn.

An am „Fiscal Compact“ ebe steet d'Scholdebremms. Am „Sixpack“ stinn eng ganz Rei Regele, wéi e Budget muss gemaach ginn. An dee sougenannten „Two Pack“, deen och ass iwwer wéi d'Prozedur tëschent Europa an dem Nationalstat ass, deen ass nach an der Diskussioun am Europäesche Conseil. Mä ech sinn der Meinung, datt een déi europäesch Regele muss direkt mat abauen an eist neit Kontabilitéits- a Budgetsgesetz.

Déi aner Ursach ass, datt et äusserst schwierig ass, déi Budgetsreform, wann een eng grouss Budgetsreform do wëllt maachen, hinzekeien, well eent vun den Ziler vun esou enger Budgetsreform ass, d'Qualitéit vun den Ausgabe besser ze präwien an e System vun Evaluatioun vun de Programmer a vun den Ziler, déi ee sech gëtt, a posteriori kënnen feststellen. Wie mécht esou eng Evaluatioun? Doriwwer muss mer nach diskutéieren, och mat der Chamber. Dat ass keng einfach Reform!

An dat Drëtt, dat ass e Problem, dee mer schonn an der Chamber diskutéiert hunn, wou och d'Chamber keng Léising fonnt hat, dat ass: Wéi kréie mer deen Ennerscheid besser eliminéiert tëschent eiser nationaler Budgetsopstellung an där europäescher? Wat maache mer zum Beispill mat eise Fongen, déi mer hautdesdaags hunn, wou Dépense fir Bauprojeten an esou dra sinn, an enger europäescher Budgetsform, déi just d'Recetten an d'Dépense vun engem Joer kuckt, an net d'Reserven, déi een eventuell ugeluecht huet.

Iwwer all déi Froen hu mer nach net an der Regierung eng definitiv Léising fonnt. Dorunner schaffe mer äifreg, an duerfir sinn ech frou, hei d'Ennerstëtzung vun der Chamber op deem Projet ze hunn.

An ech hunn an der Finanzkommissioun gesot, net méi spéit wéi de Moien, datt ech elo emol mat engem Zwëscherbericht wëll eng kéier - mat den Analysen, déi mer bis elo gemaach hunn - uganks des Joers an d'Finanzkommissioun kommen an an d'Budgetkontrollkommissioun, wou d'Madame Brasseur, déi jo de Métt he geschwat huet, Presidentin ass, fir och do emol eng kéier déi puer Optiounen, déi sech do stellen, ze diskutéieren. Well ech mengen, dat si keng parteipolitesch Diskussiounen, déi wat d'Budgetsreform ubelaangt ze



féiere sinn, mä dat ass: Wéi kënne mer dee beschte System fir déi nächste Jore fannen? An do zielen ech op d'Ënnerstützung an d'Kooperatioun vun der Chamber!

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Finanzminister. Mir kéimen dann elo zu der Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6440 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration.

De Projet de loi 6440 ass ugeholl mat 46 Joestëmmen, géint 14 Nee-Stëmmen.

Résultat définitif après redressement: le projet de loi 6440 est adopté par 45 voix pour et 14 voix contre.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden (par Mme Nancy Arendt), Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Alex Bodry), MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. Claude Adam, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter.

Ont voté non: MM. André Bauler, Eugène Berger (par M. Carlo Wagner), Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;

M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Als nächste Punkt stinn d'Chamberskonte vum Joer 2011 um Ordre du jour. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht, an et ass den honorabelen Här Carlo Wagner, deen eis als Rapporteur déi Konte presentéiert.

(Interruption)

3. 6491 - Comptes du service inté-rieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2011

Rapport de la Commission des Comptes

► **M. Carlo Wagner (DP)**, rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Artikel 165 vun eisem Règlement gesäit vir, ech zitéieren: «(1) L'examen de la comptabilité des fonds de la Chambre, pour chaque session, est confié à une commission spéciale dite „Commission des Comptes“, assistée par un réviseur d'entreprises à désigner annuellement par le Bureau. [...] (4) La Chambre, sur le rapport de cette commission, se prononce sur l'apurement du compte. La décision est communiquée à la Cour des Comptes pour être enregistrée.»

Wat nun, Dir Dammen an Dir Hären, d'Reserve vun der Chamber ubelaangt, esou gesäit een, wéi dat och schonn de Fall dat Joer virdu war, dass déi selbstverständlech duerch d'Renovatioun vun der Maison Wiltheim affectéiert sinn. Dräi Milliounen sinn dofir virgesinn.

Op den 1. Januar hu sech d'Reserven op 5.590.000 Euro - ech kieren of - chiffréiert, wou 1.859.000 Euro fir Dépenses imprévues virgesi sinn an u sech och déi reell Reserv vun der Chamber duerstellen. D'Reserve informative chiffréiert sech op 731.000 Euro, déi néideg si fir schonn engagéiert Dépenses.

Ee Bléck op de Bilan weist, dass mer op den 31. Dezember 2010 en Aktiv an e Passiv hate vu 7.780.000 Euro, an op den 31. Dezember 2011 ee vun 8.841.000.

Da wëll ech lech alleguerten awer och net virenthalen, dass mer par rapport zum Budget adopté 1.809.000 Euro manner ausginn hunn, dat sinn 6,29%.

Den Delta tëscht dem Budget, dee virgesi war, an de Frais effectifs an der Sectioun „Députés“, dat heescht minus 397.000 Euro, erkläert sech haaptsächlech opgrond vun de Budgetartikelen „Indemnités de secrétariat“ an „Congé politique“. Fir déi Budgetartikelen muss d'Administration parlementaire de gesetzleche Bestëmmungen no e Budget maximal ufroen, deen awer an der Regel ni gebraucht gëtt, op alle Fall net ganz gebraucht gëtt.

An der Sectioun „Institutions parlementaires internationales“ si Frais de route ageschriwwen fir d'international Réuniounen, déi dann och natierlech Fonctionnieren si vun der Zuel vun de Particapanten, der Zuel vun de Réuniounen an och der Plaz, wou se stattfannen. Do si 95.000 Euro manner gebraucht ginn.

Beim Personal, wou 244.000 Euro agespuert gi sinn, erkläert sech den Écart doduerch, well d'Salaire vun alle Fonctionnaire fir e ganzen Exercice agesat ginn an déi Rekrutementer awer oft eréischt am Laf vum Joer stattfannen. 2011 huet och een Deel vum Personal en Temps partiel ugefrot, woubäi awer eng ganz Tâche am Budget virgesi war.

Da sinn och nach beim Posten „Compte rendu“ eng 248.000 Euro agespuert ginn, well just 14,5 Compte-rendue vun deenen 19, déi geplangt waren, realiséiert goufen.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll lech net onendlech mat Zuele ploen. Den Detail, dee kënnt Der jo fannen am schrëftleche Rapport.

Et bleift dann och just, d'Firma Deloitte ze zitéieren, déi den Audit vun de Konte vun der Chamber gemaach huet. Ech zitéieren: «À notre avis, les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière de la Chambre des Députés au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 1 qui fait partie intégrante des comptes annuels.»

Au vu vun där Appréciation an och vun där Analys, déi mir selbstverständlech vun de Konten an der Commission gemaach hunn, géif ech d'Chamber bidden, hiren Accord ze ginn zum Exercice 2011. Ech wëll dann och selbstverständlech den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei ginn.

Ech géif dann och nach gären dem Här President eng Resolutioun iwwerreechen, déi seet, dass d'Chamber déi Konten unerkennt an dass mer d'Konten an och de Rapport vun der Commission des Comptes un d'Cour des Comptes weider wäerte reechen.

Résolution

La Chambre des Députés, vu le rapport de sa Commission des Comptes, approuve

les comptes de l'exercice 2011 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.

(s.) Carlo Wagner, André Bauler, Jean Colombara, Camille Gira, Roger Negri.

Ech soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur.

Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss. Sou wéi den Artikel 165 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Kontekommissioun virgeschloen huet an déi folgende Wuertlaut huet: «La Chambre des Députés, vu le rapport de sa Commission des Comptes, approuve les

comptes de l'exercice 2011 et prie son Président de transmettre la présente résolution et le rapport de la Commission des Comptes à la Cour des Comptes pour y être enregistrés.»

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmme? Wien ass domadder d'accord?

(Assentiment)

Vote sur la résolution

Ech géif dann déi, déi mat der Resolutioun vun der Kontekommissioun averstane sinn, bidden, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dat schéngt mer d'Unanimitéit ze sinn, mat där d'Resolutioun domat ugeholl ass. Esou wéi den Artikel 165 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun mam Rapport vun der Kontekommissioun un d'Cour des Comptes weidergereecht.

Mir kommen dann elo zu eisem nächste Punkt vum Ordre du jour, an zwar der Resolutioun iwwert d'Kontekommissioun fir d'Joer 2011. Hei ass et d'Madame Brasseur, déi elo d'Wuert dozou krit. Madame Brasseur, Dir hutt d'Wuert.

4. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2011 de la Cour des Comptes

Exposé

► **Mme Anne Brasseur (DP)**. - Här President, ech géif bidden, dass mer dës Resolutioun solle stëmme, well déi Konten, déi sinn exakt gëféiert. Mir hunn dat nogekuckt an duerfir kann ech nëmme der Chamber recommandéieren, dass mer dat duerch e Vote expriméieren.

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le rapport du réviseur des comptes de la Cour des Comptes qui estime que «les comptes annuels donnent une image fidèle du patrimoine et de la situation financière de la Cour des Comptes au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément au référentiel comptable tel que décrit dans la Note 2 qui fait partie intégrante des comptes annuels»;

- vu l'accord de la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire avec le rapport du réviseur des comptes marqué suite à l'analyse des comptes en question lors de sa réunion du 3 décembre 2012;

approuve

les comptes de l'exercice 2011 de la Cour des Comptes.

¹ Principes généraux: Les comptes annuels de la Cour des Comptes sont établis par le Collège de la Cour des Comptes conformément aux principes comptables généralement admis à Luxembourg à l'exception des acquisitions en équipements et mobiliers qui sont comptabilisées directement dans le compte de revenus et charges dès la date d'acquisition, ainsi que des spécificités concernant l'exercice budgétaire et comptable du chapitre 3 de la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'État.

(s.) Anne Brasseur, Diane Adehm, Félix Braz, Gast Gibéryen, Roger Negri.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Brasseur.

Wëllt nach een dozou d'Wuert ergräifen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

D'Diskussioun ass dann och domadder ofgeschloss, an esou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetkontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ofzestëmme?

(Assentiment)

Dat schéngt mer de Fall ze sinn.

Vote sur la résolution

Ech bidden dann all déi, déi mat der Resolutioun vun der Budgetkontrollkommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Dat schéngt mer och d'Unanimitéit ze sinn. Domadder ass dës Resolutioun ugeholl, an esou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit,...

(Brouhaha et interruption)

...gëtt dës Resolutioun un d'Cour des Comptes weidergereecht.

Eisen nächste Punkt ass d'Resolutioun iwwert d'Kontekommissioun vum Joer 2011, an hei krit nach eng Kéier déi honorabel Madame Brasseur d'Wuert.

5. Résolution concernant les comptes de l'exercice 2011 du Médiateur

Exposé

► **Mme Anne Brasseur (DP)**. - Merci, Här President. Och do géif ech d'Chamber bidden, där Resolutioun d'Zoustëmmung ze ginn. Mir sinn hei am Kader vun enger neier Procédure. Den Dënschdeg hu mer d'Procédure geännert, fir dass mer dat sollen iwwer Resolutioun no Examen vun der Budgetkontrollkommissioun hei adoptéieren.

Ech muss lech awer opmierksam maachen op e Passage aus dem Rapport vun den Experts-comptables vun der Fiduciaire, déi déi Konte vun dem Médiateur nogekuckt hunn. Déi schreiwen, an ech zitéieren: «Nos vérifications n'avaient pas pour objet la certification de cet état comptable, dès lors nous n'avons pas vérifié l'état comptable suivant les normes de révision généralement admises.»

Fir de Rescht soe se awer, d'Kontekommissioun wieren an der Rei. Mir musse fir déi nächste Joren ons awer eng aner Method ginn, fir dat ze vérifiéieren. Dat wollt ech ënnersträichen, mä no där Observatioun géif ech awer nach eng Kéier der Chamber recommandéieren, déi Resolutioun ze stëmme.

► **Une voix.** - Très bien!

Résolution

La Chambre des Députés,

- vu le compte 2011 établi par le Secrétariat du Médiateur et soumis au Bureau de la Chambre des Députés lors de sa réunion du 4 juillet 2012;

- vu l'opinion du réviseur, dont les vérifications n'avaient pas pour objet la certification de l'état comptable du compte 2011 suivant les normes de révision généralement admises, mais selon lequel «le compte 2011 donne une image fidèle des recettes collectées et des dépenses payées par le Secrétariat du Médiateur du Grand-Duché de Luxembourg pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 décembre 2011 en accord avec son règlement financier et comptable intérieur. Plus particulièrement, les opérations comptabilisées dans le journal peuvent être réconciliées de manière transparente par rapport aux comptes de trésorerie.»;

- vu l'examen des comptes par la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire lors de sa réunion du 3 décembre 2012;

approuve

les comptes de l'exercice 2011 du Médiateur.

(s.) Anne Brasseur, Diane Adehm, Félix Braz, Gast Gibéryen, Roger Negri.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Brasseur. Ech huelen net un, dass nach een dozou wëllt d'Wuert ergräifen. Domadder wär och d'Diskussioun ofgeschloss.

Sou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit, stëmme mer elo iwwert d'Resolutioun of, déi d'Budgetkontrollkommissioun virgeschloen huet.

Ass d'Chamber domadder averstanen, à main levée iwwert dës Resolutioun ze stëmme?

(Assentiment)

Dat schéngt mer de Fall ze sinn.

Vote sur la résolution

Ech bidden déi, déi mat der Resolutioun vun der Budgetkontrollkommissioun averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

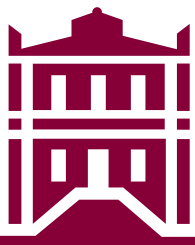
Dat schéngt mer och erëm d'Unanimitéit ze sinn. Domadder ass dës Resolutioun och ugeholl, an esou wéi den Artikel 158 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt dës Resolutioun och weidergereecht.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn dann och domadder um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. Déi nächste Sitzung si virgesi fir den 11., 12. an 13. Dezember.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 16.01 heures)





Sommaire

1. Composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL)
- M. le Président
2. Communications
- M. le Président
3. Ordre du jour
- M. le Président
4. 6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Lucien Lux
5. Ordre du jour (suite)
- M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert, MM. Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président. - Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration. - Neen, Här President.

1. Composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL)

M. le Président. - D'Chamber huet an enger Resoluitioun festgehalen, fir eng Enquêtekommissioun ze konstituieren, déi den Numm Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL) droe soll.

Wat hir Zesummesetzung ubelaangt, si folgend Virschléi agaangen: fir d'CSV-Fraktioun d'Madame Christine Doerner an déi Häre Paul-Henri Meyers, Gilles Roth, Marc Spautz a Lucien Weiler; fir d'LSAP-Fraktioun déi Häre Lucien Lux, Alex Bodry a Ben Fayot; fir d'DP-Fraktioun déi Häre Claude Meisch a Xavier Bettel; fir d'Fraktioun vun deene Gréngen den Här François Bausch; fir d'Sensibilité politique ADR den Här Gast Gibéryen a fir d'Sensibilité politique déi Lénk den Här Serge Urbany.

Ass d'Chamber mat der Bezeichnung a mat der Zesummesetzung vun dëser Enquêtekommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

2. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt ass d'Léicht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposéiert.

2) Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposiert: de 5. Dezember vum Logementsminister de Projet de loi 6510 iwwert d'Schafe vun enger Société Nationale de Développement Urbain S.A. an engem Fonds du Logement S.A. nationale; deeselwechten Dag vum Innenminister de Projet de loi 6511 iwwert dem Stat säi Finanzement vun der Kläranlag Esch/Schéffleng an de Projet de loi 6512 iwwert dem Stat säi Finanzement vun der Waasserentsuergung an de Gemenge vum Atert-Dall; a schliesslech de 7. Dezember vum Finanzminister de Projet de loi 6513, eng Direktiv iwwert d'Vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit.

3) De 6. Dezember 2012 ass d'Petition N°323 fir d'Notze vum Cannabis fir medezinesch Zwecker vun der lëtzebuergescher Sektioon vun der Union francophone pour les cannabinoïdes en médecine eragereecht ginn.

Communications du Président - séance publique du 11 décembre 2012

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

6510 - Projet de loi portant 1) autorisation de constitution de la Société Nationale de Développement Urbain S.A. et de la société anonyme Fonds du Logement S.A. Nationale, 2) modification de certaines dispositions de la loi modifiée du 25 février 1979 et 3) modification de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l'habitat et création d'un pacte logement avec les communes

Dépôt: M. Marco Schank, Ministre du Logement, le 05.12.2012

6511 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de la station d'épuration d'Esch/Schifflange par dépassement du montant fixé par la loi du 20 décembre 1999 autorisant l'État à participer au financement des travaux d'agrandissement et de modernisation de ladite station d'épuration

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 05.12.2012

6512 - Projet de loi autorisant le Gouvernement à participer au dépassement des financements de la 1^{re} phase des travaux nécessaires à l'évacuation et à l'épuration des eaux usées générées par les communes du bassin supérieur de la Vallée de l'Attert, ainsi qu'au financement des phases 2 et 3

Dépôt: M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 05.12.2012

6513 - Projet de loi relative à la vente à découvert d'instruments financiers, mettant en œuvre le règlement (UE) n°236/2012 du Parlement européen et du Conseil du 14 mars 2012 sur la vente à découvert et certains aspects des contrats d'échange sur risque de crédit

Dépôt: M. Luc Frieden, Ministre des Finances, le 07.12.2012

3) La pétition n°323 pour l'utilisation du cannabis à des fins médicales a été introduite le 6 décembre 2012 par l'Union francophone pour les cannabinoïdes en médecine (UFCM) - section Luxembourg.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

3. Ordre du jour

An hirer Réunioun vum 6. Dezember huet d'Präsidentekongferenz fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer d'Presentatioun vum Rapport iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2013.

Muer de Moien um néng Auer hu mer d'Presentatioun vum Rapport iwwert de Projet de loi 6497 iwwert déi fiskal Mesuren, dann den Exposé vum Finanzminister iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2013.

Muer de Mëtteg um zwou Auer hu mer de Projet de loi 6021 iwwert d'Iwwerverschöldung, nom Modell 1; zweetens de Projet de loi 6466, e Partenariatsaccord tëschent der EU a verschiddene Länner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik, nom Modell 1; an dann d'Question élargie N°28 vum Här Eugène Berger iwwert d'Statutenännerung bei engem Prestataire aus dem konventionéierte socio-éducative Bereich.

En Donneschdeg de Moien um néng Auer hu mer d'Diskussioun vum Projet de loi 6497 a vun de Budgetsdebatten nom Modell 7.

A mëttes um zwou Auer hu mer den Ofschluss vun der Diskussioun vum Projet de loi 6497 a vun de Budgetsdebatten mat uschlëssendem Vote iwwert déi zwee Projeten.

Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Mir kommen elo zum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi vum Statsbudget fir d'Joer 2013, an dat esou, wéi et am Artikel 109 vum Chambersreglement festgehalen ass.

Ech wollt lech drop hiweisen, datt dës Rapport an d'Gebärdessprooch iwwersat gëtt, a wollt de Rapporteur dowéinst bieten, e bësselche méi lues ze schwätzen.

(Brouhaha général)

D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Lux. Här Lux, Dir hutt d'Wuert.

4. 6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

M. Lucien Lux (LSAP), rapporteur. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kollegeinnen a Kollegen, léif Membere vun der Regierung, ech wollt um Ufank vun dëser Interventioun virun allem de Membere vun der Finanzkommissioun Merci soe fir d'Zesummenaarbecht an deene leschte Wochen. Ech wollt dem Finanzminister an all senge Responsabelen an der IGF an de Steiervwaltung Merci soe fir eng gutt Kollaboratioun, déi mer haten. Ech wollt all deenen, déi sech Zäit geholl hunn an de Chambres professionnelles an doriwwer eraus, fir mer Zäit ze schenken, fir dee Rapport hei ze preparéieren, an ech wollt virun allem an eiser Fraktioun dem Claude Tremont an dem Brigitte Chillon, ganz wäertvoll Mataarbechter a Mataarbechterin, Merci soe fir hir Zesummenaarbecht.

Et war mir eng Éier, fir d'zweete Kéier de Budgetsrapport hei an der Chamber ze maachen. Ech hunn dat ganz gäre gemaach an ech hofen, Dir kennt mat der Aarbecht, déi ech lech virgeluecht hunn, och eppes ufänken, kuerzfristeg, mä an eenzelne Gebidder sécherlech och fir déi nächst Joren.

Déi wichtegst Fro, déi Der sécherlech de Mëtteg vum mir gäre beäntwert hätt, ass déi: Wéi geet et eisem Land haut?

Ech versichen dorobber an deenen nächste Minutten eng Äntwert ze ginn. Eisem Land geet et insgesamt nach gutt. Mir si bis elo besser duersch d'Kris komm wéi vill aner Länner. Vill Parametere sinn nach positiv. D'Statsverschöldung an öffentlechen Defizit sinn - am Vergläich zu anere Länner - akzeptabel. Mir sinn ee vun deene leschten Eurostaten, déi nach den Triple-A hunn. Mir schafe weider - wann och manner - Aarbechtsplazen, an eis Produktivitéit, wichteg fir eis Kompetitivitéit, ass nach ëmmer gutt.

Awer - en décken Awer - et ass a mengen Aen un der Zäit, d'Ärmel eropzebrämpelen, fir dass mer net an de Mëttemooss ofdreieren, wa mer weider an der Spëtze grupp, wéi mer dat an deene leschte Jore gewinnt waren, wëlle bleiwen.

Wa mer kucken, ob all déi Parametere, déi sech an de Jore vun der Kris, awer net nëmmen duersch d'Kris, och hei zu Lëtzebuerg verschlechtert hunn: Och zu Lëtzebuerg, net gewinnt fir eis, ass de Wuesstum en panne, huet sech de PIB säit der Kris net erholl, geet de Chômage an d'Luucht op haut iwwer 6%, an hu mer, dat musse mer eis agestoen, e ra-

santen Ustieg vun der Verschöldung ze verzechen.

Mir mussen also zréck an e positiven Trend kommen. Dat ass wichteg fir d'Zukunftsfäegkeet vun eisem Land. Dat ass wichteg fir d'Festegung vun engem staarke Sozialstat. Dat ass wichteg, fir handlungsfäeg ze bleiwen a finanziell Spillraim ze behalen, fir och muer an iwwermuer fir déi zukünftige Generatiounen kënnen Politiken ze maachen. Dat ass wichteg, fir Impulser fir Wuesstum an e gudde Kader fir eng wettbewerbsfäeg Economie ze schafen.

An - ech hunn et gesot -, dat ass fir mech de Fuedem, roud Fuedem, bloe Fuedem, schwaarze Fuedem, gréng Fuedem, egal wéi eng Faarf, de Fuedem duersch de Rapport ass deen, eise jonke Generatiounen eng Zukunftsperspektiv ze loosse a weider opzemaachen a keng erdréckend Hypothék a Bürd op hire Schellere ze hannerloossen.

Fir dat ze errechen, brauch een a mengen Ae keng Radikalkur, kee soziale Kahlschlag, keen Doudspueren, kee Briecheisen, mä eng décidéiert Hand fir eng realistesch Reformpolitik, déi dräi Saachen, a mengen Aen dräi Saachen muss parallel zesummebréngen: nämlech gesond öffentleche Finanzen, Wuesstum a sozial Kohäsioun.

Wéi komme mer op dës Pad décidéiert erëm zréck? Dozou zwou Virbemierkungen - méi atmosphärescher - zur Politik an zu der Atmosphär, wéi sech Budgetsdebatten och am Joer 2012 ofspillen.

Éischt Virbemierkung. Mir hu säit enger Zäit hei am Land, an dat besonnesch nom Scheitern vun der Tripartite am Dezember 2010, eng vun eise wichtigsten Tugende verluer: D'Politik, d'Regierung, d'Chamber, d'Patronatsorganisatiounen, d'Gewerkschaften, aner Acteuren do-bausse rieden am Moment vill iwwereneen, laanschteneen, géinteneen, awer net méi mateneen.

Den Niveau vun der Debatt, dat konnt een awer an deene leschten Deeg feststellen, ass deelweis - ech soen et riicht eraus - erschreckend polesmesch. Et geet virrangede dröms, fir Egoïsme, Partikularinteressen, Kooperatismen ze verdeeden, anstatt ze versichen, fir vernünftige Léisungen am Intérêt vun Land, dat heescht vum Allgemengwuel ze fannen.

An de Problem ass, dass mer eis heiansdo emol net iwwert d'Fakten eens ginn. Dat dierft u sech dat Einfachst sinn.

Ech huelen ee Beispill aus der leschter Woch, wou d'Chambre de Commerce eng Pressekonferenz hat, fir d'Resultat vun enger Émfro - „Eurochambres“ - iwwert d'Stëmmung an eiser Economie matzedeele. An ech hunn - de 5. Dezember war dat - zwou Zeitung geoll. Déi eng Zeitung huet déi Pressekonferenz iwwertelt mat „Climat des affaires pessimiste“, „Crise de confiance“, „Prévisions au plus bas“. An eng aner Zeitung huet iwwert deeselwechten Evenement getitelt: „Luxemburgs Konjunktur-Himmel hellt sich auf“.

An ech muss soen: Wat fir ee Spektakel an deene leschten Deeg, wann déi eng eis soen, dass de Ruin vun Land bevirsteet an dass en duerfir Mindestloun an Index an Ajustement an esou virun, alles misst ewechgeheien, an déi aner eis zielen, et war alles a Botter, rien à signaler, et soll ee roueg esou weiterfueren, wéi mer dat bis elo gemaach hunn!

Wéi soll een an esou enger Atmosphär konstruktiv weiderkommen? An ech mengen, dass dat och e bëssen d'Stonn vun der Politik ass, dass dat och e bëssen d'Stonn vun eis hei an der Chamber, awer och vun der Regierung ass, Verantwortung ze iwwerhuelen, fir eng Debatt ze féieren, méi staark Präsenz nach ze weisen an all deene wicthegen, wesentlechen Debatten, déi mer an den nächste Jore ze féieren hunn, sech gutt virzebereeden, intern an extern Kompetenzen notzen.

An ech wëll soen, fir optimistesich mat där Bemierkung do opzehalen, dass all representativ Sondagen, déi mer an deene leschte Woche konnte liesen iwwert den Zoustand vun Land, eis gewisen hunn, dass iwwer 80% - iwwer 80%! - vun de Sondéierte soen, dass ze zum Beispill sech gross Surger maachen iwwert d'Verschöldung an iwwert d'Defizit hei am Land. Dat mécht een optimistesich, fir unzuehuelen, dass - iwwert d'Scharfmacher eraus - et noutwendeg ass, tëschent deene reellen a vermeintleche Skandalen, déi dann dorëmmer grasséieren, Zäit ze hunn, fir iwwert d'Zukunft vun Land ze schwätzen.

Ech wéilt eng zweet Virbemierkung maachen. Mir leiden och en engem pessimistesch Discours, engem permanenten pessimistesch Discours, där Morosité ambiante, fir ëmmer nëmme just iwwert dat Negativt ze schwätzen, an dat Positivt, och d'Chancen, déi mer hunn an deemem Land, d'Energien, déi mer hunn, d'Kompetenzen, déi mer hunn, kaum nach zur Kenntnis ze huelen.

Derbäi gëtt et och Erfolger ze verzechnen, an ech wäert herno op eenzelner dovunner agoen.

Sécherlech d'Eurokris, d'Scholdekrise, déi sozial Kris a ville Länner, virun allem a Südeuropa, läit wéi en - esou hunn ech dat heiansdo gesot - naasse Schwamp op all eisen Diskussiounen.

Mä doriwwer eraus gëtt et awer och Moosnamen, déi endlech ufänken, och Friichten ze droen. D'Defiziter ginn zrëck a ville vun deene Länner. D'Zësen fir Emprunt normaliséiere sech schrëttweis. An ech mengen, dass och duerch den ESM, duerch all déi Instrumenter a Prozeduren, déi mer amgaange sinn, fir ze versichen, eng besser budgetär a wirtschaftlech Gouvernance ze kréien, dass et och do hoffnungsvoll Elementer gëtt.

Woubäi ech fir eis Chamber wëll soen - an ech mengen, dat ass eng Suerg, déi an der Finanzkommissioun oft gedroe gëtt -, dass mer an deenen nächste Wochen, um Ufank vun nächste Joer eng Debatt an deemem héijem Haus mat der Regierung musse féieren - mir haten dat schonn eng Käier wëllen - iwwert de Suivi démocratique vun all deene Prozeduren - „Six-pack“, „Twopack“, Semester europäen an esou virun -, fir och iwwert d'Budgetsouveränitéit vun deenen eenzelne Parlamenten an der Europäescher Unioun an der Eurozon ze schwätzen an och eng Upassung ze maache vun eiser budgetärer Prozedur par rapport zu all deenen neien Elementer um europäesche Plang.

Et gëtt Beispiller fir déi negativ Grondhaltung, hunn ech gesot. D'Patronat, an ech hunn dat oft hei bemierkt, riet de Lëtzebuerger Wirtschaftstanduert selwer schlecht, obschonn et och do Atoute gëtt. Am leschte Produktivitéitsranking vun der „Conference Board“ läit Lëtzebuerg an der Produktivitéit op der éischter Plaz vun 39 Industrienatiounen, déi hei getest gi sinn.

Och d'Gewerkschafte schwätzen dauernd, oft fir Lëtzebuerg vun Austeritéit, vu sozialem Ofbau an zeechnen e Bild vun enger scho bal sozialer Kris, déi et zu Lëtzebuerg gëtt. Ech mengen, wann een éierlech d'Tatsachen an d'Fakte kuckt, dass ee gesäit, dass virun allem ee staarke Sozialstat, dee mer hunn, et fierdegruecht huet mat engem fonctionnéierende Sozialsystem, fir hei zu Lëtzebuerg derfir ze suergen, dass esou eng Kris an deemem Land bis elo ausbliwwe ass.

Statt also Morositéit a Krisensyndrom wär et och hei noutwendeg, no konstruktive Léisungen ze sichen, an ech wéilt der Regierung un d'Häerz leeën, alles ze maachen, fir déi Tugend vun Dialog erëmzefannen.

An ech mengen, dass dräi Themen - dat Thema vun de gesonden öffentliche Finanzen, d'Noutwendegkeet vu Wuesstum an engem neie Plan d'action fir d'Kompetitivitéit an dréttens d'Stärke vun eiser Sozialstat - dräi Felder wäeren, déi et géife verdéngen, alles ze maachen, fir dass mat der Chamber zesammen d'Sozialpartner erëm an e gemeinsam Gespräch kommen a wa méiglech och zu gemeinsame Léisungen.

Et ass awer och den Appell un d'Regierung an un déi jeeuweilge Ministeren, och an engem Budget wéi deem vun 2013 dat Zuelewierk net nëmme eleng ze kucken mat sengen Defiziter, mat senger makroökonomeschen Zilsetzungen, mä och mat de Politiken, déi hannendrusteichen: Investitiounen mat Prioritéiten am Schoulberäich an der Mobilitéit a mat der Noutwendegkeet, vläicht am Beräich vun Logement nach méi ze maachen, am Bau vun öffentliche a private Wunnengen, d'Sozialtransferter ervirhiewen.

Eng Zuel wëll ech lech soen. De Fait, dass mer déi héich Sozialtransferter hunn, mécht zu Lëtzebuerg, dass sech den Aarmutsrisiko vu 45% op ënner 15% verréngert. Mir maachen déi Sozialtransferter net einfach fir näischt, aus Kontabilitéitsgrënn. Mir maache se, well se e Sënn erginn an der Kohäsion vun eiser Land.

Familljepolitik, mat der Noutwendegkeet déi Betreungsstrukturen, an déi an de leschte Joren ënnert dem Androck vun der noutwendeger Vereinbarkeit vu Beruf a Famill extrem vill investéiert ginn ass.

An ech mengen, och mat der Noutwendegkeet, d'Recherche an d'Innovatioun ze stäerken, mat dem Zil, 1% vun PIB bei der öffentlecher Recherche ze errechen, an och fir ze soen, och an dese schwierigen Zäiten 1% internationaler Solidaritéit an eiser Kooperatiounspolitik, déi noutwendeg sinn.

Also, méi Dialog, méi Reflexioun, méi Décisioun, dann awer och méi Optimismus anstatt lamentéiere wäeren a mengen Aen noutwendeg.

Déi zweet Fro, déi ee sech stellt: Wéi kann en d'Lag, déi sozial an ekonomesch Lag vun eiser Land am beschte beschriewen?

Ech hu versicht, e klengen Tableau de bord ze maache mat Stärkten a mat Schwächen - fënnel Schwächen, fënnel Stärkten. Forcément net nëmme lauter Positives a forcément och net nëmme lauter Negatives.

Eng éischt Schwächt ass, wa mer iwwert de Budget 2012 an 2013 schwätzen, dass en Defizit am Joer 2012 vun 1,6 Milliarden an en héijen Defizit nach ëmmer vun enger Milliard am Zentralstat 2013 héich, méiglecherweis ze héich sinn. An den lwwerschoss - dat soen ech all deenen, déi esou Gedankespillereie maachen -, den lwwerschoss vu 760 Milliounen 2012 bei der Sécurité sociale - an de Sozialminister weess dat - relativéiert zwar dat Bild, mécht et besser fir Bréssel, wa mer d'Zuele schécken, mä mir wëssen, dass déi Gelder do, virun allem an de Rentereserven, verplangten, jo versprache Gelder sinn, déi een net einfach esou kann eriwwertransferéieren.

Eng Stärkt op där anerer Säit ass déi, an ech hunn et gesot, dass Lëtzebuerg ee vun deene wéinege Staten, Eurostaten ass, déi d'Maastrichter Kriterien - dat heescht ënner 3% Defizit am gesamten öffentlechen Haushalt an ënner 60% Verschëldung - nach hunn a respektéieren an doduerch och den Triple-A behalen, obschonn ech net zu de Fanen, wierklech net zu de Fanen vun de Ratingagenturen zielen.

Eng zweet Schwächt: D'öffentlech Verschëldung ass relativ par rapport zu deenen anere verglach niddreg, awer et muss eis heibannen an dobaussen dach awer Suerge maachen, wann ee gesäit, dass mer am Joer 2007 - dat war virgëschter - 6,7% Verschëldung vun eiser PIB haten an am Joer 2013 bal bei 25% leien.

Och wann een déi zwou Milliarden Apport an d'BGL BNP Paribas erausrechent, bleibt den Ustieg vun eiser Verschëldung säit 2007 extrem héich. An ech wëll dat och an enger anerer Zuel benennen, dass d'Charge vun der Dette, déi Zësen, déi mer zrëckbezuelen op déi Schold do, am Joer 2007 - lauscht gutt no! -, am Joer 2007 30 Milliounen waren, an am Joer 2013 wäerten dat 220 Milliounen sinn, Tendenz steigend!

Dat si Suen, déi eis an de Politike feelen. An ech wëll bei der Verschëldung och soen, dass Lëtzebuerg am Verglach zu villen anere gréisseren a grouse Länner e Land ass, wat wéineg Ofwierkräfte huet, wann et muer emol eng Käier an eng Scholdespiral erakënnt; vill méi kleng Ofwierkräfte, wéi dat grouss Länner hunn.

Eng zweet Stärkt derniewent: Mir hunn héich Investitiounen an deemem Budget 2013; nach wie vor 1,7 Milliarden. Dat si bal 4% vun PIB. A mir leien domadder bei deenen héchsten Investitiounsquoten an der Europäescher Unioun. Investitiounen heescht Wuesstumsimpulser ginn. An dat gëllt, mengen ech, och fir déi Impulser, déi mer kënnen ginn, fir d'Kafkraaft vun de Leit dobaussen ze erhalen.

Dofir waren déi politesch Décisiounen, fir den Indexmechanismus ze erhalen, mat der Garantie vun enger Tranche den 1. Oktober all Joers an dese Jore vun der Kris, d'Augmentatioun vun Mindestloun, déi mer d'nächst Woch wäerten decidéieren, an och nom Report vun Accord salarial d'Noutwendegkeet mat deem Accord salarial, dee mer an dese Wochen an der Chamber amgaange sinn ze diskutéieren, an och decidéiere wäerten eng kontinuéierlech Lounpolitik och an der öffentlecher Funktioun ze maachen.

Eng drëtt Schwächt, déi ech géif detektéieren, ass déi, dass de Wirtschaftswuesstum... Wann alles gutt geet, sti mer um Enn 2012 knapps do, wou mer am Ufank 2008, am Ufank vun der Kris, waren. Et ass zu Recht um Statec, mengen ech, als fënnel verluer Jore fir de PIB duergestallt ginn. A mir mussen als Schwächt och ugesinn, dass eng schlächend Desindustrialiséierung eiser ekonomeschen Tissu extrem schlecht deet, och wann dat eng Entwécklung ass, déi och an deenen anere Länner vun der Europäescher Unioun feststellen ass.

Eng drëtt Stärkt awer derniewent ass déi, dass mer an deene leschte Jore säit 2008 - an et muss ee sech dat awer gutt virstellen: säit 2008! - an deemem Land 32.000 nei Aarbechtsplaze geschafen hunn. 32.000 nei Aarbechtsplazen! D'Kompetitivitéit schéngt also nach wie vor gutt ze sinn. An ech hunn dofir am Rapport och d'Beispill vun dem globale Kompetitivitéitsindex geholl, wéi e vun IMD publizéiert gëtt, wou Lëtzebuerg op der zwielfter Plaz vun 59 Länner steet, déi analyséiert gi sinn.

An ech bleiwen derbäi: Wann een - an ech soen dat och de Chambres patronales an der Cham-

ber vun de Salariéien - an der Kompetitivitéit net nëmme eleng de Coût salarial kuckt, mä wann een och déi héich Aarbechtssätz hält, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, wann een eng ganz gutt performant Fiskaliteit fir d'Entreprise kuckt, wann een d'Lounwewäskette kuckt a wann ee virun allem och de soziale Fridden an d'sozial Kohäsion kuckt, da bleibt Lëtzebuerg och a senger Economie e kompetitiv Land.

Eng véiert Schwächt: De Chômage - an ech hunn et virdu scho gesot - ass säit 2008 an der Moyenne vu ronn 4 op iwwer 6% an d'Luucht gaangen. A mir sollten och kucken, dass an de Beschäftigungsmoosnamen, zäitlech befristete Moosnamen, déi et gëtt, iwwer 4.000 Persounen a sech an enger ganz prekärer Beschäftigungssituatioun nach wie vor sinn. Vun der Kuerzaarbecht wäerten 2012 bal 7.000 Leit be-traff sinn. An de Coût vun der Kuerzaarbecht ass am Joer 2011 13 Milliounen. Am Joer 2012 wäert e 24 Milliounen, also iwwert dat Duebelt, bedeuten.

Eng véiert Stärkt derniewent: Mir hunn e staarke Sozialstat mat gudden Renten, enger domadder och niddreger Altersarmut. Mir hunn e gudde reforméierte Gesondheetssystem. Mir hunn e Fonds pour l'Emploi, deen an der Lag ass, d'nächst Joer 700 Milliounen ze investéieren, fir Beschäftigungsmoosnamen, fir de sozialen Traitement vom Chômage ze begleeden. A mir leie bei Eurostat mat 22,7% vun dem PIB fir d'sozial Sécherheet a ganz gudden Limiten.

Eng fënneft Schwächt: D'Zuel vun den RMG-Empfänger - an et ass heiansdo gutt, wann ee sech déi Zuelen emol eng Käier virun Aen hält - läit bei 19.400 Leit, déi an 10.000 betreffende Ménagen den RMG hunn; d'Zuel vun Ufank vun deemem Joer. An ech soen och eng Zuel, déi ech d'nächst Woch als Àre Rapporteur beim Mindestloun wäert soen, och dat, mengen ech, nach eng Käier virun deene Konsumwochen, déi elo bis Silvester bevirstinn, sech och nach eng Käier virun Aen ze halen, dass zu Lëtzebuerg 52.000 Leit um Mindestloun verdéngen.

Nach eng Käier: 19.400 Leit liewen a Ménagen, déi den RMG kréien. An 52.000 Leit kréien de Mindestloun vun 1.800, 1.900 Euro. Och dat weist, dass et eng Realitéit gëtt an engem Land, wou mer héich Präisser kennen, héich Logementspräisser, héich Loyeren, wat och bedéngt, dass mer en héije Mindestloun brauchen, fir de Leit ze hëllefen, net an Aarmut ofzegliten.

An do derniewent eng fënneft Stärkt: eng groussezüege Familljepolitik. Ech hu virdu scho gesot, dat, wat d'Familljeminstesch an deene leschte Joren - an d'Zuele weisen dat am Budget - an de Betreungsstrukturen gemaach huet an investéiert huet, léisst sech weisen. Ech kommen herno nach eng Käier op dee Paradigmewissel, deen an der Tripartite 2006 decidéiert ginn ass, zrëck.

1,1 Milliard ginn un d'Familljentalociationen, un d'Familljen iwwert d'Kannergeld, de Kannerbonus an d'Allocation de rentrée scolaire. 1,1 Milliard! An dobei kommen all déi Suen, déi Stat a Gemengen nach investéiere fir Infrastrukturen am Beräich vun de Maisons relais, vun de Chèques-services, vun de konventionéierte Crèches an esou weider.

Eurostat - eng lescht Zuel zu deene Stärkten a Schwächen - huet virun e puer Deeg seng neisten Zuelen erausginn an huet festgehalen, dass mat 18% Sozialtransferter - fir eleng d'Familljen 18% - vun PIB Lëtzebuerg rekordverdächtig op der éischter Plaz vun allen europäesche Länner an deem Beräich läit. Ech wiere mech also um Enn vun deene Stärkten a Schwächen géint Schwaarzwäiss-Molerei, well d'Situatioun, déi mer virfannen, weder nëmme schwarz, awer och net nëmme wäiss ass. Et gëtt Stärkten an et gëtt gutt Voraussetzungen, fir d'Problemer kënnen an de Grëff ze kréien.

Ech hu virdu gesot: Jo, Eurokris, Scholdekrise, Vertrauenskrise, Sozialkris läit a ville Länner - fir et nach eng Käier ze soen - esou wéi en naasse Schwamp atmosphäresch iwwer eis. An trotzdeem, mengen ech, sollt een Zil eis och orientéieren. An ech mengen, dat Zil kann nëmme heeschen, dass et net onbedéngt eis muss nach besser goen an deenen nächste Méint a Joren, mä dass et deenen, déi no eis kommen, eise Kanner an Enkelkanner, au moins esou gutt geet wéi et eis geet, a ville vun hin-nen, déi et néideg hunn, och nach besser.

An dofir ass de Projet, deen ech lech am schrëfleche Rapport proposéiert hunn, ee Projet, dee sech virun allem soll un d'Perspektive vu Kanner a Jugendliche orientéieren. All Studië weisen, all Sondagë weisen bei eis an och allen anere Länner niewent eis, dass, wann een d'Bedéngungen dofir schaaft, wann d'Bedéngunge stëmme, Jugendliche an hirer grousser Majoritéit zefridde si mat hirer Situatioun, optimisteschen an d'Zukunft kucken, dass Famill, Kanner erzéien hinne wäert ass, dass Wäerter hinne wäert ass, dass Aarbecht a sozialer Engagement fir si wäert ass.

An ech mengen, si sinn och wichteg fir eis, fir en Zitat vun Willy Brandt ze huelen, dee gesot huet: „Mir brauchen d'Eraufuerderung vun der jonker Generatioun, soss géifen eis d'Féiss aschlofen.“

Jo, et géifen eis d'Féiss aschlofen, wa mer net och derfir suergen, dass et, bei allem Optimismus, deen et bei de Jonke gëtt, bei aller Dynamik, bei aller Energie, och vill Jugendliche am défavoriséierte Milieu gëtt, vill Jugendliche - wéi heescht dat haut? - mat Migratiounshandlung, déi net esou optimisteschen an d'Zukunft kucken a fir déi, mengen ech, d'Chancen net esou gutt sinn. An dofir ergëtt sech och de Sënn a ville Politiken an deem Budget 2013, fir deene Jugendliche ze hëllefen, och selbstbewusst Memberen ze ginn, se net stoen ze loossen op der Säit vun der Strooss an de Sënn och, fir déi Politike méi kloer ze schreiwene.

Politik maache fir déi nächst Generatiounen heescht dann, gesond Statsfinnen ze hannerloossen, kee Scholdeberg mat héijen Zësen a mat enger Aschränkung vun Gestaltungsspillraum fir déi zukünftige Generatiounen. Dat heescht, sécher Aarbechtsplazen. Dat heescht virun allem - ech kommen herno nach drop zrëck - am Logementsberäich fir bezuelbare Wunnraum suergen.

Dat heescht, an der Bildung de Gächis verhënnere, andeem een an der Schoul all Chancen an all Fäegkeeten, all Talenter vun de jonke Leit erauskëddelt. An déi Reform, déi d'Educationministesch mat vill - an ech soen dat hei ganz däitlech -, mat ganz vill perséinlech Engagement a Motivatioun versicht ugaang ze kréien, hätt heiansdo méi verdéngt wéi déi steril Diskussiounen, déi mer dach do feststellen. A wa gesot gëtt, den Interêt vun de Kanner a vun de jonke Leit steet am Mëttelpunkt, da géif een hoffen, dass dat och wierklech ëmmer de Fall wier.

An ech hunn et virdu gesot, bei de Familljen ass virun allem den Aarmutsrisiko ëmmer do, wou Kanner sinn, net bei deenen Eelere. En ass do, wou Kanner sinn. An ech mengen, och do ass de Budget 2013 a villen Transferter eng Äntwert drop, fir virun allem elengzëhende Fraen, virun allem Fraen ze hëllefen, déi mat Kanner dach den Euro zwee- an dräimol mussen ëmdreien, fir iwwert den Dag an iwwert d'Woch ze kommen.

D'Familljepolitik muss also wirksam sinn engersäits duerch direkt Geldtransferter un d'Familljen, mä awer och op där anerer Säit duerch den Ausbau vun den Infrastrukturen, vun de Betreungsstrukturen, déi och e pädagogesche Sënn, e pädagogesch Konzept mussen hunn. Ech mengen, dass dat och wichteg ass fir d'Chancégleichheet ënnert deene jonke Leit an ënnert de Kanner.

Ech hu virdu gesot, de Paradigmewissel, dee mer nach... Dat waren nach Zäiten, an der Tripartite 2006, wou et en Accord téschent Regierung a Sozialpartner gouf, fir d'Desindexierung vun Kannergeld virzehuelen. Net fir ze spueren onbedéngt, mä als Paradigmewissel, fir dat Geld ze huelen a méi an d'Strukturen ze investéieren, déi virun allem de Kanner och gutt dinn an hirem Selbstwärtgeffill.

A wann ech kucken, wat déi Desindexierung vun de Familljen, vun Familljegeld, vun Kannergeld 488 Milliounen fir de Stat abruucht huet - wann een dat esou ka soen -, mä dass mer awer ëmgedréit bal 600 Milliounen an d'Beschäftigung an der Tëschzeit an d'Betreungsstrukturen investéiert hunn... An da rechnen ech déi 100 Milliounen netto all Joer fir d'Alteierung vun Kannerbonus net mat, wou jo virun allem déi Familljen, déi keng Steiere bezuelen hunn, netto dovunner profitéiert hunn.

Mir hunn also de Paradigmewissel net nëmme netto an den Zuelen erreicht. Mir hu largement doriwwer eraus an déi Richtung investéiert, déi mer deemools virginn hunn. An dofir hu mer dee Paradigmewissel réusséiert. An ech géif doriwwer eraus awer soen, niewent deem Erfolger do - an dat ass e politesch Erfolge - ass et, mengen ech, wichteg awer opzepasst.

Ech huelen déi zwou Ännerungen, déi mer virgeholl hu bei de Chèques-services. Mir si ganz generéis an dee System eragaang, mä dass mer an engem Joer schonn zweemol um System d'Konditiounen ännere ginn an d'Intérêt vun allen vun de Familljen, awer virun allem de Famillje mat méi héijem Revenu, ass, mengen ech, eng Politik, wou mer gutt mussen oppassen, wat dat konkret um Terrain heescht. Zum Beispill, wa vill Famillje muer hir Kanner aus de Strukturen erahuelen, well et hinne ze deier gëtt - ech hoffen net, dass déi Entwécklung do ass -, géif dat der sozialer Mixitéit an de Struktur schueden.

An ech mengen, dofir ass et wichteg, dass mer an deenen Diskussiouen, déi mer elo iwwert d'Budgeten 2014 a 2015 an doriwuer eraus féieren, ganz gutt mussen oppassen op d'Geldleeschungen an d'Strukturleeschungen fir d'Familljen, mä innerhalv vun de Geldleeschungen och eng kloer Ennerdeelung maachen tëschent deem, wat Rechter vun de Kanner sinn, Rechter och beim Kannergeld sinn, och juristeschen Rechter vun de Kanner sinn, an op där anerer Säit dat, wat mer selektiv solle maachen, do, wou mer also deene Familljen, déi et méi brauchen, méi Hëllef weé deenen aneren.

D'Familljepolitik dierf keng Almosepolitik sinn. Och hei gëtt et verbrieften a soll et verbrieft Rechter ginn, déi d'Famillje sollen hunn, well ech mengen, an dese Joren - net nëmme an dese Joren, mä virun allem an dese Krisejoren - ass et net d'Schwächung vun de Familljen an de Kanner, déi op der Dagesuerdnung mussen stoen, mä d'Stärkung vun de Familljen a vun de Kanner a vun deene jonke Leit.

Ech wëll nach eng Bemierkung zur Method an zur Governance maachen. Ech géif mer erhoffen, dass mer an alle Fäll emol derfir suergen, eng Kohärenz vun de Politiken ze maachen. Mir hunn eng Rei vun europäesche Politiken, europäesche Vergabe, och nationale Vergabe, Plan-d'actionen hei, Plan-d'aktionen do, ze versichen, ëmmer erëm eis Zäit ze huelen hei an der Chamber, awer och an der Regierung, fir d'Kohärenz tëschent deenen eenzelne Saachen am A ze behalen.

Ech géif mer wënschen a weess, dass de Premierminister a senger Virbereedung, déi seit Wochen - fir net ze soen - a Méint amgaange sinn, zum Schluss kënn, fir déi Table ronde anzberufen, déi iwwer Prozeduren an iwwer laangwiereg Prozeduren a Bürokratie mat den Acteuren dobaussen soll diskutieren, mat de Sozialpartner, mä och mat de Gemengen a villen aneren Acteuren, zum Beispill am Beräich vun der Landesplanung, am Beräich vun der kommunaler Planung, fir derfir ze suergen, dass mer hei erëm méi schnell vun der Plaz kommen, wéi mer dat oft maachen.

Ech géif mer och wënschen, dass mer an der Aufgabe vun Finanzminister derfir suergen, dass mer net nëmme iwwer e Budget schwätzen, eng Budgetplanung, déi méi achseiert ass op Objektiv an op Resultater wéi op Moyenen. Do kënn mer op d'Etüd vun der OECD bauen, mir kënnen op d'Proposition de loi vun eisem Kolleg Roger Negri bauen, der LOLF, mir kënnen op déi nei Direktive bauen, deen neie Cadre budgétaire, deen eis vun Europa gezechent gëtt.

Ech wëll zwee kleng Beispiller huelen, wéi een, mengen ech, muss oppassen och an der Budgetplanung d'Kohärenz vun de Politiken zesummenzehalen. Mir soen ëmmer erëm: „Prioritéit fir den öffentliche Transport.“ Wa mir dat soen an ech huelen zwou Moosnamen eraus, engersäits déi fir beim Abatement iwwert d'Frais de déplacement, bei der Kilometerpauschal déi éischt véier Kilometer ofzeschaffen, an op där anerer Säit och eng Verdieerung vun öffentliche Transport virzehuelen, dass mer, mengen ech, do...

An ech géif et wierklech dem Minister propositionieren, fir an enger Table ronde vun allen Acteuren, ënner der Égide vun der Communauté des transports mat deenen, déi hei an der Stad fir den öffentliche Verkäier verantwortl sinn, déi, déi et am Süde sinn, déi, déi et am private Beräich sinn, sech zesummenzusetzen an d'Kohärenz vun de Moosnamen mateneen ze diskutieren an ze kucken, wéi een dat dann och wierklech konkret austaréiert.

Ech géif en zweet Beispill nennen. Dat ass dat am Beräich vun der Ukënnung vun der Regierung, fir d'Subsidien un d'Gemengen alleguerten an Zukunft un d'finanziell Situatioun vun de Gemengen ze koppelen. Eng Ukënnung, déi mer an der Finanzkommission diskutéiert hunn an awer gemierkt hunn, dass ee sech do nach vill Froe muss stellen, déi net beäwert sinn, an dass een och do virun allem muss derfir suergen, dass et eng Kompatibilitéit gëtt vun där Décisioun do, oder där Ukënnung, an op där anerer Säit de Politiken, déi mer am Rahme vun IVL zum Beispill hunn, oder am Plan sectoriel «Logement», deen et nach net gëtt, deen et als Projet gëtt, mä deen et awer hoffentlech gläich wäert ginn, dass mer hei eng Kompatibilitéit vun de Politiken musse siche par rapport zu deem, wat mer décideieren.

Ech wëll an deenen nächste Minutten iwwert dee Budgetprojet 2013 no dem Markéiere vun enger ganzer Rei vu Politiken, déi sech an deem Budgetprojet erginn, op eng Rei vun Zuele

kommen. Ech wollt net méi laang iwwert d'Prozedur schwätzen. Deen aussergewöhnleche Virgank, dass nom Dépôt vum Budget den 2. Oktober op Initiativ och aus der Chamber eraus nach en Amendéiere stattfonnt huet, ass laang genuch kommentéiert ginn. An ech géif et och dobäi beloungen.

Déi Ännerungen, déi duerch d'Amendementer gemaach gi sinn, muss ee virun allem virun Hannergrond vun deem viraussichtleche Joresofschloss vum Budget 2012 gesinn, dee mat engem Budgetdefizit vun 1,65 Milliarden wäert ofschléissen. 1,65 Milliarden Defizit am Joer 2012! Do muss ee vläicht e bëssen driwver nodenken, wann ech d'Kommentaren aus deene leschte Stonnen nach esou an den Oueren hunn.

Dat ass par rapport zu dem Budgetprojet, wéi mer en am Dezember 2011 votéiert hunn, eng Verschlechterung vun viraussichtleche Resultat vu genau 505 Milliounen. An all eenzel Ausgaben, déi derbäikommt sinn, losse sech, wann ee se eenzel diskutéiert, largement och argumentéieren a legitiméieren. Mä ech mengen, dass dat insgesamt Resultat, wat dach awer schlecht ausfällt, vill méi schlecht wéi geplangt, och wann een dee gesamten öffentliche Haushalt hält, 866 Milliounen Defizit, 2% vum PIB...

D'Zil also, deen héijen Defizit, deen eis den 2. Oktober fir de Budgetprojet 2013 virgeluecht ginn ass, nämlech 1,3 Milliarden Defizit, 2,8% vum PIB am Zentralstat, ze reduzéieren an eis erëm zröckzehuelen op déi Trajectoire, déi mer hei am héijem Haus am März an am Abréll an zwou Debatte mat der Regierung festgehalten haten, an op déi Trajectoire vum Programme de stabilité et de croissance zröckzeken, nämlech en Defizit vu ronn enger Milliard, war, mengen ech, d'Aufgab vun deenen Amendementer. An dat ass duerch eng zousätzlech Konsolidéierung vun 250 Milliounen op also en Defizit vun 1,04 Milliarden, 2,3% vum PIB, an an der Administration publique 383 Milliounen Defizit an domadder engem Defizit vun 0,8% vum PIB.

Ech wëll och heibanne soen, ouni déi Konsolidéierung, ouni dee Kraaftakt, deen d'Regierung zesumme mat de Fraktiounen virgeholl huet, géife mer haut bei engem Defizit am Zentralstat vu bal ronn 2 Milliarden leien an dat wär, mengen ech, 4,2% vum PIB am Zentralstat, an dat wär fir de gesamte Stat bei ronn 1,3 Milliarden Defizit, an domadder 2,9% vum PIB, also dach ee jipfelchen ënner deenen 3% aus dem Maastrichter Kritär.

Ech wëll hei gutt verstane wëssen, dass ech d'Analys vum Budget och am schrëftleche Rapport maachen op der Basis vun deene sougenannte SEC-95-Zuelen, deenen, déi mer also zu Brëssel eragin a fir déi mer och am Rahme vun de Politiken do mat deenen anere Länner verglach ginn. Hei an der Chamber stëmme mer de Statsbudget no de Regele vun Kontabilitéitsgesetz, wéi se 1999 opgestallt gi sinn.

Ech wëll e puer Rapporte maachen. Deen éischte Konsolidéierungspaket, am Abréll 535 Milliounen, dat waren deemoos 350 Milliounen manner Dépense, dovunner 125 Milliounen Investitiounen, déi gestreckt gi sinn, déi net definitiv ofschléissend fort sinn, mä déi an der Zäit gestreckt gi sinn, 100 Milliounen bei de sozialen Transferten, dovunner 70 Milliounen beim Ajustement, 60 Milliounen bei de Frais de fonctionnement a 55 Milliounen duerch de Report, wat ech virdu gesot hunn, vum Accord salarial, wou an engem duerno weideren Accord mat der repräsentativer Gewerkschaft vun der Fonction publique, der CGFP, jo en Accord fonnt ginn ass, dee mer an dese Wochen an der Chamber diskutéieren.

185 Milliounen Recetten, dovunner 100 Milliounen fir d'Solidaritéitssteuer. Ech wëll iwwereng soen, d'Solidaritéitssteuer, déi jo dofir do ass, fir virun allem och d'Dépense am Fonds pour l'Emploi ze decken, Dépense, déi eleng vun '12 op '13 ëm 92 Milliounen an d'Luucht ginn. Dofir, mengen ech, ass dat net vu Mutt-wëll, och hei sech weider Recettë siche ze goen. An dann, ech kommen herno op déi zréck, 50 Milliounen Mindestbesteuerung bei den Entrepreneuren, 35 Milliounen bei den Accisen.

En zweet Paket beim Dépôt vum Budget am Oktober, nach eemol ronn 166 Milliounen, mat engem Total da vu 701 Milliounen. An ech mengen, dat war eng Reaktioun vun der Regierung op d'sech verschlechterend Croissance-Zuelen, well mir baséieren an deem Dépôt vum Budget nach op 1,7% Croissance, an an der Tëschenzäit sinn déi Zuelen nach méi schlecht ginn, well haut gëtt gerechert, dass d'Croissance 2013 an enger Fourchette vun engem hallwe bis 1% wäert leien.

De Problem war, dass vill vun eis heibanne - vill, ganz vill, déi meescht - dese Paket als ongenügend emfonnt hunn, dass se der Meinung waren, dass e politescht Konzept an deene Spuermoosnamen Ufank Oktober net esou

däitlech ginn ass, an dofir de Budget nach eng Keier op de Métier geholl ginn ass fir en drëtten Konsolidéierungspaket vun 251 Milliounen, deen eng Rei vu Rééquilibrage virgeholl huet.

En éischte Rééquilibrage bei der Fro tëschent Dépense a Recetten. Deen drëtten Paquet besteet zu 180 Milliounen aus zousätzleche Recetten, zu 70 Milliounen aus weinerger Dépense, an dat mécht dann e gesamte Konsolidéierungspaket vun 952 Milliounen, dat sinn 2%, eppes méi wéi 2% vum PIB.

Dass dee Rééquilibrage och noutwendeg war, an dat wëll ech all deene soen, déi ech an dese Deeg héieren, dozou och Stellung huelen, de Rééquilibrage unzesetzen tëschent de Steiere vun de Personnes physiques an de Steiere vun de Betriber. Dass sech d'Entrepreneuren an der Tëschenzäit, an d'Entwécklung, déi weist ganz kloer an eng Richtung: Eëmmer méi kënn de groussen Deel aus der Akommesteier, an d'Betriebsbesteuerung hält an de gesamte Recettë vun de Steieren ëmmer méi of. Dorobber hu mer Äntwerte ginn!

Ech wëll awer hunn, dass dat och emol zur Kenntnis geholl gëtt, dass mer am Joer 2013 fir d'éischte Keier de Prinzip vun der Mindestbesteuerung vun Entrepreneuren aféieren; zur Kenntnis huelen, dass mer d'Steier bei de Finanzgesellschaften vun 1.500 op 3.000 verduebelt hunn; zur Kenntnis huelen, dass mer d'Solidaritéitssteuer och vun de Betriber, net nëmme vun de Personnes physiques, mä och vun de Betriber vu 5 op 7% an d'Luucht gehuewen hunn.

Wann ee weess, dass 80% vun de Kapitalgesellschaften keng Steieren hei zu Lëtzebuerg bezuelt hunn, da sinn dat do, mengen ech, wichtig Décisiounen, wichteg zukünftig Instrumenter, déi et erlaben, fir méi Steiergerechtheet och tëschent de Personnes physiques an de Betriber ze kréien.

Wann ech d'Lamentéieren dobaussen héieren, wëllt ech de Betriber an hire Responsabele soen, dass, wann een de Verglach mécht vun de Betriebssteieren zu Lëtzebuerg par rapport zu deenen anere Länner, da läit eis Betriebsbesteuerung an der Tëschenzäit netto ënner 20%. Si läit an Däitschland bei ronn 25% a si läit a Frankräich bei ronn 27,5%. Mir sinn also do nach wie vor an der Fiskalitéit absolut kompetitiv an där Landschaft do.

Deen drëtten Équilibre war dee bei de Personnes physiques. De Prinzip, staark Schällere solle méi belascht kënnen gi wéi schmuell Schälleren, en sachant bien bei de Steieren, fir dat och an Erënnerung ze ruffe bei esou Budgetsdebatten, dass 40% vun de Leit dobaussen keng Akommesteier bezuelen. 40% also och vu ville vun de Moosnamen am Steierberäich iwwerhaapt net touchéiert sinn, inderme gelooss gi par rapport zu där Belaschtung, déi do op d'Leit zoukënn.

Mä ech hu gesot, staark Schälleren, dofir d'Solidaritéitssteuer op 7%. Déi betrëfft déi Leit, déi Steiere bezuelen. Also déi, déi keng Steiere bezuelen, bezuelen net.

De Super-Taux bei der Solidaritéitssteuer op 9% erophiewe fir déi Leit, déi eleng bei iwwer 150.000 Euro an zu zwee bei iwwer 300.000 Euro leien.

An dann natierlech och de Spätzsteiersaz op 40% huelen an och hei deem Rechnung droen, wat ech an deene leschten Deeg héieren hunn, Mëttelstandsbockel.

Jo, mir gesinn dat och a mir hunn dofir eng Antwert ginn, well mer dat net nëmme als eng weider Tranche, mä als eng Tranche, déi sech just applizéiert bei 40%, fir déi Leit, déi an der Steierklass I iwwer 100.000 an an der Steierklass II iwwer 200.000 Euro leien.

A schlussendlech eppes, wat ech net fir menscheméiglech gehalt hätt bis elo, wann ee sech dann Zäit hält, fir an déi Saachen era kucken ze goen, dass d'Besteuerung vu Stock-options - Promesse, déi also héich Kaderen, gutt gestallte Leit u sech an den Entrepreneuren, an der Finanzwelt, Promessen, déi se sech maache loosse -, dass déi hei zu Lëtzebuerg sou bei ronn enger Besteuerung vun 3, 4% louchen. Och do féiert déi Moosnam, déi mer geholl hunn, zu 50 Milliounen méi Recetten, mä virun allem och zu méi Steiergerechtheet, wéi mer dat bis elo de Fall haten.

An dann héieren ech d'Lamentéieren dobaussen, wat d'Steierlandschaft ubelaangt. Ech verwonnere mech iwwerens, dass ech an deene leschte Wochen nach ni esou vill Leit begéint hunn an héieren hunn, déi geschriwwen a gesot hunn, dass si a sech esou gutt gestallt wäeren, finanziell, dass se ganz gären op hiert Kannergeld oder op d'Allocation de rentrée scolaire an esou viru géife verzichten.

Dat ass gutt esou. Dat hält ee gären zur Kenntnis. Dat ass a priori positiv. Ech froe mech just, firwat dass déiselwech Leit, wann de Spätzsteiersaz ëm 1% an d'Luucht geet, dann an eng Depression verfallen, wa se op där anerer Säit

awer bereet wäeren, op Honnerte vun Euro bei Kannergeld a bei anere Moosnamen gär ze verzichten.

Ech mengen, dass eng gerecht Steierlandschaft zur Glafwürdegheet vun eisem Land bäidréit an och zur Glafwürdegheet vu Politiken bäidréit, wann d'Leit d'Gespieler hunn, dass et gerecht zougeet zu Lëtzebuerg an dass net nëmme an der Akommesteier brav Steiere bezuelt gëtt, mä dass och an anere Gebidder, och bei de Betriber, dat gemaach gëtt.

Ech hunn och de Spätzsteiersaz gekuckt am Verglach zu anere Länner. Wann ech deen absoluten, maximale Spätzsteiersaz huelen, deen et elo kann zu Lëtzebuerg ginn, à savoir 40% Spätzsteiersaz fir déi ganz héich Revenuen, an eng Solidaritéitssteuer vun 9%, de Super-Taux also och fir déi ganz héich Revenuen, da lant ee bei engem Spätzsteiersaz vun 43,6% zu Lëtzebuerg. An Däitschland 47,2%, a Frankräich 50,7%. An ech halen op, well déi meescht Länner largement dodriwuer sinn. Ech mengen, och dat soll een dann zur Kenntnis huelen.

Mir hunn an deem Konsolidéierungseffort do och ee klengen Effort gemaach bei de Familljen. Ech hu gesot, bei de Chèques-services muss een och iwwer Planungsécherheet fir Familljen diskutéieren, wann een ze vill schnell, ze vill oft, ze vill abrupt Ännerunge mécht. Mä déi kleng Ännerung, déi mer gemaach hu bei der Allocation de rentrée scolaire, déi eng Erspueren ass vun 11 Milliounen - 11 Milliounen, dat mécht genau 1% vun deenen 1,1 Milliard, 1,1 Milliard, déi mer un d'Famillje ginn -, ech mengen, dass deen Effort net ze grouss ass, net ze grouss verlaangt ass, fir am gesamte Konsolidéierungseffort och seng Noutwendegheet ze spillen.

An ech hu mech dunn ameséiert, wéi anerer och - an dozou wäert ech och nach eppes soen -, ech hu mech ameséiert, fir dräi Beispiller ze rechnen, fir ze kucken, wéi dann déi 952 Milliounen Effort, déi mer hei maachen zur Konsolidéierung vun eisen öffentliche Finanzen, sech op dräi prezis Koppele mat zwee Kanner auswierken.

Bei 4.300 Euro de Mount Revenu vun enger Koppel, wou ee ganz schafft an een halleddags schafft, mat zwee Kanner also, wäert den Apport un deem Effort, deen hei verlaangt gëtt, bei 25 Euro de Mount leien. Bei engem Akommes vun 9.300 Euro vun darselwechter Koppel, och mat zwee Kanner, wäert deen Effort leie bei 84 Euro de Mount. A bei enger Koppel, déi 19.500 Euro Revenu zesummen huet, wäert deen Effort bei 221 Euro de Mount leien.

Ech soen dat, fir och ze soen, dass, wa vun där ënneschter Koppel bis zu där mëttlerer de Revenu ëm 2,2-mol méi héich ass, den Apport, d'Belaschtung, d'Bedeelegung um Effort, dee mer maachen, bei 3,3-mol méi läit. A wa vun där ënneschter Revenu-Koppel bis zu där ieweschter de Revenu 4,4-mol méi héich ass, dann ass den Effort, dee se maache bei de Belaschtungen, 8,8-mol méi héich. Fir kloerzemaachen, dass mer hei effektiv eng Progressivitéit hunn, fir vun deenen, déi et méi kënnen, déi méi breet Schälleren hunn, fir dobäi ze bleiwen, dass déi och méi maachen.

Ech wëll der Chambre des Salariés soen, a mengem perséinlechen Numm, dass ech viles vun den Iwwerleegungen, déi se maachen iwwert d'sozial Kohäsioun zu Lëtzebuerg, deelen, an dass ech och iwwert déi zukünftig Steierlandschaft, déi mer zu Lëtzebuerg brauchen, munches deelen an den Analysen an och an de Propositionen. Ech hätt mer awer gewünscht, dass, wann ee Beispiller rechent, een dann net d'Indexmodulation mat draechent, fir zu méi enger héijer Belaschtung ze kommen, an et dann net nëmme ze loosse bei der Analys vun de Konsolidéierungsefforten, mä och den Index mat draechent, fir dann zu méi héijen Apporten ze komme wéi dat, wat reell an der Budgetsanalyse noutwendeg ass.

An ech wëll och soen, an deene leschten Deeg hunn ech héieren, de Mëttelstandsbockel - jo, de Mëttelstandsbockel ass elo keng Erfindung vum Budgetprojet 2013, dat ass eppes, iwwert dat mer effektiv an enger grousser Steierreform musse diskutéieren -, mä ech hu gesot, mir hunn och eng Antwert ginn doduerch, dass mer déi 40% net einfach nëmme hannendrugelaakt hunn, mä dass mer se an enger méi héijer Tranche gesat hunn, fir deem Rechnung ze droen, dass mer dem Mëttelstandsbockel an de Couches populaires och musse gerecht ginn.

Ech hu virdu gesot, 2013 an deem Budget, sécherlech eng Reduktioun vun Invest vun 287 Milliounen. Mä bei 1,7 Milliarden, déi mer weiderhin investéieren, 3,8, also ronn 4% vum PIB, ass dat nach ëmmer ganz vill. A mir sinn eis virun allem heibanne am Haus, an och dat ass wichteg, eens iwwert d'Prioritéiten, déi mer bei den Investitiounen brauchen: D'Schoul mat der absoluter Prioritéit Nummer eent, d'Mobilitéit an och de Logement sinn déi Prioritéiten, déi,

mengen ech, heibanne vu jiddwengem ënnerstëtzt ginn.

D'Zil ass also vun deem Budget do - an ech kommen elo zréck op dat, wat ech am Ufank gesot hunn -, en Équilibre ze fannen. An dat ass, mengen ech, dat Eenzegt, wat d'Politik muss fäerdegbréngen an dësen Zäiten, en Équilibre ze fannen tëschent dem Zil vu gesonde Finanzen engersäits a Wuesstumsimpulser andersäits, duerch héich Investitionsniveaun an d'Erhale vun der Kafkraaft. Dësen Ziler gëtt de Budgetsprojéct 2013 gerecht.

An ech mengen, dass déi Berechnung, ech hunn doriwwer misse schmunzelen - de Stateg huet eis jo elo gëscht virgerechent, dass de Konsolidéierungspak 0,3% Croissance wäert kaschten. Ech hoffen, dass de Stateg bei där Berechnung méi richtig hannert dem Komma läit wéi e virun dem Komma bei ville Previsiounen louch, déi en eis an deene leschte Jore ginn huet.

Mä ech wëilt dem Stateg awer als Aufgab mat op de Wee ginn, eis dann och emol ze berechnen, wéi vill en Defizit vun zwou Milliarden u Croissance kascht hätt. Wéi vill et géif kaschten, wa mer net méi an der Lag si muer - a Finanzen, déi zerrutt sinn -, fir 1,7 Milliarden ze investéieren. Wéi vill d'Charge de la dette, déi vun 30 Milliounen op iwwer 220 Milliounen an d'Luucht geet, wéi vill Croissance dat a Wierklechkeet géif rechnen. An och vläicht ze rechnen - ouni nach eng kéier, fir d'Zweet, ze soen, dass ech kee Fan vu Ratingagence sinn -, wéi vill et géif kaschten, wa mer muer den Triple-A géife verléieren, wéi vill dat fir de Stat a fir d'Entrepreneurs dobaussen am Privatsektor u Käschte géif kaschten.

De Finanzminister huet virun e puer Méint hei an de Budgetsdebatt gesot, dass mer eng nei Dépensékultur brauchen. Ech mengen, dass heibanne jiddwereen, och angesichts deem, wat mer beim Budgetsprojéct 2012 erlief hunn, dat géif ënnerstëtzen.

Mir müssen d'Ausgabe besser an de Griff kréien. Duerfir ass et noutwendeg, fir 2014 d'Kontributioun beim Programme de stabilité fréi unzefänken, eng Preparatioun ze maachen, eng Rei vun Ausgabeberäicher op de Métier ze huelen. Awer dat ze maachen no klore Kritären, net no Kontabilitéitskritären, mä no klore politesche Kritären, déi net kënnen heeschen, zum Beispill bei de Sozialtransferten, einfach de Rasenmäher ze huelen, mä dat no klore Kritären ze maachen, net blann ze maachen, mä opzepassen, wat een a ville Gebidder mécht.

Ech huelen der zwee nach eng kéier eraus, fir d'Lescht, dat ass dee vum Logement. Mir hunn an der Finanzkommissioun - et war ee vun de grouse Momenter vun den Diskussiounen, déi mer d'est Joer an der Finanzkommissioun iwwert de Budgetsprojéct gefouert hunn - eng Analys gemaach iwwert d'Hëllef am Logementsberäich. Déi maachen eng hallef Milliard, ronn eng hallef Milliard aus!

A mir hunn zesumme mat Spezialisten, déi bei eis waren, festgestallt, dass ee sech ëmmer méi muss d'Fro stellen, ob de Gros vun deenen Aiden, déi mer hei maachen, net éischter an d'Täsche vun de Promoteuren an den Entrepreneuren kommen, an dass se u sech de Bau vu Villaen op der Côte d'Azur förderen, anstatt de Wunnengsbau hei zu Lëtzebuerg. Déi Fro muss ee sech ëmmer méi stellen.

Dat ass e Paradigmewiessel, iwwert dee mer müssen diskutieren, ob mer méi d'Demande förderen iwwer Aiden oder ob mer méi Efforté maachen, fir endlech dozou ze kommen, méi Bauland iwwert de Plan sectoriel «Logement», méi Bauland fréi ze maachen, also d'Offer unzekerbelen, souwuel déi privat wéi och déi öffentlech Offer unzekerbelen, fir bei de Präisser am Wunnengsbau zu Resultater ze kommen.

An ech hu bei de Famillje scho gesot, dass et mer wichtig ass, och hei net nëmme an den Transferte vun Almosen ze schwätzen, mä dass mer och muss schwätze vun der Noutwendegkeet. Eleng de Revenu médian huelen, wéi d'Patronatschamberen dat proposieren, schéngt mer dach awer e bësse kuerzsiichteg ze sinn.

An ech wëll hei eng Suerg soen, déi, ech mengen, heibanne vun deene meeschte gedeelt gëtt: Mir mussen virun allem oppassen, dass bei de Couches populaires, de Couches moyennes, de Mëtzelstandsbockel, dass mer do net ëmmer d'Leit treffen, déi ze vill héich Reveuen hunn, fir enne vun den Aiden ze profitieren, an awer uewen ëmmer derbäi sinn, wann et heescht, d'Solidaritätssteier, wann et heescht, d'Taxen augmentieren an esou weider.

Dorobber mengen ech, mussen mer an deenen Décisionen, déi mer fir 2014 an doriwwer eraus ze huelen hunn, ganz gutt oppassen, déi breet Mëtzelklass net ëmmer dann ze treffen, mä opzepassen, wéi sech d'Moossnamen am

Detail an alle Beräicher, bei allen Transferten auswierken an dorobber oppassen.

Ech wëll eng lescht Bemierkung do maache bei den Dépensé beim Fonds pour l'Emploi. Sécher... a mir sinn an der Commission du Travail et de l'Emploi jo amgaang, en Débat ze preparieren fir d'Fréijoer mat de Rapporteurs, de Kollege Bauer an Negri, hu vill Gesprécher scho gefouert, och mat der neier ADEMs Direktioun zesummen, fir ze kucken, d'Effikasitéit vun alle Moossnamen op de Métier ze huelen an och hei e Spuerpotenzial erauszehuelen.

Ech wëilt awer eppes generell soen. Ech mengen, et kéint net sinn, dass an Zäite vun der Augmentatioun vum Chômage, der Augmentatioun vun der Kuerzaarbecht, der Augmentatioun derfir ze suergen, dass mer weider Brécke behale fir déi Leit, déi Schwieeregkeeten hunn, an den éischten Aarbechtsmaart eranzekommen, dass just de Fonds pour l'Emploi dee Fokus wier, wou mer mengen elo am meeschte missen ze spueren. Ech mengen, dass dat an dësen Zäiten noutwendeg ass, mä dass mer awer ganz gutt müssen oppassen, dass mer hei ee wichtegen Deel vun aktiver Beschäftigungspolitik och an Zukunft müssen oprechterhalen.

De Finanzminister huet gesot: Dépensékultur. Ech wëll och haut nach eng kéier soen, dass ni ewent eng neier Dépensékultur, a mengen Aen, a mengem perséinlechen Numm, och eng nei Recettékultur noutwendeg ass. Mir hunn dorobber eng Rei vun Äntwerte fir de Budgetsprojéct 2013 scho ginn, zum Beispill bei den Entrepreneuren. Ech gleewen un eng Gesellschaft, wou all Mehrwäerter, déi geschaf ginn, och fair a korrekt besteiert ginn, och déi, déi vun den Entrepreneuren sinn.

Et hëlt eis dobaussen kee méi d'Kreditabilitéit vu Politik of, wann déi einfach Leit mussen fir all Euro, dee se verdéngen, schéi brav hir Steiere bezuelen, an d'Entrepreneuren a vill anerer, och an der Finanzwelt, iwwer Nischen, iwwer Schlupflächer, iwwer Abatementen an esou virun dozou kommen, keng Steiere méi ze bezuelen. Dat ass eng Gesellschaft, déi deem Modell net entsprécht, deen, mengen ech, fir eis noutwendeg ass. An dofir mussen mer dorobber och an Zukunft Äntwerte ginn.

Gradesou wéi mer Äntwerte mussen ginn op d'Tatsaach, dass aus der Besteierung vun de Kapitalerlänger nëmme ronn 5%, knapp 6% vun alle Steuerrecetté just aus der Besteierung komme vu Kapitalerlänger. Och dat ass, mengen ech, eng Situatioun, déi net gesond ass, an och dofir d'Austarieren tëschent der Besteierung vun der Arbecht an der Besteierung vun de Kapitalerlänger eng noutwendeg Aufgab vun enger zukünftiger Steuerreform muss sinn. Gradesou wéi och, mengen ech, d'Verhältnis tëschent den indirekte Steieren an den direkte Steieren dobäi noutwendeg ass.

Ech hu gesot: d'Abatementen. Dat war iwwerengs eng Aufgab aus der Regierungserklärung vun dieser Legislaturperiode, all Abatementen op de Métier huelen, hir Utilitéit, hiren Déchet fiscal, hir sozial, ökologesche a landesplaneresch Impakter. Ech mengen, dat ass eng Aufgab, déi noutwendeg ass. An d'Finanzkommissioun recommandiert der Regierung och, beim nächste Budget eng Opstellung vun allen Dépenses fiscales am Beräich vun den Abatementen virzeleegen, esou wéi dat an der Belsch an a Frankräich iwwer e Guide haut schon Usus ass, fir genau ze gesinn, wat hei geschitt.

Iwwert de Mëtzelstandsbockel an d'Noutwendegkeet vun Austarieren vun der Akommesteier hunn ech scho geschwat.

Ech wëll ee Wuert soen och iwwert d'Gemengen. D'Noutwendegkeet - an dat ass oft heibannen an den Diskussiounen, och an der Finanzkommissioun ass doriwwer diskutiert ginn -, dréngend eng Reform vun der Grondsteier virzehuelen, d'Aktualisierung vun den Eenheitswäerter endlech an Ugrëff ze huelen.

▶ Une voix. - Ma da macht et!

▶ M. Lucien Lux (LSAP), rapporteur. - A mir hu gëscht...

(Interruptions diverses)

▶ Une autre voix. - Sou laang wéi ech hei sinn, schwätze mer schonns doriwwer.

▶ M. Lucien Lux (LSAP), rapporteur. - A mir hu gëscht... Waart, ech huelen nach e Patt.

▶ Une seconde voix. - Jo, huet emol nach e Patt!

▶ M. Lucien Lux (LSAP), rapporteur. - Eng Schlupp.

Ech hu gëscht, wéi vill Kommunalpolitiker sécher, d'Kaart am „Lëtzebuurger Wort“ gekuckt, wou d'Veerdeelung vun den Einnahmen vun de Gemengen tëschent der kommunaler Gewerbesteier op där enger Säit an dem Fonds communal de dotation op där anerer Säit publi-

ziert ginn ass. Elo wëll ech déi Leit aus dem Stater Schäfferot hei wierklech net provozieren, mä Tatsaach...

▶ M. Xavier Bettel (DP). - Dir sidd schonns amgaang!

(Hilarité)

▶ M. François Bausch (déi gréng). - Dir hätt solle gëscht...

▶ M. Lucien Lux (LSAP), rapporteur. - Tatsaach, Här Bettel...

(Interruptions diverses)

Tatsaach, an ech hunn lech dat, an dem Finanzschäffekolleeg Fränz Bausch dat an deene leschten Deeg e puermol gesot: Jiddweree weess, dass d'Haaptstad eng ganz Rei vun Aufgaben huet, déi nationaler Natur sinn an déi deementspriedend, mengen ech, och mussen berücksichtegt a kompenséiert ginn. War dat e guddé Saz?

▶ Une voix. - Et war emol e gudden Ufank.

(Interruptions diverses)

▶ M. Lucien Lux (LSAP), rapporteur. - Ech mengen awer, wann ee kuckt, dass tëschent engem Apport vun der Stad Lëtzebuerg vu 4.421 Euro pro Kapp aus der Gewerbesteier an aus der Dotation, an ech hunn dann déi Gemeng geholl mat deem klangsten Undeel, dat ass Beefort, déi schéi Gemeng Beefort, bei 2.227 Euro sech weist, a mir hunn et jo an der Finanzkommissioun mam Innenminister diskutiert, dass et noutwendeg ass, opgrond vun den Aarbechten, déi scho gemaach gi sinn am Conseil supérieur, déi gemaach gi si vun der Banque centrale, dass een endlech ze enger Reform kënn, déi all deene Prämissen do gerecht gëtt.

Ech wëll - iwwer all Prinzipien a Wäerter, déi mer hunn, eraus - soen...

(Interruptions diverses)

Den Här Statsminister huet gemengt, déi éischt Opreegung géif kommen dann, wann et ëm d'Gemengefinanz gëit goen. Dat ass eng wäertneutral Bemierkung! Kommt, mir ginn elo näischt doranner sichen!

(Interruptions diverses)

Ech wëll soen...

▶ M. François Bausch (déi gréng). - Dir hutt mech guer net opgereeg.

▶ M. Lucien Lux (LSAP), rapporteur. - Ech wëll soen, léif Kolleeginnen a Kolleegen...

▶ Une voix. - Dir wësst, wat een europäesche Budget ass. Dat hat ech vergies.

▶ M. Lucien Lux (LSAP), rapporteur. - Ech wëll soen, iwwer all Prinzipien ewech ass...

(Interruptions diverses)

▶ M. le Président. - Ech bieden lech, dem Här Rapporteur nach e bessen Är Opmierksamkeet ze schenken!

▶ M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat. - Nach e bësse Gemeng, dann huet e se!

▶ M. Lucien Lux (LSAP), rapporteur. - Ech wëll soen, dass Budgetpolitik, an ech hunn dann versicht an deene leschte Minute kloerzemaachen, dass Budgetpolitik näischt Neutrales ass, dass dat keng Aufgab ass vun eleng Kontabellen, soss kéinte mer och den Här Jeannot Waringo als Direkter vun der IGF responsabel dofir maachen, mä dass all déi Froen do Froen och si vun engem Gesellschaftsmodell. Et ass d'Fro, wat fir eng Emverdeelung mer wëllen, mat wat fir engen Instrumenter mer se wëllen.

Et ass d'Fro...

(Interruptions diverses)

Oh, wann ech gliift!

▶ M. le Président. - Ech géif lech bieden, nach e bessen opzepassen!

▶ M. Lucien Lux (LSAP), rapporteur. ...d'Noutwendegkeet, bei de Sozialtransferten ze ënnerscheiden tëschent Rechter a selektive Leeschtungen. An ech hunn hei déi Studië, déi d'Caritas zesumme mat der grénger Stéftung gemaach huet, gutt gelies, fir och do ze begräifen, dass et, mengen ech, och hei tëschent Rechter a selektive Leeschtungen an der Steierlandschaft wichtig zesummenhäng gëtt, déi mer dobäi müssen diskutieren: Wat fir eng Verantwortung droen d'Beriber? Wat fir eng Afloss huet d'Steierpolitik, huet d'Finanzpolitik, huet d'Budgetpolitik, net nëmme op déi grouss makroekonomesch Ziler, déi mer eisem Land wëlle setzen?

Mä huet se och Afloss op - ech géif dat nennen - d'Feinmotorik an eiser Gesellschaft, op déi gro Felder, op déi Plazen, wou mer net esou gäre kucken, do, wou et och zu Lëtzebuerg vill sozial

Détresse gëtt, do, wou et Mënschen op der Strooss gëtt, do, wou et Kanner an Nout gëtt an do, wou et Behënnerter gëtt, déi an der Isolatioun liewen, och an deene Grostellen (veuillez lire: Grozonen) derfir suergen, dass d'Budgetpolitik konkret sech mécht an d'Moyenen do agesat ginn, wou et noutwendeg ass.

Zum Schluss wëll ech dräi Saache soen. Ech géif mer éischters erwaarden, erhoffen an dem Land méi Courage. Méi Courage, d'Problemer unzepaken, Orientierung ze ginn, e Message de vérité och ze ginn iwwer Chancen a Risquen, iwwer Stärkten a Schwächen, a géint déi Morositéit, déi et dobaussen gëtt bei villen, och an den Avisen, wann ee se liest, vill Morositéit, déi noutwendeg ass.

Zweetens. Ech erwaarde mer Verantwortung ze iwwerhuelen, virun allem an der Generatiounenfro. De Kanner an de jonke Leit keng Hypothék hannerloossen, gesond Finanzen a Wuesstum mateneen an engem intelligenten „policy mix“ ukuerbelen. An ech géif och zwou Saache soen, déi et noutwendeg sinn, hei an deenen nächste Wochen ze diskutieren: Engersäits deen neie Plan d'action vun der Kompetitivitéit mat de Chancë vun eiser Finanzplatz, mat der Noutwendegkeet, iwwert d'Industrialisierung ze schwätzen, d'Défië vum Commerce an esou weider.

An ech géif mer och wënschen, den zoustännege Minister, deen ass de Mëtteg hei, den Här Schank, dee just kënn vun enger Konferenz - iwwert déi vill sech d'Fro stellen, ob deen Tourismus do nach néideg ass am Qatar, och nach just am Qatar, wou iwwert d'CO₂-Problematik diskutiert ginn ass -, ech mengen, dass et och noutwendeg ass, an de Minister ass sécherlech domat d'accord, fir och an deenen nächste Wochen eng kéier de Point ze maachen iwwert d'Klimaschutzpolitik hei zu Lëtzebuerg, mä och d'Klimaschutzpolitik an deem Accord, deen zu Doha bis 2020 fonnt ginn ass. Ech mengen, och dat wäert noutwendeg sinn.

Déi drëtt a lescht Bemierkung ass: Ech erwaarde mer an all deene Felder do sozial Gerechtegkeet. Austeritéit ass keng Sakgaass. Duerfir ass d'Äntwert vun deem Budget hei a vun där Politik, déi gemaach gëtt, och just net dat doten. Doudspueren ass keng Lösung, dat weisen d'Südlänner, dat weist Griichenland, dat weist Spuenien. A Spuenien si 50% vun de jonke Leit aarbechtslos! Stellt lech vir, wéi vill mëschlecht Kapital hei futti gemaach gëtt! An ech mengen, wéi vill grössere Schued hei ugeriicht gëtt, wéi dat all Immobilien-, Banken-, Wirtschafts- a Scholdekrise ka maachen.

Ech mengen, dofir ass et noutwendeg, déi Rechter do an der Ausbildung, déi Rechter do och beim Aarbechtsrecht, am dezente Wunnen an dem Zougank zu öffentlechen Déngschtleeschungen derfir ze suergen.

Ech hu mech gefrot, zum Schluss, firwat iwwerhaupt an de Rankings - an ech hunn een am Budgetsrapport publiziert, dee vun der Kompetitivitéit -, firwat an deene Rankings do ausgehend esou Länner wéi Norwegen, wéi Schweden, wéi Finland, wéi Dänemark, wéi Eisträich op den éischte Plaz stinn.

Ech mengen, dass et bei deene wichteg ass, dass de Sozialstat een Element ass vun dem Standuert, dee se duerstellen, och vun der Kompetitivitéit, déi se duerstellen, dass déi sozial Kohäsion Gesellschaften stärkt an domadder och hir Ekonomie stärkt. Meng int'im Conviction ass, dass esou State wéi déi a wéi eisen nëmme kënne fonctionnieren a virun allem net kënne fonctionnieren op der Basis vun Defiziter, vu Verschuldung, vun ongedeckte Schecken.

A Griichenland an a Spuenien, léif Kolleeginnen a Kolleegen, leien net déi Räich op der Strooss! A Griichenland an a Spuenien leien déi einfach Leit op der Strooss, déi net méi an der Lag sinn, fir hir Wunneng, fir hire Loyer kënnen ze bezuelen an hir Scholde kënnen erëmzebezuelen. Dat ass d'Resultat vun enger laxistescher an oft irresponsabeler Politik. Et ass net de Wee, dee mer hei zu Lëtzebuerg wëlle begoen, an de Budgetsrapport 2013 gëtt dorobber Äntwert!

Ënner dem Benefiss vun all deene Remarquen an Awänn do recommandieren ech lech, de Budgetsprojéct 2013 ze stëmmen a soe Merci fir d'Opmierksamkeet.

▶ Plusieurs voix. - Très bien!

▶ M. le Président. - Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Budgetsrapporteur, dem Här Lucien Lux. Den Här Statsminister huet d'Wuert.

**5. Ordre du jour (suite)**

► **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*.- Här President, fir d'Éischt wëll ech dem Här Lux Merci soe fir säi Budgetsrapport, dee schrëftlechen an dee mëndlechen.

Zweetens war et u sech virgesinn, dass ech am Kader vun dëser Budgetsdebatte méi eng breet,

global Vue vun der Regierung géif presentéieren. Dat war virgesi fir muer de Mëtteg. Dunn ass mer gesot ginn, d'Budgetsriede vun der Regierung misste muer de Moie stattfannen, well den Här Finanzminister muss op den ECOFIN muer de Mëtteg fueren, deen exzeptionell aberuff ginn ass. Ech hunn Telefonskonferenzen haut a muer em déi Zäit, wou ech hätt solle schwätzen, vun dem Eurogroup.

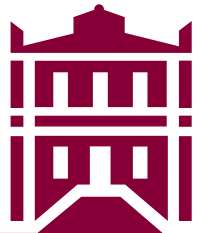
Ech wollt dofir d'Chamber em Entschëllegung bieden, dass ech déi Ried dann net kann halen an dass ech och en Donneschdeg, well dann ass Eurogroup a Conseil européen, net kann den Debatte bäiwunnen, wat ech net normal fannen, mä d'europäesch Agenda ass déi, déi se ass. Ech wollt mech dofir ausdrécklech beim Parlament entschëllegen, dass et net an de Genoss vu mengen Erkenntnisser kann trieden.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Statsminister.

Domadder si mer dann och um Enn vun eiser Sitzung vun haut de Mëtteg ukomm. D'Chamber kënn muer um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 15.43 heures)



SÉANCE 13

MERCREDI,
12 DÉCEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président

Sommaire

- 6497 - Projet de loi portant modification
 - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
 - de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);
 - de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;
 - de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;
 - de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;
 - de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation
 - *Rapport de la Commission des Finances et du Budget: M. Gilles Roth (M. Paul-Henri Meyers intervient)*
- 6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013
 - *Exposé: M. Luc Frieden, Ministre des Finances*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Marie-Josée Jacobs, Mady Delvaux-Stehres, MM. Luc Frieden, François Biltgen, Mars Di Bartolomeo, Jean-Marie Halsdorf, Nicolas Schmit, Mme Françoise Hettog-Gaasch et M. Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.01 heures)

► **M. le Président**.- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Mir fänken de Moien u mat der Presentatioun vum Rapport vun der Finanzkommissioun iwwert de Projet de loi 6497 iwwert d'Fiskalmesuren. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Gilles Roth.

1. 6497 - Projet de loi portant modification

- **de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;**

- **de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;**

- **de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);**

- **de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;**

- **de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures**

spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;

- **de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;**

- **de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation**

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Gilles Roth** (CSV), *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Häre Ministeren, de Statsminister huet de 5. Mee 2010 hei an der Chamber bei der Regierungserklärung iwwert d'Lag vun der Natioun gesot: „Richtig bleibt: Fir d'Éischt muss mer spueren an d'Ausgabe méi niddreg halen. Mä zur Budgetkonsolidéierung gehéiert och d'Recettésäit. An d'Ausgabe muss falen; dat ass d'Prioritéit. D'Recetté muss sech aus Solidaritéitsgrënn no uewe bewegen; an dat ass leider eng Noutwendegkeet.“

Här President, d'Ofbremse vum Wirtschaftsmotor huet eis Statsfinanzen iwwert déi leschte Joren an den Déséquilibrer bruecht. D'Kris, déi am Joer 2008 iwwer eis eragebrach ass, huet sech op villen Niveaue bemierkbar gemaach: um Aarbechtsmaart, an Aktivitéitsberäicher, déi fir eist Land wichteg sinn, an natierlech um Niveau vun den öffentleche Finanzen. D'Äntwert op dës Kris konnt a wäert dofir och keng eenzel oder isoléiert sinn. Si ass villschichteg.

Eng ganz Rei vu Mesurë si schonns geholl ginn. Virun zwee Joer hu mir en éischte Pak vu Steiermoossname gestëmmt, deen deemools ronn 230 Milliounen Euro méi an d'Statskeess

bruecht huet. De Gesetzesprojet 6497, deen haut der Chamber virläit, versicht eng weider Äntwert um steierleche Plang ze ginn.

Dës Moossname goufen zum Deel an der Regierungserklärung zur Lag vun der Natioun Enn Abrëll dëst Joer schonns uegekënnegt. Anerer goufe bei der Presentatioun vun dem Statsbudget fir 2013 am Oktober annoncéiert. A schliesslech dréit de Gesetzesprojet enger Rei vun Amendementen zum Budget Rechnung, déi ufanks November presentéiert goufen.

Insgesamt bréngt dës ganze Pak ee Plus u Recetté fir de Stat vu 400 Milliounen Euro pro Joer. Dës Steierpak ass ee vu ville Schrëtt, fir d'Finanze vum Stat mëttelfristeg nees an den Équiliber ze bréngen. De Plus u Steierrecetté kann een dofir net lassgeléist kucke vun den néidegen Aspierungen um Niveau vun den Ausgabe vum Stat, Aspiermoossnamen, déi schonns gemaach goufen an där an Zukunft och weider nach geplangt sinn.

All dës Aspierungen a Steieren dénge kuerz- a mëttelfristeg der Reduktioun vun eisem Statsdefizit, laangfristeg an doriwwer eraus der Begrenzung an dem Ofbau vun eiser Statschuld. Ésou wäit zum finanziellen a wirtschaftleche Kontext.

Här President, konkret begräift de Steierpak folgend Punkten:

Éischtens, mat dësem Gesetzesprojet féiere mir een neie Spätzesteiersaz vu 40% op dem Akommes vu Privatpersounen an. Dës Spätzesteiersaz ersetzt net dee vun 39%, wéi en haut existéiert, et gëtt vill méi eng zousätzlech Steiertranche vu 40% an de Steiertarif agesat.

Den neie Spätzesteiersaz fänkt bei engem besteierbaren Akommes fir d'Steierklass 1 bei 100.000 Euro pro Joer un; an der Steierklass 2, also bei enger Koppel, ab 200.000 Euro. Bei Loun- a Gehaltsempfänger entsprécht dat iwwert den Domm gepéilt engem Bruttomontatsloun vun ronn 10.000 Euro an der Steierklass 1 an 20.000 Euro an der Steierklass 2.

Insgesamt soll d'Erhéijung vun dem Spätzesteiersaz ee Plus vun 18,5 Milliounen Euro pro Steierjoer bréngen. D'Aféierung vun dem neie Spätzesteiersaz vu 40% bréngt wuel manner zousätzlech Suen an d'Statskeess wéi d'Erhéijung vum Spätzesteiersaz vun 38% op 39% vu virun zwee Joer. Dës huet zënterhier all Joers 40 Milliounen Euro Mehreinnahme pro Joer bruecht.

Den Ennerscheid huet ganz einfach domadder ze dinn, dass den neie Spätzesteiersaz eréischt spillt fir dat versteierbart Akommes, wat iwwer 100.000 Euro an der Steierklass 1 respektiv 200.000 Euro an der Steierklass 2 spillt (veuillez lire: erausgeet). Vun 83.600 Euro bis 200.000 Euro versteiert Joresakommes bei enger Koppel géllt nämlech weiderhin de Spätzesteiersaz vun 39%.

Nun, wien a wéi vill Leit sinn dann elo vun deem neie Spätzesteiersaz vu 40% konkret be-traff? Meeschtens sinn dat Leit aus der Steierklass 2, wou méi wéi ee Revenu am Stot ass. Gekuckt op d'Joer 2012 dierfte ronn 12.350 Stéit, meeschtens Koppelen, ee versteierbart Akommes vun iwwer 200.000 Euro hunn. Dat si ronn 10.200 Résidenten, also Leit, déi hei am Land wunnen, an 2.150 Netrésidenten, déi awer hei am Land Steiere bezuelen. Derzou kommen all déi Leit aus der Steierklass 1, déi méi wéi 100.000 Euro versteierbart Joresakommes hunn.

De Spätzesteiersaz gëtt ab dem 1. Januar 2013 beim Ausbezuere vun de Gehälter an de Léin applizéiert. D'Lounsteuer gëtt jo bekanntlech direkt abehalen an dann an d'Statskeess ofge-

fouert. Bei aneren Akommesarten, wéi zum Beispill de Revenu vu Fräiberuffler, Loyerer, gëtt eréischt am Kader vun der Steiererklärung ofgerechent, an doduerch ginn dës Steiergelder méi spéit bezuelt.

Här President, d'Erhéijung vun dem Spätzesteiersaz ass hei zu Lëtzebuerg éischter rar iwwert déi leschte 25 Joer gekuckt. Mä „crise oblige“ an nom Motto „wie méi huet, dee muss och méi bezuelen“ hu mir missen elo zwou moderat Upassungen no uewen iwwert déi leschten zwee Joer maachen. De Spätzesteiersaz gouf zënter 1990 an deene leschten 20 Joer nämlech kontinuierlech erofgesat, an zwar ab '91 vu 56% op 50%, dunn '98 op 46%, 2001 op 42% respektiv 2002 op 38%. Mat dem neie Spätzesteiersaz bleift d'Verdeele vun der Steierlaascht tëscht de Privatpersounen awer weiderhi sozial ofgefiedert. Breet Schelle- ren droen ebe méi.

2,5% vun de Stéit hei am Land bezuele 37% vun de Steieren, also méi wéi en Drëttel vun dem gesamte Steieropkommes vun de Privatpersounen. 5% vun de Stéit bezuele ronn 50% vun der Akommes- a Lounsteuer a 40% vun de Stéit bezuelen hei zu Lëtzebuerg keng Steieren.

Wéi sti mir dann elo an dem internationale Verglach? Dee sougenannten „ouvrier moyen“ - dat ass eng internationale Norm, fir d'Steierlaascht ze präiwen - mat engem Joresverdéngscht zu Lëtzebuerg vun 52.000 US-Dollar - déi entspreche ronn 40.000 Euro -, bestuet mat zwee Kanner, behält no Steieren a Sozialtransferte wéi Kannergeld, Steierbonien, Familienzouwendunge ronn 99% vu sengem Bruttoloun als Netto an der Täsch. Den duerchschnëttlechen OCDE-Wäert läit hei bei 85%, an der Europäescher Unioun souguer nëmme bei 83%.

Am Verglach zu dem Ausland läit den neie Spätzesteiersaz vu 40% bei 100.000 Euro Joresakommes an der Steierklass 1 folgendermoossen: An der Belsch ass de Spätzesteiersaz 50% bei ronn 35.000 Euro, a Frankräich 41% bei ronn 70.000 Euro, an Däitschland sinn et 45%, mä eréischt ab 250.000 Euro, an Italien 43% ab 75.000 Euro an Irland, vun der Kris ge-beutelt, 41% ab 32.000 Euro versteierbart Joresakommes, Steierklass 1. Mä déi virleschten Tranche vun 39% Spätzesteiersaz spillt hei am Land relativ séier, an zwar ab ronn 41.800 Euro versteierbart Joresakommes.

Här President, eng zweete Moossnam am Steierpak ass d'Eropsetze vun der Solidaritéitssteuer. Si geet bei de Privatpersoune vun aktuell 4% op 7% an d'Luucht. Ab engem versteierbare Joresakommes an de Steierklassen 1 an 1A vun 150.000 Euro respektiv 300.000 Euro an der Steierklass 2 geet d'Solidaritéitssteuer dann op 9% an d'Luucht. Dat heescht, dass nëmme déi Akommesstranche, déi iwwer 300.000 Euro bei enger Koppel erausgeet, mat 9% Solidaritéitssteuer belascht ass. Bis zu deem Montant spille fir jiddwereen, dee Steiere bezilt, 7%. Bei Jonggesellen an Elengerzéier, an der Regel an der Steierklass 1, spille 7% bis 150.000 Euro Joresakommes.

D'Solidaritéitssteuer gëtt hei am Land vun de Résidenten an den Netrésidenten bezuelt op deem Akommes, wat se zu Lëtzebuerg versteieren. Eng Solidaritéitssteuer vu 7% oder 9% heescht fir den Einzelnen net zousätzlech 7% oder 9% méi Steieren. D'Solidaritéitssteuer gëtt nämlech net op dem versteierbaren Akommes berechent, mä op dem Montant vun der Steierschuld. Een, dee sengem Steierbescheid no keng Steiere muss bezuelen, bezilt och keng Solidaritéitssteuer. Dat ass, wéi virdru schonns gesot, bei 40% vun de Stéit hei zu Lëtzebuerg de Fall.

Mat der Solidaritéitssteuer läit den eigentleche Spëtzesteiersaz vun engem Stot mat engem versteierbare Joresakkomes vun 300.000 Euro a méi ab dem 1. Januar 2013 bei 43,6%. Fir all 1.000 Euro, déi een doriwwer verdéngt, gi 436 Euro Steieren un de Stat.

Insgesamt bréngt d'Erpsetzung vum der Solidaritéitssteuer bei de Privatpersounen ee Plus vu ronn 102 Milliounen pro Steierjoer. Dat ass e substantielle Montant. Deen explizéiert sech doduerch, dass a méi héijen Akkommestranchen dach zu Lëtzebuerg vill Steiere bezuelt ginn. Wéi gesot, 2,5% vun de Leit bezuelt ronn 37% vun dem Steieropkomm.

Ronn 25.000 Steierzueler, meeschtens Stéit, déi gemeinsam veranlagt ginn, hunn ee steierflichtegt Joresakkomes vun iwwer 100.000 Euro, ronn 18.000 Stéit ee versteierbart Akkommes vu méi wéi 150.000 Euro, 12.500 Stéit ee versteierbart Akkommes vu méi wéi 200.000 Euro a 5.750 Stéit, dovunner 5.000 Stéit reng zu Lëtzebuerg, ee versteierbart Joresakkomes vu méi wéi 250.000 Euro.

Iwwert déi leschten 30 Joer gekuckt louch d'Solidaritéitssteuer fir Privatpersounen schonn 84 a 85 eng kéier bei 10%. An den 90er Jore bis 2009 war se fir Privatpersounen onverännert bei 2,5%, ab 2011 jee no Revenu tëscht 4% a 6%, fir elo bei 7% bis 9% jee no Akkommes ze leien.

D'Solidaritéitssteuer, déi fléisst dem Gesetz no an de Beschäftigungsfong. Dem Beschäftigungsfong seng Dépensé sinn an der rezenten Vergaangenheet besonnesch opgrond vun dem steigende Chômagetaux, mä och vun den Initiativen, fir d'Jugendarbeitslosigkeit ze bekämpfen, stänneg an d'Luucht gaangen.

Dréttens, d'Solidaritéitssteuer gëtt och vun de Betriber bezuelt. Si geet op den 1. Januar 2013 vun haut 5% op 7% an d'Luucht. Um Niveau vun de Betriber ass et den héchsten Taux, dee mir zënter 1975 kennen. Hélt een d'SOPARFlen eraus, da bezuelen zënter 2011 ronn 80% vun de Betriber hei am Land keng Kierperschaftssteuer, deemno och keng Solidaritéitssteuer. D'Erpsetzung vum der Solidaritéitssteuer bréngt um Niveau vun de Betriber e Plus vu 36 Milliounen Euro pro Joer. Och des Sue fléissen an de Beschäftigungsfong.

Véiertens, d'Gemengen, déi bezuelen ab 2013 och Solidaritéitssteuer, an zwar 2% vun der Gewerbesteier, déi se kréien. Dat ass e Plus vun 12 Milliounen Euro pro Joer.

Fënneftens, och bei der sougenannter „Kilometerpauschal“, ee waarmt Eisen an der Lëtzebuurger Steierpolitik, gëtt et eng Annerung. Déi éischt véier Kilometer Distanz tëscht Wunnuert an Aarbechtsplaz gi steierlech net méi a Betruecht gezunn. Dës wäert bis elo automatesch an dem Steierbarème matagebaut a sinn och deem zeguttkomm, deem zum Beispill an der Stad wunnst an an der Stad schafft. Am Kloertext heescht dat, dass d'Fahrkosten, déi ee steierlech ka geltend maachen, an Zukunft ëm véiermol 99 Euro, dat heescht insgesamt 396 Euro, erfogesat ginn. Dës Moosnam beidit fir de Stat e Plus u Steierrecettë vu 35 Milliounen Euro pro Joer.

Sechstens, um Niveau vun de sougenannten „dépenses spéciales“, also de Sonderausgaben, gëtt de Montant vun de Schuldzinsen op Konsumkreditter, déi ee steierlech kann ofsetzen, halbéiert. Bis elo waren dat 672 Euro pro Joer pro Persoun an engem Stot. Ab dem nächste Joer wäerten dat nach 336 Euro pro Persoun am Stot sinn. Dës Moosnam eleng bréngt dem Stat ronn 7 Milliounen Euro d'Joer méi. Si spillt ab dem nächsten 1. Januar an deemno och op lafende Konsumkreditter.

Opgrond vun den niddrege Schuldzinsen muss een des Reduktioun awer an de richtege Kontext setzen. Ee Stot mat zwee Erwuesenen an zwee Kanner kann d'Schuldzinsen vun engem Prêt vu 35.000 Euro, verzénst zu 3,5%, trotz Reduktioun vum Abatement nach integral vun de Steieren ofsetzen.

De Statsrot seet a sengem Avis zum Statsbudget 2013 grad wéi zu dësem Steierpak, dass ee generell sollt steierlech Abatementen iwwerpräiwen op hir Wierkung als Lenkungsinstrument an op d'Auswirkung op déi generell Steierrecetten. Dëst ass effektiv keng onwesenlech Fro. Niewent de Sozialbäitrag kënne besonnesch d'Schuldzinsen op den Immobilien oder fir zum Beispill en Autoskaf, verschidden Assurancen, Bauspueren, Zousatzversicherungen, déi ee privat mécht, steierlech geltend gemaach ginn.

Insgesamt ginn iwwert dee Wee vun de Steierabatementen a Sonderausgaben iwwer 1,3 Milliarden Euro pro Joer steierlech begëschtegt. Mat engem duerchschnëttleche Steiersaz vun 20% heescht dat fir de Stat ee Steieraufschlag pro Joer vu ronn 275 Milliounen Euro. Vun deenen Abatemente profitéiert natierlech just deen, dee Steiere bezält. Ass dat versteiertlecht Akkommes méi héich, ass de Steiergewënn na-

tierlech och méi héich. Een, dee keng Steiere bezält, huet näischt dovun. Mä och dee Mann oder déi Fra muss eng Autoshaafflicht bezuelen.

De Montant vun den Abatementen ass méierendees zënter 1990 net méi ugepasst ginn. De finanziellen Impakt fir de Stat geet doduerch natierlech mat der Zäit erf. Eng generell Evaluatioun vun de verschidene Steierabatementen, wéi vum Statsrot proposéiert an iwwregens och an dem Regierungsprogramm ugeduecht - den Här Lux huet dat geschicht schonns ennerstrach -, ass deemno méi wéi berechtigt.

Här President, siwente Punkt: Et interesséiert wuel, wat dann all déi Steiermoosnamen elo fir deen Einzelne konkret ab 2013 ausmaachen. Dozou e puer Zuelen: Bei 35.000 Euro versteierbart Joresakkomes, dat heescht zum Beispill ee Jonggesell mat engem Bruttoloun vu ronn 3.500 Euro de Mount, mécht dat ee Plus ab dem 1. Januar 2013 vun 259 Euro méi Steieren aus. Bei 50.000 Euro versteierbart Joresakkomes, dat heescht ronn 5.000 Euro Bruttoloun de Mount, mécht et e Plus vun 283 Euro pro Joer an der Steierklass 2, also bei enger Koppel, aus, bei 100.000 Euro versteierbart Joresakkomes 1.042 Euro an der Steierklass 1 a 759 Euro an der Steierklass 2.

Mä et geet nach weider: bei 150.000 Euro versteierbart Joresakkomes 2.165 Euro an der Steierklass 1 respektiv 1.511 Euro an der Steierklass 2, wou déi zwee Partner schaffen. Bei 200.000 Euro mécht et an der Steierklass 2 da schonns 2.105 Euro aus. Bei 300.000 Euro sinn et der 4.351 a bei 400.000 Euro versteierbart Joresakkomes vun engem Stot, wou déi zwee Partner schaffen, dach schonns 6.611 Euro méi Steiere wéi 2012. Breet Schëlleren droen deemno méi.

Op de Mount verrechent maachen all déi Steiermoosnamen no dem dach fundéierten Avis vun der Chambre des Saliariés ab dem 1. Januar 2013 folgend Abousen aus:

An der Steierklass 2, wou déi zwee Partner schaffen, bei 4.500 Euro Bruttoakkomes de Mount, do sinn et 28 Euro, bei 8.200 Euro Bruttoakkomes de Mount 82 Euro a bei 16.400 Euro Bruttoakkomes de Mount 167 Euro.

An der Steierklass 1, nach kuerz, gëtt et folgend Abousen: 11 Euro de Mount fir de Mindestlounbezéier, 53 Euro de Mount bei engem Bruttoakkomes vu 4.100 Euro a 85 Euro bei engem Bruttoloun vun 8.100 Euro. D'Chambre des Saliariés zielt dann nach zousätzlech de Verloscht duerch d'Netinflationsberengung vun der Steiertabell derbäi. Dat hunn ech awer bei dëse Rechebeispiller ewechgelooss, well gesetzlech Inflationsberengung hei zu Lëtzebuerg keen Automatismus ass.

Här President, aachte Punkt: Um Niveau vun de Privatpersounen gëtt schliesslech de sougenannte Regime vun den „stock options“ ab dem 1. Januar 2013 geännert. Stock options, dat ass vereinfacht gesot ee System, wou de Saliarié kann Aktië vu senger Entreprise kafen, an der Regel zu engem verbëllegte Saz.

Am Kontext vun der Steierreform 2002 ass dës Bedeelegung steierlech begëschtegt ginn. Dat hu mir deemools missen aus internationale Kompetitivitéitsgrënn maachen, well dat och an anere Länner de Fall ass. De Sënn vun dëser fiskalescher Begëschtegtung ass et, de Saliarié u seng Entreprise ze bannen. Dëse System ass awer iwwert d'Joren, fei gesot, liicht entaart!

Sektorwee verfügen (veuillez lire: profitéieren) - nu lauscht gutt no - Honnerte vu Saliarié vum dësem System, souguer an Entreprene, wou de Stat selwer Aktionär dran ass. Ee substantielle Deel vun de Saliarién (veuillez lire: Saliariéen) hirem Akkommes gëtt iwwert dëse Wee en fin de compte mat engem Steiersaz vun oft manner wéi 5% besteiert. Déi dovou profitéieren, dat sinn awer beileiwen net déi Aermst! Ab 2013 ass dofir domadder Schluss.

Am Sënn vu méi Steiergerechtkeet gëtt de Regime vun de Stock options elo geännert. Dat geschitt net iwwert de Wee vun dësem Gesetz, mä iwwert de Wee vun enger Circulaire vun dem Steierdirekter. Firwat? Mä well de Regime 2002 och duerch esou enger Circulaire vum Steierdirekter agefouert gouf. Mä d'Virgab vum Parlament - an dat soll ennerstrach ginn - duerch dëse Gesetzesprojekt ass kloer: Et gëtt ee Plus vu 50 Milliounen Euro erwaart, sou wéi vun der Regierung an dem Exposé des motifs grad wéi an der Fiche financière vun dem Gesetzesprojekt ugefouert. Dës Uppassung vum Regime iwwer Circulaire däerft deemno keng reng Kosmetik sinn.

Néngte Punkt: Eng weider Moosnam, fir nei Steierrecetten ze schafen, ass d'Verduebelung vun der Mindeststeuer vu 1.500 Euro d'Joer fir d'SOPARFlen, also déi sougenannte „sociétés de participations financières“. Ab dem 1. Januar 2013 sinn 3.000 Euro pro SOPARFI fälleg.

D'SOPARFle si Gesellschaften am Finanzberäich, ronn 34.000 Stéck un der Zuel, déi hei zu Lëtzebuerg sinn. Hir Aktivitéit besteet haapt-sächlech doran, Bedeelegungen an anere Gesellschaften ze hunn. An der Regel besteet de Bilan vun dese Gesellschaften aus méi wéi 90% Finanzaktiva. Bedéngt duerch e favorable Besteuerungssystem bezuelen dës SOPARFlen awer éischter wéineg Steieren. Si schafen awer op der Finanzplaz, dat soll een och soen, direkt oder indirekt munch Aarbeitsplazen.

De Prinzip vun der Mindestbesteierung op de SOPARFle gouf virun zwee Joer agefouert. De Montant gëtt elo verduebelt, mä domat ass et net genuch: Och aner Gesellschaften, déi keng SOPARFle sinn, mussen an Zukunft eng Mindeststeuer bezuelen. Betrifft vun dësem Moosnam sinn net manner wéi 37.000 Gesellschaften.

De Montant vun der Mindeststeuer geet vu 500 Euro d'Joer bis zu 20.000 Euro. De Montant geet am Verhältnis zu der Bilanzsomm an d'Luucht. 500 Euro sinn ze bezuelen bis zu enger Bilanzsomm vun 350.000 Euro, 5.000 Euro bis zu enger Bilanzsomm vun 10 Milliounen Euro, 15.000 Euro bis zu enger Bilanzsomm vu 15.000 Euro (veuillez lire: 15 Milliounen Euro), an 20.000 Euro, wann d'Bilanzsomm iwwer 20 Milliounen Euro erausgeet.

D'Verduebelung vun der SOPARFI-Steier an d'Aféierung vun enger Mindeststeuer op allen aneren Handelsgesellschaften bréngt zousätzlech 100 Milliounen Euro méi Kierperschaftssteuer pro Joer. Dës Mindeststeuer ass, wéi hiren Numm et seet, ee Minimum vu Steieren, deen ee muss bezuelen. Si kann deemno net op d'Vermögenssteuer imputéiert ginn.

Vun dëser Mindeststeuer kënnen och keng Steierbonifikatiounen ofgezu ginn, zum Beispill, wann ee Betrib Investissementer mécht oder Chômeuren stellt respektiv eng Steierbonifikatioun kritt, fir d'Fraisé vu Berufsausbildung vu senger Matarbechter ofzedeecken. Eenzeg Ausnahm ass déi, wann d'Mindeststeuer iwwert déi effektiv Kierperschaftssteuer, déi dem Tarif no geschëllt wier, erausgeet. Den Iwwerschoss kann dann op déi nächste Joren als Avance reportéiert ginn.

Eng weider Limitatioun ass och déi bei enger sougenannter „Organshaft“, also enger Intégration fiscale. Well d'Mammegesellschaft direkt oder indirekt d'Filiale kontrolléiert, andeems se méi wéi 95% vum Kapital hält, gëtt dës Konsolidéierung prinzipiell steierlech begëschtegt. Dat wäert och am Fall vun der Mindeststeuer spillen. Bei de Mammegesellschaft grad wéi bei all Filial gëtt d'Mindeststeuer opgehewen, mä bis zu engem Plaffong vun 20.000 Euro.

Dat ass, vereinfacht erkläert, de Prinzip vun der Mindeststeuer, sou wéi en definitiv vun der Finanzkommissioun zréckbehale gouf. D'Mindeststeuer ass an engem gewëssene Sënn ee Paradigmewissel: Ab 2013 bezält all Handelsgesellschaft zu Lëtzebuerg Steieren.

Dofir hat et och eng Rei vu verfassungsrechtelche Bedenke géint iwwer dem urspréngleche Regierungstext vun dem Statsrot ginn. De Statsrot huet op enger Rei Punkten opgeléicht, dass dësen Text géint international Duebelbesteuerungsofkommessen an EU-Recht verstéisst, an huet dofir och dräi Oppositions formelles gemaach. D'Finanzkommissioun huet d'Textännerungen, wéi vum Statsrot proposéiert, eent zu eent ugeholl.

Mat der definitiver Fassung vun der Mindeststeuer maache mir kee Cavalier seul zu Lëtzebuerg. Mir orientéieren eis un der eisträichischer Gesetzgebung, mä de Montant vun der Mindeststeuer zu Lëtzebuerg ass méi héich. Am Géigesaz zu Eisträich bezuelen hei am Land d'Enterprene nämlech och nach Vermögenssteuer.

Déi definitiv Fassung vun der Mindeststeuer, sou wéi se zur Ofstëmmung virläit, ass och objektiv gekuckt verkrafftbar. Et ass een Equiliber tëscht méi Steierrecetten, méi Steiergerechtkeet an engem weiderhi kompetitive Betribssteiersystem zu Lëtzebuerg. Eng Gesellschaft, déi ee Verméige vun iwwer 20 Milliounen Euro an hirem Bilan stoen huet, déi muss oder misst vill méi och an Zukunft bereet sinn, ee Promille, also een Dausendstel dovunner als Steier ze bezuelen. Am Sënn vun der Previsibilitéit vun der Betribssteierlandschaft - e wichteg Element vun der Kompetitivitéit - bleibt de Prinzip an de Berechnungsmodus vun der Vermögenssteuer op de Betriber esou bestoen, wéi en zënter 2002 gutt funktionéiert.

D'Regierung hat eng technesch Adaptatioun an dem urspréngleche Gesetzestext virginn. Opgrond vun dem Statsrot sengem Avis huet d'Finanzkommissioun den Textvorschlag vun dem Conseil d'État och op deem Punkt iwwerholl. Et bleift also bei der Vermögenssteuer alles bei deem ale System. Domadder ass weiderhi séchergestallt, dass Betriber, déi hir Eegemët-

tele konsequent steigern an iwwert dee Wee hir Investissementer assuréeieren, steierlech net benodelegt sinn.

Zéngte Punkt: D'Steierbonifikatioun fir Investissementer, dat heescht de faméisen Artikel 152bis vun eisem Steiergesetz, gëtt ofgeännert. Genéer gesot geet den Taux de bonification op dem sougenannten „investissement global“ vun elo 3% op 2% erf. D'Bonifikatioun fir den Investissement global, dat ass déi Bonifikatioun, déi ee Betrib kritt, wann en iwwerhaapt investéiert.

Beim Investissement complémentaire geet den Taux vun der Steierbonifikatioun vun 13% op 12% erf. Den Investissement complémentaire ass vereinfacht gesot dat, wat een investéiert iwwert d'Amortissementer, also d'Ofschreiwwingen eraus. De System gëtt also liicht manner favorabel, mä dat bréngt dem Stat awer zousätzlech 20 Milliounen Euro.

Eeleften - an elo komme mer zum Schluss - Punkt: Enn 2006, Här Lux, do war et d'Reform vun der Autossteuer. D'Autossteuer bréngt dem Stat geschate 67 Milliounen Euro pro Joer. Dat ass eppes méi wéi dat Duebelt vum Joer 2006, also deem Joer virun der Reform. Längerfristeg däerft d'Recette vun der Autossteuer awer erm erfogoen. Firwat? Mä, eisen Automobilispark ernereiert sech schnell. D'Leit kafen zu Lëtzebuerg, trotz Kris, méi oft een Auto wéi am Ausland. Déi nei Autoen hu reduzéiert CO₂-Emissiounen, an dat ass och eng gutt Saach.

Et kënn derbäi, dass de Moment op ronn 25.000 Autoen manner wéi 50 Euro Autossteuer pro Joer ze bezuelen ass. Weider - lauschtert gutt no! - 91.000 Dieselautoen, wou d'Autossteuer zwar méi wéi 50 Euro d'Joer ass, kréien eng Ermässeung vu 50 Euro, well se e Partikelfilter hunn. Mä all Dieselauto muss hei am Land e Partikelfilter hunn, well soss gëtt en iwwerhaapt net zu Sandweiler ugemellt. Elo gëtt dës Partikelfiltersubventioun gestrach an eng Mindesttax op all Auto vun 30 Euro agefouert. Dat bréngt ee Plus vu ronn sechs Milliounen Euro Steierrecettë pro Joer méi.

Zwielefte Punkt: Den Artikel 125 aus eisem Steiergesetz gëtt ofgeschaaft. Dës Bestimmung betrëft d'Inflationsberengung vun der Steiertabell. Wann de Konsumindex ëm méi wéi 3,5% während engem Joer an d'Luucht geet, misst d'Regierung ee Gesetzesprojekt déposeréieren, fir d'Steiertabell deementspriedend nei auszerichten. Et ass also keng automatesch Uppassung vun der Steiertabell un d'Inflatioun, wéi dat oft dobausse gemengt gëtt. Et ass, dem Text no, nëmmen eng Verflüchtung fir d'Regierung, eng Propos zu maachen, déi da vun der Chamber ugeholl gëtt oder, le cas échéant, ofgelehnt gëtt. Aus budgetäre Grënn gëtt dësen Artikel elo gestrach.

Draizéngte Punkt: D'Volkszählung oder besser gesot, de Recensement fiscal gëtt ofgeschaaft. Déi entspreichend Artikelen ginn aus der Abgabebestimmung gestrach. Dat ass kee Feeler, kommen dës Bestimmungen dach aus enger éischer däischerer Zäit fir eist Land.

Fir dat ze verdäitleche ginn ech lech just Lecture vun engem klengen Paragraph, dee mer elo ofschaften: „Die Personenaufnahme erstreckt sich nicht auf diejenigen Angehörigen der Armee und der Polizei“, den Texte original war „der Wehrmacht, der Schutzpolizei und des Arbeitsdienstes, die in Mannschaftsräumen militärischer oder polizeilicher Dienstgebäude oder Kriegsfahrzeugen untergebracht sind und keine andere Wohnung haben“.

(Interruption)

D'Steier...

Dat schafe mer of, Här Meyers.

► **Une voix.** - Dat hätt scho laang missen ofgeschaaft ginn!

► **M. Gilles Roth** (CSV), *rapporteur*. - Mä ze spët...

► **M. Paul-Henri Meyers** (CSV). - Mir hu jo 60 Joer gebraucht, bis mer dat gemierkt hunn!

► **M. Gilles Roth** (CSV), *rapporteur*. - Ech brauch elo nach zwou Minuten, da si mer fäerdig.

D'Steierkaarte ginn ab 2013 direkt vun der Steierverwaltung elo erstallt. Fir d'Gemenge beidit dat eng Aarbechts- a Käschtenentlaaschtung, fir d'Steierverwaltung natierlech e Plus un Aarbechtspwand.

De Gesetzesprojekt gesäit och um Niveau vun der TVA eng kuerz Annerung vir, um sougenannte „régime de franchise“. Wat heescht dat? An Zukunft kënne Steierflichteger, déi e Chiffre d'affaires hu vu manner wéi

25.000 Euro, eng vereinfacht TVA-Deklariation maachen, respektiv kënnen si vun der Pflicht, eng Deklaratioun ze maachen, ganz entbonne ginn. Si däerfen natierlech dann och keng TVA verrechnen a mussen dat op der Rechnung prezisieren.

Bis elo louch de Plaffong vun dem Régime de franchise bei 10.000 Euro. Aus Grënn vun administrativer Vereinfachung gëtt de Plaffong elo op 25.000 Euro an d'Luucht gesat, an dovunner profitéieren haaptsächlech ronn 3.200 kleng Entreprises. De Steieraussfall ass dobäi minimal.

Nach kuerz zum bëllegen Akt: Eng technesch Upassung gëtt et um Niveau vun dem Steuerkredit. Leit, déi am sougenannten „Espace économique européen“ wunnen, dat heescht d'Europäeschen Unioun plus Island, Norwegen a Liechtenstein, kënnen an Zukunft vun dem bëllegen Akt hei zu Lëtzebuerg profitéieren, wa se eng Wunneng kafen, an dat - dat ass nei - schonns am Moment, wou se de Kafakt ënnerschreiw. Bis elo kruten déi Leit, déi net am Land Résident waren, zum Beispill zu Metz gewunnt hunn, d'Enregistrementskäschen eréischt erëm, wa se eng Demande dofir gemaach hunn a wa se den Immeuble bewunnt hunn oder verlount haten.

Mir maachen dës Upassung, fir net eng Diskriminatioun vu Bréissel (veuillez lire: virgeworf) ze kréien. Dës Upassung ass awer käschtenneutral.

Dee leschte Punkt ass schliesslech deen, dass déi steuerlech Vergéngschtegung vun dem super-reduzierten TVA-Saz vun 3% beim Bau oder der Renovéierung vu Wunnenge bis zu engem maximale Plaffong vun elo nach 50.000 Euro spillt. An de Joren 2009 bis 2012 waren dat nach 60.000 Euro. Deemno ass de Plaffong ëm 10.000 Euro erofgaangen. Wat heescht dat dann elo konkret? Mä, dass ee bei engem Hausbau an Zukunft nach bis zu engem Präis vu ronn 420.000 Euro den niddregen Taux vun 3% TVA applizéiert kritt. Bis elo war dat bis zu engem Präis vu ronn 500.000 Euro de Fall. Dës Ännerung geschitt awer net iwwert dese Gesetzesprojet, mä duerch e Règlement grand-dual.

Här President, dat waren, zum Deel méi praktesch erkläert, déi Haaptmoossname vum Steuerpak, esou wéi se der Chamber muer zum Vote virleien. Si sollen den 1. Januar 2013 a Kraaft treden, mat Ausnahm vun der Émännerung bei der Autossteuer, déi ab dem 1. Februar 2013 spillt.

(Interruption)

Fir de Rescht, Här Bettel, verweisen ech op mäi schrëfftleche Rapport, fir deen d'Finanzkommission majoritär de leschte Freideg hiren Accord ginn huet, an ech soen lech Merci fir d'No-lauschteren.

► Plusieurs voix. - Très bien!

► M. le Président. - Merci dem Rapporteur. D'Diskussiounen iwwert de Projet de loi si muer zesumme mat den Diskussiounen iwwert de Budgetsrapport.

Da komme mer elo zum Exposé vum Häre Finanzminister Luc Frieden iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2013. Ech wollt lech hei nach eng Kéier drop hiweisen, dass dës Exposé an d'Gebäerdessprooch iwwersat gëtt, a wollt och den Häre Minister bidden, e bësselche méi lues ze schwätzen.

Här Minister, Dir hutt d'Wuert.

2. 6500 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013

Exposé

► M. Luc Frieden, Ministre des Finances. - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputy, Madame, Dir Hären Ministeren, ech géif fir d'Éischt gären dem Budgetsrapporteur, dem Häre Lucien Lux, Merci soe fir déi vill Aarbecht, déi mer an deene leschte Wochen a Méint a senger Qualitéit als Budgetsrapporteur zesumme gemaach hunn. Eng ganz Rei vun deenen Iddien, déi an dem schrëfftlechen a mündleche Rapport zum Budget waren, sinn Iddien, déi derwäert sinn, dass een driwwer diskutéiert - net nëmme haut, mä och an deene Méint, déi elo kommen - an deem Kontext vum Redressement vun de Statsfinanzen. Duerfir e grousse Merci an Unerkennung fir déi Aarbecht, déi hien a seng Equipe an och déi aner Kollegen an der Finanzkommission ënnert dem President Michel Wolter gemaach hunn.

Och e Merci géif ech gären hei un de Rapporteur vum Projet de loi iwwert d'Steieruppassungen, den Häre Gilles Roth, ginn. Hien huet dat de Moien op eng technesch einwandfrei Aart a Weis erkläert, wat mir évitéiert, op eng ganz Rei vun deenen Detailler nach eng Kéier anzegoen. Mä dat gehéiert zu där Budgetsdebatt, an duerfir, mengen ech, war et gutt a richtig, dass mer domadder de Moien hei ugefaangen hunn.

Här President, verschidde Leit, och heibannen, waren e bëssen erstaunt, dass de Budget an zwou Etappen erstallt ginn ass an dass ech de Budget net mat grousser Begeeschterung virgestallt hunn. Och e Finanzminister muss d'Recht hunn ze weisen, dass en a Krisenzäite besuergt ass iwwert d'wirtschaftlech an ekonomesch Situatioun. Och e Finanzminister muss d'Recht hunn, Emotiounen ze weisen. An ech soen lech et, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, den Defizit reduzéieren ass eng enorm schwierige Aufgab - einfach, wann ee se eleng mécht, schwierig, wann ee se an engem Grupp vu Leit mécht!

Déi, déi mech kennen, wëssen, dass ee mech net brauch zu enger Defizitreduzéierung ze drécken. Besonnesch net dann, wann een den Defizit reduzéiert duerch strukturell Dépense-reduktiounen. Mä an engem Gesellschaft, an de Parteien, am Parlament gëtt et vill Meenungen iwwert d'Moossnamen, ob, wéi vill a wéi een den Defizit ka reduzéieren.

Datt ech mech net selwer an all deene Meenungen erëmfinden, ass dat Normalst vun der Welt. D'Aufgab vun der Politik, och vum Finanzminister ass et, aus deene Gespréicher Kompromässer mat an de Budget afléissen ze loossen. Dat ass geschitt. An duerfir mengen ech, dass dat Ganz en fait, och wann ech dat zréckkucken, eppes ganz Positives hat: Well souwuel heibanne wéi am Land, an dat hunn ech och a ville Bréiwer gemierkt, déi d'Leit mer geschéckt hunn, ass e richtegen Débat iwwert d'Situation économique an déi finanziell Situation vun Land entstanen. Déi Debatt ass noutwendeg. Déi Debatt ass grad an diesen Zäiten nëtzlech fir d'Zukunft vun de Statsfinanzen, net nëmme fir de Budget 2013, mä virun allem och fir déi Joren duerno.

Duerfir géif ech och gären haut a mengen Ausféierungen zum Budget natierlech iwwert de Budget 2013 schwätzen, mä an engem zweeten Deel och doriwwer, wéi déi Evoluition hei zu Lëtzebuerg an an Europa wäert weidergoen.

Jo, Lëtzebuerg an Europa sti virun enormen Erausforderungen an en fait fundamentale Richtungsentscheedungen! Zënter fënnf Joer - dat ass laang - schleeft Europa sech duerch dës Kris, an ech géif soen, et si Krisen: Finanzkris, Wirtschaftskris, Währungskris, mat Aspekter vu sozialer Kris. An de Budget 2013, och iwwers d'Konten 2012, kann een net lassgelaist gesi vun där schwieriger ekonomescher Situatioun. Dat ass en fait keng ekonomesch Situatioun wéi eng aner an déi Kris ass net muer de Moien eriwwe!

Et ass eng fundamental Afrostellung vu willem, wat mer an Europa bis elo haten. D'Amerikaner nennen dat en „turning point“. Ech géif soen, et ass eng Zort Rond-point, an deem mer dréien a wou ee muss déi richteg Ausfahrt fannen.

Dat ass eng Debatt jo net nëmme hei zu Lëtzebuerg, well iwwerall an Europa gesi mer, dass mer héich Scholden hunn, en héijen Defizit, bal kee Wuesstum an e vill ze vill héije Chômage.

Wuesstum an Aarbechtsplaz schafen, ouni Scholden an Defizit ze maachen, dat ass am Fong den Défi, dee mer an Europa an zu Lëtzebuerg hunn. An deen ass selbstverständlech net einfach an dee kann een net vun haut op muer emsetzen. An Dir gesitt, och an deene Länner, wou nëmme vu Wuesstum geschwat ginn ass, wou ee gemengt huet, et kéint een op d'Spuere verzichten, hu mer, soubal déi Leit Regierungsverantwortung iwwerholl hunn, gesinn, dass se op d'Realitéit vun Terrain erëmkommen sinn. Et kann ee kee Wuesstum hunn, wann een net gesond Statsfinanzen huet. An et sinn eben deen Équilibrium an déi Zilrichtung, déi mer zesumme mussen fannen.

D'Weltwirtschaftssituatioun ass alles aneschteres wéi roseg. An der Eurozon wäerte mer d'nächst Joer kaum Wuesstum hunn. Mir hunn eng ganz Rei Moossname geholl, déi hu mer jo och heibannen diskutéiert, fir d'Eurozon ze stabiliséieren, mä dat brauch laang Zäit, ier dat seng ekonomesch Friichten dréit. Och déi Strukturereformen, déi an enger Rei vun Länner gemaach ginn, droe jo net vun haut op muer hir Friichten. Duerfir wäert d'Wuesstum leider ganz niddreg bleiwen. An dat huet natierlech fir e Land wéi eist, mat enger oppener Ökonomie, en Impakt och op eis.

Amerika, Japan, do ass lues a lues e Wuesstum feststellen, woubäi an Amerika d'politisch Léisung vum Budgetsproblem, deemno wéi déi

gemaach gëtt, och eng Inzidenz wäert hunn op d'ekonomesch Entwécklung. Et kann een nëmme hoffen, dass do e Kompromäss schnell fonnt gëtt.

An dann, ganz anescht gesäit et aus an deene sougenannten „emerging market economies“, enger Rei Länner, wou d'Ökonomie schnell wiisst: Asien mat China, Türkei, Mëtterlen Orient, Deeler vu Latäinamerika. Den Défi fir eis ass am Fong, eng Ubannung ze fannen un dee méi schnelle Wuesstum vun deenen doten dynameschen Ökonomien.

Also, d'Perspektiven - op d'mannst an eise Regiounen - si schwach an et bleiwe vill negativ Risquen, iwwert déi een net kann einfach ewechgoen.

Wann ech dat ënnerschiddlecht Bild vun der Welt do molen, dann ass et interessant feststellen, dass aus enger kierzlecher Etüd vun der OCDE iwwert d'Zeenarië vun der Welteconomie bis 2060 och ganz kloer ervirgeet, dass de Mouvement vum Wuelstand an der Welt, wou de Centre de gravité haut an Europa an Amerika ass, sech zu deenen dynameschen neie Maartekomien ausserhalb vun eise Kontinent an ausserhalb vun Amerika wäert bewegen.

Alles dat musse mir an eisen Iwwerleeunge mat am Kapp behalen. Et ass also net nëmme eng momentan Kris oder en „turning point“, mä et sinn och Reflexiounen, déi mer méi generell mussen iwwer eis Ökonomie an eise Modell maachen.

Natierlech ass vis-à-vis vun deem Constat do d'Léisung net, fir d'Knèppele bei d'Tromm ze geheien, mä mir mussen mat ambitéise Reformen an enger Budgetkonsolidéierung op de Pad vum Wuesstum zréckkommen a weltwäit Ongläichheete kënnen verhënnern.

Mir mussen méttel- a laangfristeg an Europa an heiheem kucken: Wéi kënnen mer konkurrenz-fäeg bleiwen, fir de Chômage erofzekerien? Well nëmme konkurrenz-fäeg Betriber schafen Aarbechtsplazen.

Wéi kënnen mer sozial Ongläichheeten esou kleng wéi néideg halen? Virun allem geet et drëm, Extremer vun Aarmut a Räichtum ze évitéieren.

Wéi kënnen mer dee Wuesstum maachen, ouni dass mer dobäi d'Ëmwelt ze vill schiedegen?

A wéi kënnen mer eis a wéi mussen mer eis institutionell opstellen, fir dass mer schnell an effektiv kënnen entscheeden? Och dat ass e grousse Défi an Europa an zu Lëtzebuerg, well oft geet et op béide Plazen ze lues an enger schnell ännerender Welt.

Ech mengen, dass et net onméiglech ass, eng Rei vun deene Reformen ze maachen. Eng Rei Länner an Europa, déi sougenannte Problemlänner, déi Hëllef kréien aus den europäesche Rettungsschiermer, hunn enner dramateschen Émstänn gewisen, wéi Strukturereformen en fait zu neiem Wuesstum kënnen féieren. Irland ass do vläicht e Beispill, wat am nooste bei der Situatioun vun eise Land ass. D'Iren hunn eng ganz Rei Reformen misse maachen an engem ganz schlëmme Moment, déi elo erëm Vertraue schafen an déi, hoffe mer fir si a fir eis, zu Wuesstum erëm kënnen féieren.

D'Budgetsituatioun, d'ekonomesch Situatioun zu Lëtzebuerg fir 2013, wéi gesot, muss een an deem europäeschen an internationale Kader gesinn. Ech géif duerfir gären nach eng Kéier rappéléieren, wou mer fir de Moment an eise Wirtschaftsprognose stinn.

2011 si mer ëm ronn 1,5% gewuess, 2012 wäerte mer 0,5% wuessen an '13 - mengt de Stateg - ronderëm 1%. Erënnert lech drun, dass mer fréier Wuesstumsraten hate vu 4%, 5%, 6%. Mir sinn also elo e puer Joer hannerteneen an enger Situatioun, wou mer nëmme minimal wuessen.

Den Emploi wiisst nach, och de Budgetsrapporteur ass dorobber gëschter agaangen, 2012 vläicht eppes ëm 2%, 2013 ëm 1,3%. Nach, mengen ech, mussen mer verfeinert Analyse maachen, wou dee Wuesstum entsteet, sou dass mer dann och kënnen d'Leit, déi aus der Schoul kommen, op déi Plazen orientéieren, respektiv mussen mer och kucken, wéi eng ekonomesch Effeten déi Secteuren hunn, wou déi Plazen do geschaf ginn. An de Chômage bleift leider an Europa an heiheem héich, mat eppes ronderëm 6% bis 6,5%.

De Budget 2013, an och dat huet den Häre Lucien Lux gesot, ass e Budget, dee sech am europäeschen Kontext weise léisst. Mir respektéieren déi Haaptkritäre vun der Wirtschafts- a Währungsunion. An trotzdem gesäit en - a grad och am Kont fir 2012 - déi enorm Konsequenz vun der Kris. Och wann een haut nach net genee weess, wéi den Exercice 2012 ofschréibt, da stelle mer dach fest, dass mer beim Zentralstat wäerten en Defizit tëschent enger an 1,5 Milliarden hunn. A bei de gesamtöffent-

liche Finanzen - also Stat, Gemengen a Sécurité sociale - wäert deen Defizit bei eppes 800 Milliounen leien.

D'nächst Joer, wéi gesot, kréie mer deen Defizit duerch eng Rei Moossname reduzéiert. Dee Budget, deen also virläit haut a muer zur Diskussioun an Ofstëmmung, schléisst of mat engem Defizit bei de gesamtöffentleche Finanzen vun 380 Milliounen Euro a bei dem Zentralstat vun enger Milliard ronn Defizit.

Wat ass geschitt 2012? Mä et ass e ganz kloeren Effet vun der wirtschaftlecher Situatioun. D'Recettë klammere manner schnell. Mir wäerten eng 200 bis 300 Milliounen manner erakréien, an zu gläich lafen eis Dépensen awer weider. An déi Differenz erkläert den Defizit. Et ass also och dorunner, wou mer mussen schaffen, wëssend, dass eist Land an der Kris weider awer eng ganz Rei Obligatiounen ze erfëllen huet.

Interessant ass awer, wann ech de Budget '13 kucken, dass mer et fäerdigbruecht hunn, dass d'Dépensen net schnell wuessen. D'Dépenses par rapport zu de Previsiounen vum Kont '12 wuessen nëmme ëm 1,3%, a par rapport zum Budget vum leschte Joer ëm 3%. Dat ass manner wéi déi nei europäesch Norm, déi mer vum nächste Joer u mussen respektéieren - déi muss een och elo scho respektéieren, mä vum nächste Joer un ass et e bindend rechtlecht Instrument -, well déi europäesch Norm géif am Fong 3,65% ausmaachen. Mir sinn also do drënner an dat ass och gutt, well mer jo en Defizit ze géiereren hunn.

Wann eise Budget op der Dépensesäit esou héich ass, dann ass dat eigentlech aus zwee Grënn: engersäits well mer vill Dépensen hunn, déi un der Zuel vun de Leit an eise Land hänken. Wann et méi Kanner gëtt, déi a Crèchen an a Schoule ginn, wann et méi Leit gëtt, déi am Chômage sinn, dann huet dat selbstverständlech eng Inzidenz op d'Statsfinanzen.

An déi zweet Ursach ass, dass de Stat villes mécht am ekonomeschen an am soziale Beräich, wat de Leit an de Betriber hei am Land zeguttkennt, an dass de Cumul vun deenen dote Saachen derzou féiert, dass mer héich Ausgaben hunn: an Héicht vu 14 Milliarden, 14,1 Milliarde bei der Administration centrale d'nächst Joer.

De Budget, an dat well ech och hei nach soen, well heiansdo gemengt gëtt, de Finanzminister géif do reng d'Chiffere kucken - dat ass weder hei am Land richteg nach am Ausland -, mä et ass och keng Onéier fir e Finanzminister, d'Chiffere ze kucken, mä och dee weess, wéi all d'Kollegen an der Regierung, dass hannert deene Chifferen Ziler a Mënsche stinn, de Budget also mécht jo ganz viles, fir dass et hei am Land de Mënsche materiell gutt geet, dass sech eist Land weiderentwéckelt, dass eis Infrastruktur gutt sinn. E mécht vill fir d'Solidaritéit, e mécht vill fir d'wirtschaftlech Zukunft, e mécht vill fir d'Familien, e mécht vill fir d'Grondaufgabe vum Stat.

Ech géif gären hei op e puer esou Aspekter, e puer esou Akzenter zréckkommen. Bei der Solidaritéit huelen ech zwou gréisser Dépensen:

De Fonds pour l'Emploi - natierlech belaauscht duerch déi schwierig ekonomesch Situatioun - gëtt d'nächst Joer eng ronn 650 Milliounen Euro aus. Dat ass Solidaritéit mat deenen, déi hir Schaff verluer hunn, oder Ennerstützung vun deenen notament am Chômage partiel, wou mer wëlle kucken, dass de Betrib se an enger schwieriger ekonomescher Situatioun kann halen.

D'Assurance dépendance: Déi Dépensen, déi klammere, well et méi eeler Leit an der Gesellschaft gëtt, déi op d'Hëllef vu baussen ugewise sinn. An duerfir wuessen eis Dépensen am Budget op 220 Milliounen ronn.

Mir wëllen, dass et eng Gesellschaft gëtt, wou d'Kanner betreit ginn, fir déi Leit, déi dat wënschen. D'Kannerbetreuung, wat en Akzent vum Budget ass, war a bleibt, ass d'nächst Joer op 290 Milliounen Euro, souwuel Investissemter wéi Fonctionnementskäschen. Dat si ganz vill Suen. Doduerch entstinn 8.000 zousätzlech Plazen, déi wichteg si fir eng ganz Rei Familien, fir d'Kombinatioun vu Beruf a Famili matenee kënnen ze verbannen.

Mir wëllen, dass d'öffentlech Fuerschung op engem héijen Niveau bleibt, well vun der Fuerschung gesäit en net haut direkt den Effet, mä et gesäit een en der wirtschaftlecher Entwécklung an e puer Joer. D'öffentlech Fuerschung wiisst op 270 Milliounen Euro. Dat sinn 0,6% vun eise Bruttoinlandsprodukt. An ech soen lech, viru fënnf Joer - dat ass jo nach net ganz laang hier - war se bei 0,3%. Dat heescht, mir investéieren do, wou mer hoffen, dass duerch e puer gescheit Leit, déi mer ënnestützen, enges Daags nei Iddien entstinn, déi zu neien Aarbechtsplaze kënnen féieren.

Mir mussen d'Land weiderentwéckelen an duerfir ass et och noutwendeg, dass mer héich



Investitionsausgabe vun 1,7 Milliarde virgesinn, souwuel direkter wéi indirekter. Direkter sinn et, wann de Stat selwer baut, indirekter, wann en Drëtze baut, wou de Stat eng Ennerstëtzung gëtt.

1,7 Milliarden, dat ass enorm vill. Jo, mir hunn d'Investitioun gebremst. Et gëtt manner gebaut wéi ursprénglech virgesinn. Mä d'Investitioun mat 1,7 Milliarde si méi héich wéi an de Joren 2009, 2010 an 2011. Par rapport zu deem Joer gi se erof ëm bal 10%, mä par rapport zu all deene Jore virduer ass et méi héich, well mer mengen, dat modern Infrastrukturen noutwendeg si fir d'Weiterentwécklung vum Land, sief dat Schoulen, sief dat Schinnen, sief dat Stroossen an anerem.

Mir wëllen och, dat eent vun de wichtegen Elementer vun eise Stat - souwuel fir d'sozialt Zesummeliewe wéi fir d'wirtschaftlech Rahmebedéngungen -, d'Sécherheet vum Land op engem gudden Niveau behale bleift. Et ass e Schlësselement vun der Liewensqualität a vun der wirtschaftlecher Attraktivitéit. Duerfir bleiwen och d'Dépensé fir Justiz a Police op engem héijem Niveau mat ronn 330 Milliounen Euro. Si klammen ëm eng 4%. Och dat ass noutwendeg, fir dat eist Land organiséiert an am gudden Zesummeliewe sech ka weiterentwéckelen.

Jo, a mir ennerstëtzen och d'Betribber, well och dat ass wäert grad a schwierigen ekonomeschen Zäiten! Mir ennerstëtze se, wa se investéieren. Mir ennerstëtzen d'Betribber, wa se fuerchen, fir sech och weiterentwéckelen. Mir gi Betribber an der Industrie, bei de Kleng- a Mëtzelbetribber, an der Landwirtschaft Hëllef vum 160 Milliounen Euro am Budget vum nächste Joer, fir dat déi Betribber sech kenne moderniséieren a sech an engem schwierigen Ëmfeld weiterentwéckele kënnen.

An trotzdeem, a grad dowéinst, well d'Land schnell wüsst, well mer wëllen eng Rei Politikberäicher ennerstëtzen, hu mer en Defizit, deen 2012 méi grous ass, wéi mer an erwaart haten duerch d'wirtschaftlech Situatioun bedéngt, en Defizit, deen mer wëlle reduzéieren. Duerfir war dee Spuerpak noutwendeg - oder deen Defizit-reduzierungsprogramm, wéi ech dat fréier genannt hunn, wat mer am Fong besser fällt -, well spueren, soen och nach eng Kéier, ass, sou hunn ech et op d'mannst ëmmer als Privatmensch verstanen, wann ech vu mnger Pai en Deel op d'Spuerbuch setzen. Dat ass spueren. Hei geet et net drëm, fir zousätzlech Reserven ze schafen, well dat geet fir de Moment net méi. Hei geet et drëm ze kucken, dat mer op Dauer net méi ausgi wéi dat, wat mer erakéieren.

Wa mer alles normal weiderlaffe gelooss hätten, wa mer d'Politiken einfach weidergeschriwwen hätten, da wär den Defizit d'nächst Joer ëm ronn eng Milliard méi héich. Mir reduzéieren den Defizit ëm ronn eng Milliard, 2% vum PIB.

Déi Moosnamen, déi zum Deel gëschter an haut de Moien hei vum Här Lux a vum Här Roth virgestallt gi sinn, gesi vir, dat mer an deem Pak méi Dépensé reduzéiere wéi mer Recetten augmentéieren. Et ass en équilibréierte Pak, woubäi jiddwereen do ka selbstverständlech seng individuell Meinungen derzou hunn, wéi een deen Equiliber richteg festleest, mä mir mengen, dat dese Pak keng gréisser ekonomesch oder sozial Répercussione wäert hunn.

Natierlech wësse mer, dat dést d'Leit an d'Betribber betrëfft. Mä d'Iddi, dat ee ka Budgetdisziplin maachen, ouni dat een dat spiert, ouni dat een dat mierkt, ouni dat ee rose gëtt, ass naiv. Jo, des Moosnamen hunn en Impakt, mä et ass e klengen Impakt. An et ass en Impakt, deen net durabel wäert sinn.

Mir hunn op der Dépensésäit, ouni nach eng Kéier an d'Detailer ze goen, d'Fonctionnementskäsche substanziall reduzéiert. Mir hunn d'Investitionsausgabe par rapport zu deem Joer gesenkt. Et gëtt net alles gebaut, wat mer vläicht gare gehat hätten.

Mir hunn an der öffentlecher Funktioun, bei de Statsbeamten eng Nullronn dekreteiert, déi en Effekt op d'Statsfinanzen huet. Eng Rei Primen, notament am Ëmweltberäich bei den Autoen, ginn ofgeschaaft. Mir hu gekuckt, dat et net zu enger Augmentatioun vun den Ausgabe kënn, zum Beispill doduerch, dat mer d'Pensionsaugmentatioun gestoppt hunn, net, andeem mer eppes ewechgeholl hunn, mä andeem mer eppes net bäiginn hunn. An all déi Saache féieren zu enger Dépensereduktioun vun iwwer 500 Milliounen.

An op der Recettësäit, bei de Steieren, do, wou mer de Moien eng ganz Rei vun Detailer vum Här Roth presentéiert kritt hunn, gesäit een, dat mer de Prinzip vun der sozialer Gerechtheek als ieweschte Prinzip haten an dat mer deem Rechnung gedroen hunn.

Ech wëll hei nach eng Kéier dat rappelieren, wat de Rapporteur de Moie gesot huet: E klengen Deel vun de Leit - 5% - bezeue 50% vun der Akommessteuer zu Lëtzebuerg. Dee Saz also: „Se huelen et ëmmer bei deene Klengen!“, de war zu Lëtzebuerg falsch, ass zu Lëtzebuerg falsch, an ass och nach falsch no deene Reformen, déi mer haut hei am Steiergesetz zur Diskussioun hunn!

Bei den Entrepreneuren hu mer eng Rei Adaptatiounen gemaach. Do muss een ëmmer kucken: Wat sinn d'Effeten op d'wirtschaftlech Entwécklung? Wat sinn d'Effeten op nei Betribber, déi op Lëtzebuerg kommen?

Ech mengen, dat een dat do ni genee am Virfeld weess. Duerfir wëll ech hei soen, dat ech der Meenung sinn, dat mer no engem bis zwee Joer d'Effete vun enger Rei vun deene Moosnamen an der Betribsbesteuerung, och bei der Minimalbesteuerung, bei der SOPARFI-Besteuerung mussen kucken, fir ze kucken, wat fir en Effekt dat hat op d'Neigrënnung vu Betribber, an dann, le cas échéant, dorausser Lektioenen ze zéien.

Här President, de Budget vum 2013 ass also e Budget, wou mer den Defizit gebremst hunn. Dat ass e ganz wichtige Punkt. Et ass e Budget, wou mer Budgetdisziplin exzerziert hunn duerch dee Moosnamepak vun enger Milliard, mä wou nach, an dat muss ee gesinn, wou nach enorm villes realiséiert gëtt.

An dat mierkt ee jo och, wann een duerch d'Land fiert. Ech sinn ëmmer erstaunt ze gesinn, wéi vill dorëmmer gebaut gëtt. Dat gesäit een, dat et de Leit hei am Land am Regelfall vill besser geet wéi an den Nopeschlänner. Doriwwe kann ee sech freeën. Dat muss een als Constat feststellen. Mä et muss een awer och gesinn, dat ronderëm eist Land sech villes änneren.

De Budget 2013 versicht also, dat Ekonomesch an dat Soziaalt mateneen ze verbannen an zugläich awer och déi wichtige Bon-sens-Regele vun der Wirtschafts- a Währungsunioun emsetzen. Ech mengen duerfir, dat de Budget 2013 e richtegen Equiliber ass, deen heibannen dierft op eng breet Zoustëmmung zielen.

Natierlech ass et a Krisenzäiten net einfach, esou e Budget opzustellen, an duerfir muss een - an dat gëllt bei deem Budget, mä dat gëtt a Krisenzäiten nach méi wéi jee de Fall -, et muss ee kucken och: Wéi evolueiert dee Budget? Wéi gesäit een dee Budget an enger Perspektiv vun e puer Joer? An do kéim ech gären zrëck op déi enorm Défien, déi op d'Lëtzebuergesche Ekonomie an op d'Statsfinanzen zoukommen an déi schonn zum Deel do sinn.

Mir hunn eng enorm oppen Ekonomie, wou also d'Influenz vun deem, wat am Ausland geschitt, vill méi grous ass wéi an anere Länner. Mir sinn net breet diversifiéiert, an trotz allen Efforte wäerte mer eng breet Diversifikatioun vun der Ekonomie net fäerdgebréngen.

Grous Betribber komme jo net heihinner weinst eisem Bannemaart. Si kommen heihinner, wann d'Rahmebedéngungen esou sinn, dat se vum hei aus gutt hir Produkter an hir Services kënnen an Europa an an d'Welt verkaufen. An et si grad déi Rahmebedéngungen, déi changéieren. Mir si méi wéi jee der internationaler Konkurrenz ausgesetzt.

Wat sinn dann déi Hauptkritären hei bei de Kaderbedéngungen? An dat si jo och déi Kritären, déi de Wirtschaftsminister an ech, wa mer an d'Welt reesen, mussen an de Vierdergrond stellen. Ech géif der sechs mentionnéieren:

Éischters ass et d'Schnellegheet vun den öffentlechen Décisionen a vun der Emsetzung vun deenen Décisionen. E Betrib wëllt net méintlang waarden, wann en d'Décision geholl huet ze investéieren. Mir mussen dat berücksichtegen an der Fassong, wéi mer entscheeden.

Zweetens, d'Produktiounskäschten: Dat si Léin, Cotisations sociales an Ähnleches.

Drëtens, d'Infrastrukturen: Mir brauchen eng gutt Ubannung un d'Ausland. Dat ass IT, dat si Schoulen, och international Schoulen.

Véiertens: d'Stabilitéit, Sécherheet, Rechtsstaatlechkeet - ganz wichtig an Entscheedungen, fir ze investéieren.

Fënneftens, mir brauche gutt forméiert Personal, an d'Betribber mussen dat och fannen.

A sechstens d'Fiskaliteit, déi e ganz wichtige Deel ass, fir Betribber aus dem Ausland unzeziehen a fir Betribber, déi hei sinn, an hirer Entwécklung net ze bremsen.

E klengt Land, an dat dierfe mer net vergiessen, huet net vill unzébiden. Mä an deene sechs Punkten, do si mer souverän. Dat heescht, an deene sechs Punkten do kënnen mer eleng entscheeden. Duerfir sinn et déi Punkten, op deene mer muss méi offensiv sinn ewéi aner, soss kënn kee méi bei eis.

An deene sechs Punkten do si mer vläicht net méi esou konkurrenzfäeg, wéi mer et bis elo waren. Dat ass net direkt eis Schold, mä et muss ee realisieren, dat d'Ëmfeld substanziall geännert huet.

Et ass Kris och an anere Länner an den Effort, fir Betribber bei sech ze kréien, och vun anere Plazen, gëtt méi staark, an duerfir si mer an enger vill méi schwieriger Situatioun, wéi mer dat an deene leschte Jore waren. Duerfir muss mer eis och, wéi de Premier dat viru Kuerzem genannt huet, „remoderniséieren“. Mir mussen eis nei opstellen, fir deenen neien Défien do Rechnung ze droen.

Et ass also net eng Fro: Wëlle mer et oder wëlle mer et net? Mir mussen et einfach maachen. Mir mussen kucken, wéi mer Industrie- a Produktiounsbetribber nach op Lëtzebuerg kréien. Wéi kënnen mer auslännesch Investisseuren unzeien? Eist Land kann nëmme wuessen, wann auslännescht Kapital heihinnerkennt. A mir mussen oppe si fir auslännescht Kapital an och oppe si fir hir Iddien an hiren Know-how.

Ëmmer mengen, mir wäere besser wéi déi aner, ass héchstwahrscheinlech net dee richteg Wee. D'Geschicht vun eise Land beweist dat a mir mussen op deem Wee weidergoen, wa mer wëlle wuessen. A mir mussen wuessen!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Luc Frieden, Ministre des Finances.** - Wéi kënnen mer d'Ekonomie diversifiéieren, mat Betribber also, déi konkurrenzfäeg sinn, déi Aarbechtsplaze schafen, déi Benefiss maachen an, soen ech als Finanzminister derbäi, déi dann duerch dee Benefiss och Steiere fir d'Allgemengheet bezuelen?

Duerfir mengen ech, dat mer mussen an der Regierung - an de Wirtschaftsminister an ech sinn do amgaangen, dee Kompetitivitéitsplang mat deene 60, 70 Moosnamen upzedaten - kucken, wat emgesat ginn ass. Mir mussen och nei Saachen dorannersetzen.

Mir dierfen och déi Kompetitivitéitsparaden, déi dorëmmer publizéiert ginn, net ënnerschätzen. Et kann ee jo ëmmer driwwer diskutieren, mä se einfach op d'Säit ze leeën ass falsch. Well ech weess, dat meng Kolleegen am Ausland mat deenen Hitparade Marketing maachen, dat dat e Verkafargument ass. A wann ech gesinn, dat a verschidene vun deenen Hitparaden d'Schwäiz, Finnland, Schweden, Länner mat héije Sozialstandarden, méi attraktiv si wéi mir, da geet et drëm ze kucken, wéi mir kënnen kucken, dat mer et esou gutt wéi si maachen a wa méiglech nach besser.

Do spillt och d'Fiskaliteit eng wichtige Roll. Duerfir mengen ech och, dat et falsch ass - soen ech och par rapport zu enger Rei vun Aussoen, déi gëschter gemaach gi sinn -, dat een ëmmer versicht, en direkten Equiliber tëscht deem, wat ee bei de Betribber an der Fiskaliteit mécht, an de Privatpersounen ze maachen.

D'Fiskaliteit vun de Betribber an enger oppener Ekonomie hänkt ganz vill domat zesammen, wéi d'Entscheidung vun engem Betrib geholl gëtt, a wéi engem Land e sech etabléiert. Dat ass virun allem de Fall bei Betribber, déi keng grous Zuel vu Personal hunn, déi ganz international orientéiert sinn, zum Beispill bei Gesellschaften wéi SOPARFIen. Dat gëllt awer och op der Finanzplaz ganz besonnesch, déi Finanzplaz, déi net ewechzedenzen ass vun eiser wirtschaftlecher Situatioun.

Jo, et muss een diversifiéieren, mä mir wäerten et net fäerdgebréngen an deenen nächste Joren, déi Wichtigeket vun der Finanzplaz an eise Land ze ersetzen. Si representéiert 30% vun eise Bruttoinlandsprodukt, 30% vun de Steieren, an Dausende vun Aarbechtsplazen hanken direkt an indirekt domat zesammen.

Duerfir wëlle mer déi Finanzplaz ennerstëtzen, ausbauen, mä awer och realisieren, dat se amgaangen ass, duerch e fundamentale Wandel ze goen, deen wäert gréisser Répercussioneen op Lëtzebuerg hunn. Ech gesinn dat virun allem an dräi Beräicher: Duerch d'Kris bedéngt gëtt et méi Reglementatioun, et gëtt eng aner Approche zur Besteuerung an et gëtt eng nei Iwwerwaachung.

Bei der Reglementatioun, bei der „regulation“ gesäit een, dat d'Bankgeschäft international ëmmer méi uniform reglementéiert gëtt. D'Bankgeschäft gëtt doduerch méi deier an ech géif soe manner lëtzebuergesch, well den Ennerscheed tëscht deem, wat een an deem engen an an deem anere Land ka maachen, net méi an der Reglementatioun läit, mä just nach an der Qualitéit vum Service an am Präis - an do si mer gutt drun um Schaffen, fir ze kucken, dat mer méi Produkter hunn a méi Déngschtleeschunge vläicht, wéi anere Länner dat ubidden, well mer méi international opgestallt sinn.

Bei der Besteuerung gëtt et eng kloer Evolucióun zu méi Transparenz. Dat klasescht Bankgeheimnis, op deem ee groussen Deel vun eiser Finanzplaz opgebaut ass, ass souwisou zënter

2009 fort, an d'Evolutioun geet weider an déi Richtung, fir dat eng total Transparenz vis-à-vis vun de Steierautoritéiten am Ausland besteet.

Déi Diskussioun wäerte mer ab deem Mount och mat de Vereenegte State vun Amerika féieren, déi een neie System gemaach hunn, wou virgesinn ass, dat ee just nach ka mat Amerika Relatioune hunn, wann een den amerikanesche Steierautoritéiten eng ganz Rei Informatiounen gëtt. Duerfir wäert d'Lëtzebuergesche Regierung Verhandlungen iwwer dat sougenannt „FACTA-Gesetz“ mat dem amerikanesche Finanzministère féieren. Mir brauche Relatioune mat aneren Deeler vun der Welt an enner anere mat där gréisster Wirtschaft vun der Welt, den USA.

An där ganzer Diskussioun dierfe mer och net vergiessen, dat niewent Bankgeheimnis a Besteuerung de sougenannten „tax planning“, d'Optimisierunge vun de Steieren, wäert eng gréisser Inzidenz op Lëtzebuerg hunn an eng Rei Aktivitéite wäerten anescht an der Zukunft gemaach gi wéi bis elo. Dir gesitt déi Diskussioun och ronderëm eng Rei vu groussen Betribber am Secteur vum elektronischen Handel, Diskussioune, déi a ville Länner stattfanden - Frankräich, England -, déi en fait et net akzeptéieren, dat esou Betribber hir Besteuerung an engem anere Land hu wéi do, wou se de Gros vun hirer Aktivitéit hunn.

Dat gëtt fir eng kleng Ekonomie wéi eis eng riseg Erausforderung. Länner ewéi Holland, Irland a Lëtzebuerg sinn ëmmer opgefall duerch hir attraktiv steierlech Rahmebedéngungen. Dat ass gutt esou, well déi ware konform zu europäesche Reglementatioune, mä déi europäesche Reglementatioune an deem Sënn wäerten änneren, sou wéi d'Europäesch Kommissioun dat d'lescht Woch an enger Publikatioun matgedeelt huet.

An deen drëtze Punkt, deen fir eis wäert fundamental änneren niewent der Reglementatioun an der Besteuerung, ass d'Iwwerwaachung. Duerfir fueren ech och de Mëtting am Schloss un des Ried op Bréssel op en aussergewéinliche Finanzminister-Conseil, wou versicht gëtt, e Kompromëss iwwer déi sougenannte Bankenunion ze maachen.

Dat ass fir Lëtzebuerg eng Risenëmstellung, well si wäert zum Effekt hunn, dat eng ganz Rei vu Banken - no deem, wat fir de Moment um Dësch läit, ongeféier d'Halschent vun de Banken - an Zukunft net méi zu Lëtzebuerg iwwerwaacht ginn, mä op europäeschem Plang vun der Europäescher Zentralbank. An der Aarbecht au jour le jour wäert villes zu Lëtzebuerg gemaach ginn, mä d'Endentscheidung läit op europäeschem Plang.

Derbäi kennt, dat mer gréisser Diskussioune hunn, op wéi eng Aart a Weis dann an deem europäesche Gremium ofgestëmmt gëtt. Lëtzebuerg war a bleift der Meenung, dat, esou wéi an der Zentralbank üblich, nom Prinzip „ee Land, eng Stëmm“ soll ofgestëmmt ginn. Dat gesäit awer net jiddwereen esou. Mir mengen och, dat de Fait, dat mir dat Land sinn, wou d'Finanzplaz eng iwwerproportionéiert, eng ganz grous Roll an der Ekonomie spillt - ech hu virdu gesot, en Drëttel vun eise PIB -, dat och dat misst an den Entscheedungsmechanisme berücksichtegt ginn. Dat wäert eng schweier Diskussioun fir eist Land ginn.

Mä egal, wéi se ausgeet: Eng Bankenunion kennt. Et ass eng total onperfekt Bankenunion, muss ech hei soen, well fir mech ass d'Bankenunion net nëmme d'Iwwerwaachung, mä eng europäesch Iwwerwaachung heescht och eng europäesch Resolutioun. Dat heescht, wann eppes schifgeet, dat och en europäesche Mechanismus dosteet - deen ass iwwregens net do. Ech maachen déi Klammer zou.

Egal wéi wäert déi Bankenunion Répercussioneen op d'Aart a Weis hunn, wéi d'Banken zu Lëtzebuerg, wat jo zu 95% Filiale vun auslännesche Bankhäuser sinn, wäerten operéieren.

Ech soen dat net, fir dat mer da soen: Elo ass alles eriwwe. Ech soen dat, fir drop hinzeweisen, dat déi do dräi Punkten op eise Haaptwirtschaftssektor substanziall Changementer wäerte mat sech bréngen, déi mer kënnen contrecarréieren, andeem mer op deenen anere sechs Punkten, déi ech virdu genannt hunn - d'Schnellegheet vun den Décisionen, d'Fiskaliteit, all déi Rahmebedéngungen -, op eng attraktiv Aart a Weis, konform awer zu den europäesche Regeln, eis Souveränitéit voll spille loosse.

Déi Changementer zéien et mat sech, dat mer och mussen kucken, wat fir eng Secteur mer méi international opstelle kënnen. D'Fongendustrie ass global aktiv. Si muss als Zuchpäer vun der Finanzplaz ennerstëtzt ginn.



Ech hoffen, datt dat neit Gesetz iwver alternativen Fongen, d'Ëmsetzung also vun der AIFM-Direktiv, hei am Parlament esou schnell wéi méiglech ka gestëmmt ginn, soubal den Avis vum Statsrot do läit, well, mengen ech, wichteg ass, datt mer kënnen d'Panoplie vun de Fonge vun der Fongenindustrie erweideren, fir do erëm nei Aarbechtsplazen ze schafen. Dat ass eng Wuesstumsstrategie, datt mer nei Clienten op nei Marché siche ginn, déi wäerte méi wäit ewech sinn, wéi se bis elo waren. Mir mussen nach méi Promotioun maachen an do, wéi gesot, wou mer eleng kënnen decidéieren, och attraktiv bleiwen.

Duerfir war ech a sinn ech och géint eng Augmentatioun vun der Taxe d'abonnement bei der Fongenindustrie, wéssend datt Irland déi net huet, well een net an deem Moment soll Risqué lafen, datt een ekonomesch Aktivitéiten, déi mer hunn, déi um wuesse sinn, duerch eng falsch Steuerpolitik kann a Gefor bréngen.

Fakt ass, datt villes ännert, datt d'ekonomesch Situatioun schwierig ass, an duerfir wäerten d'Steierrecetten an deenen nächste Joren net wéi an der Vergaangenheet all Joers em esou vill Prozent wuessen, mä mir kënne scho frou sinn, wa se stabil bleiwen. An dat ass jo den Défi, dee mer hunn!

Wat awer och interessant ass, wa mer dann dee Budget kucken - Recetten, bedéngt, Dépenses, déi lafen, och wa mer se substanzial am Budget '13 gebremst hunn -, dann ass et interessant feststellen, datt mer am Fong zënter 2002 - dat ass oft heibanne vergiess ginn -, zënter 2002 ugefaangen hunn, bei der Zentralverwaltung en Defizit ze hunn. Mir haten iwwerens 2004 - dat war eng CSV/DP-Koalitioun nach 2002 an 2004 - en Defizit, dee war esou héich wéi deen, dee mer de Moment hunn.

Dat heescht, mir hunn zënter 2002 bei den öffentlichen Finanzen en Defizit, deen net esou héich ass wéi am Ausland, mä deen do ass an deen duerfir och muss an enger Laangzäitperspektiv gesi ginn. Deen ass allerdéngs, an dat muss een och gesinn, zënter der Kris vun 2008, also vum Budget 2009 un, vill méi héich a situéiert sech ronderëm eng Milliard.

Ech wëll hei ennersträchen, datt ech et net schliëmm fannen, wann een zwee, dräi Joer an enger Kris en Defizit huet, contrairement zu deem, wat ëmmer gesot gëtt. Eng antizyklisch Politik mécht Sënn. Mä wann ee gesäit, wéi vill Joer mer deen Defizit hunn, da muss een eng Rei méi strukturell Iwwerleeunge maachen. Déi hu mer gemaach an déi hu jo och schon eisicht Répercussioune fonnt, mä dorobber muss ee weiderfuere.

Well net den Defizit u sech ass de Problem. De Problem ass d'Schold, d'Evolutioun vun der Schold. Mir hu bei der Administration centrale haut, wann ech déi Suen, déi mer geléint hu fir d'Rekapitaliséierung vun enger Bank, déi a Schwierigkeete war, eraushuelen, eng Schold vu ronn sechs Milliarden beim Zentralstat a bei de gesamtöffentleche Finanzen vu siwe Milliarden. Et ass also net déi Schold en chiffres absolut, déi de Problem ass, mä d'Evolutioun, well mer viru sechs Joer eng Schold hate vun 1,5 Milliarden beim Zentralstat an 2,2 Milliarden bei den öffentleche Finanzen. Et ass also d'Evolutioun, déi mer mussen do am Bléck behalen.

Déi Schold, déi mer opgehoill hu fir d'Rekapitalisatioun vun enger Bank, ass eng, déi ee muss an enger anerer Kategorie gesinn, aus zwee Grënn: well eischtens huet een do en Aktiv amplaz kritt an zweetens si mer an d'Kapital vun där Bank jo nëmmen op eng temporär Aart a Weis erageklommen. Déi Sue kréie mer zréck, wa mer aus dem Kapital vun der Bank erauskammen.

Déi Situatioun vun der Schold ass net nëmmen eng, déi ee muss gesinn an dem Kontext vun

hirem Niveau, mä et muss ee se och gesinn an der Aussenduerstellung. Ech si stolz, datt - dank eiser Finanzpolitik vun de leschte Joren - mir e Land sinn, wat en Triple-A-Status huet. An deen Triple-A-Status ass net nëmmen eng Zensur, déi een eraus weise geet, mä dat ass fir zwou Saache wichteg. Dat Eent ass d'Vertrauen, wat een domadder kritt bei auslänneschen Investisseuren, an dat Zweet, dat ass den Niveau vun den Zësen, deen domat determinéiert gëtt. Verléiert een also esou eng Kreditwürdigkeet, da kascht et méi deier, Sue léinen ze goen, dat heescht, mir mussen méi Suen aus eisem Budget huelen, fir d'Zësen ze léinen (veuillez lire: ze bezuelen).

Duerfir sinn ech esou attachéiert un deem Triple-A, a mir mussen alles kucken, fir datt déi, déi dat bewäerten, eis weiderhin deen héchsten Niveau vu Kreditwürdigkeet accordéieren.

Duerfir mengen ech, datt mer mussen op eng roueg an équilibréiert Aart a Weis iwver e puer Joer eng Rei Dépenses iwverkucken, fir den Defizit strukturell méi kleng ze maachen.

Ech plädéieren och weider fir eng nei Dépensekultur. Ech hunn lech erkläert, firwat ech der Meenung sinn, datt een eng nei Recettékultur an enger oppener Economie mat grousser Virsicht muss ugoen: well ee muss kucken, datt gréisser Steuerhéijunge keng negativ Inzidenz op Investissemter an domadder op Aarbechtsplazen hunn.

Ech hunn zéng Joer, ier ech an d'Regierung komm sinn, als Affekot geschafft an ech weess, wéi Länner matenee verglach ginn, wa Betriber decidéieren, hei oder do sech ze installéieren, all déi Betriber, déi net de Bannemaart vu Lëtzebuerg am Bléck hunn. An de Gros vun deenen, déi zu Lëtzebuerg Steiere bezuelen, kommen net heihinner wéinst eisem Bannemaart.

An och bei de Privatleit sinn ech der Meenung, datt déi Steiermoosnamen, déi mer elo maachen, absolut rasonabel sinn. An den Här Roth huet de Moien unhand vu konkrete Beispiller bewisen, wat den Impact op d'Leit ass. Jo, d'Leit mierken dat, mä et wäert keng gréisser Inzidenzen op hire Liewensstil hunn. Mä gréisser Steuerhéijunge an der Zukunft kommen a mengen Aen net a Fro, well d'Leit mussen nach weider Loscht hunn ze schaffen. Si mussen Méiglechkeeten hunn, ze consomméieren, ze investéieren, an ze vill Steiere mécht d'Steiere futti, wann d'Leit net méi gesinn, datt hiren Effort och e Resultat generéiert. Mir hunn haut eng Steiersituatioun, déi besser ass wéi déi am Ausland, an dat muss absolut esou bleiwen.

Maachen all eis Politiken an engem verännerten Émfeld nach Sënn? Hu se hiert Zil erreicht? Ech mengen, dat muss de Kritär sinn, no deem mer déi Dépenses iwverkucken. Dat hu mer dëst Joer gemaach, am Resultat vun 2013, dat mussen mer och an der Zukunft esou maachen.

Dat ass eng enorm Erausforderung, net fir de Finanzminister - och fir deen -, mä fir all Kolleeg an der Regierung a fir all d'Deputéiert heibannen. Et ass net d'Aufgab vun engem, et ass eng kollektiv Aufgab, wou mer mussen eng kéier eng Rei Saachen iwverkucken.

Dat ass och keng Afrostellung vun oder Kritik un de Leeschtunge vun der Vergaangenheet! Eist Land, seng Leit, seng Politiker kënnen stolz sinn op de Passé. Mä déi aktuell Situatioun, dat, wat ronderëm eis geschitt, an d'Perspektiven - ech hunn der e puer opgezeechent - fir d'Zukunft verlaangen, datt mer als Land, datt d'Leit am Land substanzial Efforté maachen, fir wirtschaftlech attraktiv kënnen ze bleiwen, datt Aarbecht ka geschafe ginn an datt mer domadder och kënnen dee Sozialstat, vun deem hei esou vill geschwat gëtt, datt mer deen och kënnen finanzéieren.

Duerfir war et och richtig, datt mer Reforme gemaach hunn, wéi zum Beispill d'Pensiounsreform d'lescht Woch, déi weist, datt Saachen, déi eng kéier ageféiert gi sinn, och mussen adaptéiert ginn, wann d'Situatioun allgemeng ännert.

Et gëtt och a mengen Aen, ech wëll dat nach eng kéier soen, keng Kontradiktioun tëscht Budgetsdisziplin a Wuesstum. Kanada zum Beispill ass e gutt Beispill vun engem Land, wat net esou anescht ass wéi mir - sauf an der Gréisst -, wat beweist, datt ee mat mander Dépenses an nämlechte Steiere Wuesstum ka kréien. Kanada hat en enorme Problem vun de Statsfinanzen. Si hunn et substanzial verbessert. A si hunn haut e Wuesstumspad, dee ganz impressionnant ass par rapport zu deem, wat se an der Vergaangenheet haten, an et ass interessant ze gesinn, datt an der Debatt an den USA ganz vill elo op den nördlechen Noper gekuckt gëtt.

En héijen Defizit an héich Schold zerstéiere Vertrauen an duerfir schuede se dem Wuesstum. Keen investéiert gären an e Land, wou et héich Schold gëtt a wou een dann d'Perspektiv huet, datt d'Steieren eropginn, respektiv guer net weess, wéi dat Land an der Zukunft sech nach ka weiterentwéckelen. D'Defizitreduktioun ass duerfir d'Grundlag vun engem dauerhafte Wuesstum.

Ech hunn, esou wéi ech dat och versprach hat, nom Budget vum leschte Joer ganz vill Gesprécher geféiert: mat Organisatiounen, mat Leit, unni Kamera an unni Mikro, an ech hunn dobäi vill geléiert. Ech hu mat Leit aus ganz verschidene Horizonten an aus ganz verschidene soziale Milieue geschwat. Si all waren der Meenung, datt et eis ganz gutt geet, wéineg waren der do, déi sech beklot hunn, an all ware se der Meenung, datt, wa mer zesummen op eng solidaresch Aart a Weis verschidde Saachen anneren, datt mer dann och grad wéi haut eng gutt Chance hunn, an d'Zukunft kënnen eis ze bewegen.

Wat ech awer och festgestallt hunn, dat ass, datt duerch d'Kris d'öffentlech Ausenanerung méi heftig ginn ass. En fait huet een d'Impressioun, wéi wann den Dialog an der Öffentlichkeit tëschent deenen Einzelnen - dat sinn net nëmmen d'Sozialpartner, mä och si -, mä och tëschent enger ganzer Rei vun Organisatiounen, den Dialog, fir zu engem Konsensus ze kommen, datt deen net méi esou einfach ass. Or dat, mengen ech, muss och fir d'Politik e wichteg Zil sinn, fir an engem méiglechst breede Konsensus - wat net heescht, datt jidder muss d'accord sinn -, iwwert d'Partei eraus, zu engem Zil vun engem moderne Lëtzebuerg mat gesonde Statsfinanzen, Liewensqualität an - ech ennersträchen - konkurrenzfähige Betriber kënnen ze kommen.

Ech sinn iwwerhaupt net derfir, fir de Budgetsdefizit blannemännerchers op null ze reduzéieren, unni ze kucken, wat ee mécht. Dat war ni meng Approche an dat wäert ni meng Approche sinn!

Et geet drëm ze kucken, wat ee ka maachen, eppes ze änneren unni substanzial Schued un der ekonomescher Entwécklung - et ass d'Entwécklung, déi mech interesséiert, net den Ist-Zoustand! - an den essenzielle sozialen Netzer, déi eng Gesellschaft brauch, net ze schueden. Dat heescht net, datt een alles muss behalen. Mä wa mer d'wirtschaftlech Entwécklung an déi essenziell sozial Netzer hunn, dann, mengen ech, hu mer villes hei am Land, wat anerer net hunn.

A bei den Dépense solle mer och ganz gutt kucken, wat mer vum Ausland recommandéiert kréien. Op där leschter Sitzung vun de Finanzministeren huet d'Europäesch Kommissioun hire sougenannten „Annual Growth Survey“ presentéiert, wou se also soen, wat fir engen

Dépenses ee soll Prioritéit ginn, fir kënnen ze wuessen.

Ech huelen der dräi eraus, déi dräi Haaptdepenses: Et soll een investéieren an Educatioun, Recherche an Energie. Et soll een zweetens d'Effektivitéit vun den Aarbechtsämter a vun der Beschäftigungspolitik iwverkucken a renforcer. An et soll een drëtens Pensiounsreforme maachen an accélérieren. An ech mengen, grad déi dräi Prioritéiten, déi d'Europäesch Kommissioun der Eurozon an der Europäescher Unioun recommandéiert, sinn och déi, déi mer zu Lëtzebuerg amgaange sinn ëmsetzen an un deene mer och weider mussen schaffen, well si féieren zu Wuesstum an doduerch zu sozialer Responsabilitéit.

Fir mech gehéiert och zum Wuesstum - an duerfir weisen ech och, datt een net blannemännerchers soll spueren - eng modern Verwaltung, och eng modern Steierverwaltung. Och dat ass d'lescht Joer, och am Budgetsrapport vun leschte Joer, vum Här Roth ennerstrach ginn. Duerfir hunn ech och konsequent, och an Zäite vun Defizitreduzéierung, d'Informatioun vun deenen dräi Finanzverwaltungen - déi direkt Steieren, den Enregistrement an d'Douane - mat ville Sue weidergedriwwen, well wann een eng effikass Verwaltung huet, kann een och Suen anzéien. A mir gesinn zum Beispill am Géigefall vu Griichenland, wéi eng oneffikass Verwaltung et net fäerdegbréngt, d'Steiergesetzgebung och adequat ze applizéieren. Déi Efforté vun der Modernisatioun vun eise Verwaltung sinn essenziell, wa mer wellen an Zukunft wuessen.

Här President, ech plädéieren also derfir, datt mer en Équilibre tëschent rasonablem Spueren hunn an Ausgaben. Mä rasonabel Spueren net einfach esou, fir ze spueren, mä mam Zil, fir intelligent ze investéieren a Sozialhëllef do, wou se noutwendig ass, och kënnen ze finanzéieren.

De Budget 2013 mat senger villen Akzente ass inhaltlech a finanzpolitesch gekuckt e gudd Budget, wou ech der Meenung sinn, datt en eis e Stéck, souwuel am Inhalt wéi a sengem gesamte Konzept, virubréngt. Mä d'Zukunft vun der finanzsozialer Wirtschaftspolitik zu Lëtzebuerg bleibt en enormen Défi, unni einfach an unni eenzeg Äntwert!

Mir brauche kee Pessimismus a Morositéit, mä ech soen awer och keng Naivitéit an och keen Zweckoptimismus, deen iwwert d'Schwierigkeeten, déi enorm Schwierigkeete vun der wirtschaftlecher Situatioun a vun dem europäeschen a lëtzebuergesche Strukturwandel géif ewechtäuschen. Jo, et sinn eng Rei grouss Défien, un deene mer schaffen, un deene mer intensiv weider mussen schaffen.

Duerfir bieten ech lech an duerfir bieten ech d'Chamber, dem Budget 2013 zouestëmme, a freeë mech op d'Budgetsdebatten, déi, hoffen ech, net nëmmen iwwert de Budget 2013 ginn, mä och verschidde politesch Alternativen, verschidde Iddien dohinnerleeën, wéi een d'Lëtzebuerg Statsfinanzen vun deenen nächste Joren op deem Pad vu gesonde Statsfinanzen, dee mer gemeinsam wellen, ka weiterentwéckelen.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech ginn Akt vun der Deklaratioun vum Här Finanzminister.

D'Debatten iwwert de Statsbudget fir d'Joer 2013 fänke muer de Moien um néng Auer un. Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënn haut de Mëtteg um zwou Auer nees zesummen.

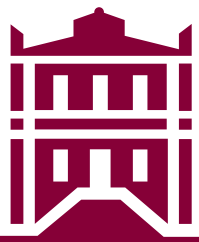
D'Sitzung ass opgehewen.

(Fin de la séance publique à 10.29 heures)

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





SÉANCE 14

MERCREDI, 12 DÉCEMBRE 2012

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

Sommaire

- 1.** 6021 - Projet de loi concernant le surendettement et portant modification
 1. de l'article 2016 du Code civil;
 2. de l'article 536 du Code de commerce et portant abrogation
 1. de la loi modifiée du 8 décembre 2000 sur le surendettement;
 2. de l'article 41 de la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;
 3. de l'article 4.6° du Nouveau Code de procédure civile
 - *Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances: M. Jean-Paul Schaaf*
 - *Discussion générale: M. Jean-Paul Schaaf, M. Eugène Berger, M. Georges Engel, Mme Josée Lorsché (dépôt d'un amendement), M. Jean Colombera*
 - *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*
 - *Vote sur l'amendement 1 (rejeté)*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- 2.** 6466 - Projet de loi portant approbation
 - de l'Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'Accord de partenariat entre les membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005
 - de l'Acte final

ouverts à la signature à Ouagadougou le 22 juin 2010 et à Bruxelles du 1^{er} juillet au 31 octobre 2010

 - *Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Marc Angel*
 - *Discussion générale: M. Marcel Oberweis, M. Xavier Bettel, M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. Michel Wolter, M. Robert Weber*
 - *Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*
 - *M. Fernand Kartheiser*
 - *Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel*
- 3.** Question élargie n°28 de M. Eugène Berger relative au changement de statuts auprès d'un prestataire de services du secteur socio-éducatif conventionné
 - *M. Eugène Berger - Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration*

Au banc du Gouvernement se trouve: Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre.

(Début de la séance publique à 14.02 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Da kéime mer zum éischte Projet vun haut de Mëtteg, nämlech de Projet de loi 6021 iwwert d'Iwwerverschëldung. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Berger, Engel, d'Madame Lorsché an den Här Colombera. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

1. 6021 - Projet de loi concernant le surendettement et portant modification

- 1. de l'article 2016 du Code civil;**
- 2. de l'article 536 du Code de commerce et portant abrogation**
 - 1. de la loi modifiée du 8 décembre 2000 sur le surendettement;**
 - 2. de l'article 41 de la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;**
 - 3. de l'article 4.6° du Nouveau Code de procédure civile**

Rapport de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur.**- Also, Här President, Madame Minister, léif Kolleeinnen a Kolleeen, an den Aktivitéitsberichter vu ganz ville soziale Servicer am Land, do fënnt een ëmmer erëm Remarquen a Suergen ëm déi finanziell Problemer vun de Clienten. Et sinn déi, déi beschriwwen ginn an déi och e

groussen Deel vun den Aarbechten ausmaachen. Dacks ass et eréischt dann och, wann de Geldproblem mat eegene Mëttele net méi léisbar ass, dass de Bierger de Wee bei e Service fënnt, notament bei den Office social.

Hannert de finanziellen Enkpäss sinn dacks aner Schwieregkeete vun der Organisatioun vum Liewen, vun de Relatioune mat Mënschen, mat Servicer, mat Institutioenen, mat der Aarbecht, rechtlech, gesondheetlech an och sozial Froen a Problemer verstoppt. D'Statistiken aus dem Rapport vum Familljeministère fir d'Joer 2011, déi de Surendettement betreffen, sinn dofir och just en Deelaspekt vum wierkleche Problem vun der finanzieller Aarmut am Land.

D'Gesetz iwwert d'Iwwerverschëldung ass ee komplizéiert Regelwierk, fir all deenen, déi mer net als verschëllt, mä als iwwerverschëllt bezeichnen, ze hëllefen. Et geet also hei ëm déi Mënschen am Land, déi ouni eng Interventioun an ouni Ënnerstëtzung keng Chance hunn, erëm e Liewen a finanzieller Autonomie ze féieren.

D'Statistike weisen, dass d'lescht Joer 786 Ufroen un déi zwee Informatiouns- a Berodungsservicer, déi am Kader vum Surendettement bestinn, geriicht goufen. Mir hunn am Land en aktuell Gesetz vum Joer 2000 a mir hunn zwee Träger: eng Kéier d'Ligue médico-sociale, fir den Zentrum an den Norde vum Land; an eng Kéier Inter-Actions Faubourgs, déi an de Südgemengen aktiv ass. Déi zwee Servicer hunn e sougenannte SICS, e Service d'information et de conseils en matière de surendettement.

2011 sinn do, wéi ech elo gesot hunn, 786 Ufroen erakomm an et sinn 390 nei Dossieren opgemaach ginn. Dorausser sinn 23 nei Dossiere virun der - an ech kommen herno dorop zrëck, wéi dat am Verlaf ausgesäit - Commission de médiation agreecht ginn a 15 nei Dossieren an der zweeter Instanz virum Riichter am Kader vun der Iwwerverschëldungsprozedur traitéiert ginn.

Mam Vote vun haut de Mëtteg geëtt dat Gesetz, wat mer haut hunn, vum 8. Dezember 2000

ofgeschafft an duerch en neit Gesetz ersat. Déi wesentlechste Ursach, dat Gesetz vun 2000 ze iwwerschaffen, ass d'Aféierung vun engem am neie Gesetz als „rétablissement personnel“ bezeichneter Virgank, bei deem um Schluss vun enger laanger Prozedur de Riichter d'Rechtsscholden ka strächen an domadder duerch d'est, och nach als „faillite civile“ bezechent, Uerteel dem hoffnungslos iwwerverschëllte Bierger en Neufank am Liewen erméigleche kann.

Well et sech bei dësem Gesetz ëm e komplizierten an och technesche Virgank an ëm eng laangwiereg Prozedur handelt, wëll ech, fir d'est Gesetz ze erklären, mat lech de Wee duerch d'Prozedur maachen an op de respektive Plazen och dat ervirsträchen, wat nei am Text ass.

Fir d'Éischt awer nach e puer Remarquen zu der legislativer Aarbecht.

De Projet de loi ass den 29. März 2009 déposéiert ginn an huet, no zwielef Avisen, zéng Dépêchen an Avisé vu Parquet a Justiz, enger Serie vu Regierungsamendementen a schliesslech enger Serie vu Kommissiounsamendementen an dräi Avisé vum Statsrot, den 13. November no 13 Kommissiounssëtze sän Ofschluss an der heiteger Form fonnt.

D'Familljekommissioun huet och déi zwee Surendettementservicer, d'Commission de médiation, d'ABBL an d'ULC an der Kommissioun empfaangen, fir sech e geneet Bild iwwert d'Problemer mam aktuelle Gesetz an d'Perspektiv vum neie Projet ze maachen.

Esou wéi de Statsrot et vun Ufank u suggéiert huet, ass d'Kommissioun schliesslech der Meinung gewiescht, et wier besser, dat bestehend Gesetz ofzeschaffen an e ganz neien, kohärenten a besser lieserlechen Text ze maachen, deen dann och op all Modifikatiounshiweiser ka verzichten. An dofir huet d'Kommissioun - an ech wëll hei besonnesch d'Aarbecht vun eiser Sekretärin aus der Kommissioun, der Madame Weycker, ervirsträchen - de ganzen Text an eng nei Form bruecht.

Wat ass dann elo d'Ursach, fir d'Gesetz vun 2000 ze erneieren?

Et geet drëms - ech hunn et gesot -, fir de Prinzip an d'Prozedur vun der Faillite civile an der Legislatioun anzeféieren. Dës Iddi ass an der Regierungserklärung vun 2004 ernimmt ginn, ass am Fënnjoresrapport vum Surendettementsgesetz, dat 2005 virgestallt ginn ass, ënnersicht ginn an ass duerno och vun der Kommissioun positiv aviséiert ginn.

Zweetens geet et och drëms, eng Rei vu Schwächen am ale Gesetz erauszehuelen. Et sinn zum Beispill d'Schwieregkeete mat dem Areechen an der Recevabilitéit vun Demanden, de Rollen an de Servicer vun der Commission de médiation, den Effete vu verschiddene Mesuren, den Délaien, der Informatioun an d'Créancierien, de Kautiounen a Matschëldner an och d'Froe vum Recours.

Wéi gesäit elo d'Prozedur aus vun engem iwwerverschëllten Demandeur?

Mir ënnerscheiden am ale Gesetz zwou an am neie Gesetz dräi Phase vun der Prozedur. Bei de bestehenden Etappen, déi, déi mer haut hunn, vum Règlement conventionnel virun der Commission de médiation - déi éischt Phas; ënnert dem Familljeministère steet d'Kommissioun - an dem Redressement judiciaire virum Fridensriichter, kënn dann elo eng drëtt Etapp, de Rétablissement personnel, bäi. Deen Term ass bewosst gewielt ginn, fir net déi negativ Konnotation vun enger Faillite an den Term ze setzen. Dës dräi Etappe si successiv, an de Rétablissement, also d'Faillite personnelle, ass subsidiäresch zu deenen zwou éischten.

Den Demandeur mécht elo eng schrëftlech Demande virun der Commission de médiation, an net, wéi bis elo, bei engem Service. No Instruktioun duerch de Service de surendettement hält dann erëm d'Kommissioun d'Décsioun, fir den Demandeur an d'Prozedur zouzeloossen. Et kann, wéi och elo, kee Commerçant zougeloooss ginn, ausser no enger Faillite oder sechs Méint nom Opléise vu senger kommerzieller Aktivitéit.

Kloergestallt ginn elo d'Délaien, d'Recoursméiglechkeet géint dës Décsioun, d'Admissioun am Dossier, den Informatiounsfloss, d'Publikatioun vun den Échéancen an d'Entscheidungen, déi an engem Répertoire publizéiert ginn. Op dee kommen ech nach zrëck.

Et geëtt präziséiert, ënner wéi enger Form an a wéi engen Délaien d'Créancier sech bemierkbar maache müssen. Et kënn eng sougenannt „obligation de bonne conduite“ bäi, déi vum

Moment vun der Demande bis zum Ofschluss vun der Iwwerverschëldungsprozedur leeft. Am Résumé muss den Demandeur alles maachen, fir seng Situatioun ze verbessern. E muss kollaboréieren an e muss all Engagementer strikt anhalen.

Wann den Dossier ugeholl ass, schafft grad wéi haut de Service de surendettement ee Projet vun engem Plan de règlement conventionnel aus. Dorënner versteet een e geneeé Bilan vun der Situatioun mat Moosnamen, wéi d'Reduzierung vun de Scholdzënsen, en neie Plang fir d'Zréckbezuere vum Kapital, d'Ufroe vu Se-coursen, sozial Begleetmoosnamen, bis hin zu enger Finanzgestioun, d'Noloosse vun engem Deel vun de Scholden an esou weider.

Am neie Gesetz vun haut geëtt kloer geregelt, dass musse 60% vun de Créancierien, déi och 60% vun der Masse vun de Scholde representéieren, dem Plang zoustëmmen, fir dass en a Kraaft tritt. Dës Plang kann da maximal siwe Joer daueren. Och dës Décsioun an Délaie ginn am Répertoire publizéiert.

Wann dës Prozedur awer net kann duerchgefouert ginn, well zum Beispill de Plang net déi néideg Zoustëmmung vun de Créancierien fënnt, da kann den Demandeur sech un de Fridensriichter wenden, fir déi zweet Phas, e Redressement judiciaire, unzefroen. Den Échec vun der éischer Phas stellt d'Commission de médiation an engem Procès-verbal de carence fest.

Da komme mer also da bei de Riichter, an der zweeter Instanz. An de Riichter kann no Instruktioun ee Plan de redressement judiciaire arrétiéieren. An dësem ginn eng Rei Moosname festgehalten, déi den Auswee aus der Iwwerverschëldung méiglech maachen. Si gi vun der Reduktioun vun de Scholdzënsen, Ophiewe vu Garantien, Scholden noloossen, iwwer och - wéi ech virdru schonn ernimmt hunn, an der éischer Phas - sozial Begleetmoosnamen, imposéiert Finanzgestioun vum Schëldner an esou virun. Dës Plang geëtt also dann de Créancierien imposéiert. An och dee ka maximal siwe Joer daueren.

Wann awer de Riichter gesäit, dass dee Plang a siwe Joer net zum erhoffte Resultat ka féieren, kann en ee Plan de redressement probatoire bis zu maximal fënnf Joer dekretéieren. Dat ass och eng nei Mesure. D'Phase judiciaire ass iwwregens déi Mesure, déi Etapp, déi eigentlech am weëngste verännert ginn ass.

Wann awer dann all dës Mesuren aus der éischer an der zweeter Phas, déi, wéi gesot, och haut am Gesetz existéieren, als Mesuren awer hei wesentlech präziséiert ginn, wann déi net zum Resultat féieren an also een Échec vun deenen Etappen aktéiert ass, da kann den Demandeur an enger Situatioun, déi d'Gesetz als „irréremédiablement compromise“ bezechent, eng Demande beim Fridensriichter maachen op de Rétablissement personnel oder déi perséinlech Faillite; fir et elo awer emol ganz plastesch a verständlech auszedrecken.

No senger Demande an innerhalb vu 15 Deeg convoquéiert de Riichter déi zoustänneg Servicer respektiv d'Kommissioun, déi mat der Person zesummeschaffen a geschafft hunn, an hält en Uerteel, fir d'Prozedur opzemaachen. De Riichter kann och hei sozial Begleetmoosnamen, e kann eng Enquête sociale froen, e kann en ekonomesch a soziale Bilan maachen - e muss dat souguer maachen -, an dat kann e maachen, andeem en assermentéiert Experte benennt.

De Riichter hält dann d'Liquidatioun vum Besëtzer vir. Dofir benennt en ee Liquidateur no de Modalitéite vum Code de commerce. Entweder dann duerch eng Vente à l'amiable oder duerch eng Vente forcée, eng Stee, geëtt innerhalb vu sechs Méint de Patrimoine verkaaft, mat Ausnahm vun deem, wat zum Liewe respektiv zum Erhale vun der Aarbechtsplaz strikt noutwendeg ass.

De Liquidateur verdeelt dësen Ertrag un d'Créancierien, nom Rang vun de Sécherheeten, déi mat hirer jeweweileger Créance verbonne sinn. Da mécht en e Rapport un de Greffe, mam Detail vun der Operatioun. An da geëtt et zwou Méiglechkeeten: Entweder ass de Patrimoine duergaangen, fir de Rescht vun alle Scholden ze begläichen, da geëtt d'Prozedur vum Riichter clôturéiert, oder de Patrimoine ass net duergaangen, an da kënn et zur „clôture

pour insuffisance d'actif", wéi d'äst am Gesetz genannt gëtt.

Derbäi kënnt et dann zum Sträiche vun alle Scholden, mat Ausnahm vun deenen Deeler, déi duerch e Bierg oder Matscholdner ofgesécherst sinn, a mat Ausnahm vun Alimenter oder Strofgelder, déi un eng Victime d'actes de violence volontaires, wéi et heescht, geschéllt sinn. Wann ee kann ouni Liquidatioun zu enger Léisung kommen, kann de Richter op deem Punkt ausnahmsweis och e Plan de redressement judiciaire verhängen.

No där Prozedur bleift während siwe Joer d'Identitéit vum Schëldner an de Jugement vun der Faillite am Répertoire stoen. D'Noloosse vun alle Scholden ass gesécherst, ausser de Bénéficiaire kënnt innerhalb vun deene siwe Joer an eng Situatioun vun engem Retour à meilleure fortune, wann en also beispillsweis eng grouss Ierfenschaft géif maachen. Da kann d'Commission de médiation op en Neits mam Dossier befaasst ginn, fir e Plan de règlement conventionnel opzestellen; also komme mer erëm eng Kéier an déi éischt Phas vun der Prozedur. Den Dossier kann och nei opgemaach ginn, wann een eng Fraude vum Client géif feststellen.

Ech hunn elo e puermol vum Répertoire geschwat, loosst mech dee kuerz erklären. Dee Répertoire ass eng nei Dispositioun, déi et de Créancier, de solidairesch Matverschëlten, deenen, déi d'Kautioun gestallt hunn, erlaabt, iwwert de Fortgang vun der Prozedur au courant ze bleiwen. Déi Délaien, déi am Gesetz stinn, ginn och elo méi kloer, well se sech ëmmer op den Datum vun der Publikatioun an deem Répertoire bezéien.

D'Fro huet sech natierlech gestallt, wien dann elo dese Répertoire féiert, wien am Sënn vum Dateschutz responsabel ass a wou dee Répertoire ugesiedelt muss ginn. Folgendermoossen ass dat tranchéiert ginn: De Répertoire gëtt geschafte beim Procureur général d'État, d'äst op Recommendation vum Statsrot an och vum Justizminister, deen op eng ganz kloer Lokalisatioun vum Répertoire gepocht huet. De Procureur huet allerdéngs a senger Dépêche och insistéiert, dass seng Responsabilitéit sech op de Volet pénal géif limitéieren an net op den zivilen Charakter vum Dateschutzgesetz. Eng Vue, déi de Statsrot anescht ausgeluecht huet, an d'Kommissioun huet an deser Fro de Statsrot suivéiert.

Och wann et mat Schwierigkeete verbonne ka sinn, gesäit d'Gesetz elo eng dual Responsabilitéit fir de Répertoire vir. De Procureur ass responsabel am Sënn vum Dateschutz fir all Donnéeë mat juristeschem Charakter, an de Minister vun der Famill ass responsabel fir all Donnéeë mat perséinlechem Charakter.

Derniewent musse Modalitéite fonnt ginn, fir d'Gestioun vun den Ufroen, d'Recevabilitéit vun den Demanden ze klären, an och fir déi materiell Mise en place ze maachen. De Procureur hat proposéiert, d'Responsabilitéit beim Service ze loosse. De Statsrot hat ee Moment proposéiert, en administratiivt Organ, wéi de Registre de commerce oder souguer d'Zentralbank ze beoptragen. D'Dateschutzkommissioun huet keng Propos dozou gemaach.

Déi zréckbehale Solutioun, déi an der Familljekommissioun esou arrétéiert ginn ass, ass sécher net déi allereinfachst an hirer Applikatioun, mä a mengen Aen awer e ganz gudde Komproméss. Si huet de Virdeel, dass d'Commission de médiation responsabel ass fir all Donnéeën, déi an der éischter Phas ënner hirer Responsabilitéit zustane komm sinn, an dass all Donnéeën, déi an der zweeter an der drëtter Phas vun der Iwwerverschëldungsprozedur zustane komm sinn, ënner der Responsabilitéit vum Procureur stinn. Dat sinn Donnéeën aus de juristesche Phasen.

D'Gesetz regelt dann och am Artikel 23 prezis, wéi déi Informatiounen, vu wien erstellt a wéi se transféiert ginn. Accès zu den Avisen am Répertoire hunn nëmme déi Servicer, déi an der Prozedur engagéiert sinn. Si sinn explizit un de Secret professionnel gebonnen. Eng Informatioun, ob eng aner Persoun am Répertoire opgefouert ass oder net, kann allerdéngs jiddweree kréien, dee seng Identitéit hannerleet.

Nei am Gesetz sinn och d'Dispositiounen iwwert d'Attributiounen vun der Commission de médiation, d'Referenz un den Dateschutz, d'Autorisatioun vun den Datebanken a schliesslech och iwwert d'Recoursen, déi kënne geholl gi géint d'Entscheidung vun der Commission. D'Dispositiounen iwwert de Fonds d'assainissement hu liicht geännert, fir kloerzestellen, dass et nëmme de Minister ass, dee kann e Prêt de consolidation accordéieren.

Och géint d'Entscheidung vum Friddensrichter kann Asproch ageluecht gi beim Tribunal d'arrondissement, d'äst an dräi Fäll: géint d'Urteil vum Plan de redressement judiciaire, an da géint d'Urteil vum Opmaachen engersäits respektiv vum Zoumaachen anersäits vun der Prozedur de rétablissement personnel.

Schliesslech nach ee wichtege Punkt. Mam nei Gesetz ginn och d'Rechter an d'Flichte vun de Kautiounen an den ënner méi Nimm opgehollene Kreditter gekläert. Dat awer elo am Detail ze exposéieren, féiert eis hei ze wäit.

D'äst Gesetz trëtt ee Joer no der Publikatioun am Mémorial a Kraaft, eng Zäit, déi noutwendeg ass, fir déi nei Prozeduren an d'Weeër ze leeden a fir och de Répertoire entstoen ze loosse.

Ech wëll hei mä Rapport ofschléissen, awer net ouni nach eemol ze ënnersträichen, dass d'äst kee ganz einfache Gesetzesprojet war, well an all Situatiounen vun Iwwerverschëldung och Kontrakter mat Bankscholden am Spill sinn. Esou Kontrakter sinn awer juristeschem bannend Engagementer a kënne och net liichtfankeg ausser Kraaft gesat ginn. Duerfir ass d'äst Regelwierk och komplizéiert an detailléiert. Aus den 31 Artikelen aus dem Joer 2000 sinn der haut 54 ginn. Si bréngen méi Kloeerheet a méi Rechtssécherheet.

D'äst Gesetz bréngt deene Mënschen Hëllef, déi keng Perspektiv am Liewe méi hunn, deenen, déi, och wa se 100 Joer géifen al ginn an 100 Joer géife schaffen, nimmools méi kéinten en neien Ufank maachen, well hir Scholdelaascht esou erdréckend héich ass, dass se keng nei Chance am Liewe kéinte kréien. De Wäert vun dem Gesetz moosst sech also net an der Zuel vun de Leit, déi duerch eng zivil Faillite erëm eng Perspektiv kréien; de Wäert moosst sech an der Léisung fir des puer Eenzelschicksaler, déi no enger laanger a schwéierer Prozedur erëm kënne en neie Liewensprojet woen. Dat ass a menge Wieder op alle Fall de Sënn an den Zweck an d'Ausrichtung vun dem Projekt.

An domadder wëll ech och mä Rapport hei ofschléissen an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix. - Très bien!

Discussion générale

M. Jean-Paul Schaaf (CSV). - An da wëll ech awer mer erlaben, nach e puer Sätz hannendrun ze maachen, dat am Numm vu mir selwer a vun der Fraktioun, ouni natierlech nach eng Kéier op den Inhalt vum Text anzugeen, just e puer Bemierkungen zum Projet vun haut.

Dee Projet ass keng Revolutioun am Beräich vun der Iwwerverschëldung a vun der Aarmut zu Lëtzebuerg, mä et ass awer en Instrument, wat eng noutwendeg Evolutioun matmécht. Et ass also... dat eng Evolutioun vun engem Instrument, dat dat Gesetz hei duerstellt, am Interesse vun deene Mënschen, déi ouni esou e Gesetz wierklech perspektivlos wieren.

Bei der Iwwerverschëldung denke mer - dat ass meng éischt Remarque, déi ech wëll maachen - natierlech ëmmer, wéi bei villen esou sozialen Themen, direkt an zu Recht och un d'Preventioun. Am Gesetz feele prezis Instrumenter zum preventive Volet am Beräich vun der Iwwerverschëldung. Dat ass och a verschiddenen Avisë bemängelt ginn. Allerdéngs ass d'Preventioun jo keen normative Virgang, deen een an engem Gesetz ka regelen oder octroyéieren oder och sanctionnéieren.

Preventioun besteet mengem Gefill no aus zwou Etappen. Dat ass eng Kéier déi primär Preventioun, also eng, déi geziilt Informatioun u Leit ass, déi net direkt a Gefor sinn, an huet och zum Zil, dass se sech net e Scholdemuster ugewinnen. Dat ass eng Preventioun, déi verschiddene Zilgrupp kann zougeschwat ginn. Dat kënne Schüler sinn, dat kënne Jugendlecher sinn, dat kënne och Chômeure sinn, dat kënne jonk Eltere sinn, dat kënne eeler Leit sinn, dat kënne vulnerabel Gruppen an eiser Gesellschaft sinn. Déi ze definéieren, ze kucken, wat fir e Verhaltensmuster een do viséiert a mat wat fir enge Moyenen een do agéiert, geet sécher iwwert de Kader vun dem Projekt de loi eraus, mä et ass a bleift awer relevant.

Ech wëll duerfir soen, dass ech mengen, dass dee Volet ganz wichtege ass, an och hei ënnersträichen, dass déi zwee konventionéiert Servicer d'information et de conseils en matière de surendettement an deem dote Beräich an der Vergaangenheet vill gutt Aktiounen gemaach hunn, an ech hei de Wönsch wëll ausdrécken, dass si och an der Zukunft déi Moyené behalen a kréien, déi se brauchen, fir dat doten ze maachen.

Da gëtt et deen anere Volet, dat ass déi sekundär Preventioun, déi am Fong geholl dann, an engem fréie Stadium vun enger Iwwerverschëldung, antrëfft, fir et emol op Lëtzebuergesch auszudrécken, ier d'Kaz ze wäit am Dreck

stécht. Dat ass eng Saach, déi op Berodung baséiert an déi iwwert de Wee vu Multiplicateur, net nëmme vun deene Leit, déi an deenen zwee Servicer schaffen, mä awer och iwwer Multiplicateur, iwwer aner Leit, dat kënne Sozialarbechter sinn, dat kann awer och Erzéiungspersonal sinn, dat kënne a mussen och d'Leierpersonal sinn, kann déi esou stattfannen.

Dat kann awer och, a missten eigentlech och Bäcker, Geschäftsleit sinn, déi sech hei mat aklinken an och emol heiansdo d'rout Luucht umaachen, fir engem ze weisen, a wat fir eng Richtung de Wee geet, wann een do näischt u sengem Behuelen ännert.

Fir ze soen, dass déi sozial Servicer am Surendettement awer eng extrem wichtege a wäertvoll Aarbecht hei maachen, kann een dat mat den Zuelen einfach ënnersträichen. Ech hunn et virdu gesot: 390 nei Dossiere sinn opgemaach ginn am Joer 2011 bei deenen zwee Servicer an 23 Dossiere sinn an engem Stadium gewiescht, wou se an d'Prozedur hu misse goen, fir aus der Iwwerverschëldung erauszekommen.

Do dertëscht ass eng grouss Zuel vun Dossieren, an dat weist einfach, dass an engem vernetzte System vun der Sozialarbecht déi Servicer et fäerdegruecht hunn, fir iwwer aner Weeër a mat Berodung, mat Gespréich, mat Mediatioun op engem aneren Niveau deene Leit eng Perspektiv ze bréngen. Och dat ass sekundär Preventioun, och dat ass Verhënnere vun engem Ofrutsche vun deene Leit.

Am schréttleche Rapport fënnt een dann och nach eng Referenz op de Code de la consommation, deen am Abrëll 2011 hei gestëmmt ginn ass an deen eigentlech eng Informatiounspflicht beinhalt fir de Kreditgeber. Eng Obligatioun fir d'Solvabilitéit vun de Clienten ze präiwen, Rechter, fir fréizäiteg vun engem Kredit erëm zrëckzetrieden an och fréizäiteg kënne zrëckzebezuolen. All déi Saache sinn och am Beräich vun enger preventiver Aarbecht wichtege.

Preventiv kann een och d'Obligation de bonne conduite bezeichnen, déi am Fong geholl direkt am Ufank vun der Prozedur a Kraaft trëtt an eigentlech verhënnert, dass eng weider Verschlimmerung vun der Situatioun kann an treffen.

Mir bleift just beim Punkt vun der Preventioun ze soen, dass ech de Wönsch hunn, dass een e Wee fënnt, fir och am Beräich vun der Educatioun, vläicht vun der Schoul, mä awer och vun de soziale Servicer, mä haaptsächlech vun der Schoul, den Émgang mat Geld a Kredit ze thematiséieren. Dat schéngt mir wichtege ze sinn.

Dann eng lescht Remarque, déi ech awer hei wëll maachen, dat ass eng zu de Saisien a Cessiounen. Och wann dat elo wäit iwwert de Projet erausgeet, profitéieren och vun der Geleeënheet, fir hei eng Lanz ze brieche, dass mer deen do Projet de loi weider kënne driewen. Ech wëll dat un engem Beispill weisen, wat dat heescht.

Mir hu Seule fir d'Saisien an d'Cessiounen am Land, déi sinn zënter zéng Joer net ugepasst ginn. A wann een elo kuckt, wien am Joer 2002 e Salaire hat, soe mer vun 2.000 Euro, deen huet haut eleng duerch den Indexmechanismus e Salaire vun 2.437 Euro. Vu dass d'Seulen awer zéng Jore konstant bliwwe sinn, profitéiert deejéinegen, deem seng Salaire saisiéiert oder cesséiert sinn, profitéiert net vun där Erhéijung, an déi 437 Euro, déi en eigentlech bäikritt huet, déi ginn integral un d'Créancier. Dat féiert dozou, dass mer haut am Land an enger Situatioun sinn, dass all déi Leit, déi eng Saisie a Cessioun hunn, ënner de Seuil de pauvreté fallen.

Aus Statistike geet ervir, dass am Gerichtsjoer 2010/11 net manner wéi 10.858 Saisie-arrête gesprach gi sinn. Et ass also e Problem, deen och eng gewëssen Envergere huet. Nach kann een, fir ee Chiffer unzehänken, soen, dass 65% vun den Dossieren, déi bei de Servicer erakommen, och Kreditter am Ausland, notamment an der Belsch hunn. Och dat, mengen ech, wier, misst Géigestand si vun enger gudder Informatioun hei am Land, well och dat mat Risiko verbonnen ass.

Schliesslech wëll ech hei ofschléissen, awer net ouni mä grouse Respekt fir déi sachlech an intensiv Diskussiounen un all Bedeelegt auszudrécken an dem Dossier an och wierklech nach eng Kéier hei de Leit aus der Kommissioun ee grouse Merci soen. Den Här Meyers, deen hat eis déi lescht Zweifel ausgeraumt, wéi et drëms gung, fir dem Statsrot senger Recommendation nozekommen. An ech mengen, um Enn hat en absolut recht. Mir hunn haut hei e gudde Text. D'Prozedur aus der Iwwerverschëldung gëtt méi kloer, méi komplett, si gëtt iwwersichtlech a si ass verbessert.

Duerch d'Faillite civile kréien, wéi ech zum Schluss vu mengem Rapport gesot hunn, eng begrenzt Zuel vu Mënsche wierklech gehollef, erëm am Liewe kënne ze bestoen an am Idealfall eng nei Zukunft fir sech an hir Famill ze woen.

Ech schlësse meng Intervioun mam Accord vun der CSV-Fraktioun of.

Merci.

Plusieurs voix. - Très bien!

M. le Président. - Merci dem Här Jean-Paul Schaaf. Als nächste Riedner ass den Här Eugène Berger agedroen. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

M. Eugène Berger (DP). - Merci, Här Président. Ech wëll och direkt dem Rapporteur Merci soe fir säin ausféierleche Bericht, souwuel mëndlech wéi schréttlech.

Här Präsident, wat ass Surendettement?

Do gëtt et kee fixe Montant, dat ass eng relativ Notioun. Iwwerverschëldung ass an der Regel, wann d'Leit méi wéi 60% vun hirem Revenu dorobber verwenden, fir Scholden zrëckzebezuolen.

Wéi kann een an esou eng Situatioun vum Surendettement rëtschen?

Iwwerverschëldung huet hei zu Lëtzebuerg, wahrscheinlech net nëmme hei zu Lëtzebuerg, verschidden Ursachen. Zum enge gëtt et Mënschen, déi net esou gutt mat de Sue kënne ëmgoen, vläicht well se et ni geléiert hunn, vläicht well se och schwéier widderstoen kënne an enger Gesellschaft, wou Konsum groussgeschriwwen ass a Publicitéiten dauernd zum Kafan invitéieren a verleeden, wou een ëmmer gären dee leschten Handy, dee leschte Computer, dee leschten Auto an esou weider hätt a wou een eben do net ka résistéieren. Ech mengen, et gëtt Mënschen, déi si ganz empfänglich derfir, déi eben dann net do sech kënne an der Gitt halen an net gesinn, wou et Schluss ass mam Akafen.

An deem Kontext direkt och eng kritesch Remarque. Et kann ee feststellen, dass déi Praxis vun den, ech géif emol soen, Abzockinstutur aus der Grenzregioun do bei deene Leit zousätzlech ka vill Misär a Schued uriichten. Dir kennt se sécherlech alleguerten, déi dubiéis Büros, besonnesch an der Belsch, wou Leit, déi hei zu Lëtzebuerg kee Prêt méi bei de Banke kréien, well se scho vill Schold hunn, do dann nach mat komplett iwwerhéchten Zëse Prête kréien, 15% an nach méi. Déi dat dann och nach Prêts à tempérament nennen! An doduerjer rëtschen déi Leit dann, wa se esou Prête maachen, nach méi déif an d'Schold eran. A si hunn do da wierklech keng Chance, fir aus där Spiral erauszekommen.

Mir hunn och an der Kommissioun eis Gedanken iwwert dee Phenomeen gemaach. Mir hu gekuckt, wéi ee kéint där Praxis entgéintwirken. Mir hunn do keng direkt Solutioun fonnt. Ech mengen, wat een awer misst maachen, dat ass, dass een do vläicht eng Kéier Sensibilisatiounscampagnë géif maachen. An och duerfir d'Invitatioun un de Ministère: Et ass wünschenswäert, dass do vläicht eng Kéier eng Campagne lancéiert géif ginn.

Eng aner Ursach vum Surendettement ass dat, wat ee Schicksalsschléi nennt, Licenciement, wann een d'Aarbecht verléiert. A mir hu jo och hei zu Lëtzebuerg elo e Kontext, wou wahrscheinlech an nächster Zäit déi eng oder aner Lëtzebuurger Bierger och an déi Situatioun geroden, wa mer héieren an de leschten Deeg, wou bei Imprimerien, wou bei Banke massiv Leit entlooss ginn, wou da sécherlech och do vill méi Leit nach wäerte riskéieren, an déi Situatioun ze kommen. Ech mengen, et kënne och Verloschter vu Familljemembere sinn, Scheedungen, jee, dat sinn alles och Saachen, Schicksalsschléi, wou déi finanziell Situatioun vu Famillje sech ka ganz schnell, op ee Coup dramatesch änneren.

Iwwerverschëldung hänkt awer och ganz staark vum Revenu of. Zu Lëtzebuerg zielen d'Leit mat niddrege Revenue scho bei enger Verschëldung vun nëmme 30% zu den Iwwerverschëlten. Also do geet dee Seuil direkt erof. Firwat ass et da bei deene Leit mat wéinegem Revenu do scho bei 30%? Ma dat ass, well se ganz vill aner Fikkäschten hunn. Déi Fikkäschten hei zu Lëtzebuerg, fir ze liewen, si relativ héich.

A besonnesch och dann, wann een drun denkt, de Logement, wou do e groussen Deel dann, ob et elo d'Miet ass oder wann een e Prêt huet, fir en Haus oder en Appartement zrëckzebezuolen, dass deen e ganz groussen Deel da vum Rescht vun der Kafkraaft och oprësst.

Ech mengen, mir hunn dat jo, déi héich Präiser am Wunnungssektor. Dat ass, géif ech och soen, an deene leschte Joren och ëmmer méi eng Ursach ginn, fir dass d'Leit hei zu Lëtzebuerg vläicht net direkt am Surendettement sinn, mä awer ëmmer ganz no un deem Risiko sinn, dass se ganz héich an d'Veerschëldung ruf-



schen. Wunne gëtt eben ëmmer méi deier hei zu Lëtzebuerg. An och déi sougenannten „breet Schëlleren“, wou mer jo och nach déi lescht Deeg an haut de Moien dovunner héieren hunn, och déi kréien do, mat deene Wunningspräisser, Schwieeregkeeten.

Ech mengen, bon, Dir kennt dat allegueren, et brauch een nëmme d'Annoncen ze kucken. E klengt Haus ass haut scho bal net méi ënner enger hallwer Millioun Euro ze kréien. Wann da jonk Mënschen do e Prêt maache mussen, alt bis 30 Joer oder méi de Prêt maachen, si mussen heiansdo iwwer e puer Dausend Euro de Mount zréckbezuelen, dann ass een do och ganz schnell an der Quëtsch. Wann nach den Auto derbäikënn, vläicht Fraisé fir d'Kanner, eventuell och emol eng Kéier awer eng Rees sech leeschten, dann ass et haut wierklech esou, dass et um Enn vum Mount nach just null von null opgeet. Wann do dann eppes dertëscht kënn, dann ass ee ganz schnell an der Iwwerverschëlzung.

Ech mengen, dat besonnesch och an deem aktuellen ekonomesche Kontext, an Zäiten, wou jo och vill Leit duerch politesche Mesuren, zum Beispill Steiererhéijungen, Austeritéitspolitik, ëmmer méi ënner finanziellen Drock kommen, hir Kafkraaft verléieren. A mir hu jo och déi Diskussioun elo am Budget 2013, wou mer dat jo awer och - op alle Fall mir als Demokratesch Partei - soen, dass dat och e weideren Drock op déi breet Schëlleren ass, dass déi u Kafkraaft wäerte verléieren an dass do vill Leit eben och vill méi no un déi Situatioun vum Surendettement kommen.

Ech mengen, bei dem Surendettement, dee jo duerch politesche Austeritéitspolitik entsteet, do kéint ee jo nach, ob dat an der Wunningspolitik oder bei de Steieren ass, den Hiewel usetze mat ebe politeschem Géigesteieren. Dat ass och net ëmmer esou einfach. Mir wëssen dat. Mir wäerten nach mer an de Budgetsdebatten doriwier vill diskutéieren. Ech wäert duerfir elo net ze vill op dee Volet do agoen.

Mä bei deenen anere Verschëldungen, zum Beispill eben duerch déi perséinlech schlecht Gestiou vum engem senger Hauskeess oder duerch Schicksalschläi, ass dee politesche Aspekt eigentlech net relevant.

Wat eis do muss interesséieren, dat ass: Wéi kënnen mer deene Leit aus där schlechter Situatioun eraushëlfen? Wéi kënnen mer de Problem vun deene Leit esou schnell wéi méiglech léisen?

Mir mussen och gesinn, dass esou Problemer vun Iwwerverschëldung ganz oft ganz Famillje betreffen an déi Famillje wierklech och un de Rand vum Existenzminimum bréngen. Dat heescht dann och sozial Ausgrenzung, dat heescht Friembestëmmung duerch Créancierien. An am Endeffekt geet et do och wierklech un d'Dignitéit vun deene Leit. Duerfir ass et eigentlech eis verdammte Pflicht, fir ze kucken, fir deene Leit ze hëllefen, sief et preventiv oder eben da wéi hei mat deem Gesetz.

Ech mengen, dat Gesetz, wat mer elo stëmmen, ass duerfir e Schrëtt an déi richteg Richtung. Ech ginn elo net méi op den Detail vun deenen eenzelne Mesuren an. De Rapporteur huet dat jo virdu gemaach. Et ass e Stufemodell - ech vereinfachen elo ganz staark -, dee vun der Médiatioun iwwer de Redressement judiciaire bis zur Procédure de rétablissement personnel geet, wat een och kéint als Faillite civile bezeichnen.

Ähnlech Gesetzgebunge gëtt et och an eisen Nopeschlänner. Och wann dee Phenomeen bei eis vläicht nach net esou verbreet ass, brauche mer awer kloer Procédure fir déi Fall vu Rétablissement personnel, deen also hei mam Gesetz agefouert gëtt. Dat ass also en neien Aspekt.

D'Gesetz huet an eisen Aen och eng Rei Gardefouen agebaut, dass et net zu enger abusiver Notzung vun deser Procédure haaptsächlech vum Redressement personnel sollt, dierft kommen.

Mä sécher muss een och Erfahrung mat deem neie Gesetz sammelen. Et ass noutwendeg, dass ee regelméisseg Bilane mécht an ebe gegebenefalls, oder wann et sech eben dann esou ergëtt, dass een och Korrektur muss dann um Gesetz virhuelen.

Mir haten och an der Kommissioun diskutéiert, ob een net dat och an d'Gesetz soll aschreiwen, dass een dat eigentlech da wierklech obligatoresch mécht. Do waren Diskussiounen. An anere Gesetze hu mer dat iwwerens och scho gemaach. Dat ass net zréckbehale ginn. Ech weess awer, dass d'Madame Lorsché vun deene Gréngen do en Amendement bréngt, dat ech oder meng Fraktioun awer dann och wäert ënnerstëtzen, wann dat kënn.

(Interruption)

Et muss een awer wëssen, d'Gesetz wäert sécher net all Problemer aus der Welt schafen.

Et ass trotzdeem e bësselchen eng „End-of-pipe-Léisung“.

Wann ee feststellt, dass jo d'Iwwerverschëldung e Phenomeen ass, deen ebe ganz oft Familljen am héije Mooss treëft, da gesäit een och, dass Aarmut - géif ech soen - an dann natierlech Surendettement och zu Lëtzebuerg ganz oft verierflech sinn. Dat muss engem Suerge maachen. A wann ee wëllt preventiv schaffen, mä Virriedner huet gemengt, dass et ganz schwéier wier, fir preventiv ze schaffen, mä ech mengen awer, dass een do muss usetzen, besonnesch och bei där Verierflechkeet vun der Aarmut, an dass ee muss versichen, awer d'Leit, besonnesch d'Kanner, aus deem Däiwelskrees do erauszukréien.

Am Kloertext: Wat heescht dat? De soziale Lift misst hei zu Lëtzebuerg funktionéieren, och bei de Kanner. D'Kanner missten d'Méiglechkeet an d'Chance kréien, aus der Aarmut erauszekommen. Duerfir brauche mer e Schoulsystem, deen all Kanner déiselwecht Chancë gëtt an net diskriminéiert an ausgrenzt, wat haut awer nach oft de Fall ass. Et muss een einfach feststellen, eise Schoulsystem reproduzéiert weiderhi ganz vill Inégalitéiten.

A wann ee vum soziale Lift schwätzt, muss een och d'Fro stellen, ob eis Sozialpolitik en Trampolin ass, fir aus där Aarmutsituatioun hei zu Lëtzebuerg erauszekommen. Kann ee sech mat eise Sozialsystem eropschaffen?

Wat bréngt Mesuren, d'Mesures d'emploi? Wat bréngt, wéi effizient ass d'ADEM? Ech kéint elo déi Lëscht hei nach laang fortféieren. Och do muss mer feststellen, dass déi Saachen net funktionéieren oder nëmme ganz wéineg funktionéieren, dass also am Endeffekt de soziale Lift hei zu Lëtzebuerg net richteg oder guer net méi funktionéiert.

Eis Sozialpolitik, wann een déi esou kuckt, da kéint ee se éischer émschreiwen, et ass eng Hängematt, mä keen Trampolin, wou d'Leit sech kënnen no uewen eropschaffen.

Duerfir geet et net eleng duer, fir d'Gesetz ze stëmmen, mä och déi leschtgenannte Problemer mussen endlech seriö ugepaakt ginn. De soziale Lift muss erëm hei zu Lëtzebuerg funktionéieren, wa mer de Phenomeen vun der Iwwerverschëldung wëlle seriö upaken an an de Grëff kréien.

Voilà, Här President, dat gesot géif ech den Accord vun menger Fraktioun zu deem Projet bréngen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. Als nächste Riedner ass den Här Engel agedroen. Här Engel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Georges Engel (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Rapporteur fir säin ausféierleche schréftlechen a méndleche Rapport iwwer e Gesetz, wat eng länger Procédure hanner sech huet a wat komplizéiert war auszeschaffen.

Jo, eis Gesellschaft huet sech staark geännert an de leschte Joren. Jo, Wäerter hu geännert. Déi eng si manner wichteg ginn a sinn a verschidene Fall duerch aner Wäerter ersat ginn. D'Konsumverhalten, de gesellschaftlechen Drock, matzehale mat deenen aneren, och wann een no bause muss oder vläicht net ka weisen, dass ee mathale kann, och deen Drock, deen ass ëmmer méi grouss ginn.

D'Publicitéit ass méi aggressiv ginn, méi direkt, méi grenziwwerschreidend. Dat alles spillt eng Roll bei der Iwwerverschëldung, ass awer - an dat hu mer vun alle Services confirméiert kritt, déi sech mam Thema Surendettement befaassen - an der grousser Majoritéit vun de Fall net d'Ursach, firwat dass d'Leit an eng Situatioun vun Iwwerverschëldung falen.

Neen, et sinn d'Accidents de la vie, wéi se genannt ginn - Trennung vum Partner, Krankheet, Aarbechtsplazverloscht -, déi meeschtens um Ursprung si vun enger Situation de surendettement. Et sinn dat onerwaart Émstänn, géint déi ee sech net versécheren kann, déi jiddweeren treffe kënnen, déi also net gesellschaftlech oder iwwer Kontrakt ofgeséichert kënnen ginn.

Duerfir ass d'Iwwerverschëldung grad wéi och d'Veerschëldung e bedauerlech, awer en normaal Phenomeen, dat bei engem Deel vun der Populatioun zu jiddwer Zäit an onofhängeg vun der Wirtschaftsleg antriede kann. Eng ugespaanten ekonomesche Lag kann natierlech dann nach zousätzlech deem Eenzelne seng Situatioun verschäerfen.

An Däitschland wier all zéngten Erwuessenen haut iwwerverschëllt. Elo kann een d'Definitiou huelle vum Eugène Berger, dass, wann ee 60% vu sengem Revenu u Scholde muss bezuelen, dass eng Iwwerverschëldung wär. Et gëtt eng aner Definitiou, déi einfach seet, dass ee Schwieeregkeeten huet zréckbezuelen, an

dann, wann ee Schwieeregkeeten huet zréckbezuelen, seng Prëten zréckbezuelen, dann ass een iwwerverschëllt.

Glécklecherweis ass d'Situatioun zu Lëtzebuerg, laut den Zuele vun de spezialiséierte Services, net esou dramatesch. Et gëtt hei awer och eng grouss Donkelziffer. An dee ganzen Impakt vun der Verschëldung vun enger Persoun oder vun engem Stot léisst sech oft net u just engem Bankeprêt ausmaachen, mä beinhalt ganz oft eng ganz Rei vun Akeef op Raten, wou natierlech och d'Kreditinstituter dann awer eréischt an der zweeter Rei hannendrustinn. An duerfir ass et och wichteg a richteg, sech mat deem Thema ze befaassen.

Vill Leit hu Schold, an déi meescht ginn och méi oder manner gutt mat deem Instrument eens. An de meeschte Fall ass dat jo och begrenzt op verschidde Liewensofschnëtter. Mä fir anerer ass dat Gesetz, iwwert dat mer haut schwätzen, eng absolut Nécessitéit.

D'Gesetz gëtt eis awer och d'Geleeënheet, fir gläich un zwou Persounen ze erënneren, zwee Politiker, déi sech op deem Gebitt ganz staark engagéiert hunn an déi leider vill ze fréi gestuerwe sinn: de Mill Majerus, den urspréngleche Rapporteur vun deem Gesetz a mat Sécherheet eng dreiwend Kraaft an deem Projet, an de Marc Zanussi, deen eng ganz laang Viraarbecht geleescht huet an deem Beräich.

1993 gouf et schon eng Proposition de loi vum Marc Zanussi. A bei den Diskussiounen zum Vote vum Gesetz vum 2000, wat duerch d'Gesetz vun haut ersat gëtt, huet de Marc Zanussi Amendementer proposéiert, fir ënner anerem zwou grondleeënd Verbesserunge vizeschloen, déi elo an d'Gesetz sollen afléisen.

Dat Éischt ass déi grouss Neierung, nämlech d'Restschuldbefreiung ënner ganz strengen Oploen, wa keng Hoffnung do ass, dass den Débiteur seng Scholden iwwerhaapt ka bezuelen an esou riskéiert, de Rescht vu sengem Liewe vun der Sozialhëllef mussen ze liewen a sech esou an engem Däiwelskrees also no ënne befénnt.

An dat Zweet ass dann d'Kreatioun vun engem Répertoire, wou Informatiounen an Avisé sollen enregistriert ginn, fir esou ze verhënnere, dass Leit, déi scho Problemer mat hiren Engagementer hunn, sech weider verschëlde kënnen. De Marc Zanussi hat also scho virausgesinn, dass mer hei elo d'Gesetz vum 2000 missten nobesseren.

Et war schonn dee richteg Choix, dem Conseil d'État sengen Iwwerleungen nozoeen an een neit Gesetz ze schreiwen, net nëmme aus formale Grënn, mä och weinst der Komplexitéit vun der Matière, déi hei elo an engem eenzegen Text gruppiert ass, wat esou och zur besserer Liesbarkeet fir déi Concernéiert ka ginn.

Niewent der Procédure vum Rétablissement personnel an dem Répertoire spécial gi mat deem neie Gesetz och d'Procédure fir d'Opmaache vun der Demande de surendettement, d'Roll vum Service de médiation a vum Service d'information et de conseils en matière de surendettement an awer och d'Fro vun der Recevabilité vun der Demande traitéiert.

Wichtig ass awer och, dass mer de Principe de solidarité an deem Gesetz net vergiessen, dee Prinzip, dass, wann et engem a sengem Liewen duerch wéi eng Émstänn och ëmmer net esou gutt gaangen ass, de awer och dann d'Chance hues, erëm eng Kéier nei unzefänken, eng zweet Chance kriss an dengem Liewen, fir op deng eege Féiss ze kommen an deemno och erëm e ménschwerdegt, humaant Liewe kënnen ze féieren.

De Rapporteur ass virdrun a sengen Ausféierungen op den Detail vum Gesetz agaangen. Dat brauch ech also net méi ze maachen.

Erlaabt mer, Här President, awer a Saache Répertoire dann nach e puer kritesch Iwwerleungen ze féieren. Fir d'Éischt zur Grondkonzeptioun vum Répertoire, an deem jo Informatiounen an Avisé gesammelt ginn, wann eng Persoun an der Procédure dann dran ass. Dat heescht, bei enger Persoun, wou d'Situatioun am Fong schonn esou verfuert ass, dass alles probéiert ginn ass an all Démarché gemaach goufen, fir eben an déi Procédure vum Rétablissement personnel ze kommen.

Et hätt ee sech kënnen virstellen, ee Fichier ze maachen, deen d'Banken an d'Kreditinstituter alimentéieren a konsultéiere géifen, wou dann ersichtlech géif ginn, wéi vill Engagementer eng Persoun schonn huet, fir dann esou ze jugéieren, ob et iwwerhaapt nach vertriebar ass, nach esou ee Prêt ze accordéieren. An d'Banken hu verlaude gelooss, si géife souwisou deen Échange vun Informatiounen maachen, mä eben op eng informell Aart a Weis.

Sou steet am Procès-verbal vun der Kommissioun vum 27. Abrëll 2010: «Les banques rési-

dentés échangent d'ailleurs entre elles les informations relatives aux clients résidents.»

Ob dat esou richteg an der Rei ass, kann ee sech op d'mannst froen. Do geschitt da scheinbar een net geregelten Échange vun Informatiounen a perséinlechen Donnéeën.

Hiewen d'Banken do net selwer an ouni kloer Kriterien d'Bankgeheimnis esou à la tête du client op? Dat heescht, et kann ee weder sécher sinn, dass dat gemaach gëtt do, wou et sënnavoll wier, nach dass et net gemaach gëtt do, wou et eigentlech net sënnavoll ass oder net gerechtfertegt ass. Ech denken, dass een dat schonn emol kann hannerfroen.

Deen anere Problem ass dee vum Accès op dee Répertoire, esou wéi en elo geduecht ass. Och wann den eigentlechen Inhalt nëmme Concernéierter zougänglech ass, kann trotzdeem all Persoun physique, déi sech ausweist, froen, ob eng bestëmmt Persoun an deem Répertoire ageschriwwen ass. Domat ass da kloer, dass déi Persoun, iwwert déi d'Renseignement da geholl ginn, an enger Procédure de surendettement dran ass. Dat war vläicht gutt geduecht, riskéiert dann awer vläicht eng Rei vun Effets perverss ze hunn.

Wie verhënnert dann, dass en zukünftigen Employeur oder e Propriétaire, deen eng Wunneng wëllt verlounen, sech fir d'Éischt emol op deem Répertoire do renseignéiert?

Dat ass och vläicht verständlech, stellt awer fir verschidde Persounen, déi an där Procédur sinn, e grouse Problem duer, well se riskéieren, ni méi kënnen eng Wunneng ze kréien oder vläicht och ni méi eng Aarbecht ze kréien.

Dat heescht, indirekt kéint dee Répertoire, esou wéi den Zougang geregelt ass, um Enn verhënnere, dass eng iwwerverschëlde Persoun nees ka Fous faassen, op d'mannst esou laang, wéi se répertoriéiert ass. An dat ass se no laange Procédure bis zwielef Joer an dann nach eng Kéier siwe Joer duerno.

Vläicht léisst sech do nach op d'mannst deen een oder deen anere Garde-fou abau beim Règlement grand-ducal, deen de Fonctionnement vun deem Répertoire do soll festleeën. Et kéint ee sech zum Beispill virstellen, dass op d'mannst géif festgehal ginn, wie sech iwwer wien do renseignéiert, an déi Informatiounen missten dann och dem Débiteur zougänglech sinn.

E weidere Punkt, deen d'Berodungsservices opwerfen, ass déi Dispositioun, dass och no enger Remise des dettes den Dossier nach siwe Joer laang net zou ass an dass bei Retour du failli à meilleure fortune den Dossier eben nees opgemaach gëtt. Och dat ass an der Grondiddi jo ganz richteg. Allerdéngs wär et och hei vläicht ubruecht, deen „à meilleure fortune“ e bësse méi prezis ze formuléieren.

Niewent dem Bilan vun deenen eenzelne Services, déi sech mam Surendettement befaassen, an niewent der interner Analys vum Ministère sollt een d'Gesetz an déi dora virgesinne Mesuren am A behalen an no enger gewëssener Zäit d'Zesummespill tëschent de verschidde Acteuren iwwerpräieren an dann och gegebenefalls déi Moosnamen huelen, déi dann zu enger Verbesserung vun deem Zesummespill kéinte féieren.

Wichtig ass awer och, an dat ass virdrun och scho gesot ginn, dass weider preventiv geschaff gëtt. Ier d'Scholdefal zouklappt, mussen d'Unzecher erkannt ginn an dann och géigegesteiert ginn. Duerfir ass et émsou méi wichtig, dass déi europäesch Direktiv iwwert d'Contrats de crédit à la consommation an d'Lëtzebuerger Recht iwwerholl ginn ass duerch d'Gesetz vum 8. Abrëll vum 2011 iwwert de Code de la consommation.

Hei gëtt den Zougang zu Kreditter besser iwwerpräiert, an och d'Publicitéit, déi an deem Domän gemaach gëtt, gëtt geregelt. Ausserdeem ass och de Créancier verflücht, sech ze versécheren, dass den Débiteur an der Lag ass, dee vun him opgehollene Prët och zréckbezuelen ze kënnen.

D'Est si wichtig Moyené vum enger sënnavoller an effikasser preventiver Aarbecht. An zu deser Aarbecht gehéiert awer mat Sécherheet och eng Sensibiliséierungsarbecht souwuel bei de Bierger, awer och bei eiser Jugend an natierlech och bei de Services, déi vill mat deene Leit ze dinn hunn, déi a Gefor kënnen kommen, iwwerverschëlde ze ginn. Ech denken hei virun allem un déi, déi an der éischer Linn stinn, an dat si ganz oft eis Office-socialen, déi an hirer Aarbecht sollen ënnerstëtzt ginn, Signaler ze erkennen an dann och fréizäitig anzegräifen.

Ganz wichteg schéngt mir och, an ech hunn et virdrun scho gesot, dass mer en allgemengt

Bewusstsein kréien, dass d'Leit, déi an de Surendettement falen, net einfach e Stempel kréien vum Irresponsabelen, déi dem grenzenlose Konsum frönen an dann hir Dépensen net méi am Gréff hätten. All Servicer, déi an deem Beräich schaffen, betounen ëmmer nees, dass dese Cliché an deenen allermeeschte Fäll net zoutrëfft. Et si wéi gesot déi kleng an déi méi grouss Accidenter vum Liewen, déi maachen, dass een an d'Labrante kënnt a senge finanziellen Obligatiounen net méi kann nokommen.

Trennung, Chômage a Krankheet si meeschstens um Ursprung vu Situatiounen vu Surendettement. An an deem Sënn sinn dann d'Bedenken an d'Ängscht vun de Bankevertreeder an de Commerçantë bei der Restschuldbefreiung net berechtigt. D'Méiglechkeet vun där Reschuldbefreiung wäert kaum derzou féieren, dass Leit sech déresponsabiliséieren an dat als Option carrément wäeren. Do weisen eis d'Beispiller aus dem Ausland, wou et dese System scho gëtt, dass dat net de Fall ass.

Zum enge sinn nämlech eng ganz Partie Garde-fouen, vill Obligatiounen, Démarchen a streng Oploe virgesinn, bis een an déi nei drëtt Phas kann erakommen, an, an dat ass nach e wesentleche Schratt, deen derbäikënnt: Den Débiteur, dee muss sech perséinlech a sengem Entourage seng Faillite och agestoen. E muss sech dëser Situatioun bewusst ginn, sech wellen hëllef loossen. An e gëtt domadder och een Deel vu sengen eegene Décisiounen op.

Et kann een am Fong dovun ausgoen, dass souwuel den Débiteur wéi och de Créancier vun der Restschuldbefreiung um Iwwerverschëlle ka profitéieren. Mat der Hoffnung op en Enn vum Scholdentunnel an op en neien Ufank kann den Débiteur iwwerhaapt motivéiert ginn, fir sech all Méi ze ginn, fir seng Situatioun ze verbesseren. An an deem Fall kréien d'Créancieren eventuell méi, wéi wann d'Iwwerverschëllungssituatioun géif éiweg undauern.

En fin de compte a schwierige wirtschaftleche Zäiten, mat breeden a schmuele Schëlteren, Kris a spueren, e Gesetz, wat e gutt Gesetz ass, wat vu ville Servicer erwaart gëtt, wat enger Partie Leit erëm Liewensmutt gëtt an eng Chance op en neien Ufank. Eng zweet Chance, fir erëm e Liewenswäert an humaant Liewe kënnen ze féieren, wou se dann op hiren eegene Féiss erëm kënnen stoen.

Ech ginn heimat den Accord vun der sozialistischer Fraktioun an ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen dem Här Engel Merci. Als nächst Riednerin ass d'Madame Lorsché a gredroen. Madame Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wann ee Saache keeft, déi een net brauch, mat Geld, wat een net huet, dann ass et selwer schold. An et geet och keen eppes un, wéi vill Kreditkaarten e Mënsch an der Täsch huet a wat en domat mécht. Dat sinn déi klassesch Behauptungen, déi een ëmmer nees ze héiere kritt, wa vun Iwwerverschëllung geschwat gëtt. Oft gëtt dese Phänomene op e private Problem reduzéiert, aus deem de Stat sech erauszehalen huet. D'Realitéit um Terrain ass awer eng aner.

Mir sinn eis jo eens, dass d'Iwwerverschëllung net just op psychologesch Dispositiounen wéi feelend Verantwortungsbewusstsein, en onkritesche Geescht oder ze vill Risikobereitschaft zréckzuféieren ass. Och d'sozial Exklusivitéit, déi vill Mënschen dozou verleet, gesellschaftlech Defiziter duerch de Kaf vu Statussymboler auszegläichen, ass net den eenzege Grund.

Wann ëmmer méi Leit hir Scholden net méi am Gréff behalen, dann ass dat ganz kloer e gesellschaftspolitesche Phänomene, op deem de Gesetzgeber en Afloss huet an op deem de Gesetzgeber reagéiere muss. E muss analyséieren, ob déi bestehend Reglementatioun den aktuelle Problemer gerecht gëtt oder net an ob déi néideg Viraussetzung bestinn, fir esou Problemer an Zukunft ze verhënneren.

Datt dat net de Fall ass, huet sech am Laf vun der leschter Zäit gewisen. Duerfir begrësse mir als gréng Fraktioun, dass dat aalt Gesetz duerch e verbessert Gesetz ersat wäert ginn.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, wann een eng Situatioun verbessere wëll, muss een natierlech hir Ursache kennen. Eng vun den Haaptursache vum Surendettement sinn déi sougenannt Accidents de la vie, déi den Här Engel elo just beschriwwen huet, wéi zum Beispill Stierffäll, Krankheeten, de Verloscht vun der Aarbechts-

plaz an de Broch vu Partnerschaften, dee vill Leit vun haut op muer zum Elengerzéier mécht.

Eng aner Ursach kënnt derbäi, an déi gëtt ganz akut. Et ass den héije Präis, deen zu Lëtzebuerg fir e Grundrecht bezuelt muss ginn, an zwar d'Recht op d'Wunnen. Eleng d'Tatsaach, dass den Undeel vu Sozialwunnengen an eisem Land nëmmen 2% vum gesamte Wunnebestand ausmécht, seet genuch. An och nëmme 7% vun de Mietwunnengen si Sozialwunnengen. All déi aner Wunnengen si fir vill Leit net bezuuelbar an eng vun den Haaptursache vum der héijer Verschëllung.

Schold un där desolater Situatioun sinn net déi eenzel Privatpersounen, mä eenzeg an eleng d'Regierungen aus de leschte Jore, déi an der Wunnengbaupolitik versot hunn. Surendettement huet also net nëmme perséinlech Hannergrënn, mä virun allem politescher an ekonomescher a gräift a verschidde Liewensberäicher eran.

Dernieft implizéiert en eng ganz Rei Acteuren, déi sech frontal géigeniwwerstinn.

Op där enger Säit stinn d'Banken an d'Kreditëschenhändler, déi sech un der Verschëllung vun hire Clientë beräicheren. Op där anerer Säit stinn d'Konsumenten, déi un hirer Verschëllung veraarmen. Dat Ganz ass also méi komplex, wéi et dobaussen oft duergestallt gëtt. Dat erkläert och, firwat desen Text esou laangotgedert war a vill Kommissiounssätzungen erfuerdert huet. Duerfir dem Här Schaaf e grouse Merci fir seng Ausdauer an deem Dossier a fir säin ausféierleche Rapport.

Haut geet et virun allem drëms, déi zwou besteheend Prozeduren, de Règlement conventionnel an de Redressement judiciaire, zugonschte vun engem bessere Schutz fir d'Débiteuren an d'Codébiteuren ze verbesseren a gläichzäitig déi Créancieren ze definéieren, déi prioritär zréckbezuelte mussen ginn. Dës zwou Prozeduren ginn duerch de perséinleche Rétablissement ergänzt. Domat gi mir op deeselweche Wee wéi vill aner Länner. Beispillsweis huet an Dänemark schonn esou e Gesetz 1984 bestanen.

Mat der Aféierung vun der Faillite civile oder, méi positiv ausgedréckt, dem perséinleche Rétablissement kritt eng iwwerverschëllte Persoun d'Chance, nees bei null unzufänken, wann déi zwou éischt Prozeduren erfolglos bliwwen sinn. Mat der Faillite civile gëtt se responsabiliséiert a bleibt net hiert Liewe laang ofhängeg vu sozialen Dëngschtleeschungen.

Aus deenen Iwwerleungen eraus wäert déi gréng Fraktioun dese Projet och stëmmen. Aller dëngs hält eis Begeescherung sech a Grenzen, well mir eng Rei Kaderbedéngunge vermessen. Dorobber kommen ech zréck. Fir d'Éischt awer e puer méi generell Remarquen.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och wann dese Projet sech ausschlieslech op déi privat Iwwerverschëllung bezitt, läit et awer am Sënn vun der Saach, d'Veerschëllung an en ekonomesche Gesamtkontext ze setzen. An deem Kontext stellt d'Iwwerverschëllung vun de Privatleit nach just d'Spétt vum Äisberg duer. Dee richtigen Émgang mam Geld ass jo net nëmmen am Privatberäich aus dem Rudder geroden, mä nach op ganz anere Pläng.

D'Banke si massiv ofhängeg gi vu staatlche Finanzspréizen a Garantien, während op EU-Niveau d'Rettungsschiermer a Milliardenhéicht muss mobiliséiert ginn, fir national Ekonomien ze retten. D'Zommen, déi de Stat fir dës kollektiv Rettungsaktiounen zur Verfügung stellt, stinn a kengem Verhältnis zu deem, wat fir iwwerverschëllte Privatpersounen investéiert gëtt.

Beispillsweis hunn d'Banken am Zäitraum vu September 2008 bis Juli 2009 staatlch Garantie vu genee 4,8 Milliounen an Empfang geholl, also genee 8,8% vum PIB. Dergéint gesäit déi hallef Millioun, déi de Stat an de Fonds d'assainissement fléisse léisst, an d'Geld, wat an d'Ressourcen humaines vun deenen zwou Ulaustellen an den Offices sociaux fléisst, zimlech schappag aus. Och ass d'Vitesse, mat där d'Rettungsaktiounen iwwert d'Bühn ginn, net deiselwech fir déi eng wéi fir déi aner.

Während de Stat souzesoen iwwer Nuecht zwou wichteg Lëtzeburger Banken an dréchen Dicher konnt bréngen, mussen iwwerverschëllte Einzelpersounen äusserst komplizéiert, laangwierig a belaahtend Prozeduren durchlafen.

Natierlech kann ee soen, dass de Stat schnell an effikass muss handelen, fir déi national Economie um Liewen ze halen, well doduerch nach gréisser sozial Problemer an Entloossunge verhënnert ginn. D'Flicht vum Stat därerf sech awer net drop beschränken, eis Banken an d'conomie vu ganze Länner ze retten. E muss och déi Mënsche schnell an effikass ennerstetzen, déi dem sougenannten „Pomp-Kapitalismus“ zum Opfer falen.

D'Aféierung vun der Faillite civile ass wuel eng gutt Saach, sollt awer net als grouse soziale

Fortschrëtt duergestallt ginn, mä villméi als eng onëmgängelech Flicht vum Stat. Zu dese Flichte gehéiert och d'Schafung vun den néidege Kaderbedéngungen, fir dass an Zukunft manner Leit an d'Iwwerverschëllung erageroden; an anere Wieder d'Preventioun.

«La loi gère les conséquences du surendettement, pas ses origines», huet d'Journalistin Anne Heniqui virun engem Joer am „Lëtzeburger Land“ geschriwwen. Dës Ausso trëfft nach ëmmer zou a bréngt d'Saach op de Punkt. D'Preventioun kënnt an deem Gesetz ze kuerz.

Mat Recht kritiséiert d'Chambre des Salariés an hirem Avis, dass dat Wuert am Gesetzestext kaum virkënnt. D'Preventioun ass eng vu villen anere Missiounen, déi de Service d'information et de conseils en matière de surendettement soll erfëllen, ouni dass déi Missioun konkret definéiert ass, weder a puncto Inhalt nach a puncto budgetär Mëttel fir d'Frais de fonctionnement. «Dans la limite des crédits disponibles», steet do. Dat seet alles an näischt. Och wann d'Preventioun net normativ ass, brauch een awer Mëttele, fir se duerchzuféieren.

Mir stellen net a Fro, dass déi zwou Ulaustellen - d'Ligue médico-sociale an Inter-Actions - grad wéi d'Offices sociaux um Terrain alles maachen, wat se kënnen, fir de Betroffene zur Säit ze stoen. Mir stellen och net a Fro, dass se verschidde Initiativen am Beräich vun der Preventioun ergreifen. Allerdéngs hunn déi Instanzen net dat néidegt Personal an net genuch Finanzmëttel, fir d'Preventioun kategorieesch a flächendeckend weiderzedreiwten. Hei feelt et ganz einfach u staatlcher Ennerstetzung.

Et bleiwen nach d'Schoulen, déi och eng wichteg Roll an der Preventioun musse spillen. Woumat ech dat widderhuelen, wat den Här Schaaf och scho gesot huet. Mir sinn der Meenung, dass déi Thematik onbedéngt am Enseignement muss behandelt ginn. Dat net eréischt am Secondaire, wou eenzel Studenten a Studentinnen scho Kreditkaarten am Kapp hunn a vu Luxusautoen an Haiser dreemen, mä scho bei deene Klengsten.

Net all Kanner léiere vun doheem aus, mat Geld ëmzegoen, et ze behalen oder et souguer ze vervillfälegen. Déi Fäegkeet gëtt just an deene Famillje vermittelte, déi scho säit Generatione genuch Geld hunn a genuch Geld kréien. É Kand, deem seng Famill kee Geld huet, kann och net léieren, wéi et domat ëmgoe soll.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, déi finanziell Bildung, wéi eis däitsch Nopere se nennen, kann net fréi genuch ufänken a se därerf am Erwuesenenalter net ze kuerz kommen.

An deem Kontext wéilt ech op eng Etüd vun der däitscher Verbraucherzentral hiweisen. Doraus geet ervir, dass dat sporadesch Aktiounen wéi Informatiounscampagnen, Konferenzen oder eenzel Coursé sougutt wéi guer näischt notzen, wa se net dauerhaft a flächendeckend stattfanden. Gradesou weingeg Erfolleg hu sporadesch Veranstaltungen mat Experten an de Schoulen, wann déi finanziell Bildung net formell als Schoulfach agefouert gëtt an alle Kanner zuguttkënn.

Déiselwech Etüd beschäftegt sech och mat der Preventioun am Finanzsecteur a weist drop hin, dass ëmmer méi Kreditinstitute sech zu sozial verantwortleche Kreditgeschäfte bekennen. Hire Werbecampagnen no verzichten eng ganz Rei Banken a Kreditvermittler op iwwerdeiert Kreditschuldungen, halen d'Zënne aus deontologeschen a sozialen Ursachen op engem niddregen Taux, préiwien am Virfeld d'Kreditcapacitéit vun hire Clienten a schreiwen d'Berodung grous.

Wann een deene Lëppebekenntnisser awer op de Läm geet, stellt ee fest, dass se nëmmen an deene seltenste Fäll duerdregefouert ginn. Virun allem déinge se de Kreditmäert dozou, sech samariterhaft duerststellen an op déi Manéier grad déi fragilste Bevölkerungsgrupp ze erreechen.

Sanktioune wieren ee Mëttel, fir deem opzehëlfen. Wann déi awer esou niddreg sinn, dass déi global Benefisser se méi wéi ausgläichen, gi se gären a Kaf geholl, ausser d'Geldstrofe wieren extrem héich. Virun allem déi belsch Banken aus der Émgéigend kenne sech an deem Geschäft gutt aus a riichte bei der Lëtzeburger Bevölkerung vill Schued un.

Mir sinn eis bewusst, dass Lëtzebuerg des Bauernfängerei net eleng aus der Welt schaffe kann. Lëtzebuerg kann awer säin Deel dozou bäidreien, fir dass an Europa eng harmonesch Politik bedriwwen gëtt am Beräich vun transparenten, klaren a matenee vergläichbare Kreditofferen.

Dernieft wier eng zentral Scholdendatebank, déi am Virfeld vu gréisser Kreditopnamen an eisem Land kéint a misst consultéiert ginn, net vu Muttwëll. Fir d'Gemitter ze berouegen, dass ass och elo geschitt, gëtt dacks op de Code de

la consommation higewisen, deen op enger EU-Direktiv baséiert an eng eenheetlech Regelung am Sënn vum Konsumenteschutz soll erlauben. An der Praxis huet dee Code leider nach net vill bewierkt. En huet nach keng Bank a kee sougenannten Intermédiaire de crédit vun onverantwortlech Kreditgeschäfte zréckgehalten a wäert dat och weiderhin net maachen. Et sief, et géife méi rigide Kontrollen a massiv Sanktiounen agefouert ginn.

Och d'Werbung misst konsequente Regeln ennerstoen, fir d'Konsumente virun der Manipulatioun ze schützen. Wann ee beispillsweis um Internet vun enger Lëtzeburger Bank Sätz liest wéi „passez du rêve à la réalité“, da wäsen déi weingeg, wouhin deen Dram mat der neier Kreditkaart ka féieren. Net an d'Realitéit vum erfüllten Dram, mä an d'Realitéit vun der desolater Iwwerverschëllung.

Ofschléissend nach e Wuert zum Rapport d'application, deen am Gesetz vun 2000 virgeschriwwen war. Wéi d'Gesetz vun 2000 op deser Plaz diskutéiert ginn ass, huet all Riedner an all Riednerin begrësst, dass no fënnf Joer e Rapport virun der Chamber misst presentéiert ginn. D'Vertreeder vun DP an LSAP hu sech deemools souguer derfir ausgeschwat, dass dee Rapport schonn no zwee bis dräi Joer sollt opgestallt ginn, fir eventuell Schwaachstellen am Gesetz esou fréi wéi méiglech ze detektéieren an d'Gesetz gegebenenfalls unzepassen. Dee Rapport ass am Joer 2006 virgeluecht ginn an et huet sech erausgestallt, dass d'Gesetz vun 2000 effektiv verbessert misst ginn.

De Projet de loi vun haut dréit deene Lacuné Rechnung, wat absolut begrëssenswäert ass.

Net nozevollzéien ass dann awer, dass d'Koalitionsparteien an Zukunft op esou e Rapport verzichten wëllen. Den Här Berger huet et erwähnt, an der Kommissioun hu mer driwwer diskutéiert. Als Vertrieederin vun der Fraktioun hunn ech mech deemools dergéint ausgeschwat, deen Artikel net ze iwwerhuelen aus dem ale Gesetz. An ech maachen dat och elo mat engem Amendement, deen ech hei wéilt déposéieren.

Amendement 1

Au titre 6, il est inséré un article 55:

Art. 55. *Le Gouvernement présentera à la Chambre des Députés, dans un délai de cinq ans suivant la mise en vigueur de la présente loi, un rapport d'évaluation sur son application.*

(s.) *Josée Lorsché, Claude Adam, Eugène Berger, Félix Braz, Camille Gira.*

► **M. le Président.** - Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - D'Erfahrung huet gewisen, wéi wichteg esou eng Evaluatioun ass. Ausserdeem ass et d'Recht vun der Chamber, iwwert d'Konsequenze vun engem Gesetz an d'Bild gesat ze ginn, virun allem, wann et ëm wichteg sozial an ekonomesch Froe geet.

Einfach komme loossen, wat kënnt, ouni sech Rechenschaft ofzeleeën, wat et bewierkt, ass fir déi gréng net akzeptabel. Mir wëlle gewuer ginn, ob déi haut agesaten Instrumenter duerno effikass funktionéieren oder net. A mir wëllen och wëssen, wéi eng sozial an ekonomesch Auswierkung se hunn. An deem Sënn wiere mir frou, wann eisen Amendement géif ugeholl ginn, och wann dat hei an der Chamber net Usus ass.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Lorsché. Als leschten a gredroene Riedner hunn ech den Här Colombero op der Lëscht. Här Colombero, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Merci, Här President. Fir d'Éischt e ganz grouse Merci un den Här Rapporteur Jean-Paul Schaaf fir säi mëndlechen a schrëftleche Bericht. Ech wéilt och hei op deser Plaz dem Kolleeg Mill Majerus senger gedanken, deen och den Initiator vun deem Projet war, als gudder Kolleeg a vill ze fréi verstuerwen.

Mir begrëssen, wat de Rapporteur gesot huet, dass en och e Gesetz iwwert d'Saisie guttheescht. Well mir verstinn net, wéi eng Persoun, déi normal schafft, dass déi Persoun, wa se d'Saisie op der Pai gemaach kritt, och nach manner Sue verdéngt, wéi wa se den RMC hätt. Duerfir begrësse mer dat, dass dat Gesetz ganz schnell op de Leescht geholl gëtt.

De Budgetrapporteur, den Här Lucien Lux, huet a sengem zweete Kapitel vun der sozialer Gerechtegkeet derfir plädéiert, dass de Wirtschaftswuesstum net dierft duerch déi negativ Effekter neutraliséiert ginn. Dat heescht, duerch d'Verschlechterung vun der Gesondheet, d'Verschlechterung vun der sozialer Kohäsion, d'Verschlechterung vun der Familljeliewen an och



d'Verschlechterung vun de Ressourcen. Do huet e sécherlech ganz recht.

A grad dëse Wirtschaftswuesstum - an, Här Präsident, och kann dat Wuert „Wirtschaftswuesstum“ net méi héieren, op jidde Fall net méi dee Wirtschaftswuesstum vum Luc Frieden -, grad dëse Wirtschaftswuesstum ass op eng implizit Aart a Weis Generator vun Aarmut. Hei gëtt jo net méi op d'Leit gekuckt. Hei gëtt nëmmen op d'Lobbyen, op d'Konzerner, op d'Multinationale gekuckt. Déi kënnen sech eng gellen Nues opbauen. A parallell dozou entsteet dann op där anerer Säit vun der Gesellschaft Misär, Nout an Aarmut. A wat de kënschtleche Wuessstum ëmmer méi opgepuscht gëtt, wat déi Aarmut ëmmer méi zouhëlt.

Madame Minister, den Här Kartheiser hat viru Kuerzem eng Interpellatioun iwwert d'SDFen, d'„sans domicile fixe“, ugefrot. Dir hat versprach, fir heihinnerzekommen an iwwert d'Evolution vum Dossier ze schwätzen. Mir wäere frou, wann Der eis géift do e puer Sätz soen.

De Stat ass also gezwongen, fir de Spagat ze maachen, eischtens téschent der ekonomescher Relance, an zweetens, fir dann de Rateschwanz, deen hannendrukënt, déi Aarmut, déi bei de Leit entsteet, fir déi ze vermeiden. An duerfir, an deem Sënn, geet dat Gesetz hei an déi Richtung, nämlich, et ass e Besoin do. An d'Ligue médico-sociale, déi schwätzt vu 402 Fäll am Joer 2011. D'Ligue Inter-Actions schwätzt vun 384 neie Fäll am Joer 2011.

Et ass e Besoin do. Et gëtt also een Instrument geschaf, fir deem Besoin do gerecht ze ginn. An ëmmer wann en Instrument do ass, ass d'Gefor grous, dass d'Leit dovunner profitéieren wäerten. Do kann ee sech vläicht da soen: Okay, et ass een neit Gesetz do. Kommt, loosst mer einfach liewe wéi mer wëllen. Quitte dass d'Prozedur da ganz laang wäert sinn, mir liewen einfach drop hin a wann eppes passéiert, da gi mer scho vum Stat opgefaangen.

Mä op där anerer Säit muss een awer och soen, dass mat der Kris, déi do entstanden ass, ëmmer méi Leit an déi Situatioun komme wäerten, zum Beispill mam Chômage, Scheedungen oder vläicht ee Stierffall. An déi Leit wäerten da vun dësem Instrument profitéieren.

Mir sinn hei also an enger sougenannter schizophrenen Situatioun. An d'Fro stellt sech, ob ee qualitative Wuesstum net besser ubruucht wier wéi de frenetesche Wuesstum, dee verschidde Politiker sech virstellen, mat engem Harakiri, deen um Horizont lues a lues Form hëlt.

Well wann ee bedenkt, dass déi nämleche Leit souguer hir Dokteschrechnungen net méi kënnen bezuelen, eng Dokteschrechnung, déi normalerweis vun der Sécurité sociale géif rembourséiert ginn, an do dann en Tiers payant vun der Gesondheitskeess muss intervenéieren, fir d'Facturen ze bezuelen; wann ee bedenkt, dass d'Leit hir Handysrechnungen net méi kënnen bezuelen an een, zwee Rappeller musse geschéck kréien, fir iwwerhaupt aktiv ze ginn, ma da muss ee sech hei Froe stellen. Hei si mer dann op der falscher Plaz.

Wou féiert dann dee frenetesche Wuesstum, deen hei ëmmer proposéiert gëtt, hin? Mä dat féiert dozou, dass een hei ee ganz falscht Konsumverhalen! D'Leit kafen egal wat. Wann elo samschdes, sonndes a souguer an der Nuecht d'Geschäfte op wieren, da géifen déi akafte goen.

(Interruption)

Dat ass scho ganz normal. D'Offer ass do. An dee Moment kafen d'Leit och dat, wat se net brauchen. Et brauch een nëmmen an d'Haiser vun de Leit ze goen, do huet een heiansdo e Musée eran.

(Interruption)

Do kënn en en e Musée eran, Här Clement. Do gesäit ee Statuen, Statuetten, Telleren, kleng Telleren, grous Telleren, Biller, Petzien, Camionen, egal wat. An dat Eenzezt, wat do gutt ass, dat ass, dass vläicht d'Hausfra oder den Hausmann do d'Fatz mussen huelen an de Stëbs erofhuelen. Et wär besser, dee ganze Batklang, dee ganze Krom, dee géift Der dann op engem Floumaart verkaufen. Da géift Der wéinstens d'Suen nach erëmkéien, déi Der ausginn hut.

Falsch Konsumgewunnecht, dat fänkt schonn an der Schoul un. Fréier sinn d'Kanner nach mat enger Uniform an d'Schoul gaangen. Uniform, dat heescht, jiddwereen hat datselwecht Kleed un. Wat hautdesdaags de Fall ass: Du dærfst emol net mat enger normaler Box vum C&A an d'Schoul goen, well da gëss de gebobbt. Et muss schonn eng Box vu Lacoste sinn. An ech mengen, do geet et da schonn un, dass déi Kanner duerno,...

(Interruptions diverses)

...wa se dat schonn iergendwéi am Blutt hunn, awer mussen, wa se an d'Geschäft ginn, Boxe vu Lacoste kafen an net aner Boxen. Ech mengen, dat ass ganz traureg.

Wéi paradoxal dat ganzt Konsumverhalen ass, spillt sech och an der Panoplie vun de Kreditkaarten of. Ech mengen, fréier sinn d'Leit da komm a si haten ee kleng Portefeuille mat kleng Schäiner dran. Wa se da keng Sue méi haten, hu se näscht méi kaaft. Hautdesdaags ass e Portefeuille natierlech vill méi déck. Et ass kee Schäin méi do, mä et sinn awer 25 Kaarten dran.

An och déi Kaarten, dat ass eng ganz grous Gefor fir d'Iwwerschëldung. Eischtens ass dat och eng verstoppte Reklam, wat eng verstoppte Publizitéit ass. D'Geschäfte proposéieren ëmmer nei Punkten, nei Kaarten, nei Servicer. Wann s de 1.000 Punkten hues, da kriss de Zéng Euro Remise an esou virun. Do ginn d'Leit quasi forcéiert, bei 800 Punkten, fir nach fir 200 Euro Saachen anzekafen, déi se guer net brauchen, fir einfach nach hire Sold erfëllt ze kréien an dann zéng Euro Rabatt ze kréien.

Op där anerer Säit sinn d'Kreditkaarten och eng ganz grous Gefor. An ech mengen, wann déi eischt Kaart net fonctionéiert, da geet ee jo op déi zweet iwwer. Wann déi zweet net fonctionéiert, da geet een op déi drëtt iwwer. An iergendwéi kënn een hannen eng Kéier un, an dann ass de Fall awer do, wéi wann ee keng Sue méi hätt. Dat heescht, et ass ee verschëllt, mä et bleift nëmme méi d'Pai iwwer, an et kann een och net méi kafen, just mat deem Ennerscheid, dass dee Moment d'Leit iwwerschëllt sinn.

Och hei, mengen ech, do misst de Stat agräfte kënnen a soen: „Okay, mir setzen eng ënescht Limite un.“ Mä do geet de Stat och net drun, well normalerweis sinn et d'Banken, déi décidéieren. Si wëlle gären Interessen hunn. An dorëms geet et jo. Dat ass jo déi paradoxal Situatioun. Et misst een agräfte kënnen a soen: Okay, mir maachen eng Limite vun 200 Euro an net méi.“ Mä do geet een an d'Autonomie vun de Banken eran an dat kann ee jo och net maachen.

Op där anerer Säit, wann ee Miwwelfestival ass oder en Autofestival, do gi locker Kreditter garantéiert. Do gëtt emol net gefrot: Sinn d'Suen do? Si se net do? Haaptsaach den Auto gëtt verkaaft. Haaptsaach d'Miwwele gi verkaaft. An dat ass jo dat Allerwichtigst. D'Ekonomie muss jo och relancéiert ginn, quitte dass d'Leit herno dat mussen zrëckbezuelen oder och net méi zrëckbezuelen; dat ass jo egal. Mä ech mengen, och do misst een intervenéieren an eng Kéier kucke goen: Hunn déi Leit nach Possibilitäten, fir dat zrëckbezuelen, oder net?

An dann, wann een d'Suen dann net méi kritt, da geet een da bei d'Kollegen hei an der Belsch, bei d'Finanzhaie. Déi proposéieren dann ee Service: Dir kritt d'Suen direkt op de Kont. En héijen Taux, an Dir kritt den Dierwiechter matgeliiwert, wann Der no engem Mount net direkt bezuelt. An dat ass dann d'Situatioun.

Och hei, mengen ech, déi Finanzhaie vun der Belsch, déi maachen och Reklam hei an den Zeitungen. Dat misst jo verbuede sinn. Ech mengen, mir hunn hei am Land Gesetzer zum Beispill géint d'Fëmme. Et dærf ee keng Publizitéit fir d'Fëmme maachen. Mä firwat iwwerloosse mir verschidde Zeitungen d'Méiglechkeet, fir Publizitéit fir esou Kreditter hei ze proposéieren? Dat ka jo net sinn! Mä och hei sinn d'Interessen natierlech ekonomescher Natur. Wat geschitt, wann d'Zeitungen esou vill Sue manner an hire Recetten hunn?

Dat ass déi ganz schizophren Situatioun, déi mer hunn. Summa summarum, mir sinn hei, wéi gesot, ganz schlecht drun. Amplaz ee qualitative Wuesstum, setze mir op irresponsablen ekonomesche Wuesstum, fir enger Handvoll vu Multinationale de Monopol ze ginn, eng ganz Gesellschaft ze destabiliséieren.

Wuesstum heescht Aarmut! Dat ass am héchste Grad irresponsabel. An ech hoffen, dass d'Politiker heibanne mat geballter Kraaft géint esou mënscheindlech, mënscheveruechtend Methode kampf. An d'Konzerner, Lobbyen, déi nëmmen hir Interesse verteidegen, mussen hei ausgebremst ginn, egal vu wou se hierkommen, vum Qatar, vu China oder vu Russland. Dat ass total egal. Hir Prioritéit besteet sécherlech net doran, dass se d'Welt verbessere wëllen, mä se besteet einfach doran, dass hire Portefeuille ëmmer méi grous gëtt.

Mir wäerten dat heite Gesetz matstëmme, mat engem Bémol: Mir fæerten, dass dat heiten ee Rateschwanz no hanne wäert ginn. Mir si frou, dass verschidde Leit hei kënnen gehollef kréien, mä, wéi gesot, mir si géint dee Wuesstum, dee freneteschen, diabolésche Wuesstum, deen hei proposéiert gëtt. Mir wëlle gäre ee qualitative Wuesstum, deen de Leit méi bréngt.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Colombara. Elo kritt d'Madame Familljeminitesch Marie-Josée Jacobs d'Wuert.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif, esou wéi meng Virriednerinnen a Virriedner, och fir d'Éischt wëllen dem Här Jean-Paul Schaaf als President a Rapporteur vun der Kommissioun an alle Membere selbstverständlech e ganz grousse Merci soen. An ech muss soen, et ass gutt, dass hie méi Gedold huet wéi ech, well soss hätt dat doten net esou laang kéinten daueren, wéi mer elo do amgang woren.

Mä d'Haaptsaach ass jo d'Resultat. A wéi seet een: „Ende gut, alles gut.“ Elo si mer nach net um Enn ukomm, well mer wëssen, dass et nach e Joer dauert, bis et da kann emgesat ginn, well mer eben déi Zäit brauchen, och fir de Répertoire an aner Moossnamen emsetzen. Mä ëmmerhin hu mer elo déi Hürden do geholl. A mir si frou doriwwer.

De Projet de loi 6021 setzt wichtig Akzenter bei der Bekämpfung vun der Iwwerschëldung. An d'Zil besteet doranner, Leit, déi mat enger grousser Scholdelaascht konfrontéiert sinn, een Auswee aus hirer schwiereger Situatioun opzeweisen. Eng Rei Adaptatioune ginn zum bestehende Gesetz gemaach. An zum anere gëtt d'Prozedur vun der sougenannter Faillite civile fir Privatpersounen agefuert.

Erlaabt mer kuerz op d'Iwwerschëldungsproblematik vun de Privatpersounen hei zu Lëtzebuerg anzugeen, ier ech mech zu zwee Aspekter vum Projet de loi wëll äusseren.

Eng Enquête vum CEPS vu September 2010 seet, sechs vun zéng Stéit wiere verschëllt a ronndräi vun deene Stéit wieren iwwerschëllt. An nom CEPS ass bei engem Stot, dee verschëllt ass, den Undeel vun der Iwwerschëldung 1,5-mol méi héich, wéi wann de Stot net verschëllt ass. D'Kreditter, fir sech een Haus unzeschaffen, sinn, wéi Konsumkreditter, fir sech en Auto, en iPad oder e Fernseh unzeschaffen, e Bestandteil vun de Konsumgewunnechte vun de Leit. An de Konsum ass erëm op där anerer Säit e feste Bestandteil vun der wirtschaftlecher Aktivitéit.

Et ass schwéier, sech e geneet Bild iwwert d'Iwwerschëldung vu Privatpersounen hei zu Lëtzebuerg ze maachen. D'Zuel vun de Leit, déi ewell Problemer mat Bank, mat grouse Fournisseuren, mat de Gemengen, mat de Fridensgerichter a mat Dierwiechter haten, ass net bekannt. Doriwwer eraus versichen och d'Leit, déi sech verschëllt hunn, an enger eischter Phas selwer emol mat hire Créancierien eens ze ginn, ier se op d'Servicer vun dem Surendement zrëckgräfen.

Déi eenzeg Donnéeën, déi de Ministère zur Verfügung huet, sinn deemom déi vun de Servicer vu Surendement, sougutt déi vun der Ligue médico-sociale wéi och vun Inter-Actions. An do gesi mer, iwwert den Zäitraum 2006 bis 2010 an iwwer zwee Servicer gekuckt, ergëtt sech da folgend Bild: 1.126 Dossiere sinn eragaangen. Dat geet awer ewell vun enger einfacher Demande de consultation bis zu engem Dossier, deen eng Interventioun vum Service brauch.

Dat sinn 1,19 Dossiere pro Schaffdag. 4.762 Clientë si betreit ginn. An do geet et och vun der Demande d'information bis zum Rendez-vous fir de Client. 114 Dossieren am Sënn vum Surendementsgesetz sinn an deem Zäitraum eragaangen, an iwwert den Zäitraum vu fënnf Joer sinn d'Surendementsdossiere vun 305 Dossieren 2006 op 441 Dossieren am Joer 2010 an d'Luucht gaangen.

Bei der Zuel vun der Population précaire, dat heescht Leit, déi ouni Aarbecht sinn, déi RMG-Bezéier sinn, Leit, déi Sozialhëllef bezéien, déi Servicer an Usproch geholl hunn, konnt ee säit 2008 eng Progressioun vun 152 Leit 2008 op 218 Leit 2010 feststellen.

De Profil vun den Iwwerschëlften, dat sinn an der Haaptsaach Leit, déi bestuet sinn, 34%. Déi Leit, déi eleng sinn, 28%. Ronn 60% vun de Leit sinn téschent 26 a 45 Joer al a 55% vun deene Leit hu Kanner zu hire Laaschten. Wat hire Statut socio-professionnel ugeet, esou si 46,5% vun de Clientë Salaréien a ronnd 38% sinn aus der sougenannter Situation précaire, wat da Leit sinn, déi am Chômage sinn, déi am RMG sinn an déi keng Aarbecht hunn.

D'Servicer stelle fest um Terrain, dass d'Leit mat wéineg Suen am Portmonni am meeschte mat der Iwwerschëldung konfrontéiert sinn, well si nëmme wéineg Reserven hunn, fir sech iwwer Waasser ze halen, wann hir Revenusituatioun sech verschlechtert oder wann eng Dépense sech astellt, mat där net gerecht gouv. An ech denken do zum Beispill nëmmen an esou einfach Saache wéi wann eng Wäschmaschinn futtifert. D'Haushalter mat modesté

Revenuen, déi d'Servicer kontaktéieren, hunn dacks ewell viraus och Sozialhëllef an Usproch geholl.

D'Klärung vun der Scholdefro bei der Iwwerschëldung mécht wéineg Sënn. Dofir hu mer och bei der Redefinierung vun der Situation de surendement, am Géigesaz zu de Fransousen, op de Kritär vun der bonne Foi verzicht.

An der Praxis ass d'Iwwerschëldung dacks eng Verstréckung vu villen Ursaachen - an et sinn ewell eng ganz Partie vu Kollegen heidrobber agaangen -, wéi Krankheet, Chômage, Divorce an heiansdo och, dass d'Leit iwwer länger Zäit op Pomp oder iwwer hir Verhältnissen gelieft hunn, oder well se vläicht verpasst haten, sech séier genuch emstellen, wann op eemol eng aner Situatioun an hirem Liewe komm ass.

Eng aner Observatioun ass déi, dass d'Iwwerschëldung an déi méi oder manner grous finanziell Problemer, déi se mat sech bréngt, all Couché vun eiser Gesellschaft betrëft. Et sinn net nëmmen déi Leit mat deem klengen Akommes oder déi keng Aarbecht hunn, mä et kann all, jiddweree vun eis betreffen.

Mat der Kris hu mer awer och festgestallt, dass ëmmer méi Leit, déi Propriétaire vun engem Haus sinn, kommen a soen, dass se hir Schold net méi kënnen zrëckbezuelen.

Fir all deene Leit, déi an der Iwwerschëldung sinn, ze hëllefen, huet de Léiglateur missen den 8. Dezember 2000 am Gesetz iwwert d'Iwwerschëldung eng Rei wichtig Jalonné setzen. Dat war d'Afëierung vun enger aussergerichtlecher Schlichtungsprozedur an enger Prozedur virum Fridensgericht dann, wa se net zu engem Accord kënn; d'Schafung vun enger Schlichtungskommissioun, déi téschent dem Créancier an dem Débiteur vermëttelt; an d'Schafung vun zwee Berodungsservicer, déi d'Leit bei hiren Démarchen duerch d'Iwwerschëldungsprozedure begleeden, déi d'Leit insgesamt op d'Problematik vun der Verschëldung a vun der Iwwerschëldung opmierksam maachen an niwert erzéierescher a sozialer Aarbecht sech och un Initiative bedeelegen, déi d'Preventioun viséieren, vun där och d'Madame Lorsché an anerer geschwat hunn.

D'Schafung vun engem Fonds d'assainissement, deen dem Stot et erméiglecht, deene Leit, déi iwwerschëllt sinn, am Kader vun de Prozeduren e Konsolidatiounsprët ze accordéieren, fir kleng Scholden, déi kee Bankkredit duerstellen, kënnen ze tilgen, des Prozedure ginn awer net duer, fir Leit opzefänken, déi no dese Moossnamen nach ëmmer ënnert de Folge vun der Iwwerschëldung ze leiden hunn.

Duerch dat neit Gesetz ginn déi bestehend Instrumenter ergänz an duerch d'Procédure de rétablissement personnel, déi dobause besser ënnert dem Numm „faillite civile“ bekannt ass, erweidert. Soumat gëtt eng Prozedur vun der kollektiver Schulderegulung mat Faillite civile agefuert, déi aus dräi Phase besteet. D'Phas 1 betrëft déi aussergerichtleche Schlichtungsprozedur; d'Phas 2 betrëft déi gerichtleche Prozedur beim Fridensrichter, wann näscht aus engem aussergerichtleche Plang gëtt; an déi drëtt Phas schliesselech ass d'Procédure de rétablissement, déi sech nom französische Modell ausricht.

Eischtens, d'Afëierung vun der Faillite civile. D'Faillite civile ass agefuert gi mam Objektiv, fir Leit ze hëllefen, déi an enger Iwwerschëldungssituatioun dra sinn, nodeem all déi aner Moossnamen, déi am Kader vun deenen zwou éischte Prozedure geholl gi sinn, gescheitert sinn. Ouni esou eng Faillite civile wier den Débiteur, no Oflaf vun deenen éischte Prozeduren, erëm der Mass vun de Créancierien ausgeliiwert.

D'Zivilrecht gesäit keng eenheetlech Insolvenzprozedur fir Privatleit vir, an dëst steet am volle Géigesaz zu der Procédure de faillite en matière commerciale fir Geschäftsleit.

Et soll verhënnert ginn, dass den Débiteur erëm d'Offer vu senge Créancierien gëtt an an d'Exclusion sociale eraschliddert. Et soll ee Schlussstréich kënnen gezu ginn, deen deem Iwwerschëlften et erëm erlaabt, een neien Départ ze fannen an erëm un wirtschaftleche Liewe kënnen deelzehuelen.

D'Finalitéit vun der Faillite civile besteet doranner, dass déi Elementer vum Actif vum Débiteur - an de Jean-Paul Schaaf huet dat alles hei genee erkläert -, déi hien net brauch, fir würdeg kënnen ze liewen, kënnen verkaaft ginn. Eng aner Konsequenz besteet doran, dass de Créancier, mat Ausnahm vu wann e Bierg war, Affer

vu Gewaltverbrechen oder Créancier vu Pensions alimentaires, op deene Scholde sëtze bleift, déi net duerch d'Liquidatioun konnte gëtt ginn.

De Subsidiaritätsprinzip, deem d'Faillite civile ennerläit, bedéngt, datt den Iwwerschëlft fir d'Éischt iwwer aussergerichtlech Schlichtungsprozedur an iwwer déi gerichtlech Prozedur virum Friddensrichter muss fueren, ier hie vun der Faillite civile ka profitieren. Domadder ass assuréiert, datt den Débiteur, dee während der ganzer Prozedur encadréiert ass, all Effort gemaach huet, fir aus senger Iwwerscheldung erauszekommen, wouvun d'Faillite civile eng lescht Etapp ass. An de Subsidiaritätsprinzip ass domat sougutt am Interêt vum Débiteur wéi och vum dem Créancier.

Den zweeten Deel ass de Répertoire, an och deen huet de Jean-Paul Schaaf am Detail erkläert, soudatt ech mer dat och nach eng Kéier wëll erspuren.

Allerdéngs si mer hei an enger Situatioun, wou déi zwee lescht Riedner vläicht deen een e béselchen de Contraire vun deem anere gesot huet. Wann ech richtig verstane hunn, mécht den Här Engel sech Suergen doriwuer, datt e seet: Ginn net do Leit an dee Répertoire kucken, déi eigentlech nëischt doranner ze siche hunn? An d'Madame Lorsché huet am Fong gefrot, fir ze soen: Muss et net eng Scholdendatebank ginn? Well och dat ass dann erëm eppes, wou jo dann ee sech muss virstellen: Wie kann doranner kucke goen an zu wat féiert dat? Ech sinn och éischter zréckhalend.

An ech sinn och frou, datt mer de Wee fonnt hunn iwwer de Répertoire, well soss hätte mer et missen an d'Zeitung setzen, well iergendwou muss ee jo awer och deenen déi Linne ginn, soen, oder deenen, déi wëlle Suen erëmkréien, déi musse jo gesot kréien, do ass iergendee Problem, deen do besteet. Dofir wor dat hei, mengen ech, nach deen eenzege Wee, dee mer fonnt hunn, fir dat op eng eenegermoosse gutt Aart a Weis hinzekréien. Wéi dat an der Praxis ausgesäit, dat muss sech erginn.

Dat, wat ech mengen, wat mer net kéinte maachen, dat wier, fir de Répertoire iwwer Règlement grand-ducal anescht auserichten, wéi et elo am Gesetz virgesinn ass, well dann hu mer keng Base légale do derfir. Mä ech mengen, och dat muss ee kucken, wéi dat sech auswierkt, a wann et dann néideg ass, datt een dann erëm eng Kéier och frësch en neit Gesetz oder nei Amendementen derzou mécht. Mä de Moment gesinn ech net, wéi een dat anescht kéint maache wéi dat, wat mer bis elo doranner virgesinn hunn.

Fir mech ass ee ganz wichtige Punkt dee vun dem Encadrement vum Débiteur während der Prozedur. Den Débiteur ass während dem gesamten Oflaf vun der Prozedur... an deenen dräi Phase gëtt dee vun dem Service de surendettement encadréiert. D'Gestion financière an den Accompagnement social hëllef dem Client, sech un déi Engagement, déi hien am Kader vun de Pläng agaangen ass, ze halen.

Den Accompagnement social an den Encadrement duerch de Service de surendettement erméiglechen och engem Débiteur, deen niewent dem Émgang mat senger finanzielle Ressourcen och nach e psychologeschen Appui oder aner sozial Hëllef brauch, esou eng Hëllef ze kréien oder vum Service bei deem zoustännege Service oder Organismus mat deem a Verbindung gesat gëtt.

De Verlaf vun där ganzer Prozedur ass iwwerdeems geprägt duerch déi sougenannt Vorverhandlungsperioden, engem Konzept, deen aus der däitscher Legislatioun iwwerholl gouf. Den Débiteur verflécht sech, mat de Servicer zuzusammenzueschaffen, fir aus senger Iwwerscheldung erauszekommen.

Den Débiteur gëtt domat zum Acteur, dee sech no Méiglechkeeten no enger Aarbecht kann émsinn, dee seng kleng Dépense progressiv erofsetzt, dee léiert, besser mat senger Ressourcen a mat sengem Budget énzegoen, dee seng Engagement vis-à-vis vu senger Créancier anhält, an doduerch gëtt d'Prozedur zu enger Garantie fir de Créancier. Och an deene Fäll, wou de Créancier net méi alles zréckkritt, ass hien awer sécher, datt den Débiteur sech un dat hält, wat am Plang ofgemaach gouf.

Doduerch, datt den Débiteur léiert, mat sengen eegene Ressourcen eens ze ginn, ass hien och besser virbereet fir e Liewen no der Iwwerscheldung. An deenen Appui ass e wichtegt Element vun der Preventioun an der Lutte géint d'Iwwerscheldung, woumat erëm soll verhénnert ginn, datt d'Leit an eng nächst Iwwerscheldung falen.

D'Preventioun ass eigentlech vun alle Riedner hei ugeschwat ginn. D'Preventioun géint d'Iwwerscheldung fënn op verschiddeenen Niveauen statt. Déi primär Preventioun géint Iwwerscheldung fënn statt, ier d'Leit e Kontrakt ennerschreien an ier et iwwerhaupt zu enger Verscheldung oder Iwwerscheldung kënn.

Et ass och méi dacks hei ewell op d'Afféierung vun dem Code de consommation higewise ginn, eng Émsetzung vun EU-Direktiven, déi Akzenter setzt, déi dem Prêteur eng ganz Rei vun Obligationen operleet, fir de Client besser iwwer seng Finanzprodukter ze informieren a sech iwwer d'Solvabilitéit vum Client ze informieren. Ech wëll och hei ervirhiewen, datt d'Servicer vun der Ligue an der Inter-Actions, déi d'Preventioun an hire Missioun stoen hunn, regelméisseg aktiv ginn, wann et em de Volet Informatioun a Preventioun geet.

An ech erënneren dobäi un ee Beispill vun der Preventiounscampagne „consommer responsable“, déi am September dëst Joer gelaf ass a wou et drëm gaang ass, Kanner am Alter tëschent néng an zwielef Joer op eng spilleresch Aart a Weis ze sensibiliséieren, wat ee Budget ass a wat den Ennerscheid ass tëschent deem, wat ee gären hätt, an deem, wat ee brauch. Duerch esou Aktiounen ginn d'Kanner als déi zukünfte Konsumenten op de richtigen Émgang mat Sue virbereet.

Dir Dammen an Dir Hären, et sinn och eng Partie vun anere Changementen gemaach ginn an dem Gesetz, wat mer virauer haten. Ech wëll net méi op déi alleguerten agoen, dat huet de Rapporteur am Detail gemaach. Ech wëll just nach soen, datt d'Preventioun, jo, ze kuerz kënn. D'Scholdendatebank, doriwuer hat ech eppes gesot.

Mir haten eng laang Diskussioun, méi wéi eng laang Diskussioun, Madame Lorsché, an der Chamber iwwer de Rapport no fënn Joer. Et ass net zréckbehale ginn, datt mer no fënn Joer... mir hu keng Majoritéit fonnt, fir no fënn Joer e Bilan ze maachen. Ech denken, datt an deene järeche Rapporten vum Familjeministère emmer op déi dote Saachen opmierksam gemaach gëtt, an datt, wann ee wierklech gesäit, datt dat eent oder dat anert net gutt funktionéiert, een och keng fënn Joer brauch ze waarden, bis een e Rapport virleien huet, fir da kënnen aktiv ze ginn.

Den Här Colombara hat gefrot mat de Sans domicile fixe. Mir sinn amgaang, mat deene verschiddeene Partner dorunner ze schaffen, an ech denken, datt mer uganks des Joers dee Rapport wäerte fäerdeg hunn, mat deene verschiddeenen Aktivitéiten dran, also deene verschiddeene Projeten dodran, an datt mer dann nach eng Kéier kënnen hei dorobber zréckkommen.

Ech si ganz frou, datt hei eng ganz Partie vun de Virriedner - a besonnesch och de Georges Engel, an ech hat mer dat och opgeschriwwen - drop opmierksam gemaach hunn, datt 2000, beim Gesetz vun 2000, de Marc Zanussi eng Proposition de loi deemools gemaach hat fir justement d'Faillite personnelle. Deemools hate mir och an eisem Gesetz dat, an eisem Projet initial, dat war virgesinn, mir haten awer keng Majoritéit dofir fonnt. Dofir gesitt Der, datt een heiansdo an der Politik laangen Otem muss hunn, bis een eppes, wou een ewell virauer iwwerzeegt war, kann duerchsetzen.

Merci villmools!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Familjeministesch.

Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen elo un d'Ofstëmmen vum Projet de loi. Fir d'Éischt stëmme mer of iwwer den Amendement N°1 vun der Madame Josée Lorsché iwwer d'Afféieren am Titel 6 vun engem Artikel 55.

Vote sur l'amendement 1

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Den Amendement 1 ass verworf mat 37 Neengéint 21 Jo-Stëmmen. Den Titel 6 bleift also ënnert der Form bäibehalen, wéi d'Kommissioun e virgeschloen huet.

Ont voté oui: M. Raymond Weydert;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix

Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Die-dריך, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner.

Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwer de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6021 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Et fänkt nach net un. Elo fänkt et un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6021 ass ugehall mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par Mme Christine Doerner), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Die-dריך, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou d'Éischt ginn.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6466, e Partenerschaftsaccord tëschent der EU a verschiddeene Länner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeloucht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Oberweis, Bettel, Braz a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marc Angel. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

2 6466 - Projet de loi portant approbation

- de l'Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'Accord de partenariat entre les membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005

- de l'Acte final

ouverts à la signature à Ouagadougou le 22 juin 2010 et à Bruxelles du 1^{er} juillet au 31 octobre 2010

Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration

► **M. Marc Angel (LSAP), rapporteur.** - Här President, Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass, wéi Der gesot hutt, et geet em eng zweet Modifikatioun vum Accord de Cotonou tëschent den AKP-Länner, dat sinn déi Länner aus Afrika, der Karibik an dem Pazifik, op där enger Säit, an der Europäescher Union an hire Memberlänner, op där anerer Säit. Dee gouf 2000, am Joer 2000 gouf deenen Accord zu Cotonou ennerschriwwen. Déi éischt Revisioun ass enner Lëtzebuurger Präsidence hei zu Lëtzebuerg am Joer 2005 ennerschriwwen ginn. An elo si mer also bei där drëtter, zweeter Revisioun.

D'Kooperatioun tëschent der Europäescher Union an den AKP-Staten, déi gouf, an dat

wësst Dir all aus de Geschichtsbücher, an der Vergaangenheet iwwer verschidde Konventionen strukturéiert, wéi d'Konventionen vu Yaoundé a vu Lomé. Am Joer 2000 koum et dann dunn, wéi déi véiert Lomé-Konvention zu Enn komm ass, ass een neie Mécanisme fonnt ginn, an dat ass den Accord de Cotonou, also e richtege Partenerschaftsaccord, deen am Fong deen neie Kader gëtt fir d'Relatiounen tëschent der EU an den AKP-Länner.

(Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

D'Haaptobjektiv war natierlech d'Reduktioun, à terme, an och d'Éradication vun der Aarmut duerch eng progressiv Integratioun vun den AKP-Länner an déi global Economie, an dat natierlech am Respekt vum Développement durable.

Den Accord de Cotonou, den Haaptaccord baséiert op fënnf interdependente Piliere, dat ass eng wichtig... deen éischte Punkt ass eng ganz global politesch Dimension. Zweetens, d'Encouragéiere vu participativen Approché vum de Partner. Drëtten, eng strategesch Orientéierung hin zur Aarmutsreduzéierung. Véiertens, d'Mise en place vun engem neie Kader fir wirtschaftlech a kommerziell Zesummenaarbecht. Fënneftens, d'Verbesserung vun der Coopération financière. Den Accord de Cotonou ass fir eng Dauer vun 20 Joer ofgeschloss ginn a kann, wéi gesot, all fënnf Joer revidéiert ginn.

Am Joer 2009 ass dunn d'Éischt ginn, dass den Accord vu Cotonou eng zweet Kéier soll adaptéiert ginn, dat heescht verbessert ginn. An iwwer déi zweet Modifikatioun stëmme mir haut, wéi gesot, of. A genau wéi bei där éischter Revisioun ginn d'Acquisé vum Accord de Cotonou guer net a Fro gestallt. Den Artikel 95 seet just, dass ee soll aktualiséieren an d'Effikasitéit améloréieren.

D'Welt verännert sech, dat wësse mer, et komme Changementen, a säit där éischter Revisioun hu mer jo materlief déi Flambée vun de Präisser vun de Liewensmëttel an och vun der Energie. Et ass eng weltwäit Finanz- a Wirtschaftskris, an dann och d'Effete vum Klimawandel, déi sech emmer verstärken. An dann huet sech och erausgestallt, dass déi regional Integratioun an den AKP-Länner emmer méi wichtig ass, an och, dass d'APEn, dat sinn déi berühmten Accords de partenariat économique, dass een an deene Verhandlungen net richtig weiderkomm ass.

Déi zwou Parteien, d'EU an och d'AKP-Länner, hu virun dëser zweeter Revisioun, esou wéi den Accord dat virgesäit, hir Uleessen notifizéiert. Fir d'EU ware folgend Theme wichtig, fir ze modifizéieren: Dat waren natierlech déi regional a politesch Dimension, eng Clarificatioun vum institutionelle Kader, d'Promotioun vun den Objectifs du millénaire, d'Mandat an d'Activitéite vun der BEI, der Europäescher Investitiounsbank, d'Approche participative nach auszubauen, d'humanitär Hëllef an och d'Preventioun vun de Katastrophen.

Déi Uleessen, déi d'AKP-Länner notifizéiert hunn, déi deche sech gréisstendeels mat deene vun der EU of. Derniewent war et awer fir d'AKP-Länner wichtig, dass d'Dispositionen iwwer d'Preventioun vu Konflikter an d'Konsolidatioun vum Friden och considéiert ginn. Zweetens, d'Kooperatioun an der Éducatioun an an der Kultur, an drëtten, dass de Klimawandel an d'Liewensmëttel sécherheet an hirer transversaler Dimension an déi zweet Modifikatioun hei erakommen.

Et ass also iwwer all déi Sujete verhandelt ginn, déi déi zwou Parteien erabruucht hunn, an déi zwou Säite konnten also den 22. Juni 2010 den Accord zu Ouagadougou ennerschreien. A bal all Uleies huet Nidderschlag fonnt.

Bei dëser zweeter Revisioun, do gëtt et siwen Haaptenerungen:

Éischtens: Am Kontext vun de Millennium developement goals sinn d'Sécurité alimentaire, de Kampf géint HIV an Aids, d'Durabilitéit vun de Fëschbestänn déi Haaptidéie fir d'AKP-Länner.

Zweetens: Beim Klimawandel erkennen d'EU an d'AKP-Länner un, dass dat wierklech e wichtigen Aspekt ass an dass och d'AKP-Länner sollen do an der Lutte géint de Klimawandel an och an der Preventioun méi ennerstëtzt ginn.

Drëtten: Déi enorm Wichtigkeet vun der regionaler Integratioun an den AKP-Länner. Duerfir gëtt och bei dëser zweeter Revisioun d'Afrikanesch Union e Partner an dësem Accord de Cotonou. An dat ass, mengen ech, e wichtige Punkt, well et verbessert och d'Cohérence des politiques, och innerhalb vun Europa, well mir hunn niewent dem Accord de Cotonou och nach eng Stratégie conjointe UE-Afrique, an ech mengen, d'fir ass dat eng gutt Saach.

Véiertens: Véierte Punkt, Sécherheet a Fragilitéit. Mir wëssen alleguer, dass Entwécklung nëmme an engem sécheren Émfeld méiglech ass, an deen neien Accord ennersträcht eben



dës Interdependenz tëschent Sécherheet an Développement. Et gëtt e besonnesch Augenmerk geluecht op d'Friddenskonsolidéierung an och op d'Prevention vu Konflikter. Duerfir gesäit dësen Accord eng kohärent Kombinatioun vir vun den Outils diplomatiques sécuritaires an Entwécklungszesummenaarbecht, fir och deene fragilë Staten ze hëllefen.

De fënnefte Punkt - d'Kapitel Handel - vum Accord reflektéiert natierlech déi nei Handelsrelationen, besonnesch nom Oflafe vun de Präferenzen seit Enn 2007, an e réaffirméiert d'Roll vun den Accords de partenariat économique, den APEen, am Kader vun der Intégratioun an d'Weltwirtschaft.

Ech mengen, dat ass e Sujet, iwwert deem eis Kommissioun hei am Haus öfters, wa mer mat den ONGe verhandelt hunn, geschwat huet. D'Ministesch huet eis öfters iwwert déi APEen och hei informéiert.

Dës zweet Revisioun ënnersträicht déi Eerausforderungen, mat deenen d'AKP-Länner am Kader vun den APEen sech sollen integréieren an d'Weltwirtschaft, an e setzt och den Akzent drop, wéi wichteg et ass, Stratégie-d'adaptatiounen ze hunn an och d'Aide au commerce net ze vergiessen.

Sechstens: Wat wierkech nei ass: An den AKP-EU-Partenariat sollen och méi Acteuren agebonne ginn. Dat Partenariat soll also méi breet ginn an och méi solidaresch. An deenen Accord erkennt duerfir d'Roll vun den nationale Parlamenten un, besonnesch an den AKP-Länner, och déi lokal Autoritéiten, d'Zivilgesellschaft a privat Acteuren.

Ech mengen, dës Dimensioun ass wichteg. Et ass wichteg fir d'Demokratie, an dat gëtt alles konsolidéiert an den Artikele 6 an 10, wou ebe gesot gëtt, dass do déi nei Acteuren derbäikommen. Dat ënnersträicht och de Wëllen, et war jo gesot ginn, déi Revisioun soll den Aspect participatif méi ënnersträichen.

Dann de siwente Punkt. Dës zweet Revisioun setzt nach eng Kéier den Akzent op d'Ëmsetzung vun den Engagementer, wat d'Efficacité de l'aide ueget. An och der EU hir Efforten, wat d'Cohérence des politiques ueget, fannen an deem Accord hiren Nidderschlag. An deem Zesummenhang soll dann d'bonne Gouvernance en matière fiscale an den AKP-Länner verbessert ginn, e Renforcement vun de Capacitéiten, wat d'Gestioun och vun den öffentliche Finanzen ueget.

D'Migratioun, dat war méi en ëmstridde Thema bei de Verhandlungen, an et konnten am Artikel 13, deem am Fong am ursprénglechen Accord iwwert d'Migratioun handelt, keng gréisser Ännerunge kommen. Et gouf awer dunn eng Art Déclaration commune bei den Acte final uegehaangen, an där awer déi wichteg Theme vu Migratioun an Développement behandelt ginn.

Et soll zu engem Renforcement, also zu enger Verdéiung komme vum Dialog an der Zesummenaarbecht an de Migratiounsfroen. An do geet et natierlech ëm Froen, wat d'Diaspora ubelaangt, d'Fuite des cerveaux, Rapatriement vu Fongen an natierlech och déi legal an illegal Migratioun. Dësen Dialog soll intensiv geféiert ginn a beim nächste Conseil ACP-UE muss dorriwwer och da Rechenschaft ofgeluecht ginn.

Madame President, léif Kolleginnen a Kollegen, déi ekonomesch Kooperatioun an d'Handelsfroen sinn am Fong déi zwee Punkten, déi am meeschten ëmmer diskutéiert ginn. Wéi gesot, ech hu virdrun un d'Diskussiounen iwwert d'APeEen erënnert. An den Titre 2 vun der drëtter Partie vun deem Accord handelt et iwwert des Froen, an d'Amendementer zu den Artikele 34 a 35 suergen d'fir, dass et bei der Kooperatioun a bei der Matière économique an Handel drëms geet, fir der Erosioun vun den Handelspräferenzen entgéintzewierken.

An da soll och der Vulnérabilitéit vun deene villen AKP-Staten duerch hir Dépendance vu ville Produits de base Rechnung gedroe ginn. An des Dépendancen, déi se hunn, sollen erofgesat ginn, andeems versicht gëtt, hir Economie méi ze diversifizéieren. Also déi Diversifikatioun soll promouvéiert ginn. An ëmmer erëm, an dat ass, mengen ech, och wichteg och fir d'ONGen, gëtt am Text gesot, dass déi Integratioun vun allen AKP-Länner an d'Weltwirtschaft - an ech huelen déi franséisch Wieder - graduel an harmonieux muss sinn.

De Statsrot huet a sengem Avis vum 9. Oktober 2012 dësse Projet de loi ouni gréisser Observatioun guttgeescht.

Ech wollt awer zum Schluss nach e puer Remarqué maachen, déi elo mat mengem Rapport nëischt ze dinn hunn. Ech wollt drop hiweisen, dass d'CONCORD - dat ass den europäeschen Daachverband vun den ONGen, déi sech ëm d'Entwécklungszesummenaarbecht këmmere - e Groupe de travail huet, deem e Suivi mécht

vum Accord de Cotonou an och vun dese Verhandlungen, an dass deen e ganz interessante Rapport gemaach huet, deem deelweis e bësse kritesch nëmme war, gesot huet, dass déi Verhandlungen net ganz transparent waren. Mä et huet mech awer gefreet, vun esou enger kritischer Organisatioun wéi CONCORD awer vill Positives iwwert des zweet Modifikatioun ze liesen.

Si freeë sech ganz besonnesch iwwert de Renforcement vun de gemeinsamen Institutionen, d'Opwäertung vum Rôle vun de Parlamenten an och vun der Assemblée parlementaire paritaire, dat ass dat Gremium, wou Europadeputéierten an AKP-Deputéierten zesummenkommen. A si ënnersträichen och, dass de Klimawandel duerch eng transversal Fro, also transversal duerch den Accord geet.

A besonnesch dat Kapitel iwwert den Handel, wou jo d'ONGen ëmmer méi kritesch waren, hu se an hirem Rapport iwwerschriwwen mat „Commerce, principes de développement restés intacts“. An dat ass wichteg, dass an deene Froen... Bei den APEen hu mer ëmmer gesot, et ass wichteg, dass déi entwécklungspolitesch Dimensioun do am Virrang steet niewent där anerer, där vum Handel.

A si soe souguer an hirem Rapport, an dat ass och interessant, dass d'OMC a kengem Fall kéint verlaangen, dass d'APeEen engem Accord de libre-échange gläichkéimen.

Zum Ofschluss wëll ech nach e Bléck no vir werfen. Firwat? Well am Joer 2015 muss déi drëtt Modifikatioun kommen, an am Joer 2020 leeft deen Accord de Cotonou aus. Ech fannen, et ass wichteg, dass een elo schon ufänkt, sech Froen ze stellen zur nächster Revisioun. A wann déi nächst Revisioun gemaach gëtt, mengen ech, muss och d'Roadmap fir den „After-2020“, also wat nom Joer 2020 kéint, um Dësch leien.

An engem interessanten Artikel vum Deutschen Institut für Entwicklungspolitik stoung ebe grad an deem Zesummenhang vun der Preparatioun vum „Post-2020“ an de Relationen AKP-EU, dass een dat soll gutt virbereeden, well se soen, 2020, do soll et net zu engem Begräfnis mat Trauerzeit kommen, mä do soll et zu enger Feierstoun vun der Widdergebuet kommen. Also ass et wichteg, dass déi Relatiounen weider bestinn. Se mussen natierlech der Zäit adaptéiert ginn, an dorunner muss fréi genuch preparéiert ginn.

Eng allerlescht Remarque ass: Wann ee sech e bëssen aliest an déi Problematik, da gesäit een och um europäesche Plang e bëssen déi Rivalitéiten tëschent deem nei geschafenen Ausseendingscht an der DG Développement vun der Kommissioun. Ech hoffen, dass déi Reiwereien net zu enger Brems gi fir déi ganz Entwécklungspolitik vun der EU. Ech mengen, dat ass eng Affär, déi mer solle suivéieren.

Ech mengen, och déi zweet Revisioun hei vun dem Accord de Cotonou huet en Impakt op d'Relatiounen vun den EU- an den AKP-Länner an huet natierlech virun allem och en Impakt op d'Manéier, wéi d'Sue vum FED, vum Fonds européen de développement, an deenen nächste fënnf Joer gebraucht ginn.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschten a gi gläichzäiteg natierlech och den Accord vun der LSAP-Fraktioun.

Merci.

M. Xavier Bettel (DP). - Très bien, Här Angel!

Mme le Président. - Ech soen dem Här Angel Merci a géif dann als nächstem Riedner dem honorabelen Här Oberweis d'Wuert ginn.

Discussion générale

M. Marcel Oberweis (CSV). - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Härren, Madame Ministesch, erlaabt mer um Ufank, wéi ëmmer, dem honorabelen Här Marc Angel fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport Merci ze soen.

Une voix. - Très bien!

M. Marcel Oberweis (CSV). - Ech wäert net op all eenzelne Punkt agoen. Ech wäert eng aner Ried halen. Am virleiede Gesetzesprojekt gëtt de Cotonou-Accord aus dem Joer 2000 fir déi zweet Kéier modifizéiert, nodeems dat schon eng Kéier am Joer 2005 geschitt ass, an dat zu der Zäit, wou mir d'Présidence vun der Europäescher Unioun haten.

Dës Kéier goufen déi Modifikatiounen, vun deenen den Här Rapporteur elo grad geschwat huet, zu Ouagadougou, der Hauptstadt vu Burkina Faso, am Joer 2010 ausgeschafft. Dës Modifikatiounen muss ee mat Bléck op d'Millenniumsziler 2015 gesinn. Zwee dovu sollten hei erwähnt ginn: Da soll all zweete Mënsch all Dag op der Welt genuch ze iessen hunn...

An déi hei esou vill babbelen, déi hunn all Dag de Bauch voll, déi brauch dat net ze interesséieren.

(Hilarité)

...an Zougang zu propperem Waasser hunn an iwwer eng sanitär Aarichtung verfügen.

D'Haaptunkten aus dem modifizéierten Ofkommes si virgestallt ginn, ech ginn net drop an. Ech wëll hei nëmme nach drun erënnere, dass d'Mënscherechter méi respektéiert musse ginn, an dat mat Bléck op déi sëllege Kricher, nottament an Afrika. Virun allem muss de Fridde sech breetmaachen an domat de Mënschen eng méi grousse Sécherheet garantéiert ginn. Nëmme da sinn d'Mënsche bereet, ënner anere hire Buedem ze beakeren an hire Familien domadder eng Chance ze ginn.

Obschonn d'Europäesch Unioun sech zu engem Engagement mat dem Ofkommes am Joer 2000 bekannt huet, muss ee leider feststellen, dass nach ganz vill Chantieren opbliwwen sinn. An d'Kris an Europa wäert och net derzou bäidroen, dass déi Chantieren deemnächst fäerdeggestallt kënne ginn. An dat haapt-sächlichlech, wat d'Zollbarrière ubelaangt, mä och aner Gebidder wéi zum Beispill d'Kooperatioun, d'Ausbildung an d'Investissement an Infrastrukturen.

An deem Zesummenhang muss ënnerstrach ginn, dass zu Kopenhagen um Ëmweltgipfel am Dezember 2009 ganz déck getéint ginn ass vun den Industriestaten. Si hate versprach, den Entwécklungslänner mat Milliarden Euroen an der Lutte géint de Klimawandel an der Armut bäizestoen. An déi rezent Doha-Konferenz huet näischt, awer och guer näischt an där Richtung bruecht. Keng Perspektive goufe geliwwert.

Ech wëll duerfir meng Ried un dräi Schwéierpunkte fixéieren, déi an den 79 AKP-Länner méi oder manner staark matene vernetzt sinn. Dat sinn: d'Ernierung an d'Éducation wéi och den Zougang zur Energie.

Et soll an deem Zesummenhang op dee rezente Rapport vun der Weltbank higewise ginn. D'Wëssenschaftler soen eis a ganz dréngend, dass d'Emissiounen vun dem Kuelendioxid erëm en neie Rekord am leschte Joer gebrach hunn. Et ass eng Rallye quasiment an der Welt amgaangen. D'lescht Joer goufen 31,6 Milliarden Tonnen eropgeblousen. Déi direkt Konsequenz spiere mir net direkt hei, mä d'Industriellänner sinn an engem héije Mooss dorunner schold an och Schwellelänner wéi Indien a China. Et ass ze fäerten, dass d'Erhéijung vun der Temperatur iwwert déi zwee Grad Celsius erausgeet.

D'Klimawëssenschaftler op der Doha-Konferenz soen eis souguer - dat konnt een do noverfolgen -, dass se fäerten, dass mer Enn des Joerhonnerts, wa kee vun eis méi derbäi ass, mä eis Enkelchen derbäi sinn, véier Grad Erhéijung hunn. Domat leeft d'Mënschheet Gefor, dass verschidde Kippunkten an den Ekosystemer iwwerschritt ginn. Eng Konsequenz, déi mer fäerte mussen, ass d'Erhéijung vum Mieresniveau ëm 1 m bis 1,5 m.

A wa sech d'Temperatur vun der Atmosphär esou ännert, da kënnt et zu Dréchten a Problemer am Waasserhaushalt an domat zu gefährleche Risiken an der Ernierung vun enger Populatioun op der Welt, déi permanent klëmmt.

Punkt 1: Duerch de Klimachangement si virun allem déi ganz arm Entwécklungslänner betraff. An dat si jo déi Länner, mat deenen d'Europäesch Unioun elo am Cotonou-Accord e staarkt lwwereneekommes wëllt driewen. Ganz besonnesch ass den Agrarsector betraff an domat Honnerte vu Milliounen Mënschen.

Maache mir eis nëischt vir! D'Sich no propperem Waasser hält dramatesch Zoustänn (veuillez lire: Ausmoossen) un. Mir sinn Zeie vun der Dramatik, wa mir de Bléck an Afrika oder den Noen Osten, Mëttleren Osten wenden. Do streide sech d'Leit net ëm e Kanister Bensin. Neen, fir e Liter proppert Waasser streiden d'Leit sech do.

A wann ee sech de globale Welthandel ukuckt, da gesäit een, dass Afrika nëmme da präsent ass, wann et heescht, Naturreourcen aus dem Buedem erauszerrappen, oder wann et drëm geet, riseg Lännereien, Landflächen ze pachten, ze kafen, wou dann d'Liewensmëttel - et ass oft schon hei gesot ginn - fir aner Länner exportéiert ginn an d'Armut an Afrika méi grous gëtt.

Mat deem Ofkommes musse mir eis Kooperatiounspolitik iwwerdenken, an dat mat Bléck op d'Hëllefstellung am Beräich vun der Agrikulturn an der Bereetstellung vu propperem Waasser.

E wichtige Punkt ass niewent der Ausbildung vun deene jonke Bauere mat Bléck op eng méi nohalte Bewirtschaftung sécherlech och den Opbau vun Infrastrukturen. Ech denken do speziell u Späichere fir d'Récolten an d'Stroossen, déi deen Numm net verdéngen an Afrika zum Beispill. Hei huet d'Europäesch Unioun eng Virreideroll ageholl a si invitéiert hir Memberlänner, d'Initiativ CIVITAS, déi bei eis e grousse Erfolleg kennt, als Best Practice no Afrika ze

bréngen oder an de Pazifik-Raum oder an Asien, soudass déi Länner och vun deem Wësse kënnen profitéieren.

Zum Punkt 2: d'Éducation. Et besteet keen Zweifel drun: Déi jonk Mënschen an den Entwécklungslänner stellen de Schlëssel fir déi nohalte Entwécklung a méi Wuesstum an domadder Reduktioun vun der Armut duer. Si brauchen eng gutt Ausbildung, fir dass esou keng sozial Spannungen optriede kënnen.

Enger rezenter Etüd no missten am Norde vun Afrika an am Noen Oste ronn 100 Milliounen Aarbechtsplaze geschafe ginn, an dat bis zum Joer 2020. Ronn 140 Milliounen jonk Mënsche kënnen weder schreiwen nach liesen op der Welt. 77 Milliounen vun de Kanner am Grondschulalter gi weltwäit net an d'Schoul, entweder well hinnen dat materiell net méiglech ass, oder well se als Aarbechtskraaft a jonke Joren agesat ginn, mat der Konsequenz, dass se ganz fréi stierwen. Ongeféier d'Halschent vun hinne leeft an der Subsahara. An Afrika geet, dat weess ech e bësselchen, all véiert Kand net an d'Schoul.

Dat stellt an den Ae vun der CSV niewent dem Ernierungsproblem e wichtegen Terrain vun der Kooperatioun an dem Ofkommes mat den AKP-Länner duer. En därege Problem ass sécherlech dee vun der Aschoulung vun de Meedercher, well si, bedéngt duerch d'Traditioun, an de Ménagen eng Hand mat upake mussen.

Notamment am ländleche Raum sinn d'Konditiounen, fir ze ënnerrichten, méi wéi prekär. An et bedéngt schon eng ganz gutt Portioun Zivilkourage, sech do als Enseignant anzubringen. Wann d'Welt et mat dem Millenniumszil vun der Ausbildung, dat ech ugewise hat, eescht mengt, da misste ronn zwou Milliounen nei Plaze fir Léierpersonal weltwäit geschafe ginn.

Et ass deemno eng wichteg Aufgab vun der Europäescher Unioun, an deem Beräich iwwert d'Ofkommes eng Hëllef un déi sëllege Staten unzebieden an d'fir ze suergen, dass d'Ausbildung verbessert gëtt an och déi néideg Aarbechtsplaze geschafe kënnen ginn, well nëmme esou kënnen eis AKP-Partnerlänner méi Selbststännegkeet kréien an hiren Undeel um Weltmarkt eropschrauwen.

An deem Zesummenhang sollte mir emol driwwer nodenken, fir den Enseignement an de ländleche Géigenden iwwert de Wee vu Satelliten duerchzeféieren. An engem bestëmmte Fach gëtt vun engem Enseignant Wëssen iwwer Satellit vermittelt. Et nennt een dat eng virtuell Schoul. An Australien konnt een dat gesinn, an elo rezent an Däitschland ass déi éischt virtuell Schoul agesat ginn an den ostfriesesche Länner. Do ginn d'Kanner da vun enger Plaz mat Wësse beliwert.

Zum Punkt 3, Zougang zu Energie. Als Éischt wëll ech drop hiweisen, dass Energie an den Entwécklungslänner kee Luxus ass wéi bei ons hei doheem, mä déi wichtegste Viraussetzung an der Lutte géint d'Armut.

D'UNO huet et kloer gesot, déi adequat Energieversuergung ass de Schlëssel fir eng besser Zukunft. Hale mir eis virun Aen: Ronn 1,8 Milliarde vun deene 7,3 Milliarde Mënschen hunn haut nach kee Zougang zu Energiedéngschtleeschungen, wéi mir se heiheem kennen. Ronn 2,5 Milliarden hu soss nëischt wéi hir Biomasse oder d'Mësch vum hiren Déieren. An derbäi kënnt nach, dass d'Entwécklungslänner déi sinn, déi am meeschten vum Klimawandel betraff sinn.

D'Dréchent, de Waassermangel an d'Erosioun zerstäieren op ville Plazen all Hoffnung fir eng besser Zukunft. Duerch de Réckgang vun der Produktioun vu Liewensmëttelen verlooos vill Mënschen de ländleche Raum a wanderen an d'Slums vun de Stied, an do ass d'Armut och net méi kleng. Wann ee sech déi eenzel AKP-State méi genau ukuckt - an den honorabele Marc Angel huet dat jo scho gesot -, ...

M. Xavier Bettel (DP). - Très bien!

M. Marcel Oberweis (CSV). - ...da gesäit een, dass déi wéinegst eng Energieverdeelung hunn, déi sech mat där an eise Länner vergläicht. An de meeschte Fäll hu si kleng Diesel-Généraltricien am Asaz, an domat sinn d'Mënschen ofhängeg vun dem Aerduelsechsector. An an de meeschte Fäll ginn d'Fraen emol keng 40 Joer al, da si se scho blann duerch déi Ofdämp vun deene klengen Diesel-Généraltricien.

Mëttlweil huet sech d'Erkenntnis duerchgesat, dass et sech net méi lount, an dese Länner Héichspannungsleitungen, wéi mir se hei hunn, iwwer Kilometeren ze bauen.



(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Neen, am Contraire. Et gëtt ëmmer méi op déi dézentral a regional Energieversuergung gesat, woubäi dann all Zorte vun erneierbaren Energien zum Asaz kommen.

Mëttlerweil sinn eng ganz Rei vu Projeten a vilen Entwécklungslänner duerchgefouert ginn. Och an de Länner, mat deene mir Kooperatioun maachen, wéi dem Cap-Vert, Burkina Faso a Salvador si mir do Virreider vun dese Projeten. A Burkina Faso sinn eng ganz Rei vu Pétze bis zu Honnert Meter déif gebuert ginn. An domat gëtt d'Waasser mat Stroum vun der Sonn eropgepompelt. An eng grousse Chance: D'Fraen an d'Meedercher brauchen net méi d'Waasser iwwer zeg Kilometer sichen ze goen. Fir si eng grousse Erlichterung vun hirem Alldag. An doriwwer eraus kann déi elektresch Energie och an der Éducatioun agesat ginn. An op déi Manéier hiewe mer op alle Fall de Liewensniveau vun de Leit doënne.

Wann d'Mënsche gesinn, dass si eng reell Chance zum Iwwerliewen an hirer Heemecht hunn, dann ass de Gedanken zur Migratioun bal net méi do, en ass ganz kleng. Grad dësem Punkt gëtt an deem Véierlännerofkommeng eng grousse Bedeitung och bäigemooss.

Fir dass d'Modifikatiounen vun dem modifizierten AKP-Ofkommeng hir Friichten droe kënnen, mussen virun allem zwee Dossiere mat Liewen erfüllt ginn. Et muss eng seriö Partnerschaft fir de Friden an d'Sécherheet an d'Liewe geruff ginn. Et gëllt virun allem déi vill kleng Kricher, notament an Afrika, zu Enn ze bréngen. Soulaang Afrika mat Waffen iwwerschwemmt gëtt an do ëmmer nees nei Stellvertreederkricher lassgetrëppelt ginn, kann do kee Friden herrschen. D'Europäesch Unioun muss dat a mengen Aen zu engem Haaptuleies, zur Chef-saach maachen.

Deen anere wichtege Handlungspunkt ass d'Partnerschaft fir eng demokratesch Gouvernance an de Respekt vun de Mënscherechter. Hei soll ënner anerem déi panafrikanesch Architektur fir Friden ënnerstëtzt ginn, fir dass eng stabil Zivilgesellschaft opgebaut ka ginn, wou deen eenzelne Matbirger sech fräi entfale kann. An deem Zesummenhang ass et wichteg ervirzehiewen, dass d'Wëssensgesellschaft och an den AKP-Staten, mat der Ënnerstëtzung vun der Europäescher Unioun, hir Friichten droe muss.

Et lount sech ze ënnersichen an ze ënnersträichen, dass sech d'Europäesch Unioun dat Instrument „AGIR Sahel“ ginn huet. Mat deem ka si kuerzfristeg op Ernährungskrisen, wéi elo an der Sahel-Zon, reagéieren. Do si ronn zwielef Milliounen Mënsche vun enger Hongersnout betraff. An dësem Joer eleng huet d'Europäesch Unioun schon dofir 500 Milliounen Euro bereetgestallt.

D'Politik vun der Europäescher Unioun ënnerscheet sech ganz staark vun anere globale Playeren. Si setzt dach ganz staark op ee konstruktive Bottom-up-Prinzip. Doriwwer ënnerstëtzt si och dann d'Äkommessécherheet, d'Éducatioun an d'Gesondheitsversuerg, dee véierte Piliere vun onser Kooperatioun.

Et ass wichteg ervirzehiewen, nach eng Kéier, dass, trotz der Kris an Europa, d'Europäesch Unioun am Joer 2011 nach ëmmer bal 54 Milliarden un Entwécklungshëllef bereetgestallt huet. Dat ass en Zeechen, dass an Europa déi Mënschen, och wann et hinne schlecht geet, déi aner Mënschen, deenen et nach vill manner gutt geet, net aus den Ae verluer hunn.

De virleidenen Accord, dee soll dat jo ënnersträichen, tëschent den AKP-Staten an der Europäescher Unioun, stellt an den Ae vun der CSV e wichtege Bausteen fir eng méi gerecht Welt duer. D'CSV ënnerstëtzt dofir all Beméiunge fir méi Kohärenz an der europäescher Politik. Mir hunn oft scho gesot gehat, dass et do feelt. Mir müssen d' Saach nach méi eng grousse Bedeitung bäimoossen.

A virun allem mussen mer de fairen Handel mat de Länner, den AKP-Länner, op d'Bee setzen. Et kann net sinn, dass mer bei hinnen d'Zollbarrière ganz kleng setzen a bei ons grousse an héich Barrière setzen.

An dann dierf een, dat ass oft schonn hei gesot gi vun anere Virriedner, et dierf een et net an et dierf och net sinn, dass mer mat enger Hand eppes ginn a mat zwou Hänn erëm eppes ewechhuele vun dach aarme Leit vun der Welt!

Dës Gedanke virgedroen, bréngen ech den Accord vun der CSV eran a soe Merci fir d'No-lauschteren. An entschëllegt mech fir dee kleng Lapsus am Ufank.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Oberweis. Als nächste Riedner ass den Här Bettel agedroen.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech soen lech Merci. Ech soe fir d'Éischt dem offizielle Rapporteur Angel Merci, dann dem zweete Rapporteur Oberweis och Merci.

(Hilarité)

Ech wier frou gewiescht, wa mer och e bësse méi iwwert de Projet geschwat hätten, well dem Här Oberweis seng Ried kann e fir d'nächst Joer erauspaken, nees fir d'Ried zur Kooperatioun.

Ech wëll just soen, Här President, dass et fir eis wichteg ass hei, mir schwätze jo iwwert de Fait, an déi grousse Diskussioun, déi awer stattfënt, ass de Contrôle vun deene Suen. An ech weess, dass och eng Demande do ass vum Europaparlament, ob et net méiglech wier, fir deenen déi Roll kënnen ze ginn, fir kënnen dee Processus démocratique vun enger Instance de contrôle ze sinn. Ech weess, dass dat Diskussioun sinn. Et wier vläicht net schlecht, fir méi transparent deenen och vläicht dann déi Roll kënnen ze ginn.

Den nächste Kader leeft bis 2020. Wat kënt duerno? Dat ass déi Fro, déi ee sech stellt. Et si verschidde Leit, déi mengen, et sollt een dat Ganzt ofschafen. Mir sinn net d' Meenung. Duerfir ass et och wichteg, net nëmmen à court terme do ze kucke fir déi nächst sechs, siwen oder aacht Joer, mä och, wat duerno kënt.

Deen neien Aspect, an ech mengen, dee soll een och ënnersträichen, an deem Accord, dass och déi regional Integratioun mat drakënt, deen ass fir eis och ganz, ganz wichteg, an ech wëll dat och ënnersträichen. An ech wëll och der Ministesch soen, dass d'Kooperatiounspolitik eng ass, wou se mat der Demokratescher Partei ee Partner huet.

Selbstverständlech wäert och eis Fraktioun deen heiten Text stëmmen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bettel. Als nächste Riedner ass den Här Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech wëll och dem Här Angel Merci soe fir säi wierklech exzellente a ganz komplette

mëndleche Rapport, net nëmmen de schrëftlechen, mä och dee mëndlechen.

Mir hate virun e puer Woche jo d'Geleeënheet, heibannen iwwert d'Kooperatiounspolitik ze diskutéieren, an effektiv dese Projet de loi hätt sech och kënnen dofir bidden, fir eng méi allgemeng Diskussioun iwwert d'Kooperatioun ze féieren. Mä ech mengen, mir hunn dat gemaach virun e puer Wochen, ech wëll dofir déi Saachen haut net nach eng Kéier alleguerte widerhuelen.

Ech wëll just dräi Remarqué maachen, Madame Minister, an lech och eng Fro stellen aus aktuellem Ulass zu deem, wat am Mali geschitt. Da kënt Dir lech schonn e bëssen dorop astellen.

Déi éischt Remarqué, déi ech wollt maachen, betrëfft déi politesch Dimensioun vun dësem Accord. Ech mengen, dass dat ee vun deene positive Punkten ass an dësem Accord, dass an Zukunft probéiert gëtt, an de Relatiounen mat AKP-Länner och dee politesche Volet a besonnesch dee parlamentaresche Volet ze dévellopiéieren.

Mir gleewe ganz fest dorunner, dass an deene Länner net nëmmen den Dialog mat de Regierungen, mä besonnesch den Dialog mat de Parlamentar ka Sënn maachen, mat de Majoritéite vun de Parlamentar, awer och mat den Oppositiounen an de Parlamentar. Do ass vill Potenzial, an dass deen neien Accord, deen ofgeännerten Accord, dat zu engem Schwéierpunkt mécht, mengen ech, ass e wesentleche Punkt, dee mir hei wollten ënnersträichen.

Déi zweet Remarqué, déi mer wollt maachen, dat ass dee ganze Volet vun de Mënscherechter an notament de Volet vun der Non-discrimination. Dat war e Géigestand vun Diskussiounen an déi waren net ganz einfach. Et ass sech schlussendlech drop géeneegt ginn, e Verweis ze maachen op déi universell Deklaratioun vun de Mënscherechter. Dat ass wuel d'Basis, mä et hätt misse méiglech sinn, an deser Diskussioun och méi wäit virun ze kommen.

Mir wëssen, dass dat net onbedéngt elo do d'Schold ass vun den europäesche Partner, mä et ass offensichtlech, dass do e Problem nach ëmmer besteet. An do ass, an eisen Aen, an den nächste Joren, en vue vun där nächster Revisioun, déi den Här Angel schonn ugekënnegt huet, dass grad deen dote Punkt onbedéngt muss verdéift ginn. Et ass fir eis wierklech e fundamentalen Aspect an all dese Kooperatioun-accorden.

Déi drëtt a lescht Remarqué betrëfft, oder drëtt, pardon, Remarqué vu véier, betrëfft d'Agrikultur. De Kolleg Oberweis ass schonn dorop agaangen. Eis ass et wichteg, wann hei geschwat gëtt vun enger Verbesserung vun der Produktioun a besonnesch vun der Produktivitéit, wann ee schwätzt vum Erossetze vun den Taux de douane, dass een déi Länner net an eng nei finanziell Ofhängegkeet stierzt, dass een hinnen hir Ressourcé mat vill ze vill niddregen Taux douaniers hält: déi Suen, déi da feelen, fir kënnen ze investéieren!

Gläichzäiteg drücke mer se an eng Richtung vun enger Agrikultur, déi mat Intransité schafft, wou se och finanziell méi deier gëtt an der Produktioun fir déi Leit selwer op der Plaz. Dat ass herno eng Produktioun an eng Agrikultur, déi riskéiert, komplett an den Export ze goen, müssen ze goen, wa se wellen op hir Fraisé kommen, an dat ass fir eis net dee richtege Wee. Do hoffe mer, och an den nächste Joren, dass do eng aner Asicht kënt, grad bei der Verbesserung vun der Produktivitéit, dass mer net eng Fal maache fir déi Leit vun enger neier

finanzieller Ofhängegkeet, wou se géifen dra-gedreckt ginn. Dat ass fir eis e Schwaachpunkt vun dësem Accord.

Véiert a lescht Remarqué, déi ass just ënner Form vun enger Deklaratioun an den Accord erakomm, déi betrëfft d'Migratioun, déi verschidden Aspekter vun der Migratioun, notament och de Volet vun der legaler Migratioun. Dat ass ee Volet, wou mer mengen, dass Verbesserung mussen kommen, a wou mer frou wieren ze héieren, wat konkret an den nächste Joren, Madame Minister, an Ären Ae sollt hanert där Deklaratioun vun der Migration légale kënnen Konkretes gemaach ginn. Mir halen dat fir e wesentleche Punkt. Och dass d'Stéchwuert vun der Fuite des cerveaux thematiséiert gëtt, hale mer fir onbedéngt e relevanten Aspect an hoffen, dass do Lëtzebuerg bei deenen doten Theme sech wäert zu Wuert mellen.

Lescht Remarqué, Madame Minister, dat ass déi Fro, déi ech wollt stellen, dat ass d'Arrestatioun vum aktuellen oder viregte Premier vu Mali, dem Cheik Modibo Diarra, dee vun der Arméi festgeholl ginn ass a kuerz dorop fräiwëlleg demissionéiert huet. De Kapitän Sanogo, dee schonn en Haaptresponsable war fir de Militärcoup vum 21. Mäerz, huet gesot, de Premier Diarra war net forcéiert ginn, e war just zu senger Deklaratioun hin... hätte se him et wëlle faciliteren. Esou huet e sech op eng ganz zynesch Aart a Weis ausgedréckt. An deen neie Premierminister, dee genannt ginn ass, den Diango Cissoko, ass e ganz enke Kollaborateur vum President.

Mir hunn an eiser Kooperatiounspolitik schonn eng Kéier e Stopp gesat an eise Relatiounen mam Mali. Mir haten d'lescht Woch den Ausseminister vu Mali bei eis an der Kommissioun, wat eng ganz interessant, pardon, vum Niger, wat eng ganz interessant Entrevue war, deen eis vill Saache gesot huet, och iwwert d'Situatioun am Mali. An dat, wat elo geschitt ass, ass natierlech keng Vereinfachung vun der Situatioun!

Duerfir eis Fro un lech, Madame Minister: Wat heescht dat, wat elo zu Bamako geschitt ass, konkret fir d'Lëtzebuurger Regierung? Wäerte mer erëm eng Kéier e Stopp an der Relatioun verhängen? Wann net, firwat och wouvu géife mer et ofhängeg maachen? Wat ass also Är Aschätzung? Wéi soll een dat politesch bewäerten, wat elo am Mali geschitt ass, an der Relatioun selbstverständlech, déi mir als Lëtzebuurger Land am Kader vun der Kooperatioun mam Mali hunn?

Ech soen lech Merci.

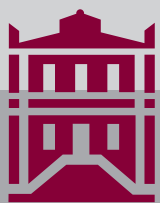
► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Als leschte Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Madame Minister, ech wéilt och ufänke mat engem Merci un de Rapporteur. Den Här Angel huet sech wéi ëmmer vill Méi ginn, fir eis déi Rapporten do ze erklären, an dat erkenne mer och ganz gär un.

Et ass awer och fir eis eng Geleeënheet, eis ze froen, ob deen dote Genre Accord de coopération, ob dee wierklech nach zäitgeméiss ass. Mir hate jo héieren, den Här Angel huet eis jo och erkläert, datt déi eng ganz laang Geschicht hu mat den Accords de Yaoundé an esou weider, alles, wéi dat ugefaangen huet. An deen heiten, do si mer och elo schonn an der Hal-schent oder méi vun der Lafzäit vun dësem Accord. An da muss ee sech froen: Dee Geescht

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu.
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les émissions «Chamber aktuell» et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes: si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.

- L'actualité parlementaire vous intéresse? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi? Toutes les explications en texte et en images, sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui: retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages «organisation et fonctionnement» de la Chambre des Députés.





vun deenen Accorden, entsprécht deen nach der politescher Realitéit vun haut?

Do muss mer awer gesinn, datt d'Europäesch Unioun jo laang net méi deen eenzegen Acteur ass, wann d'Entwécklungshëllef beschwat gëtt, mä datt déi Süd-Süd-Dimensioun eng vill méi grous Dimension kritt, notament duerch d'Implikatioun vu Länner wéi Brasilien, wéi Indien a virun allem natierlech wéi China. An do muss ee wëssen, datt déi Länner keng oder praktesch keng Konditionalitéit vu politescher Natur froen.

D'Fro ass also, éischtens, ass et iwwerhaapt nach realistesch vun der Europäescher Unioun, esou Konditionalitéiten an hir Accorden anzuschreiwen? Mir kënne jo soen, vun eis aus ass dat politesch gewënscht an et ass e bëssche fir eis eege Consummatioun, datt mer dat drasetzen, fir eis eegent Gewëssen ze berouegen. Mä kënne mer dat iwwerhaapt nach duerchsetzen, wann déi Länner d'Wiel hunn tëschent substanzuelle finanzielle Ressourcen, déi vun aneren Acteuren kommen, déi keng Konditiounen stellen oder ganz weëneg Konditiounen stellen an déi eis dat da vläicht zougestinn, den Dialog oder eng gewësse Wäertevermittlung, awer an der Praxis net méi drop ugewise sinn?

Dat Zweet ass, mir mussen eis och froen, ass et richtig, fundamental richtig, datt mir eng Rei vu Wäertevinstellungen an deen Dialog wellen erabréngen, déi eiser Kultur an eiserem Wäerteverständnis hei méi oder manner entsprechen, awer net onbedéngt an anere Kulturen? Dat ass eng ganz substanzuell Fro! Mir mussen oppassen an deene Saachen, datt mer net esou wäit ginn, datt mer do an eng paternalisteschen oder an eng neokolonialisteschen Attitud erakommen. Den Dialog muss ëmmer um Respekt vu Gleichwärtigkeit bestoen. An hei, wann een deen Accord liest, huet een awer heiansdo dat Gefühl, datt mir ganz laang Diktator opstellen an e bëssen iwwerdreien.

Suerge maachen eis verschidden Dispositiounen. Wann ech zum Beispill den Artikel 25 vun deem Accord kucken - an deen ass jo elo net haut a gesichter verhandelt ginn, mä viru véier, fënnf Joer -, do muss ee sech froen, firwat zum Beispill, an et geet am Artikel 25 ëm Finanzfroen, firwat gëtt niewent dem Principe de transparence och de Principe vun dem Echange d'informations do festgeschriwwen?

Ech mengen, wann d'Europäesch Unioun en Text verhandelt, och wann dat relativéiert gëtt duerch esou Saache wéi déi, déi sech engagieren, oder wéi déi, déi dat wellen, mä ech mengen, datt eng Lëtzebuurger Verhandlungsféierung bei engem internationalen Accord sollt drop uechtginn, datt mer net de Principe vun engem Echange d'informations an esou een Text eraschreien, well et eiser Positioun innerhalb vun der Europäescher Unioun net déngt.

Mir hunn och de Moie beim Här Frieden senger Ried erëm eng Kéier kënne feststellen, wéi onendlech schwaach, wéi onendlech schwaach dës Regierung ass, wann et nach dréms geet, fir Interessen, Lëtzebuurger national Interessen oder Interesse vun eiser Finanzplaz ze verdedegen a praktesch schonn eng Kapitulation a priori mat agebaut gëtt, amplaz ze soen: Ma neen, mir Lëtzebuurger, mir hunn eng aner Vue.

Ech erënnere mech, virun zéng Joer, et ass nach guer net esou laang hier - ech mengen, par rapport zu deem, wat den Här Angel eis erzielt huet, ass dat eng kuerz Zäit -, du huet et nach ëmmer geheescht: Fir eis, an net nëmme fir Lëtzebuerg, mä och fir Lëtzebuerg ass d'Bankgeheimnis Deel vun de Mënscherechter a mir wellen net den transparente Bierger. Dat war ganz laang eis Doctrine. Wann ech héieren, wéi haut eis Regierung schwätzt, da kann ech nëmme feststellen, datt et heiansdo gutt wär, sech op eis Argumentatioun vu fréier ze besënnen. Mir wellen natierlech kee favorisieren, dee Steieren hannerzitt, mä den transparente Bierger, ech mengen, dee wëlle mer a solle mer och haut nach net wellen!

Dann hu mer och aner Saachen hei an deem Accord, wou ee sech kann d'Fro stellen: Ass dat néideg? Den Artikel 61 zum Beispill, dee schwätzt ëmmer nach vun där Aide budgétaire directe, déi an Afrika och extrem ëmstridden ass. D'Aide budgétaire directe, dat ass eppes, wat d'Korruptioun favoriséiert. Och wann d'Madame Minister, déi et jo och selwer an hiren Accorden ëmmer erëm mat abaut, seet, dat wär enk kontrolléiert. Mä dat léisst sech net kontrolléieren!

Virun allem huet et e strukturellen Nodeel, well Länner, déi eng Aide budgétaire directe kréien, déi rutschen ëmmer méi an eng strukturell Ofhängegkeet, budgetär Ofhängegkeet vu bauseschter Hëllef. An dat solle se net. Si solle kucken, datt se op hir eege Féiss kommen. An eng Budgethëllef ass einfach e Geste am falsche Wee.

Positiv sinn awer och eng Rei Saachen an deem Accord. Éischtens, den Artikel iwwer Aids ass

vill besser wéi dat, wat mer fréier haten, wou dat nëmme en marge diskutéiert gouf an net esou detailléiert. Mä et feelt eppes an deem Artikel. Et steet zwar dran, datt deen Accord „visé à“, ech mengen, dat ass eng Déclaration d'intention, déi do drasteet, wéi och d'Vesuergung mat Medikamenter ze verbessern. Mä et ass awer net den Engagement, fir deene Leit, déi krank si mat HIV Aids, fir deenen och wierklech ze hëllefen iwwert de Wee vun enger Patentrengung oder vun enger direkter Hëllef, datt esou Medikamenter à prix abordable kommen.

Ech mengen, do si mer ee Schrëtt net wäit genuch gaangen, a mir sollt vläicht als Lëtzebuerg och an Europa derfir antrieden, datt mer deene Leit och wierklech net nëmme versprechen, et ze maachen, mä deenen och d'Medikamenter zur Verfügung ze stellen, fir méi Leit kënne ze versueren, déi un Aids leiden.

Dann och den Artikel 29. Dat ass e ganz wichtige, och e positiven Artikel, datt mer d'Wichtigkeet vun der regionaler Integratioun an Afrika uerkennen an d'Wichtigkeet vun der Konstruktivitéit vun Infrastrukturen. Et muss een awer wëssen, wouriwmer mer schwätzen, wéi wichtig dat ass, datt mer dee Prozess begleet. Et ass net normal, datt den Import vun engem Auto aus Korea an Afrika - ech soen elo emol Zifferen, einfach fir Gréisstenuerdnungen ze nennen - soe mer 1.000 Dollar un Transport an Zollkäscht kascht, a wann ee vun engem afrikanesche Land deeselwechten Auto an d'Nopeschland bréngt, da si mer a Kategorie vu 4.000, 5.000 Dollar!

Do sinn einfach Handelshemmnisse, déi mer mussen mat ofbauen, déi mer och kënne finanziell begleeden, fir Verloschter an dem Budget fir eng gewëssen Zäit ze iwwerbrécken. Mä datt mer déi regional Integratioun an Afrika als Hiewel vun der Entwécklung huelen, ech mengen, dat ass eppes, wou mer sënnavoll kënne usetzen.

D'selwecht wa mer iwwer Agrikultur a Kohärenz schwätzen. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg do relativ weëneg ze leeschten. Mä och an Europa muss mer schwätzen iwwert d'Subventionierung vun Kotteng oder vun aneren Agrarprodukter, déi fir vill afrikanesche Länner wierklech vu primordialem Wichtigkeet sinn - och fir e puer europäesch, südeuropäesch Länner. Mä wa mer iwwer Kohärenz schwätzen, ass et virun allem emol eng Saach an der Agrikultur, wat den Export vu Fleesch ueget an och verschidde Produkter, wéi zum Beispill de Kotteng, datt mer deen net méi esou subventionieren.

D'Finanzen. Do ass och nach ze soen, datt sech an der Entwécklungshëllef och fir eng Finanzplaz wéi Lëtzebuerg, mä allgemeng an Europa, kënne Fensterne opdoen. Mir haten dat, an dat hutt Dir, Madame Minister, matbedriwwen, ob-schonn d'Mikrofinanz elo net nëmme hir positiv Säiten huet, mä och kann a verschiddene Situatiounen zu enger Iwwerverschuldung féieren. A mat schrecklech héijen Zënssätz kënne och Leit bei der Mikrofinanz konfrontéiert ginn, mä ëmmerhin, et ass en Instrument, wat ka ganz gutt funktionnéieren.

En anere Volet, dee mer ëmmer erëm gesinn, datt sinn déi Leit, déi an Europa wunnen, déi aus Entwécklungslänner kommen an hir Suen heemschücken. Déi géifen nach vill méi heemschücken, wa se mat manner héijen administrative Bankfraisé konfrontéiert wäeren, wéi dat am Abléck de Fall ass.

Duerfir wär et interessant fir eng Finanzplaz nozedenken - net eleng Lëtzebuerg, well mir hunn net esou vill där Leit hei, mä awer och mat aneren zesummen -, ob et net méiglech ass, déi Transferte vu Gelder vun Europa no Afrika ze verbëlegen. Well déi Suen, déi Zommen, déi do iwwerwise ginn, déi sinn an dem Volume méi grous wéi d'Entwécklungshëllef a kommen direkt de Familljen natierlech vun deenen zegutt, déi do an Afrika wunnen. An doduerch hätt esou eng Mesure e groussen Impact. Also ech géif lech do encouragéieren, dat vläicht och emol mat der ABBL a mat aneren opzwerfen, ob mer net um Niveau vun de Frais bancaires kënne eppes maachen.

D'Scholderreduzierung ass och ugeschwat ginn. D'Scholderreduzierung huet dann natierlech ee Wäert, wann déi Scholderreduzierung geschitt ass duerch Saachen... also wann d'Iwwerverschuldung an afrikanesche State geschitt ass duerch Facteuren, déi net an hirem Afloss louchen, wéi zum Beispill eng ze vill séier an ze vill héich Entwécklung vun internationalen Zënnsniveau. Mä allgemeng sollt mer déi afrikanesche Staten encouragéieren, fir op de Wee vun engem Rating ze goen.

Mir haten de Moien hei héieren, datt verschidde Leit op der sozialistescher Bänk net esou frou si mat Ratingen. Ech sinn et och net, mä et ass awer am Abléck deen eenzege Wee, dee mer hunn, fir e Stat iwwerhaapt kreditwürdeg ze maachen. An dat ass de Wee, deen ee muss goen als afrikanesche Stat, entweder

eleng oder mat e puer anere Staten zesummen.

Mä datt se emol probéieren, iwwerhaapt e Rating ze kréien an doduerch en Accès zum privaten Investitioun- oder Kreditmarché ze kréien a sech doduerch kënnen duerch aner Manéiere finanzéieren, wéi nëmme duerch d'Entwécklungshëllef, déi se och an enger permanenter Ofhängegkeet hält. Mä doduerch, datt se iwwerhaapt emol unerkannt sinn als Partner um internationale Finanzmaart, hu se natierlech aner Entwécklungsméiglechkeeten, wéi dat am Abléck de Fall ass.

Mir haten, an ech mengen, den Här Braz hat dat scho gesot, d'lescht Woch den Ausseminister vun Niger hei. Dat war wierklech eng interessant Entrevue, well et huet mech immens gefreet, datt deen Här eigentlech d'Politik vun der ADR mat zwee Stempelen an dräi Ennerschreife confirméiert huet, well hien huet gesot: Mir mussen eis Entwécklungshëllef...

(Interruptions diverses)

Jo, Dir hätt sollen do sinn. Also, dat war...

(Interruptions diverses)

Also, ech weess, Dir sidd begeeschtert an Dir beneit eis, mä alt nees eng Kéier huet sech gewisen, datt d'ADR recht huet.

(Interruptions diverses)

Deen Här huet nämlech gesot: Mir sollen...

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** ...de Minister ze...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Jo, neen, Dir hutt... och lech, Madame Jacobs, hätt déi Entrevue näischt geschuet, well hien huet gesot: Mir sollen eis Entwécklungshëllef...

(Interruption)

Mir sollen eis Entwécklungshëllef bannen an net gebonne loosse. Well wat mir Lëtzebuurger an aner...

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Sou sot en dat net, sou sot en dat awer net! Dir maacht elo e Raccourci, Dir maacht aus engem Kilometer dräi Meter.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Braz, ech erklären lech eng Kéier, datt den Här Minister...

(Brouhaha général)

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, elo dem Här Kartheiser, deem seng Zäit geschwënn op en Enn kënnt, nozelauschteren!

(Interruptions diverses)

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - An dem Här Kartheiser seng Riedezäit ass ofgelaaf.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Här Président, si hale mech op beim Schwätzen.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Et ass eriwuer.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Mir mussen eis Firmen..., mir mussen eis Lëtzebuurger Firmen an Afrika bréngen. Éischtens hëlleft dat deene Länner direkt. Well direkt Investitiounen schafen Aarbechtsplazen, schafe Steieropkommes fir déi Länner. Et gëtt eise Firmen d'Méiglechkeet, nei Marchéen ze kréien. Et hëlleft eiser Handels- an eiser Leeschtungsbalanz.

A virun allem sinn eis Firmen, wa se an Afrika sinn, anescht deontologesch gebonnen an trieden anescht op wéi Firme vun anere Länner, déi do vläicht d'Korruptioun fördern, wat eis Firmen normalerweis net maachen an net solle maachen. Mä mir mussen léieren, datt de Wee, fir afrikanesche Länner ze ënnerstëtzen, de Wee vun Handel a vun Investitiounen ass, an net vun Hëllef.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt nach eng Kéier d'Wuert... Jo, den Här Wolter.

► **M. Michel Wolter (CSV).** - Entschëllegt, Madame Minister. Ech wollt just op eppes zrëckkommen, wat den Här Braz gesot huet, fir och vläicht d'Kollegen ze informéieren iwwer en Émstand, dee se vläicht net alleguerten esou kennen. Dat ass, wann iwwert d'Gouvernance vun de Parlamenten geschwat gëtt, wat jo eng Voraussetzung ass, fir en Dialog kënnen anzeféieren. Dann ass et wichtig, dass och um Niveau vun der Formatioun vun deene Parlamenten, dass Akzenter gesat kënne ginn.

Mir si jo vertrueden an der Assemblée parlementaire vun der Francophonie. Déi haten eng Demande bei eis gemaach, déi se schonn eng Rei vu Jore gemaach hunn, well haaptsächlech déi Programmer vun der Formatioun och an de Parlamenten opgrond vun de Krisenelementer reduzéiert gi sinn; wat schued ass.

An ech mengen, ech wollt de Kolleeg matdeelen, fir souwäit wou se dat net wëssen, dass de Bureau vun der Chamber d'Entschéidung huet, fir do

en extrae Kredit fir déi afrikanesche Parlamenten, déi am Kader vun der Francophonie dra sinn, fir eben déi Programmer, dass déi net stierwen, mä dass déi Programmer weidergefouert ginn. Well ech d'arselwechter Meenung si wéi déi, déi den Här Braz ausgedréckt huet. An dass et extrem wichtig ass, wann een iwwerhaapt an en Dialog an an eng Diskussioun wëllt kommen, dass déi Leit och um Niveau vun der Gouvernance déi Standarden hunn, déi fir eis selbstverständlech sinn.

Dofir huet och den Här Legendre, de Secrétaire général vun der Francophonie, mech gebieden, dem Parlament Merci ze soen. Well zesumme mat de Kollegen aus der Communauté française de Belgique an aus dem Québec a mat deem Obolus, deen eis d'Chamber ginn huet, dee bréngt et da mat sech, dass 2012 an 2013 déi Programmer kënne weidergefouert ginn.

Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci fir déi Prezisioun. Den Här Weber freet och nach d'Wuert.

► **M. Robert Weber (CSV).** - Jo, Här Président, ech wollt dem Här Kartheiser eng Fro stellen. En huet u sech eng Kritik an d'Regierung gemaach, dass se esou liichtfankeg mat dem Bankgeheimnis géif ëmgoen.

Ech wollt froen, ob den Här Kartheiser a seng Partei dat Gesetz matgestëmmt hunn iwwert déi europäesch Direktiv, déi mer virun der grousser Vakanz transposéiert hei hunn iwwert d'Assistance mutuelle au recouvrement.

Souwäit wéi ech weess, hu se dat matgestëmmt. Ech géif also dann déi Kritik éischeren viru menger eegener Dier maachen, wéi dass ech se virun deenen aneren hirer Dier géif setzen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci och fir déi Prezisioun. An elo kritt d'Wuert...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ass et eng Fro?

(Brouhaha)

► **M. le Président.** - Ech mengen, den Här Weber huet eng Fro gestallt, wou en och direkt eng Äntwert geliwwert huet,...

(Hilarité)

...soudass et elo direkt un der Madame Famillemisteschen ass.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Soll ech dem Här Weber äntwerten oder soll ech elo d'Madame Minister...

(Interruptions)

► **M. le Président.** - Elo kënnt hei d'Madame Kooperationsministesch,...

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Kann ech herno eppes...?

► **M. le Président.** - ...déi schwätzt elo zum Projet de loi. Madame Kooperationsministesch, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.** - Merci, Här Président. Ech géif selbstverständlech och wellen dem Marc Angel e grousser Merci soe fir säin exakte Rapport, deen e gemaach huet an deen et ëmsou méi liicht mécht, fir elo net méi erëm mussen op all eenzelne Punkt hei anzegoen.

Ech denken, dat, wat wichtig ass, dat ass och, datt awer déi Relatiounen tëschent der Europäescher Gemeinschaft an de State mat Afrika, der Karibik an dem Pazifik och e ganz besonnesche Stellwäert hu mat der europäescher Entwécklungspolitik, déi jo och Aussepolitik ass.

Ech fannen, och wa mir vläicht méi Konditiounen stellen, wéi anerer der stellen, éischtens ass dat net ëmmer onwichtig, datt déi och gestallt ginn. An op där anerer Säit ass et esou eng laang Traditioun, déi besteet, datt et mir wierklech eng Häerzengueleeenheet ass, och fir ze soen, et kann net sinn, datt, well anerer elo do sinn, mir eis net méi bräichten dorëm ze këmmen. Dat wier ongeféier dee gréisste Fehler, dee mer als Europäer kéinte maachen.

D'Prämiss vun dem Accord ass a bleift selbstverständlech och hei erëm, d'Aarmut ze bekämpfen, an dat ass och eist Zil, sougutt op europäeschem wéi op nationalem Niveau. An dofir och d'Gesetz, wat mer d'Joer reforméiert hunn iwwert d'Entwécklungshëllef, wat och als Haaptzil de Kampf géint d'Aarmut an à terme selbstverständlech d'Eradicatioun vun der Aarmut soll mat sech bréngen.

D'Haaptpunkte vum Accord vu Cotonou sinn eng Keier, fir d'Millenniumsentswécklungsziler besser ëmzesetzen, de Klimawandel ze bekämpfen, vun deem mer wëssen, dass seng Auswierkungen och virun allem ëmmer déi ärmst Leit als Éischt treffen.

Drëtte Punkt, déi regional Integratioun, vun där bal och jiddweree vun de Riedner geschwat huet, déi mir, an dat soen ech, mir sinn nëmmen esou wäit komm, well mer eng regional Integratioun haten als Land. Well soss hätte mer alles dat och net kënnen kréien. An dofir gesitt Der, wann een dat mécht, dann huet dat seng positiv Auswierkungen, well och fir si ass et net ëmmer liicht, fir op hir national Prärogativen ze verzichten.

D'ACP-Länner bleiwen och fir eis wichteg, och mat der Union africaine. Dofir hu mer och an dësem Joer eng Ambassade résidente opgemach zu Addis Abeba, justement fir bei der Union africaine ze sinn an do dee Partenariat besser kënnen ze maachen.

Véierte wichtige Punkt ass selbsterständlech d'Sécherheet an d'Fragilitéitsfroen, an dozou zielt ouni Zweifel de Mali, wou ech awer herno drop kommen. Well dee konnt keng Entwécklung maachen, do wou keng Sécherheet ass. An dofir muss een dat also och fir d'Zukunft am A behalen. An dat geet nëmmen, wann Accorden do sinn an déi ekonomesch Entwécklung gefördert gëtt an domadder och d'APEn, déi vill diskutéiert an och kritiséiert ginn, dass een awer dozou nach ëmmer muss stoen.

Fënneftens, schlussendlech geet et dodrëm, eiser Entwécklungshëllef méi ee staarken Impakt ze ginn, an dat duerch Engagementer a puncto Effektivitéit vun der Entwécklungshëllef, der Aarbechtsopdeeling tëschent de Bailleuren an natierlech - an do muss ee jo soen, dass dat jo ville Leit hei am Haus un d'Häerz gewuess ass - och d'Kohärenz tëschent de Politiken an der Entwécklung.

Op europäischem Plang hu mer, wéi an der Lëtzebuerger Entwécklungshëllef, eis verpflichtet, de Referenzkader permanent kritesch ze hannerfroen a gegebenenfalls och unzepassen. An dat géllt natierlech virun allem och do, wou mer op internationalen an europäischem Plang sinn, virun allem och bei der UNO, wou mer kënnen matbestimmen.

Et ass och hei gesot ginn, dass mer müssen iwwert... de Xavier Bettel huet vun „post 2020“ geschwat, wou et eben drëm geet, déi Revisioun och vun de Millenniumsentswécklungsziler ze kucken a wou mer eréischt am Ufank vun den Diskussiounen sinn.

Ech sinn dervun iwwerzeugt, Här President, dass mer eis nach méi wéi eng Keier wäerten och an der Kommissioun erëmgesinn, fir ze kucken, wéi dat sech virunentwéckelt. Ob et dann nach APDe gétt oder ob et keng gétt, dat gesi mer dann. Mir hunn awer virun allem och d'lescht Woch zu Doha gesinn, dass mer virun enormen Erausforderungen stinn, dass mer och nach zu engem Deel gesinn, wou mer Feeler gemach hunn, an och nach gesinn, wou d'Problemer sinn, mä dass mer eis awer da ganz schwéierdinn, wann et drëm geet, fir eppes ëmzesetzen. An dofir, mengen ech, muss mer och do gemeinsam eis verstärkt dorëmmer këmmen.

D'Effektivitéit vun der Entwécklungshëllef, do hu mer am Summer op europäischem Niveau de Referenzkader revidéiert an de Programme pour le changement uegheoll. Wou et och drëm geet, fir - wou d'Europäesche Union sech verbessert huet - dass mer eis besser sollen ofschwätzen ennereneen, och mat der Kommissioun. Datt et drëm geet, déi Secteuren erausziesichen, an deenen een aktiv ass.

D'Programmation vun der Entwécklungshëllef, wou mer eis eens sinn, dass mer déi jo müssen an déi national Strategien - an do si mer total d'accord, fir ze soen, et kann net sinn, dass mir deenen anere virschreie ginn, wat si ze maachen hunn, an dat maache mer als Lëtzebuerger net.

An dofir gesitt Der och all déi Leit ëmmer, wa se hei an déi Commission de partenariat kommen. An eent vun deene Pilotländer, wat ausgewielt gouf vun der Europäescher Unioun, ass eben de Laos. An ech wor frou, mä awer guer net iwwerrascht, feststellen, dass dat Land, wat do iwwerhaupt keng Problemer hat, fir et ëmzesetzen, Lëtzebuerg ass, well mer eben op eise Programme indicatif de coopération dat ewell alles alignéiert op de Laos hunn.

D'Iddi, fir d'Programmation conjointe virunzeschreien, do wëlle mer och de Commissaire Piebalgs ënnerstützen. Ech wëll och betounen, dass mer an deene Länner, wou mer d'Büroen

hunn, iwwerall, mat Ausnahm vum Vietnam, gefrot sinn, fir Chef de file als Bailleuer vun engem Secteur ze sinn, an domadder wëlle mer och d'Division du travail ëmsetzen.

Här President, iwwert de Fonds européien pour le développement, an de FED ass ugeschwat ginn. Och do muss ee wëssen, dass de FED do wor, ier d'ACP-Gruppe bestanen hunn. Dat ass also eppes, wat et zënter Laangem gétt. En ass net bis elo am Budget dran. Et ass ëmmer eng grouss Diskussioun, och dat wor eng Fro vum Här Bettel gewiescht, fir ze froen: Wat geschitt do?

Et ass net virgesinn, dass et an dëser Period dee Bestanddeel vum europäesche Budget gétt. Et gétt awer do mat verhandelt. Ech wëll och drop opmierksam maachen, dass déi lescht Proposition vun President vum Conseil wor, fir 11% de Fong zréckzeschrauwen. An do wor de lëtzebuergesch Premier ee vun deene wéinegen, déi iwwerhaupt do derzou intervenéiert hunn, well mer eis eise Responsabilitäten, sougutt op nationalem wéi och op europäischem Niveau, bewosst sinn, fir domadder dat och unzefroen, dass dat, wat mer op där enger Säit soen, och op där anerer Säit net aneschtens ka sinn.

Accords de partenariat économique. Also do och, mir wëssen, dass dat alles esou ass, wéi et ass, an dass net nëmmen... Och do si Feeler, déi gemach goufen. Si goufen net nëmme vun enger Säit gemach. Et sinn net nëmmen d'Europäer an och net nëmmen d'Afrikaner an déi aner, mä, ech mengen, do ass och géigesäitig e bëssleche gepokert ginn, fir ze kucken, wien am meeschte géif do gewonnen.

Mä ech denken, dass et wichteg ass, dass mer wëssen, dass ass eng asymmetresch Affär, wou mir selbsterständlech... Si produzéiere manner, mä da muss mer awer kënnen eis Mäert méi grouss opmaache fir si. An dann ass ëmmer d'Geschicht vun den 80% vun deene Secteuren, déi si mussen kënnen bestëmmen, a wou da selbsterständlech och d'Agrikultur derzou zielt.

Et gétt och net nëmmen ee Modell, och dat gesi mer. Déi verschidde Länner sinn aneschtens opgestallt, an esou ass et och wichteg, dass et mat deene verschidde Ofkommense gétt. An dat, mengen ech, ass eppes, wat mer och an deenen nächste Jore muss kënnen halen. Déi Pays les moins avancés, déi kënnen vun allem profitéieren, dat heescht, si hunn de fräien Accès zu dem europäesche Marché, ouni Contrepartie. An emmerhi falen awer nach 31 vun deenen 79 Länner dodrënner.

D'Entrée fiscale, dat ass och eppes, wou ëmmer erëm an den Tarifs douaniers driwwer geschwat gétt. Do, mengen ech, muss mer dat och kennen ouni Wenn und Aber ugoen an och kucken, wa mer et hinne net erméiglechen, dass se sech selwer administrativ op d'Bee setzen an dass se selwer Steiermëttele andreiwien, dass dat dann och net ka funktionéieren. Dofir sollt mer och keng Angscht do virun hunn.

Mir wëssen, dass et eng ganz Partie Leit gétt, déi räich sinn an deene Länner. Mir wësse virun allem, dass awer och eng ganz Partie Firmaen do sinn, déi do d'Buedemschätz eraushuele ginn a ganz dacks entweder keng Steiere bezuelen oder awer och déi Lizenze fir vill ze vill ee bëllegen Tarif do kritt hunn. Dofir, mengen ech, sollt mer den Accord vu Cotonou an en parallèle och de FED, dee bis op d'mannst 2020 bestoe bleift, an duerno muss een da kucken, wat decidéiert gétt. Mä am Vertrag vu Lissabon ass weder vum FED nach vun den ACPe Rieds. Dat muss also bis dohinne entweder nei verhandelt ginn oder awer mer muss kucken, wéi mer domadder virufieren.

Eng ganz Partie vun deene Saachen, déi de Mëtteg gesot goufen, besonnesch och vun dem Marcel Oberweis, iwwert d'Agrikultur, proppert Waasser, d'Éducation an d'Éducation iwwer Satellit, ech denken, dass ech ewell e puermol hei drop higewisen hunn, dass mer amgang wieren, ze kucken zousätzlech Applikatiounen fir Emergency.lu ze fannen. An do kéint ee sech duerchaus virstellen, dass een och doriwwe kéint Satellitcapacitéite fräimachen, fir eben och Schoul kënnen ze halen an deene ländleche Géigenden, besonnesch och fir datt d'Meedercher d'Geleeënheet kréien, fir dranzugeen.

Ech muss dat awer soen, well et mer uewe läit, och ze gesinn, dass an deene Länner, wou mer mam Programme mondial vun der Ernährung hëllef mat bezuelen, do gesitt Der, dass d'Meedercher méi laang an d'Schoul kommen, dat heescht, hir Eltere schécke se bis 14, 15 Joer an d'Schoul, amplatz dass si se soss nawell doheem gehalen hunn. Si kréie méi spët Kanner, wat dann dozou féiert, dass dat natierlech fir si selwer, fir hir eege Gesondheet an och fir d'Gesondheet vun deem Puppelchen, deen op d'Welt kéint, dass natierlech awer wichteg ass.

Iwwert d'Energie datselwecht, ech mengen, och Stroossen, alles dat brauch een. Wann ee sech wëllt entwéckelen, geet et net duer mat der Entwécklungshëllef, mä et muss ee vill aner Saachen derbäi hunn, déi mir och zu engem groussen Deel net kënnen bréngen. An da sinn natierlech déi grouss Partner wéi China a wéi Indien a wéi Brasilien, déi dat maachen, a wou een dann och muss zouginn, dass dat eis vläicht natierlech net ëmmer esou gefält, besonnesch well se keng Konditionalitéite stellen, mä op där anerer Säit een awer och keng Argumenter huet, fir dat net ze maachen.

Wat den Här Braz ubelaangt, d'Agrikultur ass selbsterständlech ee vun deene gréisste Punkte jo vum Export, deen iwwerhaupt kéint a Fro kommen. A fir mech ass een anere Punkt och wichteg, dass ass ëmmer, dass een och hinne muss d'Méiglechkeete schafen, dass se kënnen selwer verschaffen, dass se selwer kënnen e Mehrwert schafen. Net nëmmen, dass déi aner dohinnekommen an déi huelen et ewech an déi ginn da bei sech heem.

Ech denken un d'Fëscherei, ech denken un eng ganz Partie vun esou Saachen. D'Karité-Bounen, déi se hunn, déi ginn dann an Europa virverschafft, an hei ginn dann d'Crëmen zu enorm deiere Präisser verkaaft, amplatz dass d'Leit selwer dohannen d'Méiglechkeet géife kréien, fir dat kënnen selwer ze maachen. Datselwecht géllt selbsterständlech och fir d'Intranten oder och fir deemno wéi e Saatgut se do zur Verfügung gestallt kréien, ass dat och net ëmmer nëmme just an hirem Interesse.

D'Migratioun ass selbsterständlech ee vun deene Punkten, déi ee jo zu alle Säite kann diskutéieren. Dir wësst, virun enger Zäit war dat op eemol esou ee Wonnermëttel, war dunn d'Migration circulaire. Ech perséinlech hunn eigentlech ni doru gegleeft, well ech mengen net, dass d'Migration circulaire esou funktionéiert, dass mir kënnen decidéieren, wie fir zwee Joer op Lëtzebuerg oder a Frankräich kéint an dann erëm heemgeet.

Ech mengen, do geschéien aner Saachen an där Zwëschenzäit, déi net vun der politescher Warte aus ze maache sinn. Wann een do e Meedchen oder e Jong kenneléiert an et wëllt een dobleiwen, dann ass et net no zwee Joer gehalen, dass ee ka soen, elo decidéiere mir, dass du elo heemgees.

Et gétt selbsterständlech och do Méiglechkeeten, dass een dat kann organiséieren. Mir hunn dofir och ëmmer plädéiert, och mat eise Länner, fir ze soen, et ass méi wichteg, dass mer Leit heihinner kréien, déi ewell an enger Situation sinn, déi sech hei kënnen viruféieren - ech denken zum Beispill un eng ganz Partie vun Dokterne, déi op Lëtzebuerg kommen, sougutt an de CHL wéi op de Kierchbiereg a wéi op Esch -, mä awer och zum Beispill un d'Banken. Mä wann déi Leit dann eng Erfahrung hunn a si hu meeschtens och ewell eng Famill, da gi se éischter heem. An domadder kënnen se hirem Land besser déngen, wéi den ëmgekeierte Wee.

Dann hätt ech natierlech, och wann Der d'Fro net gestallt hätt, Här Braz, eppes gesot iwwert d'Situatioun am Mali, wou ech muss soen, also wann et ewell ëmmer kritesch a kriddlech war, da muss ech soen, dass een awer de Moment bal net méi weess, wat nach iwwerhaupt richtig ass a wat falsch ass, a wie wou a wat do ze soen huet a wat net, wou ee weess, wien am Norden eppes ze soen huet. An ech denken, de Minister aus dem Niger huet lech dat och an darselwechter, net laut der diplomatescher Aart a Weis beschriwwen.

Mä fir et ganz kloer ze soen: Am Norden, dat sinn Terroristen, well dat si seng Wierder, déi hie gebraucht. Dat ass net iergendeen aus dem Mali, mä dat sinn haaptsächlech Ausländer, déi do sinn.

An dann, op där anerer Säit, dee ganzen Duerjerneen zu Bamako, wou et fir eis schwéier nozevollzéien ass, dass sech do keng Leit fannen zu enger nationaler Regierung, déi matenee géife kucken, fir do aus deem Ganzen erauszekommen. An dann awer d'Bedauern och aus deem ganze regionalen Eck vun der CDAO, déi soen, no dem Rapport vun Ban Ki-moon kann et dach net sinn, dass mer elo nach eng Keier müssen ee Joer waarden, ier eppes do geschitt.

Well ech mengen ëmmer nach, mir kënnen eis dee gewaltigen Territoire iwwerhaupt net virstellen, wou alles dran trafiquéiert gétt, ugefaange bei den Drogen. An déi Drogen, déi komme selbsterständlech an Europa, déi sinn net gemengt fir Afrika, dat ass jo ganz evident. Wou mat Waffe gehandelt gétt, mat Mënsche gehandelt gétt. Et gétt näischt, wat do net gehandelt gétt!

Dofir wier et och néideg a wichteg... An do, mengen ech, huet och de Minister Asselborn dëser Deeg nach, och op deene Reünionen, wou e war, erkläert, dass Lëtzebuerg selbsterständlech do hannert den afrikanesche

Frënn steet, fir ze soen, et kann net nach laang Zäit do verluer goen. Well wat méi laang Zäit verluer geet, wat et ëmmer méi schlëmm do gétt a wat et ëmmer och de Risiko... ech weess net, ob de Minister lech och gesot huet, wann et esou virugeet, wéi et elo amgang ass, da soen ech lech, dass an zwee Joer och den Niger net méi an där Form besteet wéi en elo do ass.

Dat ass also eppes, wou mer eis mussen bewosst sinn, dass, wa bis d'Feier dorëmmer ugeet, da weess ee just, wou et ugeet, mä dass een net weess, wou een et dann nach eng Keier geläschert kritt.

(Interruption)

An dofir, mengen ech, mussen mer wierklech alles maachen, fir se doranner ze ënnerstützen.

Mir hunn de Moment, wat d'Fro vun der Kooperatioun ubelaangt, haaptsächlech nach Projeten amgang, déi mer och mat lokalen Organisatiounen hunn, mat lokale Gemengen, wann Der wëllt. Mir hunn och keng nei Projete méi ugefaangen. Mat wem sollt mer nach eppes do maachen? Also, dass ass jo all drëtt Woch een aneren, deen erëm do ass an net méi do ass. A vun dohier, mengen ech, dass dat net esou séier geet, wou mer erëm do kënnen als Kooperatioun aktiv ginn.

Dialog op Augenhöhe, doriwwe hate mer geschwat, an d'Medikamente, wat de SIDA ubelaangt, och. Enner anere dem Froen, denken ech, ass et och wichteg, fir ze soen, dass mer selbsterständlech net nëmmen iwwert déi bilateral, besonnesch och iwwert déi multilateral Kanäl wéi iwwert d'OMS, wéi iwwert den UNO-SIDA do hëlfehen, déi Leit ënnerstützen.

Dat, wat och wichteg wier, dass ass, dass mir et géife fäerdegréien, mir oder anerer et géife fäerdegréien, fir och selwer Fabrëcken an Afrika opzerichten, déi Medikamente géife produzéieren, amplatz dass se awer zum groussen Deel ofhängeg si vun Indien, an deem Fall haaptsächlech. A wann déi op eemol hir Patente net méi erneieren, dass dann de Risiko natierlech besteet, dass dann déi Leit do déi Antirétroviraux net méi kréien, déi se eigentlech géife brauchen.

Voilà, Här President, ech géif och wëllen der Chamber Merci soe fir hir Ennerstützung vis-à-vis vun de Parlamenten an deene franséischsprochege Regiounen do an Afrika, well et wierklech eng Virussetzung ass, wann een eng gutt Governance wëllt hunn, da muss ee Leit hunn, déi och wëssen, wéi ee Land gefouert gétt, wéi een eng Chamber féiert, wat wem seng Aufgabe sinn. An dat ass sécher eng wäertvoll Ennerstützung, déi Der domadder och deene Länner zoukomme loosst.

Merci villmools.

► M. le Président.- Merci der Madame Kooperatiounsministesch. Domadder wäere mer um Enn vun der Diskussioun. Den Här Kartheiser wëllt nach onbedéngt eng Keier d'Wuert.

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Well ech eng Fro gestallt krut, Här President.

► M. le Président.- Jo, d'Fro war jo awer u sech beäntwert, Här Kartheiser.

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Ma neen, neen. Wéisou dann?

► M. le Président.- Ech weess net, wat Der nach wëllt derbäifügen.

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Ma, ech hunn nach guer net geäntwert, Här President.

► M. le Président.- Jo, dann äntwert wann ech gelift, awer ganz kuerz!

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- Dat maachen ech gär. Merci, Här President. Jo, den Här Weber hat mer nach eng Fro gestallt, souwäit ech weess, iwwert d'Bankgeheimnis an déi Recouvrementskonventioun, déi mer hei matgedroen. D'ADR wor ni fir dat absolut Bankgeheimnis. Mir sinn net fir e Bankgeheimnis, mat deem ee kann Delikter couvréieren.

► Plusieurs voix.- Aaaaa!

► M. Fernand Kartheiser (ADR).- An ech mengen, dass keen heibannen dat ass.

Wat mir gären hätten, dass ass, dass deen éierleche Bierger geschützt gétt. An ech wollt dann nach eng Keier soen, well den Här Weber mech jo op d'Bankgeheimnis ugeschwat huet, wann ech soe vun der Schwächt vun der Regierung, dann heescht dat och, dass mir net wëllen, dass Lëtzebuerger Ministere Funktiounen ausüben, déi a Kontradiktioun si mat hirer Aufgab, fir national Interessen ze verrieden.

Do muss ee wëssen, wat de Choix ass. E Lëtzebuerger Minister ass un éischter Plaz do, fir Lëtzebuerger Interessen ze verrieden. A wann een zum Beispill gläichzäitig President vun engem Eurogroup ass a soll Lëtzebuerger Interesse verrieden...



(Brouhaha)

► **M. le Président.**- Här Kartheiser, dat do ass awer net d'Fro vum Här Weber.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- ...dann ass do eng Kontradiktioun.

Ech soen Iech Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Also, mir sinn um Enn vun der Diskussioun a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 6466 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6466 ass ugehall mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber, Lucien Weiler (par Mme Marie-Josée Frank), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par Mme Claudia Dall'Agnol), Mme Claudia Dall'Agnol, MM. Fernand Diederich, Georges Engel, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Roland Schreiner;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner (par M. Claude Meisch);

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Dann hu mer als leschte Punkt vun eisem Ordre du jour nach eng Question élargie vum Här Eugène Berger iwwert d'Statutenännerung bei engem Prestataire aus dem konventionéierte socio-éducativ Beräich. Den Auteur vun der Fro huet fénnef Minutten Zäit, fir seng Haaptfro an, no der Äntwert vum Minister, seng Zousatzfro virzedroen. Der Regierung stinn zéng Minutten zou. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

3. Question élargie n°28 de M. Eugène Berger relative au changement de statuts auprès d'un prestataire de services du secteur socio-éducatif conventionné

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Och Merci der Madame Ministesch, datt se haut kann hei sinn an op déi Fro dann äntwerten. Ech hat se scho viru méi laanger Zäit gestallt, mä dat huet sech eben esou mat den Ägendaen net erginn. Ech mengen awer, déi Fro bleiwe weiderhin aktuell.

Awëifern sinn d'Träger am konventionéierte Secteur bei der Prestatioun vun hire Servicer zur Neutralitéit a reliésen a philosophesch-weltanschauliche Froe verflücht?

Dat ass eng Fro, déi ee sech ka stellen, nodeem den Daachverband vun engem vun deene gréisste Prestatairen aus dem konventionéierte

Secteur per Communiqué am Oktober matgedeelt huet, datt nieft sozialpolitesche Froen eng Besënnung op theologesch Wuerzelen an d'moralesch-ethesch Handelen am Mëttelpunkt vun hiren Aktivitéite solle stoen, an dat och an hir Statuten ageschriwwen hunn oder wellen an hir Statuten aschreiwten.

Ech mengen, fir et och ganz kloer an däitlech soen: D'DP huet guer kee Problem domadder, datt karitativ kierchlech Organisatiounen am socio-éducativ Secteur zu Lëtzebuerg täteg sinn. Au contraire. D'Mataarbechter vun deesen Associatiounen leeschten dagdeeglech eng ganz exzellente Aarbecht an iwwer Joren ass an dem Beräich och eng reell Expertise entstanen, sief et am socio-éducativ Beräich, sief et bei der Kannerbetreuung, sief et am Gesondheessektor an esou weider.

Mä d'DP hätt e Problem domadder, wa reliés Usiichte bei der Ausübung vun engem Beruff an dese sensible Beräicher vun eiser Gesellschaft sollten eng Roll spillen. D'Experten um Terrain solle sech eiser Meenung no eenzeg an eleng hirem berufflechen Ethos verflücht fillen a sech dobäi un dem gesetzleche Kader an de Qualitätsstandarden orientéieren, déi de Stat vüergëtt.

Duerfir wëllt ech also folgend Froen un d'Familljeministesch stellen. Ech stelle se och alleguerten, da brauch ech herno - à moins, jee nodeem wéi d'Äntwerten ausfallen - keng méi nozestellen.

Bon, éischtens schreift de Familljeministère systematesch an all Konventiounen dran, datt d'Träger bei der Prestatioun vun hire Servicer der reliésen Neutralitéit verflücht sinn.

Misst net eng vun de Voraussetzungen, fir eng Konventioun mam Stat kënnen anzegoen, déi sinn, datt d'A.s.b.l.e sech selwer an hire Statuten esou eng Neutralitéit operleëen? Dierfen d'Träger opgrond vun theologeschen a reliésen Iwwerleeungen hire Mataarbechter oder och hiren - ech soen emol - Clientë gewëss Choixen imposéieren?

An dann déi lescht Fro: Huet d'Ministesch wëllen, déi Konventioun also mat deem Träger, deen ech hei ugeschwat hunn, eventuell ze änneren, oder ass dat scho geschitt, well do vläicht Problemer awer mat deem wieren, wat ech elo virdrun erwähnt hunn?

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Berger. D'Madame Familljeministesch huet d'Wuert.

► **Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille et de l'Intégration.**- Merci, Här President. Ech kann dem Här Berger soen, datt mer eigentlech op verschidde Niveaueu déi dote Fro geléist hunn. Mir hunn éischtens am ASFT-Gesetz selwer drastoen am Artikel 2: «Les requérants d'un agrément doivent garantir que les activités agréées soient accessibles aux usagers indépendamment de toutes considérations d'ordre idéologique, philosophique ou religieux et que l'utilisateur de services ait droit à la protection de sa vie privée et au respect de ses convictions religieuses et philosophiques.»

A mir hunn dann nach eng Kéier, sougutt an deene jeeweilege Konventiounen, wat Der richteg hei ervirgestrach hutt, Här Berger, wéi och an deene verschiddene Reglementer, wat d'Personnes âgées, wat d'Personnes handicapées, d'Kanner ubelaangt, d'Internats socio-familiaux oder och den Departement vun der Solidaritéit nach eng Kéier jeeweils drastoen, datt dat muss geschéien.

Do derbäi kënnt, déi, wou Dir elo driwwer schwätzt, dat ass d'Fondatioun Caritas. Dat ass de Sammelbegrëff, wou all 17 - sinn et der 17? - verschidde Organisatiounen dra regruppéiert sinn. Och si selwer hunn an hirem Artikel 2 drastoen: «Elle se doit de s'engager pour le bien-être des hommes et des femmes, quels que

Sommaire des séances publiques n°s 10, 11, 12, 13 et 14

6387 - Projet de loi portant réforme de l'assurance pension et modifiant:	
1. le Code de la Sécurité sociale;	
2. la loi modifiée du 3 août 1998 instituant des régimes de pension spéciaux pour les fonctionnaires de l'État et des communes ainsi que pour les agents de la Société nationale des Chemins de fer luxembourgeois;	
3. la loi modifiée du 26 mai 1954 réglant les pensions des fonctionnaires de l'État;	
4. la loi modifiée du 7 août 1912 concernant la création d'une caisse de prévoyance pour les fonctionnaires et employés des communes et établissements publics;	
5. le Code du Travail	p. 111-122
Déclaration de M. Luc Frieden, Ministre des Finances, relative aux décisions de la Zone Euro sur la Grèce (suivie d'un débat)	p. 123-128
6440 - Projet de loi portant règlement du compte général de l'exercice 2011	p. 128-129
6491 - Comptes du service intérieur de la Chambre des Députés pour l'exercice 2011	p. 129
Résolution concernant les comptes de l'exercice 2011 de la Cour des Comptes	p. 129
Composition de la Commission d'enquête sur le Service de Renseignement de l'État (SREL)	p. 130
Communications	p. 130
Ordre du jour	p. 130
6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013	
- Rapport de la Commission des Finances et du Budget	p. 130-133
Ordre du jour (suite)	p. 134
6497 - Projet de loi portant modification	
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;	
- de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;	
- de la loi générale des impôts modifiée du 22 mai 1931 («Abgabenordnung»);	
- de la loi modifiée du 30 juin 1976 portant 1. création d'un fonds pour l'emploi; 2. réglementation de l'octroi des indemnités de chômage complet;	
- de la loi modifiée du 22 décembre 2006 promouvant le maintien dans l'emploi et définissant des mesures spéciales en matière de sécurité sociale et de politique de l'environnement;	
- de la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée;	
- de la loi modifiée du 30 juillet 2002 déterminant différentes mesures fiscales destinées à encourager la mise sur le marché et l'acquisition de terrains à bâtir et d'immeubles d'habitation	p. 134-136
6500 - Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2013	
- Exposé: M. Luc Frieden, Ministre des Finances	p. 136-138
6021 - Projet de loi concernant le surendettement et portant modification	
1. de l'article 2016 du Code civil;	
2. de l'article 536 du Code de commerce	
et portant abrogation	
1. de la loi modifiée du 8 décembre 2000 sur le surendettement;	
2. de l'article 41 de la loi du 21 décembre 2001 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2002;	
3. de l'article 4.6° du Nouveau Code de procédure civile	p. 138-144
6466 - Projet de loi portant approbation	
- de l'Accord modifiant, pour la deuxième fois, l'Accord de partenariat entre les membres du Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, d'une part, et la Communauté européenne et ses États membres, d'autre part, signé à Cotonou le 23 juin 2000 et modifié une première fois à Luxembourg le 25 juin 2005	
- de l'Acte final	
ouverts à la signature à Ouagadougou le 22 juin 2010 et à Bruxelles du 1 ^{er} juillet au 31 octobre 2010	p. 144-149
Question élargie n°28 de M. Eugène Berger relative au changement de statuts auprès d'un prestataire de services du secteur socio-éducatif conventionné	p. 149

soient leur origine, âge, nationalité ou leurs opinions philosophiques et religieuses.»

Domat denken ech, datt dat ofgeséichert ass. Wéi gesot, mir hunn och mat der Fondatioun Caritas keng Konventioun. Mir hu Konventiounen mat deenen eenzelnen Ennergruppen. An do ass dann ëmmer erëm jeeweileg een aneren Träger, deen do ass. Ech soen ëmmer nëmmen deen éischten, deen ech hei an der Rei stoen hunn.

Bei Famille, enfance et jeunesse ass et zum Beispill d'Anne A.s.b.l., déi dann eng ganz Partie vu sougutt Maison-relais wéi awer och Jugendhäuser oder esou féiert. Dir hutt fir d'Personnes en situation de handicap d'Yolande A.s.b.l. mat dem Institut zu Betzder. D'Personnes âgées: Claire A.s.b.l., déi da Centres intégrés do hunn. An zum Schluss och Solidaritéit, wat Caritas Accueil et Solidarité ass, déi also mat eis Konventiounen och hunn, wéi zum Beispill mat dem Foyer Ulysse, a wou mir also elo an deem Moment net gesinn, datt eng Noutwendegkeet géif bestoen, fir eppes ze änneren, well mer net mat där Fondatioun eng Konventioun hunn, mä nëmme mat deenen eenzelnen Organisatiounen, déi eng Kéier sech

musse selbstverständlech un d'Gesetzter halen an déi op där anerer Säit och selwer an hiren eegene Statuten dat als Obligatioun drastoen hunn, soudatt ech denken, datt mer doranner sécher gestallt hunn, datt weder e Ménsch kann zu eppes forcéiert ginn nach op där anerer Säit een net an esou een Haus kéint erakommen, well en eben anerer Meenung oder anerer Iwwerzeegung wier.

Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci der Madame Familljeministesch. Den Här Berger wëllt keng Zousatzfro méi stellen, soudatt déi Fro dann och domadder definitiv beäntwert wär.

Da si mer och gläichzäiteg um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um néng Auer nees zesummen.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 16.50 heures)

Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzeburger Journal, Zeitung vum Lëtzeburger Vollek

Contenu rédactionnel:

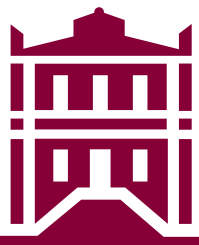
Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Conception, saisie de texte et mise en page:

Espace Médias SA / Polygraphic SA, Differdange

Concept et coordination générale:

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
Session ordinaire 2011-2012		
2207	Emile Eicher et Ali Kaes	Moratoire relatif au paiement des adaptations de prix par le Fonds pour la gestion de l'eau
2283	Fernand Kartheiser	Nomination pour le directoire de la Banque centrale européenne
2304	Anne Brasseur	Renforcement des effectifs de la Bibliothèque nationale
2328	Fernand Kartheiser	Glissières de sécurité
2343	Marcel Oberweis	Éoliennes en forêt
Session ordinaire 2012-2013		
2353	André Bauler	Chemin repris 139 entre Lellig et Herborn
2366	Fernand Kartheiser	Parquet européen
2370	Carlo Wagner	Nouveau pont frontalier à Grevenmacher
2379	Fernand Etgen	Augmentation de capital auprès de la Cargolux
2384	Roger Negri	Nouveau giratoire au lieu-dit «Helfenterbrück»
2385	Fernand Kartheiser	Raton laveur
2391	Josée Lorsché	Internat sociofamilial à Dudelange
2395	Fernand Etgen	Autorisations des véhicules de l'Administration des Ponts et Chaussées
2397	Fernand Kartheiser	Contributions et subventions pour les organisations européennes et internationales
2401	Serge Urbany	Chlore dans les piscines publiques
2404	André Bauler	Zone d'activité au lieu-dit «Flébour» (Michelau)
2405	Jean Colombero	Interrogatoires de la police judiciaire
2406	Jean Colombero	Diffusion de la messe du dimanche
2407	Nancy Arendt	Parc merveilleux de Bettembourg
2410	Marc Lies	Quote-part des communes dans les traitements des enseignants
2411	Marcel Oberweis	eBac
2412	Fernand Etgen	Abris de chasse
2413	Carlo Wagner	Heure d'été
2414	Marcel Oberweis	Politique énergétique
2417	Jean Colombero	Hépatite
2418	Jean Colombero	Suppression d'emplois dans les hôpitaux
2420	Eugène Berger	Formation professionnelle de base
2421	Jean Colombero	Recherche au Luxembourg
2423	Gast Gibéryen	Cartes d'identité
2424	Fernand Kartheiser	Table ronde sur les investissements au Luxembourg
2425	Marcel Oberweis	«Cancer de bitume»
2426	Georges Engel	Reconnaissance du diplôme d'ingénieur diplômé
2429	Nancy Arendt	Nutrition au «Sportlycée»
2430	Jean Colombero	Quote-part des femmes dans le secteur de la santé
2432	Claudia Dall'Agnol et Alex Body	Impôt spécial sur les habitations inoccupées
2435	Lucien Clement	Surpopulation de sangliers au «Haff Réimech» et des dégâts causés aux vignes environnantes
2441	Jean Colombero	Transport en ambulance
2444	Alexandre Krieps	Assurance dépendance
2447	Jean Colombero	Lutte contre le sida
2448	Jean Colombero	Médicaments contenant du cannabis
2449	Léon Gloden	Lycée de Junglinster
2453	Robert Weber	Amélioration de la compétitivité nationale
2454	Robert Weber	Examen-concours pour fonctionnaire de l'État

Session ordinaire 2011-2012

Question 2207 (19.7.2012) de **MM. Emile Eicher et M. Ali Kaes** (CSV) concernant le **moratoire relatif au paiement des adaptations de prix par le Fonds pour la gestion de l'eau:**

Actuellement un moratoire relatif au paiement des adaptations de prix par le Fonds pour la gestion de l'eau a été décrété, ceci suite à un litige juridique survenu lors de l'exécution d'un marché public pour une station d'épuration au sud du pays. Ce moratoire a vraisemblablement déclenché une attitude de réticence quant aux paiements d'adaptations de prix en général et ceci sur l'entièreté du territoire du Grand-Duché.

Dans ce contexte, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances, Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région est d'avis que le jugement attendu aura vraiment caractère de jurisprudence du fait qu'il s'agit ici d'un marché non typique de conception-réalisation forfaitaire à prix révisables et que le litige est porté devant le tribunal d'arrondissement et non devant le Tribunal administratif?

Ce moratoire national aura, le cas échéant et en application de l'article 123 (2) dudit règlement grand-ducal, comme conséquence la revendication d'intérêts de retard de la part des entreprises.

- Par quel biais ces intérêts seront-ils remboursés aux communes et syndicats de communes?

Réponse commune (19.1.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

Les honorables Députés demandent à savoir si, compte tenu du fait que le marché en cause est un marché forfaitaire à prix révisable et que la

juridiction saisie relève de l'ordre judiciaire et non de l'ordre administratif, les ministres s'attendent à ce que des enseignements pour d'autres marchés pourront être tirés de la décision à rendre par le tribunal d'arrondissement.

En vertu de l'article 84 de la Constitution les contestations qui ont pour objet des droits civils sont exclusivement du ressort des tribunaux de l'ordre judiciaire; les litiges tendant à la condamnation au paiement d'une somme d'argent ne sont pas de la compétence des juridictions de l'ordre administratif, quelle que soit la nature du contrat et quelle que soit la qualité des parties au litige. L'ordre judiciaire compétent n'a cependant pas d'incidence sur la réponse à la question posée par les honorables Députés.

L'affaire inscrite sous le n°120.916 du rôle, actuellement pendante devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, soulève des questions de principe sur la lecture de l'article 103, en combinaison avec l'article 104 relatifs aux adaptations des contrats du règlement grand-ducal du 3 août 2009 portant exécution de la loi du 25 juin 2009 sur les marchés publics. La question qui demande à être tranchée est de savoir quelles sont les cotations officielles, les mercures ou les publications sur lesquelles un adjudicataire peut se baser pour faire valoir des variations imprévisibles de prix pour des matières premières pour lesquelles il n'existe pas de publications officielles au Luxembourg. À notre connaissance, les cours et tribunaux n'ont pas eu jusqu'à présent l'occasion de se prononcer sur ces questions, de sorte que, en dépit de l'effet relatif des décisions de justice, la décision à intervenir a vocation à avoir une certaine autorité.

Les honorables Députés demandent encore à savoir par quel biais les communes et syndicats de communes seront le cas échéant remboursés si des intérêts de retard sont réclamés par les fournisseurs.

1) Il n'est d'abord pas certain que des intérêts de retard seront a) réclamés aux, b) dus par les adjudicateurs.

À cet égard, il n'est en effet pas certain que les sommes qui seraient dues en cas d'adaptations de prix soient soumises aux règles applicables aux acomptes fixés par le règlement grand-ducal du 3 août 2009 prévoyant dans certains cas le paiement d'intérêts de retard par l'adjudicataire (art. 123), parce qu'il ne s'agit pas d'acomptes au sens de l'article 119. Les adaptations de prix obéissent à des règles propres dont une des particularités est que les montants dus ne sont pas payables, en principe, en cours d'exécution du contrat.

Il n'en demeure pas moins que le pouvoir adjudicateur qui ne paie pas à l'échéance alors même que la créance est contestée, sait qu'il court le risque d'être condamné à payer l'intérêt de retard au cas où le bien-fondé de la créance est reconnu.

2) Dans l'affaire citée sous rubrique, l'État conteste le caractère important et imprévisible des fluctuations de prix invoquées et fait valoir le non-respect des formalités prévues par le règlement grand-ducal précité. Dans ce contexte, nous renvoyons les honorables Députés également aux réponses communes du Ministre du Développement durable et des Infrastructures, du Ministre des Finances et du Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région aux questions parlementaires n°2205 et n°2206 (cf. *compte rendu n°2/2012-2013*), de sorte que l'État estime qu'aucune adaptation ni a fortiori intérêts de retard ne seraient dus.

L'État est évidemment convaincu d'avoir raison et de se voir confirmé en justice. Dans l'hypothèse toutefois où les juges ne suivraient pas l'État dans son raisonnement, il y aurait d'abord lieu d'examiner au cas par cas les différentes situations: la question des hausses légales se pose-t-elle dans les mêmes termes, des intérêts de retard sont-ils réclamés, dus, et l'envergure de ceux-ci est-elle substantielle par rapport à l'envergure totale de la dépense?

Au vu de cet examen, une ligne de conduite concernant une éventuelle participation aux intérêts de retard en fonction du jugement pourra être fixée.

À noter en effet que si de tels intérêts ne seraient certes pas imputables à la responsabilité des pouvoirs adjudicateurs (les communes), l'action intentée par l'État l'a néanmoins été également dans leur intérêt.

3) Une prise en charge des intérêts de retard par le Fonds pour la gestion de l'eau est à ex-

clure en tout état de cause pour les cas où le caractère important et imprévisible de la hausse des prix ne saurait être raisonnablement établi et où les formalités procédurales n'ont pas été respectées, ainsi que pour les cas éventuels où il en résulterait un dépassement de l'enveloppe d'aide fixée par une loi spéciale.

Question 2283 (7.9.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **nomination pour le directoire de la Banque centrale européenne:**

D'Europaparlament blockéiert d'Nomination vum Här Yves Mersch fir den Directoire vun der EZB, well hie keng Fra ass. D'Lëtzebuurger Regierung huet sech jo selwer ëmmer nees fir Fraequoten an de Verwaltungsréit an a Féierungspositionen ausgeschwat.

Allerdéngs hat den Här Premierminister d'Verlängerung vu sengem Mandat als Chef vum Eurogroup un d'Nomination vum Här Mersch als Member vum EZB-Direktorium gebonnen.

Dowéinst wollt ech den Här Premierminister froen:

1. Wéi beuerteelt d'Lëtzebuurger Regierung d'Verhale vum Europaparlament an der Fro vun der Nominierung vum Här Mersch?

2. Ass d'Regierung nach ëmmer der Meenung, datt Fraequote sënnavoll sinn?

3. Wéi geet elo d'Nominationsprozedur vum Här Mersch virun? Kéint den Europäesche Ministerrat sech an dës Fro iwwert d'Europaparlament ewechsetzen?

4. Gëtt den Här Premierminister seng Demission als Chef vum Eurogroup, wann den Här Mersch ieren net sollt nominéiert ginn?

Réponse (9.1.2013) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*:

Den Deputéierte stellt dräi Froen am Zesammenhang mat der Nomination vum Här Yves Mersch an den Directoire vun der Europäescher Zentralbank, besonnesch iwwert d'Verhale vum Europaparlament an de méigleche Konsequenze fir den Eurogroup-Chef.

D'Evolution vum der Prozedur huet dës Fro beantwärt.

A puncto Fraequote wëllt d'Regierung den Deputéierten drop hiweisen, datt d'Europäesch Kommissioun viru Kuerzem Propositionen zu deem Sujet gemaach huet an datt d'Regierung deene Virschléi am Prinzip favorabel géintiwuert steet.

Question 2304 (20.9.2012) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant le **renforcement des effectifs de la Bibliothèque nationale:**

Madame la Ministre a fait savoir que la Bibliothèque nationale aimerait recourir à des étudiants de l'Université du Luxembourg pour renforcer le personnel afin de permettre de prolonger les heures d'ouverture. Cette demande se heurterait à une opposition émanant du Conseil de Gouvernement.

- Dans ce contexte, j'aimerais savoir quelles sont les raisons à la base de cette opposition et comment Madame la Ministre pense pouvoir donner satisfaction à la demande de la BNL, demande qui est dans l'intérêt des lecteurs.

Réponse (12.12.2012) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture*:

La question parlementaire n°2304 de Madame la Députée Anne Brasseur appelle de ma part les considérations suivantes.

Avant d'entrer dans le vif du sujet, j'aimerais statuer que je n'ai pas l'habitude de commenter des propos hors contexte qui me sont attribués de manière aussi indirecte et imprécise. Il me paraît d'ailleurs invraisemblable que j'aie cherché à me cacher derrière une prétendue décision gouvernementale.

Ceci dit, le sujet de l'occupation d'étudiants est généralement le corollaire d'une discussion concernant les heures d'ouverture des instituts culturels. Qui dit ouverture d'instituts culturels hébergeant des valeurs souvent rares et précieuses ne peut pas uniquement penser à l'occupation d'étudiants; il doit aussi faire les comptes du côté de la logistique à mettre en œuvre pour pouvoir consolider l'offre supplémentaire en heures d'ouverture.

Bref, et sans vouloir décourager les attentes légitimes des nombreux visiteurs de la Bibliothèque nationale ou des autres instituts culturels, je me dois de faire remarquer que l'extension des heures d'ouverture des instituts culturels est aussi un problème de ressources humaines et financières d'une façon plus générale.

Pour ce qui concerne les ressources humaines, l'honorable Députée n'ignore pas les contraintes budgétaires et juridiques qui pèsent sur la création d'emplois publics. Il convient également de définir le statut des étudiants à occuper le cas échéant, tout comme il y a lieu de veiller à l'égalité des chances des demandeurs d'emploi, sans oublier l'aspect de la fixation de la rémunération des étudiants.

À l'état actuel de la législation, c'est-à-dire en l'absence de dispositions spécifiques réglant l'emploi d'étudiants en dehors des vacances scolaires, un étudiant serait recruté sur le marché de l'emploi ordinaire où il serait en concurrence avec tout autre demandeur d'emploi remplissant des conditions de recrutement similaires. Comme les dispositions spéciales du Code du Travail en matière de travail de vacances ne sont pas applicables, l'employeur privé doit au moins payer le salaire social minimum, tandis que l'employeur public de la fonction publique classique doit se conformer à la législation sur le régime de l'employé de l'État ou, pour les travaux manuels, au contrat collectif des ouvriers de l'État.

Dans le cas d'un recrutement par le Ministère de la Culture pour le compte du service public d'un institut culturel, l'étudiant devrait donc, à l'instar d'autres personnes occupées dans les mêmes services, remplir au moins les conditions pour l'accès à une carrière inférieure à moyenne de l'employé de l'État.

Tout acteur public qui veut occuper des étudiants universitaires sans être autorisé à engager des employés privés est donc lié à la fois par la législation en vigueur en matière de droit de la fonction publique et par celle en matière de droit du travail commun et il doit respecter la procédure budgétaire obligatoire en matière de création de postes dans la fonction publique (procédure dite du «*numerus clausus*»).

Or, l'application de la grille des salaires de la fonction publique conduirait très probablement à une distorsion entre salaires pratiqués sur les marchés de l'emploi étudiant privé et public, tout comme l'exécution des dispositions de la loi modifiée du 27 janvier 1972 fixant le régime des employés de l'État aurait pour conséquence d'éliminer dès le départ tous les étudiants qui ne sont pas parfaitement trilingues luxembourgeois, français et allemand.

Je peux rassurer Madame la Députée que je reste favorable à coopérer dans le sens d'une solution viable, durable et homogène du problème de l'emploi des étudiants. Toutefois, il s'agit en l'occurrence d'un projet complexe qui ne peut pas uniquement se focaliser ni sur la situation des instituts culturels de l'État ni sur l'engagement d'étudiants.

Question 2328 (28.9.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les glissières de sécurité:

En Donneschdeg, de 27. September, ass op der A7 e Motorrafsfuereger vun 71 Joer déidlech verongléckt. Den Émstänn no ass d'Accident kaum op ze vill eng héich Vitesse zréckzeféieren. Et schéngt, wéi wann de Pilot op der naasser Strooss ausgerutscht wär.

De Motorrafsfuereger ass mam Kierper an d'Leitplanke geroden. Op de Fotoen aus der Press, op deenen d'Motorrad ze gesinn ass, sinn nëmmen „einfach“ Leitplanken ze gesinn.

Dowéinst géif ech dem Här Minister dës Fro stellen:

1. Waren op där Plaz, wou de Motorrafsfuereger verongléckt ass, einfach oder duebel Leitplanken?

2. Ass de Minister sech bewosst, datt duebel Leitplanken am Fall vun engem Accident mat Motoe kënnen Lieue retten?

3. Gëtt et e Plang fir systematesch duebel Leitplanken opzerrichten? Wa jo, a wéi engem Zäitplang soll dëse Plang ëmgesat ginn?

4. Besteet nach ëmmer d'Spezialkommissioun fir d'Sécherheet vun de Motorrafsfuereger, an där och d'Motorrafsfederatioun mat agebonne sinn? Wa jo, wéini ass dës fir d'Lescht zesummekomm? Wa neen, wat waren d'Grënn fir dës Kommissioun ofzeschaffen oder net zesummenzeruffen?

Réponse (11.12.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur les glissières le long de l'A7 où s'est déroulé un accident de moto mortel le 27 septembre 2012.

L'on précise tout d'abord que l'endroit en question, à savoir la bretelle de sortie de l'échangeur Mierscherbiérg en direction de Lorentzweiler, en très légère courbure vers la droite, est doté de glissières de protection standard avec des profils en sigma.

L'Administration des Ponts et Chaussées procède depuis des années à la mise en place respectivement au remplacement des glissières de protection selon les nouvelles normes en vigueur sur le réseau routier afin que des glissières de sécurité supplémentaires pour les motocyclistes soient installées. Ainsi, à des endroits potentiellement dangereux des glissières supplémentaires spéciales «*motocycles*» ou bien des bacs à gravier ont été mis en place en remplacement des glissières ordinaires.

Enfin, la Commission de la Circulation de l'État est chargée de constituer les groupes de travail particuliers, d'en définir leur mission et de désigner leurs membres. Ainsi existe le groupe «*audit de sécurité*» susceptible d'analyser de tels problèmes. D'autre part, le département des Transports préside également un groupe de travail «*motocyclistes*» qui a notamment comme mission de préparer les campagnes de sensibilisation particulière aux motocyclistes et qui se prononce sur la formation, dans le cadre du permis, des motocyclistes.

Question 2343 (8.10.2012) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant les éoliennes en forêt:

Die luxemburgische Regierung hat sich verpflichtet, den Anteil der erneuerbaren Energien am Gesamtenergieverbrauch auf 11% bis zum Jahre 2020 anzuheben. Neben der Biomasse und der Photovoltaik bietet sich in einem verstärkten Maß die Windenergie an. Immerhin sollen weitere 90 Windenergieanlagen bis 2020 errichtet werden.

Wissend, dass die Flächen zur Errichtung von Windenergieanlagen besonderen Kriterien unterliegen und nicht genügend Freiflächen zur Verfügung stehen, bietet sich die Möglichkeit an, diese in den Wäldern, dies unter Berücksichtigung von umweltschützerischen Auflagen, aufzustellen. Die Hersteller bieten mittlerweile Windenergieanlagen mit einer Nabenhöhe bis zu 100 m und mehr an, so dass ein grundsätzlicher Ausschluss der Windenergienutzung über Wald in der turbulenzarmen Zone über den Baumkronen denkbar ist.

Wissend, dass die Wälder komplexe Ökosysteme und Lebensraumspender für u. a. bedrohte Arten sind sowie den Menschen Erholung bieten, sind bestimmte Bedingungen einzuhalten. Die Windenergienutzung über Wald kann nur in intensiv forstwirtschaftlich genutzten Wäldern durchgeführt werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für nachhaltige Entwicklung und Infrastrukturen sowie dem Herrn Minister für Wirtschaft folgende Fragen stellen:

- Wurdens bereits Waldflächen, hinsichtlich der Standortfindung und der Umweltverträglichkeitsprüfung, für die Windenergienutzung über Wald untersucht?

- Ist im Fall der Windenergienutzung über Wald eine ökologische Bauüberwachung und -begleitung vorgesehen, ähnlich wie dies in anderen EU-Mitgliedstaaten der Fall ist?

- Welcher Mindestabstand wird in Luxemburg zwischen der unteren Rotorblattspitze und dem Kronendach des Waldes eingehalten, in der Literatur wird von 60 m gesprochen?

- Welche Mindestfläche wird bei der Errichtung von Windenergieanlagen über Wald benötigt?

Réponse (19.12.2012) de **M. Marco Shank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Der Luxemburger Aktionsplan für erneuerbare Energie sieht einen Ausbau des Potenzials der Windenergie in Luxemburg bis auf eine jährliche Produktion von 239 GWh im Jahre 2020 vor. Im Rahmen der Ausarbeitung des Luxemburger Aktionsplans, welcher auf der LUXRES-Studie „Bestimmung der Potenziale und Ausarbeitung von Strategien zur verstärkten Nutzung von erneuerbaren Energien in Luxemburg“ basiert, wurden keine spezifischen Waldflächen als Standorte für Windenergieanlagen untersucht, da zu diesem Zeitpunkt aufgrund von technologischen Erwägungen, besonders aufgrund der damals verfügbaren Turmhöhen, die Möglichkeit für eine Nutzung auf Waldflächen als nicht darstellbar angesehen wurde. Nach dem derzeitigen Wissensstand müsste das bis zum Jahre 2020 auszuschöpfende Potenzial in Luxemburg ohne die Benützung von Waldflächen zu realisieren sein, dies allerdings nur unter der Voraussetzung, dass sich auf den Flächen mit hohem Windenergiepotenzial die dort vorangetriebenen Projekte als genehmigungsfähig erweisen.

Die bisher in Luxemburg im Rahmen der Genehmigungsprozeduren offiziell eingereichten Projekte betreffen lediglich Standorte im Offenlandbereich. Aus diesem Grunde wurden seitens der staatlichen Verwaltungen bisher keine Waldstandorte für Windkraftanlagen untersucht.

Die Wälder Luxemburgs stellen ein wichtiges Ökosystem dar, sind Rückzugsbiotop für viele gefährdete Tierarten und genießen seit Jahrzehnten einen strengen gesetzlichen Schutz. Der Bau von Windkraftanlagen innerhalb des Waldareals würde lokal zu einer direkten Zerstörung des Waldes führen sowie zu einer allgemeinen Verschlechterung des Ökosystems Wald beitragen.

Im Rahmen der von Luxemburg eingegangenen Verpflichtungen im Bereich der erneuerbaren Energien werden wir die Nutzung von Windenergie mittelfristig genauer analysieren und eine genaue Abwägung mit den Zielen des Natur- und Artenschutzes vornehmen.

Session ordinaire 2012-2013

Question 2353 (15.10.2012) de M. André Bauler (DP) concernant le chemin repris 139 entre Lellig et Herborn:

Depuis une quinzaine d'années, le chemin repris entre Lellig et Herborn se trouve sur une large partie du trajet dans un état de dégradation progressive (CR139).

Voilà pourquoi j'ose poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Quelles sont les raisons qui ont empêché jusqu'à ce jour le département des Travaux publics de réaliser le renouvellement du CR139 sur le tronçon évoqué ci-dessus?

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur un éventuel projet de redressement du CR139 entre Lellig et Herborn?

- L'éventuel réaménagement du chemin repris en question risque-t-il de figurer parmi les projets d'infrastructure qui devront être abandonnés en raison des mesures d'économies à réaliser dans le cadre du projet de budget 2013?

- Dans la négative, est-il possible d'indiquer l'échéancier selon lequel Monsieur le Ministre entendrait parer au plus tard à cette situation déplorable?

Réponse (11.12.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député souhaite avoir des précisions sur le CR139 entre Lellig et Herborn.

Il est vrai que le chemin repris CR139 entre Lellig et Herborn ne se trouve actuellement pas dans un bon état entre les P.K. 9.900 et 10.420, donc précisément sur le tronçon Hierbermillen jusqu'à l'intersection avec le CR135 menant vers Berbourg.

En effet, ce tronçon ne bénéficie pas d'une couche de roulement constituée de béton bitumineux, mais seulement d'un enduisage superficiel soit goudronnage, qui présente des ornières qui sont dues en particulier à une couche de fondation de portance insuffisante.

La partie subsistante du CR139 se trouve dans un état convenable, même si la route est assez étroite et qu'à quelques endroits les accotements font défaut.

Un avant-projet afférent avec devis est établi par mes services. L'on envisage également la mise en place d'une nouvelle conduite d'eau par l'administration communale. En outre,

l'analyse des conséquences sur l'impact environnemental ainsi que les mesures de protection à prendre lors de la réalisation du projet sont disponibles.

Ce projet sera réalisé en fonction des moyens budgétaires disponibles.

Entre-temps, l'administration procédera à tous les travaux de réflexion qui s'avéreront nécessaires sur le tronçon précité, pour autant que les moyens budgétaires pour travaux d'entretien le permettent.

Question 2366 (22.10.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le parquet européen:

Zënter enger Rei Jore gëtt um Niveau vun der EU iwwert d'Kreatioun vun engem „Parquet européen“ diskutéiert. Déi Europäesch Kommissioun schéngt bereet ze sinn, bannent kuerzem dem Conseil e Projet fir e Règlement ze proposéieren, an deem esou en Organ soll iwwert de Wee vun enger „verstärkter Zesummenaarbecht“ tèschent enger begrenzter Zuel vu Memberstater virgeschloen ginn. E puer Memberlänner wëllen nämlech bei esou enger Initiativ net matmaachen.

An op d'mannst dräi europäeschen Décisionen (8. Abrëll 1965, Conseil européen vu Laeken vum Dezember 2001 a Conseil européen vu Bréssel vum Dezember 2003) gouf festgehale, datt Lëtzebuerg sollt de Sëtz vun esou engem Parquet kréien.

An deem Kontext wëllt ech dem Premierminister an dem Ausseminister dës Fro stellen:

1. Kann d'Regierung bestätegen, datt de Projet vun engem „Parquet européen“ soll an noer Zukunft méi konkret ginn?

2. Wëll d'Regierung sech dofir asetzen, datt Lëtzebuerg, esou wéi et festgehalen gouf, de Sëtz vun deem „Parquet européen“ kritt?

3. Wëll d'Regierung sech dofir asetzen, datt et sech dobäi net ëm e Pro-forma-Sëtz handelt an datt dat ganzt Personal vu Lëtzebuerg aus täteg ass?

Réponse commune (14.12.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

1. Jo, no den Informatiounen, déi eis virleien, schafft d'Kommissioun enger Initiativ iwwert de „Parquet européen“, déi sollt virum Summer 2013 virgestallt ginn.

2. Jo, d'Regierung wëllt sech dofir asetzen, datt Lëtzebuerg, esou wéi festgehalen, och de Sëtz vun „Parquet européen“ kritt.

3. Jo, d'Regierung wëll sech dofir asetzen, datt et sech dobäi net ëm e Pro-forma-Sëtz handelt.

Question 2370 (24.10.2012) de M. Carlo Wagner (DP) concernant le nouveau pont frontalier à Grevenmacher:

Selon mes informations, la construction d'un nouveau pont frontalier à Grevenmacher aura pour conséquence la fermeture de la traversée de la Moselle à Grevenmacher pour trois mois.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, comment sera dévié le trafic pendant cette période?

- Est-il prévu notamment, en collaboration avec les services compétents allemands, de diriger les flux du trafic directement sur les grands axes routiers (A1, A13)?

- Dans le cas contraire, Monsieur le Ministre ne craint-il pas une surcharge des autres ponts frontaliers et notamment de celui à Wormeldange, en particulier pendant les heures de pointe?

Réponse (11.12.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert au sujet de la construction du nouveau pont transfrontalier à Grevenmacher.

En effet, la construction du nouveau pont frontalier sur la Moselle entre Grevenmacher et Wellen devra se faire moyennant une fermeture de la traversée du pont de quatre mois et demi. La période de fermeture devra être mise à profit pour permettre tout d'abord la démolition de l'ouvrage actuel, piles incluses, ensuite la fi-

nalisation des nouvelles piles se trouvant de par des contraintes topographiques partiellement au même endroit que les piles existantes et finalement la mise en place du tablier du nouveau pont suivi par des travaux routiers.

Ces travaux qui s'enchaînent sont constitués en partie de phasages de haute complexité et ne sont que difficilement compressibles dans le temps. S'agissant d'une structure presque exclusivement métallique, sa conception est cependant telle qu'un préassemblage des travées d'approche ainsi que de la partie centrale comprenant l'arc peut se faire avant la mise hors service du pont existant de sorte que la durée des travaux sera fortement réduite.

Comme lors de tout chantier de réhabilitation ou de reconstruction de pont traversant la Moselle ces dernières années, le trafic ne pourra que se répartir sur les ponts voisins.

En étroite collaboration avec les autorités compétentes allemandes, il est prévu d'orienter les flux de trafic dans la mesure du possible sur les grands axes routiers. Il n'en reste pas moins qu'une partie de la circulation choisira le pont de Wormeldange pour traverser la Moselle et des mesures ponctuelles temporaires ont été analysées au droit de Wormeldange pour réduire les perturbations de trafic autant que possible notamment aux heures de pointe. Ainsi il sera possible de décroiser les flux de trafic à quelques points névralgiques notamment par l'instauration temporaire d'un sens unique afin d'accroître respectivement de conserver la fluidité du trafic.

Question 2379 (16.10.2012) de M. Fernand Etgen (DP) concernant l'augmentation de capital auprès de la Cargolux:

Il me revient par voie de presse dans le cadre des négociations menées sur une éventuelle augmentation de capital de la société Cargolux, Monsieur le Ministre du Développement durable est cité dans la presse avec des déclarations contradictoires. Lors de la table ronde avec les acteurs de l'aviation et les syndicats cette semaine, le Ministre du Développement durable et Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur ont affirmé que lors d'une augmentation du capital le poids des différents actionnaires devrait rester inchangé. Dans l'édition du «Lëtzebuerger Land» d'aujourd'hui, Monsieur le Ministre est cité avec les propos suivants: «Infrastrukturminister Claude Wiseler (CSV) unterstreicht nicht zum ersten Mal, dass Luxair und Cargolux private Unternehmen seien, und macht deutlich, dass auch die staatlichen Akteure bei eventuellen Kapitalerhöhungen von Cargolux nicht wiederholt mitmachen könnten. Eine Insolvenz schließt er deswegen nicht aus.»

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la stratégie du Gouvernement en vue des augmentations de capital qui s'annoncent auprès de la Cargolux?

- Plus précisément, Monsieur le Ministre peut-il m'informer laquelle des déclarations citées dans la presse s'avère être exacte?

Réponse (4.1.2013) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

L'honorable Député s'enquiert au sujet de la stratégie du Gouvernement en vue d'une augmentation du capital de la société anonyme Cargolux.

La question ayant été posée dans le contexte d'une situation différente de l'actionnariat (présence de Qatar Airways), elle n'est, vu la situation actuelle, plus de circonstance.

Question 2384 (30.10.2012) de M. Roger Negri (LSAP) concernant le nouveau giratoire au lieu-dit «Helfenterbrück»:

À l'intersection des routes nationales n°s 5 et 34 au lieu-dit «Helfenterbrück» à Bertrange, un nouveau giratoire surplombant les voies ferrées est en voie de construction.

En date du 23 mai 2003, le Gouvernement a retenu, dans le cadre de la construction d'une deuxième école européenne à Bertrange/Mamer, que ce giratoire serait construit de façon à permettre l'aménagement d'une troisième voie ferrée dans l'intérêt de la promotion du rail en tant que moyen de transport performant entre la ville de Luxembourg et la région de l'ouest.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que le gabarit de l'ouvrage en question tient toujours compte d'un tel aménagement à trois voies?

Réponse (11.12.2012) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert au sujet de la construction d'un nouveau giratoire surplombant la N5 et N34 à «Helfenterbrück».

Le gabarit du tunnel construit dans le cadre du réaménagement du carrefour N5/N34 a été élargi de 4,4 mètres à une largeur totale de 16 mètres.

Cette «surlargeur» de 4,4 mètres a été définie ensemble avec le service technique des CFL afin de permettre à moyen ou long terme l'aménagement d'une troisième voie ferrée.

Question 2385 (30.10.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le raton laveur:

De Wäschbier ass en Déier, dat net op natierlech Wee an eis Regiounen agewandert ass. Déi Spezies gouf an der Mëtt vum 20. Jorhonert aus Nordamerika importéiert an ausgesat. An der Tëschenzeit huet se sech och an eis Regiounen ausgebreit. Am Joer 2007 gouf an der Antwort op eng parlamentaresch Ufro festgestallt (cf. *question parlementaire n°1936 - compte rendu n°1/2007-2008*), datt déi Déiere bis dohin haaptsächlech am Éislek gesi goufen.

An dësem Zesummenhang wollt ech dem Här Umweltminister folgend Froe stellen:

1. Gëtt et zu Lëtzebuerg aktuell Asiichten iwwer de Bestand vum der Populatioun vum de Wäschbieren (regional Verbreedung an zueleméisseg Schätzung)?

2. Wéi schätzt d'Regierung den Afloss vum de Wäschbieren op d'Déieren an d'Planzewelt hei am Land an? Gëtt et Informatiounen iwwer Schied un Haiser oder un Infrastrukturen duerch Wäschbieren?

3. Gëtt et aktuell Mesuren, fir d'Populatioun vum de Wäschbieren zueleméisseg ze steieren ouni se missen ze joen?

Réponse (19.12.2012) de M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

Et gëtt keng aktuell Statistiken iwwer d'Vebreedung an d'Unzuel vum de Wäschbieren zu Lëtzebuerg. Aus der leschter Etüd vum Joer 2002 war awer erauskomm, dass déi Aart méi am Éislek wéi am Guttland verbreet ass.

Den Afloss vum Wäschbier op eenheemesch Planzen an Déieren dierft net vill anescht si wéi an Däitschland, wou e ganz geréng ass (cf. Hohmann & Bartussek 2001). Informatiounen iwwer Schied duerch Wäschbieren un Haiser oder un Infrastrukturen zu Lëtzebuerg gëtt et keng.

Säit dem 1. August 2011 kann de Wäschbier awer dat ganz Joer iwwer bejot ginn. Dat heescht, dass d'Naturverwaltung elo geschwénn déi éischt Auswärtung ka maachen iwwer geschosse Wäschbieren hei am Land. Déi Analys wäert eis Informatiounen ginn iwwer d'Zuel vu geschossene Wäschbieren, mä och iwwer déi geografesch Verdeelung vum där Zuel, an domadder kréie mer eng Indikatioun iwwer d'Vebreedung.

Déi eenzeg Alternativ wier, fir de Wäschbier mat Falen nozestellen. Dat hätt awer da keng legal Basis, wier deemno illegal.

Weider Informatiounen fannt Der ënnen:

- Schley, L. (2002) Expansion géographique de quelques espèces de mammifères en Europe: le rat musqué, le ragondin, le raton laveur, le chien viverrin, le vison d'Amérique, le castor d'Eurasie et le lynx - Situation au Grand-Duché de Luxembourg et conséquences. Administration des Eaux et Forêts, Luxembourg, 102 pp.;

- Hohmann, U. & Bartussek, I. (2001) Der Waschbär. Verlagshaus Reutlingen-Oertel & Spörer, Reutlingen, 200 pp.

Question 2391 (2.11.2012) de Mme Joséé Lorsché (déi gréng) concernant l'internat sociofamilial à Dudelange:

Le programme 2013 des dépenses du Fonds d'investissement public sanitaire et social prévoit la somme de 600.000 € pour la construc-

tion d'un internat sociofamilial sur l'ancien site du Centre national de l'audiovisuel (CNA) à Dudelange. Considérant, d'une part, le nombre croissant de familles monoparentales et de familles en détresse et, d'autre part, le manque évident de structures pouvant accueillir des enfants et des jeunes en détresse, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer qu'un internat sociofamilial sera construit sur le site en question?

2) Dans l'affirmative, dans quel délai ce projet sera-t-il réalisé?

3) Quelle est la catégorie d'âge à laquelle cet établissement s'adressera et quel est le nombre estimatif d'enfants ou de jeunes pouvant être accueillis dans cet établissement?

4) Pour quelle raison la somme prévue pour la construction de cet établissement dans les années précédentes a-t-elle été réduite de façon considérable?

5) Est-ce qu'une étroite collaboration du Ministère du Développement durable et des Infrastructures avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration a lieu pour définir les besoins d'accueil ainsi que le concept global du projet?

Réponse (11.12.2012) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Députée s'enquiert au sujet de la construction d'un internat sociofamilial sur l'ancien site du CNA à Dudelange.

En effet, un internat sociofamilial sera construit dans le cadre de la rénovation des locaux ayant abrité le CNA, adjacents aux locaux hébergeant déjà la Fondation Pro Familia.

Les bureaux d'études mandatés poursuivront les études d'avant-projet sommaire («APS») et d'avant-projet détaillé (APD) sur base de l'étude de faisabilité approuvée par toutes les parties. Par la suite, les autorisations requises pourront être demandées fin 2013. Les travaux pourraient donc débuter fin 2014 et en tenant compte d'une durée de chantier estimée à deux ans, le bâtiment devrait être disponible pour fin 2016.

Le programme de construction élaboré par la Fondation Pro Familia prévoit 30 places pour des enfants âgés de six à 13 ans.

Le projet est à charge du Fonds d'investissement public sanitaire et social a été réduit de six à quatre millions d'euros. Le projet de construction initial prévoyait de construire l'internat sur un terrain adjacent sis rue Zinnen et de réaffecter le bâtiment ayant abrité le CNA pour les besoins d'un centre polyvalent pour enfants. Pour des raisons d'économies, ce projet a été réorienté en prévoyant la rénovation des anciens locaux du CNA pour les besoins de l'internat sociofamilial.

À noter enfin que le programme de construction a été approuvé par Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration. L'Administration des Bâtiments publics et les bureaux d'architecte et d'études mandatés ont travaillé en étroite collaboration avec les responsables de la Fondation Pro Familia.

Question 2395 (5.11.2012) de M. Fernand Etgen (DP) concernant les autorisations des véhicules de l'Administration des Ponts et Chaussées:

Selon mes informations, les services compétents de l'Administration des Ponts et Chaussées se voient obligés d'introduire chaque année auprès du département des Transports une demande d'autorisation afin de pouvoir augmenter la masse maximale de leurs véhicules destinés au service d'hiver. De même, une autorisation de circuler pour les chasse-neiges est requise dans un rythme quinquennal. Parallèlement, une demande doit être introduite chaque année auprès de l'Administration des Douanes et Accises en vue d'une exemption de paiement du droit d'usage pour le réseau autoroutier pour les véhicules concernés.

Considérant que le Gouvernement entend promouvoir la simplification administrative, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'une autorisation unique valable jusqu'à leur mise hors service serait suffisante pour les véhicules concernés?

- Dans l'affirmative, comment et dans quels délais Monsieur le Ministre entend-il simplifier les procédures en question?

Réponse commune (19.12.2012) de Mme Octavie Modert, Ministre à la Simplification administrative auprès du Premier Ministre, et de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert si le Gouvernement entend, dans le cadre de la simplification administrative, introduire une autorisation unique en matière de circulation et de taxation des véhicules de l'Administration des Ponts et Chaussées qui sont utilisés dans le cadre du service hivernal.

En effet, l'on précise tout d'abord que le service hivernal est assuré conjointement par l'Administration des Ponts et Chaussées et les administrations communales et, le cas échéant, des entreprises privées susceptibles de les épauler en cas de besoin afin de maintenir la fluidité du trafic. Par conséquent, prévoir des autorisations spéciales se limitant aux seuls véhicules de mes services n'est pas envisageable.

D'une part, en ce qui concerne la masse maximale des véhicules, une autorisation individuelle doit être sollicitée en vertu de l'article 7 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques qui est alors délivrée dans des cas exceptionnels lors de la première immatriculation. Cette autorisation reste valable pour toute la durée de vie du véhicule.

D'autre part, une autorisation quinquennale pour les véhicules chasse-neige est requise par les textes réglementaires.

Mes services analyseront cependant l'opportunité de l'octroi d'autorisations dont la validité serait liée à la mise hors service du véhicule concerné, tout en tentant d'établir un relevé d'autres véhicules également susceptibles d'être couverts par une telle autorisation unique.

Question 2397 (7.11.2012) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les contributions et subventions pour les organisations européennes et internationales:

An Zäiten, wou muss gespuert ginn, ass et wichteg, de Budget vun all Ministère op d'Noutwendegkeet vun den Dépensen hin ze iwwerpräiwen.

An dësem Kontext hannerfreet d'ADR och déi finanziell Kontributiounen a Subventiounen vun eisem Land fir déi europäesch oder international Organisations. De Projet de loi iwwer de Budget fir d'Joer 2013 gëtt dozou net genuch Präzisiounen.

Dowéinst wëll ech dës Froen un den Här Ausseminister stellen:

1. Kann den Här Minister der Chamber eng detailléiert Opschlüsselung vun alle lëtzebuergerische Kontributiounen oder Subventiounen, souwuel a relativen, wéi an absoluten Zuelen, zu de verschiddenen europäeschen an internationalen Organisations ginn, an deenen eist Land Member ass oder aus soss Grënn kontribuëiert?

2. Kann den Här Minister der Chamber all Kontributiounslëschtchen vun allen europäeschen an internationalen Organisations zoukomme loossen, an deenen eist Land Member ass, oder zu deenen et soss kontribuëiert, mat de Kontributiounen vun allen hire Memberstaten, an de jeeuweilgen, aktuelle Verdeelungsschlëselen?

3. Kann den Här Minister der Chamber eng detailléiert Opschlüsselung no sougenanntenen „obligatoreschen“ a „fräiwëllegen“ Kontributiounen oder Subventiounen ginn, mat enger detaillierter Erklärung fir all fräiwëlleg Kontributioun oder Subventioun souwuel iwwer hir Héicht wéi iwwer hiren Zweck?

Réponse (11.1.2013) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères:

Op d'Fro vum Här Deputéierte Fernand Kartheiser iwwer déi finanziell Kontributiounen a Subventiounen vun eisem Land fir déi europäesch oder international Organisations, kann ech déi folgend Antwort liwweren:

Déi obligatoreschen Kontributiounen a Subventiounen un europäesch an international Organisations an deene Lëtzebuerg Member ass (Artikel 35.030), wéi och de Prozentsaz vum Lëtzebuerger Bättrag zum ganze Budget, si fir 2013 op dës Montanten estiméiert ginn:

Organisation	€	Prozentsaz
NU - Contributions aux budgets ordinaires	1.665.407	0,081%
Réfection du siège de l'ONU	186.030	0,081%
Organisation du Traité Atlantique Nord (OTAN)	251.206	0,139%
Organisation pour la coopération et le développement économique (OCDE) y compris l'agence internationale de l'énergie	741.265	0,33%
Conseil de l'Europe, y compris le Fonds européen pour la jeunesse	646.402	0,231%
Union de l'Europe Occidentale (UEO) - Budget spécial d'exécution des tâches administratives résiduelles suite à la dissolution de l'UEO	48.264	0,31%
Union économique BENELUX	477.408	6%
Bureau International du Travail (BIT)	270.206	0,081%
Organisation mondiale des Douanes (OMD)	33.180	0,161%
Organisation mondiale du Commerce (OMC)	630.975	0,412%
Institut international pour l'unification du droit privé (UNIDROIT)	12.250	*
Conférence de La Haye de Droit international privé	19.182	UPU**
Cour permanente d'arbitrage de La Haye	3.237	UPU**
Bureau international pour la publication du tarif douanier	6.780	0,081%
Organisation maritime internationale	51.956	0,13%
OSCE: a) Organisation pour la sécurité et pour la coopération en Europe	464.846	***
b) Divers: Court of conciliation & arbitration	417	0,47%
WASSENAAR Arrangement	2.593	0,1429%
Tribunal international sur l'ex-Yougoslavie	85.265	0,081%
Tribunal international sur le Rwanda	54.849	0,081%
Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) - Budget ordinaire (partie 1, payable en US\$)	28.039	0,081%
Organisation du traité d'interdiction complète des essais nucléaires (OTICE) - Budget ordinaire (partie 2, payable en €)	54.386	0,081%
OIAC - Prohibition des armes chimiques	59.711	0,081%
Cour pénale internationale	146.078	0,081%
Union européenne - Centre satellitaire et Centre d'études de sécurité de l'UE	44.153	****
Tribunal international de la Mer	11.739	0,081%
International Seabed Authority	5.985	0,081%

* Le système de contribution UNIDROIT se réfère au système de l'ONU. Comme la contribution du Luxembourg au budget de l'ONU évolue entre 0,05% et 0,11%, le Luxembourg contribue cinq unités de 2.450 € (total 12.250 €).

** Le financement des activités de l'UPU (Union Postale Universelle) est indépendant du système des Nations Unies. Toutes les dépenses budgétaires sont financées conjointement par les Pays membres selon un système de classes de contribution. Lors de leur admission, les nouveaux membres peuvent choisir l'une des dix classes de contribution comprenant de 1 à 50 unités. Les contributions du Luxembourg sont l'équivalent de trois unités UPU.

*** à l'OSCE deux clés budgétaires s'appliquent pour le Luxembourg: 0,47% pour les contributions au budget «institutionnel/ Secrétariat général» et 0,25% pour le budget pour les missions.

**** La réponse à la question parlementaire n°2398 a fourni davantage de détails sur les contributions du Luxembourg au budget de l'UE (cf. *compte rendu* n°3 /2012-2013).

D'Kontributiounen zu den UNO-Missiouen (Artikel 35.032) sinn op dem nämlechten Prozentsaz baséiert wéi all aner lëtzebuergesch Kontributioun déi un d'UNO geet (0,081%).

Wat déi sougenannten «fräiwëlleg» Kontributiounen ugeet, sou sief ze bemierken, dass, wéi hiren Titel et scho verréit, dës Kontributiounen fräiwëlleg sinn. Déi Zuelen, déi am Budget 2013 stinn, si just Indikatiounen. Et ass um Minister, fir déi definitive Decisioun ze huelen, zu wellechem Zweck dës Kontributiounen a Subventiounen schlussendlech benotzt solle ginn.

Et ass och wichteg ze ennersträchen, dass dës fräiwëlleg Kontributiounen en essentielle budgetäre Moya sinn, fir déi politesch Prioritéit vum der Lëtzebuerg Aussepolitik, déi all Joer an der Ried zur Aussepolitik presentéiert ginn, emsetzen. Dës fräiwëlleg Kontributiounen sinn also indispensable, fir kënnen Akzenter ze setzen an deenen Domäner, déi net vun der Défense- oder der Kooperatiounspolitik couvréiert sinn.

Dës Kontributiounen sinn och wichteg fir d'Visibilitéit vun der Lëtzebuerg Aussepolitik an droen och oft derzou bäi, dass verschidden international Organisatiounen Aufgabe kënnen erfüllen, déi se ouni dës Kontributiounen net këinten ausféieren.

Den Artikel 35.031 (Article subventions à des institutions et organisations internationales; subventions pour le financement d'actions internationales de secours et de solidarité) couvréiert zwee Voleten:

- op där enger Säit ennerstézt Lëtzebuerg iwwert dës Wee Ennerorganisatiounen vun der UNO, der EU an dem Conseil de l'Europe, wéi och aner Organisatiounen, déi sech an Domäner asetzen, déi fir Lëtzebuerg prioritär sinn, nämlech: Mënscherechter, Demokratie, Rechtsstaatlechkeet an Désarmement. Aus deem Grond sinn am Budget 2013 déi folgend Proposé festgehal: ginn:

Haut Commissariat aux droits de l'Homme (ONU)	120.000
Actions d'appui au processus démocratique	400.000
Institut des Nations Unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR)	7.500
Commission européenne contre le racisme et l'intolérance (ECRI)	20.000
Commission de Venise (organe consultatif du Conseil de l'Europe)	15.000
Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT)	10.000

- op där anerer Säit ennerstézt Lëtzebuerg mat dësem Artikel konkret a gezielten Aktiounen an den Domäner Mënscherechter, Désarmement

an Non-prolifératioun, sou wéi Stabilisatioun a Süd-Ost Europa, besonnesch am Balkan. Déi Aktiounen, déi ennerstézt solle ginn, stinn nach net fest a ginn eréischt am Laf vum Joer décidéiert.

Traditionell ginn am Domän Désarmement an Non-prolifératioun, zum Beispill Aktiounen géint d'Streebomme wéi och géint d'Antipersouneminnen ennerstézt.

Promotion des droits de l'Homme	550.000
Actions dans le secteur du désarmement et de la non-prolifération	200.000
Stabilisation de l'Europe du sud-est	105.500

Question 2401 (8.11.2012) de M. Serge Urbany (déi Lénk) concernant le chlore dans les piscines publiques:

Plusieurs études internationales et pluridisciplinaires, dont notamment plusieurs menées depuis plus de vingt ans par le professeur Alfred Bernard, directeur de recherches au FNRS, professeur de toxicologie à l'Université catholique de Louvain et membre du Conseil scientifique de l'Anses à Paris (Agence nationale de sécurité sanitaire, de l'alimentation, de l'environnement et du travail) ont établi un lien entre la fréquentation de piscines désinfectées au chlore et le développement de pathologies à court et à long termes telles que la bronchiolite, l'eczéma, des allergies, l'asthme, la diminution de la fertilité masculine et le cancer de la vessie. En effet, ces pathologies sont provoquées par le chlore et les sous-produits de chloration, notamment les chloramines et les trihalométhanes (THM). Les jeunes enfants sont particulièrement sensibles aux effets néfastes de ces produits en raison de la grande fragilité des voies respiratoires et autres organes en pleine maturation pendant la petite enfance. Plusieurs pays dont l'Allemagne, la France et la Suisse, recommandent la prudence et même déconseillent la pratique de la natation en piscine chlorée pour les très jeunes enfants ayant des antécédents d'allergies ou d'infections respiratoires. La France recommande même que la pratique de bébé nageur se fasse avec un suivi médical indépendamment des antécédents. La région wallonne a récemment autorisé l'utilisation de méthodes alternatives de désinfection de piscines (l'ionisation cuivre/argent notamment, qui exclut l'utilisation du chlore). L'Allemagne et la Suisse ont renforcé leur législation en imposant des normes plus sévères pour le chlore libre et les résidus de chloration dans l'air et dans l'eau.

À titre d'exemple, les normes recommandées en Allemagne sont pour le chlore libre dans l'eau: 0,3-0,7 mg/l; pour le chlore combiné dans l'eau: 0,2 mg/l; pour la trichloramine dans l'air, 0,2 mg/m³ et pour le chloroforme dans l'eau de 30 µg/l. La Suisse a adoptée une norme de trichloramine dans l'air de 0,3 mg/m³.

Or, au Luxembourg, le programme préscolaire (crèches et maisons relais) et scolaire prévoit des cours de natation hebdomadaires/bimensuels, ce qui expose ainsi les enfants à ces produits notoirement toxiques, allergisants et cancérigènes.

La réponse du Ministre de la Santé du 29 février à la question parlementaire n°1871 de l'honorable Député Marcel Oberweis à propos du chlore (cf. *compte rendu* n°6/2011-2012), fait état uniquement d'une «sensibilité» accrue au chlore des nageurs de compétition et reste muet sur les effets toxiques et cancérigènes des sous-produits du chlore énumérés ci-dessus. En particulier, elle n'aborde pas les risques que ces produits font courir aux très jeunes baigneurs ainsi qu'au personnel des piscines.

Compte tenu de ce qui précède:

- Que prévoit la législation pour minimiser l'exposition des enfants aux produits de chloration dont les propriétés toxiques semblent de plus en plus établies? En particulier, quelles sont actuellement les normes en vigueur au Grand-Duché de Luxembourg pour le chlore libre, le chlore combiné, la trichloramine et le chloroforme? Est-ce que Monsieur le Ministre envisage d'aligner ces normes sur celles en application en Allemagne ou en Suisse?

- Est-ce qu'il ne serait pas judicieux, pour la prévention des risques de santé à long terme des enfants, d'utiliser des méthodes de désinfection sans chlore pour les piscines publiques, et notamment celles des écoles?

- Quels sont actuellement les niveaux de contamination des piscines par les principaux produits et sous-produits de chloration, en particulier ceux repris dans la législation allemande (chlore libre et combiné, trichloramine et chloroforme)?

- À quelle fréquence vérifie-t-on la concentration de ces substances dans l'air des piscines? En ce qui concerne les piscines fréquentées par les écoliers, quels sont les contrôles et les mesures de prévention mis en place, aussi bien en ce qui concerne l'eau que l'air?

- Afin de réduire la concentration de la trichloramine, de THM et du chloroforme dans l'air et/ou dans l'eau et, par ce fait, d'en protéger les nageurs, il est indispensable que la piscine

dispose d'un système d'aération performant qui permet de renouveler l'air quatre à huit fois par heure (selon le taux d'occupation) et un système de renouvellement de l'eau constant. Qu'en est-il des piscines publiques au Luxembourg?

- Y a-t-il une recherche en cours au Luxembourg pour trouver des méthodes alternatives à la chloration de l'eau pour les piscines publiques?

- Est-ce que l'asthme et le rhume des foies (e. a.) éventuellement développés par les maîtres nageurs pourront donc être considérés comme maladie professionnelle?

Réponse (13.12.2012) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Je tiens d'abord à rappeler à l'honorable Député ma réponse à la question parlementaire n°1871 concernant le même objet.

Pour les piscines ouvertes au public qui se trouvent à l'intérieur d'un bâtiment, la concentration de chlore libre dans l'eau se situe entre 0,3 et 0,6 mg/l; ceci conformément à la norme allemande DIN 19643. Pour les piscines à l'air libre, la concentration est comprise entre 0,6 et 1,0 mg/l. La norme DIN 19643 est une des plus strictes dans toute l'Europe. Dans d'autres pays d'Europe, des concentrations en chlore libre allant jusqu'à 4 mg/l sont tolérées, voire recommandées. Pour la valeur du chlore combiné au Luxembourg des valeurs jusqu'à 0,2 mg/l sont tolérées.

À titre d'exemple, cette valeur est de 0,9 mg/l en Belgique.

La présence de chlore dans l'eau de piscine est nécessaire pour prévenir la propagation éventuelle de maladies infectieuses.

La trichloramine se retrouve sous forme de gaz dans l'air des piscines; il s'agit d'une molécule qui prend naissance par une réaction chimique entre le chlore dissous dans l'eau de piscine et des produits organiques contenant de l'azote.

Ces produits organiques azotés, qui proviennent des utilisateurs de la piscine, sont notamment constitués de débris de peau, de cheveux, d'urines, de selles ou de sécrétions corporelles diverses. Une augmentation de ces produits azotés dans l'eau des piscines fait augmenter le taux de trichloramine émis, d'où l'intérêt d'une hygiène stricte avant l'entrée dans le bassin. L'odeur typique dans les piscines est due à ce gaz.

La norme pour la teneur en TFP (trihalométhanes) est la somme des paramètres chlorodibromométhane, dichlorobromométhane, chloroforme et bromoforme est de 20 µg/l dans l'eau du bassin.

Selon le «Umweltbundesamt» en Allemagne, les valeurs en TFP dans l'air corrélatent avec les concentrations dans l'eau du bassin. Par conséquent, des concentrations conformes dans l'eau mènent à des concentrations raisonnables dans l'atmosphère de la piscine.

Actuellement aucun autre désinfectant que le chlore n'est admis pour la désinfection de l'eau dans les bassins. Cette concentration peut être réduite à 0,2 mg/l si l'eau est désinfectée moyennant d'ozone lors de son passage dans les filtres. La désinfection de l'eau par de l'ozone est plus coûteuse. Cette mesure est actuellement uniquement prévue pour les bassins thérapeutiques.

L'Inspection sanitaire de la direction de la Santé effectue annuellement des contrôles de routine dans les piscines du Grand-Duché de Luxembourg lors desquels les paramètres d'hygiène (chlore libre, chlore combiné et chlore total) sont mesurés sur place, et des échantillons d'eau sont prélevés pour déterminer entre autres la concentration en TFP.

La mesure de concentration de trichloramine dans l'air de piscine n'est pas encore technique courante. Ce n'est d'ailleurs que depuis peu que des appareils spécifiques pour le contrôle de routine sont en train de faire leur apparition sur le marché.

Les piscines couvertes du Luxembourg sont en principe dotées d'un système de ventilation efficace.

Par maladie professionnelle, on entend une «altération organique ou fonctionnelle contractée par un assuré lors d'une activité professionnelle qui comporte l'exposition à un risque spécifique».

Une maladie ne peut être considérée comme maladie professionnelle que si elle a été causée selon l'état actuel des connaissances médicales par des influences spécifiques auxquelles cer-

tains groupes de personnes sont plus particulièrement exposés du fait de leur travail par comparaison avec la population moyenne.

Ainsi, d'après le tableau des maladies professionnelles, qui regroupe les pathologies en fonction de six catégories d'agents nocifs, les «maladies obstructives des voies respiratoires causées par des substances chimiquement irritantes ou toxiques ayant nécessité l'abandon de toutes activités qui ont été ou qui peuvent être en relation causale avec l'origine, l'aggravation ou la réapparition de la maladie» peuvent donner lieu à une déclaration de maladie professionnelle à l'Association d'assurance accident (AAA).

Si, entre 2002 et 2011, l'AAA a reconnu 17 maladies professionnelles concernant ce type de pathologie, aucune n'a toutefois été reconnue chez les maîtres-nageurs.

Question 2404 (9.11.2012) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **zone d'activité au lieu-dit «Flébour» (Michelau)**:

Les communes de Bourscheid, de Tandel et de Vianden se proposent de créer une zone d'activité au lieu-dit «Flébour» (Michelau) tout près de la N7/E421 entre Diekirch et Hoescheid.

Dans sa réponse à ma question parlementaire n°1257 du 15 février 2011 (*cf. compte rendu n°10/2010-2011*), Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures avait précisé que l'Administration des Ponts et Chaussées envisage de réaliser au lieu-dit en question un carrefour dénivelé capable de servir d'accès à la zone d'activité tout en supprimant le carrefour «Kippenhof» si bien que les manœuvres de tourne-à-gauche y appartendraient au passé. Monsieur le Ministre avait également souligné qu'un avant-projet sommaire n'aurait pas encore pu être finalisé étant donné que des éléments de planification concrets de la zone d'activité projetée feraient défaut.

Voilà pourquoi, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre dispose-t-il entre-temps d'informations détaillées relatives au programme et aux aménagements de la zone d'activité sous rubrique?

- Dans l'affirmative, quels seraient les travaux à effectuer en cet endroit, par le Ministère du Développement durable et des Infrastructures, en vue de sécuriser l'accès à la future zone d'activité? L'avant-projet sommaire a-t-il pu être mis au point au fil des derniers mois?

- Si tel était le cas, serait-il possible d'obtenir des précisions au sujet du coût estimatif des travaux de réaménagement et de sécurisation à mettre en œuvre? Comment les coûts d'infrastructures seraient-ils répartis entre les partenaires concernés?

Réponse (17.12.2012) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert au sujet de l'accès à la zone d'activité «Flébour».

En effet, au vu de la création d'une zone d'activité au lieu-dit «Flébour» près du village de Michelau, décidée par les communes de Bourscheid, Putscheid, Tandel et Vianden, il est devenu indispensable de réaliser, à cet endroit de la N7, des mesures destinées à sécuriser l'accès à la future zone d'activité. Alors que l'avant-projet sommaire pour l'aménagement du carrefour entre la N7 et le CR337 au lieu-dit «Koeppenhauff» a été approuvé par mes soins fin juillet 2010, un bureau d'études est maintenant en train de finaliser l'avant-projet détaillé suite à des réunions avec des représentants du département de l'Environnement, de la commune de Bourscheid et de l'Administration des Ponts et Chaussées. Au lieu-dit «Closdelt», un passage souterrain est prévu pour éviter des mouvements de tourne-à-gauche notamment à l'accès de et vers Brandebourg.

Cependant, à l'heure actuelle, aucun devis définitif des coûts estimatifs n'est encore disponible.

Par conséquent, il est trop tôt pour discuter d'une éventuelle répartition des coûts alors que ni le facteur coût, ni les partenaires concernés ne sont déterminés à l'heure actuelle.

Question 2405 (12.11.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **interrogatoires de la police judiciaire**:

Bezüglich der Anhörung eines „Täters“ bei der „police judiciaire“ stellt man sehr oft fest, dass die Befragung sehr lange dauert, so dass die implizierten Parteien mit Ermüdungserscheinungen konfrontiert sind, was sicherlich zu einer großen Fehlerquote führen kann. Interessant wäre es, die ganze Befragungsprozedur sei es mit einer Kamera, sei es mit einer Tonkassette aufzunehmen. Dies würde unter anderem ermöglichen, den genauen Verlauf der Befragung zu überwachen und die Körpersprache des vermutlichen Täters zu analysieren, was wiederum zu einer besseren Interpretation des „Falles“ führen würde. Bekanntlich kann man durch verschiedene Reaktionen des Körpers erkennen, ob der vermutliche Täter lügt oder nicht. Auch könnte so sichergestellt werden, ob verschiedene Aussagen auf korrekte Art und Weise im Bericht zurückgehalten wurden und ob der vermutliche Täter unter Druck gesetzt wurde. Dies wiederum würde dem Staatsanwalt und dem Verteidiger helfen, ihre Argumentation besser vorzubereiten. Die Fehlerquote einer falschen Interpretation wäre hiermit wesentlich gemindert.

Fragen:

1) Warum wird die Befragung bei der „police judiciaire“ weder mit einer Kamera noch mit einer Tonkassette aufgenommen?

2) Findet der Minister nicht, dass hiermit die Fehlerquote auf Null tendieren würde?

3) Will der Minister in die Richtung einer solchen Prozedur gehen? Wenn ja, was gedenkt er zu tun, und wenn nein, was sind seine Argumente gegen eine solche Prozedur?

4) Gedenkt der Minister, die betroffenen Personen (police judiciaire, Anwälte, Richter) zu kontaktieren, um ihre Meinung über dieses Problem zu erfahren?

Réponse (27.12.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Gemäß Artikel 48-1 (1) und 76-1 (Absatz 3) der Strafprozessordnung kann bei der Vernehmung von Zeugen und Minderjährigen eine Tonaufnahme oder eine audiovisuelle Aufzeichnung der Anhörung angeordnet werden.

Ist der Minderjährige Opfer von einer unter Artikel 48-1 oder 76-1 aufgelisteten Straftat geworden, so ist die Aufzeichnung der Anhörung gesetzlich vorgeschrieben.

Dahingegen sieht die Strafprozessordnung nicht vor, dass die Vernehmung eines Beschuldigten - virtueller Beschuldigter oder vermeintlicher Täter - audiovisuell oder auf Tonträger aufgezeichnet werden kann.

Allerdings steht außer Frage, dass in manchen Situationen - wengleich es sich hier um Ausnahmefälle handeln dürfte - eine solche Aufzeichnung von großem Nutzen wäre.

Es ist unbestreitbar, dass die Aufzeichnung von Vernehmungen und Zeugenaussagen dem Aufkommen von Fehlern, Irrtümern und Missverständnissen vorbeugen kann, ohne jedoch jegliche Fehler ausschließen zu können.

Nach gegenwärtigem Rechtsstand (siehe u. a. Artikel 74 und 75 der Strafprozessordnung) werden Zeugenaussagen und Vernehmungen von Beschuldigten schriftlich wiedergegeben, bevor sie den befragten Personen zur Unterzeichnung vorgelesen (oder vorgelegt) werden.

Das oben erwähnte, gegenwärtige Verfahren muss in jedem Falle beibehalten werden, auch wenn ein neues Verfahren in gewisser Weise zusätzlich zum gegenwärtigen Verfahren anwendbar wäre.

Eine mögliche Zwischenlösung könnte darin bestehen, dass in Dringlichkeitsfällen (Begriffsbestimmung per Gesetz zu klären) ein doppeltes Verfahren vorgesehen werden könnte: Befragungen und Vernehmungen könnten aufgezeichnet, anschließend versiegelt und unter Verschluss gehalten werden und nur im Falle einer Anfechtung des Inhalts der unterzeichneten Erklärungen herangezogen werden, um Klarheit zu verschaffen.

In jedem Fall muss von einem ausschließlichen Rückgriff auf audiovisuelle Aufzeichnungen abgesehen werden, da diese häufig einen Mangel an Klarheit aufweisen und eine bestimmte Aussage auf einem Datenträger mit vielen Aufzeichnungen zudem schwer wiederzufinden sein dürfte.

Es ist praktisch unmöglich, gar unrealistisch, ausschließlich auf Tonbandaufnahmen oder audiovisuelle Aufzeichnungen zurückzugreifen, und dies aus naheliegendem Grunde: Eine Befragung oder Vernehmung nimmt immer eine gewisse Zeit in Anspruch und kann sich über Stunden hinziehen. Es wäre daher sehr zeitaufwendig, wenn alle weiteren Benutzer der Aufzeichnungen diese vollständig abspielen müssten, um vom Inhalt der Vernehmungen Kenntnis zu nehmen.

Letztendlich muss man auch die praktischen Auswirkungen einer Reform in Betracht ziehen: Alle Dienststellen, welche Vernehmungen und Anhörungen durchführen, müssen gegebenenfalls mit der nötigen technischen Einrichtung ausgestattet werden und über Räume verfügen, die dementsprechend ausgerichtet sind.

Bevor weitere Schritte in dieser Sache unterommen werden, schlage ich vor, die Anfrage an die Arbeitsgruppe, welche mit der Überarbeitung der Strafprozessordnung befasst ist und aus Richtern, Rechtsanwältinnen und Polizeibeamten besteht, weiterzuleiten.

Question 2406 (12.11.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **diffusion de la messe du dimanche**:

Ein nationaler Sender strahlt jeden Sonntag die Aufzeichnung einer katholischen Messe aus. Es ist gewusst, dass diese Sendung sehr beliebt ist bei älteren Menschen, die zuhause leben oder in Alters- beziehungsweise Pflegeheimen untergekommen sind und die sich selbst nur noch schwerlich in eine Kirche begeben können. Um 11.00 Uhr wird dann diese Aufzeichnung im Fernsehen als Audio-Sendung ausgestrahlt, mit einem Standbild der Kirche, aus der die Messe stammt. Zudem ist die Messe als Podcast auf dem Internet verfügbar.

Sorgen machen sich ältere Menschen ob der nicht bestätigten Informationen bezüglich des Wandels der Aktivitäten dieses Radiosenders. In der Tat ging Anfang August in den nationalen Medien die Rede von Umstrukturierungen und Änderungen im Sendeschema. Auch gibt es Anfragen aus den Kreisen der Zuhörerschaft bezüglich der Ausstrahlung der Messe im Fernsehen.

Fragen:

1) Wer bestimmt die technischen Bedingungen, unter denen die Messe aufgenommen wird und welche im Radio und später im Fernsehen und im Internet übertragen werden?

2) Wäre es technisch möglich, die Übertragung der Messe mit Videosequenzen einer in der betreffenden Kirche eingesetzten Webcam zu vervollständigen?

3) Wird es weiterhin eine Übertragung der Sonntagsmesse geben, auch wenn es zu Änderungen in den Sendeschemata des einen oder anderen Privatsenders kommen sollte?

4) Wird der zuständige Minister sich über die aktuellen Erwartungen und Wünsche von älteren Menschen informieren, die diese Sendung dem Vernehmen nach als besonders erhaltenswert erachten?

Réponse (13.12.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Communications et des Médias*:

Der Herr Abgeordnete hat in seinem Schreiben vom 10. November 2012 um Antwort auf obige Fragen gebeten:

1. Die Sonntagsmesse wird sonntags von Radio DNR aufgezeichnet (Ton) und übertragen. Ab 11.00 Uhr wird die Tonaufzeichnung dann mit einem Standbild im luxemburgischen Fernsehprogramm übertragen. Die Tonaufzeichnung stammt von DNR und die technischen Bedingungen, unter denen die Messe aufgenommen wird, werden von DNR und der Kirche bestimmt.

2. Eine Bildaufzeichnung, z. B. durch eine Webcam, kann nur mit dem Einverständnis der Kirche (des Kirchenoberhauptes) erfolgen. Zusätzlich müssten die Kirchgänger, insoweit sie auf den aufgenommenen Bildern zu sehen sind, mit der Aufnahme und der Ausstrahlung einverstanden sein.

3. Es obliegt den Radio- und Fernsehsendern zu bestimmen, ob sie die Übertragung (Ton und/oder Bild) der Messe in ihre jeweiligen Sendeschemata aufnehmen oder nicht.

4. Auch wenn ich sehr gut nachvollziehen kann, dass die Übertragung der Messe den Erwartungen und Wünschen von älteren Menschen entspricht, so kann man aufgrund der aktuellen Gesetzeslage die Sender nicht verpflichten, eine Tonaufzeichnung mit oder ohne Standbild oder eine Tonaufzeichnung mit bewegtem Bild anzufertigen und auszustrahlen.

Question 2407 (12.11.2012) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant le **parc merveilleux de Bettembourg**:

Le parc merveilleux de Bettembourg est une des attractions les plus visitées du pays. En effet, le parc connaît un franc succès car le

nombre de visiteurs est passé de 70.000 en 1998 à plus de 240.000 en 2011. Il y avait même des jours où on comptait plus de 5.000 visiteurs dans la journée en provenance du Luxembourg et de ses régions frontalières.

Ce parc de loisirs et de contes de fées est surtout connu pour ses attractions adaptées aux petits enfants et pour ses animaux exotiques de cinq continents trouvent l'intérêt de toute la famille. À part cet aspect, le parc offre également une école zoologique où via une approche pédagogique et didactique, les enfants auront la possibilité d'élargir leurs connaissances en situation réelle par un contact quasi direct avec l'animal. Cette offre reçoit un accueil plus que favorable auprès des classes scolaires à travers tout le pays.

Malheureusement ce parc n'est ouvert que six mois par an. Or, une ouverture de 365 jours par an à l'instar du zoo d'Amnéville pourrait représenter un attrait touristique supplémentaire pour notre pays et en plus agrandir notre offre d'attractions qui sont accessibles toute l'année.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre des Classes moyennes et du Tourisme:

- Vu le succès et l'évolution positive du nombre de visiteurs, est-ce que le Gouvernement pourrait soutenir l'idée d'une ouverture annuelle et non plus seulement saisonnière du parc merveilleux de Bettembourg?

- Le Gouvernement pourrait-il envisager d'entamer en ce sens des démarches avec les responsables du parc?

Réponse (24.12.2012) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch**, *Ministre des Classes moyennes et du Tourisme*:

Le parc merveilleux de Bettembourg a connu un essor indéniable et ininterrompu au cours des dernières années.

Ce succès d'affluence est dû en grande partie aux importants travaux de rénovation, de modernisation et d'extension qui ont été réalisés dans un passé récent grâce à l'engagement et à la compétence des responsables du parc, et avec le soutien financier substantiel du département du Tourisme.

Il va de soi que ces travaux, souvent d'une envergure considérable, ne peuvent s'effectuer que pendant les périodes de fermeture du parc.

Ainsi par exemple, en ce qui concerne la période de fermeture de cette année, qui s'étend du 14 octobre 2012 au 23 mars 2013, il est prévu de refaire les chemins derrière la caisse d'entrée et de procéder à d'importants travaux de canalisation.

Il en va de même pour l'année 2014, au cours de laquelle il est prévu de construire un tout nouveau bassin pour pingouins à l'endroit actuel du grand étang derrière la caisse.

Les responsables du parc merveilleux espèrent pouvoir terminer ces grands travaux dans un délai de trois à quatre ans.

Ce n'est qu'après achèvement de ces travaux que la direction du parc sera en mesure d'envisager une extension des périodes d'ouverture, sinon sur toute l'année, du moins pendant les périodes de vacances scolaires au Luxembourg et dans les pays limitrophes.

Question 2410 (13.11.2012) de **M. Marc Lies** (CSV) concernant la **quote-part des communes dans les traitements des enseignants**:

Depuis la réforme de l'enseignement fondamental, les traitements des enseignants sont pris en charge par l'État. En contrepartie, le Fonds communal de dotation financière est amputé du montant desdits traitements. Or, ce montant diffère d'année en année et parfois de manière conséquente. Les communes peuvent se retrouver dans une situation délicate alors qu'elles ne sont pas toujours à même de prévoir l'ampleur des montants concernés.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et de Monsieur le Ministre de l'Intérieur et de la Grande Région:

- s'il ne serait pas possible dans un souci de transparence et de meilleure planification des finances communales que les communes puissent connaître la quote-part des communes

dans les traitements des enseignants avant l'élaboration du budget communal.

Réponse commune (18.12.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Jean-Marie Haldorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur le délai de communication de la quote-part des communes dans les traitements des enseignants indispensable à connaître pour l'élaboration du budget communal.

En ce qui concerne la question relative à l'impact sur l'élaboration du budget communal, il est à remarquer que les communes sont tenues annuellement au courant en temps utile par la circulaire ministérielle du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région concernant l'élaboration des budgets.

Pour l'élaboration du budget 2013 et à l'instar de l'estimation des montants par commune relatifs au Fonds communal de dotation financière et à l'Impôt commercial communal, les communes ont été informées le 25 octobre 2012 par voie de circulaire ministérielle (cf. extrait ci-joint de la circulaire n°3035 émise par le MIGR) sur l'évolution de leur participation aux frais de rémunération du personnel de l'enseignement fondamental d'après le budget de l'État pour les exercices budgétaires 2011, 2012 et 2013. Ainsi, les communes savent prévoir leur quote-part dans la participation prévisionnelle des communes aux traitements des enseignants qui figurera en dépenses au budget ordinaire de l'exercice budgétaire subséquent de la commune. Par conséquent le montant invoqué pour 2012 figurera en dépenses ordinaires du budget de la commune de l'année 2013 et celui invoqué pour 2013 figurera au budget 2014 uniquement (des informations pour deux exercices budgétaires à l'avance).

Les montants indiqués dans la circulaire ministérielle constituent des estimations. Il sera procédé à un décompte des frais de l'année en question dès que les montants définitifs par commune auront été établis par le Ministère de l'Éducation nationale.

À l'avenir, sur base du contingent attribué à chaque commune, il sera plus facile de prévoir la participation de chaque commune dans les traitements des enseignants étant donné que la charge totale par commune pourra être déterminée à partir d'un coût moyen par leçon de contingent.

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2411 (14.11.2012) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'eBac:

Depuis son lancement en octobre 2006, l'eBac ou formation par «blended learning» du Ministère de l'Éducation nationale s'inscrit dans le cadre de la deuxième voie de qualification proposée aux adultes qui ont quitté l'enseignement secondaire sans diplôme et qui souhaitent reprendre et finaliser leurs études postprimaires. Cette voie de formation permet ainsi aux adultes de préparer leur diplôme de fin d'études secondaires (baccalauréat) de la section G en mode «blended learning»: ainsi 75% des cours se déroulent à distance, via Internet, et seuls 25% des cours sont dispensés en présence.

Selon le Ministère, la disparition d'une grande partie des contraintes temporelles et géographiques au niveau de l'organisation de l'apprentissage et des déplacements devrait permettre à un plus grand nombre d'adultes de concilier activité professionnelle, vie familiale et études. L'examen permettant d'obtenir un diplôme de fin d'études est identique à celui de l'enseignement traditionnel.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'intégration (veuillez lire: à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle):

- Existe-t-il des statistiques renseignant sur le nombre d'inscriptions à l'eBac ainsi que sur le taux de réussite des personnes inscrites?

- Vu le profil ciblé des personnes enclines à s'inscrire à cette voie de formation, ne serait-il pas opportun d'élargir l'offre existante, de manière à proposer également un e-bac technique voire d'autres types de diplômes de technicien?

Réponse (18.12.2012) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Ad 1) Les statistiques de l'eBac

Nombre d'inscriptions

Lors de la phase de test qui a démarré en octobre 2006, 25 apprenants étaient inscrits à l'eBac. Depuis sa création, le nombre d'inscriptions a progressivement augmenté. Lors de l'année scolaire 2011-2012, en moyenne, 115 apprenants étaient inscrits par session (période scolaire de deux mois). À la rentrée 2012-2013, 134 apprenants se sont inscrits pour suivre l'eBac.

Résultats, bulletins et résultats à l'examen

En sept ans d'existence, l'eBac a pu délivrer 34 bulletins attestant la réussite de la 3^e Moderne G, 23 attestant la réussite de la 2^e Moderne G et 32 attestant le suivi régulier de la 1^e Moderne G.

Depuis l'année scolaire 2007-2008, en tout 40 apprenants ont participé aux épreuves de l'examen de fin d'études secondaires de la section Moderne G à l'Athénée de Luxembourg et le taux moyen de réussite était de 93,4%.

Taux de réussite du baccalauréat		
Année	Candidats	% réussite
2008	1	100%
2009	7	72%
2010	10	100%
2011	17	95%
2012	8	100%

Ad 2) Les perspectives de développement

Le document «Livre blanc: Stratégie nationale du Lifelong Learning», approuvé par le Conseil de Gouvernement en sa séance du 23 novembre 2012, prévoit, entre autres, que le dispositif du Lifelong Learning doit être adapté au cycle de vie de l'apprenant.

Ainsi, au-delà de l'apprentissage formel, l'apprentissage non formel et informel prédominent à certaines étapes de la vie. Des voies de formation et des outils spécifiques doivent donc être développés à l'avenir pour répondre aux besoins de l'apprenant au courant de toutes les étapes de sa vie.

Dans la stratégie nationale, il est recommandé ainsi de:

- développer des voies de formation spécifiques pour adultes;

- créer un diplôme spécifique d'accès aux études supérieures pour adultes;

- améliorer le système de validation des acquis et de l'étendre à tous les niveaux de qualification;

- exprimer les acquis de l'apprentissage sous forme d'un système de crédits ou d'unités capitalisables;

- proposer des voies de formation «passerelles» qui permettent d'obtenir une qualification supplémentaire;

- promouvoir la reconnaissance mutuelle des qualifications acquises.

Il y est proposé également d'ajuster le dispositif du Lifelong Learning à la diversité de la société luxembourgeoise. En effet, face à la complexité croissante de la société luxembourgeoise, le LLL se doit d'offrir des voies de formation accessibles à tous. Il convient d'identifier les barrières à l'accès au LLL et de les lever en proposant des offres de formation et des outils adaptés aux apprenants indépendamment de leur âge et de leur origine sociale et culturelle.

Les recommandations dans ce contexte sont les suivantes:

- analyser et évaluer le système d'aides à la formation;

- adapter la pédagogie utilisée au public ciblé;

- multiplier les voies et les lieux d'apprentissage: cours formels en présentiel, formation à distance et formations non formelles;

- rapprocher les lieux d'apprentissage des apprenants potentiels;

- proposer des voies de qualification qui ne nécessitent pas simultanément la maîtrise de l'allemand et du français;

- promouvoir le rôle des bibliothèques publiques dans le LLL;

- associer les bibliothèques publiques au LLL en tant que services d'aide et d'appui aux apprenants;

- élaborer du matériel pédagogique et didactique spécifique aux compétences de base.

Afin de progresser dans la mise en œuvre de la stratégie Lifelong Learning, j'ai chargé une commission consultative de me proposer un plan d'action. Cette commission est composée d'un représentant de la Chambre des Salariés, de la Chambre de Commerce, de la Chambre des Métiers, de la Chambre d'Agriculture, de la Chambre des Fonctionnaires, du Ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, du Ministère de la Famille et de l'Intégration ainsi que de l'Institut national pour le développement de la formation professionnelle continue (INFPC). Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle y sera représenté par deux personnes. Cette commission entamera ses travaux dès que ses représentants seront officiellement désignés.

Question 2412 (14.11.2012) de **M. Fernand Etgen** (DP) concernant les **abris de chasse**:

Il me revient que le département Environnement du Ministère du Développement durable et des Infrastructures vient de refuser plusieurs autorisations de construction pour des abris de chasse. Les demandes ont été refusées avec l'argument que les constructions projetées dépasseraient les dimensions maximales usuelles que le Ministère accorderait pour de telles constructions.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, combien de demandes ont été refusées avec l'argumentaire susmentionné?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur la base légale de ces décisions? Au cas où une telle base légale faisait défaut, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que la manière de procéder de ses services risque d'entraîner beaucoup de recours auprès du Tribunal administratif?

Réponse (19.12.2012) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Conformément à l'article 5 de la loi modifiée du 19 janvier 2004 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, des constructions servant à l'exploitation cynégétique sont autorisables en zone verte.

Il en résulte que les abris de chasse ne peuvent pas être dimensionnés ou équipés dans le but de pouvoir accueillir un nombre élevé de personnes pour organiser un repas lors de battues ou de fêtes privées.

Traditionnellement, cette surface était limitée à 25 m² et récemment revue à la hausse à 36 m². Effectivement, cette surface est jugée largement suffisante pour accueillir une personne pendant la nuit en préparation de la chasse à l'affût ainsi que pour le stockage du matériel nécessaire à l'exploitation cynégétique d'un lot de chasse.

Jusqu'à ce jour, aucune demande n'a été refusée sur base de ces motifs. Pendant l'année 2012, la surface de deux abris de chasse a été limitée à 36 m².

Question 2413 (15.11.2012) de **M. Carlo Wagner** (DP) concernant l'**heure d'été**:

Le système de l'heure d'été a été introduit dans les années 1970 lorsque l'Europe souffrait des suites de la crise pétrolière de 1974. La décision pour l'introduction de l'heure d'été constituait, aux yeux des responsables politiques d'antan, une occasion pour sensibiliser la population à la nécessité de réaliser des économies d'énergie.

Nombre d'études réalisées au cours des dernières années sur les effets de l'introduction de l'heure d'été concluent toutefois que les économies d'énergie électrique sont insignifiantes et que la concentration de certains polluants photo-oxydants connus pour leur caractère nocif augmente. De même, des effets négatifs sur la santé et sur le rythme de vie, notamment sur celui de personnes âgées et des animaux, ont été constatés de sorte que d'aucuns plaident aujourd'hui pour l'abolition du système de l'heure d'été.

Au vu des conclusions de ces études, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Monsieur le Ministre partage-t-il de telles revendications?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre va-t-il plaider à un retour, à l'échelle européenne, à une heure GMT+1 en permanence pendant toute l'année?

Réponse (10.1.2013) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Le système d'heure d'été introduit dans de nombreux pays européens dans les années 1970 à la suite de la crise pétrolière a été motivé par la réalisation d'économies d'énergie notamment en réduisant les besoins d'éclairage en soirée. Certains pays tel que l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont toutefois mis en œuvre ce système depuis près d'un siècle.

Il est vrai qu'à côté des promoteurs du système de l'heure d'été, certains estiment que les bénéfices ne sauraient pallier les effets négatifs sur la santé et le rythme de vie.

La directive 2000/84/CE concernant les dispositions relatives à l'heure d'été a harmonisé les dates de changement d'heure au sein de l'Union européenne afin de faciliter les transports, les communications et les échanges parmi les États membres.

La Commission européenne a estimé pour sa part dans le cadre d'une communication adressée au Conseil européen et au Parlement européen en 2007 que les économies d'énergie réalisées sont limitées. Les conclusions de cette communication se présentent comme suit:

«Les informations mises à la disposition de la Commission pour la préparation du présent rapport permettent de conclure que l'analyse présentée dans la proposition de la directive reste valable: outre le fait qu'elle favorise la pratique de toutes sortes de loisir le soir et qu'elle génère quelques économies d'énergie, il y a peu d'impacts de l'heure d'été et le régime actuel ne constitue pas un sujet de préoccupation dans les États membres de l'UE.

Dans cette perspective, la Commission estime que le régime d'heure d'été tel qu'instauré par la directive reste approprié. Aucun État membre n'a indiqué vouloir abandonner l'heure d'été ou modifier les dispositions de l'actuelle directive. En revanche il importe de maintenir l'harmonisation du calendrier pour assurer le bon fonctionnement du marché intérieur qui constitue l'objectif essentiel de la directive.»

Je ne dispose ni de chiffres nationaux concernant les économies d'énergie potentielles, ni d'informations sur les effets négatifs éventuels liés à l'introduction de l'heure d'été et je suis d'avis que tout abandon de l'heure d'été devra se réaliser au niveau communautaire et relève donc de l'initiative de la Commission européenne.

Question 2414 (16.11.2012) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant la **politique énergétique**:

Die sichere und langfristig planbare Versorgung mit elektrischer Energie stellt einen wichtigen Pfeiler der Strategie 2020 der Europäischen Union dar. Die steigenden Kosten für die Beschaffung der fossilen Energien außerhalb der Europäischen Union sowie der wachsende Energieverbrauch gepaart mit den steigenden Emissionen von klimaschädigenden Treibhausgasen zwingen zum Umdenken und zum nachhaltigen Handeln. Der Aufbau des europäischen Energiebinnenmarktes gelingt nur durch koordinierte Anstrengungen, welche das Wachstum, die Beschäftigung und die Lebensqualität sichern.

Neben dem Errichten von dezentralen Anlagen für die Nutzung der erneuerbaren Energien auf Land werden die Off-Shore-Windenergieanlagen einen steigenden Einfluss nehmen.

Zusätzlich verfolgt die Europäische Kommission und eine breite Palette von Interessenten den Bau von Parabolrinnensolaranlagen im südlichen Teil der Europäischen Union und in der Maghreb-Zone in Afrika. Die ersten Anlagen in Spanien speisen mittlerweile in das Verbundnetz ein.

Die luxemburgische Regierung hat sich verpflichtet, den Anteil der erneuerbaren Energien am Gesamtstromverbrauch auf 11% bis zum Jahre 2020 anzuheben, derzeit liegt der Anteil bei nur 4,2%. Wissend, dass die dezentrale Erzeugung von elektrischer Energie durch die Errichtung von Photovoltaikanlagen, von Windenergieanlagen, von Biogasanlagen und von Wasserkraftanlagen voranschreitet, ist Luxemburg weiterhin auf den Import von elektrischer Energie angewiesen.

Laut Presseinformationen wurde anlässlich der „Desert Energy“-Konferenz in Berlin im Novem-

ber 2012 ein erstes Desertec-Kooperationsprojekt präsentiert. In Marokko soll ein 100 MW-Parabolrinnenkraftwerk mit einem Investitionsvolumen von etwa 150 Millionen Euro errichtet werden. Die Regierungen aus den EU-Mitgliedstaaten Frankreich, Deutschland, Italien, Malta und Luxemburg sowie Marokko haben ihre Zustimmung zu diesem Projekt gegeben. Luxemburg und Malta haben ihr Interesse am Projekt gezeigt, weil sie sich die dort erzeugte elektrische Energie auf die von der Europäischen Union vorgegebene Ökostrom-Quote anrechnen lassen wollen.

Die erzeugte elektrische Energie soll vor allem zur Hebung der Lebensqualität der einheimischen Bevölkerung beitragen und der erzeugte Überschuss soll über Hochspannungsgleichstromleitungen in die Europäische Union exportiert werden.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Minister für Wirtschaft folgende Fragen stellen:

- Kann der Minister die Zusage Luxemburgs anlässlich der Konferenz in Berlin zu diesem Projekt in der Wüste Marokkos bestätigen?

- Wenn ja, wie hoch beläuft sich die finanzielle Zuwendung?

- Welchen Anteil an elektrischer Leistung des 100 MW-Parabolrinnenkraftwerkes kann Luxemburg für sich beanspruchen?

Réponse (14.12.2012) de **M. Etienne Schneider**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*:

Als Antwort auf die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten Marcel Oberweis betreffend die Ausrichtung der Versorgung an elektrischer Energie unseres Landes kann ich Ihnen folgende Informationen liefern:

Der Luxemburger Aktionsplan für erneuerbare Energie sieht einen Ausbau der erneuerbaren Energien in Luxemburg vor und soll vorrangig über Anlagen zur Produktion von Strom und Wärme aus erneuerbaren Energien sowie durch den Einsatz von Biokraftstoffen erreicht werden. Da die bis 2020 realisierbaren Potenziale auf Luxemburger Territorium nicht ausreichen, sieht der Aktionsplan vor, dass ein gewisser Anteil von erneuerbaren Energien in anderen Ländern durch die sogenannten Kooperationsmechanismen realisiert werden soll.

In diesem Zusammenhang habe ich seit der Annahme des Luxemburger Aktionsplans für erneuerbare Energie durch den Regierungsrat mit unterschiedlichen Ländern Kontakt aufgenommen, um die Möglichkeiten über die Nutzung von Kooperationsmechanismen zu sondieren. Diese Gespräche haben bisher nicht zu konkreten Ergebnissen geführt, da es noch eine Vielzahl an organisatorischen und juristischen Fragestellungen gibt, die bisher auf der Ebene der implizierten Länder nicht geklärt werden konnten. Im Rahmen der Gespräche mit anderen Ländern wurde ich schon sehr frühzeitig von Akteuren, die in das Desertec-Projekt eingebunden sind, auf das Interesse von Luxemburg an der Teilnahme an Projekten angesprochen. Wir haben den Fortgang der Diskussionen um das Desertec-Projekt in diesem Kontext interessiert verfolgt und die Möglichkeiten für eine eventuelle Teilnahme Luxemburgs an einem gemeinsamen Projekt ausloten lassen. Bisher konnten aber die konzeptuellen und juristischen Fragen für eine Teilnahme Luxemburgs nicht abschließend geklärt werden.

Vor dem Hintergrund der „3rd Dii Desert Energy Conference“, die Anfang November in Berlin stattgefunden hat, wurde versucht, eine politische Deklaration zwischen mehreren Ländern zu Stande zu bringen, welche mittels dieser Deklaration ihre Bereitschaft für die Realisierung eines gemeinsamen Solarenergieprojekts in Marokko zum Ausdruck bringen sollten. Es ist vorgesehen, dieses Projekt im Rahmen der Vorgaben der europäischen Richtlinie 2009/28/EG zur Förderung der Nutzung von Energie aus erneuerbaren Energien umzusetzen. Allerdings kam es zu keiner gemeinsamen Position zwischen den implizierten Ländern, insbesondere weil gewisse fundamentale Fragen bei der Organisation des Imports des erzeugten Stroms in die Europäische Union keiner Lösung zugeführt werden konnten. Weder über die Höhe der elektrischen Leistung, die Luxemburg gegebenenfalls für sich beanspruchen würde, noch über die in diesem Fall aufzubringende finanzielle Zuwendung gab es konkrete Diskussionen zwischen Luxemburg und den Initiatoren des Projekts.

Ich habe vor, die Entwicklungen im Desertec-Projekt wie auch die Entwicklungen in anderen Ländern, die ein Interesse an der Realisierung von gemeinsamen Projekten haben, weiterhin konstruktiv zu verfolgen, um die finanziell und strukturell besten Möglichkeiten für die Zielerfüllung Luxemburgs im Bereich der erneuerbaren Energien zu identifizieren.

Question 2417 (19.11.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'hépatite:

Erstaunt waren die Macher des Euro Hepatitis Index (EHepl) über das mehr als mittelmäßige Abschneiden des Luxemburger Gesundheitswesens in der europäischen Vergleichsstudie zur Versorgung von Hepatitis-Fällen. Luxemburg kam auf den 19. Platz unter 30 teilnehmenden Ländern. Auf Platz 1 kam Frankreich, gefolgt von Slowenien, Deutschland und Schweden.

Anscheinend scheinen die Lücken in der Hepatitis-Versorgung hierzulande systemischer Natur zu sein. Denn es fehlen sowohl wichtige Inputs wie eine nationale Strategie als auch Ergebnisse über erzielte Behandlungsergebnisse.

Fragen:

1) Ist hierzulande gewusst, wie viele Menschen an Hepatitis erkrankt sind, wie viele geimpft sind sowie wie viele derzeit in Behandlung sind wegen akuter oder chronischer Verlaufsformen, und wird daran gedacht, ein nationales Register über Hepatitis-Erkrankungen einzurichten?

2) Wird es eine nationale Strategie geben im Kampf gegen sämtliche Formen der Hepatitis, welche die Feststellung der Hepatitis beinhaltet bis hin zur systematischen Evaluation der Behandlungsergebnisse? Welches Budget wird zur Verfügung gestellt werden?

3) Wird es Möglichkeiten geben, die Daten anonymisiert zugänglich zu machen, um die Wirkung der Behandlung zu evaluieren, und wie wird das praktisch ablaufen?

4) Wird es zukünftig staatliche Sensibilisierungskampagnen zum Thema Hepatitis geben?

5) Wird die Spezialisierung als „Hepatitis Specialist Nurse“ offiziell anerkannt werden?

6) Wie viele Lebertransplantierte gab es pro Jahr in den letzten zehn Jahren?

7) Wird es eine offizielle Stellungnahme zum Thema der derzeitigen defizitären Situation in diesem Bereich geben und zu den positiven Maßnahmen, um schnell Abhilfe zu schaffen?

Réponse (27.12.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Ansteckende Hepatitis wird hervorgerufen durch verschiedene Viren. Hiervon sind in Luxemburg nur die Viren Hepatitis A, Hepatitis B und Hepatitis C meldepflichtig. Hepatitis B ist hauptsächlich eine sexuell übertragbare Krankheit und wird in diesem Falle anonym gemeldet. Es besteht zurzeit keine Notwendigkeit, diese Regelung zu ändern und ein nationales Hepatitis-Register einzurichten.

Auf europäischer Ebene wird an einer Strategie gegen Hepatitis gearbeitet, an welche Luxemburg sich sicherlich auch anschließen wird. Die finanziellen Anforderungen sind noch nicht bekannt. Ein Teil dieser Strategie, nämlich die systematische Impfung von Kleinkindern gegen Hepatitis B, wird bekannterweise bereits seit 15 Jahren in Luxemburg mit großem Erfolg durchgeführt. Von 1996 bis 2008 wurden die Jugendlichen im Alter von zwölf Jahren ebenfalls geimpft. Seit 2002 zeigen die regelmäßigen Erhebungen des Impfstatus, dass mindestens 94% der Kleinkinder gegen Hepatitis B geimpft sind. Dies erlaubt die Schlussfolgerung, dass Kinder und Jugendliche in Luxemburg gut gegen Hepatitis B geschützt sind.

Daten von sämtlichen Mitgliedstaaten werden bereits jetzt vom „European Center for Disease Prevention and Control“ (ECDC) gesammelt und veröffentlicht.

Über eine Sensibilisierungskampagne wird bereits nachgedacht, dies im Sinne einer Harmonisierung der Maßnahmen mit den anderen Mitgliedsstaaten.

Eine Spezialisierung als „Hepatitis Specialist Nurse“ ist vom Gesetz her nicht vorgesehen. Es gibt auch keine Bestrebungen, diese Spezialisierung einzuführen.

Lebertransplantationen werden in Luxemburg nicht durchgeführt; luxemburgische Patienten müssen sich für diesen Eingriff ins Ausland begeben. Laut Eurotransplant hat es von Luxemburg aus in den letzten zehn Jahren nachfolgende Leberspenden gegeben:

2011	2010	2009	2008	2007	2006	2005	2004	2003	2002
10	3	0	9	1	6	2	1	8	3

Europaweit wird an Maßnahmen gearbeitet, um die Ausbreitung von Hepatitis aller Art zu bremsen. Ein Schwerpunkt dieser Maßnahmen liegt sicherlich auf einem Hauptverursacherbereich, nämlich der Drogenproblematik. Mein Ministerium ist sich dieser Problematik bewusst und hat eine ganze Reihe nachhaltiger Maßnahmen eingeführt. Darüber hinaus wirken

auch die von meinem Ministerium unterstützten nationalen Anti-Drogen- und Anti-Aidspläne auf die Ausbreitung der Hepatitis B und C ein. So werden z. B. schon seit Jahren im „DIMPS“ (Dispositif d'Intervention Mobile pour la Promotion de la Santé sexuelle) anonym HIV- sowie Hepatitis B und C-Tests durchgeführt.

Die Behandlung von Hepatitis-Fällen im luxemburgischen Strafvollzug genießt Modellcharakter und wurde bereits anlässlich mehrerer Konferenzen über Gefängnismedizin vorgestellt.

Der 19. Platz, den Luxemburg im Euro Hepatitis Index (EHepl) eingenommen hat, steht demnach im Widerspruch zu dem beim Euro-HIV-Index im Jahre 2009 erreichten 1. Platz und ist somit eher auf eine inkomplettere und unsystematischere Übermittlung von Daten zurückzuführen als auf eine weniger gute Vorbeugung und Versorgung auf dem Gebiet der Hepatitis.

Der „Conseil supérieur des maladies infectieuses“ hat beschlossen, in den nächsten Monaten alle bestehenden Maßnahmen zu untersuchen und wenn nötig Empfehlungen für etwaige zusätzliche Initiativen zu unterbreiten.

Die Bekämpfung von Hepatitis ist Teil des nationalen Aidsplans und wird in dem Sinne auch in Zukunft weiter herausgestrichen werden.

Question 2418 (19.11.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la suppression d'emplois dans les hôpitaux:

Seit einiger Zeit rumort es im Klinikwesen, nachdem offiziell nicht bestätigte Zahlen für den nationalen Personalschlüssel im Pflegebereich zirkulieren, gemäß denen es zu einem Personalabbau in einigen Kliniken kommen soll. Es geht die Rede von bis zu 60 Vollzeitstellen im ganzen Land. Der auslösende Grund wäre bei dem unpopulären kommerziellen PRN-System zu suchen, das seit Kurzem hierzulande in einer neuen Version verwendet wird, und bei der Anwendung dieser Bewertungsschablone sei es offensichtlich nunmehr zu größeren Abweichungen im Vergleich mit den Resultaten der vorherigen Jahre gekommen. Eine Gewerkschaft hat gar eine primäre Forderung aufgestellt und Transparenz im Bezug auf die Personaldotation (PRN) gefordert.

Fragen:

1) Kann der Minister diese Gerüchte bestätigen und Einzelheiten zur Situation mitteilen? Welche Kliniken wären demnach betroffen?

2) Falls sich diese Gerüchte bestätigen, was sind dann die Konsequenzen für das Pflegepersonal in den Kliniken des Landes? Wird es zum Stellenabbau kommen oder hat er bereits begonnen? Wie steht es dann mit den Chancen der Pflegefachkräfte, die in einem Zeitkontrakt arbeiten? Kommt es dann zu einem Rückgang der Pflegeaktivität?

3) Gibt es sozialabfedernde Maßnahmen, um das PRN-Resultat erträglicher zu gestalten?

4) Wie viel zahlt das Gesundheitswesen jedes Jahr an Lizenzkosten, an Gehältern für das Datenerhebungspersonal in den Kliniken sowie für das Auswertungsteam im CRP-Santé, bei der CNS sowie der EHL?

5) Denkt der Minister nicht auch, dass das PRN-System überholt ist und das, was den Personalschlüssel betrifft, aus anderen Datenquellen kostengünstiger errechnet werden könnte?

6) Falls sich die geschilderte Situation des Personalabbaus aufgrund der Resultate des PRN-Systems bestätigen sollte, wieso wird dies dann nicht von der Obrigkeit offiziell der Öffentlichkeit mitgeteilt?

7) Bei Bestätigung der Vermutungen, müsste dann nicht ernstlich an der Objektivität, gar der Wissenschaftlichkeit dieser PRN-Erhebungen gezweifelt werden, und wer übernimmt die politische Verantwortung für die Weiterführung des kommerziellen PRN-Systems?

Réponse (7.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

Das PRN ist ein auf Krankenhauseinheiten bezogenes Messinstrument, das die von den eingelieferten Patienten benötigten zeitlichen Pflegeaufwendungen berechnet (sowohl normale

kenkassenunion (UCM) gemeinsam ausgewählt, um über objektive Daten zur Berechnung der von den einzelnen Spitälern benötigten „Effektive“ zu verfügen, in Anbetracht der jeweiligen Aktivitätsbereiche. Seit 1994 wurde es angewandt und ab 1995 in die Budgetaufstellung der Krankenhäuser in der Version PRN 87 integriert.

Seit einigen Jahren gingen verschiedene Spitäler davon aus, dass die Pflegeleistungen sich weiterentwickelt hätten seit 1987 und dass die neue Version des PRNs, das PRN 6.0, eingeführt werden sollte, beziehungsweise wollten einige Krankenhäuser auf ein anderes Messinstrument umsteigen. Die gemäß Artikel 30 der zwischen EHL und UCM ausgehandelten Konvention eingesetzte Normenkommission, welche paritätisch besetzt ist, hat entschieden, die neue Version des PRN vermittels einer Studie in ihren Auswirkungen zu überprüfen. Die Schlussfolgerungen dieser Studie zeigen quasi keinen Effekt bei der Gesundheitskasse (CNS), aber Abweichungen bei der aufzubringenden Pflegezeit in verschiedenen Einheiten einiger Krankenhäuser sowie globale Veränderungen für verschiedene Einrichtungen, mit negativem Effekt bei den einen und positivem Effekt bei den anderen. Die Krankenpfleger, welche die Auswertung vorgenommen hatten, haben sich für eine Anwendung der neuen Version ausgesprochen, da sie der Meinung waren, sie ermögliche eine feinere Erfassung der tatsächlichen Gesundheitssituation des Patienten. Schließlich haben sich EHL und UCM dafür entschieden, das PRN beizubehalten, jedoch auf die Version 6.0 überzugehen.

Ad 1) Während der Verhandlungen zwischen den einzelnen medizinischen Einrichtungen und der CNS zwecks Festlegung der Budgets für 2013 und 2014 wurde festgestellt, dass verschiedene Spitäler Personalüberschüsse hatten, wohingegen die Personaldotationen anderer Einrichtungen unter dem festgelegten Schlüssel lagen. Man muss jedoch festhalten, dass die neue Version des PRN nicht die einzige Ursache einer Veränderung der Personalschlüssel darstellt: Hinzu kommen die Veränderung des Krankheitsprofils der Krankenhauspatienten, welche durch Fusionen oder Abänderungen der Strukturen erfolgte, sowie das reale Aktivitätsniveau, das nicht demjenigen vorheriger Jahre, welche als Basis für die Erstellung des Budgets genommen wurden, entsprach. Das PRN fußt sowohl auf den Krankheitsprofilen der Patienten als auch auf dem Leistungsaufkommen. Zurzeit ist es nicht möglich, Angaben darüber zu machen, welcher Indikator in welchem Maße Einfluss auf das Resultat des PRN nimmt. Eine diesbezügliche Studie wird von der Normenkommission durchgeführt werden.

Die Bestandsaufnahme der Über- und Unterdotierungen in allen Krankenhäusern zeigt einen Gesamtüberschuss von 46,31 Posten für alle Spitäler. Diese Zahl stellt in etwa 2% der Gesamtzahl der Arbeitsposten des Spitalsbereichs dar.

Ad 2 und 3) Die Anpassung an die dem PRN entsprechenden „Arbeitseffektive“ wird über fünf Jahre gestreckt, so dass die Spitäler die Möglichkeit haben, sich innerhalb von fünf Jahren anzupassen. Jährlich wechseln in etwa 4,3% des Personals im Spitalsbereich den Arbeitsplatz. Zugleich kann die interne Restrukturierung zur Optimierung der Pflege dazu beitragen, diese Situation zu regulieren. Außerdem ist es durchaus möglich, dass im Zuge der nächsten Budgetverhandlungen die Arbeitslast neu eingestuft wird, so dass erneut Anpassungen erfolgen können.

Ad 4) Die PRN-Auswertungen werden von zu diesem Zweck geschulten Krankenpflegern und -pflegerinnen erstellt. Diese Auswertungen werden von Krankenpflegern der kanadischen Firma, die den Vertrieb des PRN-Systems garantiert, und die auf diesem Gebiet Experten sind, kontrolliert. Die Krankenpfleger der luxemburgischen Spitäler arbeiten jedoch nicht nur für das PRN-System. Die Lizenzkosten liegen bei 50.000 € pro Jahr, hinzu kommt ein Betrag von 420.000 €, welchen die CNS an das CRP-Santé zahlt. Dieser Betrag stellt die Summe dar, welche die CNS dem CRP-Santé für die Berechnung der Personalschlüssel für Pflegepersonal und medizinisch-technisches Personal zahlt. Der Anteil, der den PRN-Berechnungen entspricht, wird auf zwei Drittel, also 280.000 € geschätzt.

Ad 5) Die PRN-Methode wurde 1974 in Québec entwickelt und seither regelmäßig angepasst. Sie ist international anerkannt und genutzt (Schweiz, Italien, Frankreich, Belgien, Luxemburg usw.). Derzeit wird die letzte veröffentlichte Version in Luxemburg benutzt. Was



die Frage nach einer Berechnung der Personalschlüssel auf Grund von anderen Daten angeht, sollte man bedenken, dass das PRN auf Basis von Stichproben erstellt wird und nach einer anerkannten Methodik. Die unterschiedlichen Bedürfnisse der Patienten in Bezug auf ihre medizinischen, demographischen, sozialen und kulturellen Charakteristika würden jede Typisierung riskant gestalten, wenn keine detaillierte Beschreibung dieser Charakteristika bestünde. Der direkte Kontakt mit dem Patienten bleibt unerlässlich.

Ad 6) Die Resultate der PRN-Studie ermöglichen die Berechnung der Personalschlüssel der einzelnen medizinischen Einrichtungen. Die Erstellung der Personalschlüssel erfolgt jedoch nicht allein auf Grund der Resultate des PRN, sondern ist auch abhängig von dem erbrachten Arbeitsvolumen. Diese beiden Faktoren werden in den bilateralen Gesprächen zwischen den einzelnen medizinischen Einrichtungen und der CNS diskutiert. Die Sozialpartner, vom leitenden Vorstand der CNS delegiert, nehmen an den Budgetverhandlungen teil und werden sogar, falls sie nicht selbst daran teilnehmen, regelmäßig über den Stand der Verhandlungen zwischen den einzelnen Spitälern und der CNS informiert.

Ad 7) Die Entscheidung, zur Version 6.0 des PRN zu wechseln, wurde mit Einverständnis der EHL getroffen. Die neue Version beinhaltet mehrere methodologische Abänderungen. Der auswertende Krankenpfleger und die Pflegeassistenten kennen die den einzelnen Pflegefaktoren zuerkannten Zeitspannen in dieser Version nicht mehr. Die Pflegefaktoren müssen jetzt anhand ihrer Beschreibung und ihrer Eignung, dem Patienten zu helfen, ausgewählt werden. Zudem hat sich die Zahl der Pflegefaktoren um 88% erhöht, was eine Abänderung der jedem Faktor zuerkannten Zeitspanne mit sich bringt.

Die Normenkommission untersucht zurzeit die verschiedenen bei der Anwendung des PRN Version 6.0 benutzten Faktoren und ihren Impact auf das Resultat, um eventuelle Ungeheimheiten aufzuspüren.

Question 2420 (19.11.2012) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant la **formation professionnelle de base:**

Le certificat de capacité professionnelle (CCP), qui est délivré après la formation professionnelle de base, est destiné à permettre aux jeunes qui suivent cette formation soit l'intégration au marché de l'emploi, soit le passage vers la formation professionnelle initiale.

En général, le Service d'orientation professionnelle fournit à l'élève concerné une liste d'entreprises ou de maîtres-artisans à la recherche d'un apprenti. L'élève prend alors rendez-vous lui-même chez un de ces patrons formateurs. En cas d'accord, il retourne à l'ADEM qui lui remet les documents afférents, notamment une carte d'assignation. Parallèlement l'élève doit également s'inscrire aux cours concomitants d'un lycée technique. Le 31 octobre constitue la date-limite pour la signature de tels contrats.

Selon mes informations, des jeunes, qui ont à la fois trouvé un établissement scolaire et un patron voulant leur offrir la possibilité d'entamer une formation du régime CCP après cette date-limite, se voient refuser les accords des services publics compétents.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Travail et de l'Emploi:

- Madame et Monsieur les Ministres sont-ils au courant de cette problématique?

- Combien de jeunes gens sont concernés par ces refus?

- Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis que, considérant le taux élevé de chômage de jeunes, le MENFP et l'ADEM devraient revoir leurs pratiques respectives afin de permettre aux jeunes concernés de poursuivre leur formation?

Réponse commune (2.1.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

La loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle prévoit dans son article 20 (4) que «(...) La conclusion des contrats doit se faire jusqu'au 1^{er} novembre

au plus tard.» Il s'ensuit que ni le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ni le Service d'orientation professionnelle de l'ADEM n'ont la possibilité d'appliquer un autre délai que celui prévu par la loi.

Les ministères et services concernés sont conscients que l'application stricte de ce délai peut causer problème, d'une part, pour les jeunes qui ont commencé très tard la recherche d'un patron formateur et, d'autre part, pour les patrons formateurs qui ne déclarent leur poste d'apprentissage vacant qu'au mois d'octobre.

En ce qui concerne le délai de la conclusion du contrat d'apprentissage, il y a lieu de remarquer que pendant toutes les années précédentes les services publics impliqués ont appliqué la règle que le lundi, après les congés de la Toussaint, est le dernier jour pour recevoir de la part du Service d'orientation professionnelle (OP) de l'ADEM les papiers nécessaires à la conclusion d'un contrat d'apprentissage. Il est à souligner que trois cas de figure se sont présentés où il a été dérogé à cette date, à savoir:

a. le droit de former de la part des chambres professionnelles a été demandé, mais faisait encore défaut,

b. l'autorisation du Ministère des Affaires étrangères pour les jeunes de nationalité non-communautaire faisait défaut,

c. les jeunes ont respecté les procédures d'inscription au cours des mois précédents et les postes d'apprentissage respectifs ont été déclarés par les employeurs formateurs, mais finalement certains jeunes ont «oublié» de se présenter à l'OP pour retirer les papiers en vue de la conclusion du contrat d'apprentissage.

Pour ce qui est de la question du nombre de jeunes qui se sont vus confrontés à un tel refus, les services concernés ne sont pas en mesure de donner des chiffres concrets, alors qu'aucun relevé des demandes introduites tardivement n'est tenu.

Par ailleurs, l'Action Locale pour Jeunes du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le département emploi des jeunes de l'ADEM prennent en charge ces jeunes sous condition qu'ils prennent l'initiative de se manifester auprès de ces services.

Comme le taux de chômage des jeunes est trop élevé, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et le Ministère du Travail et de l'Emploi sont en train d'élaborer, en étroite collaboration avec tous les acteurs concernés, des outils adaptés en vue de la mise en œuvre du pacte jeunesse. Ce pacte donnera aux jeunes la garantie de recevoir soit une formation qualifiante, soit une première expérience professionnelle sur le marché du travail.

De plus, les départements ministériels concernés se concertent au sujet de la date limite en vue de la conclusion d'un contrat d'apprentissage. Il est à signaler que l'année scolaire commence le 15 septembre et que le risque est grand que des jeunes qui concluent tardivement un contrat d'apprentissage ratent une certaine quantité de matières enseignées en début d'année scolaire.

Question 2421 (21.11.2012) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant la **recherche au Luxembourg:**

Alljährlich findet ein Aufruf, ein sogenannter „Call“ an die Forschungsgemeinschaft statt, um Forschungsprojekte im Rahmen des „CORE“-Programms einzureichen und durch den FNR zum Teil gegenfinanziert zu bekommen. So auch Anfang dieses Jahres, und gemäß Informationen, die auf der Internetseite des FNR zu lesen sind, wären in der Zwischenzeit auch die einzelnen Bewerber über die Annahme oder Ablehnung ihres Forschungsvorschlags informiert worden.

Unbestätigten Informationen zufolge wäre in bestimmten CRPs nur eine geringfügige Anzahl an „Pre-proposals“ angenommen worden, mit der Folge, dass damit die Projekte fast sicher nicht stattfinden können, weil die notwendigen Finanzmittel kurzfristig nicht bereitstehen und als Folge davon die Forscher/-innen sowie anderes Personal von CRPs möglicherweise um ihren Job fürchten müssen.

Dieses Szenario wirft eine ganze Reihe von Fragen auf, unter anderem jene über die erreichte Qualität unserer nationalen Forschung, die „Leadership“ in den CRPs, die vermeintliche Stabilität von Jobs in unserer Forschung, aber auch über die derzeitige Eignung beispielsweise unseres Gesundheitswesens, um wissenschaftliche Forschung betreiben zu können, wenn man nur den Bereich „Public health“ betrachtet mit dem Anspruch, mittelfristig „personalisierte Medizin“ zu betreiben.

Fragen:

1) Kann der Minister bestätigen, dass es für bestimmte CRPs und spezifisch ausgewählte Départements in den CRPs des FNR so wenig Ausbeute beim „Core call“ des FNR gab, dass ein Abbau von Arbeitsstellen nicht ausgeschlossen werden kann?

2) Wie kann es im Jahr 2012 immer noch zu diesen nicht zufriedenstellenden Resultaten kommen?

3) Was waren die Konsequenzen der Audits, die vom Forschungsministerium in ausgewählten Forschungsabteilungen des Landes getätigt wurden? Wieso reflektieren die diesjährigen CORE-Resultate dies möglicherweise nicht?

4) Hat die nationale Forschungslandschaft ein „Strategie- sowie ein Führungsproblem“, das sich gegebenenfalls auch in einzelnen Abteilungen widerspiegelt?

5) Werden in Zukunft nur Führungskräfte in den nationalen, öffentlichen Forschungszentren eingestellt, die mindestens einen PhD aufweisen?

Réponse (17.12.2012) de **M. François Biltgen**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:*

Die durchschnittliche Erfolgsquote des CORE-Calls 2012 beträgt 33% und liegt damit höher als diejenige des Calls 2011. Allgemein lässt sich sagen, dass sich die Erfolgsquote bei CORE-Calls zwischen 30% und 40% eingependelt hat und somit für die am Call teilnehmenden Zentren durchaus statistisch berechenbar und vorhersehbar ist.

Diese durchschnittliche Erfolgsquote ist durchaus vergleichbar (und teilweise sogar leicht höher) mit der Erfolgsquote von ähnlich gelagerten Programmen im Ausland, welche - wie das CORE-Programm des FNR - auf einer Evaluierung basierend auf wissenschaftlichen Qualitätskriterien aufbauen.

Sollte ein Zentrum in einem Jahr etwas schlechter abschneiden, so hat dies mitnichten die direkte Konsequenz eines Personalabbaus. Das in den Leistungsverträgen festgelegte Finanzierungsmodell der Zentren (durchschnittliche Werte: 60% Grundfinanzierung von Seiten des Hochschul- und Forschungsministeriums - 20% Finanzierung aus kompetitiven Forschungsprogrammen wie FNR und Forschungsrahmenprogramm der EU - 20% aus Forschungsverträgen mit Privatfirmen und öffentlichen Behörden) gewährt in dieser Hinsicht einen ausreichenden Grad an Flexibilität. Des Weiteren ist zu beachten, dass das derzeitige Arbeitsvertragsgefüge von durchschnittlich 60% unbefristeten Verträgen und 40% zeitlich befristeten Verträgen, welches im Übrigen in den Evaluierungsberichten als einem Forschungszentrum sehr angepasst gelobt wird, ebenfalls eine natürliche Flexibilität mit sich bringt.

Abschließend möchte ich hervorheben, dass der Gesetzesentwurf zu den öffentlichen Forschungszentren, den ich in Kürze im Parlament einbringen werde, für Anwärtler auf leitende Stellen in den Forschungszentren Mindestvorgaben bezüglich ihrer wissenschaftlichen Qualifikation vorsieht.

Question 2423 (21.11.2012) de **M. Gast Giberyen** (ADR) concernant les **cartes d'identité:**

Virun e puer Wochen ass bekannt ginn, dass em déi 80.000 Lëtzebuergesche Identitéitskaarte feelerhaft waren an deementsprechend och hu missen ersat ginn. Den Här Innenminister huet deemools erkläert, dass se an der Belsch produziert ginn. Et ass och e Gesetzestext um Instanzewege, duerch deem d'Identitéitskaarte sollen d'Form vun enger Kreditkaart kréien.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Innenminister dës Froe stellen:

1. Wéini ass fir d'lescht en „Avis de marché“ fir d'Fabrizéiere vu Lëtzebuergesche Identitéitskaarte publizéiert ginn?

2. Wéi vill Entrepreneuren hunn am Kader vun leschten „Avis de marché“ eng Offer ennerbreet? Wéi vill Offere koume vun Entrepreneuren, déi zu Lëtzebuerg täteg sinn, a wéi vill koume vun Entrepreneuren, déi am Ausland täteg sinn?

3. Gëtt fir d'Identitéitskaarten am neie Format en neien „Avis de marché“ publizéiert?

4. Ass den Här Minister net der Meinung, dass et sech bei den Identitéitskaarten em e wichtegt Dokument handelt, wat zu Lëtzebuerg misst produzéiert ginn?

Réponse commune (10.1.2013) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et de la Grande Région*, et de **Mme Octavie Modert**, *Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:*

1. an 2. Déi aktuell Identitéitskaart ass duerch dat ministeriell Reglement vum 12. Juni 1989, „déterminant le modèle de la carte d'identité obligatoire à délivrer par les administrations communales“, ageféiert ginn.

Deemools ass mam Gesetz iwwert d'öffentlech Optragsweise vum 4. Abrëll 1974 op en „marché de gré à gré“ zréckgegraff ginn.

Dofir gouf vun der deemoleger Regierung zwou Firmen kontaktéiert, déi fir d'Produktioun vun de franséschen a belschen Identitéitskaarten zoustänneg waren.

No Iwwerprüfung gouf just nach eng Firma zréckbehalen. Et sief hei nach preziséiert, dass et net nëmmen em d'materiell Produktioun vun der Identitéitskaart goung, mä och em d'Prozedur am Zesummenhang mat den Ufroen, fir eng Identitéitskaart ze kréien. Dat heescht, et huet souwuel en Dokument missen ausgeschafft gi fir d'Opheue vun den Demanden (document de base), wéi och en informatésche System, deem déi néideg Sécherheete bitt.

Eisen Informatiounen no hat deemools keng Lëtzebuergesche Firma Interesse respektiv den techneschen Know-how fir dee Marché ze kréien.

3. an 4. Déi zukünfteg elektronesch Identitéitskaarten, déi de Gesetzesprojet n°6330 virgesäit, ginn duerch de CTIE (staatlechen Zentrum fir Informatiounstechnologien - Centre des technologies de l'information de l'État) produzéiert. Dat heescht, d'Identitéitskaarten ennerleien dann enger staatlecher Qualitéitskontroll a ginn zu Lëtzebuerg personaliséiert, ouni Transferment vun Donnéeën an d'Ausland.

Wat den techneschen an informatésche System ugeet, sou ass op den Artikel 40, Paragraph 1, (1), c) vum Gesetz vum 25. Juni 2009 iwwert d'öffentlech Optragsweisen zréckgegraff ginn, deem en „marché négocié sans publication d'un avis de marché“ an dréngende Fäll virgesäit. Dozou zielt och déi aktuell Situatioun, an där eng gewëssen Zuel vun Identitéitskaarten e Qualitéitsproblem huet, wat bedéngt, dass déi elektronesch Identitéitskaarten esou séier wéi méiglech ageféiert ginn. An deem Kontext ass mam virdu genannte Gesetz vum 25. Juni 2009 den Avis vun der Soumissionskommission gefrot ginn. Mir wëllen ennersträchen, dass den CTIE keen neie System muss opbauen, fir déi nei Identitéitskaarten ze personaliséieren, a sech op en Ausbau vum schonns besteende Produktiounsenvironnement fir déi Lëtzebuergesche Optragsweise zougänglech ka beschränken.

Question 2424 (21.11.2012) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **table ronde sur les investissements au Luxembourg:**

Bei der Ried zur Lag vun der Natioun huet de Premierminister den 8. Mee vun dësem Joer dës deklaréiert: „Ech hieieren an ech liesen, datt téschent der Décisioun an der Realisatioun vun den öffentlechen a privaten Investissementer onendlech laang Zäite verginn. Dës Diskussioun reegt mech op, déi nert mech, si stéiert mech. Dofir ruffen ech am Ufank vum Hierscht eng national Table ronde mat allen Acteuren vun öffentlechen a privaten Investissementer, inklusiv de Gemengen, an, déi och selwer wäert presidéieren, fir Moosname kënnen ze decidéieren, déi den Investissementer zu Lëtzebuerg méi Stullgank mécht.“

D'Konklusione vun dësem Ronndeschgespräch sollen nach virum Enn vum Joer virgeluecht ginn.

Dowéinst meng Froen un de Premierminister:

- Ass dës Table ronde ofgehele ginn? Wa jo, wéini a wat fir eng Konklusione konnt gezu ginn? Wann net, fir wéini ass se virgesinn?

Réponse (19.12.2012) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État:*

Déi an der Ried zur Lag vun der Natioun vum 8. Mee 2012 ugekënnegt Table ronde iwwert d'Investissementer gëtt zënter der Rentrée op meng Demande aktiv vun de Servicer vun Statsministère virbereet.

Déi éischt Réunioun mat Acteuren vun Investissementer hu gewisen, datt d'Resultater vun där Table ronde staark vun enger verdéierter Virbereedung profitéiere géifgen. Dofir hunn ech decidéiert, deene Beträffenen déi néideg Zäit ze ginn, fir hir Iddien a Propositionen ze verdeiwen an ze preziséieren. D'Qualitéit vun der Aarbecht ass hei méi wichteg, wéi dës Table ronde onbedéngt esou séier wéi méiglech zesammenzeruffen.

Zënter Enn November leien d'Elementer vir, op Basis vun deene meng Servicer Entrevuë mat den zoustännegen Ministeren, Administratiounen a soss Acteuren organiséieren konnten. Dës Exercice gouf an de leschte Wochen aktiv

weidgedriwwen. D'Zil ass et, en vue vun der Table ronde konkret an, do wou et méiglech ass, séier ëmsetzbar Mesuren auszeschaffen, déi an deem Kader diskutéiert an adoptéiert kënnen ginn.

Et ass virgesinn, d'Table ronde, déi ech selwer presidéiere wäert, an den éischte Méint vum Joer 2013 zesummenzeruffen.

Question 2425 (22.11.2012) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant le «cancer de bitume»:

Selon mes informations, la Cour d'appel de Lyon vient de reconnaître un premier cas de «cancer de bitume». La Cour d'appel a reconnu la responsabilité de la société de travaux publics dans la mort d'un ouvrier du bitume, âgé de 56 ans, à la suite d'un cancer de la peau en 2008. La justice reproche à l'entreprise un manquement à son obligation de sécurité.

Elle a établi un lien de causalité entre le cancer de la peau et l'activité professionnelle de l'ouvrier chargé de l'épandage du bitume. Il faut noter que l'exposition répétée aux vapeurs du bitume crée des pathologies qui ne se révèlent que plusieurs dizaines d'années plus tard. Des études réalisées par le Centre International de Recherche sur le Cancer (CIRC) ont par ailleurs également confirmé que l'exposition aux émissions de bitume présente un risque cancérigène possible. Afin d'éviter tout risque de maladie, il faut imposer le port d'un masque lors de l'épandage du bitume.

Dans le contexte précité, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre est-il au courant du jugement par la Cour d'appel de Lyon reconnaissant pour la première fois la dangerosité de l'exposition humaine aux vapeurs du bitume sans protection?

- Sachant que le risque cancérigène concernant le bitume est connu, les entreprises travaillant au Luxembourg utilisent-elles du goudron ou bitume qui, selon les experts, est moins cancérigène?

- Ne devrait-on pas informer les entreprises exécutant des travaux d'épandage de bitume sur ce jugement, afin qu'elles puissent avertir leurs ouvriers et contribuer à la prévention de tout risque de cancer de la peau?

Réponse (28.12.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Mes services ont connaissance de la décision juridictionnelle française à laquelle se réfère l'honorable Député.

En ce qui concerne les bitumes, qui sont des résidus de distillation du pétrole, ils contiennent des substances toxiques, en particulier des hydrocarbures aromatiques polycycliques (HAP), dont certains sont cancérigènes. Lors de leur mise en œuvre, les bitumes sont chauffés et dégagent des fumées nocives pour la santé. Les salariés peuvent être exposés à l'inhalation ou au passage percutané de substances toxiques. Les facteurs qui jouent un rôle dans l'exposition percutanée comprennent le contact avec des vêtements imprégnés, le contact direct avec le produit, ainsi que la contamination par les aérosols lorsqu'ils retombent sur la peau.

Le goudron et les bitumes constituent deux produits distincts. Alors que le goudron renferme effectivement des HAP qui sont responsables des effets cancérigènes du goudron, les bitumes en revanche ne contiennent pas ou très peu de HAP (au moins 1.000 x moins que le goudron), de sorte à ce que les analyses du CIRC (Centre International de la Recherche sur le Cancer) ne permettent pas à ce jour d'établir un lien entre l'exposition aux fumées de bitumes et les différentes formes de cancer. D'après les connaissances actuelles les bitumes ne sont donc pas cancérigènes.

Les bitumes utilisés notamment dans la construction routière et l'étanchéité des bâtiments remplacent par conséquent de plus en plus le goudron en raison de sa toxicité moindre.

Actuellement et conformément aux données reçues des inventaires des postes à risques, 51 entreprises luxembourgeoises (avec un total de 642 salariés) utilisent du goudron et 47 entreprises (avec un total de 482 salariés) du bitume.

Les risques mentionnés par l'honorable Député sont bien connus des entreprises travaillant avec de tels produits.

Conformément au Code du Travail, l'employeur est responsable de la santé et de la sécurité des salariés. Il doit prendre les mesures nécessaires pour la protection de la sécurité et de la santé

des salariés, y compris les activités de prévention des risques professionnels, d'information et de formation ainsi que la mise en place d'une organisation et de moyens nécessaires.

La formation et l'information des salariés exposés sont régies par le règlement grand-ducal du 30 juillet 2002 concernant la protection des travailleurs contre les risques liés à l'exposition à des agents cancérigènes ou mutagènes au travail.

Face à des agents cancérigènes, il y a lieu de réduire l'exposition à son niveau le plus bas possible; à savoir éviter tout contact avec la peau et réduire le risque d'inhalation.

Des améliorations techniques et la mise au point d'équipements de prévention collective et individuelle ont d'ores et déjà contribué à réduire le risque pour certaines activités. Si la réfection des routes a lieu le plus souvent au grand air, il faut, pour toute intervention en milieu confiné (garage souterrain), prévoir une ventilation des lieux. Une autre solution pour réduire les fumées de bitume consiste dans l'usage d'enrobés tièdes qui, au lieu d'être coulés à 160 degrés, le sont à 110 degrés avec quatre à huit fois moins de vapeurs dégagées.

Les dérivés de goudrons de houille peuvent être remplacés dans les produits utilisés, comme les enduits superficiels où sont déjà utilisés des fluidifiants non toxiques tels que l'huile de colza.

Le port des vêtements de protection (combinaisons, gants, masques et lunettes) est par ailleurs recommandé, quelles que soient les conditions dans lesquelles est effectué le travail. L'application des mesures d'hygiène les plus élémentaires est indispensable: disposer de vêtements propres, se laver les mains régulièrement, prendre une douche immédiatement après le travail.

Les salariés exposés aussi bien au bitume qu'au goudron bénéficient par ailleurs de visites médicales périodiques tous les 24 mois auprès de leur service de santé au travail.

Les cancers cutanés dus à l'exposition au goudron sont repris dans le tableau luxembourgeois des maladies professionnelles sous le numéro 51 02, libellé «Néoformations ou cancers cutanés après manipulation et emploi de noir de fumée, paraffine lourde, goudron de houille, anthracène, résines ou autres substances cancérigènes».

L'Association d'assurance accident a reconnu entre 2002 et 2011 deux cas de ce type de maladie professionnelle, dont un chez un ouvrier posant des systèmes d'étanchéité au goudron (joints goudronnés et feutres pour terrasses et toits de maison type «Dachpappe»).

Question 2426 (22.11.2012) de **M. Georges Engel** (LSAP) concernant la reconnaissance du diplôme d'ingénieur diplômé:

Le règlement grand-ducal du 20 décembre 1990 portant fixation des conditions d'admission et d'examen des fonctionnaires communaux stipule dans son article 20 que les candidats aux fonctions de la carrière de l'ingénieur technicien doivent être détenteurs d'un diplôme d'ingénieur technicien délivré par l'Institut Supérieur de Technologie à Luxembourg ou d'un diplôme étranger reconnu équivalent par le Ministre de l'Éducation nationale. Les diplômés et certificats visés au présent paragraphe doivent sanctionner une formation technologique répondant à celle ou à celles exigées lors de la publication de vacance du ou des postes.

Il m'est parvenu que la candidature d'un détenteur d'un diplôme d'ingénieur diplômé n'a pas pu être retenue pour l'examen d'admissibilité pour un poste d'ingénieur-technicien. La lettre de refus se référerait, d'une part, à l'article susmentionné et, d'autre part, au fait que la carrière d'ingénieur technicien n'apporterait pas la satisfaction escomptée à un détenteur d'un diplôme d'ingénieur diplômé.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- L'article 20 du règlement grand-ducal mentionné ci-dessus signifie-t-il effectivement qu'un détenteur d'un diplôme d'ingénieur diplômé n'est pas admissible à la carrière de l'ingénieur technicien?

- N'appartient-il pas au candidat de juger lui-même de l'intérêt d'un poste?

Réponse (21.12.2012) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

Les conditions d'études à remplir par les candidats aux postes de fonctionnaire communal dans la carrière de l'ingénieur technicien sont

définies par l'article 20 du règlement grand-ducal modifié du 20 décembre 1990 fixant les conditions d'admission et d'examen des fonctionnaires communaux. Cet article ne définit pas un niveau d'études minimum requis en vue de l'accès aux fonctions visées, mais exige que les candidats intéressés doivent se prévaloir d'un diplôme précis, à savoir «d'un diplôme d'ingénieur technicien délivré par l'Institut Supérieur de Technologie à Luxembourg ou par l'École technique à Luxembourg, ou bien d'un diplôme d'études étranger reconnu équivalent par le Ministre de l'Éducation nationale». Il est à noter que la reconnaissance d'un diplôme étranger visé relève actuellement de la compétence du ministre ayant dans ses attributions l'enseignement supérieur.

En exécution de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg l'ancien diplôme d'ingénieur technicien a été remplacé par le diplôme de «bachelor en ingénierie».

Dans la mesure où l'article 20 du règlement grand-ducal du 20 décembre 1990 visé accorde aux candidats détenteurs d'un des diplômes y spécifiés un droit d'accès aux fonctions intéressées tout en excluant tout candidat ne pouvant se prévaloir d'un tel diplôme, il est évident que la commission d'examen compétente, en statuant sur l'admissibilité des candidats intéressés, doit faire une application stricte et restrictive des dispositions réglementaires concernées.

En effet, l'admission à l'examen d'admissibilité prévu pour la carrière de l'ingénieur technicien de candidats ne détenant pas les diplômes spécifiques exigés par l'article 20 du règlement grand-ducal du 20 décembre 1990 mentionné risquerait fort d'engendrer des recours administratifs de la part de candidats se sentant lésés par une telle décision.

C'est pourquoi en l'absence d'une disposition légale accordant une équivalence d'un diplôme d'ingénieur, du niveau master, à ceux exigés par la réglementation actuelle en vue de l'accès aux fonctions d'ingénieur-technicien, la commission d'examen compétente refuse l'admission des candidats en question aux épreuves de l'examen d'admissibilité y afférent.

Pour ce qui est de la considération invoquée par Monsieur le Député Engel selon laquelle la commission d'examen informe les candidats disposant d'un diplôme d'ingénieur, de niveau master, que le fait de se figer dans une carrière moyenne, en l'occurrence celle de l'ingénieur technicien, ne leur apporterait vraisemblablement pas la satisfaction escomptée à plus longue échéance, il est évident que l'information en question ne saurait être considérée comme motif juridique justifiant la décision de refus d'admission à l'examen y afférente, mais s'entend évidemment comme simple recommandation dans l'intérêt d'un plein épanouissement professionnel des personnes visées.

Question 2429 (26.11.2012) de **Mme Nancy Arendt** (CSV) concernant la nutrition au «Sportlycée»:

L'alimentation chez les athlètes de haut niveau constitue un élément essentiel, voire déterminant dans l'optimisation de leurs performances physiques et sportives. Il est de ce fait évident que certains parents ou élèves se montrent soucieux quant à la nature et à la qualité des produits alimentaires utilisés dans la cuisine du restaurant du «Sportlycée».

Selon mes informations, il paraît que des menus inspirés de la culture «fast-food», tels que pizzas, hamburgers, frites, etc. soient fréquemment servis aux élèves du lycée en question. Or, cette alimentation particulièrement riche en graisses et sucres simples (à courte chaîne) est d'une manière générale fortement déconseillée dans des établissements de ce type, alors qu'elle ne devrait pas correspondre au régime des élèves inscrits au «Sportlycée».

Connaissant les besoins énergétiques des athlètes, qui ont en plus des exigences scolaires identiques à celles des élèves inscrits dans d'autres lycées, il me semble évident qu'une alimentation saine et équilibrée soit cruciale pour ces élèves. C'est ainsi que je me permets de poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle, à Monsieur le Ministre des Sports, et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Avez-vous connaissance des soucis des parents d'élèves concernant l'offre en alimentation de la cantine du «Sportlycée»?

- Un spécialiste en diététique de sport fournit-il des conseils nutritionnels au chef de cuisine de la cantine? Dans l'affirmative, selon quelles modalités?

- Existe-t-il des données scientifiques ou statistiques sur les besoins énergétiques des élèves du «Sportlycée», sachant que les besoins des élèves varient fortement en fonction de leurs objectifs et programmes respectifs?

Réponse commune (10.1.2013) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, de **M. Romain Schneider**, *Ministre des Sports*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle accorde une attention particulière à une alimentation saine et équilibrée des jeunes et adolescents. À cet effet, le service des restaurants scolaires offre des menus équilibrés basés sur des matières premières fraîches de qualité et qui proviennent, dans la mesure du possible, du terroir.

Nos expériences en restauration collective ont montré qu'il faut offrir aux élèves des menus équilibrés qui devront pourtant rester attrayants d'un point de vue gustatif. Il s'est avéré que si le ministère soumet les convives à des régimes diététiques trop restreints, les élèves tendent à s'orienter vers des établissements de restauration à l'extérieur de l'enceinte de l'école dans lesquels aucune garantie n'est donnée quant à la qualité ou l'équilibre alimentaire.

L'évolution des fréquentations des restaurants scolaires au niveau national confirme le MENFP dans sa démarche actuelle. En effet, le nombre des élèves qui prennent leur repas dans les restaurants scolaires est en croissance permanente depuis 2007 (croissance annuelle mesurée de +8,5%).

Ceci est également valable pour le restaurant scolaire du «Sportlycée», qui connaît une fréquentation de l'ordre de 90% des élèves.

Il importe de souligner que cette cuisine traditionnelle, qui est en concordance avec le Leitmotiv de Restopolis «Le plaisir de bien manger» ne peut pas être qualifiée de «fast-food». Certains plats «à emporter», qui sont fortement appréciés par les visiteurs, sont produits à partir de matières premières fraîches de qualité, tels que pizza maison ou hamburger maison avec de la viande pure bœuf.

Par ailleurs, les menus proposés dans tous les restaurants scolaires peuvent être consultés sur le site www.restopolis.lu.

Suite à quelques réclamations transmises au restaurant scolaire du «Sportlycée», les plats ont été adaptés conformément au guide de l'alimentation des restaurants scolaires.

Afin de rassurer les parents d'élèves et de répondre au mieux aux besoins alimentaires spécifiques des convives du «Sportlycée», le Ministère a décidé de faire valider les menus par une diététicienne spécialisée en matière de l'alimentation des sportifs.

Étant donné que les besoins des sportifs varient fortement en fonction de leurs activités respectives, il a été décidé d'adapter l'offre en fonction des besoins en alimentation partagés par tous les convives.

Question 2430 (26.11.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la quote-part des femmes dans le secteur de la santé:

Die Frauenquote ist in aller Munde und ein politisch gewollter Wandel. Die Führungsstrukturen von Betrieben und politischen Organisationen sollen nunmehr moderneren Erwartungshaltungen gerecht werden. In den Berufsumfeldern, in denen typischerweise Frauen arbeiten, beispielweise in den Gesundheits- und Sozialstrukturen, scheint die Notwendigkeit noch nicht erkannt worden zu sein. Dabei sind Kliniken und Pflegedienste sowie die sozialen Strukturen des Landes mit unter den größten Arbeitgebern hierzulande.

Fragen:

1) Wie sieht die Frauenquote unter den Beschäftigten von Kliniken, Pflegediensten und dem Sozialsektor global gesehen aus?

2) Wie sieht die Frauenquote in den Führungsstrukturen dieser Betriebe aus?

3) Denkt der Minister daran, diese Betriebe und ihre Arbeitgeber dazu zu bringen, eine Frauenquote in der Chefetage einzurichten, die das tatsächliche Verhältnis von Männern und Frauen als Arbeitnehmer in diesen Betrieben widerspiegelt?



4) Denkt der Minister daran, diese Betriebe dazu zu verpflichten, eine Frauenbeauftragte zu bestimmen, sollte die Führungsriege quasi ausschließlich aus Männern bestehen?

5) Wie gedenkt der Minister die Chancengleichheit in den Gesundheits- und Sozialeinrichtungen des Landes weiter zu stärken, beispielsweise im Sinne der Förderung von Karrieren und dem anschließenden Aufstieg von Frauen in Führungssetagen? Gibt es konkrete Vorhaben für Maßnahmen?

6) Gedenkt der Minister, ein Label für Kliniken, Pflegeeinrichtungen und Sozialeinrichtungen einzuführen, das zertifiziert, dass es sich hier um einen sogenannten „equal opportunities“-Arbeitgeber handelt, also einen Betrieb, der eine Politik der Chancengleichheit betreibt?

7) Wird der Minister Maßnahmen ergreifen, um die Chancengleichheit in den Führungspositionen der parastaatlichen medizinischen Strukturen zu unterstützen?

Réponse (9.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Nach Angaben der „Inspection générale de la sécurité sociale“ beschäftigte der Krankenhaussektor zum 31. März 2012 8.149 Angestellte, wobei Frauen rund 76% der Gesamtbeschäftigten stellten.

Was die Frauenquote in den Führungsstrukturen der Krankenhäuser betrifft, sind zum 15. Dezember 2012 rund 37% der Verwaltungsrats- und Direktionsratsmitglieder Frauen.

Die öffentlichen Krankenhäuser werden ohne Ausnahme von Verwaltungsräten geleitet, in denen Frauen sitzen.

Ich bin stets bemüht, bei meinen Vorschlägen bezüglich der Besetzung oder Neubesetzung von Verwaltungsräten auf die Frauenquote zu achten.

Question 2432 (26.11.2012) de **Mme Claudia Dall’Agnol** et **M. Alex Bodry** (LSAP) concernant l’impôt spécial sur les habitations inoccupées:

Lors de son discours sur l’état de la nation prononcé le 8 mai 2012 devant la Chambre des Députés, Monsieur le Premier Ministre a déploré le grand nombre de logements inoccupés au Luxembourg. C’est dans ce cadre qu’il a souligné l’importance d’un impôt spécial sur les habitations inoccupées et a annoncé la présentation par le Ministre du Logement et le Ministre de l’Intérieur et à la Grande Région d’un vade-mecum contenant les critères et les règles qui régissent la fixation dudit impôt avant la fin de l’année.

Le 11 juillet 2012, Monsieur le Ministre du Logement a déclaré lors d’un débat à la Chambre des Députés que ce vade-mecum serait pratiquement finalisé. Rappelons que la base légale pour la perception d’une taxe communale spécifique sur des immeubles bâtis inoccupés et des terrains à bâtir non affectés à la construction se trouve dans la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l’habitat et création d’un pacte logement avec les communes. Rappelons également l’avis du Conseil d’État du 27 novembre 2007 dans lequel la Haute Corporation a reconnu l’utilité d’un règlement type, en estimant que «si le Gouvernement veut inciter les communes à instituer la taxe spécifique, il pourra utilement soutenir les communes en préparant un règlement type à l’attention de ces dernières».

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l’Intérieur et à la Grande Région et à Monsieur le Ministre du Logement:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer sur le nombre de communes ayant entre-temps introduit une telle taxe? De quelles communes s’agit-il? Est-ce que le Ministère de l’Intérieur et à la Grande Région a approuvé toutes les délibérations en la matière qui lui ont été transmises par les communes? Dans la négative, pour quelles communes la procédure d’approbation est-elle encore en cours?

- Le vade-mecum précité, ou bien un règlement type en la matière, a-t-il pu être finalisé à ce jour? Quand sera-t-il porté à la connaissance des communes?

- Au cas où le vade-mecum, voire le règlement type, n’a pas pu être finalisé, quelles en sont les raisons? Y a-t-il des difficultés qui empêchent sa finalisation? Dans l’affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils détailler ces difficultés?

Réponse commune (3.1.2013) de **M. Jean-Marie Haldorff**, *Ministre de l’Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Marco Schank**, *Ministre du Logement*:

Seules deux communes disposent, à ce jour, d’un règlement introduisant la taxe sur les immeubles bâtis inoccupés et les terrains à bâtir non affectés, telle que prévue par les articles 15 à 28 de la loi du 22 octobre 2008 portant promotion de l’habitat et création d’un pacte logement avec les communes. Il s’agit en l’occurrence de la ville d’Esch-sur-Alzette et de la commune de Beckerich.

La ville de Diekirch a soumis un règlement pour approbation au Ministre de l’Intérieur, règlement pour lequel la procédure d’approbation est en cours et sera achevée dans les prochains jours.

Un règlement type a été élaboré et sera transmis au Syvicol pour avis. Une fois le document revu par ce dernier, il sera communiqué à l’ensemble des communes par le biais d’une circulaire. Cette communication est prévue pour début 2013.

L’élaboration du règlement type a été complexe en raison notamment du fait que la détermination de l’assiette de la taxe est compliquée. Plusieurs hypothèses ont été envisagées puis discutées par de nombreux acteurs, ce qui explique en grande partie que l’élaboration fut longue.

Question 2435 (27.11.2012) de **M. Lucien Clement** (CSV) concernant la surpopulation de sangliers au «Haff Réimech» et des dégâts causés aux vignes environnantes:

Un article du journal agricole «De Lëtzeburger Bauer» paru le 23 novembre 2012 dénonce les dégâts massifs causés par le gibier dans les vignes de l’espace Remerschen, Wintringen et Schengen et plus particulièrement près de la réserve naturelle du «Haff Réimech». Les exploitants viticoles s’indignent contre le silence des autorités et l’inefficacité de la lutte contre la surpopulation des sangliers.

En effet, une quinzaine de viticulteurs constatent des pertes considérables, se chiffrant à des centaines de milliers d’euros, sur leurs récoltes et leurs surfaces viticoles. La surpopulation des sangliers en serait la cause majeure. Non seulement les animaux dévorent une grande partie des raisins de qualité (pour certains vigneron il s’agit d’une perte de la moitié de la récolte), mais ils détériorent également fortement le terrain des vignobles et les installations viticoles, perturbant ainsi les travaux et l’entretien dans les vignes. Plus de 10% du patrimoine viticole seraient menacés de disparaître, en particulier dans les parages du «Haff Réimech», qui bénéficie d’une réserve naturelle protégée, et qui constitue de ce fait un bon refuge pour les sangliers.

Or, les syndicats de chasse et les gardes forestiers ne se sentent pas concernés ou compétents pour proposer des solutions. L’Institut viticole du Grand-Duché ne dispose de son côté pas de moyens suffisants pour dédommager les viticulteurs ayant subi des pertes. Par ailleurs, les procédures pour faire le constat des dégâts s’avèrent trop coûteuses et prennent beaucoup trop de temps.

Dans ce contexte, j’aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer les faits susmentionnés?

- Dans l’affirmative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d’organiser une réunion avec les acteurs concernés (gardes forestiers, syndicats de chasse, propriétaires des lots de chasse, Institut viticole, etc.), afin de trouver des solutions communes pour une meilleure protection du patrimoine viticole et une gestion plus efficace du dédommagement en cas de pertes?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de procéder à une chasse administrative pour combattre la surpopulation de sangliers dans les régions concernées?

Réponse (27.12.2012) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

Je peux confirmer qu’il existe dans la région mentionnée par l’honorable Député des dégâts de sangliers aux vignobles. Or, je ne peux pas confirmer des dégâts «s’élevant à des centaines de milliers d’euros». Pour l’année 2012, le Service de la nature a actuellement connaissance de 22 dossiers d’indemnisation pour dégâts en milieu viticole, pour un montant total d’environ 25.000 euros, sans avoir pris en considération des aspects comme la quantité surproduite de raisins (en parlant de perte de récolte, il s’agi-

rait de faire la différence entre la «bonne» récolte à utiliser et celle qui est abandonnée sur place) ou la confusion possible avec d’autres types de dégâts.

Le fait de lier les dégâts directement avec la présence de sangliers dans la zone protégée nationale «Haff Réimech» n’est que très spéculatif étant donné le comportement très mobile des sangliers.

La loi relative à la chasse prévoit l’indemnisation des dégâts de sanglier aux cultures viticoles. Il n’y a donc aucune raison pour les viticulteurs de ne pas demander l’indemnisation. Néanmoins, cette procédure exige que les dégâts soient quantifiés sur le terrain, et estimés au niveau financier. Or, c’est là que se pose un problème majeur. Les agents de l’ANF qui devraient participer aux visites de terrain en tant que représentants de l’État, ne sont pas qualifiés pour faire une estimation quantitative de dégâts de sanglier dans une culture viticole. À l’heure actuelle, une telle quantification ne peut être réalisée que par les agents de l’Institut viticole.

En vue de solutionner ce problème, l’Administration de la Nature et des Forêts a eu, en date du 19 novembre 2012, une réunion avec l’Institut viticole pour discuter de la problématique susmentionnée. Il s’avère que l’IVV ne dispose pas des ressources humaines pour assurer de manière systématique la représentation éventuelle de l’État lors de l’évaluation quantitative des dégâts sur le terrain.

Une réunion entre l’ANF, l’IVV, le syndicat de chasse, les locataires de chasse et les exploitants viticoles concernés est prévue pour le début de l’année 2013.

Une chasse administrative est certainement envisageable. Néanmoins, il faut préciser qu’il semble très difficile de chasser de manière efficace le sanglier dans la zone protégée «Haff Réimech» par des méthodes traditionnelles de la chasse, vu la situation de la zone avec de nombreux étangs et autres plans d’eau qui rendent la circulation des rabatteurs difficile. En outre, vu la proximité de deux routes, la sécurité n’est que difficilement garantie. Une fermeture des deux routes semble alors inévitable pendant les heures de la chasse.

Il y a également lieu de souligner que les sangliers sont opportunistes et vont chercher la nourriture là où elle abonde. Ils ne montrent pas de préférence pour un seul lieu, que ce soit de séjour ou pour la prise de nourriture. Ils se déplacent à des kilomètres et changent très souvent les sites de leurs séjours. Il serait hasardeux de vouloir les trouver et les tirer là où ils causent des dommages. D’un côté, ils se procurent la nourriture pendant la nuit alors que la chasse est interdite justement pendant la nuit. D’un autre côté, en organisant une grande battue, il se peut qu’on ne rencontre aucun sanglier. Des chasses administratives à elles seules risquent de ne pas pouvoir endiguer le problème. Ceci est d’autant plus vrai que les risques d’accidents de tir sont très élevés.

Suite à la réunion précitée, un plan d’action sera mis en place pour protéger les vignobles contre les dégâts de sangliers. La chasse administrative sera, en tout cas, un moyen parmi d’autres pour agir sur la densité de population des sangliers. Un autre moyen efficace à envisager, en complément ou à la suite d’une chasse administrative, serait certainement la capture de sangliers dans des structures dénommées «Saufang».

Question 2441 (28.11.2012) de **M. Jean Colombara** (ADR) concernant le transport en ambulance:

Kürzlich hat die Gesundheitskasse ein Falblatt veröffentlicht, wo die Bedingungen bezüglich eines Transportes im Krankenwagen respektive in einem Notfallwagen beschrieben werden. Leider bleibt es dabei, dass die allgemeine Situation hierzulande rundum die Transporte in privaten oder öffentlichen Ambulanzen weiterhin mit vielen Fragen und leider Beanstandungen behaftet ist. Interessanterweise sind eine Reihe von Aspekten, die im Zusammenhang mit dem „Transport im Krankenwagen“ einhergehen und die unter anderem auch in parlamentarischen Fragen angesprochen wurden, im Falblatt ausgeklammert geblieben.

Fragen:

1) Wieso wird im Falblatt nicht von der freien Wahl des Transportdienstleisters gesprochen? Gilt nun der sogenannte „libre choix“ ebenfalls bei der Wahl der Ambulanzfirma bei nicht notfallmäßigen Transporten oder nicht?

2) An welche Obrigkeit oder staatliche Instanz können sich Patienten mit Reklamationen und Beanstandungen wenden?

3) Wie steht es mit der Tarifierung und der allzu oft vorkommenden Ausstellung von zu hohen Rechnungen durch die Nichtrespektierung der vorgegebenen offiziellen Tarifen?

4) Darf der Patient vor dem Transport den Nachweis der Qualifikationen des Begleitpersonals als Gesundheitsfachkraft einfordern?

5) Denkt der Minister nicht, das es vorteilhaft wäre, dem Patienten die Möglichkeit zu geben, über ein Simulationswerkzeug auf den Internetseiten der CNS oder des Ministeriums den genauen Tarif für bestimmte Transportszenarien nachrechnen zu lassen?

6) Wäre es nicht von Interesse, die in Luxemburg akkreditierten Ambulanzdienste und deren Dienste, die sie übernehmen dürfen, aufzulisten, sowie die Rechte der Patienten in Bezug auf Transporte im Krankenwagen?

7) Falls die freie Wahl des Dienstleisters gilt, welche Maßnahmen gedenkt der Minister zu ergreifen gegen Kliniken, die exklusiv nur mit einer einzigen Firma zusammenarbeiten?

Réponse (7.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale*:

Die Anfrage des Herrn Abgeordneten bezieht sich auf das kürzlich von der Gesundheitskasse (CNS) zum Thema Krankentransport veröffentlichte Falblatt. Das Falblatt enthält Informationen in französischer und portugiesischer Sprache. Auf diese Weise sollen nicht allumfassende Informationen, sondern ein kurzer Überblick über die drei typischen Situationen gegeben werden, in denen auf Krankenwagen als Transportmittel zurückgegriffen werden kann, sowie über die jeweiligen Bestimmungen betreffend die Übernahme der Kosten durch die CNS. Zudem sind eine Telefonnummer sowie eine Internetadresse der zuständigen Abteilung der CNS angegeben, so dass direkt betroffene Personen weitergehende Informationen hier erhalten können.

Ad 1) Das Prinzip der freien Wahl ist ein allgemeines Prinzip, das in Artikel 19 Absatz 1 des Sozialgesetzbuches verankert ist und das sich auch auf den Krankentransport bezieht, soweit es sich nicht um Notfälle handelt.

Ad 2) Die zuständigen Instanzen für etwaige Beschwerden im Bereich des Krankentransports hängen von der Art der Beschwerde und vom Statut des Transporteurs ab. Die CNS ist zuständig, wenn es sich um die Übernahme der Transportkosten handelt.

Ad 3) Was den Krankentransport im Krankenwagen angeht, gibt es keine offiziellen Tarife, außer jenen der Taxenreglementierungen für Transporte, welche von öffentlichen oder kommunalen Dienstleistern ausgeführt werden. Etwaige Beschwerden über die praktizierten Tarife sind direkt an den Dienstleister heranzutragen.

Die Statuten der CNS sehen vor, dass Transporte, welche von öffentlichen oder kommunalen Dienstleistern ausgeführt werden, gemäß den existierenden offiziellen Taxenreglementierungen übernommen werden, bei Transporten, welche von kommerziellen Anbietern oder Privatpersonen ausgeführt werden, werden die Kosten in Höhe eines festgesetzten Prozentsatzes eines Referenzkilometerpreises übernommen.

Ad 5) Der Vorschlag, dem Patienten vor Antritt des Krankentransports eine Simulation des realen Transportpreises sowie der Höhe des Rückerstattungsanteils zu ermöglichen, erscheint schwierig, wenn nicht sogar unmöglich auf Grund der vielen unterschiedlichen zu beachtenden Parameter, wie die rechtliche Stellung des Transporteurs, die Natur des Transportes (einfache Fahrt, wiederholte Fahrt mit einer mehr oder weniger hohen Häufigkeit), die genaue Kilometerzahl, Abfahrts- und Ankunfts-ort... Es sei darauf hingewiesen, dass in Notfällen gemäß dem Gesetz über die medizinische Hilfeleistung der Krankentransport nur von Krankenwagen des öffentlichen Dienstes durchgeführt werden kann.

Ein solches Instrument zu entwickeln wird im Moment nicht als oberste Priorität angesehen, umso mehr als die CNS die gewünschten Informationen per Anfrage über Telefon oder E-Mail weitergibt.

Ad 6) Die Liste der gemäß Artikel 2 der Statuten der CNS akkreditierten Taxiunternehmen ist auf der Internetseite der CNS abrufbar. In dem Maße, in dem diese Unternehmen ebenfalls über eine Niederlassungsermächtigung als Ambulanzunternehmen verfügen, werden sie in dieser Liste geführt.

Es sei darauf hingewiesen, dass die für Kommunikation zuständige Abteilung der CNS konstant das Angebot an Informationen auf der Internetseite vergrößert. Die Auswahl der zur Verfügung gestellten Daten hängt einerseits davon ab, inwieweit sie verfügbar sind, andererseits von den Prioritäten der Verantwortlichen der CNS.

Ad 7) Was die freie Wahl des Dienstleisters angeht, verweise ich auf die Antwort auf die parlamentarische Anfrage Nr.1655 des werten Abgeordneten (cf. *compte rendu n°1/2011-2012*).

Question 2444 (28.11.2012) de **M. Alexandre Krieps** (DP) concernant l'assurance dépendance:

Introduite en 1999, l'assurance dépendance prend en charge actuellement quelque 12.100 personnes (8.036 à domicile et 4.129 en établissements). Au cours des dernières années, le nombre des bénéficiaires de l'assurance dépendance a augmenté en moyenne d'environ 5% par an.

En date du 1^{er} août 2012, le comité directeur de la Caisse Nationale de Santé a approuvé les comptes annuels et le bilan de clôture de l'année 2011 de l'assurance dépendance. L'exercice 2011 se caractérise par un solde déficitaire des opérations courantes. En effet, les dépenses courantes dépassent les recettes courantes de 42,8 millions d'euros et ceci pour le troisième exercice de suite (-283,9 millions en 2009 et -27,5 millions en 2010).

Le taux de contribution dépendance nécessaire à maintenir l'équilibre financier de l'exercice 2011 aurait été de 1,62%.

Considérant la situation financière difficile de l'assurance dépendance, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

1) Quelle est l'évolution du nombre de personnes travaillant dans le secteur de l'assurance dépendance depuis sa mise en place en 1999? Comment a évolué le ratio encadrant/bénéficiaire depuis cette date?

2) Combien d'agrément ont été attribués depuis l'introduction de l'assurance dépendance?

3) Quelles sont les prévisions gouvernementales concernant l'évolution future de l'assurance dépendance (besoins financiers, bénéficiaires, personnel, établissements, etc.)?

4) Quelles mesures le Gouvernement envisage-t-il afin de stabiliser à moyen terme l'équilibre financier de l'assurance dépendance?

5) Est-il prévu de procéder à nouveau à une hausse des cotisations comme en 2007?

6) Est-il prévu, comme la COPAS vient de le proposer récemment, de fixer pluriannuellement la contribution des assurés à la hauteur nécessaire pour équilibrer les budgets de l'assurance dépendance?

7) Est-il prévu d'augmenter la participation directe des bénéficiaires pour certaines prestations de l'assurance dépendance?

8) Est-il prévu d'abaisser les tarifs pour des prestations de l'assurance dépendance?

Réponse commune (7.1.2013) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

1) Le nombre des équivalents temps plein (ETP) est passé de 2.499 en 2000 à 5.408 en 2010. Ce nombre correspond à l'effectif dispensant des aides et soins pris en charge par l'assurance dépendance.

Afin de déterminer le ratio en question, il faut considérer les deux domaines d'activité existants dans le secteur:

- la prise en charge «stationnaire» (centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) et les maisons de soins),

- la prise en charge «maintien à domicile» (réseaux d'aides et de soins, centres semi-stationnaires, établissements à séjour intermittent).

Étant donné que les deux domaines diffèrent fortement, un taux d'encadrement général regroupant tous les prestataires de l'assurance dépendance n'est pas parlant.

Au niveau du maintien à domicile, les «aidants informels» prestant des aides et soins qui ne sont donc pas pris en charge par des professionnels et qui ne sont donc pas pris en compte au niveau des ETP.

En outre l'état de dépendance des personnes résidant à domicile est généralement moins sévère que celui des assurés séjournant en milieu stationnaire. L'activité des prestataires du maintien à domicile est étroitement liée aux besoins d'encadrement que la Cellule d'évaluation et d'orientation (CEO) de l'assurance dépendance arrête au niveau des plans de prise en charge. Ce cadre explique un taux d'encadrement assez constant de 0,4 ETP par bénéficiaire de prestations en nature arrêtées par un plan de prise en charge de l'assurance dépendance pour la période 2000 à 2010.

Le taux d'encadrement des CIPA et des maisons de soins a été calculé séparément. Pour la période visée, les centres intégrés pour personnes âgées disposent de 0,7 ETP par personne dépendante. À noter que dans les CIPA le personnel s'occupe également de personnes non dépendantes.

Les maisons de soins accueillent une population dépendante exclusivement. Leur taux d'encadrement est passé de 0,7 en 2000 à 0,9 en 2010. La gravité des cas des personnes soignées en maison de soins justifie ce taux d'encadrement élevé.

2) Devançant la législation instaurant une assurance dépendance au Luxembourg de quelques mois seulement, la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique introduit l'obligation d'un agrément dans le chef des services relevant du domaine du ministre ayant la famille dans ses attributions.

Un règlement grand-ducal du 11 décembre 1998 (remplacé par le règlement grand-ducal du 8 décembre 1999) précise les modalités concrètes relatives à l'obtention d'un agrément pour les gestionnaires de services pour personnes âgées.

Ce n'est qu'à partir de ce moment que les services sont soumis à l'obligation de disposer d'un agrément, indépendamment du fait qu'il s'agit d'anciens ou de nouveaux services.

Eu égard aux services définis à l'article 4 du règlement grand-ducal modifié du 8 décembre 1999 le Ministère de la Famille et de l'Intégration dispose aujourd'hui de:

Centre intégré pour personnes âgées	33 services agréés
Maison de soins agréées	17 services agréés
Logements encadrés pour personnes âgées	13 services agréés (*)
Centre psycho-gériatrique	32 services agréés
Centre régional d'animation et de guidance pour personnes âgées (Clubs Senior)	19 services agréés (*)
Aide à domicile	8 services agréés
Soins à domicile	10 services agréés
Repas sur roues	80 services agréés (*)
Appel - assistance externe	10 services agréés (*)
Activités seniors	5 services agréés (*)
Centre d'accueil pour personnes en fin de vie	0 services agréés (1)

À noter que les catégories marquées d'un astérisque constituent des services qui ne sont pas ou pas nécessairement prestataires de l'assurance dépendance.

(1) Depuis le 1.1. 2011 le Centre d'accueil pour personnes en fin de vie «Haus Omega» fait partie intégrante du plan hospitalier.

3) L'IGSS a été chargée d'établir un bilan de l'assurance dépendance. Ce bilan qui est en voie d'achèvement et sera disponible dans les prochaines semaines, sera à la base de futurs aménagements de l'assurance dépendance. L'élaboration d'un projet de loi y relatif est prévue pour 2014, mais actuellement il est encore impossible de dire quelles seront les orientations futures en matière de financement et/ou de réduction des coûts de l'assurance dépendance.

4) - 8) L'équilibre financier de l'assurance dépendance est impacté par quatre facteurs qui sont le niveau de la contribution de l'État, le niveau de la contribution des particuliers, le tarif respectivement le volume des prestations.

Ci-joints certains tableaux relatifs à l'évolution future du nombre de personnes bénéficiant de l'assurance dépendance.

(tableaux à consulter auprès de l'administration parlementaire)

Question 2447 (3.12.2012) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la lutte contre le sida:

Betreffend meine parlamentarische Anfrage Nr.2342 über die Aidsproblematik (cf. *compte rendu n°2/2012-2013*) möchte ich noch einige ergänzende Fragen stellen:

1) Hat das Ministerium oder das Aidskomitee handfeste Unterlagen, welche die Theorie des Aidsvirus untermauern, das heißt, gibt es einen einzigen wissenschaftlich fundierten Text, der den Beweis des Virus erbringt? Gibt es eine Dokumentation des Virus mit Reinigung, Charakterisierung, Fotografie, Beschreibung der einzelnen Schritte rund um das Foto, Publizierung und Peer-Kontrolle?

2) Wie kann man einen Test mit dem Antigen des HIV durchführen, wenn das HIV gar nicht nachgewiesen und biochemisch nicht charakterisiert worden ist? Wie können die Tests dann geeicht sein?

3) Falls es einen Virus gibt, warum ist es nicht möglich, relativ schnell einen Impfstoff zu produzieren, so wie es bei der Schweinegrippe der Fall war, wo in Rekordtempo ohne Tests ein Impfstoff auf den Markt gebracht wurde?

4) Gibt es denn nicht andere Ursachen, die zum Ausbruch der Aidssepidemie führen, außer der gängigen Theorie des Virus?

5) War die hohe Sterblichkeitsrate der Aidspatienten nicht dadurch bedingt: aufgrund der toxischen Behandlung mit dem Medikament AZT, denn dieses Medikament löst genau die Symptome aus, welche man der Krankheit Aids zuschreibt?

6) Kennt das Ministerium die Aussagen der Ärzte Claus Köhlein, Nancy Turner Banks, Etienne de Harven und vieler anderer, zu sehen in einer guten Übersicht beim Kongress „Aids zwischen Wissen und Dogma“ 2010 in Wien, unter <http://www.science-and-aids.org/d/films.html>? Des Weiteren: Kennt der Minister die zahlreichen Dokumentationen des Dr. Stefan Lanka und des Dr. Karl Krafeld, die über diese Aidsproblematik geschrieben haben?

7) Glaubt der Minister nicht, dass im Bereich der Aidsproblematik eine andere Strategie durchgeführt werden muss und die kontraproduktiven dogmatischen Prinzipien in Frage gestellt werden müssen?

Réponse (20.12.2012) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Ich möchte eingangs dem ehrenwerten Abgeordneten meine ausführliche Antwort auf die von ihm gestellte parlamentarische Anfrage Nr.2342 in Bezug auf Aids-tests in Erinnerung rufen.

Mein Ministerium beruft sich in Bezug auf Aids auf die Empfehlungen des nationalen Aidskomitees. Dieses Komitee arbeitet gemäß den Richtlinien und Erkenntnissen der Weltgesundheitsorganisation.

Die in Luxemburg durchgeführten Tests sind die, welche von der Weltgesundheitsorganisation zugelassen sind.

Die Herstellung eines Impfstoffs gegen Aids begegnet Schwierigkeiten technischen Ursprungs. Das Virus verändert sich rasch; deshalb ist eine Impfstoffentwicklung schwierig.

Das Medikament AZT hat seine Wirksamkeit auch in Luxemburg bewiesen. Durch die moderne Tritherapie haben Aidsinfizierte eine wesentlich längere Lebenserwartung.

Die Strategie des Gesundheitsministeriums gegen Aids spiegelt sich im Aktionsplan des nationalen Aidskomitees wieder und richtet sich nach internationalen wissenschaftlichen Kriterien der Weltgesundheitsorganisation.

Bedrobinol, Bedica et Bediol sont considérées comme médicaments, le cannabis ayant - et ceci est scientifiquement prouvé - des vertus curatives et préventives.

Il faut aussi savoir que malgré la haute teneur en THC du Bediol, notamment 6%, celui-ci n'est pas psychoactif, vu qu'il est contrecarré par une plus grande teneur en CBD (7,5)% selon la formule:

%THC + % CBN divisé par % CBD inférieur à 1 = non psychoactif.

Questions:

1) Partant de ces constatations, est-ce que les services du Ministère de la Santé sont prêts à avaliser l'importation des préparations sus-citées en cas de demande d'autorisation par la firme néerlandaise Bedrocan B.V. de Groningen?

2) La prescription moyennant le carnet à souches comprenant des feuillets roses soumis au contrôle du Ministère ne prévoit pas une durée de prescription supérieure à sept jours. Afin d'éviter des consultations répétées des patients nécessitant et fragilisés par une maladie chronique et sachant qu'en moyenne des doses non supérieures à 0,2 grammes (non psychoactives à ce dosage) à raison de trois fois par jour c'est-à-dire 4,2 g par semaine, sauf exception, sont nécessaires, quelle est la limite supérieure de prescription admise afin de ne pas être accusé d'avoir prescrit du cannabis récréatif?

3) Le Bediol, étant considéré comme non psychoactif en raison de sa composition, nécessite-t-il en vue de sa prescription l'utilisation du carnet à souches?

Réponse (9.1.2013) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

L'utilisation thérapeutique du cannabis a déjà fait l'objet des questions parlementaires n°0254 (cf. *compte rendu n°6/2009-2010*) et n°1137 (cf. *compte rendu n°9/2010-2011*), ainsi que de la question avec débat n°14 de l'honorable Député (cf. *compte rendu n°2/2010-2011*).

Le statut juridique du cannabis et des cannabinoïdes a de surcroît fait l'objet d'un échange de courrier intensif avec le parlementaire.

Je me limiterai dès lors à rappeler à Monsieur le Député que:

1) Les dispositions de la loi relative à la mise sur le marché des médicaments peuvent, le cas échéant, autoriser l'importation sur ordonnance médicale individuelle régulière d'un médicament disposant d'une autorisation de mise sur le marché étrangère en règle, c'est-à-dire conforme à l'acquis communautaire.

Des médicaments cannabinoïdes disposant d'une autorisation de mise sur le marché conforme à l'acquis communautaire, tels que le «Sativex» ou le «Marinol», sont actuellement utilisés et prescrits au Luxembourg conformément à leur notice.

La prescription doit en être faite par le médecin sur base du carnet à souche spécial rose.

2) Aux Pays-Bas, les produits de la société néerlandaise Bedrocan N.V. ne disposent cependant pas d'une autorisation de mise sur le marché conforme à l'acquis communautaire.

Ces produits relèvent dans ce pays d'un statut juridique spécifique, et y sont autorisés sous le contrôle du «Bureau voor Medicinale Cannabis».

Dès lors, et indépendamment de leur teneur en cannabinoïdes, les produits dont question ne peuvent pas être prescrits au Luxembourg. Le Bediol relève aussi de cette catégorie.

Question 2449 (3.12.2012) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **Lycée de Junglinster**:

Il m'est parvenu que le budget prévu pour le Lycée à Junglinster serait réduit de 30%.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, quels sont les postes budgétaires qui seront réduits?

Réponse (4.1.2013) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert au sujet du projet du Lycée de Junglinster.

Tout d'abord, je me permets de confirmer que le Lycée à Junglinster est réalisé en conformité avec le programme de construction à la base du projet de loi. La loi correspondante a été votée en date du 30 janvier 2008 et prévoit une enveloppe budgétaire de 104.900.000 euros TTC (l'indice 633,42) ce qui correspond au montant actualisé de 116.140.000 euros TTC.

Au vu de la situation budgétaire globale de l'État, des efforts supplémentaires sont menés par l'Administration des Bâtiments publics en vue d'obtenir la meilleure qualité de l'ouvrage à un prix raisonnable (ainsi, pour le revêtement de sol dans la galerie et le parvis, l'on a choisi du terrazzo respectivement du béton au lieu de la pierre naturelle). Ainsi, les études et moyens d'exécution tout comme les cahiers des charges ont été optimisés de manière à ce que le coût prévisionnel du projet se situe actuellement à quelque 90% de l'enveloppe maximale disponible. Par ailleurs, des résultats des soumissions jusqu'à présent favorables contribuent également à cette situation.

Pour conclure, il faut retenir que le projet est exécuté comme prévu par la loi précitée et aucun élément ne pourrait confirmer les informations relatives à une quelconque réduction du budget disponible à concurrence de 30%.

Question 2453 (4.12.2012) de M. Robert Weber (CSV) concernant l'amélioration de la compétitivité nationale:

En date du 10 avril 2010, le Ministre de l'Économie de l'époque a présenté 65 propositions d'ordre général du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur pour l'amélioration de la compétitivité nationale.

En date du 29 juin 2010, la fraction politique du CSV a présenté 20 ou 21 propositions destinées à améliorer la compétitivité nationale.

- Veuillez me préciser combien de ces séries de propositions (65 et 20/21) ont été mises en pratique, combien sont encore en suspens et combien et quelles propositions ne sont pas réalisées actuellement et pour quelles raisons.

- Veuillez également m'indiquer si Monsieur le Ministre de l'Économie entend encore ajouter des propositions en la matière.

- Veuillez me renseigner avec des explications détaillées sur mes questions.

Réponse (10.1.2013) de M. Etienne Schneider, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

Veuillez trouver ci-joint ma réponse à la question parlementaire n°2453 de l'honorable Député Robert Weber concernant les 65 propositions d'ordre général pour l'amélioration de la compétitivité nationale (2010):

Dans le cadre des discussions du Comité de coordination tripartite au premier semestre 2010, le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur avait présenté un paquet de 65 propositions d'ordre général afin de favoriser la compétitivité des entreprises. Ces propositions touchaient différentes facettes de la compétitivité nationale, qui ne sont pas du seul domaine de compétence du Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur mais qui engagent aussi d'autres départements ministériels: prise en charge des entreprises, gestion publique et procédures administratives, suivi et évaluation de la compétitivité et de l'attractivité du site de production, compétitivité-coûts, fiscalité, infrastructures, diversification et spécialisation multisectorielle, promotion du Luxembourg à l'étranger. De plus, l'essentiel des mesures évoquées par Monsieur le Député ont été reprises dans le Programme national de réforme (PNR) arrêté dans le cadre du semestre européen.

Ces questions de compétitivité nationale sont une responsabilité partagée des partenaires sociaux et du Gouvernement. Bien que les discussions au Comité de coordination tripartite n'aient malheureusement pas permis d'aboutir à un accord, les départements ministériels concernés par ces propositions ont néanmoins poursuivi leur mise en œuvre, dans la mesure du possible.

Je tiens à vous informer qu'une analyse de la mise en œuvre de ces mesures est actuellement en cours. Les conclusions que je tirerai de cette

analyse feront partie d'un débat d'orientation sur la croissance et la compétitivité prévu à la Chambre des Députés au cours du premier semestre 2013.

Question 2454 (4.12.2012) de M. Robert Weber (CSV) concernant l'examen-concours pour fonctionnaire de l'État:

Veuillez me renseigner sur le nombre de candi-

dates qui ont participé ces dernières dix années à l'examen-concours pour fonctionnaire de l'État dans les différentes carrières (inférieure, moyenne, supérieure).

- Combien de ces personnes ont échoué à cet examen, combien y ont réussi et combien de ces personnes sont finalement entrées dans la fonction publique comme fonctionnaire de l'État?

Réponse (24.12.2012) de Mme Octavie Mordet, Ministre déléguée à la Fonction publique et à la Réforme administrative:

Dans sa question parlementaire n°2454 du 4 décembre 2012, Monsieur le Député Robert Weber demande des renseignements concernant le nombre de candidats ayant participé, réussi et échoué au cours des dix dernières années aux examens-concours pour l'admission au stage dans les différentes carrières de fonctionnaire de l'État.

En réponse à sa question, j'ai l'honneur de fournir à l'honorable Député les informations suivantes:

Année	Carrière	Participants		Réussites		Échecs		Admissions au stage
		Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
2011	Inférieure	524	100%	110	21%	414	79%	63
	Moyenne	423	100%	97	23%	326	77%	75
	Supérieure	353	100%	162	46%	191	54%	119
2010	Inférieure	441	100%	65	15%	376	85%	24
	Moyenne	483	100%	95	20%	388	80%	71
	Supérieure	165	100%	60	36%	105	64%	40
2009	Inférieure	331	100%	115	35%	216	65%	36
	Moyenne	637	100%	134	21%	503	79%	97
	Supérieure	319	100%	153	48%	166	52%	85
2008	Inférieure	378	100%	103	27%	275	73%	46
	Moyenne	538	100%	152	28%	386	72%	127
	Supérieure	268	100%	140	52%	128	48%	111
2007	Inférieure	373	100%	122	33%	251	67%	39
	Moyenne	522	100%	137	26%	385	74%	111
	Supérieure	271	100%	135	50%	136	50%	78
2006	Inférieure	314	100%	76	24%	238	76%	20
	Moyenne	268	100%	60	22%	208	78%	59
	Supérieure	177	100%	90	51%	87	49%	37
2005	Inférieure	719	100%	187	26%	532	74%	49
	Moyenne	593	100%	181	31%	412	69%	148
	Supérieure	386	100%	195	51%	191	49%	73
2004	Inférieure	973	100%	273	28%	700	72%	57
	Moyenne	464	100%	130	28%	334	72%	91
	Supérieure	101	100%	49	49%	52	51%	17
2003	Inférieure	735	100%	161	22%	574	78%	50
	Moyenne	685	100%	162	24%	523	76%	136
	Supérieure	158	100%	158	100%	0	0%	33
2002	Inférieure	698	100%	203	29%	495	71%	110
	Moyenne	625	100%	222	36%	403	64%	202
	Supérieure	201	100%	193	96%	8	4%	38
Total		13.123	100%	4.120	31%	9.003	69%	2.242

MOYENNE PAR NIVEAU DE CARRIERE 2002-2012

Carrière	Participants		Réussites		Échecs		Admissions au stage
	Nombre	%	Nombre	%	Nombre	%	Nombre
Inférieure	5.486	100%	1.415	26%	4.071	74%	494
Moyenne	5.268	100%	1.370	26%	3.868	74%	1.117
Supérieure	2.399	100%	1.335	56%	1.064	44%	631
Total	13.123	100%	4.120	31%	9.003	69%	2.242

À noter que la différence entre le nombre de réussites et le nombre d'admissions au stage s'explique notamment par le fait que le nombre de postes vacants à pourvoir peut être inférieur au nombre de candidats qui ont réussi aux examens-concours. Dans ces cas de figure, le principe du rang utile est appliqué qui prévoit une admission au stage des candidats qui rentrent, de par leur classement, dans le con-

tingent des emplois vacants. Par ailleurs, il y a également lieu de relever qu'un certain nombre de candidats renoncent à un poste alors qu'ils ont réussi aux examens-concours.

Les candidats qui ne sont pas classés en rang utile et qui n'entrent donc pas dans le contingent constitué par le nombre des postes va-

cants, constituent une réserve de recrutement et sont admissibles à des postes devenant vacants entre deux sessions d'examens-concours, sans pour autant avoir un droit à une vacance de poste. La liste de réserve ainsi définie est valable de la clôture d'une session d'examen jusqu'à la date de la publication de la prochaine session d'examen-concours et pendant au maximum une année.